Les favelas à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux, confrontation d'un nouveau type : les cas de Rio de Janeiro et Curitiba au Brésil

Caroline Chabot

▶ **To cite this version:**

Caroline Chabot. Les favelas à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux, confrontation d'un nouveau type : les cas de Rio de Janeiro et Curitiba au Brésil. Sociologie. Université de Bordeaux; Universidade federal do Paraná (Brésil), 2018. Français. NNT : 2018BORD0459 . tel-02098221

HAL Id: tel-02098221

https://theses.hal.science/tel-02098221

Submitted on 12 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE EN COTUTELLE PRÉSENTÉE

POUR OBTENIR LE GRADE DE

DOCTEUR DE

L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX ET DE L'UNIVERSITÉ FÉDÉRALE DU PARANÁ

Écoles Doctorales « Sociétés, Politique, Santé Publique » et « Programa de Pós Graduação em Meio Ambiente e Desenvolvimento »

Spécialité : Sociologie

Par Caroline Chabot

Les favelas à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux

Confrontation d'un nouveau type

Les cas de Rio de Janeiro et Curitiba au Brésil

Sous la direction de Guy TAPIE et Cristina DE ARAUJO LIMA

Soutenue le 18 décembre 2018

Membres du jury :

M. N'KAOUA Bernard	Professeur Université de Bordeaux	Président
M. APPERT Manuel	Maître de conférence EVS – Université Lyon 2	Rapporteur
M. LASSANCE Guilherme	Professeur associé CNPq – Université Fédérale de Rio de Janeiro	Rapporteur
M. GODIER Patrice	Maître de conférence ENSAPBx CED – PAVE – Université de Bordeaux	Examinateur
M. TAPIE Guy	Professeur ENSAPBx CED – PAVE – Université de Bordeaux	Directeur de thèse
Mme. DE ARAUJO LIMA Cristina	Professeur LAHURB – Université Fédérale du Paraná	Co-directrice de thèse

Résumé

La persistance des bidonvilles en milieu urbain est un phénomène présent à l'échelle du globe et particulièrement dans les pays émergents. Elle s'affirme comme un enjeu majeur illustrant aussi bien les inégalités sociales, politiques et environnementale qu'une certaine non maîtrise de l'urbain par les autorités publiques. Au Brésil, le phénomène prend le nom de favelisation. Synonymes de pauvreté, de plaie urbaine et de violence, les favelas constituent un pan entier de la production urbaine que les politiques publiques et les acteurs privés ne parviennent pas à endiguer ou absorber.

Depuis quelques années, les métropoles émergentes tentent de se distinguer par des événements à portée internationale. C'est le cas de Rio de Janeiro et de Curitiba au Brésil. La première s'inscrit dans l'agenda des méga-événements internationaux (Coupe du Monde de Football 2014, Jeux Olympiques 2016). La deuxième, intégrée dans le projet Coupe du Monde 2014, s'était déjà démarquée en devenant un modèle de développement urbain à l'échelle mondiale. La bonne réception des grands événements sportifs implique dès lors d'importantes transformations des territoires hôtes : constructions de stades, amélioration des infrastructures de transport. À Rio de Janeiro et Curitiba, où respectivement 22% et 9% de la population habite dans des favelas, la confrontation spatiale entre les deux phénomènes est inévitable. À travers cinq favelas (*Vila Autodromo*, *Vidigal*, *Morro da Providência*, *Vila Torres*, *Vila Parolin*) de deux métropoles différentes (*Rio de Janeiro* et *Curitiba*), la thèse montre que les interactions entre les favelas et les méga-événements sont protéiformes et dépendent fortement des contextes locaux.

L'approche spatiale, articulée à la sociologie urbaine, offre une nouvelle grille de lecture à la confrontation entre méga-événements et favelas et qualifie les transformations : la favela évincée, la favela mondialisée, la favela trophée, la favela intégrée et la favela ordinaire. Au centre de cette confrontation, trois logiques apparaissent. L'invisibilisation des favelas, visuellement frappante, vise à faire disparaitre leur caractère embarrassant ; la logique de transfert évoque des déplacements de population et de modes de vie ; enfin la logique culturelle, spécificité brésilienne, renverse la dichotomie en s'appuyant sur la culture favelada pour promouvoir une certaine image du Brésil. La recherche combine de nombreuses observations et analyses spatiales *in situ*, une revue de presse (locale et internationale) et des entretiens semi-directifs. Les résultats montrent que la nature des confrontations dépend de la manière dont les méga-événements sont intégrés au développement urbain des métropoles-hôtes. Plus le méga-événement s'adapte au territoire dans une vision à long terme, plus la confrontation avec les favelas mène à leur intégration dans le maillage urbain. À l'inverse, lorsque c'est la ville qui s'adapte au méga-événement et coordonne ses transformations urbaines au calendrier événementiel, la nature des confrontations est plus brutale. Les favelas sont dans ce cadre un perturbateur, mais aussi une opportunité de se distinguer positivement pour les métropoles qui parviennent à en pallier les carences. Elles

interrogent profondément les ambitions et les modalités de production de la ville, tant en raison de leur persistance que par leur capacité à se transformer.

Mots clés : Favelas, Méga-événements, Analyse spatiale, Confrontation, Invisibilisation, Transfert, Culture

---

Laboratoires et unités de recherche

PAVE, Profession Architecture Ville Environnement
École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux
740 cours de la Libération – 33405 Talence

Centre Émile Durkheim
3 ter Place de la Victoire
33076 Bordeaux Cedex

PPGMADE, Programa de Pós-Graduação em Meio Ambiente e Desenvolvimento
Universidade Federal do Paraná
Rua dos Funcionários, 1540. Juvevê
Campus de Ciências Agrárias da UFPR
CEP : 80035-050, Curitiba, Paraná, Brasil

Abstract

The persistence of shanty towns in urban areas is a worldwide phenomenon and more particularly in developing countries. It appears as a major issue, which illustrates both social, political and environmental inequalities and some difficulties of public authorities in mastering the development of urban background. In Brazil, the phenomenon is called « favelisation ». Synonymous with destitution, urban plague and violence, favelas constitute a whole part of urban production that city policies and economic agents fail to contain or absorb.

For a few years, emerging metropolises have attempted to single out through events with a worldwide impact. This is the case of Rio de Janeiro and Curitiba in Brazil. The former is part of the agenda of global mega-events (2014 Soccer World Cup, 2016 Olympic Games). The latter, integrated in the 2014 World Cup, had already stood out by becoming a model for urban development on a worldwide scale. The good reception of major sporting events entails then significant transformations for host territories: building stadiums, improvement of transport facilities. In these metropolises, although they have different proportions of inhabitants to slum (22% in Rio de Janeiro and 9,3% in Curitiba), it's impossible to avoid spatial confrontation. Through five favelas (Vila Autodromo, Vidigal, Morro da Providência, Vila Torres, Vila Parolin) in two different conurbations (Rio de Janeiro and Curitiba), the thesis shows that the interactions between the favelas and major woldwide events are shape-shifting and depend hugely on local backgrounds.

The space approach, joined with urban sociology, provides a new reading of the confrontation between mega-events and favelas and brands the transformations: the excluded favela, the globalised favela, the trophy favela, the integrated favela and the ordinary favela. At the core of this confrontation there are three logics. That of making the favelas invisible, visually striking, aims at making their embarassing aspect disappear; the transfering logic causes people's relocation and lifestyle change; eventually the cultural logic, which is a Brazilian specificity, knocks over dichotomy by relying on the favela culture to promote a certain image of Brazil. The research combines many observations and area analysis in situ, a press review (local and global) and semi-guided interviews. The results show that the nature of the confrontations depends on the way the mega-events are integrated to the urban development of the host conurbations. The more the mega-event adapts to the territory in a long run vision, the more the confrontation with favelas leads to their integration in the city networking. Conversely, when the city adapts itself to the mega-event and ajusts its tranformations to the event agenda, the nature of confrontations is more violent. In this case favelas are a disruptive element as well as an opportunity to stand out positively for the conurbations that manage to make up for the deficiencies. They question in depth the urban ambitions and production modes, owing both to their persistence and their ability to transform.

Key-words: Favelas, Mega-events, Spatial analysis, Confrontation, Making invisible, Transfering, Culture.

Remerciements

Mes premiers remerciements vont à mes directeurs de thèse, Guy Tapie et Cristina de Araujo Lima, pour leurs conseils toujours avisés, leurs encouragements et leur disponibilité tout au long de ce travail. Je remercie également les membres du jury d'avoir accepté de lire mon travail et pour leurs encouragements.

À Curitiba et Rio de Janeiro, mes terres d'accueil pendant près de deux années, J'adresse tous mes remerciements aux enseignants chercheurs et aux doctorants du PPGMADE, pour leur tolérance quant à mon portugais, les nombreux échanges institutionnels et leur capacité à me faire découvrir une autre facette de mon sujet. Je remercie également les différents organismes qui m'ont permis l'accès au terrain et à la documentation : COHAB-CT, IPPUC, IPP.

Merci à l'Ambassade de France au Brésil qui a financé mon travail de terrain. Merci aux élus, aux professionnels de la ville et aux membres de la société civile qui ont pris le temps de répondre à mes questions.

Je tiens aussi à remercier les membres des laboratoires PAVE et CED. Patrice Godier pour avoir soutenu mon envie de Brésil depuis le mémoire de master et m'avoir initiée aux travaux de mémoires à ses côtés. Merci à Aurélie, Fanny, Flora, Julie, Laura, Louise, Manon, Myriam, Patience, Roberta et Vincent.
Je souhaite remercier mes compagnons de route de la Casa Brasileira, Amin pour sa capacité à me faire rire des situations les plus compliquées qu'offre un séjour de longue durée dans un pays étranger, Paul-Gilles pour ses accompagnements dans les favelas. Merci à Camille, Pierre-Yves, Alexis, Hervé, Marie, Thomas, Laura, Charlotte.

Mes remerciements vont aussi à ma famille et mes amis qui, avec cette question récurrente « quand-est-ce que tu soutiens cette thèse ? », bien qu'angoissante en période fréquente de doutes, m'ont permis de ne jamais dévier de mon objectif final. À Maël pour son soutien, ses nombreuses relectures et son enthousiasme contagieux à l'égard de mes travaux comme de la vie en général.

SOMMAIRE

Résumé....3
Abstract....5
Table des sigles et définitions....10
Avant-propos....11

INTRODUCTION GÉNÉRALE - LES BIDONVILLES, RÉCENTS VOISINS DES MÉGA-ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX....13

PARTIE 1 – FAVELAS ET MÉGA-ÉVÉNEMENTS : ANCRAGES BRÉSILIENS....50

Chapitre 1/ Les favelas, la permanence du provisoire....52
1.1. Favelas, identité d'un phénomène socio-spatial....52
1.2. Une réalité plurielle....66
1.3. Au prisme des politiques urbaines....78
1.4. Vivre en risques....99
1.5. Un processus dicté par l'agenda international....116

Chapitre 2/ La construction d'un Brésil-Événement....121
2.1. Jeux Olympiques et Coupe du Monde, identité de phénomènes spatiaux....121
2.2. Vitrine de villes compétitives....138
2.3. Rio villes d'événements, s'adapter à tout prix....148
2.4. Curitiba et le Mondial 2014, une opportunité à saisir....170

*Compendium Partie 1****....178***

PARTIE 2 – DES CONFRONTATIONS MULTIPLES : MÉTAMORPHOSES SOCIO-URBAINES....181

Chapitre 3/ La révélation spatiale des transformations....184
3.1. Caractériser une réalité matérielle et en faire une analyse diachronique....184
3.2. S'adapter aux terrains....188
3.3. Mode d'emploi....189

Chapitre 4/ Vila Autodromo, la favela évincée....191
4.1. Une favela dans la « cour » des Jeux....192
4.2. Une dispute territoriale basée sur des lois....198
4.3. Des résistances institutionnalisées et spontanées....207

Chapitre 5/ Vidigal, la favela mondialisée....232
5.1. Une favela « hype » pacifiée pour les Jeux....233
5.2. Une mondialisation par les locaux....237
5.3. Une mondialisation par les « gringos »....246

Chapitre 6/ Morro da Providência, la favela trophée 278
6.1. La favela originelle au cœur des Jeux Olympiques 279
6.2. Une patrimonialisation sélective encouragée par les élus 284

Chapitre 7/ Vila Torres, la favela intégrée 311
7.1. Vila Torres, une favela sur la route du Mondial 312
7.2. Une intégration spatiale par la réduction des frontières physiques 323
7.3. Une intégration sociale par les comportements 328

Chapitre 8/ Vila Parolin, la favela ordinaire 356
8.1. Une favela à l'écart du méga-événement sportif 357
8.2. Une évolution urbaine linéaire 361

Compendium Partie 2 ***..... 392***

PARTIE 3 : ENTRE RÉCURRENCE ET NOUVEAUTÉ : TROIS LOGIQUES CENTRALES 394

Chapitre 9/ Logique d'invisibilisation 396
9.1. Négation des favelas 396
9.2. Euphémisation des favelas 413

Chapitre 10/ Logique de transfert 427
10.1. Déplacements de populations 427
10.2. Transferts de mode de vie 445

Chapitre 11/ Logique culturelle 452
11.1. Promotion des favelas et de leur folklore par les élus en contexte événementiel 453
11.2. Tourisme de la pauvreté 460
11.3. Récupération des favelas par la société civile en contexte événementiel 464

Compendium Partie 3 ..... *476*

Conclusion 478

Bibliographie 489

Table des figures 507

Table des planches graphiques 510

Table des sigles et définitions

Comité International Olympique : CIO
Le Comité International Olympique est une organisation créée par Pierre de Coubertin en 1894, pour réinstaurer les Jeux Olympiques antiques et organiser cet événement sportif tous les quatre ans, puis en alternant tous les deux ans à partir de 1994 entre les jeux Olympiques d'été et les Jeux Olympiques d'hiver.

Fédération Internationale de Football Association : FIFA
La fédération Internationale de Football Association (FIFA) est la fédération sportive internationale du football. Elle a pour vocation de gérer et de développer le football dans le monde. Elle supervise l'organisation de la Coupe du Monde de football, compétition créée en 1924 par Jules Rimet.

Unité de Police Pacificatrice : UPP
Les Unités de Police Pacificatrices sont un projet du Secrétariat d'État de la sécurité publique de Rio de Janeiro. Il s'agit d'une Police de proximité instituée dans les bidonvilles de la capitale de l'État, dans le but de désarticuler les groupes de narcotrafiquants qui contrôlent ces territoires.

Loi n° 10.257 du 10 juillet 2001 sur le Statut de la ville : « Estatuto da Cidade »
La loi réglemente le chapitre « politique urbaine » de la Constitution brésilienne. Ses principes basiques sont à travers la création d 'une série d'instruments, la planification participative et la fonction sociale de la propriété.

Companhia de Habitação Popular : COHAB
Les compagnies d'Habitation populaire sont un réseau d'entreprises responsables de l'implantation des politiques concernant le logement. Chaque État du Brésil à sa propre COHAB.

Minha Casa Minha Vida : MCMV
Le programme Minha Casa Minha Vida (MCMV) est lancé en 2009 par le gouvernement fédéral brésilien. Il subventionne l'acquisition de maisons ou d'appartements pour les familles dont les revenus sont inférieurs à 1 000 reais et facilite les conditions d'accès à la propriété pour les elles dont le revenu est inférieur à 7 000 reais.

Carioca
Un carioca désigne un habitant de Rio de Janeiro. Il peut aussi être un adjectif pour venant de (ou relatif à) Rio de Janeiro.

Cible 7D des Objectifs du Millénaire pour le Développement.
« Améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis, d'ici à 2020 »[1]

[1]Site internet des Nations Unies : http://mirror.unhabitat.org/

Avant-propos

« *On veut des hôpitaux aux normes de la Fifa !* ».

C'est par cette phrase inscrite sur une banderole que je me pose pour la première fois la question des bouleversements que peuvent apporter des méga-événements sportifs sur un territoire émergent. Nous sommes en 2011, je débute ma quatrième année d'étude d'architecture en échange universitaire à la ČVUT de Prague, en République Tchèque. Cette année riche en découvertes culturelles est aussi l'occasion de se confronter pour la première fois à la recherche scientifique à travers l'exercice du mémoire de recherche. Le choix d'un sujet est la première étape. Il m'accompagnera pendant près d'un an et demi, je souhaite qu'il me déconcerte, qu'il me pose question, qu'il remette en cause mes certitudes.

J'ai pris l'habitude pendant mon expatriation de lire la presse écrite sur internet. Pour me tenir informée, d'une part, pour comparer la façon dont les journaux français et étrangers traitent un même sujet de l'autre. Un matin, une photographie du journal français *Le Monde* m'interpelle. Un groupe de manifestants défile dans les rues de Rio de Janeiro. Certains tiennent une banderole où est écrit « On veut des hôpitaux aux normes de la Fifa ! ». La réclamation m'intrigue. Elle est révélatrice d'un véritable malaise social.

Une succession de témoignages façonne l'article, les interviewés sont brésiliens, ils habitent Rio de Janeiro, certains vivent dans des baraques entassées sur les collines, localement nommées des favelas, mondialement connues sous le nom de bidonvilles. Ils racontent la bivalence entre des infrastructures de santé qui tombent en ruine et ces stades en

construction pour le mondial 2014, extrêmement couteux et qui répondent à des normes architecturales toujours plus strictes. Le sujet de mon mémoire de recherche est là, dans cette photo. La problématique se façonne peu à peu et se centre sur l'accueil prochain des Jeux Olympiques 2016 à Rio de Janeiro et leur confrontation avec les espaces défavorisés de la ville : les favelas et leur population. Le travail se base sur des lectures et une analyse de la presse. La durée de l'exercice et la distance avec le terrain d'étude empêchent cependant les enquêtes *in situ*, et donnera à ce travail un goût d'inachevé.

Début 2014, mon mémoire soutenu et le diplôme d'Architecte DE reçu, je débute ma carrière en agence. Les projets d'habitats et d'équipements sportifs me passionnent, cependant, ils s'enchainent trop vite. Le manque de temps provoque un manque de réflexion. Les projets ne correspondent pas suffisamment aux besoins des populations et aux contextes territoriaux dans lesquels ils s'inscrivent. Afin de mieux pratiquer mon métier, il me faut apprendre à comprendre et analyser plus rapidement les besoins, les contraintes, les enjeux d'un projet, du territoire sur lequel il s'implante, mais surtout des populations auxquelles il s'adresse.
À deux ans des Jeux Olympiques, les équipements nécessaires au bon déroulement de l'événement sont en cours de construction à Rio de Janeiro. En 2013, des manifestations contre la corruption éclatent dans tout le Brésil. Des citoyens dénoncent également les fortes dépenses réalisées pour des équipements olympiques non adaptés aux besoins futurs des populations. Le rôle de l'architecte dans une telle situation me questionne et remet une fois de plus la pratique de mon métier en question. Au même moment, les menaces de démolition de la favela *Vila Autodromo* pour la construction du Parc Olympiques de Rio de Janeiro finissent de me convaincre de poursuivre le travail de mémoire. L'approche sociologique est pour moi l'une des clés pour une meilleure pratique de l'architecture.
La temporalité plus longue de la thèse est l'occasion de suivre *in situ* le déroulement de la confrontation entre les favelas et les méga-événements sportifs internationaux. De questionner la conception des projets, les politiques mises en œuvre et *in fine* les interactions entre les deux phénomènes : favelas et méga-événements sportifs. Un point de vue analytique en filiation avec la sociologie urbaine en général, et l'architecture en particulier, donne un point de vue plus compréhensif. La thèse défend l'hypothèse générale que la confrontation entre les bidonvilles et les méga-événements sportifs et régie par des logiques qui pour certaines se répètent à l'international tandis que d'autres sont spécifiques à des conditions locales.

INTRODUCTION GÉNÉRALE - LES BIDONVILLES, RÉCENTS VOISINS DES MÉGA-ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX

Alors qu'au loin la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de 2016 illumine le stade *Maracaña* de Rio de Janeiro, au premier plan, une famille assiste depuis les hauteurs de son bidonville à ce qui marque l'entrée du Brésil au sein du cercle restreint des grandes puissances mondiales. Le cliché du photographe Andrej Isakovic, publié par l'AFP[2] au lendemain de la cérémonie met alors en lumière une confrontation d'un nouveau type, une histoire de contrastes.

Il fait apparaitre la cohabitation de plusieurs mondes sociaux dans un même milieu urbain. Celle de l'homme du bidonville et de l'élite mondialisée, celle de l'enfant des rues et de l'athlète survitaminé. C'est l'histoire de la vacuité des exploits sportifs contre le misérabilisme. Il parle également de temporalités. Au caractère éphémère de la compétition sportive il oppose la permanence d'un habitat défavorisé. Il évoque l'ordre et le désordre. D'un côté l'adaptation des villes-hôte aux normes toujours plus nombreuses des comités organisateurs, de l'autre, l'illégalité et le caractère désordonné des bidonvilles. Il est aussi l'opposition de symboles et de valeurs véhiculés, entre richesse et pauvreté. Le contraste est alors saisissant entre les stades flambants neufs et l'amoncellement de maisons de briques et de tôles, entre

[2]Agence Française de Presse.

le *prize money*[3] de 31 millions de dollars que reçoit la Nation gagnante de la Coupe du Monde de Football et le dollar journalier avec lequel doit vivre un huitième de l'humanité[4]. Depuis une dizaine d'années les méga-événements sportifs internationaux se concentrent dans le Sud où les inégalités socio-spatiales sont fortes et visibles. Au-delà des discours sur l'enjeu de l'expansion des bidonvilles, notre travail interroge dans le cas brésilien ce que les méga-événements font aux favelas, noms locaux donnés aux bidonvilles, mais aussi ce que la favela fait aux méga-événements.

De nombreux travaux ont déjà étudié les deux processus. Des sociologues (MINGIONE, 2008; FASSIN, 1996; PERLMAN, 1976) ont apporté un regard sur le thème de la pauvreté urbaine et les relations sociales dans les favelas. Des géographes et sociologues (ROCHE, 2006; MÜLLER, 2014; HORNE, 2016) se sont penchés sur le concept de méga-événement, la façon dont ils transforment les métropoles et développent les pratiques sportives sur les territoires. Des économistes (CAVALCANTI, 2014; MOTTA, 2014; MAENNIG et ZIMBALIST, 2012) ont quant à eux étudié le marché informel des favelas et les bénéfices supposés des grandes manifestations sportives. Des politistes et historiens (GOIRAND Camille 2001; WAHL 2004) se sont attachés aux rôles des acteurs, aussi bien dans la création de méga-événements que dans la façon dont sont gérées les favelas. Mais peu de disciplines se sont interrogées sur la confrontation des deux phénomènes sous l'angle des transformations matérielles. Notre démarche vise à apporter un regard différent, croisant sociologie et architecture, et prenant pour focale la dimension spatiale, c'est-à-dire les conditions concrètes et matérielles de la confrontation des deux phénomènes étudiés.

Les favelas ont une identité spatiale singulière. La définition donnée par l'UN-HABITAT[5] se concentre quasi exclusivement sur des critères matériels (mauvaise qualité des logements, absence d'accès à l'eau, à l'assainissement). Celle de L'IBGE[6] relève ses localisations et formes d'organisations spatiales : « une favela est un ensemble constitué de 51 habitations, occupant

[3] Prix remis aux vainqueurs.

[4] Selon l'Organisation des Nations Unies 2016, 800 millions de personnes dans le monde vivent sous le seuil d'extrême pauvreté.

[5] Le Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains, également appelé UN-HABITAT, est une agence spécialisée de l'ONU, crée en 1978 et dont le siège est à Nairobi au Kenya. Son but est de promouvoir le développement social et environnemental durable dans les villes ainsi qu'un logement adéquat pour tous.

[6] L'institut Brésilien de Géographie et de Statistique (IBGE) est un institut public créé en 1936 et est responsable des informations statistiques, géographiques, cartographiques et environnementales du Brésil.

ou ayant occupé jusqu'à une période récente le terrain d'autrui (public ou privé), et disposées en général, de formes désordonnées et dépourvues dans leur majorité des services publics essentiels (eau courante, égouts, électricité) ». Les méga-événements sportifs internationaux s'ancrent également dans l'espace. En plus d'être des compétitions où s'affrontent les athlètes, ils sont aujourd'hui des moyens de reconfigurer un territoire, son identité et son organisation spatiale. Tremplins urbains, leur implantation se concrétise par de grands bouleversements au sein des métropoles-hôtes. Ainsi, l'analyse de la confrontation de ces deux processus peut et doit se faire par la spatialité.

Notre recherche repose sur un double ancrage disciplinaire : une approche sociologique par le questionnement et le mode de développement analytique retenus ; une approche architecturale par la méthode d'investigation privilégiée, s'intéressant aux traces spatiales et matérielles des changements analysés. L'architecture et la sociologie ont en commun des concepts et des objets. L'architecture permet de saisir une certaine réalité de l'espace. Notre travail se situe à la frontière, encore peu explorée, entre ces deux champs de recherche dynamiques. D'une part la sociologie urbaine pour appréhender les dynamiques de la pauvreté, les phénomènes de métropolisation et d'exclusion, de fragmentation urbaine, d'accessibilité aux services essentiels. D'autre part l'architecture et ses outils pour rendre compte par le dessin, l'observation spatiale, l'analyse cartographique des espaces de vie et de la ville.

L'espace fait référence pour le sociologue et pour l'architecte mais la manière dont l'un et l'autre vont l'utiliser diffère. Le premier s'en empare pour saisir les usages, les représentations, les flux et les dynamiques sociales qui s'y déploient, le second l'envisage en termes de matérialité, de volumétrie, de perception, tels des grilles de lecture pour analyser ses évolutions. Notre formation d'architecte n'est pas étrangère à un tel choix. Elle nous permet de lire l'urbain, de saisir une réalité, et de mettre un territoire en récits. Elle apporte des capacités à la fois compréhensives et analytiques de phénomènes sociaux. En termes méthodologiques, l'espace est effectivement signifiant des questions sociales. Il est révélateur des conflits sociaux et de rapports de classes. En termes opératoires, l'architecture propose des manières de faire. Si elle permet de projeter l'espace, elle rend aussi possible sa déconstruction afin d'en saisir ses évolutions, des capacités que nous mobilisons.

Ainsi, nous faisons le choix d'investir la dimension spatiale plutôt que sociale tout en intégrant la problématique environnementale sur les dynamiques de peuplement, sur les modes de vie ou de perspectives issues des sciences politiques pour comprendre les enjeux dans le cadre d'une gouvernance de ces territoires et des politiques publiques mises en place. Le social et le politique sont dans notre démarche en second plan, ils ne sont pas négligés car porteurs de sens. Adopter l'entrée de l'observation des espaces pour l'enquête permet alors d'appréhender différemment les questions essentielles traitées dans des littératures scientifiques voisines : sociologie, économie, politiques publiques, géographie.

Pour saisir l'enjeu de la confrontation entre méga-événements et bidonvilles, nous prenons en considération trois dimensions clefs. La première définit ce qu'est un bidonville, les termes qui le qualifient, son histoire et ses diversités contextuelles, sa contribution au processus d'urbanisation. La seconde fait référence à ce qui caractérise un méga-événement. Entre envergure médiatique et attractivité, entre coût et capacité à catalyser le développement urbain. Enfin, la troisième est de contextualiser la confrontation des deux processus en choisissant le Brésil, un grand pays du Sud.

De l'urbanisation de la pauvreté au problème urbain

En 2008, la population urbaine mondiale devient majoritaire, accompagnée de l'idée que l'humanité est sur le chemin du progrès. L'urbanisation a en effet toujours été symbole d'avancées sociales et industrielles dans les sociétés occidentales (DAMON, 2017). Alors qu'ils n'étaient qu'un sur dix au début du XXème siècle, désormais un être humain sur deux, soit près de 4 milliards de personnes habitent en ville[7]. Homo Sapiens est devenu Homo Urbanus[8]. La même année, le film *Slumdog Millionaire*[9] accède à la reconnaissance internationale en recevant l'oscar du meilleur film. L'histoire qui s'inscrit dans une Inde en pleine évolution expose la face cachée de la croissance : la pauvreté urbaine. En prenant place dans le plus grand bidonville de Mumbai, *Dharavi*[10], le long-métrage montre un phénomène d'ampleur

[7] World Urbanization Prospects The 2007 Revision - ONU. Données pour l'année 2014. Les estimations montrent que 54% de la population mondiale habite désormais en ville.

[8] Thierry Pacquot, Homo Urbanus, Paris, Le Felin, 1990.

[9] Slumdog Millionaire a été réalisé par Danny Boyle et est sorti en 2008. « Slumdog », littéralement « chien de bidonville » est un mot d'argot utilisé pour désigner un habitant de bidonville en Inde.

[10] Dharavi est le deuxième plus grand bidonville d'Asie. Sa population est estimée entre 500 000 et 1 million d'habitants sur 233 hectares. Plus de la moitié de ses occupants font partie de la caste des intouchables.

internationale, reflet des conditions d'habitation d'une personne sur sept sur la planète. Alors qu'à l'échelle mondiale vivre en ville est la voie dominante, les conditions de vie ne s'uniformisent pas. Plus que les modes de vie eux même, ce sont les dynamiques économiques liées à l'accélération de la mondialisation et de la métropolisation qui convergent (DAMON, 2014). Bien qu'il y ait d'un côté une homogénéisation des conditions de vie, de l'autre se déploient des processus de fragmentation, portés par l'embourgeoisement des centres, la périurbanisation ou la ghettoïsation, qui varient très fortement en fonction des villes.

Le terme français « Bidonville » apparait au Maghreb dans les années 1920. Il serait à l'origine un nom propre, celui d'un quartier de Casablanca. *Bidonville* est un espace stigmatisé et stigmatisant, un lieu fait de bidons et de tôle, un habitat nommé par les matériaux qui le compose. Dès lors, on ne dit plus « vivre *à* Bidonville », mais « vivre *en* bidonville ». Le nom d'un lieu devient le nom des lieux les plus défavorisés. La terminologie ne se limite pas à ces seules régions du monde, chaque langue, voir même chaque ville désigne le phénomène avec ses propres mots. Les avatars de la planète bidonville sont à la fois interchangeables et uniques en leur genre (DAVIS, 2005). En Asie, en Afrique et en Amérique Latine, où l'exode rural et l'inflation urbaine connaissent des croissances vertigineuses, le phénomène conduit à un florilège d'appellations (BAIROCH, 1985). Ainsi, « en opposition au discours savant, à la langue administrative, les populations réagissent par leurs propres mots » (MOUSSAOUI, 1999 *in* DEPAULE 2017, P.105) . Les dénominations sont nombreuses, des *bustees* de Calcutta aux *campung* de Djakarta, du *kijiji* Kenyan aux *campamentos* chiliens, du *baladi* du Caire aux *townships* Sud-africains, ou encore des *villas miseria*s de Buenos Aires aux *favelas* brésiliennes. Les dénominations contrastées des bidonvilles reflètent à la fois des particularités locales, des visions de la ville, mais surtout la focale disciplinaire et opérationnelle de ceux qui les décrivent. La profusion des termes rend cependant difficile la compréhension globale du phénomène et des enjeux impliqués.

Le mot anglais *slum* est celui qui s'impose pour en parler dans sa généralité. Il naît au XIXème siècle en Angleterre et désigne « une habitation matériellement inadaptée à l'habitation humaine » (UN-Habitat, 2003, p.9). C'est également le terme référent dans la recherche scientifique. Utilisé pour désigner des conditions de vie précaires, il est devenu générique avec la globalisation des bidonvilles, mais sa montée en généralité efface de nombreuses nuances et spécificités locales. L'insécurité, la pauvreté, ou encore l'homogénéité de la population

diffèrent selon chaque cas et pour certains ne sont plus des caractéristiques systématiques des *slums* d'aujourd'hui. La condition des bidonvilles n'est plus uniquement limitée à des abris faits de tôle et de bois. La stabilisation de certains résidents a transformé une partie des habitations des bidonvilles du monde en habitats consolidés et pérennisés. Certains bidonvilles de Rio de Janeiro sont désormais construits en dur et assainis, en Afrique du Sud des quartiers entier sont légalisés. La réalité sociale interne des bidonvilles est aussi contrastée d'une pluralité de conditions de vie. Certaines populations, par l'action des pouvoirs publics ont accédé à des niveaux de vie plus élevés. Le bidonville se révèle alors tel une palette de situations possibles qui pose question pour sa définition générale.

Dès les années 1930, un débat sociologique ainsi que de nombreuses polémiques sur le bidonville émergent. Pour certains, il représente un lieu à la marge, un danger social et politique pour la ville[11] (GABÉ et DE LA VARDE, 1955). Dans les analyses marxistes, au contraire, il ne constitue ni une marginalité culturelle, ni une marginalité économique mais un lieu et une force de travail qui permet la richesse et le développement (SANTOS, 1971 ; BENZAKOUR, 1978). Le sociologue Fredj Stambouli (1977) souligne quant à lui le fait que de nombreux travaux qualifient trop rapidement les populations de marginales. Le bidonville est une transition entre la campagne et la ville (GRANOTIER, 1980), un passage obligé, une adaptation à la métropole, une étape d'acculturation au monde urbain (PÉTONNET, 1972). Les définitions du phénomène sont souvent floues et les termes pour le qualifier discutés. Pour intervenir et lutter contre les bidonvilles, les Organisations Non Gouvernementales sont les premières à en délimiter des contours. La dénomination permet alors de qualifier une situation visible et identifiable pour en dresser un portrait au niveau mondial, étudier son évolution, et éventuellement, d'en maîtriser les conséquences par des voies politiques, juridiques ou financières.

La définition du bidonville de l'UN-HABITAT est opérationnelle. Elle se concentre sur les caractères physiques (mauvaise qualité des logements, absence d'accès à l'eau et à l'assainissement, manque d'hygiène) et juridique des bidonvilles (illégalité de l'occupation du sol et de la construction, insécurité quant à la jouissance du domicile). Une définition utile

[11] Les autorités coloniales ont largement redouté les révoltes de bidonvilles.

pour dresser un portrait mondial du phénomène, de ses limites géographiques, de son dénombrement. Prenant appui sur le « droit à la ville » d'Henri Lefebvre (1986), elle est la référence pour suivre le progrès de *l'Objectif du Millénaire pour le développement 7 Cible 7D*, « d'avoir sensiblement amélioré, d'ici à 2020, les conditions de vie de 100 millions d'habitants de bidonvilles »[12], aspiration proposée comme l'un des futurs objectifs de Développement Durable : « D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et à des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et moderniser les bidonvilles »[13] (*Objectif 11, Cible 11 ;1).*

En matière de bidonvilles, la précision des statistiques est loin d'être parfaite. L'inventaire des populations est en effet jonché d'obstacles. La population est souvent délibérément et parfois massivement sous-estimée (DAVIS, 2005). On en retient alors des ordres de grandeur. Les Nations Unies ont ainsi affirmé que les habitants des bidonvilles avaient dépassé le milliard d'individus en 2007. Le nombre, bien que portant à discussion pourrait atteindre les 1,4 milliards en 2020, voire 2 milliards en 2030[14]. L'ampleur grandissante du phénomène marque alors profondément le processus d'urbanisation dans les villes du monde, un phénomène qui préoccupe les esprits, en termes d'intervention publique notamment.

Bien avant d'être défini par l'UN-HABITAT, le bidonville fait l'objet de débats dès la fin du 19ème siècle, alors que la société industrielle se développe et que l'urbanisation des grandes villes européennes et américaines s'intensifie. Synonyme d'insalubrité, de promiscuité, de pauvreté, d'illégalité, de vulnérabilité, il pose dès sa naissance des problèmes sanitaires et de dégradation de la vie urbaine par le non-respect des règles en vigueur (FIJALKOW, 2010). L'ampleur du phénomène interroge la gestion de la croissance urbaine. Les hygiénistes se penchent sur les conditions sanitaires avec des tentatives d'assainissement et de civilisation des habitants les plus défavorisées dans les centres urbains. L'urbanisme tente d'endiguer le problème au travers de projets d'intégration à la ville. Il s'agit donc de maîtriser la croissance urbaine et les conditions de vie de toute une population afin d'éviter la remise en question

[12] ONU (2015), Rapport des Objectifs du Millénaire pour le Développement ; « Entre 2000 et 2014, plus de 320 millions de personnes ont gagné accès à une eau de source améliorée, un meilleur système d'assainissement, un logement durable ou des conditions de logement moins peuplées, ce qui signifie que la Cible OMD (7D) a été largement dépassée. ».

[13] Transformer notre Monde : L'Agenda 2030 pour le Développement Durable (2015), « Objectif 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables. ».

[14] ONU-HABITAT, www.devinfo.info. Estimation pour 2020. En ce qui concerne l'estimation pour 2030, Anna Kajumulo Tibaijuka, directrice générale de ONU-Habitat, école d'économie de Varsovie, 18 avril 2008.

aussi bien de la gestion de la ville que de l'organisation inégalitaire de la société. Très tôt, le bidonville est une typologie d'habitat précaire pour les pauvres. Il se révèle tel un fléau, un objet inacceptable, un phénomène contre lequel il faut se battre.

En dépit des nombreuses approches, les bidonvilles sont soumis à des prises de décisions politiques afin de réaliser ce que Monique Hervo et Marie Ange Charras (1971) nomment « la lutte anti-bidonville ». Les méthodes et les stratégies pour y parvenir sont souvent opposées, dépendantes des politiques urbaines, des contextes locaux et des orientations de la Banque Mondiale ou des préconisations de l'Organisation des Nations Unies (OSMONT, 1995). Pour Pierre Signoles, Galila El Kadi et Rachid Sidi Boumedine (1999), certaines actions ne sont pas durables dans le temps alors que d'autres se contredisent. Le choix de l'action radicale connue sous les noms de « démolition », « éradication », ou encore « débidonvillisation », peut être un souhait à court terme, pour ne plus voir les bidonvilles, ou à long terme pour que personne ne vive plus dans ces conditions (DAMON, 2017). L'action radicale passe souvent par la case « relogement » à l'initiative des politiques publiques. De nombreux experts préfèrent à la destruction, l'amélioration *in situ* : viabilisation, installation d'infrastructures et d'équipements de base, routes, électricité, égouts. Elle signifie reconnaissance, bien que transitoire. Une méthode connue sous le nom d'*up-grading* dans le langage de la Banque Mondiale (BALBO, 1992). Entre les partisans de la *tabula rasa* et les adeptes de la réhabilitation, les débats persistent. Si les deux méthodes ont longtemps été observées sur toute la planète, désormais, les interventions se concentrent majoritairement dans certaines zones du globe. Bien que la pauvreté reste en partie visible au sein des villes riches du Nord, elle est plus manifeste dans les villes du Sud. Le fossé séparant le monde dit développé du monde en développement reste, de ce point de vue, et malgré d'incontestables améliorations, immense.

Singularité des pays du Sud

Si les bidonvilles concernent encore en partie les métropoles des pays riches, c'est dans les pays en voie de développement et émergents que le phénomène s'exprime dans des formes plus spectaculaires. À la fin des années 2000, l'Asie recense le plus grand nombre de citadins.

Ils se concentrent majoritairement en Asie du Sud, où les habitants de ces espaces représentent près de la moitié de la population (DAVIS, 2005). La Chine et l'Inde concentrent à elles deux près de 40% des taudis du monde. En termes de proportion, l'Afrique Sub-saharienne arrive en tête, avec près des trois quarts de sa population urbaine vivant dans des bidonvilles. Là-bas, l'urbanisation est quasiment devenue synonyme de croissance de bidonvilles. En Éthiopie et au Tchad, la quasi-totalité de la population urbaine vit dans des bidonvilles. Cependant, l'urbanisation la plus rapide de la pauvreté est survenue en Amérique Latine, là où pauvreté résonne désormais avec urbanité.

Les bidonvilles sont sur ce continent majoritairement la conséquence de l'exode rural massif du milieu du 20èmesiècle. Alors que les gouvernements du Sud suivent le modèle des voisins du Nord en misant sur un développement urbain au détriment des zones rurales, la forte concurrence des agricultures plus compétitives, l'absence de modernisation des exploitations et la dégradation de l'environnement chassent des millions de paysans pauvres vers les villes, à la recherche de conditions de vie moins défavorables. Avec la conviction, ou l'illusion, que la ville est un moyen de sortir de la pauvreté, ils nourrissent l'espoir d'apporter à leurs enfants une meilleure éducation et l'insertion dans la société (GODART et BERNAOLA - REGOUT, 2010). L'exode rural redessine en profondeur la répartition de la population dans un grand nombre de ces pays. L'urbanisation récente des villes du Sud a cependant construit une base structurelle fragile. Ces villes ont dès lors des difficultés à faire face aux migrations massives. L'exode rural engendre la croissance des bidonvilles dans des proportions sans précédent. Le phénomène, couplé à un fort taux de fécondité et aux avancées de la médecine qui réduisent la mortalité infantile, croît de façon exponentielle. Les populations nouvelles s'installent dans les interstices de la ville, centraux ou périphériques, qui répondent à un double principe de localisation. D'une part, à proximité de zones urbaines qui offrent des possibilités d'emplois, d'autre part, par l'occupation illégale de terrains libres, souvent impropres à l'occupation : bords d'autoroute, zones portuaires, marécages, zones inondables, versants instables des collines, cimetières, décharges. Leur peuplement en Inde, en Asie du Sud, en Afrique ou en Amérique Latine, peut atteindre plusieurs centaines de milliers d'habitants chacun.

La question des bidonvilles n'est pas en marge de la problématique urbaine, elle est centrale par son intensité et sa diversité, mais aussi par les formes d'organisation qui s'y déploient. Un

tiers des urbains vit désormais dans un bidonville. Même si les statistiques ne sont pas d'une grande qualité, la tendance n'en reste pas moins explicite. Ce sont donc les populations pauvres qui alimentent dans une très large mesure la croissance urbaine des années à venir. Cette perspective de bidonvillisation qui interroge est la première matière de cette thèse. Bien que les niveaux absolus et relatifs de l'extrême pauvreté soient en baisse, la pauvreté s'urbanise lentement et continuellement. Elle devient plus concentrée, moins diffuse, et surtout plus visible. Dans les pays du Sud, les bidonvilles et populations pauvres sont à proximité immédiate du reste de la population, provoquant une confrontation spatiale et sociale quotidienne (fig. 1). Le bidonville de *Dharavi* en Inde est significatif. Situé au cœur de Mumbai, ses 530 000 habitants et leurs logements de fortune côtoient à chaque heure les buildings dernière génération du centre d'affaire de *Bandra Kurla*. Le bidonville de *Paraisopolis* à São Paulo est séparé par une barrière des immeubles de luxe destinés à la classe aisée brésilienne. La dynamique d'urbanisation est désormais à double visage, à la fois « métropolisation » par la concentration des richesses et des pouvoirs, mais aussi « bidonvillisation ». Les contrastes sont alors saisissants entre les quartiers aisés et les bidonvilles des métropoles émergentes. Ils y représentent dès lors un obstacle à la volonté de rayonnement international, particulièrement lorsqu'elles accueillent de grandes manifestations à l'instar des Jeux Olympiques ou la Coupe du Monde de football.

Figure 1 - Confrontation bidonville / ville – Paraisopolis, São Paulo, Brésil

Nakagawa PROOF

Les méga-événements : définition d'un phénomène

Dans la deuxième partie du 20ème siècle, la littérature scientifique sur les méga-événements est pauvre. Puis l'augmentation du nombre de manifestations sportives ainsi que leur ampleur et leur visibilité suscitent un intérêt grandissant. L'accélération est stimulée, en particulier en Grande-Bretagne, par la croissance des cursus universitaires et des qualifications dans le domaine professionnel et pratique de la gestion d'événements. La littérature explore la question événementielle au prisme de la sociologie, de la géographie, de l'urbanisme, des sciences politiques et de l'économie. Ainsi, les méga-événements sont discutés selon une diversité d'orientations.

Des chercheurs se sont intéressés au déroulement temporel des méga-événements. Pour Charles Bladen, James Kennel, Emma Abson et Nock Wilde (2012), ils sont constitués de trois phases principales de planification et de gestion. La phase *pré-événement* regroupe la mise en candidature du territoire envisagé, ainsi que la planification de l'événement en fonction du cahier des charges précis et imposé par les comités organisateurs. La deuxième phase est celle du déroulement du méga-événement. La dernière phase fait quant à elle référence au *post-événement* et aux héritages de la manifestation. Il y a donc un avant, un pendant et un après méga-événement.

Certains auteurs voient dans les méga-événements uniquement les grandes compétitions sportives (HORNE et MANZENREITER, 2006; MAENNIG et ZIMBALIST, 2012) alors que d'autres incluent dans cette formule les expositions universelles, les sommets politiques, les conventions ou encore les festivals (Hiller, 1995 ; Ritchie et Yangzhou, 1987 ; Rose et Spiegel, 2011). Le consensus s'établit cependant pour définir un méga-événement comme une manifestation d'envergure internationale (ROCHE, 2000 ; ORTTUNG & ZHEMUKHOV, 2014). Pour le sociologue Maurice Roche (2017) le méga-événement est révélé par une attractivité de touristes de nature globale et internationale et par l'intérêt que les médias lui porte. La contribution récente du géographe Martin Müller (2014) prolonge cette définition en ajoutant deux critères. Leur envergure médiatique, leur attractivité, leur coût et leurs effets transformateurs sont alors les quatre dimensions retenues. En nous appuyant sur cette définition, seuls quelques événements, principalement sportifs peuvent alors être considérés

comme des méga-événements ; les Jeux Olympiques, les Coupes du Monde de Football en sont les principaux représentants.

La portée médiatique des Jeux Olympiques ou de la Coupe du Monde est indéniable. Pour les géographes Jean-Pierre Augustin et Pascal Gillon, les méga-événements focalisent l'attention du monde sur un lieu et une période donnée. « Cette combinaison d'unité de temps, d'unité de lieu et d'unité d'action offre à la ville et au pays choisi une visibilité qu'aucun autre événement n'est susceptible de proposer » (AUGUSTIN 2009, p.305). Les progrès technologiques, et notamment l'arrivée de la télévision dans une très grande majorité des ménages ont considérablement augmenté la visibilité du méga-événement (ROCHE, 2017). Les Jeux Olympiques de Rome 1960 donnent lieu à la première retransmission en direct dans de très nombreux pays d'Europe. Les Olympiades de Mexico 1968 sont diffusées en couleur par des caméras à l'épaule et sans fil, les audiences se chiffrent en centaines de millions de téléspectateurs[15]. La plus forte audience a toutefois lieu vingt ans plus tard, lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux de Pékin 2008, où plus d'1,4 milliards de personnes regardent l'événement derrière leurs écrans (IOC, 2009). Pour assister à un méga-événement, il n'est en effet plus indispensable de voyager et de le regarder sur place. Depuis les années 1980, la majorité du public suit le méga-événement grâce à sa télédiffusion. Devant cet engouement, le nombre de médias accrédités a doublé entre les Jeux Olympiques de Montréal 1976 à ceux de Rio 2016, pour atteindre plus de 24 000 personnes à Rio de Janeiro, soit plus de deux médias par athlète. Pour Thomas Junod (2010), la couverture médiatique joue un rôle crucial dans la formation des images de la ville-hôte. La notoriété internationale qu'apporte un événement sportif hautement médiatique à la ville organisatrice est devenue aujourd'hui l'un des arguments les plus mobilisés pour justifier une candidature.

Les méga-événements sportifs ne sont pas seulement la confrontation d'athlètes des cinq continents sous le signe d'idéaux universalistes, ils sont désormais un moyen d'affirmation géopolitique des Nations (GILLON, 2011). Ainsi, participer au Sport Mondial, c'est exister sur la scène internationale. Organiser un méga-événement apporte en effet reconnaissance et acceptation dans le cercle restreint des puissances mondiales. Révélateur de la capacité économique, financière, touristique, technologique et organisationnelle des États, il montre

[15] Données récoltées sur le site Olympic.org. Le musée des Jeux Olympiques.

une image positive et festive du pays, tout en diffusant son mode de vie, sa culture et son ouverture au monde. Les Jeux de Pékin 2008 ont ainsi positionné la Chine au premier plan international. Construits comme une partie intégrante de la stratégie de communication du pays, avec la cérémonie d'ouverture comme point d'orgue, ils ont exposé les spécificités de son histoire, ses valeurs et sa civilisation. Accueillir des méga-événements est donc une stratégie politique à part entière afin de transformer l'image du pays hôte. L'exemple du Qatar est significatif : « Le sport est le moyen le plus rapide de délivrer un message et d'assurer la promotion d'un pays. Quand on vous dit « Proche-Orient », vous pensez tout de suite « terroristes », pas vrai ? Eh bien, nos dirigeants veulent que le Qatar ait bonne réputation[16] ». Charly Machemehl et Luc Robène(2015) démontrent en effet que soumettre sa candidature pour un méga-événement procure des bénéfices symboliques en termes d'image et d'attractivité pour les métropoles.

La notion d'« attractivité » est au cœur d'un méga-événement. Pour Michael Hall (2006), de telles manifestations amènent ce qu'il nomme des « avantages directs » c'est-à-dire l'attraction de capitaux et de flux touristiques. Martin Müller (2014) suggère que pour parler d'un *méga*-événement, il faut au minimum un million de visiteurs. Avec deux millions de visiteurs lors des Jeux Olympiques de Londres 2012 et de Rio de Janeiro 2016, ainsi qu'un million de visiteurs pour les Coupes du Monde de Football au Brésil 2014 et en Afrique du Sud 2010, les deux compétitions intègrent définitivement la catégorie des méga-événements sportifs internationaux. À court terme, ils sont un moyen d'attirer les étrangers (SOBRY, 2004), une clientèle qui en profite pour découvrir un pays et une culture (BEN MAHMOUD et MASSIERA, 2012). Cependant, des chercheurs ont démontré que les retombées économiques directes semblent insuffisantes pour justifier l'engouement des villes à candidater à un méga-événement, d'autant que les expériences passées ont prouvé que le succès financier n'était pas toujours au rendez-vous (JUNOD, 2010). Pour d'autres chercheurs (SMITH, 2005), l'intérêt des méga-événements est celui d'attirer les investissements étrangers et de faciliter le développement de nouvelles activités. Dans des villes où l'industrie traditionnelle fait place à une économie basée sur les services, l'offre de biens culturels et sportifs devient un enjeu

[16]Propos du directeur de la communication du Qatar M. Al-Mulla, Journal du Dimanche, Paris, 15 février 2004.

majeur pour capter l'attention internationale et attirer les professionnels du secteur tertiaire (JUNOD, 2010).

Dans un monde désormais globalisé, la démarche de candidature d'une ville ou d'un pays à l'organisation d'un méga-événement sportif relève du marketing territorial (LE BART *in* PASQUIER, GUIGNER, et COLE, 2011) et vise à convaincre de la singularité et de la qualité d'un territoire. Les métropoles ainsi en compétition affirment leur prétention à se positionner dans la compétition des villes mondiales. La circulation d'une image de marque est partie intégrante de la communication territoriale de la ville. « Marketing territorial », « image de marque », « promotion urbaine », sont les expressions consensuelles pour les promoteurs des méga-événements dont l'objectif commun est de produire et de faire circuler des messages collectifs positifs sur les qualités d'un territoire. Pour Charles Houllier-Guibert (2011, p.3) « ces politiques de l'image, en visant un public externe au territoire (leader d'opinion, entreprises, touristes…) essaient de séduire un secteur économique et touristique de plus en plus mobile ».

Les retombées économiques liées à l'organisation d'un méga-événement légitiment régulièrement les candidatures quitte à en oublier les coûts d'organisation. Ceux-ci dépassent alors généralement des centaines de millions de dollars, des chiffres qui dans la majorité des cas se multiplient entre le dossier de candidature et le coût final. Les Olympiades de Pékin 2008 explosaient les compteurs avec un budget total de plus de 31 milliards d'euros à la place des 10,6 milliards prévus[17]. Le montant des Jeux de Londres a quant à lui été multiplié par trois par rapport au budget initial. L'argent est affecté principalement à l'infrastructure nécessaire pour accueillir l'événement, tel que les transports ou les lieux de rassemblement, mais concernent également le coût d'organisation de l'événement lui-même. Compte tenu de l'ampleur des investissements, les méga-événements sportifs sont des événements à « court terme » avec des conséquences à long terme pour les villes qui les mettent en scène (ROCHE, 2006).

En étant candidats, les villes et pays doivent ainsi anticiper les dépenses et les retombées économiques. Si le coût des infrastructures de transport et des équipements est une certitude, les bénéfices sont quant à eux plus hypothétiques. L'analyse de l'impact économique est

[17] La Documentation Française. « La Chine, l'atelier du monde… et après ? » <http://www.ladocumentationfrançaise.fr/dossiers/chine-jeux-olympiques-pekin-2008/cout-jo-pekin.shtml>.

effectivement toujours soumise à controverses dans la communauté scientifique. D'un côté, les bureaux d'études prévoient des retombées économiques très élevées alors que de l'autre, les universitaires revoient systématiquement les chiffres à la baisse. Les travaux de l'économiste Victor Matheson (2006 ; 2016) démontrent en effet que les estimations de l'impact économique des grandes manifestations tendent à exagérer les avantages économiques nets. Il affirme que les études préalables sont commandées par des organismes privés qui ont intérêt à ce que le méga-événement se tienne dans la ville ou le pays considéré, demandant aux cabinets qui les réalisent de gonfler les résultats. Pour les socio-économistes du sport Eric Barget et Jean-Jacques Gouguet (2010), les résultats très contrastés sont dus à l'emploi de méthodes basées sur des fondements théoriques différents.

À défaut d'être bénéfique, l'organisation de méga-événements sportifs est régulièrement jugée comme un risque pour la croissance. La catastrophe financière des Jeux de Montréal 1976 avait en effet généré une dette publique d'un milliard de dollars que les contribuables ont assumé pendant trente ans. Les Olympiades de 2004 en Grèce ont selon Jacques Rogge, président du Comité International Olympique (CIO) augmenté la dette extérieure du pays de 2 à 3%. L'économiste Wladimir Andreff (2012, p.1) évoque même une « malédiction du vainqueur de l'enchère ». Si les dimensions économiques et touristiques ne sont pas celles qui apportent l'héritage le plus important à la ville, la communauté scientifique s'accorde cependant à dire que l'un des principaux intérêts à recevoir un méga-événement sportif sur son territoire est sa capacité à le transformer. Une aptitude qui devient au fil des éditions une véritable stratégie de développement.

Envisager les méga-événements comme des « catalyseurs de développement urbain » pour repositionner les villes-hôtes dans une économie en voie de mondialisation, devient la stratégie prédominante des années 1990 (SMITH 2012; SCHWAMBACH 2012; ROULT, LEFEBVRE, et ADJIZIAN 2014). Ils légitiment des transformations urbaines de grande envergure, ce qui fournit aux gouvernements locaux l'occasion de revoir leurs priorités dans les projets urbains (BROUDEHOUX, 2007). Les Jeux Olympiques de Barcelone 1992 attestent de la tendance, au travers d'un double objectif, celui de moderniser les infrastructures de transport et de promouvoir une image nouvelle de la ville, privilégiant une architecture innovante et d'inspiration internationale. Des chercheurs (MACHEMEHL et ROBÈNE 2015)

s'accordent à dire que la visibilité de la compétition a permis à la ville de lancer sa station touristique internationale.

Les méga-événements marquent alors considérablement la trame urbaine des territoires hôtes. La construction d'équipements sportifs, l'amélioration des infrastructures routières et la réalisation de logements font en effet partie du cahier des charges imposé par les comités organisateurs (FIFA, CIO). Charly Machemehl et Luc Robène (2015, p.17) résument les méga-événements sportifs comme « des opportunités uniques d'accélérer les transformations dans un temps très court », ce qui pour Thomas Junod (2010) explique leur intérêt aux yeux des villes. En plus de la rapide transformation urbaine, Claude Sobry (2004) démontre que de telles manifestations permettent à la ville où à la région organisatrice de s'équiper à moindre frais, en recevant des aides supérieures à ce qu'elles auraient pu espérer en d'autres temps. Les Jeux de Munich 1972 ont ainsi fait gagner « dix ans dans le programme de développement routier, et à moindre frais puisque les Jeux étant considérés d'intérêt national, l'État Fédéral a pris 50% des investissements à sa charge, la Bavière 25%, ne laissant que le quart de la note à la municipalité. » (BALE, 2003, p.113). Pour les pays en voie de développement, le besoin d'infrastructures de transports et d'équipements des villes-hôtes est désormais vu comme une opportunité de développement urbain, en témoigne la récente dynamique vers le Sud des Jeux Olympiques et Coupes du Monde de Football.

Une récente dynamique des méga-événements vers le Sud

La répartition des villes organisatrices était jusqu'à la fin du 20ème siècle le reflet des forces économiques et politiques dominantes du monde, laissant apparaitre un grand déséquilibre entre le Nord et le Sud. L'Europe, avec 19 Olympiades et 10 Coupes du Monde de Football organisées, cumulait à elle seule le double de manifestations par rapport au reste du monde. Désormais, les cinq continents sont en lice, répondant à un nouvel ordre mondial. Depuis la fin de la guerre froide et l'effondrement des blocs, certains pays du Sud ont investi la scène internationale. Des pays émergents, en particulier regroupés dans les BRICS, issus de l'ancien bloc communiste (Chine, Russie), de pays non alignés (Inde), d'anciens régimes autoritaires ou de dictatures (Afrique du Sud) ou en Amérique du Sud (Brésil). Ces nouvelles puissances

économiques mondiales ont la volonté d'un nouvel ordre colonial, celui des *commodities*. Profitant de ce mouvement, les pays du sud cherchent à équilibrer l'ordre mondial, toujours dicté par le nord. Avec les Jeux de Séoul 1988, Pékin 2008, le Mondial de Football en Afrique du Sud 2010 et de la double désignation du Brésil pour la Coupe du Monde 2014 et les JO 2016, il s'est opéré un rééquilibrage territorial des villes-hôtes (AUGUSTIN et GILLON, 2004). La tendance pro-occidentale se renverse, avec une concentration de méga-événements sportifs dans l'est et le sud du monde. La compétition pour l'organisation des Jeux Olympiques et des Coupes du Monde de football reflète les nouveaux équilibres mondiaux en gestation.

Pour certains chercheurs (GILLON, GROSJEAN, et RAVENEL, 2010), il y a toujours eu une géopolitique de l'attribution des Jeux Olympiques. Ainsi, le choix de la Belgique en 1920 dans la ville d'Anvers et celui de la Grande-Bretagne en 1948 à Londres, récompensaient la résistance de ces pays lors des guerres mondiales. Désormais, les considérations sont différentes. La désignation de Tokyo en 1964 ouvrait la porte à l'Asie, puis celles de Séoul en 1988 et de Pékin en 2008 soulignaient son dynamisme. La candidature victorieuse de Rio de Janeiro pour les Jeux Olympiques de 2016 a parachevé cette approche. Les choix correspondent désormais à de futurs marchés (GILLON, GROSJEAN, et RAVENEL 2010). Aujourd'hui, les préférences des grands sponsors privés des méga-événements pèsent à l'évidence plus lourd qu'autrefois. Les entreprises du bâtiment, entre autres, y voient une possibilité d'élargir leur marché.

Pour les pays du Sud, l'organisation d'un méga-événement sportif est une stratégie de développement, non sans risque par l'écart éventuel entre la prise en charge des besoins locaux en infrastructures de transport et équipements et les exigences des comités organisateurs. « Si l'on prend les bonnes décisions, agir sur l'urbanisme peut avoir des effets bénéfiques sur de très nombreux domaines. L'Occident est habitué à une urbanisation planifiée, ce qui n'est pas le cas de nombreux pays émergents, au prix d'une certaine brutalité » (FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL DE DAVOS, 2015, p.12). Dès lors, se pose la question de l'intégration des équipements dans le tissu urbain de la ville hôte et du devenir sur le long terme de stades proéminents, prévus pour faire face à l'affluence de spectateurs (SCHUT & TERRET, 2008, in MACHEMEHL & ROBÈNE, 2014). Une autre difficulté réside dans la prise en considération des effets d'échelle spatiale (locale, globale), et temporelle (court

terme, long terme). Dans les pays du Sud, où les inégalités sont déjà importantes, en plus de leurs « charges économiques » (ZIMBALIST, 2010), les méga-événements sportifs ont des coûts sociaux considérables (ROLNIK, 2010 ; SANTOS JUNIOR, 2013 ; VAINER, 2011). L'éviction des populations les plus pauvres et la gentrification de certains quartiers seraient des conséquences directes des méga-événements. L'expérience récente montre qu'ils peuvent exacerber les déséquilibres existants (COSTA, 2013, GRIX & LEE, 2013 ; SCHAUSTECK DE ALMEIDA, BOLSMANN, MARCHI JUNIOR, & DE SOUZA, 2013).

Le Brésil, un cas exemplaire

Pour analyser la façon dont se croisent méga-événements et bidonvilisation, le Brésil est un cas exemplaire. Huitième économie de la planète, le pays cherche aujourd'hui à s'imposer comme une puissance diplomatique et sportive incontournable, avec en ligne de mire, l'obtention d'un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU. Il affiche depuis peu, son ambition de devenir une puissance internationale en s'inscrivant dans l'agenda des méga-événements sportifs internationaux. Ainsi, en l'espace de deux ans, le Brésil a reçu la Coupe du Monde de Football 2014 et les Jeux Olympiques 2016. L'arrivée de ce « double battement » sans précédent a déclenché la préparation immédiate du pays et des villes-hôtes afin de créer ou rénover les infrastructures et équipements.

La volonté de rayonnement du Brésil se heurte cependant à de fortes inégalités sociales. Plus de onze millions de Brésiliens vivent dans des bidonvilles, localement nommés « favelas ». Les grandes vagues de migrations qui, pendant les dernières décennies ont poussé plus de 15 millions de brésiliens vers les métropoles, ont radicalement modifié le paysage socio-urbain. Désormais, 6% de la population brésilienne vit dans une favela[18]. À Rio de Janeiro, le taux atteint les 22% et dans sa région métropolitaine 14%. À Curitiba la proportion est plus faible avec un taux de 9,3%. Ce phénomène majeur constitue un pan entier de la production urbaine que les politiques publiques et le secteur privé ne parviennent pas à endiguer ou absorber. Illégales et illégitimes, elles apparaissent comme un stigmate de la pauvreté. Leur croissance pose des problèmes environnementaux, sanitaires, sociaux et urbains. Un siècle de politiques

[18] IBGE 2010.

publiques alternant entre rejet et tentatives d'intégration a conduit à leur multiplication et leur consolidation. Alors qu'une mineure partie de la population participe à ce qui fait du Brésil la huitième puissance mondiale, une grande partie en est exclue (AUBRÉE et al. 2011). La confrontation « riches/pauvres » est saisissante et donne au pays le surnom de « Belindia [19]».

Pour saisir la confrontation entre les méga-événements sportifs et les favelas, nous analysons deux métropoles brésiliennes, Rio de Janeiro et Curitiba. Pour la première, le choix est évident. Elle est devenue depuis les années 2010 un épicentre pour les méga-événements internationaux : Le Sommet de la Terre en 1992, les Jeux Pan-américains 2007, les Jeux militaires 2011, le Sommet pour l'environnement Rio +20 2012, La Coupe des Confédérations 2013, les Journées Mondiales de la Jeunesse 2013, la Coupe du monde de football 2014 et les Jeux Olympiques 2016. Dans ce cadre, de spectaculaires transformations urbaines sont engagées pour mettre le territoire en adéquation avec les exigences des comités organisateurs : Comité International Olympique, Fédération Internationale de Football Association. Cependant, avec près d'un quart de sa population vivant dans des favelas urbaines extrêmement visibles, la confrontation est fortement lisible. Pour la seconde, Curitiba, moins concernée par les Jeux Olympiques, le choix est plus analytique. Pionnière de l'aménagement urbain en Amérique du Sud, Curitiba a fait sensation en devenant dans les années 1960 un modèle de développement et de planification urbaine. Intégrée dans le projet Coupe du Monde de football 2014, la capitale du *Paraná*[20] a profité de l'occasion pour entamer des travaux urbains jusqu'alors repoussés. Avec des favelas moins nombreuses et surtout moins visibles que dans la métropole carioca, l'articulation entre les deux phénomènes étudiés renvoie *in fine* à l'idée de cité-modèle[21].

L'hypothèse générale qui guide notre travail est que la nature des confrontations entre les favelas et les méga-événements sportifs internationaux dépend de la manière dont la ville hôte déploie le méga-événement sur son territoire. Les Jeux Olympiques et Coupe du Monde

[19] Inventé par l'économiste brésilien Edmar Bacha, le terme « Belindia » est la contraction de « Belgique » et « Inde » et désigne le contraste entre la première, de petite taille et riche, et la deuxième, immense et pauvre. (BACHA, 1974).

[20] L'État du Paraná est un des 27 États fédéraux du Brésil. Il se situe dans la région sud du pays et a pour capitale Curitiba.

[21] L'École d'Architecture de Bordeaux où se trouve notre laboratoire (PAVE) est en lien avec l'Université Fédérale du Paraná, à Curitiba. Les travaux communs réalisés depuis maintenant quelques années entre les chercheurs de ces deux Universités ont permis la mise en place de la convention de cotutelle internationale de notre thèse.

de football ont ici de multiples effets sur la structure urbaine des villes-hôtes. Ils affectent la place et la forme des bidonvilles dans la cité au croisement de deux processus. Un premier, opportuniste, réalise des projets urbains pensés de longue date, couplés aux politiques publiques existantes et inscrits dans une stratégie de développement à long terme. D'autres, autoritaires, coordonnent des transformations urbaines en fonction de la date limite du calendrier événementiel : la cérémonie d'ouverture.

Néanmoins, l'historicité et l'identité des favelas font qu'elles résistent ou qu'elles accompagnent les transformations urbaines. Elles les subissent aussi dans des espaces étiquetés comme des zones de développement, d'installation d'infrastructures et d'équipements (routes, stades) où la logique d'éviction et de table rase domine. Dans tous les cas, elles sont des éléments perturbateurs d'une métropolisation positive telle que l'affichent les dirigeants. Les favelas interrogent les ambitions et les modalités de production de la ville, tant en raison de leur persistance que par leur capacité à se transformer. Plus fondamentalement, nous voyons ici opérer des modalités originales de la fabrication de la ville autour des dynamiques urbaines et sociales déclenchées par les méga-événements sportifs, produits de la mondialisation, et les favelas une partie l'histoire populaire locale. La deuxième hypothèse est que plusieurs logiques sont en œuvre, révélatrices d'une dialectique entre le conflit et la coopération. Elles décodent les interactions entre les méga-événements sportifs et les favelas tout en faisant apparaitre les acteurs et les enjeux.

Enfin, la troisième hypothèse suppose que les transformations du cadre matériel, en un mot de l'architecture, décryptent les processus en cours dans la confrontation entre favelas et méga-événements sportifs. Les traces spatiales, éphémères ou permanentes rendent comptent de successions de faits, d'histoires, de la vie quotidienne comme des grands bouleversements. Les situations contextuelles des favelas influent sur les processus de transformations. Néanmoins, leur localisation, l'ancienneté d'un conflit, d'une mobilisation déjà existante, ou du calendrier événementiel guident les comportements des acteurs et façonnent les interactions. L'espace est ici plus qu'un objet d'étude, il est un élément révélateur des questions sociales.

Etudes de cas et analyse spatiale, les clés d'une méthodologie

Être architecte-chercheur n'est pas anodin dans le choix d'une méthode d'analyse spatiale assez rarement mise en œuvre en sociologie. Son originalité est de décoder la signification de processus sociaux, politiques et territoriaux, au travers d'une observation du bâti, des usages d'un lieu et de leur genèse, ou des choix programmatiques et de conception en matière d'interventions urbaines. Elle permet d'identifier les mutations d'un territoire et les multiples variables qui les expliquent, en s'appuyant sur des supports graphiques pour en rendre compte. L'observation in situ, la photographie, les plans à différentes échelles, les maquettes, les schémas, ont été mobilisés dans une logique analytique, démonstrative et illustrative. Nous affirmons donc l'importance de l'espace physique dans l'interprétation de l'articulation entre les deux phénomènes étudiés. Le cadre matériel n'est pas ignoré d'autres chercheurs mais placé en second plan comme une sorte de décor. Notre recherche se décline dans deux métropoles brésiliennes singulières, et met en perspective cinq favelas dont il faut retracer les modalités de sélection.

Le choix des favelas – études de cas

Pour valider nos hypothèses nous avons retenu cinq cas représentatifs et illustratifs des phénomènes en œuvre et des débats en cours (fig. 2). Il ne s'agit pas de les comparer mais de mettre en lumière les processus en œuvre sur plusieurs sites, dont les conséquences socio-spatiales ne sont pas systématiquement identiques.

Le choix des cas trouve son origine dans la superposition de deux cartes : une de la localisation des favelas et une autre des sites des Jeux Olympiques et de la Coupe du Monde de Football. A l'aide de ce simple outil, nous avons repéré les favelas incluses dans une zone de changement urbain lié aux travaux de méga-événements ou à proximité. Trois favelas ont été retenues, deux à Rio de Janeiro (Vila Autodromo, Morro da Providência) et une à Curitiba (Vila Torres)[22]. Dans chaque métropole, nous avons aussi sélectionné une favela non touchée directement par des travaux événementiels, Vidigal à Rio de Janeiro, Vila Parolin à Curitiba.

[22] D'autres, étudiées moins précisément, de divers secteurs de Curitiba et de Rio de Janeiro sont abordées pour étayer les observations et analyses.

Les deux constituent une sorte d'échantillon témoin, pour pondérer les effets des grandes manifestations sportives, ou les réinscrire dans un contexte de changement global.

Figure 2 – Tableau des cas d 'étude

© Caroline Chabot

Toutes ces favelas ont une histoire, des dimensions, des peuplements, des configurations socio-spatiales et des localisations variées. En ce sens, toutes se ressemblent mais ne sont pas équivalentes. Certaines sont chargées d'une symbolique culturelle et médiatique à l'image de *Morro da Providência* à Rio de Janeiro, premier bidonville de la métropole et lieu de naissance de la samba, ou de *Vidigal*, fond d'écran de nombreuses publicités et décor du film « *La cité des hommes* » de Paulo Morelli[23] .

Disposant d'un temps limité pour récolter les informations, la faisabilité des investigations a été un autre critère de choix. Un accès aisé aux données quantitatives (démographie, informations historiques, socio-économiques), ou l'existence de recherches et d'informations basiques antérieures (articles de presse, études, rapports) ont guidé les sélections. L'enquête

[23] « Cidade dos Homens » est un film brésilien de Paulo Morelli, sorti en 2007 et se déroulant en grande partie dans la favela Vidigal.

démarre dès notre arrivée au Brésil en août 2015, à Curitiba, dans les favelas *Vila Torres* et *Vila Parolin*, puis se poursuit dans les rues de Rio de Janeiro avec *Vidigal*, *Morro da Providência* et *Vila Autodromo*. Elle reprend dans les favelas de Rio de Janeiro après les Jeux Olympiques. À chaque nouvelle phase, les échanges avec de multiples acteurs se multiplient et les critères d'observation s'affinent. Tout au long de l'étude, la tentation d'investiguer d'autres favelas a été forte. Il a fallu maintenir le cap et se focaliser sur les cas d'étude, tout en restant ouvert à d'autres histoires.

Vila Torres et Vila Parolin

Mes recherches en amont du départ au Brésil m'avaient menée à dresser une liste des potentielles favelas à étudier à Curitiba. L'une d'elles avait particulièrement retenu mon attention car située le long d'une avenue requalifiée pour la Coupe du Monde 2014 : Vila Torres. Mon arrivée sur place à l'été 2015 coïncidait avec la présentation du Mestrado[24] d'une étudiante du PPGMADE. Elle travaillait sur deux favelas de la ville, Vila Torres et Vila Parolin et me fournit informations et contacts déjà établis.

Ma première observation de Vila Torres et Vila Parolin a eu lieu quelques semaines après mon arrivée à Curitiba. Accompagnée d'assistantes sociales de la COHAB-CT[25] en charge de ces deux zones, nous traversons à bord d'un minibus les deux favelas. Malgré ma préparation, cette première confrontation avec l'objet d'étude est pour moi difficile. La réalité est bien différente de ce que j'avais imaginé, il me faudra quelques jours avant de pouvoir y retourner.

Dans le cadre de la cotutelle, je participe à une étude demandée aux étudiants de Mestrado en Environnement Urbain sur le cas de Vila Torres. Je profite d'une visite groupée sur place pour garder le contact avec le « Club des mères[26] » qui nous a accueilli. Je les recontacte plusieurs fois pour les interroger et procéder à d'autres visites en toute sécurité. La favela est cependant assez sûre à cette période. Je m'y rends de

[24] Au Brésil, le « mestrado » est le premier diplôme de post graduation possible, d'une durée de deux ans, il est vu comme une préparation au doctorat.

[25] La Compagnie d'Habitation Populaire de Curitiba est responsable de l'implantation des politiques d'habitations de la Préfecture.

[26] Le club des mères est une association de Vila Torres gérée par des femmes de la communauté. Elles ont pour principale activité la création et gestion d'une bibliothèque au cœur de la favela.

nombreuses fois, seule, pour mener les observations et les noter dans des carnets de terrain.

À Vila Parolin, le climat est plus incertain d'un point de vue sécuritaire. Cela faisait plusieurs mois que j'écrivais régulièrement à la COHAB-CT pour effectuer une autre visite de la favela, sans possibilités. Plusieurs séries d'observation, seule, me limitant aux abords et rues limitrophes, m'avaient permis d'obtenir une partie des informations attendues. Pendant une journée de travaux sur les berges de la rivière, je profite de la présence des ouvriers de chantier pour y passer du temps. Une discussion avec l'un d'entre eux me permet l'observation d'une grande partie des lieux sélectionnés au préalable. Manquaient alors à mon enquête quelques zones centrales de la favela. Malgré plusieurs tentatives, je n'ai jamais pu m'y arrêter, prendre des notes ou des photos. Être poursuivie physiquement par des trafiquants ne rend pas la tâche aisée !

Vila Autodromo

Je connaissais Vila Autodromo par la presse. J'avais lu une multitude d'articles, de reportages sur cette favela de Rio de Janeiro et son histoire, devenue symbole de lutte et de résistance face aux Jeux Olympiques de 2016. Ma première visite de la favela remonte à novembre 2015, neuf mois avant les Jeux Olympiques, alors que la favela est en phase de destruction. Ce jour-là, une équipe de presse japonaise est présente pour réaliser un reportage sur le combat des favelados. Munie de carnets et crayons, je commence l'observation et l'état des lieux de la zone.

Quelques mois plus tard, en pleine effervescence olympique, les rues où je m'étais rendue n'existent plus, les maisons non plus. Tout a été détruit. La favela est désormais un terrain vide où trône le squelette d'une dernière maison, « apartheid social » graphé sur la façade principale. Quelques habitants, relogés par la municipalité sur le terrain désormais vide dans une vingtaine de petites maisons blanches encore en travaux ont monté un « musée des évictions ». Sur les trottoirs a été mis en place une exposition nommée « Révélations Olympiques ». Y sont exposées des photos prises par des habitants des zones impactées par les méga-événements entre janvier 2009 et mars 2016. J'y passe un long moment et m'attarde le reste de l'après-midi dans la salle à manger de la dernière habitation de la rue, transformée en petit bar-restaurant, face

au complexe olympique. C'est l'occasion de rencontrer le gérant, qui raconte son histoire, ainsi que des fonctionnaires du Parc Olympique voisin qui viennent y manger, le repas est en effet bien moins cher que dans le Parc Olympique. Nous suivons sur la grande télévision installée dans la pièce principale les épreuves de natation qui se déroulent à quelques mètres à peine, de l'autre côté de la clôture qui sépare l'ancienne favela du Complexe Olympique. La dernière phase d'observation de Vila Autodromo a lieu quelques mois après les Jeux, en novembre 2016. L'atmosphère est différente. Le Parc Olympique voisin est déjà en train de se délabrer, des morceaux de tôle sont au sol, sur les trottoirs la peinture se décolle, le site semble déserté. Dans les relogements de Vila Autodromo, l'exposition n'est plus là, mais la municipalité a terminé les travaux, les maisons sont agrémentées de portails, la rue est goudronnée. Une matinée entière pour observer ces petites maisons blanches, prendre des notes, des photos, faire des croquis et des schémas de ce que j'observe. Puis je tente de me rendre au *Parque Carioca*, ensemble de relogement construit pour les habitants évincés de Vila Autodromo dont j'avais entendu parler par la presse. Sur place, impossible de rentrer, le lotissement est emmuré et grillagé.

Vidigal

S'il est difficile d'accéder à certaines favelas, Vidigal n'en fait pas partie. La favela est entrée depuis peu dans les circuits touristiques de Rio de Janeiro. J'avais étudié, quelques mois avant mon arrivée au Brésil, les différentes agences proposant des favelas tours, et je choisi Favela Experience[27] pour ma première visite, une agence qui propose des walking tours dans différentes favelas de Rio.

J'y retourne en novembre 2015, seule cette fois. Je prends des notes, mets en pratique mes quelques mois intensifs d'apprentissage du portugais pour discuter avec des habitants qui me conseillent de rester sur la voie principale car certaines parties de la favela sont encore contrôlées par des trafiquants. Ils suggèrent également de poursuivre mon chemin jusqu'en haut de la montagne qui offre la plus belle vue sur Rio. Je prends le temps de dessiner et d'annoter mes croquis. « La ville est merveilleuse, mais notre vue l'est encore plus ! » peut-on lire sur un mur, rendant compte de la fierté

[27]Site Internet de l'agence. <https://favelaexperience.com/experience/vidigal-favela-walking-tour>.

des habitants à posséder l'une des plus belles vues sur leur *Cidade Maravilhosa*[28]. Ma prochaine visite du lieu se déroule en mai 2016. Je prends contact sur les réseaux sociaux avec un habitant de Vidigal, devenu depuis quelques mois guide de sa communauté. Une journée entière avec lui, à l'écouter raconter son histoire, son enfance à Vidigal, sa vie aujourd'hui, à prendre des photos, des notes et à observer. Nous restons cependant toujours dans la rue principale, trop dangereux de s'en éloigner, malgré l'importante présence de la Police Pacificatrice.

Pour les Jeux Olympiques, je fais le choix de m'installer à Vidigal quelques jours pour vivre de l'intérieur les festivités. Les prix ont doublé, les policiers et l'armée sont omniprésents, la favela est emplie de touristes, français, allemands, américains surtout. L'ambiance est différente, plus sereine.

Je reviens à Vidigal une dernière fois en novembre 2016, après les Jeux Olympiques. L'atmosphère est plus tendue. La police se fait plus rare dans les rues. Je retrouve le guide rencontré en mai dernier. Une pluie tropicale s'abat sur la favela, impossible de déambuler dans les rues, nous passons une partie de l'après-midi dans un bar à écouter les récits des habitants autour d'un billard. Les sujets sont graves, la situation politique du pays occupant en grande partie les débats.

Morro da Providência

J'avais entendu parler de Morro de Providência dès mes premières lectures sur les favelas. Première favela de Rio, située dans la zone portuaire totalement requalifiée pour l'horizon 2016 et les Jeux Olympiques, elle était pour moi une évidence. Impossible cependant de s'y rendre physiquement, la favela est aux mains des trafiquants, chaque tentative se solde par un échec, trop dangereux. Il faut se rendre à l'évidence, que parfois, le terrain n'est pas accessible ! Mais Morro da Providência est une favela médiatique. Les réseaux sociaux couplés aux nombreux articles et travaux sur la première favela de Rio m'ont permis d'y confronter ma grille d'analyse spatiale. L'impossibilité de s'y rendre marque cependant une des limites de notre recherche.

[28]Cidade Maravilhosa, « Ville Merveilleuse » en français, est le surnom donné à Rio de Janeiro.

La pré-éminence de l'analyse spatiale

La méthode de travail s'appuie celle employée par l'architecte Didier Drummond (1981) lors de son analyse de la favela Rocinha de Rio de Janeiro. À travers des croquis, des relevés, des coupes de terrains, des plans et des photographies à différentes périodes, il dresse un portrait de l'évolution spatiale et sociale de la favela. Notre travail met en perspective, dans la mesure du possible, deux temporalités : le *pré-événement* et le *post-événement*.[29] Comparer l'avant et l'après révèle pleinement les transformations matérielles et urbaines des favelas, l'implication et le rôle des acteurs ainsi que les politiques publiques mises en place pour l'occasion. Ce qui n'exclue pas des difficultés pour caractériser des enchaînements d'évènements et leurs causes. L'analyse spatiale implique donc de composer avec la temporalité de la thèse. Nous avons suivi les Jeux Olympiques 2016, de la préparation de la ville au post-événement, ce qui n'a pas été le cas pour la Coupe du Monde de Football 2014 à Curitiba. Le logiciel Google Street View, très fréquemment utilisé par les architectes et les géographes, a pallié ce manque en accédant rétrospectivement à certaines transformations. Le mode « piéton », visualisant des détails significatifs est un outil précieux d'investigation. Nous pouvons mesurer ainsi les évolutions d'un secteur dans le temps, d'une manière dynamique. Il est aussi possible de cheminer dans les sites. Pour cela, le terrain étudié devait être scanné par l'entreprise Google, ce qui ne fût pas toujours le cas.

Pour aller sur nos terrains, la route est parfois semée d'embûches : trafiquants, habitants méfiants, chemins escarpés, obligation de s'y rendre sans objet de valeur, téléphone, appareil photo, pour limiter le risque d'agression. L'accès est d'autant plus difficile lorsque l'on ne maîtrise pas encore la langue du pays pour dialoguer avec les habitants et expliquer les raisons de notre présence. À chaque déplacement, mieux valait se préparer en amont et lister avec exactitude toutes les observations à mener, le but étant de minimiser les risques en y restant le temps nécessaire. Dans certains, il s'est avéré impossible de poser le pied sur le terrain. La favela *Morro da Providência* à Rio de Janeiro en est l'exemple.

[29] Les méga-événements sont des événements décidés plusieurs années avant leur déroulement et susceptibles d'être consommés, ou d'avoir des impacts plusieurs mois, voire des années après leur fin (GRAVARI – BARBAS, JACQUOT, 2007) ce qui rend plus délicat les observations elles-mêmes. Ainsi, notre immersion brésilienne s'est déroulée en deux phases, ponctuées par un temps fort : les Jeux Olympiques. La première débute à notre arrivée en 2015 et se termine lors de la cérémonie d'ouverture des JO en août 2016. Elle concerne l'analyse des phases *post-événement* de la Coupe du Monde 2014 et *pré-événement* des Jeux Olympiques 2016. La seconde, qui débute fin août 2016 et se termine en décembre de la même année, s'intéresse à l'analyse *post-événementielle* des Jeux Olympiques 2016

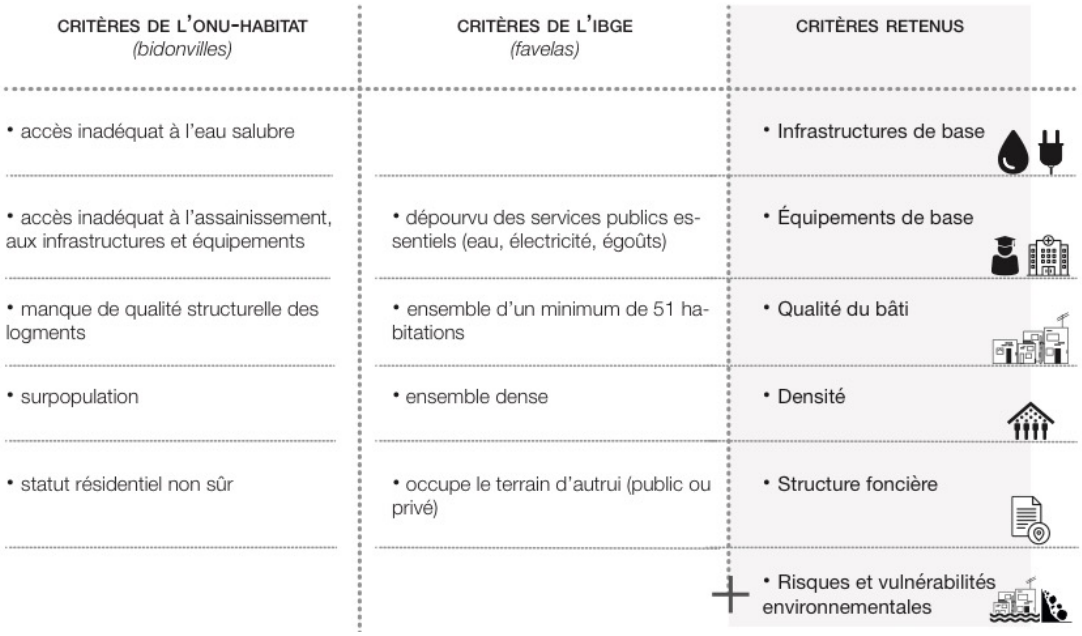
Une Architecte, Professeur à l'Université de Rio de Janeiro, et spécialiste de la zone, m'avait déconseillé de m'y rendre, la favela ayant été reprise par les trafiquants quelques jours après les Jeux Olympiques. Les échanges de tirs avec la police animaient régulièrement la journée. Elle m'avait alors conseillé, si un moment d'accalmie se présentait, de monter dans le téléphérique jusqu'au sommet de Morro da Providência, prendre quelques photos depuis ce lieu, et redescendre, sans s'aventurer dans les rues de la favela. Un coup de téléphone journalier à l'un de ses contacts, un habitant, permettait de connaitre la situation et la possibilité d'une éventuelle visite. La réponse était toujours la même : pas aujourd'hui ! Plusieurs jours et plusieurs tentatives se sont soldés par des échecs. Les informations télévisées et les journaux locaux en ligne offraient la possibilité de relever les dernières nouvelles quant aux affrontements et à une éventuelle accalmie. Lors de mon dernier essai, en novembre 2016, les signaux semblaient positifs. Mais impossible une fois de plus de se rendre en haut de la favela, le téléphérique était fermé. La tentative d'y accéder par un escalier latéral fût également infructueuse. Accueillie par un trafiquant pointant son arme, j'ai naturellement renoncé aux données recherchées.

Les outils de représentations graphiques sont les supports principaux de nos investigations de terrain *in situ*.[30] Le travail de relevé graphique dresse une compréhension des caractéristiques physique, socio-économique, socio-environnementale, politique et symbolique des favelas investies[31]. Pour le cadrer, il a fallu déterminer les dimensions et les critères qui rendent compte des réalités et définir ainsi plus que notre modèle d'analyse, notre grille d'analyse (fig. 3). Elle repose sur la définition du bidonville de l'ONU[32] et celle de la favela de l'IBGE[33], croisées à l'apport de nombreuses lectures, généralistes ou plus techniques. Elle est composée de six critères : l'accès aux infrastructures de base, l'accès aux équipements de base, la qualité du bâti, la densité de population, la structure foncière de la favela, les risques et vulnérabilités

[30] Les entretiens, revues de presse et analyses de la documentation étayent nos analyses.
[31] Dans un deuxième temps, nous interrogeons les statuts donnés aux favelas dans l'enchevêtrement complexe des politiques urbaines en décodant les projets, les intentions, leurs opérationnalisations, quels sont les décisionnaires, les mandataires.
[32] Organisation des Nations Unies.
[33] Institut Brésilien de géographie et de statistiques.

environnementales. Il est évident ici que notre formation d'architecte a orienté le choix des critères tant ils sont familiers à tous ceux qui parlent de l'espace physique pour décrire une réalité sociale, pour interpréter les dynamiques passées et en cours, pour se projeter vers l'avenir. Urbanistes et architectes, dans un cadre disciplinaire souvent partagé, ont mis à l'épreuve les jeux d'échelles et leur traduction en termes spatiaux (localisation, caractéristiques du bâti, symbolique) pour interpréter ici la fabrication de la ville soumise à la dialectique entre méga-événements et favelas. Les observations spatiales conduisent à des états des lieux synchroniques et font émerger les logiques de transformations diachroniques.

Figure 3 – Critères d'analyse retenus pour l'enquête



© Caroline Chabot

Inspiré par les travaux des ethnologues et humanistes tels que Elsie Herberstein et son carnet « Viens chez moi, j'habite dehors » (1994) ou Théodore Monod et ses « carnets de récoles » (1934), l'ensemble des matériaux recueillis sur le terrain est consigné dans des carnets de deux types : le premier regroupe des observations, des témoignages informels, des notes et des réflexions personnelles en référence à notre sujet tout au long des déplacements ; le deuxième est consacré aux analyses graphiques, aux croquis et aux relevés de façade. Un commentaire replace toujours les visites dans l'atmosphère parfois chargée qui caractérise certains sites. Les carnets sont des outils essentiels et marquent notre cheminement

scientifique ainsi que la relation entre théorie et observations. Ils rendent lisible le temps et les étapes de transformation d'un lieu, mais aussi l'évolution de nos hypothèses. Des photographies sont prises à chacune des phases d'étude en vue de les comparer dès lors que nous pouvons y retourner à deux moments différents ou avec celles de Google Street View. En complément des carnets, des synthèses de terrain ont été régulièrement formalisées[34].

Les représentations, revues de presse et documentation grise

Constamment liés à notre analyse spatiale, nous avons mobilisé deux types de données complémentaires : une revue de presse par mots clés : nom des favelas étudiées sur une période de veille de dix ans (2008-2018), pour appréhender les débats et les controverses suscités par les Jeux Olympiques en particulier ; la documentation produite par les acteurs qui ont à faire avec les méga-événements.

L'analyse de la presse réalisée s'articule autour de trois grands quotidiens, deux régionaux brésiliens et un international américain afin de confronter des regards internes et externes au Brésil. « O Globo », journal quotidien d'informations brésilien, dont le siège se trouve à Rio de Janeiro cible principalement le lectorat populaire de la métropole carioca. « Tribuna do Paraná », périodique journalier de Curitiba reflète le quotidien de la ville. Enfin, le « New York Times » est un des plus prestigieux journaux américains distribué internationalement. Les extraits d'articles cités dans la thèse n'ont pas vocation à affirmer des faits ou appuyer des hypothèses, mais à éclairer des controverses. En effet, l'extrême médiatisations des méga-événements fait de la presse l'un des relais principaux des débats qu'ils suscitent. Le logiciel Factiva[35] a été mis à contribution. À travers les mots clés : Morro da Providência, Vidigal, Vila Autodromo, Vila Torres et Vila Parolin, Il a permis la création d'un corpus de 1246 d'articles de presse provenant des trois journaux sélectionnés[36]. L'analyse du corpus via une référence au méga-

[34] Dans le cadre d'une cotutelle, l'immersion dans le pays hôte engage une distance avec le laboratoire d'origine. Les synthèses, envoyées par mail chaque mois aux encadrants de la thèse sont en plus d'un moyen de discuter des avancées du travail, les premières réflexions et montées en généralités des observations effectuées *in situ*.

[35] Outil d'information professionnel, donnant accès à plus de 31 000 sources (journaux, magazines, retranscriptions radio et télévision, photo, et…) provenant de 200 pays en 25 langues.

[36] Le choix des journaux O globo, New York Times et Tribuna do Parana a été régi en partie par leur accessibilité via le logiciel Factiva. Ces journaux à grands publics ne sont pas aussi précis que des journaux locaux à plus petits tirages, mais ont pour point positif leur visibilité.

événement met en évidence un pic d'articles citant les favelas étudiées et les méga-événements pendant le déroulement des compétitions. Les termes qualifiant les favelas sont systématiquement relevés, ainsi que les témoignages. Cela n'a pas la portée d'une analyse de contenu sophistiquée qui aurait nécessité d'autres moyens.

La confrontation de points de vue nationaux et internationaux relève des différences fondamentales. Alors que les premiers évoquent régulièrement les favelas par des mots péjoratifs, les articles internationaux adoptent une attitude duale, d'une part considérant les favelas comme les lieux d'une culture authentique, évocateurs d'inspirations artistiques, d'autre part en décrivant des scènes d'ingérence de ces territoires par les autorités publiques. L'épaisseur temporelle des méga-événements est ici, une fois de plus, la trame suivie. Une confrontation d'un corpus d'articles sur le sujet, écrits pendant la phase de préparation de la ville à l'événement, avec un deuxième corpus post-événement, met en évidence des évolutions de point de vue, autant dans une confrontation entre international et national que dans la temporalité.

Les Jeux Olympiques ou la Coupe du Monde de Football sont des objets médiatiques qui mettent la ville-hôte à l'honneur. « Rio est à la « Une » avec le début des Jeux Olympiques 2016. La presse internationale s'en fait l'écho depuis plusieurs jours déjà »[37] titre une émission de radio suisse au soir de la cérémonie d'ouverture des JO de Rio. 271 articles dans le New York Times[38] incluent en effet la motion « *Olympic Games* » pendant les deux semaines de compétitions. Les sujets traités sont divers, essentiellement centrés sur le sport, les athlètes, les médailles, les classements. D'autres sont plus critiques, et évoquent les risques de telles manifestations, socialement, économiquement et d'un point de vue urbanistique. La presse se fait en effet le relais de controverses importantes sur l'effet des planifications urbaines et les réactions des populations dans le cadre de méga-événements. C'est un excellent moyen de prendre conscience de la diversité des attitudes et des points de vue des médias face à la transformation des favelas. À travers différentes échelles, locales, nationales et

[37] Titre d'une émission de radio suisse diffusée le 5 aout 2016 sur la chaîne RTS, dans la rubrique « tout un monde ». *https://www.rts.ch/play/radio/tout-un-monde/audio/les-jeux-olympiques-de-rio-agitent-la-sphere-mediatique-internationale?*.

[38] Source Factiva, données recueillies le 17 juillet 2017.

internationales, la mobilisation de journaux et d'articles sur le sujet reflète des visions disparates d'un même phénomène.

Les documents officiels de communication des Jeux Olympiques et de la Coupe du Monde de Football sont des supports privilégiés pour en saisir les enjeux (CIO, FIFA). Les villes-hôte, obligées de dynamiser leur capacité d'attraction, adoptent en effet une communication faite d'images significatives et facilement décodables. Nous les mettons en perspective avec d'autres sources plus critiques comme les rapports du *Comitê Popular da Copa e das Olimpiadas* sur les violations aux droits humains. Il existe aussi de nombreux diagnostics urbains et sociaux sur chaque quartier de Curitiba et Rio de Janeiro réalisés par les organismes de planification urbaine (IPPUC[39] et IPP[40]), des projets techniques sur les favelas sous la responsabilité de la COHAB[41] ou de MCMV[42] et Favela Bairro. Nous avons aussi consulté les documents réalisés par les associations d'habitants ainsi que les réseaux sociaux sur les pages Facebook et Instagram officielles des favelas investiguées.

La vision des acteurs : des entretiens à géométrie et à portée variable

S'entretenir avec des experts de la ville, des personnalités politiques et la société civile est un parcours semé d'embûches. Report, annulation, désistement de dernière minute. Il l'est encore plus lorsque l'on ne maîtrise pas entièrement la langue et les codes du pays dans lequel on travaille. Notre objet d'étude est un cas difficile à analyser car soumis à controverses, « *Favelas/méga-événements, c'est le combat de David contre Goliath*[43] » le résume un des enquêtés. Ainsi, des réactions « en faveur » ou « en défaveur » des méga-événements internationaux et des projets d'interventions urbaines dans les favelas révèlent la sensibilité du sujet auprès de certains. Malgré le fait que quelques enquêtés travaillent dans des organismes de transformations urbaines et sociales, ils ne sont pas toujours en accord avec les choix d'intervention réalisés ou les politiques mises en œuvre.

[39] Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano de Curitiba.
[40] Instituto Pereira Passos.
[41] Companhia de Habitação.
[42] Minha Casa Minha Vida.
[43] Extrait d'entretien réalisé le 15 avril 2017 avec un journaliste du journal O Globo.

Les dénominations des acteurs interrogés et leur périmètre d'actions sont déjà connus et mobilisés dans de nombreuses recherches : experts de la ville, élus politiques, acteurs de la société civile (fig. 4). Seuls les politiques sont moins présents, car les témoignages et les discours sont nombreux dans les rapports et la presse. Au cours de l'entretien, l'accent est mis sur les stratégies globales des métropoles, les méga-événements, et la place des favelas dans ces stratégies. Tout au long de l'enquête, les guides d'entretiens s'ajustent. Il s'est parfois avéré difficile d'obtenir des acteurs politiques des réponses non formatées. Question de timing, la campagne d'entretiens a eu lieu au moment de la campagne électorale pour les municipales. Les discours aseptisés sont courants, les silences éloquents. Alors que certains nient l'existence des favelas dans leur métropole « *ici, il n'y a plus de favelas, à Rio oui, mais ici à Curitiba il n'y en a plus, il y a des quartiers pauvres par contre*.[44] », certains les considèrent comme le reste de la ville, « *elles font partie du paysage*[45]», d'autres encore jouent sur les dénominations, remplaçant de manière systématique le mot « *favela* » pour celui « *d'agglomérats informels*[46] », terme officiel jugé moins péjoratif. Rares sont les positions critiques sur les actions urbaines gouvernementales, fédérales et municipales enclenchées dans les favelas. Dans un contexte politique secoué par la corruption et aggravé par une crise économique sans précédent, les entretiens dévient régulièrement sur la situation actuelle du pays. Ainsi, dans les conversations, la Coupe du Monde de Football 2014 et les Jeux Olympiques de 2016 ne sont pas des priorités, il faut faire face à des réalités plus concrètes : le travail, les salaires, l'accès aux soins et à l'éducation.

La volonté était forte de s'entretenir avec des habitants des favelas. L'accès souvent difficile et des dialectes propres à ces lieux ont concentré les entretiens auprès des experts, des élus politiques et d'une partie de la Société Civile.

Figure 4 – Critères d'analyse retenus pour l'enquête

Experts de la ville		Politiques		Société Civile		Total par métropole		TOTAL
Rio de Janeiro	Curitiba	Rio de Janeiro	Curitiba	Rio de Janeiro	Curitiba	Rio de Janeiro	Curitiba	
5	5	2	2	6	4	13	11	24

© Caroline Chabot

[44] Extrait d'entretien informel réalisé le 10 avril 2016 avec un étudiant de l'UFPR.
[45] Extrait d'entretien réalisés le 28 juin 2016 avec un membre de la préfecture de Curitiba.
[46] *Aglomera subnormais*.

Malgré les difficultés rencontrées, les entretiens réalisés permettent de mieux appréhender les processus urbains et socio-environnementaux engagés dans les favelas, les visions politiques des méga-événements pour l'avenir des métropoles et le potentiel lien entre les deux. Ils nous ont permis de nous confronter à des réalités politiques souvent plus complexes.

Finalement notre méthodologie a mis progressivement sur le devant de la scène l'analyse spatiale comme vecteur d'investigation et la représentation graphique (et ses variations) comme modalité principale de traduction des données observées, directement ou indirectement, sur les sites préalablement sélectionnés. Couplée à des analyses des représentations (revue de presse), de la documentation et à des entretiens avec des acteurs, nous avons ainsi croisé données spatiales, sociologiques et politiques.

Apports synthétiques et annonce du plan

Notre démarche et notre lecture des effets des méga-événements sur les favelas croisent sociologie et architecture avec l'ambition de contribuer de façon originale à la fabrication des métropoles contemporaines. En inscrivant nos réflexions, nos observations et nos interprétations dans les travaux existants, nous avons mis en évidence des résultats dont nous rendons compte dans les trois parties de cette thèse. Le Brésil est notre terrain privilégié. Nous avons mis en évidence sans surprise, une différence entre Curitiba et Rio de Janeiro quant à l'intégration des méga-événements dans une planification urbaine à long terme. La mise en perspective des deux métropoles rend compte de stratégies de développement des territoires contrastées et de l'importance de la question de l'héritage de ces grandes manifestations.

Dans une première partie, nous discutons les cadres théoriques sur les favelas et les méga-événements pour problématiser notre réflexion et choisir de fait l'analyse spatiale comme méthode d'interprétation et d'observation. La spatialité n'avait pas encore fait l'objet d'analyses centrées et n'était pas considérée comme révélatrice de transformations. Mis à jour au regard de processus d'interventions dans les favelas, les processus gouvernementaux, fédéraux et locaux révèlent des actions propres aux contextes des méga-événements.

Dans une deuxième partie, les analyses spatiales des favelas rendent compte d'histoires parfois semblables, parfois contrastées. La mise en comparaison de cartes, de plans, de relevés de façade rend compte des logiques de transformation des favelas et des méga-événements lors de leur confrontation. L'analyse de presse appui les métamorphoses et soulève les enjeux.

Dans la troisième partie, nous caractérisons les logiques en œuvre dans la confrontation entre méga-événements, favelas et ville-hôte. Ce sont celles d'invisibilisation, de transfert et culturelle, porteuses de dynamiques urbaines révélatrices de limites des politiques publiques engagées dans les favelas de Rio de Janeiro et de Curitiba à l'occasion des Jeux Olympiques 2016 et de la Coupe du Monde 2014. Par une mise en perspective mondiale intégrant d'autres métropoles de pays en voie de développement confrontés à la dualité entre méga-événement et bidonvilles, se dessine un schéma de logiques communes et des spécificités locales.

PARTIE 1 – FAVELAS ET MÉGA-ÉVÉNEMENTS : ANCRAGES BRÉSILIENS

La première partie aborde en deux chapitres les ancrages et les spécificités des phénomènes bidonvilles et méga-événements sportifs sur le territoire brésilien. Le premier chapitre présente les oppositions et les évolutions identitaires des favelas, depuis leur apparition. Un croisement théorique est introduit entre les apports des recherches anthropologiques, sociologiques, géographiques, juridiques et urbaines (PERLMAN, 1976; LEEDS et LEEDS, 1978; VALLADARES, 2000; CHETRY, 2010; PEARSE, 1961; CLAVAL 2004; GONÇALVES, 2010b; BERENSTEIN-JACQUES, 1998; DRUMMOND, 1981). Puis il met en évidence les difficultés à dessiner les contours de ce phénomène à la réalité plurielle, à travers les controverses quant à leur définition et les différentes typologies qui les caractérisent. L'ancrage des favelas sur le territoire brésilien est également vu sous l'angle des politiques urbaines, des transformations spatiales apportées au compte-goutte pour améliorer ces espaces. Entre négation et consolidation, elles montrent un lien étroit avec les pensées de l'époque où elles se déploient. A titre d'exemple, à partir des années 1990, alors que la question environnementale est au premier plan de l'agenda politique mondial, les risques environnementaux auxquels sont soumis les favelas (éboulement, inondation) font l'objet de politiques urbaines dédiées. Enfin, les favelas sont abordées à l'aube des méga-événements sportifs internationaux, face à une politique dictée par l'agenda international : leur pacification pour la Coupe du Monde 2014 et les Jeux Olympiques 2016.

Le chapitre 2 aborde la construction du Brésil pour accueillir le double battement Coupe du Monde 2014 et Jeux Olympiques 2016. Dans un premier temps, l'identité des deux manifestations sportives est abordée. Des caractéristiques spatiales se dégagent : le caractère itinérant des compétitions ; les besoins en équipements et en infrastructures ; l'effet de catalyseur urbain de ces grandes manifestations. Les motivations des villes et pays à recevoir un méga-événement révèlent une volonté de s'affirmer sur la scène internationale et met en évidence le marketing urbain pour convaincre les comités organisateurs. Dans un deuxième temps, les cas de Rio de Janeiro et Curitiba ancrent spatialement le phénomène. Les travaux urbains engagés pour l'occasion sont analysés et montrent de fortes différences entre les deux villes.

L’hypothèse avancée dans ce chapitre est que l’emprise spatiale des méga événements sportifs internationaux dans les villes hôte, conjuguée à celle des favelas, implique une confrontation spatiale entre les deux phénomènes.

Chapitre 1/ Les favelas, la permanence du provisoire

1.1 Favelas, identité d'un phénomène socio-spatial

À la fois multiples, et pluridimensionnelles, les favelas comme phénomène socio-urbain constituent un champ de recherche pour les sciences sociales. La sociologie lui porte depuis longtemps un intérêt particulier. Pourtant, l'objet de recherche se trouve au croisement de plusieurs disciplines : sciences politiques, histoire, sociologie, anthropologie, économie, architecture, urbanisme. La façon dont les chercheurs ont investi l'objet « favela » est donc intimement liée aux préoccupations sociales et politiques de chacune des époques et des disciplines. Les travaux recensés traitent des relations sociales et politiques (GOIRAND, 2001; PERLMAN, 2011) de l'organisation des marchés dans les favelas (CHETRY, 2010; ABRAMO, 2009; BAUTÈS et TAIEB, 2015), de la construction urbaine du phénomène et des interventions des politiques publiques (CARDOSO 2007; QUIRION 2015; PERLMAN 1976; ALVITO et ZALUAR, 2015), jusqu'aux définitions dans la constitution (GONÇALVES, 2010), ainsi que la dimension esthétique (BERENSTEIN - JACQUES, 2003). Ils dressent l'identité d'un phénomène complexe devenu dès sa naissance un problème à résoudre, utile pour appréhender l'objet dans son hétérogénéité. Les favelas sont étudiées selon l'évolution de leurs représentations sociales. L'identité est analysée selon des définitions controversées et des typologies contrastées. Les évolutions urbaines sont quant à elles éclairées à partir des processus d'interventions publiques mis en place depuis l'apparition du phénomène et incarnées par des études analysant leurs effets sur les dimensions socio-spatiales des favelas. Enfin, le portrait du phénomène est complété par les risques, un concept qui influencera les politiques urbaines dans les favelas lors de la réception des Jeux Olympiques 2016 et de la Coupe du Monde de Football 2014.

À partir des années 1960, la favelisation brésilienne, reconnue comme un problème socio-urbain interroge par sa capacité à perdurer et à se renouveler. Le problème épineux qu'elle représente amènera la communauté scientifique et principalement les sciences humaines à investir cette question. La favela devient dès lors un véritable champ de recherche. Si les principales études se concentrent sur les politiques publiques, elles commencent à saisir les

favelas par des méthodes d'investigation empiriques propres (VALLADARES, 2006). Les travaux de cette époque menés par des anthropologues, lancent les fondements des études sociologiques pluridisciplinaires sur les favelas. L'accent est mis sur la remise en cause de leur marginalité urbaine ; l'émergence d'une question sociale ainsi que sur l'aspect architectural et spatial de ces ensembles résidentiels en lien direct avec les nombreuses politiques urbaines. Des recherches foisonnantes, l'on retiendra principalement celles relatives aux mutations socio-spatiales des favelas face aux politiques publiques dans la perspective d'exposer le renouvellement de ce phénomène socio-urbain alors symbole de la pauvreté urbaine. Nous retiendrons cet axe dans notre recherche.

Dès le début du 19ème siècle, la pauvreté urbaine devient une préoccupation pour les élites. Des journalistes, écrivains, médecins, juristes s'emparent de l'objet, tentent de le comprendre et proposent des mesures pour le combattre (VALLADARES, 2006). Les investigations ont un but pratique, celui de dénoncer un problème et d'y trouver des solutions. Les connaissances scientifiques entrent alors au service d'une volonté d'ordre urbain, d'hygiène et de service à la population. Le premier lieu d'observation de la pauvreté urbaine brésilienne n'est pas la favela mais le cortiços (taudis), omniprésent notamment à Rio de Janeiro (fig. 5). À la fin du XIXème siècle ces habitations informelles surpeuplées se multiplient. Définis comme de véritables « enfers sociaux », les cortiços de Rio de Janeiro représentent l'antre du vagabondage et du crime et des lieux propices aux épidémies, une menace à l'ordre social et moral (AZEVEDO, 1890 *in* VALLADARES, 2006). Condamnés et dénoncés par les discours hygiénistes, ils deviennent les supports de mesures administratives de grande ampleur.

Figure 5 - Cortiço à Rio de Janeiro

Daniel Marenco / Folhapress

Dès le début du XXème siècle, et pour des raisons d'hygiène, leurs habitants sont expulsés du centre-ville. Une guerre contre l'insalubrité est déclenchée. Le but annoncé par la réforme urbaine est clair : assainir et civiliser la ville en éradiquant tous les logements non conformes aux normes sanitaires. La politique hygiéniste en cours contre les cortiços est accompagnée de travaux urbains qui vont amplifier la pénurie de logements et provoquer une redistribution de la population dans l'espace urbain (GONÇALVES, 2010, p.47). Avec comme précédent les grands travaux du Baron Haussmann à Paris quelques années auparavant, les habitants sont expulsés des cortiços de Rio de Janeiro et s'installent sur les collines de la ville. La dimension politique de l'aménagement de l'espace est alors indissociable des effets socio-politiques de la réforme urbaine de la métropole. Pour Henri Lefebvre, l'espace urbain n'est pas seulement une projection des rapports sociaux, mais le lieu et le terrain où des stratégies s'affrontent. L'espace n'est pas uniquement le support de faits historiques, il est devenu instrumental (LEFEBVRE, 1986). Le territoire devient dès lors un instrument politique.

En 1889, soit un an après l'abolition de l'esclavage[47], le Brésil troque son statut d'Empire pour celui de République. Les hommes, désormais libres, affluent vers les grandes métropoles du

[47] L'esclavage est officiellement aboli au Brésil en 1888 par la princesse Isabelle

littoral à la recherche d'un logement et d'un travail. Alors que la culture du café décline, l'industrialisation croît à grande vitesse. De nombreux paysans brésiliens migrent vers les villes de la côte, vers Rio de Janeiro notamment. L'exode rural massif entraine dans les métropoles une forte crise du logement, intimement liée aux bouleversements en cours dans la vie du Brésil. Mais la période ne manque pas de faits historiques. Alors que la mécanisation des campagnes bat son plein, la révolte d'*Antonio Conselheiro*, chef religieux auto-proclamé et prédicateur, agite l'état de *Bahia*[48]. Le gouvernement de Rio de Janeiro dépêche dans le *Sertão*[49] des soldats fédéraux leur promettant, en cas de victoire contre les révolutionnaires, un logement à la capitale. Pendant la bataille, les combattants dressent leur cantonnement aux abords de la ville de *Canudos*, sur une colline portant le nom de *Morro da Favella* à cause de la grande quantité de *faveleiro*[50] qui y pousse, une plante très urticante.

En 1897, le retour des soldats victorieux coïncide avec un pic dans la pénurie de logements. Les autorités militaires acceptent provisoirement de laisser les soldats occuper les pentes de la colline du *Morro da Providência*, proche de leur quartier général. Plusieurs baraquements s'installent, que les habitants renommèrent « *Morro da Favella* », en allusion à la colline de *Canudos*. L'histoire, contée par l'écrivain Euclide da Cunha dans son œuvre « *os Sertões*[51] » est selon Licia Valladares le mythe fondateur de la construction des favelas. Les soldats installés sur la colline de manière provisoire construisent leurs abris de fortune à l'aide de matériaux usagés et récupérés dans la ville, faute de mieux. Le *Morro da favella* devient dès lors un territoire de l'attente (VIDAL et MUSSET, 2016).

Entrée dans l'histoire à la suite de la guerre de *Canudos*, le *Morro da Favella* donnera peu à peu son nom à tous les regroupements de baraquements qui viennent s'agglutiner sur des terrains délaissés, sans urbanisme apparent et ce dans le pays tout entier. Les favellas ou « favelas » puisque qu'une réforme de l'orthographe a expulsé du dictionnaire brésilien toutes

[48] L'état de Bahia est un État fédéré du Brésil, situé au sud de la région Nord-Est du Pays, et ayant pour capitale Salvador de Bahia. L'État de Bahia fut l'un des lieux de débarquement des portugais au Brésil et la première région colonisée.

[49] Le Sertao est une zone géographique du Nordeste du Brésil, dont le nom désigne « l'arrière-pays », soit une zone éloignée des centres urbains.

[50] Nom populaire de la plante Jatropha phyllancatha.

[51] Le livre « Os Sertoes » est l'un des ouvrages fondateurs de la pensée moderne brésilienne. En montrant l'élite brésilienne vivant sur le littoral et dont l'Europe est le modèle, il oppose le littoral à l'arrière-pays. Euclide da Cunha conte ici l'histoire de la guerre de Canudos et de son charismatique chef Antonio Conselheiro.

les lettres doubles, deviennent une nouvelle catégorie d'habitations pauvres. Alimentées par l'exode rural, les favelas ont trouvé au Brésil leur « Terre Promise ».

La presse est dès le début du XXème siècle le premier relais de la naissance du phénomène. En 1901, elle dénonce à Rio de Janeiro « le développement d'un quartier tout à fait nouveau, construit sans avoir obtenu un permis des autorités municipales et sur des terrains appartenant à l'État… Il rassemble un total de 150 baraques… et près de 623 habitants » (Abreu, 1994 *in* VALLADARES, 2006, p.18). L'illégalité des constructions est alors la première caractéristique visée. Rapidement, journalistes, médecins, ingénieurs et politiques publiques s'intéressent à la favela pour y poser leur regard hygiéniste. Condamnée pour ses habitations malsaines, elle devient une cible dans les discours. Au fil du temps, les habitations s'entrelacent et viennent former des entités propres, capables de se défendre. Désormais considérée comme contagieuse, la favela devient synonyme de danger pour l'ordre social (CUNHA et BERNUCCI, 2002).

Dès lors, Euclides da Cunha fait le lien entre les caractéristiques de la plante qui a donné son nom à ce phénomène et l'objet favela lui-même. Selon lui, « Les favelas, encore anonymes dans les registres scientifiques, ignorées des savants, trop connues des rustres, peut être un futur genre *cauterium* des légumineuses, ont dans leurs feuilles aux stomates allongées en villosités de remarquables outils de condensation, d'absorption et de défense. Si leur épiderme se refroidit la nuit bien au-dessous de la température de l'air, et provoque malgré la sécheresse de ce dernier, de brèves précipitations de rosées, la main qui les saisirait se heurterait à une plaque incandescente d'une chaleur intolérable. Parfois, quand certaines espèces ne se montrent pas aussi bien armées que les précédentes pour réagir victorieusement, on observe des dispositifs peut être encore plus intéressants : les espèces s'unissent, s'enlacent étroitement et se transfigurent en plantes sociales. Ne pouvant contre-attaquer isolément, elles se disciplinent, s'agrègent, s'enrégimentent. »[52]. D'une plante urticante à un phénomène urbain qui dérange, la favela alimente et organise maintenant, et ce depuis longtemps, le discours scientifique.

Si pendant leurs cinquante premières années les favelas sont délaissées par les chercheurs, dès 1930, les premières enquêtes émergent, menées par des journalistes en mal de sensationnalisme et des anthropologues et géographes (PEARSE, 1961; CLAVAL, 2004)

[52] Euclides da Cunha, 1902, Os Sentoes, trad..fr.jorge, Coli et Antoine Seel, Paris, Mataillé, 1997 : p.42

désignant le phénomène comme un objet à la marge, une marginalité socio-spatiale aussi bien que relationnelle.

Un objet en marge de la ville et de la société

La favelisation, répandue dans les autres pays d'Amérique Latine avait fait naitre une notion prenant racine dans les conditions de vie et de travail et dans le comportement politique des plus pauvres, celle de la marginalité sociale urbaine. C'est dans ce sens que les premières études sur les favelas sont menées. Une concentration des enquêtes est observée à Rio de Janeiro, où depuis la fin du XIXème siècle les favelas se confondent avec la ville formelle. Dans « Quelques caractéristiques de l'urbanisation dans la ville de Rio de Janeiro », l'anthropologue américain Andrew Pearse (1961) décrit la favela comme « une communauté avec ses propres normes, codes, morale, d'une véritable enclave rurale dans la ville, d'un monde à part ». La situation de marge dans laquelle elles sont inscrites se manifeste selon lui sur différents plans : physique par leurs emplacements géographiques ; économique par une économie à dominante informelle ; politique en raison de leur rôle limité dans la prise de décision publique. Au Brésil, les quelques recherches qui découlent de ce courant de pensée font apparaitre les habitants des favelas comme des individus à l'écart de la société, manquant d'éducation et incapables de travailler. Le concept de la marginalité urbaine sociale s'appuie alors sur la conception d'une ville duale, qui trouve son origine dans une période où la favela est considérée comme le territoire évident de la précarité tant physique que sociale et qui surtout s'oppose au reste de la ville. On aurait d'un côté la favela et de l'autre la ville, un clivage qui jusqu'à aujourd'hui induit dans la langue portugaise une différentiation forte entre les deux. La favela est alors presque toujours évoquée comme étant le contraire de « *asfalto*[53] » en référence à la ville, à un territoire urbanisé, avec des voies de circulation bétonnées. En opposition, la favela est un territoire qui « n'a pas ». Un espace qui n'a pas de routes, qui n'a pas de lois, qui n'a pas de codes, un territoire de la négation en dehors de la dynamique de la ville. Le géographe français Paul Claval insiste sur la marginalité économique et politique des favelas à travers un vocabulaire qu'il empruntera à la chimie. Pour lui, « Si les physiciens parlent d'anti matière, on pourrait dire par analogie que les favelas constituent des

[53] Le mot *asfalto* en portugais est traduit par *asphalte*

anti-villes puisqu'elles répondent à une logique économique et politique en marge de celle qui est instituée. Mais ces anti-villes ne sont pas installées dans un autre espace, elles se trouvent au cœur des villes brésiliennes. Elles font partie de leur trame » (CLAVAL, 2004, p.272). C'est bien cette situation de marge au cœur de la ville formelle qui entrainera dans les favelas des impacts et transformations majeures. La vision des favelas comme une pathologie a dès lors servi de justification pour de nombreux programmes urbains et sociaux, centrés sur l'éradication pure et simple du phénomène. Cependant, pour lutter contre ce phénomène, une meilleure connaissance des habitants et des liens qui s'y déploient est nécessaire. Connaitre pour réformer devient alors le crédo des autorités publiques brésiliennes.

En 1950, et ce pour la première fois, les favelas apparaissent dans le Recensement Général du Brésil (IBGE). À Rio de Janeiro on en dénombre 119, abritant 14% de la population de la ville. Les chiffres relatent un phénomène qui contribue à créer une société divisée mais mèneront à la prise de conscience de la question sociale dans les favelas. Pour Robert Castel, c'est face au risque de sa propre fracture que toute société en vient à interroger l'enjeu de sa cohésion et les fondements de son être ensemble (Castel, 1995). Dans cette optique, l'approche des favelas dans les années 1950 rompt avec le préjugé négatif nourri antérieurement et entame une valorisation de ces territoires comme communautés sociales et dynamiques.

Un objet dynamique

Au milieu des années 1960, une étape est franchie dans l'étude des favelas. Elle est due une fois de plus à des anthropologues américains (PERLMAN, 2011, 1976; LEEDS et LEEDS, 1978), qui grâce à leur travail de terrain mêlant observation et participation ont permis de tester la notion de marginalité urbaine. La majorité des études de cette époque et ce jusqu'à aujourd'hui va désormais être ostensiblement critique envers ce concept. De nombreux travaux vont apporter un regard nouveau sur le « phénomène favela » en étudiant et détaillant la complexité des dynamiques.

Dans le cas du Brésil, le travail de Janice Perlman est désormais reconnu comme une critique des théories de la marginalité urbaine des favelas. Dans son ouvrage « Favela : Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro » (2011), elle partage son expérience, ses idées et les

résultats de ses recherches sur les folies, la passion et l'enfer vécu par les habitants des favelas de Rio de Janeiro, et s'inscrit dans la continuité de son premier ouvrage « Myth of Marginality » (1976). En étudiant quatre générations de favelados sur quarante ans, elle retrace les vies et les histoires de centaines de résidents de favelas en comparant chaque génération avec la vie de ses parents et de ses enfants. Son étude riche en détails et en analyse, décrit fidèlement les stratégies des favelados pour affirmer leurs droits individuels et collectifs, ainsi que leur dignité dans un environnement plus hostile que violent. À l'aide d'une méthodologie basée sur l'entretien et les intuitions ethnographiques, elle collecte des données qui lui permettent d'analyser les questions de la mobilité sociale et de l'inégalité de l'individu et des familles au sein de la communauté et de la ville. Elle dresse ainsi le portrait d'une société aux multiples facettes, entre force et ingéniosité, entre désespoir et destruction. Pour l'auteure, la vision commune des favelas, alimentée par la représentation médiatique repose sur une longue liste de problèmes : violence, pauvreté, corruption, chômage, et est profondément imparfaite. Son regard se pose au-delà des carences apparentes pour saisir les actifs impalpables des individus et des communautés.

Janice Perlman déconstruit ainsi le mythe de la marginalité urbaine de la favela et de la dépendance des favelados. Pour elle « Chaque individu possède des compétences et des capacités. Chaque communauté a des ressources de solidarité et de réciprocité » (PERLMAN, 2010, p.11). Elle met en évidence les processus de leur intégration sur le marché du travail, et une vie tournée autour d'une forte organisation associative, régie par des choix politiques, sociaux et religieux très similaires à ceux de la société dominante. Ses travaux défendent également le terme « favela » pour le différencier de celui de taudis. Selon elle, les deux phénomènes existent mais dans des contextes différents même s'ils partagent le point commun d'être des territoires d'exclusion dans les villes (PERLMAN, 2010).

Dans la même école de pensée, l'anthropologue américain Anthony Leeds qui pour ses travaux s'est installé dans la favela *Jacarezinho*[54] à Rio de Janeiro revient sur le « mythe de la marginalité ». Il reproche à de nombreux chercheurs d'avoir considéré les favelas comme des îlots de ruralité en milieu urbain de par l'origine rurale de leurs habitants. Selon l'auteur, la

[54] La favela Jacarezinho est l'une des plus grandes occupations irrégulières de Rio de Janeiro. Sa population est estimée en 2010 à 37 839 habitants selon l'IBGE. Installée dans la zone nord de la métropole, elle est également l'une des plus violents comptes tenus du nombre annuel de faits divers, de près ou de loin liés à la consommation et au trafic de drogue.

formation des favelas ne démontre pas une structure rurale mais pleinement urbaine due au caractère des habitants et de leur vie de quartier. Il montre dans un premier temps que les favelas sont prises dans un réseau dense de relations avec les politiciens locaux, les administrations et les organismes privés. En second lieu, il montre que les préférences des favelados pour l'animation de la ville, sa modernité, ses possibilités de travail et d'activités dénotent un caractère urbain, bien que la vie y soit parfois difficile. Les favelados ne sont pas « prisonniers de conceptions traditionalistes et de liens familiaux mais au contraire, apprécient la plus grande liberté que donne la vie urbaine » (LEEDS, 1978, p.129). Dans ses travaux, Anthony Leeds s'attache également à débarrasser les favelas des préjugés de classe octroyés par les autorités. Pour lui, « les favelados ne sont pas des paysans déracinés, ni des marginaux, ni des misérables déboussolés et mal adaptés, ni même des favelados à vie » (LEEDS et LEEDS, 1978, p.106). Il dénombre également une grande diversité de communautés, plus ou moins légales, petites ou grandes et plus ou moins structurées. Il propose alors un modèle différent pour les comprendre, lié notamment à la géographie locale et au marché du travail.

À la fin des années 1960, un ouvrage fondateur, dans la lignée critique du concept de marginalité revient longuement sur la question et aide à comprendre l'évolution des favelas et de leurs représentations : « La favela d'un siècle à l'autre », de la brésilienne Licia Valladares (2006). L'auteure pose deux regards sociologiques sur les favelas : l'un sur leurs formes et leur histoire, l'autre sur l'image qu'en donnent les politiques publiques. Au croisement de trois traditions ; brésilienne, française et anglo-saxonne, elle interroge les questions urbaines et sociales et affirme ainsi qu'il n'y a pas de « spécificité favela » entendu comme un phénomène qui serait homogène tant spatialement, socialement et culturellement. Selon elle, les favelas, dotées d'une dynamique sociale, d'une économie propre et d'un fort degré d'organisation sociale et administrative sont certes des quartiers pauvres, mais pas marginaux (VALLADARES, 1987). En s'alignant sur le discours de ses prédécesseurs, elle décrit les favelas comme des espaces qui ne sont pas isolés, qui ne sont pas coupés de la ville et qui ne sont pas les territoires les plus pauvres. Pour l'auteure, les favelas n'ont pas le monopole de la misère (VALLADARES, 2006).

Ainsi, son tout premier travail de terrain en 1967 dans les favelas de Rio de Janeiro met en évidence la complexité de la structure interne des favelas, l'hétérogénéité de la population et

un certain dynamisme économique. Elle s'affranchit des grilles de lectures dominantes des favelas à cette époque qui les considèrent principalement en termes de marginalité. En s'intéressant aux mécanismes de production des inégalités sociales, elle démontre que la favela dont on parle aujourd'hui « n'est que le résultat plus ou moins cumulatif de représentations sociales successives, issues des constructions des acteurs sociaux qui s'y sont intéressés, et constamment marqué par les enjeux de sa définition même » (VALLADARES, 2006, p.4). En faisant l'hypothèse que la favela est une catégorie inventée, elle montre comment depuis ses origines elle nourrit l'imaginaire social brésilien.
Au fur et à mesure, son travail suit le chemin abordé par les politiques publiques et entame une approche sur les opérations de relogement engagées dans les favelas. Elle décrit le démarrage des opérations mais également la réaction de la population et son quotidien dans ces nouveaux quartiers. Dans son livre « Passa-se uma casa » (1978) l'auteure expose les nombreuses stratégies de résistance utilisées par les favelados déplacés dans les programmes de relogements.

Si dans les années 1960 les chercheurs qui enquêtent sur les favelas sont majoritairement étrangers, ils ont comme point commun de lier la recherche et l'action. Le phénomène urbain brésilien devient alors le lieu de rencontre de l'influence française et de l'école de Chicago. À partir des années 1970, études et recherches sur les favelas foisonnent, y compris cette fois au sein des universités brésiliennes. Alors que les anthropologues américains s'emparent de l'objet favela, Carlos Alberto de Medina la transforme en un sujet à part entière pour la recherche sociologique nationale. Il milite pour une sociologie brésilienne qui ne suit pas les interrogations occidentales alors tournées selon lui vers le « développementalisme » et l'exotisme. Il faut d'après l'auteur considérer les favelados comme des brésiliens comparables aux autres et cesser de séparer les favelas du reste de la ville (MEDINA, 1969). Il insiste alors sur l'urbanité des favelas comparable à la ville dans le sens où elle est socialement stratifiée.

Encore aujourd'hui de nouveaux auteurs apportent un recul nécessaire sur le concept de marginalité des favelas. Michael Chétry, dans sa thèse « Les habitants des favelas face au droit à la ville au Brésil : réalité de la fragmentation urbaine, défi de l'intégration », s'inscrit dans la lignée contestataire du mythe de la marginalité. Il n'existe pas selon lui de marginalité urbaine puisque les favelas montrent les signes évidents d'une intégration à la ville, une intégration

spatiale et sociale, qui reste toutefois empreinte, à l'image de la société brésilienne, d'une profonde inégalité : « au-delà des apparences, on ne peut que constater les formes d'intégration à la ville expérimentées par les habitants des favelas. Aujourd'hui, elles sont de plus en plus insérées dans l'espace urbain. Leurs pratiques urbaines et de sociabilité ne se restreignent pas complètement à leur lieu de résidence et peuvent s'inscrire dans de nombreux lieux de la ville, même si elles restent polarisées dans les zones de proximité » (CHETRY, 2010, p.304).

Rafael Soares Gonçalves déplace le propos quant à l'inexistence d'une marginalité des favelas. Dans son ouvrage « Les favelas de Rio de Janeiro : histoire et droit au XIXème et XXème siècles » et dans de nombreux autres travaux il s'appuie sur l'aspect juridico-historique des favelas de Rio de Janeiro pour affirmer qu'« en dépit des critiques accablantes de la notion de marginalité, les représentations négatives des favelas à Rio de Janeiro semblent démontrer que certains éléments de la théorie de la marginalité ressurgissent lors de la mise en place de certaines politiques publiques dans les favelas » (GONÇALVES, 2016, p.90). Il relie ainsi le concept de marge aux actions entreprises dans ces territoires.

Avec comme appui un travail d'enquête pointu, il retrace l'histoire et les luttes des favelados en appuyant ses propos de photographies d'époque et de données statistiques. L'auteur dresse ainsi une histoire de la croissance des favelas cariocas à travers l'évolution des textes de loi. Sa démarche interdisciplinaire lui permet de construire, déconstruire et reconstruire le concept juridique de la favela tout en relatant au cours de l'histoire les processus urbains mis en place dans ces espaces, oscillant entre éradication et urbanisation. Son travail met en perspective les définitions juridiques des favelas ainsi que les conséquences sociales. Selon lui, le droit a dans un premier temps favorisé le concept de la marginalité urbaine des favelas : « Le droit, tout en traduisant graduellement les différentes représentations sociales des favelas, a lui-même pleinement contribué à la consolidation de ces représentations, en considérant progressivement les favelas comme des espaces spécifiques et prétendument illégaux de la ville » (GONÇALVES, 2010, p.275). Dans un second temps, il montre comment le droit a participé activement à l'élaboration de représentations négatives des favelas et des programmes urbains qui en découlent : « La construction du concept juridique " favela " a non seulement eu des très fortes répercussions sur les différentes politiques publiques concernant ces espaces et ces habitants, mais également – en tant que processus historique spécifique –

reproduit le jeu des forces sociales et politiques » (GONÇALVES, 2010, p.278). La relation entre les favelas comme objet d'étude et les politiques publiques urbaines débouche sur l'appropriation du thème par de nouveaux champs disciplinaires : les spécialistes de l'espace. Dès lors, la spatialité et la matérialité des favelas étoffent les connaissances sur le phénomène. Celles-ci ne sont plus marquées par la vision sociale mais apparaissent pleinement comme une question urbaine.

Un objet spatial

Longtemps dominée par l'anthropologie, le journalisme et la médecine, la recherche sur les favelas à partir des années 1960 entre dans le champ d'action de nouvelles disciplines. Les travaux s'intéressent désormais aux politiques publiques et traitent la matérialité et les formes des favelas. Les études se multiplient sous forme de réponses diversifiées à une importante demande sociale, technique et politique (ONG, bureaux d'étude). Des architectes, des urbanistes (SANTOS, 1988 ; BERENSTEIN - JACQUES, 1998; DRUMMOND, 1981; DENALDI, 2003; MINOJA, 2011) s'orientent vers cet espace d'enquête produisant de nombreux travaux dont les chercheurs des générations suivantes s'inspireront. En apportant une vision centrée sur l'espace et la matérialité des favelas brésiliennes, des chercheurs du monde entier commencent à interroger l'objet sous un angle différent, faisant apparaitre de nouveaux questionnements.

L'architecte et anthropologue Carlos Nelson dos Santos, un farouche opposant au mythe de la marginalité, formule une vision des favelas qui contraste avec le pragmatisme du mouvement moderne. Alors que ces espaces sont considérés par tout le monde, et même peut être par leurs propres résidents comme un « démon temporaire » à chasser, il propose avec son équipe de travail et les habitants des favelas une alternative aux politiques publique qui reposent sur l'éviction et le dédouanement. Alors que les évictions de favelados s'enchainent, son approche qui s'appuie sur l'idéologie qui règne en ce milieu des années 1960 propose la légalisation de la propriété et l'implantation d'infrastructures publiques.

Paola Berenstein, architecte et urbaniste brésilienne défend quant à elle dans « Un dispositif architectural vernaculaire : les favelas de Rio de Janeiro » (1998), l'idée de décortiquer le

processus architectural et urbain singulier des favelas par une approche esthétique, « le processus vernaculaire non seulement diffère de celui traditionnel de l'architecture et de l'urbanisme savant, mais est aussi constitutif d'une esthétique propre aux favelas qui a déjà influencé de nombreux artistes et qui fait partie du patrimoine culturel » (BERENSTEIN - JACQUES, 2001, p.12). Dans un deuxième ouvrage : « Les favelas de Rio : un enjeu culturel » (2003), l'auteure confirme que si la favela est passée du statut de plaie urbaine à celui d'une reconnaissance de sa singularité architecturale, c'est parce « qu'elle n'a conquis la puissance de son sens esthétique qu'en relation implicite à une vie culturelle et sociale dont elle est le reflet » (BERENSTEIN - JACQUES, 2001, p.7). L'espace, la matérialité et la structure même des favelas deviennent pour elle des symboles fortement liés à la culture propre de ses habitants.

Avec un regard moins théorique, l'architecte français Didier Drummond dans son ouvrage « Architecte des favelas » (1981), déplace le point de vue. L'auteur dresse un portrait spatial évolutif de la favela et montre que son image est intimement liée à la pauvreté urbaine. En partageant pendant plusieurs mois la réalité quotidienne des habitants de la favela Rocinha de Rio de Janeiro, il étudie la réalité spatiale du lieu et les gestes constructifs. À l'aide de croquis, il recherche les habitations qui semblent révélatrices des pratiques spatiales des habitants de la favela et de la qualité architecturale des espaces produits. L'étude des formes et des espaces de l'habitat montre l'évolution que connait un bidonville depuis sa naissance. Il fait ainsi apparaitre par des relevés, des dessins, des coupes et des plans les logiques d'évolution des favelas, de l'abris précaire à la maison consolidée en passant par l'évolution des matériaux de construction du bois à la brique. L'étude contribue alors à l'intégration du problème urbain qu'est la favela dans le champ de réflexion de l'architecture.

Les nombreuses politiques publiques urbaines déployées dans les favelas depuis leur apparition n'ont pas manqué d'intéresser les chercheurs. Les études récentes sur la spatialité des favelas se focalisent en grande partie sur leurs effets dans l'espace et le quotidien des habitants. L'architecte et urbaniste Rosana Denaldi montre que les interventions politiques urbaines dans les favelas se sont améliorées dans les années 1980 et 1990 en enregistrant de grandes avancées dans leur conception, leur gestion et leur exécution. Dans sa thèse « Politícas de urbanização de favelas : evolução e impasses » (2003), elle affirme que la vie des

favelados est modifiée par des projets urbains, résidentiels et environnementaux qui s'ils apportent de significatives améliorations, ne sont pas durables.

La spatialité des favelas devient alors un objet d'étude récurrent, notamment au sein des écoles d'architecture. Livia Minoja architecte et urbaniste italienne traite dans sa thèse de fin d'étude « Favela Scape : Tools of integration for the favela Santa Marta in Rio de Janeiro » (2011) la spatialité et les transformations en cours dans la favela Santa Marta de Rio de Janeiro. Grâce à une collaboration avec des architectes locaux, elle pose un regard double sur son objet d'étude tant à travers les yeux des politiques publiques menées par le gouvernement que du point de vue de la société civile. Avec une approche spatiale et graphique, elle dresse un portrait la favela Santa Marta de Rio de Janeiro et de ce que chaque politique publique y a transformé. Ses analyses détaillées couplées aux entretiens avec certains habitants de la communauté l'amènent à dire que les transformations réalisées, bien qu'elles aient pour certaines amélioré le quotidien des favelados n'étaient pas des priorités.

1.2 Une réalité plurielle

Entre leur apparition à la fin du 19ème siècle et aujourd'hui, les favelas brésiliennes ont en l'espace d'un siècle évolué d'une manière époustouflante. De provisoires à permanentes, de taudis à constructions en dur, de marginale à une reconnaissance sociale et urbaine, elles sont devenues un élément constitutif du paysage brésilien. Aussi bien à Rio de Janeiro qu'à Curitiba, les favelas s'emparent de territoires et sont le symbole de la profonde inégalité sociale qui règne sur l'ensemble du territoire brésilien. Si aujourd'hui chaque métropole brésilienne est touchée par le phénomène, celui-ci ne se résume pas à une seule typologie. Désormais la favelisation représente une grande diversité de processus. Ainsi, il n'existe pas « une favela » mais « des favelas » qui se distinguent autant par leur contexte d'implantation, leurs habitants que leur localisation. Le phénomène « favela » regroupe une multitude de typologies, en lien direct avec les questions « qui ?, où ? comment ? », des interrogations qui ont suscité au fil du temps des définitions controversées du phénomène et ont induit des actions publiques hétéroclites.

Des définitions controversées

Le terme « favela » est l'un des très rares mots de la langue portugaise qui fait sens pour un étranger, même très peu habitué à la réalité urbaine brésilienne. La notion a par ailleurs fait son entrée dans le Larousse, qui en apporte une définition des plus simples : « Au Brésil, nom donné aux bidonvilles [55]». Mais qu'entend-on exactement par « favela » ? La question, d'apparence facile soulève d'importants paradoxes. Les images véhiculées par les médias à travers le monde permettent en effet d'identifier facilement une favela. Celui qui à Rio de Janeiro, entre deux immeubles de béton et d'acier pose son regard sur le flanc des collines y voit un ensemble dense d'habitations d'aspect plutôt précaire et juge à coup sûr qu'il en a une devant ses yeux. Cependant, la tâche se complique quand il faut donner une définition, même rapide, d'un phénomène urbain pourtant si emblématique des métropoles brésiliennes. Une tâche sur laquelle les autorités publiques ont longtemps buté et cherchent encore aujourd'hui les réponses. Alors que pendant la première moitié du 20ème siècle les favelas ne sont pas ou

[55] http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/favela/33076?q=favela#32992

peu reconnues par les autorités publiques, les années 1950 et la volonté de connaitre pour agir voient émerger une nouvelle forme de connaissances qui va dès lors bousculer leur statut : les données quantitatives. On connaissait la dimension insalubre du phénomène, son statut illégal, la pauvreté de ses habitants, mais dorénavant, il est possible de quantifier sa population, savoir d'où elle vient et où elle travaille. La production de données est confiée à des organismes officiels qui vont faire apparaitre des facettes inconnues du problème urbain que représente la favela. En esquisser la démographie objective ne se fait pas sans embuches. Si des critères et une définition précise sont nécessaires, il faut pour cela pouvoir faire la différence entre ce qui est favela et ce qui ne l'est pas. Sur la question, les avis divergent.

Manque de précision ou trop fortement marqué par le poids culturel et symbolique régulièrement accompagné d'une connotation péjorative, le terme « favela » est laissé de côté par l'IBGE dès 1991. L'institut invente en 1987 le concept d'« *aglomerado subnormal* » pour désigner toutes les entités connues à travers le pays sous les noms de : *favela, comunidade, grotão, vila, mocambo, palafitas* entre autres. Cinq critères sont retenus. Le phénomène est dès lors défini comme un « agglomérat hors-norme » soit « un ensemble constitué par un minimum de 51 habitations types occupant ou ayant occupé jusqu'à une période récente un terrain d'autrui (public ou privé), et disposées, en général, de formes désordonnées et denses, et dépourvues, dans leur majorité, des services publics essentiels ».
En 2006, l'IBGE poursuit sa réflexion avec l'objectif d'accroitre sa connaissance des caractéristiques des territoires classés dans la catégorie « *aglomerado subnormal* ». Les résultats aboutissent à une fiche[56] relevant des informations territoriales, et dans laquelle sont enregistrées les diverses caractéristiques spatiales des « *aglomerados subnormais* », tels que la topographie, les normes urbanistiques, les voies d'accès et la division en lots ainsi que le niveau de verticalisation et la densité d'habitations. Lors du dernier recensement de la population réalisé en 2010, l'IBGE précise la présence de services d'énergie électrique, d'égouts, de distribution en eau et de collecte des déchets.

À l'échelle du pays, l'IBGE est donc l'unique source produisant des données sur les évolutions des favelas. Certaines métropoles collectent de leur côté des données statistiques dans des

[56] Le LIT (Levantamento de Informaçoes Territoriais)

buts opérationnels. En 1991, un cadastre des favelas de Rio de Janeiro a été réalisé par l'Institut Pereira Passos (IPP). Cependant, sa définition de la favela diffère de celle élaborée par l'IBGE par l'ajout d'un critère social : le revenu des habitants. La favela y est définie comme « une zone majoritairement résidentielle occupée par une population à bas revenus et caractérisée par la précarité de l'infrastructure et des services publics, des rues étroites et un alignement irrégulier, des lots de forme et de taille irrégulières, ainsi que des constructions non enregistrées et non conformes aux schémas légaux[57] ».

À Curitiba, les premiers registres officiels et cartes relevant les occupations irrégulières de la métropole datent de 1971. À partir de ce moment, l'IPPUC[58] commence à réaliser un relevé systématique des occupations irrégulières de la métropole, identifiant le nombre de favelas et de domiciles irréguliers afin de comprendre l'évolution historique de ce type d'occupation.

Si dans les deux métropoles les cartes réalisées ont pour source les données de l'IBGE, il existe cependant des différences notoires entre les procédés méthodologiques et les définitions de la « favela » utilisés par les différents organismes. Ainsi, avec pour base les données du recensement de 2000, l'IBGE annonçait la présence de 518 favelas à Rio de Janeiro, alors que l'IPP en constatait 750. De la même façon à Curitiba, l'IBGE compte près de 120 favelas en 2010 alors que l'IPPUC en dénombre 381, une différence notable. La sous-estimation des favelas dans les données de l'IBGE est alors probablement due au seuil d'un minimum de 51 habitations qui exclue des occupations irrégulières de moindre taille. Au vu de la différence, les statistiques posent problème, masquant en réalité une controverse quant à la définition même de l'objet « favela ». Sa délimitation textuelle reste alors dépendante de l'appréciation de chaque organisme puisqu'il n'existe encore aujourd'hui aucune définition unique entre les différents instituts qui collectent des données.

Les différentes définitions ont tout de même de grands points communs. Alors que l'illégalité semble être le premier critère unanimement reconnu, le second renvoi à des logements en auto-construction. Le troisième évoque quant à lui un déficit d'équipements publics d'infrastructures et de planification urbaine. Au-delà des caractéristiques juridiques et physiques, le terme favela revêt finalement dans les différentes définitions, une signification sociale associée à la pauvreté. Mais ces éléments, fréquemment employés pour différencier

[57] Définition adoptée par le Plan directeur de la ville en 1992 dans l'article 147
[58] Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano de Curitiba

une favela du reste de la ville, ne s'appliquent que partiellement à une réalité bien plus diversifiées (CHETRY, 2010).

Des typologies contrastées

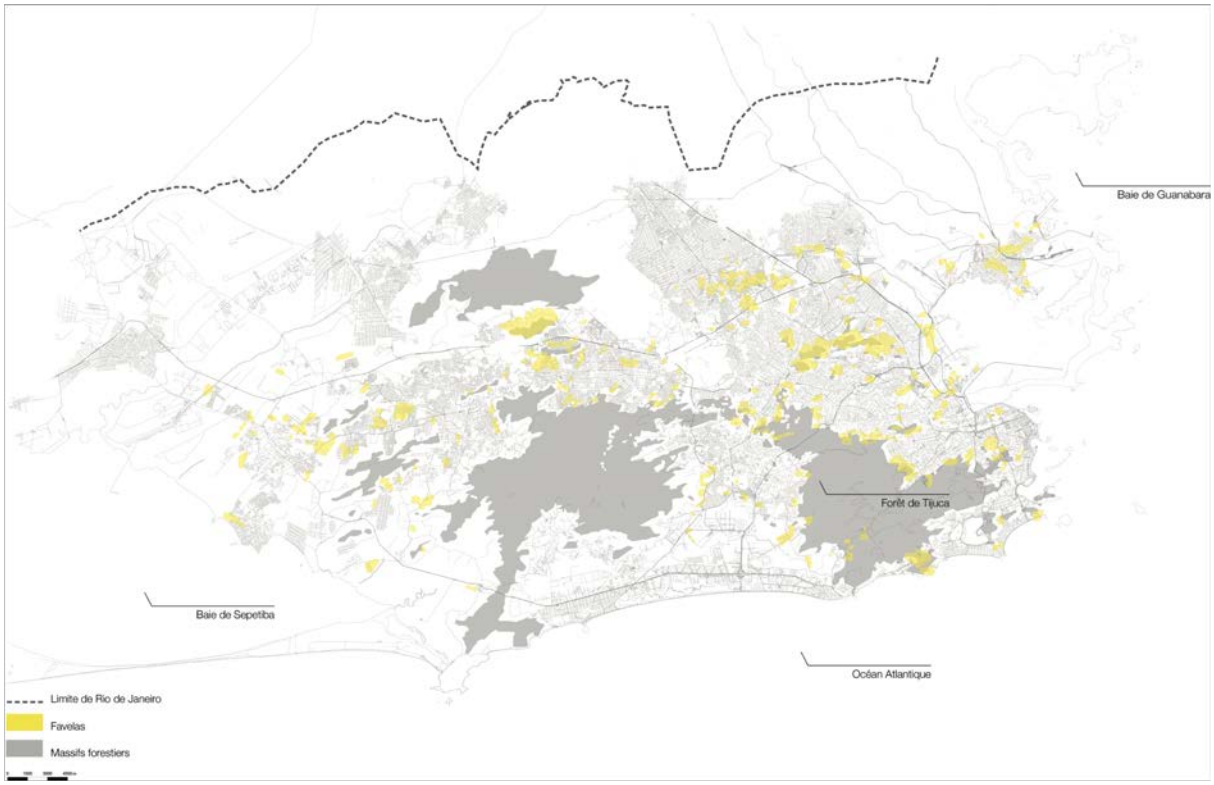
A Rio de Janeiro et Curitiba, la lutte pour l'occupation de l'espace urbain a contribué à l'apparition de contrastes entre les conditions de logement des populations riches et des populations pauvres. La structuration des favelas dans les deux métropoles résulte d'un ensemble de facteurs, certains locaux, tels que les configurations géographiques particulières, d'autres globaux, comme l'intense transition urbaine des villes brésiliennes et l'absence de politiques de logement pour les classes les plus défavorisées. Toutes ces caractéristiques réunies ont permis la création d'une grande diversité de favelas. Le phénomène englobe désormais une multitude de situations, chacune se distinguant par des caractéristiques propres. Elles témoignent d'occupations de terrains accidentés ou plats, localisés en périphérie ou en centres urbains, abritant quelques dizaines d'habitants ou des centaines de milliers, d'aspect précaire ou consolidé ou encore d'habitations de plein pied ou verticalisées (fig. 6). Des éléments supplémentaires s'ajoutent à la longue liste des diversités tel que le degré de violence ou les situations de risques.

Figure 6 – Favela sur terrain accidenté à Rio de Janeiro et terrain plat à Curitiba

© Caroline Chabot

La topographie du terrain est un élément déterminant dans la structure des favelas. À Rio de Janeiro, le site sur lequel s'est développé la métropole présente de fortes particularités géographiques qui, si elles participent à la beauté naturelle de la ville, ont toujours été une contrainte dans son processus de développement urbain (ABREU, 1994). La métropole est limitée par l'Océan Atlantique et par les baies de *Sepetiba* à l'Ouest et *Guanabara* à l'Est ; elle est traversée par trois grands massifs forestiers dont celui de *Tijuca*, aujourd'hui considéré comme la plus grande forêt urbaine du monde[59] (fig. 7). Rio de Janeiro est par conséquent accidenté avec d'impressionnants dénivelés, de nombreuses collines qui donnent naturellement un caractère compartimenté à la métropole.

Figure 7 - Répartition des favelas de Rio de Janeiro

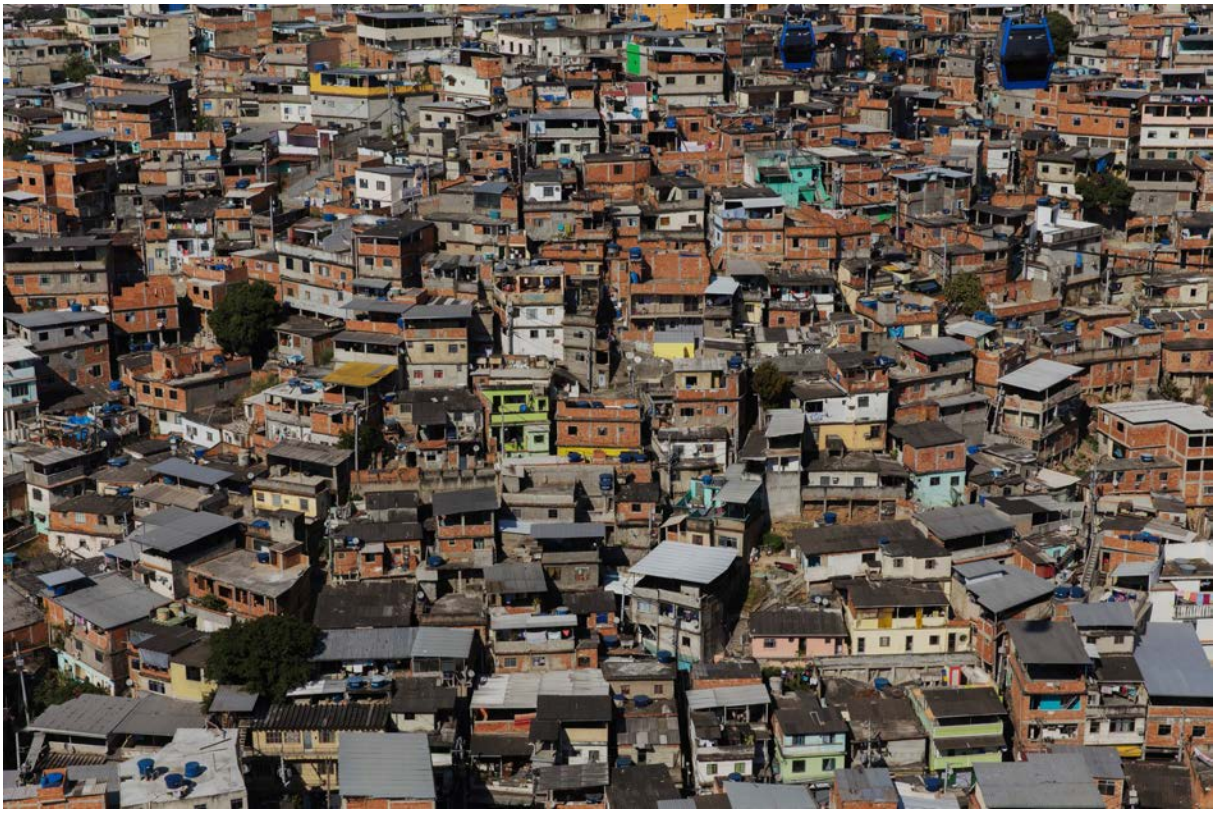


IPP / © Caroline Chabot

[59] La forêt de Tijuca s'étend sur près de 40 km2 au cœur de la ville de Rio de Janeiro. Le Parc fait partie d'un programme de protection environnementale qui comprend des lieux touristiques phares de la ville : le Pedro da Gavea, le Corcovado ou encore Pipo da Tijuca, point le plus haut de la ville culminant à 1022 m.

Bruce Springsteen, un compositeur du New Jersey avait écrit la chanson « Mansion on the Hill ». Elle racontait des riches vivant sur les collines, et contrôlant de façon arrogante leurs maisons et leurs statuts. En Californie, la culture populaire comprend qu'habiter sur les hauteurs est synonyme d'un statut de richesse et de sécurité. Une meilleure qualité de vie serait alors inextricablement liée au fait de vivre dans un état d'élévation. À Rio de Janeiro, ce n'est pas le cas. Le manque de terrains facilement disponibles pour l'aménagement a très tôt configuré l'organisation socio-spatiale du territoire. Le port a pris le rôle de noyau central, et l'expansion de la ville s'est faite en direction de l'intérieur des terres. Les populations aisées ont alors occupé les terrains plats et secs, proches du centre et hautement valorisés par leur rareté. À l'abri des glissements de terrain grâce à une politique de préservation de l'environnement née au XXème siècle qui a déclaré les pentes comme des aires publiques. Ce sont les populations les plus pauvres qui se sont alors amassées sur les collines, délaissés car impropres à l'habitation (fig. 8). Dans la métropole carioca, les favelas aiment indéniablement la hauteur.

Figure 8 - Favela Complexo do Alemão construite sur une colline de Rio de Janeiro

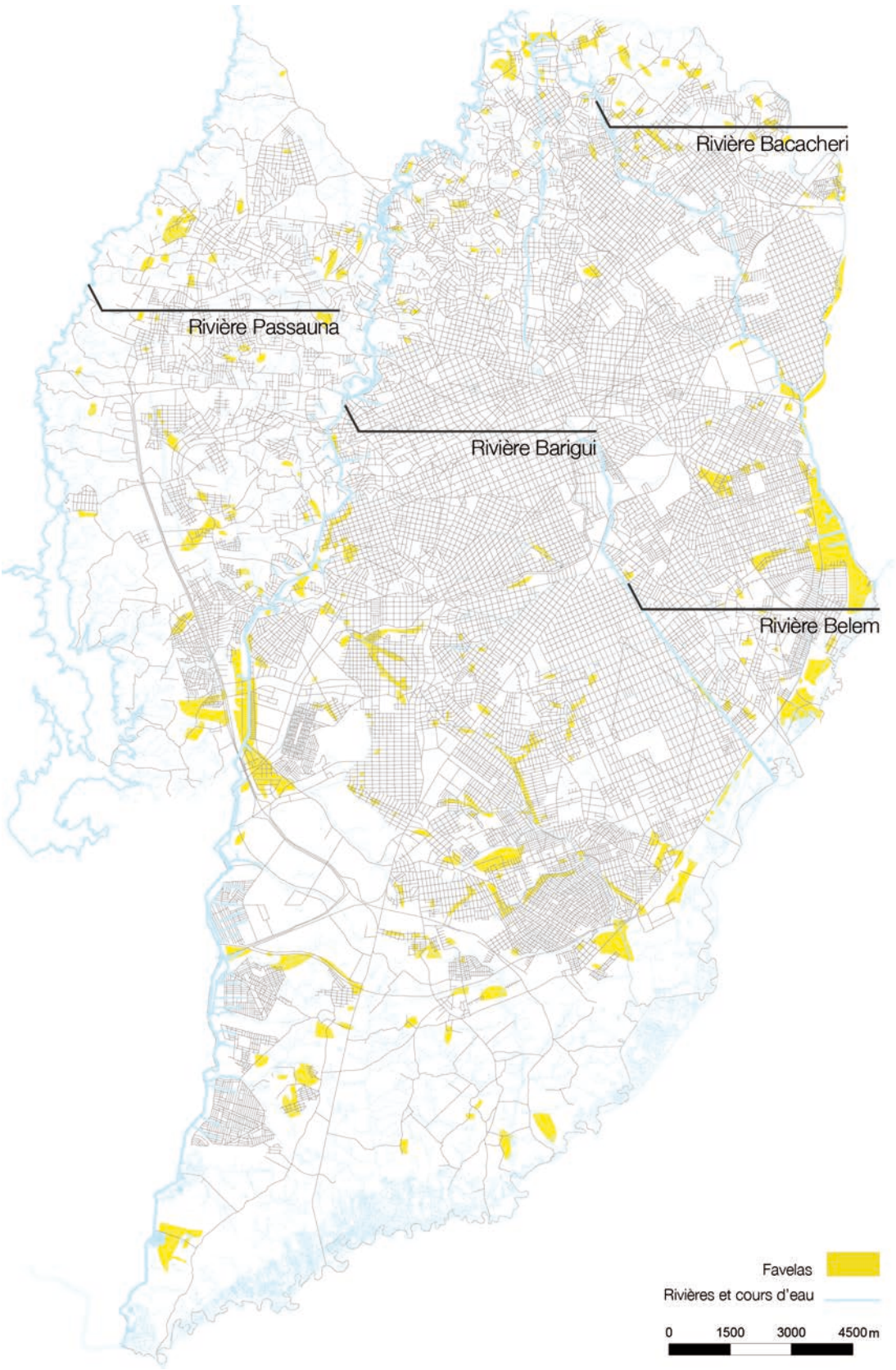


Lalo de Almeida - New York Times

Le cadre naturel très singulier de Rio de Janeiro a dès lors provoqué une division de la ville en trois grandes zones socio-spatiales distinctes (GONÇALVES, 2010). La région située au sud du massif de *Tijuca* englobe le centre historique jusqu'aux quartiers aisés qui bordent l'Océan Atlantique. Les quartiers du front de mer, symboles de Rio de Janeiro (*Copacabana, Ipanema, Leblon*), en plus d'abriter les populations les plus aisées, ont toujours fait preuve d'un important dynamisme économique. Un grand nombre de favelados, attirés par ce marché du travail se sont installés à proximité. La zone au nord du massif de *Tijuca* rassemble quant à elle une population de classes moyennes et abrite des familles plus modestes en périphérie. L'arrivée du chemin de fer à la fin du XIXème siècle a consolidé son urbanisation. Cette ancienne aire industrielle est aujourd'hui la région qui compte le plus grand nombre de favelas. Et enfin à l'ouest du massif de *Tijuca*, en grande banlieue, l'ancienne zone agricole s'est transformée depuis le milieu du XXème siècle en Parc Industriel. Elle abrite moins de favelas que la Zone Nord, mais comptabilise cependant une grande partie des habitations informelles de Rio de Janeiro, et est la partie qui attire le plus aujourd'hui les nouveaux favelados.

À Curitiba, bien que des constructions similaires existent, elles sont beaucoup moins impressionnantes et bien moins visibles. Dans l'État du *Paraná*, le processus de favelisation a fortement été influencé par la crise du café et la modernisation de l'agriculture dans les années 1960, et a accompagné le développement industriel de l'État à partir de 1970, au moment où débutait le métropolisation de Curitiba. La métropole en manque de logements peine à loger l'arrivée massive de migrants. Des noyaux de favelas se créent et s'étendent, occupant illégalement des zones publiques et des terrains délaissés du secteur immobilier, sur les berges des rivières généralement inondables et en périphérie, là où les terres sont libres. À Curitiba, les favelas se déploient horizontalement. Aujourd'hui, elles se concentrent sur les limites du territoire municipal de la ville, à l'ouest sur les berges des rivière *Barigui* et *Passauna*, et les villes *d'Almirante Tamandaré*, de *Campo Magro*, de *Campo Largo*, d'*Araucaria* et de *Fazenda Rio Grande* et à l'est sur les berges de la rivière *Atuba Bacacheri*, en contact avec *Colombo*, *Pinhais* et *São Jose dos Pinhais* (fig. 9).

Figure 9 - Répartition des favelas de Curitiba



IPPUC / © Caroline Chabot

Les favelas n'ont pour autant pas disparu totalement du centre de la métropole. Bien que les nombreuses politiques publiques aient sensiblement diminué leur présence au cours du temps, il est encore possible d'en observer, coincées entre plusieurs quartiers de classes moyennes voir aisées. Ces favelas urbaines possèdent alors un point commun avec celles du centre de Rio de Janeiro, celui de ne plus pouvoir s'étendre, enclavées dans des territoires consolidés. Cependant, la population continue à y croitre. À Rio de Janeiro, alors que la population favelada représentait 16% de la ville en 1991, les chiffres parlent en 2010 de 22%[60] (fig. 10).

Figure 10 - Évolution de la population favelada de Rio de Janeiro

Année	Population des favelas	Population de Rio de Janeiro	Pourcentage de favelados
1950	169 300	2 377 451	7,10%
1960	335 000	3 281 908	10,20%
1970	554 300	4 251 918	13,00%
1980	628 170	5 090 790	12,30%
1991	882 483	5 480 778	16%
2000	1 092 958	5 851 914	18,70%
2010	1 393 314	6 320 446	22,00%

Source : IPP / © Caroline Chabot

Dans la métropole carioca, les favelas se confondent avec la ville et abritent désormais plus de 25% de la population soit plus d'un habitant sur quatre. À Curitiba la situation est différente, la population favelada passe de 220 732 habitants en 2000 à 239 728 en 2005 soit plus d'un habitant sur 10 et représente aujourd'hui 12,6% de la population de la métropole.

Dans les deux métropoles, en cent ans d'existence, les favelas n'ont pas seulement augmenté en nombre et en taille, elles ont connu une multitude de transformations physiques et les favelados ne sont pas restés à l'écart des bénéfices de la modernité (CHETRY, 2010). Les baraquements qui en constituaient à l'origine les habitations, alors construits de planches et de matériaux de récupération, se font désormais plus rares. Les favelas se sont avec le temps consolidées et verticalisées, posant de nouveaux problèmes. Désormais, dans la majorité des

[60] IBGE Censo 2010

occupations irrégulières urbaines de Rio de Janeiro et de Curitiba, les habitations sont faites de briques et s'élèvent sur plusieurs niveaux. Si l'ensemble des façades arbore un aspect inachevé, de plus en plus d'habitations se dotent de couleurs avec des façades peintes et décorées. Dans les favelas les plus grandes, il n'est pas rare d'observer des immeubles de béton culminant à quatre ou cinq étages. La majorité d'entre elles est approvisionnée en eau et électricité, même si les réseaux sont souvent précaires. Les logements ont en très grande partie un accès aux égouts et à la collecte des déchets. Enfin, les rues principales sont dans la plupart des cas bétonnées et certains habitants bien qu'ils ne soient cette fois-ci pas majoritaires, possèdent tout de même un acte de propriété du sol. Désormais, les favelas ne se limitent plus uniquement à la fonction de logement, mais concentrent, surtout dans les plus grandes, un marché de biens et de services en forte expansion qui prouvent une fois de plus la dynamique de tels espaces de vie. D'autres facteurs ont fortement influencé l'histoire des favelas brésiliennes (CHETRY, 2010). Les ressources financières des habitants ont pu améliorer les logements, des ressources entièrement dépendantes de l'insertion du favelado sur le marché du travail.

Les processus de consolidation des favelas se sont déroulés de manières disparates. Licia Valladares et Edmond Préteceille parlent d'un phénomène qui contrairement à la vision dominante, présente des signes évidents d'hétérogénéité dans leur réalité physique, spatiale et sociale, au point qu'il est presque erroné d'évoquer une catégorie unique et distincte (VALLADARES et PRÉTECEILLE, 2000). Les favelas montrent des différences au sein même de leur territoire et de leur population. La multitude des processus qui participent à la structuration de ces espaces a construit une différentiation socio-spatiale au sein de ces territoires, principalement dans les grandes favelas. Pour Michaël Chétry, « de même que les quartiers, celle-ci se composent de secteurs distincts qui abritent plusieurs couches sociales » citation. Par exemple, à Acari, Marcos Alvito distingue des micro-zones (micro areas) à l'intérieur de la favela, dont la précarité augmente à mesure que l'on converge vers le centre de la favela (CHETRY, 2010). Dans la favela *Rio das Pedras*, une des plus importantes communauté de Rio de Janeiro, le territoire peut être divisé en « sub-areas » qui segmentent alors l'espace en plusieurs catégories : centrale, intermédiaire et périphérique (BURGOS, 2002). La qualité des habitations, les ressources économiques des habitants ou encore le degré d'urbanisation sont autant de caractéristiques qui hiérarchisent les zones. Dans ce

contexte, l'auteur démontre que les favelados de la zone centrale de *Rio das Pedras* sont considérés comme plus aisés et jouissent même d'un certain prestige social.

La multitude de différences spatiales implique dès lors des inégalités sociales internes. Ainsi, de nombreux chercheurs ont tenté de prouver la grande hétérogénéité de la population favelada. Dès les années 1960, des architectes tels que Didier Drummond (1981) ou Licia Valladares (2000) observent que certains habitants occupent des positions plus prestigieuses dans la favela, contrôlant notamment la distribution en eau et électricité et revendant l'accès à des prix souvent abusifs au reste de la population. La population favelada ne serait pas alors exclusivement pauvre. Elle abrite effectivement des classes populaires et moyennes, faisant apparaitre une structure sociale plus complexe que celle donnée par une vision extérieure (VALLADARES et PRETECEILLE, 2000).

Malgré le nombre élevé de favelas, elles ne correspondent pas à la totalité de la population défavorisée des villes brésiliennes. L'utilisation courante du terme « favela » masque en effet l'existence d'autres formes de logements plus précaires, tels que les lotissements clandestins ou les logements abandonnés des centres historiques. La volonté actuelle des instances publiques est par ailleurs de regrouper l'ensemble de ces formes d'habitats sous la terminologie globale d'occupations précaires « *assentamentos precarios* » (CHETRY, 2010). Il est important de mentionner que la favela d'hier n'est pas celle d'aujourd'hui. En cause, les effets des nombreuses politiques publiques urbaines dont ces territoires ont fait l'objet au cours du 20ème siècle.

1.3. Au prisme des politiques urbaines

Contradiction et conflits urbains sont les maitres mots du Brésil du XXème siècle. Si d'un côté les métropoles brésiliennes utilisent des théories urbanistiques et architecturales pour devenir des vitrines pour le monde, de l'autre, les gouvernements peinent à accueillir les migrants de l'exode rural qui affluent pour grossir les favelas urbaines. Face à cette réalité, l'interrogation est souvent la même : comment les favelas ont-elles pu se développer et persister ? La relation entre les favelas et les politiques publiques est faite de dialogues difficiles, de volontés d'améliorations aux répercussions radicales.

On distingue quatre étapes dans la transformation des politiques publiques centrées sur les favelas. La première période est marquée par une politique de « tolérance » et de non reconnaissance. La deuxième coïncide avec l'émergence de la théorie de la marginalité et la mise en place de solutions urbaines d'éradication et de relogements en lointaine périphérie. La troisième période débute dans les années 1960 et tente de reprendre le contrôle de ces territoires par des processus de récupération. Enfin la dernière période toujours en cours est celle d'une volonté de consolider ces ensembles résidentiels.

Chez le géant de l'Amérique du Sud, secoué pendant un siècle par de multiples rebondissements politiques, d'abord un Empire puis une République en passant par des régimes autoritaires pour devenir une démocratie, les politiques urbaines se sont multipliées. Les différents contextes d'émergence des favelas au sein de chaque métropole provoquent des politiques publiques distinctes entre Rio de Janeiro et Curitiba. Malgré cela, les grands principes sont similaires tout comme les processus mis en action. La temporalité de la mise en place est la différence la plus manifeste.

Pour saisir les réponses apportées par l'État face au développement et à l'émergence des favelas, l'analyse des politiques urbaines et de la législation doit commencer par une étude qui concerne les *cortiços*. Les réponses publiques pour régler ce nouveau problème ayant en effet reproduit certains principes auparavant appliqués à ces espaces (GONÇALVES, 2010). Lors de l'expansion de Rio de Janeiro au 19ème siècle, alors que la ville est limitée à un noyau central, les classes les plus pauvres de la population côtoient déjà les couches les plus riches. À Rio de Janeiro, la population à bas revenu s'amasse dans les *cortiços*, anciennes habitations délabrées destinées à la location. Elles sont apparentées à des habitations collectives,

généralement organisées en pièces de petite taille, sans cuisine, et dont les équipements sanitaires sont partagés. Mickael Chétry dit de leur structure qu'elle impose des conditions de vie précaires dues à l'absence de ventilation et de lumière, et à la concentration d'une population nombreuse dans un espace exigu (CHETRY, 2010). Les conditions de vie insalubres de ces logements sont des terrains favorables pour une multiplication des épidémies.

Au début du 20ème siècle, guidées par la volonté d'attirer des investisseurs, les politiques publiques s'attachent à un embellissement des métropoles brésiliennes. Les habitations populaires alors largement répandues représentent un obstacle à la mise en valeur de la ville et deviennent incompatibles avec l'image moderne que le Brésil souhaite promouvoir. Les pouvoirs publics mettent en place une double perspective : d'éradication d'une part pour des raisons sanitaires et d'hygiène ; d'embellissement d'autre part pour attirer les investisseurs privés et publics. Les populations des *cortiços*, chassées de leurs logements, trouvent refuge dans les favelas alors naissantes.

Invisibles puis nuisibles : de la tolérance à la répression

À leur apparition au début du 20ème siècle, les favelas de Rio de Janeiro n'inquiètent pas en raison de leur statut provisoire. À contrario du *cortiço* considéré par Licia Valladares comme le « germe » de la favela, celles-ci, installées sur les collines sont balayées par les vents, permettant de faire circuler l'air à l'intérieur des ruelles. Mais leur multiplication érige la favela en symbole de la pauvreté urbaine. Les favelas juste découvertes, deviennent presque aussitôt un problème à résoudre.

La période qualifiée « d'invisible » par Adauto Lucio Cardoso débute en 1900 et se termine en 1934. L'Etat ne reconnait pas officiellement l'existence des favelas et le problème du logement est plus d'ordre sanitaire que social (CARDOSO, 2007). Se mettent tout de même en place les premières interventions de l'État sur la question de l'habitat. Les actions qui émergent ne tentent cependant pas d'apporter une solution au problème du logement mais de contenir les épidémies qui se répandent dans les centres urbains du pays. Les interventions de l'État se positionnent dès lors sur le registre du contrôle sanitaire. La relative tolérance envers les

favelas ne signifie pas cependant leur reconnaissance. Il faudra attendre plusieurs années avant que le phénomène soit reconnu et définit dans les textes de loi.

Dès 1920, alors que le Brésil est en pleine construction de sa modernité, les favelas se transforment en problème politique incontournable. Le déficit de logements sociaux dans le pays s'intensifie en même temps que la montée du coût de la vie. À Rio de Janeiro, la concentration du capital a largement orienté les investissements vers un marché immobilier haut de gamme ainsi que l'aménagement de grands lotissements en périphérie, en lieu et place des anciens champs agricoles. Les nouveaux logements trop onéreux ne permettent pas de résoudre le manque d'habitations pour les couches les plus pauvres de la population (ABREU et LE CLERRE, 1994). La multiplication des favelas commence dès lors à devenir incontrôlable.

La maire Carlos Sampaio, alors chargé de préparer la ville pour les commémorations du centenaire de l'indépendance de la ville, entame un processus d'embellissement des collines ayant pour conséquences le déplacement de nombreux habitants[61]. En 1927, Rio de Janeiro se dote d'un plan d'urbanisme réalisé par l'architecte français Alfred Agache[62]. Il définit les favelas comme « une lèpre urbaine qui souille le voisinage des plages de quartier et des quartiers gracieusement dotés par la nature, depuis les collines dépouillées de leurs garnitures vertes jusqu'aux bords de la forêt et sur les flancs des collines » (AGACHE, 1930, p.190). Si à cette époque les modernistes défendent l'esthétique des favelas comme un symbole national, représentées tels des espaces de résistance, débordants de dynamisme, de solidarité et berceau de la culture populaire (GONÇALVES 2010a), les autorités publiques tentent de les déqualifier et d'enrayer leur prolifération. L'architecte propose la destruction complète des favelas. Leur éradication devient dès lors usuelle dans les discours et reste dans une certaine mesure d'actualité. À Rio de Janeiro, le Plan Agache est à l'origine de la première reconnaissance des favelas dans un document officiel (VAZ et BERENSTEIN - JACQUES, 2002). Même s'il propose leur éradication complète et le transfert des habitants dans des logements

[61] Les favelas de Providência, Santo Antonio et Gavea-Leblon ont connu des expulsions massives, les habitants ayant été entièrement ou partiellement relogés.

[62] Le plan d'ensemble nommé « Remodelage d'une capitale » est un projet d'extension, de restructuration et d'embellissement. Agache veut affirmer l'aspect minumental et le pouvoir de cette ville-capitale, tout en l'aménageant de manière sociale. Ce travail sur Rio de Janeiro est considéré aujourd'hui comme la plus grande réalisation d'Agache.

ouvriers en périphérie de la ville, proche des zones industrielles. La Révolution de 1930 suivie de la dictature de Getúlio Vargas entraine la non réalisation du projet.

Pendant près de quarante ans, les favelas demeurent invisibles, « absentes des statistiques, des plans des villes, et ignorées des recensements car considérées comme des habitats provisoires et illégaux, il n'y avait donc pas de raisons de les décrire, de les étudier ou de les mesurer » (ABREU et LE CLERRE, 1994, p.46). Mais rapidement, pour lutter contre l'amplification du phénomène, il devient indispensable de reconnaitre leur présence. En 1937, les favelas font leur apparition dans le Code de la Construction qui en interdisant la création de nouveaux baraquements va pour la première fois reconnaitre leur existence et tenter d'administrer et de contrôler leur accroissement (VALLADARES, 2000). Le code, inspiré des orientations du Plan Agache et appliqué jusqu'en 1970 a fortement influencé le développement des favelas et constitue une première prise en compte administrative du problème. L'illégalité des favelas est alors officiellement prononcée.

> *Art 349. La formation de favelas, autrement dit, de conglomérats de deux ou trois baraques régulièrement disposées ou en désordre, construites dans des matériaux improvisés et en désaccord avec les dispositions de ce décret, ne sera absolument pas permise*[63]*.*

Pour Didier Drummond, « plus que de reconnaitre l'existence du phénomène, puisqu'elle en interdit le développement, cette loi avoue l'incapacité du gouvernement à les supprimer, acceptant ainsi l'inévitable conséquence des choix économiques » (DRUMMOND, 1981, p.96). Pour autant, le décret ne condamne pas les favelas existantes à la destruction. Le texte ne la prévoit que lorsqu'une solution de remplacement peut être proposée aux habitants, un procédé qui aura rarement lieu, conséquence du coût et de la complexité de la construction des « parcs prolétaires », alors nouveaux espaces censés recevoir les populations déplacées, le tout dans un cadre d'hygiénisme.

Pendant la première partie du 20ème siècle, la question de l'habitat n'a jamais réellement occupé le cœur de l'action des pouvoirs publics. La priorité étant donnée au développement

[63] Traduit par l'auteure

économique du pays, les politiques mises en place ont eu pour principal objet la modernisation de la ville. Dans ce contexte, les *cortiços,* puis les favelas de Rio de Janeiro ne faisaient l'objet d'une destruction que lorsqu'ils constituaient une entrave aux travaux de rénovation de la ville (CHETRY, 2010). La principale raison de cette indulgence repose alors sur la politique en vigueur à cette époque. Getulio Vargas, leader autoritaire et paternaliste souhaitait en effet garantir la viabilité du projet national développementaliste, et s'appuyait en grande partie sur les classes les plus pauvres. Le dictateur, surnommé le « père des pauvres » souhaitait éviter l'impact politique que provoquerait l'expulsion massive de favelados.

Très rapidement, la loi de 1937 ne suffit plus à maitriser l'expansion croissante des favelas. Dès lors, leur statut évolue, elles « cessent d'être des installations provisoires et commencent à marquer le paysage de la ville, constituant un problème qui appelle l'attention du gouvernement fédéral et de l'administration du district fédéral » (PARISSE, 1969, p.114). En 1942, la préfecture de Rio de Janeiro échafaude un plan d'assistance sociale et lance un ambitieux projet de construction de « parcs prolétaires » pour reloger les favelados. Dans la métropole carioca, seuls trois parcs ont été construits par la municipalité, pouvant abriter un peu plus de 4000 personnes, contrairement aux 300 000 envisagés. En mai 1942, le « parc prolétaire de *Gavea* » ouvre les portes de ses 550 maisons, d'une église, d'un poste de santé, d'un centre d'assistance sociale, une école d'éducation au sport, d'une crèche et d'un poste de police destiné aux favelados enregistrés au commissariat et pouvant attester d'un emploi légal dans la zone Sud de la ville. Les habitants qui répondent aux critères sont alors peu nombreux.

Les parcs prolétaires, composés de baraques en bois avaient une nature provisoire, construits pour reloger les favelados en attente de la réhabilitation de leur favela d'origine. Mais les favelas n'ont jamais été réhabilitées, les parcs prolétaires alors très précaires sont devenus à leur tour d'immenses favelas, qui seront finalement détruites dans les années 1960 (GONÇALVES, 2010). Selon Maria Stella Pacheco, les parcs étaient plus que des projets de relogement, ils étaient des projets pédagogiques qui visaient à éduquer et à récupérer le favelado par son intégration à la société tel un élément utile et productif (PACHECO, 1962). À Rio de Janeiro, devant l'accélération de la croissance urbaine et l'extension des constructions informelles, l'idée d'éradiquer les favelas semble de moins en moins réaliste. Une idée

alternative commence à émerger, celle de régler le problème du logement pour en finir avec le « problème favela ». Si la construction de parcs prolétaires perdure dans la période de l'*Estado Novo*[64], il devient évident dès ce moment que la solution tient dans la construction d'une politique nationale du logement.

À Curitiba, les favelas apparaissent sur le territoire plus tardivement qu'à Rio de Janeiro. Les premières voient le jour dans les années 1950, habitées par des familles provenant de l'intérieur du *Paraná*, des agriculteurs migrant vers la ville en quête d'une meilleure qualité de vie. Vingt ans plus tard, une seconde vague arrive depuis le nord de la région, poussée par un exode rural et une nécessité de soins. Les paysans s'installent alors provisoirement dans des baraquements, à proximité des lieux de santé en attendant d'être soignés. Dans la métropole *Paranaense*, le décalage temporel d'implantation des favelas se répercute également dans les actions des politiques urbaines. Ainsi, les parcs prolétaires qui naissent à Rio de Janeiro dans les années 1940 ne verront le jour que trente ans plus tard à Curitiba, s'inspirant alors de l'expérience *carioca*.

L'échec d'une politique du logement : la défavelisation

Selon les recensements, le nombre de favelados a doublé à Rio de Janeiro entre 1950 et 1960, passant de 169 305 à 337 412 habitants[65]. La période qui commence est alors caractérisée par une volonté de résoudre le problème de l'habitat populaire. Émerge l'idée d'une politique nationale du logement. Dès les années 1960, des intellectuels de gauche prennent la parole sur la scène politique et proposent des réformes capables de restructurer la société brésilienne, et en particulier l'occupation de l'espace urbain (GONÇALVES, 2010). Le logement populaire et l'urbanisation équitable du territoire deviennent ainsi des priorités (RIBEIRO, 1997). Mais l'instabilité politique du pays déstabilise les actions vis-à-vis des favelas, oscillant entre destructions et améliorations.

[64] L'Estado Novo s'étend de 1937 à 1945 et correspond au régime dictatorial de Getulio Vargas.
[65] Données de l'IBGE

Le transfert de la capitale à Brasilia en 1960 mène à la proclamation d'indépendance de l'État de Rio de Janeiro et à l'instauration d'un gouvernement militaire. La métropole devient une « ville Etat » avec son propre gouverneur et sa propre Constitution ayant pour conséquence la réalisation de projets indépendants de ceux de l'État Fédéral. Dès lors, les politiques publiques d'aménagements sont incohérentes. Carlos Lacerda, ancien journaliste à l'origine dans les années 1950 d'une intense campagne anti-favelas alors connue sous le nom de « la Bataille de Rio » est élu à la tête du nouveau gouvernement de la ville. Plus qu'un programme politique guerrier, l'administration Lacerda une fois au pouvoir marque un changement complet dans la vie de certains favelados de Rio de Janeiro. Le nouveau gouverneur est un aménageur qui a rapidement su s'attirer le soutien des classes moyennes par une intense modernisation de la ville. Il fut également à l'origine d'une vague d'expulsions des favelas de la Zone Sud, un territoire alors en plein essor économique. Ces actions sont fortement liées aux représentations des favelas de l'époque : la théorie de la marginalité sociale urbaine définit une « spécificité » des favelas, une sorte de sous-culture marginale. Dans ce contexte, l'intégration sociale des favelados exigeait avant tout l'éradication des espaces marginaux et illégaux (GONÇALVES, 2010).

Arracher les favelados à la marginalité urbaine pour les expulser vers les périphéries signifiait alors les priver des avantages évidents de la centralité urbaine. Mais la raison de leur transfert en banlieue est tout autre selon Sandra Cavalcanti, « le processus d'urbanisation des favelados a notamment permis la libération des terrains très valorisés qui étaient, selon la logique des intérêts immobiliers, " sous-utilisés " par l'occupation des favelados » (CAVALCANTI, 1978, p.3). Plus de 42 000 habitants sont déplacés durant le mandat de Lacerda et plusieurs favelas historiques et emblématiques de la métropole carioca disparaissent. Les favelas *Catacumba* et *Pasmado* en ont été les victimes et sont devenues aujourd'hui des parcs et espaces publics destinés aux loisirs.

Afin de reloger les favelados expulsés, Carlos Lacerda lance en décembre 1962 la Compagnie d'Habitation Populaire de Guanabara (COHAB-GB). Pensée comme une réponse locale, l'initiative a pour visée la construction de nombreux ensembles résidentiels populaires dans la périphérie et la réactivation des processus d'éradication des favelas. Rapidement, cette politique de relogement se heurte à de très fortes critiques. En 1966, l'Alliance pour le Progrès demande l'absolue reconsidération de la construction intensive de logements populaires en Amérique Latine (FINEP-GAP et Grupo de Arquitetura e Planejamento, 1985). Le coup d'État

militaire de Batista en 1964 renforce la politique de relogement, et par conséquent, la nature provisoire des favelas. Le 31 mars 1964 marque en effet un tournant dans l'Histoire du Brésil, le régime militaire dictatorial qui s'installe perdure jusqu'en 1985. Une période qui transforme petit à petit les rapports politiques. Centralisateur et autoritaire, le nouveau régime influence la politique urbaine. La priorité est donnée à la propriété privée. De nouveaux organismes sont créés pour répondre aux besoins de logements : le Système Financier d'Habitation (SFH) et la Banque Nationale d'Habitation (BNH). L'objectif est clair, financer l'accès de la population à la maison individuelle.

À Curitiba, les premiers noyaux de favelas sont apparus à la fin des années 1940, plus de quarante années après ceux de Rio de Janeiro. Avec l'augmentation de la population et la croissance économique des années 1960, la métropole affronte des problématiques urbaines principalement liées à l'arrivée d'occupations irrégulières dans divers secteurs. Cependant, elles ne préoccupent les politiques qu'à partir des années 1960. Trop importantes, trop nombreuses, le gouvernement veut agir et suit la politique de la BNH qui priorise l'accès à la maison individuelle. En complément, trois ans après la création de la compagnie d'habitation de *Guanabara*, Curitiba se dote de sa version locale : la COHAB-CT. Elle entreprend alors la construction de logements neufs, appartements et maisons, de lotissements, et revend des terrains à bâtir.

En ce qui concerne les politiques d'intervention dans les favelas, le premier programme de défavelisation à Curitiba se met en œuvre en 1967 lorsque des familles de 25 favelas de la métropole sont transférées à *Nossa Senhora da Luz dos Pinhais*, un complexe résidentiel de 2 150 maisons situé dans une zone périphérique et réalisé avec les ressources de la SFH par la COHAB-CT, opération qui fait la fierté de la Compagnie. Le jour de l'inauguration de l'ensemble d'habitations, la presse *paranaense* écrit : « La présence des favelas à Curitiba a transfiguré sa beauté naturelle. Leur déplacement donnera à notre ville le privilège d'être la première complètement défavelisée de tout le pays »[66]. Le relogement des favelados à *Nossa Senhora da Luz do Pinhais* suit alors le principe en vigueur qui consiste en la réalisation de logements populaires dans des zones éloignées des noyaux urbanisés et la diffusion d'une idéologie qui valorise « sa propre maison » (fig. 11). *Nossa Senhora da Luz* est en effet située à plus de

[66] Gazeta do Povo du 10 novembre 1966

quinze kilomètres de Curitiba, dans une zone sans infrastructures et sans transports. Une partie des familles relogées retournera alors dans leur ancienne favela, reconstruisant des baraquements encore plus précaires (LAZZAROTO, 2004).

Figure 11 - Complexe de relogements de la COHAB-CT – Nossa Senhora da Luz dos Pinhais

Valcedir Galor/SMCS

À Curitiba la politique du début des années 1970 se base sur l'expérience carioca des années 1940 et ses parcs prolétaires provisoires. Le processus est justifié par la concrétisation de grands projets urbains sur le territoire métropolitain qui ont pour objectif de transformer, organiser et rationaliser l'espace. La municipalité de Curitiba élabore alors une politique d'éradication des favelas de la municipalité qui autorise le pouvoir exécutif municipal à éradiquer les favelas de la municipalité et solutionner le problème de logement des favelados. Le choix stratégique entre en contradiction avec le mouvement national alors critique vis-à-vis de la politique de déplacement des favelados et qui tente de défendre la permanence des habitants dans ou près de leur favela. Afin de transformer l'espace urbain et construire une

image de ville moderne, la municipalité de Curitiba prévoit le transfert de ses favelados dans des habitations provisoires, où ils pourront rester jusqu'à ce que leur statut économique et social leur permette l'acquisition ou la location d'un bien immobilier. C'est donc dans ce sens que sont construits dès 1971 quatre ensembles d'habitations transitoires dans les quartiers de *Boqueirão*, *Barreirihna, Santa Amelia* et *Jardim Campo Alegre*. Cette proposition fait des favelas de cette époque un lieu d'accueil de migrants, une étape sur une trajectoire progressive d'intégration sociale (CARDOSO, 2007).

À Rio de Janeiro comme à Curitiba, la politique de logement mise en place par le régime militaire et destinée initialement aux couches les plus pauvres de la population est un échec retentissant. Le système qui favorise la propriété privée a entrainé une hausse importante du prix du sol et des habitations, alors acquises par les classes moyennes. Les populations aux revenus les plus faibles ont vu leur situation s'aggraver provoquant une croissance du nombre d'occupations illégales (LAZZAROTO, 2004). Des effets imprévus peuvent également être cités, puisque certains favelados ayant bénéficié d'un relogement ont revendu leur bien pour se réinstaller en favela, faute de moyens pour payer les traites ou les coûts de transport, leur lieu de travail étant éloigné de leur nouveau domicile (VALLADARES, 1978). Domestiques, constructeurs ou encore gardiens d'immeubles, autant de métiers qu'occupent les favelados et qui se trouvent dans les quartiers centraux. Une grande partie des relogés s'est ainsi retrouvée bien incapable de conserver ces emplois et de rembourser le crédit de la BNH. Les relogés devaient également faire face aux impôts et aux différentes taxes et perdaient la possibilité de faire des « *biscates* » (petits boulots), venant déstructurer profondément l'équilibre budgétaire des foyers (GONÇALVES, 2010). En définitive, les cités de relogements périphériques sont devenues des zones de passage pour une majorité des favelados (VALLADARES, 1978). Incapable de contenir la « favelisation », la dictature militaire connue sous le nom « d'années de plomb » a à l'inverse favorisé l'expansion des favelas et augmenté de façon exponentielle la ségrégation spatiale. L'échec de la politique des relogements est à la fois social, politique et économique et a valu à son instaurateur, Carlos Lacerda sa non réélection en octobre 1965.

À Curitiba, des recherches récentes se sont également interessée sur cette question des relogements en termes de confort. Pour Rafaela Antunes Fortunato et Cristina de Araujo Lima,

dans leur article « *Sostentabilidad de la vivienda social en Brasil* » (2015), les programmes de relogements visaient à combler le déficit d'Habitations Sociales, mais ont laissé de côté l'aspect qualitatif. En s'appuyant sur des aspects de qualité urbaine, de confort, d'efficience énergétique ou encore de pratiques sociales, les auteures démontrent que de telles solutions ne sont, à long terme, pas durables.

Mais la constante menace d'éviction couplée à l'imprécision législative vis-à-vis des favelas a renforcé peu à peu la précarité des favelados dans le pays tout entier. La menace d'une éviction sans pour autant bénéficier d'un relogement n'a pas encouragé les favelados à investir dans des améliorations de leurs maisons. Celles conserve alors pendant longtemps un aspect précaire. Dans une période où l'exode rural était encore très important, la politique de logement a provoqué une expansion des favelas, l'ayant même parfois favorisé. Ainsi, à Rio de Janeiro, les favelados représentaient plus de 13% de la population totale en 1970 et 14 % dix ans plus tard. De la même façon, Curitiba comptait près de 2% de sa population en favela en 1970 et marque un bond douze ans plus tard avec plus un peu moins de 5% de ses habitants logés dans des favelas.

Malgré la constante amplification du phénomène, les favelas, illégales, sont ignorées des urbanistes et ce jusqu'aux années 1970. Ainsi, des quartiers précaires existants pourtant depuis plus de trente ans, sont toujours considérés comme « provisoires ». Mais à mesure que les communautés s'organisent, les pressions auprès des pouvoirs publics s'accentuent et des revendications pour l'installation d'infrastructures s'affirment. La plupart du temps, des investissements publics parviennent à ces communautés au compte-goutte.

La capacité de résistance des favelados est une donnée impressionnante dans l'expérience des relogements des favelados en périphérie. Au milieu de la répression, au début des années 1970, malgré la purge à laquelle ils ont été soumis, les habitants et la *Fafeg*[67] organisent en 1972 le 3ème Congrès des Favelados de l'État de *Guanabara*, avec la participation de 79 associations, qui une fois de plus défendent la nécessité d'urbanisation des favelas. Une telle résistance rend le programme de relogements beaucoup plus couteux, les habitants faisant

[67] Fafeg pour « Federation of Associations of Favelas in the State of Guanabara ». Son rôle est de représenter les intérêts de tous les favelados, afin de faire connaitre leurs raisons de s'opposer à l'éradication et tenter de prendre de fortes décisions politiques sur le sujet.

monter les enchères pour le rachat de leur maison. Les années 1970 vont alors marquer le début d'une ère pour les favelas et leurs occupants. Suite à l'échec de la politique de relogement, des idées émergent. Il devient évident que pour solutionner le « problème favelas » il faut désormais agir *in situ*.

Légaliser l'illégal, récupérer l'irrécupérable

En 1975, trois éléments transforment la politique vis-à-vis des favelas : le retour des habitants relogés en périphérie, l'élévation du niveau de vie de certains favelados et la croissance exponentielle de la périphérie des métropoles. Le dernier élément, tel une résultante des deux autres, accroit dans des proportions démesurées les favelas de la zone Nord de Rio de Janeiro ; aucun obstacle géographique ou physique n'en gêne l'expansion. Les trois facteurs sont à l'origine d'une nouvelle vague de politiques publiques centrées sur une autre manière d'envisager l'avenir des favelas. Si quelques années auparavant il était impensable d'imaginer un quelconque projet d'urbanisation dans ces espaces, désormais les politiques publiques s'efforcent de les récupérer spatialement et ce de manière définitive. La COHAB qui jusqu'à présent avait en charge la construction de parcs prolétaires temporaires pour reloger les habitants des favelas se voit désormais confier à la demande de la préfecture une mission complémentaire, vaste mais essentielle, celle d'urbaniser les favelas du pays.

Le Brésil reconnait dès lors l'échec des politiques précédentes et reformule une politique nationale du logement. Il fait le choix de maintenir et de renforcer la construction d'ensembles résidentiels populaires auxquels se greffent dorénavant des projets d'amélioration des favelas. La nouvelle formule marque un tournant d'un point de vue juridique quant à la permanence des populations sur les terrains occupés (Souza, 1993 *in* Chétry, 2010). Le traumatisme du relogement en périphérie a été compris par les autorités avec la mise en place d'un programme nommé PROMORAR (Programme d'éradication des sous-habitations). Il se base sur le relogement des habitants dans leur lieu de résidence ou à proximité. L'objectif est simple : urbaniser les favelas déjà consolidées et reconstruire des logements à proximité lorsque aucune urbanisation n'est possible. Le programme récupère alors les zones marécageuses en asséchant les sols, puis il aménage et remblaie pour reloger les habitants

des baraquements construits sur pilotis. Lancé en 1979, PROMORAR rompt définitivement avec la politique de relogements en périphérie et permet un considérable bond en avant pour des centaines de milliers de favelados dans de nombreuses villes brésiliennes (VALLADARES, 1978).

Dans les différentes sphères du pouvoir, les favelas passent du statut de « plaies urbaines » à celui de vitrines d'une politique publique (GOIRAND, 2001). Un autre instrument d'urbanisme apparait dès 1983, dans la lignée de PROMORAR et fruit des luttes des mouvements sociaux pour l'amélioration des conditions de vie et de la régularisation foncière : les Zones d'Intérêt Social Spécial. Les ZEIS, comme elles sont couramment nommées, sont appliquées selon la nouvelle Loi d'Usage et d'Occupation du Sol (LUOS), dont le but est la régularisation urbaine et foncière des favelas. Les favelas classées en ZEIS sont ainsi reconnues pour la première fois comme partie intégrante de la ville. Cet outil est encore utilisé pour toute démarche qui vise à régulariser foncièrement ces communautés. Le programme, au lieu d'adapter les favelas à la législation urbaine, ajuste la loi à leur réalité sociale. Les ZEIS assurent ainsi un usage social du sol (GONÇALVES, 2010). En ce sens, la régularisation foncière atténue les processus d'expulsion des classes sociales les plus pauvres tout en les remplaçant par des classes plus aisées.

En 1985, le Brésil est une Démocratie. Libres d'élire leurs dirigeants, les États et les municipalités foisonnent d'idées et développent des programmes d'urbanisation et de régularisation des favelas. Ils parient désormais sur leur normalisation urbaine, leur sécurisation et leur régularisation juridique (QUIRION, 2015). À Rio de Janeiro, le programme *Cada Familia um Lote* (« Chaque Famille un Lot »), mis en place par le gouvernement de Brizola, veut régulariser 400 000 logements et attribuer des titres de propriété aux populations (CHETRY 2010). Ses effets restent cependant limités par un nombre très bas de titres délivrés[68]. Le programme PROFACE (Programme de Favelas de la Compagnie des eaux de Rio de Janeiro), est destiné à construire des infrastructures d'approvisionnement en eau dans 60 favelas de la ville, le programme *Light*, est concentré sur le raccordement électrique des habitations. Malgré le foisonnement de projets initiés, la majorité des expériences a pour

[68] 16 000 titres provisoires sur les 400 000 annoncés ont été délivrés et aucun titre de propriété définitif.

effet la récupération politique des favelados et le contrôle des mouvements populaires (GONÇALVES, 2010).

Si les années 1970 ont été marquée à Curitiba par une politique du logement qui avait pour principe d'éradiquer les favelas pour se diriger vers la « ville-modèle », les années 1980 à l'image du reste du pays montrent des indices de changements. Curitiba voit le déficit de logements se creuser et une importante croissance des favelas. Entre 1982 et 1987, le nombre de ménages informels passe de 7.700 à 12.000, pour atteindre les 34.000 habitants en 1996. (CURITIBA, 2005, p.54). C'est dans ce contexte qu'est divulguée le 31 mars 1980 la « *Carte des Favelas* », un événement qui marque le début d'une nouvelle posture de la préfecture de la ville quant à la problématique du logement. La carte pose alors directement la question de l'urbanisation, montrant que les évictions ne sont plus à l'ordre du jour. Elle propose désormais d'urbaniser les favelas, qu'elles soient en terrains publics ou privés, le principal critère étant de montrer des conditions favorables de « salubrité ». Le document ne donne pourtant aucune définition de ce terme, laissant un fort degré de subjectivité quant au processus de délibération pour les favelas qui sont traitées. Dans le cas où la favela est considérée comme insalubre, la COHAB propose aux familles d'acquérir un logement dans un ensemble résidentiel. La « *Carte des favelas »* qui n'a pas eu un grand succès a cependant réussi à mettre la question de l'urbanisation des favelas parmi les considérations politiques municipales prioritaires.

La seconde moitié des années 1980 se caractérise à Curitiba par des actions distinctes de celles effectuées par la politique d'évictions en vigueur pendant les années 1970. En avance par rapport au reste du pays, deux d'entre elles sont élaborées par la préfecture municipale : Le *Plano Municipal de Habitação* en 1984 et les *Directrizes para a Politica Habitacional* en 1989. Le premier inaugure une phase politique dans la métropole se concentrant massivement sur la production de lots urbanisés et la régularisation des favelas ; le second apporte la nouveauté de partenariats avec des initiatives privées afin de garantir la promotion d'unités d'habitation. Dans le Curitiba des années 1980, l'urbanisation et la régularisation remplacent l'éviction alors que la production de maisons et d'appartements est remplacée par la création de lots urbanisés.

D'un point de vue législatif, l'après-dictature profite considérablement aux favelados du pays. La Nouvelle Constitution Fédérale adoptée en 1988 confirme la ligne progressiste en opposition au modèle centralisateur autoritaire de la dictature militaire. La législation privilégie désormais la participation et la décentralisation et se focalise sur l'intégration socio-spatiale des favelas à la ville. En imposant des plans directeurs pour toutes les municipalités de plus de 20.000 habitants, elle demande aux villes du pays d'établir les grandes orientations de leur politique urbaine et notamment celles du logement. Le Plan Directeur est un « ensemble(s) de normes légales et de directives techniques pour le développement de la municipalité sous les aspects physique, social, économique et administratif […] il s'agit d'un nouveau droit social associé à la planification urbaine : le développement urbain ne doit plus être livré aux intérêts de certains groupes économiques au détriment de ceux d'une grande partie de la population » (GONÇALVES, 2010, p.47). Afin de rendre les villes brésiliennes plus autonomes du point de vue des politiques urbaines, la nouvelle Constitution leur alloue les moyens financiers pour y parvenir. Le transfert de cette compétence aux pouvoirs locaux entraine en contrepartie un arrêt de la réflexion nationale sur la question urbaine.

Pour les « favelas », les municipalités doivent désormais élaborer des directives et des normes en matière de développement urbain, de réhabilitation, et de régularisation foncière des zones occupées. Un fait complique la tâche, les villes peuvent construire des relogements pour les favelados uniquement si leur habitation se situe dans une zone à risque environnemental. Si le cas se produit, la loi demande que la population soit relogée dans des zones proches du logement d'origine, ou du lieu de travail des habitants[69]. La nouvelle Constitution introduit désormais la notion de « droit au logement ».

Les années 1980, connues au Brésil comme la « décennie perdue », ont été marquées par la récession (PANIZZI, 1999, *in* ULTRAMARI, FIRKOWSKI, 2012). À cette époque, les métropoles se sont transformées en véritables laboratoires de politiques publiques au sujet des favelas. La régularisation foncière mainte fois évoquée a été systématiquement délaissée, les pouvoirs publics préférant tolérer l'aspect informel de l'occupation du sol plutôt que mettre en place des solutions au problème (GONÇALVES, 2010). Mais les nombreux programmes mis en place dans les favelas à cette période sont loins d'avoir résolu la question. Bien que la croissance

[69] Article 429. VI

démographique des métropoles brésiliennes ait connu un ralentissement entre 1980 et 1990, la population favelada n'a eu de cesse d'augmenter, résultante de migrations intra-urbaines, d'une importante spéculation immobilière et d'un accroissement de la pauvreté. Le séisme provoqué par la législation de 1988 oblige les municipalités à de nouveaux programmes d'urbanisation et à une régularisation des favelas de grande ampleur, aussi bien à Rio de Janeiro qu'à Curitiba. Pour les décennies futures, les idées élargissent la vision globale du problème. Désormais les transformations sont également sociales grâce par exemple à l'éducation et la construction d'écoles. Les favelas traitées *in situ* se voient consolidées.

Vers une consolidation des favelas

Les favelas sont depuis longtemps synonymes de grande précarité de l'habitat et des équipements. Considérées comme illégales, il y est pendant longtemps impossible d'engager toute action publique (BAUTÈS et TAIEB, 2015). La période semble aujourd'hui révolue par un engouement inédit des instances publiques pour les favelas. Leur urbanisation ou leur rénovation sont généralement présentées comme profitable à leur intégration dans la ville formelle. Les grandes stratégies mises en place simultanément semblent être le témoignage d'une orientation politique majeure, montrant une volonté de traiter les questions que posent les favelas. De manière paradoxale, « ces actions semblent « faire système », car elles poursuivent un même objectif de « conquête du rôle et de l'autorité étatique dans ces territoires jusqu'alors partiellement situés à la marge du droit ». (BAUTES et TAIEB, 2015, p.87). La diversité des acteurs et des intérêts explique l'enchevêtrement souvent conflictuel des logiques et stratégies mises en place (TAIEB, 2011).

La constitution de 1988 en demandant aux villes de résoudre leurs problèmes urbains et sociaux renforce la décentralisation. Dans les favelas, de nouveaux acteurs font leur apparition, particulièrement à Rio de Janeiro. En plus des trafiquants de drogue, les mouvements populaires, les ONG, les églises évangélistes s'installent sur le terrain et consolident une sorte de culture de la bienfaisance (GONÇALVES, 2010). L'aspect foncier n'était en effet pas la priorité des habitants qui préféraient résoudre des problèmes concrets de leur vie quotidienne (CHETRY, 2010).

Les années 1990 marquent à Rio de Janeiro un tournant dans la question des favelas à travers le lancement du programme *Favela-Bairro* par l'administration Cesar Maia en 1994 qui proclame le « droit à la ville »[70]. Un droit qui sera appuyé quelques années plus tard par le « Statut de la ville » adopté par le Brésil en 2001. *Favela-Bairro* est le programme phare de la politique de logement et le plus ambitieux projet d'urbanisation et de régularisation des favelas jamais entrepris. Son nom « *Favela-Bairro* » (« Favela-Quartier ») tient l'essence même de ses ambitions : aménager les favelas (assainissement, voies d'accès…) afin de les transformer en quartiers de la ville[71]. Financé à 60% par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), le programme s'emploie à construire et compléter la structure urbaine des favelas en y implantant des infrastructures et des équipements urbains. *Favela-Bairro* privilégie d'abord des favelas moyennes[72] afin d'y obtenir des résultats rapides pour légitimer le projet.

La première phase du programme, de 1994 à 2000, est un succès retentissant, avec plus de 50 favelas urbanisées à Rio de Janeiro. Entre 2000 et 2004, la seconde phase s'étoffe avec deux programmes complémentaires : *Bairrinho* pour les favelas de petites tailles[73] et *Grandes Favelas* pour les plus grandes[74]. Dans ce deuxième opus, 89 favelas de la ville en bénéficient. Le but est de rendre accessible aux transports publics ainsi qu'aux voitures de police et autres véhicules d'urgence des favelas jusqu'alors impénétrables en élargissant et en pavant les voies publiques. Parmi les autres améliorations, peuvent être cités l'alimentation en électricité, l'installation d'égouts, la canalisation de rivières, la plantation d'arbres et l'aménagement paysager, ainsi que l'éclairage et le pavage des voies publiques. La deuxième phase a également permis d'aller au-delà des améliorations purement structurelles pour importer des services, y compris des installations récréatives et sportives.

Malgré les avancées du programme *Favela-Bairro*, celui-ci n'a que peu rempli les objectifs annoncés initialement. La régularisation n'a presque jamais été réalisée, la faute à un trop grand investissement des ressources dans l'urbanisation (CHETRY, 2010). La reconnaissance du programme repose davantage sur des interventions urbanistiques plus que sur ses

[70] Le droit à la ville est un terme du sociologue Henri Lefebvre, défini comme le droit à chacun à participer à la vie de la cité dans son ensemble : avoir un logement convenable, un emploi et pouvoir bénéficier des services disponibles. Le Brésil est le premier pays à avoir institué le droit à la ville dans sa constitution de 1988.
[71] Article 2 du décret n°14 332 du 7 novembre 1995
[72] Soit entre 500 et 2 500 habitations
[73] Entre 100 et 500 habitations
[74] Au-dessus de 2500 habitations

conquêtes sociales. Si le projet n'a pas répondu à toutes les attentes, les mesures ont cependant permis de renforcer la présence de l'État dans les favelas.

Dans la lignée des actions de consolidation engagées, le maire de Rio de Janeiro Eduardo Paes lance en 2010 un programme nommé « *Morar Carioca* » qui s'engage à exécuter une urbanisation à grande échelle. L'intention affichée est de « ré-urbaniser » toutes les favelas de Rio et de réduire la surface des bidonvilles urbains de 5% pour 2020. Pour le maire, « ce programme n'est pas seulement la réalisation de travaux. C'est un projet qui par-dessus tout, va intégrer les communautés à la ville » (DEFESA CIVIL et RIO PREFEITURA). Dans sa communication, le projet est ambitieux : urbaniser en incluant les concepts d'environnement durable, d'habitat sain et de participation des favelados. L'opérationnalisation laborieuse rend cependant les objectifs difficilement réalisables. L'absence de méthodologies participatives est pointée par les habitants tout comme le manque de communication.

Alors que Rio de Janeiro tente de consolider et de régulariser ses favelas à l'aide du programme *Favela-Bairro*, à Curitiba, les habitations informelles croissent en périphérie, confirmant l'expansion métropolitaine. Les municipalités voisines deviennent dès lors le réceptacle de la population pauvre, par des logements aux coûts plus accessibles qui remettent en question les principes de planification de la ville-modèle. La législation excessive et les procédures bureaucratiques longues favorisent ainsi le maintien de l'informalité par une population qui a du mal à s'intégrer dans les normes préétablies (IPEA/IPARDES, 2010). Paradoxalement, à Curitiba, la question du logement n'est pas primordiale dans les années 1990. Les problématiques environnementales et la réalisation de parcs dans la ville sont à cette époque au cœur des actions municipales, et vaudront à la ville son nom de « capitale écologique ». La ville entame également des transformations de ses transports publics et des avenues qui, aujourd'hui encore, font sa renommée. Du côté des favelas, les partenariats entre la municipalité et des entreprises privées commencés dans la décennie précédente perdurent et sont responsables de 33% des lots urbanisés produits à cette période (ALBUQUERQUE, 2007). Le plus connu est le projet « *Sitio Cercado* » conçu en 1990 et qui touche près de 30 000 familles.

Urbaniser les favelas est la ligne directrice des gouvernements brésiliens. De façon inédite, ce mouvement fait émerger un renforcement de la présence des pouvoirs publics, mis en œuvre

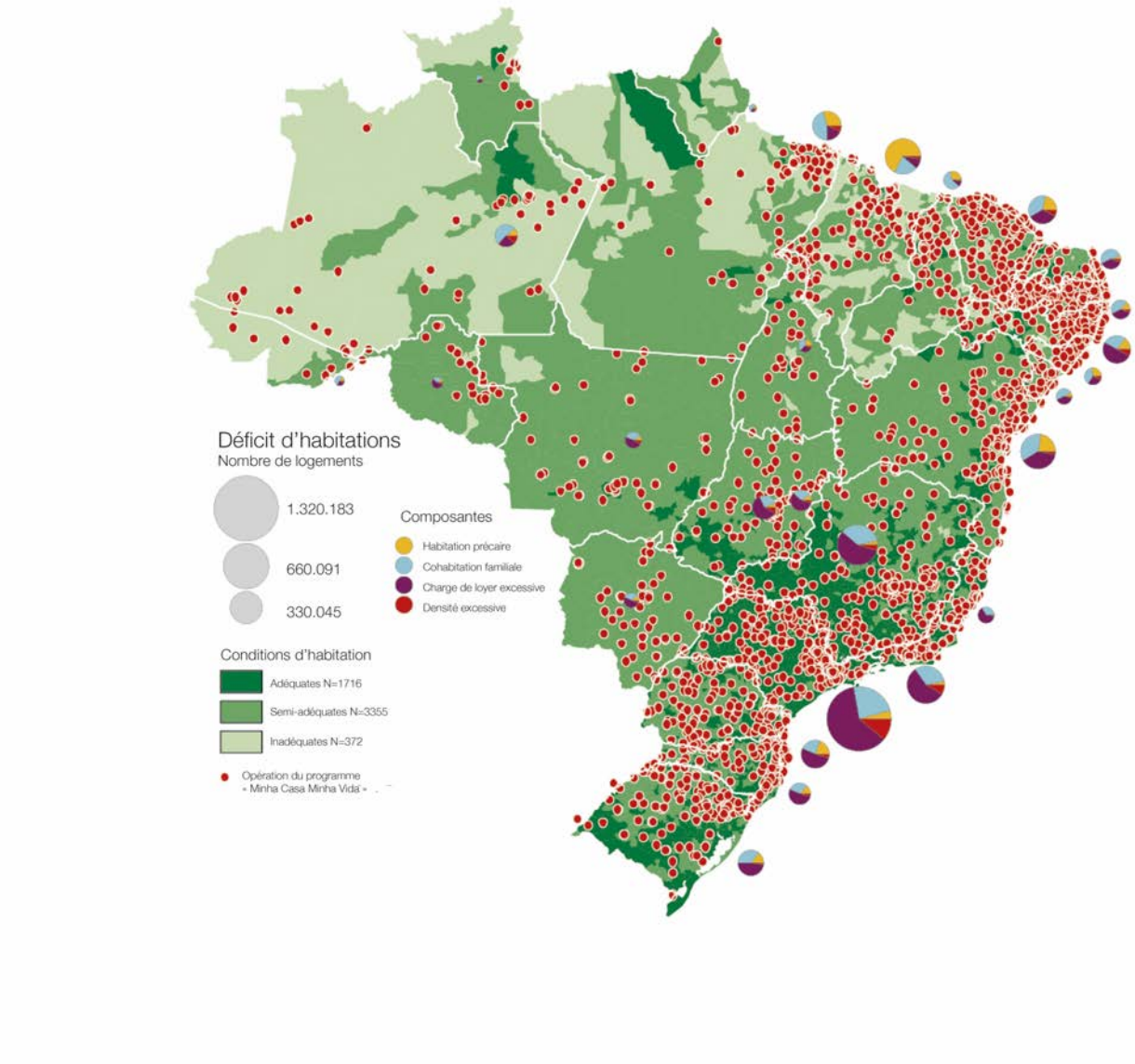
par plusieurs organismes publics relevant d'échelons différents du gouvernement (BAUTÈS et TAIEB, 2015). Le gouvernement fédéral, à travers deux programmes nationaux : le Programme d'Accélération de la Croissance (PAC), cofinancé et réalisé par l'Etat, les municipalités dans le cadre de programmes d'urbanisation des favelas, et le programme de logements *Minha Casa Minha Vida* (Ma Maison Ma Vie), intégrés par les villes et l'État dans le cadre d'une politique de logements sociaux en lien avec les politiques d'urbanisation des favelas.

Gigantesque programme d'accélération de la croissance et projet phare du deuxième mandat du gouvernement Lula, le programme plus connu sous l'acronyme « PAC » est lancé en 2007 et contribue à l'amélioration de multiples infrastructures du pays. L'investissement dans les infrastructures est sa priorité. Il comporte égalemnet des volets transport, eau, assainissement et électricité. Les favelas ne sont pas oubliées du projet national. Dans son volet « PAC favelas », le programme prévoit de se concentrer dans les trois plus grandes communautés de Rio de Janeiro : *Complexo do Alemão, Manguinhos* et *Rocinha*. Le projet prévoit la construction d'environ 5 000 maisons, huit écoles publiques et plusieurs unités de soins médicaux ainsi qu'un téléphérique, un ascenseur incliné et une passerelle conçue par l'architecte Oscar Niemeyer. Le programme ultra complet transforme ainsi quelques favelas de la ville en laboratoire des politiques urbaines. Le PAC englobe de nouveaux volets à l'approche des méga-événements internationaux : le PAC Copa est ainsi le support des travaux des ports et aéroports des villes-hôtes de la Coupe du Monde 2014. Malgré la mise en avant des favelas sur l'agenda des villes, le PAC a laissé un héritage de travaux mal accomplis. Aucun changement substantiel n'a été observé dans les politiques publiques de la ville, condition pourtant avancée par le gouvernement Fédéral pour le financement des travaux (GONÇALVES, 2010).

Deuxième programme au nom évocateur « *Minha Casa Minha Vida* » est devenu le plus grand projet de construction de logements des trente dernières années, et a profondément changé le paysage de nombreuses villes brésiliennes en y créant d'immenses quartiers de maisons identiques, alignées au cordeau et très proches les unes des autres. Le programme lancé en 2009 au cours du second mandat de Lula est devenu l'un des principaux fleurons des politiques gouvernementales de Dilma Roussef. Conçu pour stimuler la construction et lutter contre les effets de la crise économique internationale, le programme est alors devenu un instrument pour réduire le déficit de logements dans le pays. La troisième phase du projet lancée pendant la destitution de la présidente a porté le total de maisons construites à 5,75 millions pour 23

millions de bénéficiaires. Le projet reste sujet à controverses. En cause notamment une dynamique de distribution inégale au sein de chaque État du pays mais également entre métropoles et périphéries[75]. Les États du nord ont bénéficié d'une prise en charge conséquente mais moindre que les États du sud alors que la population vivant dans des habitats précaires y est supérieure (fig. 12).

Figure 12 - Distribution inégale du programme MCMV sur le territoire brésilien



Hervé Théry et Neli Aparecida de Mello. Atlas du Brésil, La documentation française, 2004 / © Caroline Chabot

[75] https://braises.hypotheses.org/1121

Depuis leur origine jusqu'au début des années 2000, les favelas ont fait l'objet de multiples actions de la part des différents gouvernements. Non reconnues dans un premier temps, elles sont éradiquées, réprimées, légalisées, urbanisées, consolidées mais surtout, elles ne cessent de croitre, autant en surface qu'en nombre d'habitants aussi bien à Rio de Janeiro qu'à Curitiba. La multitude d'actions engagées se concentre pendant près d'un siècle sur la résolution des problèmes qu'elles causent. Ce n'est qu'à partir des années 1990, au moment où émerge dans le monde une certaine conscience environnementale, que les favelas seront vues sous un autre angle. Si la vision de la favela comme instigatrice de problèmes environnementaux est tout de même omniprésente, commence à se propager l'idée que les favelados sont soumis à des risques de façon plus intense que les habitants des classes plus aisées. Depuis une quinzaine d'années de nouvelles politiques urbaines dans les favelas en tiennent compte.

1.4. Vivre en risques

La situation des favelas recouvre des situations hétéroclites, d'un point de vue social mais aussi géographique. Certaines ont pris place sur des terrains accidentés d'autres sont localisées sur des terrains plats. Elles se distinguent par leur localisation centrale ou en périphérie, par leur nombre d'habitants : grand ou petit, par leur situation : consolidée ou encore très précaire. La diversité se manifeste également par les degrés de violence et la quantité d'interventions publiques. Autant de différences qui font la pluralité du phénomène. Indéniablement, chaque favela est unique, mais une caractéristique est commune, la situation de vivre en risques nommés « environnementaux » dans le cadre d'une trajectoire résidentielle ponctuée d'incertitudes et de dangers.

Bien qu'il soit difficile de dater les premières études sur les risques, selon John Adams (2004), les termes de « risques » et d'« incertitude » sont devenus des termes techniques dans la littérature lors de la parution d'un ouvrage de Frank Knight intitulé « Risk, uncertainly and profit » annonçant que « si vous ne savez pas exactement ce qui va arriver, mais que vous connaissez la probabilité que ça arrive, c'est un risque, mais que si vous ne connaissez pas la probabilité, c'est une incertitude » (KNIGHT, 1921, p.234).

Parmi les conceptions et les définitions du risque, les travaux d'Ulrich Beck (2000) sont une référence. L'auteur affirme que nous vivons dans une société du risque, proposant une distinction entre une première modernité caractérisée par l'industrialisation, l'État, la société nationale et le plein emploi et une seconde modernité dite « réflexive » dans laquelle les insuffisances et les contradictions de la première deviennent des objets de réflexion. La science et la technologie, ainsi que les institutions de la société industrielle engendrées dans la première modernité, n'étaient pas destinées au traitement de la production et de la distribution des « maux », c'est-à-dire des risques associés à la production industrielle. Le concept est repris par Anthony Giddens (1994) lors de son analyse des conséquences du travail industriel moderne en approfondissant et en intensifiant les conséquences de la modernité. Pour Silvia Helana Zanirato, le risque est une création sociale médiée par la capacité d'appréhension que chaque groupe humain développe sur lui (ZANIRATO et al. 2008). La notion de risque est alors intimement liée à l'insertion sociale d'un groupe sans oublier le processus de production de l'espace urbain sur lequel il est implanté.

Les risques sont multiples et d'envergure variée. Les chercheurs qui travaillent sur la question ont tenté de les classifier pour une simple raison : anticiper les effets et y pallier. Pour Calvo Garcia-Tornel (2002), les risques se divisent en deux catégories : les risques naturels tels que ceux d'origine climatique et météorologiques (ouragan, inondations…) et ceux qui sont liés à des facteurs géologiques et géomorphologiques (tremblements de terre, éboulements, érosion…). La classification tend cependant à exclure les risques présents dans le quotidien des habitants, à l'exemple de ceux liés à la santé publique.

Le géographe brésilien Claudio Antonio Gonçalves Egler (1996) inclut dans sa proposition l'occurrence des aléas naturels (catastrophes). L'auteur utilise trois catégories : risques naturels, risques technologiques et risques sociaux. Le risque naturel est associé aux comportements dynamiques des systèmes naturels, c'est-à-dire à leur degré de stabilité/instabilité exprimé par leur vulnérabilité aux événements critiques à court ou à long terme tels que les inondations, les glissements de terrain et l'accélération des processus érosifs. Le risque social est quant à lui la résultante de privations sociales qui contribuent à la détérioration des conditions de vie et est souvent considéré comme le dommage qu'une société peut causer. Ce parti pris met l'accent sur les conflits armés, les guerres, les actions militaires entre autres. Le risque technologique fait référence aux accidents provoqués par les industries, le nucléaire, le transport de matières dangereuses, ou encore les ruptures de barrages. Il menace la vie à court, moyen et long terme et implique une évaluation de la probabilité d'événements critiques à court terme et ayant des conséquences étendues telles que les explosions, des fuites ou des déversements de produits toxiques, ainsi que la contamination à long terme des systèmes naturels par le rejet et le dépôt des déchets du processus de production. Bien que critiquée, cette convention persiste, reconnaissant que les « formes pures » de risques ou de dangers liés à chaque catégorie sont de simples fictions (BURTON, KATES et WHITE, 1993). C'est donc sur cette définition que nous appuyons nos propos.

Vivre en situation de risques implique une dimension spatiale. S'il est lié à un événement qui peut ou non avoir lieu, le risque existe uniquement quand il y a une évaluation de conséquence sur un bien matériel ou immatériel. Il n'y a pas de risque sans la notion de perte.

La possibilité de perte est alors intrinsèque à une dimension spatiale du risque. La localisation spatiale ou même la répartition spatiale des risques fait apparaitre des populations et des territoire plus vulnérables que d'autres. La vulnérabilité peut alors être comprise comme un processus qui associe la dynamique sociale et les conditions environnementales. Elle serait la capacité d'un groupe humain à prévoir et se préparer à une catastrophe. Elle dépend de facteurs tels que la perception du risque, la capacité à prédire la catastrophe du groupe social qui, si elle est éphémère, peut souvent se produire de façon surprenante. Le stade de vulnérabilité d'un groupe social ou d'un territoire est alors généralement évalué par l'Etat à l'aide d'une échelle de risques afin de prendre des mesures et de planifier des actions de prévention à l'événement qui déclenche une catastrophe.

La notion de vulnérabilité sociale n'est pas un thème dépendant de la thématique de la population et du développement puisqu'elle reçoit divers apports et paramètres pour être vérifiés (DESCHAMPS, 2008). Des facteurs tels que la pauvreté, la condition sociale, les aspects économiques et démographiques ainsi que les infrastructures peuvent servir de guide pour sa condition (MENDONÇA, 2004 ; DESCHAMPS, 2008 *in* SOUZA, 2016, p.28).
La vulnérabilité environnementale est en cause dans des espaces concentrant une population socialement vulnérable, démontrant un processus de ségrégation environnementale où se présente une distribution inégale des dommages environnementaux (DESCHAMPS, 2004). Ainsi, le processus de vulnérabilité socio-environnemental peut être identifié dans des espaces où il y a une occurrence de problèmes sociaux et environnementaux. Autrement dit, le fait que les espaces destinés aux populations les plus pauvres soient également ceux où les risques environnementaux sont les plus élevés démontre l'existence de ce processus. La vulnérabilité et le risque sont alors associés à un état de fragilité, ou une prédisposition à ce qu'une situation donnée génère une condition de risque (DESCHAMPS, 2008). Pour Ulrich Beck (2001), les possibilités et les capacités de traiter les situations à risque, de les contourner ou les compenser finissent par être inégalement réparties entre les différentes couches de revenus et d'éducation. De cette manière, les couches sociales aux revenus les plus faibles, en plus d'être vulnérables, ont moins de chances de répondre activement aux situations de risques. Ulrich Beck suggère alors la mise en place de politiques publiques pour minimiser les processus de vulnérabilité socio-environnementale et de ségrégation spatiale puisque les zones à risques sont régulièrement associées à des situations où il existe des difficultés d'accès

ou un manque d'infrastructures dans les zones urbaines occupées par des familles pauvres, créant ainsi une situation d'injustice environnementale.

La vulnérabilité n'est cependant pas réservée aux populations les plus pauvres. Les catastrophes à la fois naturelles et technologiques frappent en aveugle, sans soucis du riche ou du pauvre (BECK, 2001). Si les premiers ont plus de facilité à reprendre le fil de leur existence antérieure sans trop de dommages, les deuxièmes, installés dans des territoires plus précaires et plus fragiles subissent de plein fouet la catastrophe. Pour les sociétés contemporaines, les risques environnementaux sont synonymes de menace. La manifestation de tels processus dans les villes affecte les infrastructures aussi bien que la population. Cependant, et c'est ce qui fera toute la différence, ils frappent différemment la population et créent des risques inégaux dans l'espace urbain. Alors que pour certains une forte pluie peut représenter la perte de l'équipement ménager, pour d'autres elle peut entrainer la mort. Ainsi, avec des forces similaires, les typhons font 17 fois plus de victimes aux Philippines qu'au Japon. Des catastrophes qui augmentent la précarité que connaissent déjà ces populations (CORBET, 2014). Il n'y a alors pas de lien direct entre l'intensité d'une catastrophe et son impact destructeur, car le milieu social et culturel où elle survient amortit ou amplifie les dégâts (ERIKSON, 1995). Les territoires et les communautés les plus pauvres sont alors les plus durement touchés par les catastrophes, le degré de vulnérabilité sociale devenant une donnée essentielle pour comprendre l'ampleur des conséquences.

Favelas à risques : des emprises spatiales

Au Brésil, la récente urbanisation a entrainé une croissance horizontale des métropoles. Le tout s'accompagne d'un processus de modernisation conservatrice qui, malgré les progrès de la technologie et le repositionnement du pays dans la division internationale du travail, a maintenu l'exclusion sociale et la concentration des richesses (GARCIA-TORNEL, 2002). Le résultat est l'exode rural d'une population sans qualification professionnelle dans des vides urbains tels que les plaines ou parties inondables et les pentes raides des collines, autant de territoires à faibles valeur et considérés « à risques » pour la construction et l'implantation. Les premiers risques auxquels sont confrontés les favelados sont naturels et intimement liés

au contexte géographique de leur implantation. Le deuxième est social et fait référence à l'organisation même de la société favelada. Leur combinaison fait l'objet de diverses politiques publiques brésiliennes afin de les amoindrir, tant à Rio de Janeiro qu'à Curitiba.

À Rio de Janeiro le déboisement des collines et la densification des sols par les favelas ont rendus de façon croissante ces habitations sujettes à des glissements de terrains et de dangereux éboulements. Ainsi en 1990, 16% des favelados de Rio de Janeiro sont considérés comme courant un risque à court et moyen terme pour leur vie et leurs biens (TASCHNER, 1984). Les favelados troquent alors leur intégrité physique et leur santé contre quelques mètres carrés de terre. À Curitiba, la majorité des favelas occupe des zones de propriété publique destinées à la protection de l'environnement, notamment les berges des rivières. Les favelados y sont ainsi majoritairement présents de façon illégale. Ils sont exposés à des risques plus élevés du fait des caractéristiques du site mais également de la typologie d'occupation des habitations, caractérisées par des pentes, des matériaux et des techniques de construction précaires.

En avril 2010, une catastrophe marque l'opinion publique. Pendant plus de vingt-quatre heures, une pluie tropicale torrentielle s'abat sur Rio de Janeiro. La roche lisse des mornes de la ville retient mal la mince couche d'humus qui recouvre les pentes. La terre coule avec le ruissellement. Et lorsque la marée est à son maximum, la mer bloque l'écoulement de l'eau. Alors la ville se noie. Si la vie de tous les habitants de la métropole a été affectée, les victimes du mois d'avril n'ont pas été noyées par les inondations. Pour la plupart, il s'agissait d'habitants de favelas victimes de l'effondrement de leur maison à la suite de glissements de terrain et de coulées de boue. Le cas le plus dramatique a eu lieu à *Niteroi*, une ville de 500 000 habitants située de l'autre côté de la baie de Rio et qui n'a pas connu les travaux du programme Favela Bairro. Dans la favela *Morro do Bumba*, une rue entière, une cinquantaine de maisons, deux crèches, une église évangélique, une pizzeria ont été prises dans un glissement de terrain, dévalant la pente sur 600 mètres, ensevelissant un grand nombre d'habitants et emportant dans leur chute des montagnes de détritus. Le lieu qui avait été jusqu'au début des années 1980 une décharge à ciel ouvert s'était recouvert d'une couche de terre avant d'être progressivement occupé par des maisons et des baraquements, transformant l'ancienne décharge en favela. Avec les pluies, le sol gorgé d'eau est devenu

instable, et en pleine nuit, c'est une avalanche de boue qui a tout emporté sur son passage. Le bilan est lourd, avec plus de 200 personnes ensevelies sous les décombres.
Face au désastre, les autorités ont préféré prier le ciel pour que la pluie cesse : « la seule chose que l'on peut faire dans un tel moment c'est de demander à Dieu que la pluie s'arrête un peu, pour que les choses s'améliorent et reviennent à la normale » déclarait le Président Lula. Dans le journal O Globo du 9 avril 2010, la question de la destruction de favelas revient à l'ordre du jour : « La tragédie de 2010 doit être le point de départ pour une politique de déplacements des résidents des zones à risque et des petites favelas qui peuvent encore être éradiquées. ». Dans le contexte de la catastrophe, le gouvernement de Rio de Janeiro promulgue le 7 avril 2010 un décret déclarant la ville en état d'urgence. Les favelas y sont mentionnées comme des « facteurs aggravants » des conséquences de la catastrophe, puisque construites dans des zones de risque géotechnique et d'inondation.[76] La proclamation de l'état d'urgence a alors autorisé les services municipaux à entrer dans les habitations des zones à risque et à en retirer les habitants en faisant appel si nécessaire à la police. Alors que les catastrophes liées à la pluie montrent sans équivoque la vulnérabilité structurelle des zones les plus défavorisées de la ville, les populations pauvres sont accusées de connaitre les risques auxquels elles sont exposées et même d'en provoquer.

À Curitiba, affectueusement renommée « *Chuvitiba*[77] » par ses habitants, les pluies sont très fréquentes et les inondations récurrentes. Une en particulier a marqué les esprits. Lorsque les premières pluies commencent à tomber en mai 1983, le temps devenant brusquement instable, les États du Sud du Brésil se préparent au pire. Ils ne se sont pas trompés. À Curitiba, la rivière Belem déborde, provoquant une véritable catastrophe publique. Plus de 200 personnes se retrouvent sans abri et des centaines de maisons sont détruites. Le gouverneur est contraint de décréter l'état d'urgence. Si la majorité de la métropole est touchée, les occupations irrégulières subissent de plein fouet les inondations. Curitiba ne possède pas la topographie atypique de Rio de Janeiro, faite de mornes et de plaines, la ville bien que culminant à 900 mètres d'altitude sur le Piémont de la *Serra do Mar* est sur un plateau. Dans ce contexte, les favelas de Curitiba sont le long des berges des rivières, placées en première

[76] Décrêt 32.081 du 7 avril 2010
[77] « Chuva » signifie « pluie » en portugais. « Chuvitiba » est donc la contraction de « Curitiba » et « pluie », et fait référence à la forte quantité d'eau qui tombe régulièrement sur la métropole.

ligne lors d'aléas naturels. Les habitations souvent précaires résistent difficilement à la montée des eaux et aux glissements de terrain. Les désastres naturels présentent ainsi un degré de gravité directement lié au niveau de développement socio-économique du territoire sur lequel ils s'abattent (MENDONÇA, 2004). Les favelados sont également confrontés aux conflits armés générés par les trafiquants de drogue. Les affrontements ne sont pas nouveaux, font régulièrement la une des journaux et s'associent depuis de nombreuses années avec le terme « favelas ». Ils sont désormais définis comme des risques sociaux.

Depuis les années 1980, la notion de risque social a en effet pris dans les favelas une tournure dramatique, en cause, l'élévation du niveau de violence liée au trafic de drogue[78]. La naissance à Rio de Janeiro du *Comando Vermelho* (CV), premier grand gang de la ville a favorisé le commerce de la cocaïne et choisi les favelas comme quartier général, autant pour entreposer la marchandise que pour la vendre. Né dans les années 1960 sous la dictature militaire, le *Comando Vermelho* se compose de criminels violents emprisonnés dans la prison de haute sécurité d'*Ilha Grande*, une île à l'ouest de Rio de Janeiro. Armés de leurs convictions, les prisonniers politiques sont parvenus à convaincre voleurs et assassins de cesser de s'entre-tuer afin de se concentrer sur leur ennemi commun : l'État. Avec l'essor du commerce de la cocaïne dans les années 1980 et l'envolée des bénéfices, le gang marxiste s'éloigne de son code moral. L'ambition politique s'évanouie et le climat de la ville tropicale plonge dans des températures négatives. Peu à peu, les gangs de narcotrafiquants imposent leur présence dans les favelas, mêlant le poids des armes aux réseaux clientélistes. Les dealers comblent le vide politique existant, tenant simultanément les rôles de police, d'arbitre et de bienfaiteurs. Un rôle qui a permis d'obtenir avec le temps le soutien de la population.

À Rio de Janeiro, trois factions se partagent le contrôle des favelas : le *Comando Vermelho* (CV), *Amigos dos Amigos* (ADA) et le *Terceiro Comando* (TC). Depuis leur apparition, les factions criminelles sont entrées en concurrence pour le contrôle des territoires et donc du marché de la drogue. Leurs affrontements entraînent une prolifération d'actes de violence et une « course à l'armement », couplés à un rapprochement entre les criminels, les policiers et les autres pouvoirs publics corrompus (PARIS, 2017).

[78] Le trafic de drogue existe depuis longtemps dans les favelas mais n'exerçait pas une influence aussi imposante qu'aujourd'hui.

Ainsi, les gangs en tirant parti non seulement de l'identité territoriale des habitants dans chaque favela, mais également des particularités de la structure physique de celles-ci, notamment les difficultés d'accès à ces lieux, ont établi et enraciné leur domination sur une logique d'appropriation territoriale, en renforçant la représentation sociale des favelas en tant qu'enclave urbaine (GONÇALVES, 2010). Un processus de « lutte territoriale » régit la rivalité des gangs avec des combats meurtriers et la soumission des habitants par la peur. Les entrées des favelas sont régulièrement contrôlées par les dealers qui interdisent aux habitants de se rendre dans les favelas des clans rivaux. L'omniprésence de la violence se manifeste alors dans les relations sociales, mais aussi en grande partie dans l'organisation spatiale. L'appartenance d'un territoire a un gang passe par des empreintes de leur pouvoir ; les factions inscrivent leurs noms et initiales sur les murs afin de marquer leur territoire (fig. 13). Au Brésil, la guerre des gangs, comme dans la plupart des cas, est une guerre d'espace.

Figure 13 - Initiales du PCC « Primeiro Comando da Capital » peint sur le mur d'une maison

Marilia Camelo

Les factions criminelles du *Paraná* n'ont pas la force belliqueuse et organisationnelle de celles de Rio de Janeiro mais s'imposent tout de même par la peur. Sur la base des statistiques criminelles et des études de terrain menées par le journal *Gazeta do Povo*, vingt-trois zones

ont été identifiées dans tout l'État où les narcotrafiquants exercent leur pouvoir. Bien que le *Paraná* ne soit pas un producteur de stupéfiants, sa proximité avec le Paraguay a été un facteur décisif dans le choix des trafiquants pour entrer sur le territoire brésilien. Curitiba en tant que capitale de la région concentre alors la majorité des gangs.

Depuis une vingtaine d'années, le trafic de drogue a traversé la périphérie de la capitale *paranaense* pour s'implanter dans le centre-ville, faisant du quartier *Largo da Ordem*[79] la vitrine de la drogue la plus convoitée de la métropole. Les rues et les favelas du centre se sont éveillées au grand banditisme. Selon le journal *Gazeta do Povo*, cinq quartiers sont particulièrement touchés : le Centre, *Cidade Industrial, Cajuru* et *Sitio Cercado*. Le département de la sécurité publique annonçait en effet que 353 des 589 homicides enregistrés dans la capitale en 2007 ont eu lieu dans un de ces quartiers. Les chiffres élevés montrent sans équivoque le degré de violence, rappelant que le Brésil, malgré d'incroyables progrès reste une nation où le taux d'homicides figure parmi les plus élevés au monde. Sur la liste des 50 villes les plus violentes de la planète, 43 sont situées en Amérique Latine dont 19 au Brésil. La ville modèle prend la 48ème place du classement avec 35 homicides pour 100 000 habitants, faisant oublier pour un instant ses innovations urbaines.

Tout comme à Rio de Janeiro, les trafiquants de Curitiba ont élu domicile dans les favelas de la métropole. Mais le nombre moins important de favelas a suscité une intense guerre de territoire. Les favelas centrales sont régulièrement coupées en deux, chaque faction en possédant une partie. Dans la favela *Vila Torres*, une favela centrale de la ville, deux gangs s'affrontent et ont transformé pendant un temps la rue centrale en une frontière surnommée par les habitants « la ligne rouge ». Chaque nuit, au son des balles, les gangs se défient, faisant bouger la frontière virtuelle qui divise la zone. De la même façon qu'à Rio de Janeiro, à *Vila Torres,* on graffe d'un jour sur l'autre « partie haute » et « partie basse » sur les murs, sigles référents des deux factions (fig. 14).

[79] Le quartier Lago da Ordem est le cœur historique de Curitiba. Le quartier est également réputé pour la violence qui y règne.

Figure 14 - Mur de la favela Vila Torres de Curitiba peint de la phrase « Parte de Baixo » (Partie Basse) montrant l'appartenance du territoire à un gang - 2011

Diego Antonelli et Carlos Fernandes

Les risques sont présents, qu'ils soient naturels ou sociaux. Depuis quelques années l'État brésilien tente de les gérer. Pour atteindre son objectif, les municipalités et les nombreux agents de terrains mettent en place divers procédés dont le principal est d'informer la population des risques possibles et d'en limiter les impacts à l'aide de moyens technologiques.

Gérer les risques : informer et prévenir

La Conférence de Stockholm en 1972 fait de l'environnement un sujet d'importance mondiale. Dès lors, les pays du Nord et du Sud discutent de stratégies pour comprendre et agir sur la crise environnementale que connait le monde. La croissance de la population, la dégradation de l'environnement, la croissance sans précédent de l'urbanisation ont pour conséquence l'augmentation du nombre de bidonvilles et de la pauvreté, exigeant des gouvernements des solutions à l'échelle mondiale. Mais la question urbaine n'est pas encore au centre des

documents produits lors du rassemblement de 1972. Seule le quinzième principe annonce que la planification des villes est une solution au problème socio-environnemental urbain. La perspective est débattue plus activement quelques années plus tard lors de la première Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat I) en 1976 à Vancouver au Canada. Le document qui en résulte[80] propose des recommandations aux gouvernements afin de chercher des stratégies locales et nationales pour aider les populations vulnérables avec l'appui d'organismes internationaux.

Dans les années 1990, alors que Rio de Janeiro reçoit la Conférence sur l'environnement, la crise environnementale globale est une évidence. Le Brésil commence à transformer sa gestion urbaine en une gestion urbaine environnementale (ULTRAMARI ; FIRKOWSKI, 2012). La question socio-environnementale devient un authentique enjeu urbain. Elle répond à la reconnaissance de la fonction sociale de la propriété, mais également à la défense de la participation de la communauté et à la priorité donnée à l'attention des groupes les plus défavorisés (ULTRAMARI ; REZENDE, 2006). La fin de la dictature militaire en 1985 conduit trois ans plus tard à une nouvelle constitution pour le Brésil. Avec ses principes directeurs, confortés en 2001 par l'approbation du Statut de la Ville[81] dont les lignes directrices sont la planification participative et la fonction sociale de la propriété. La gestion urbaine brésilienne des années 2000 insiste sur la question du logement et initie une série d'actions nommées « gestion sociale ». Elle se traduit par une meilleure participation de la société et par des interventions qui cherchent la rénovation et la revalorisation des villes brésiliennes, fruit d'une posture dite inclusive (ULTRAMARI, FIRKOWSKI, 2012). La prise de conscience environnementale rime alors avec une approche plus sociale de la question du logement. La difficulté d'accès à l'assainissement environnemental (égoûts, drainage, collecte et traitement des déchets), ainsi que les risques et les vulnérabilités aux désastres environnementaux, tels que les éboulements et les inondations, justifient la relation entre la lutte environnementale et la lutte pour le logement.

Depuis quelques années, la ligne du Brésil pour la gestion des risques dans les favelas, appuyée par le Statut de la ville de 2001 tient en deux mots : prévenir et informer. S'il n'a « plus les

[80] Déclaration de Vancouver sur les établissements humains.
[81] Loi n°10.257, 10.07.2001.

allures d'une fatalité ou d'un prix à payer au « Progrès » (le risque) s'accompagne d'une volonté de contrôle, de prévention» (LE BRETON, 2017, p.73). Après les fortes pluies de 2010 dans la métropole carioca, la préfecture de Rio annonce cinq priorités définies par le protocole de Hyogo[82] : faire de la réduction des désastres une priorité, connaitre les risques et lancer des actions, comprendre et avoir conscience, réduire le risque, être préparé et prêt à agir. Si pour Maria Vargas, le concept de risque environnemental doit être analysé selon la notion d'inégalité, il est également nécessaire de prendre en compte le processus complexe d'occupation des zones urbaines ainsi que les interventions des autorités publiques qui reconfigurent la conception de la ville. Le risque ne serait alors pas une donnée préétablie, mais une construction politico-sociale (VARGAS, 2006).

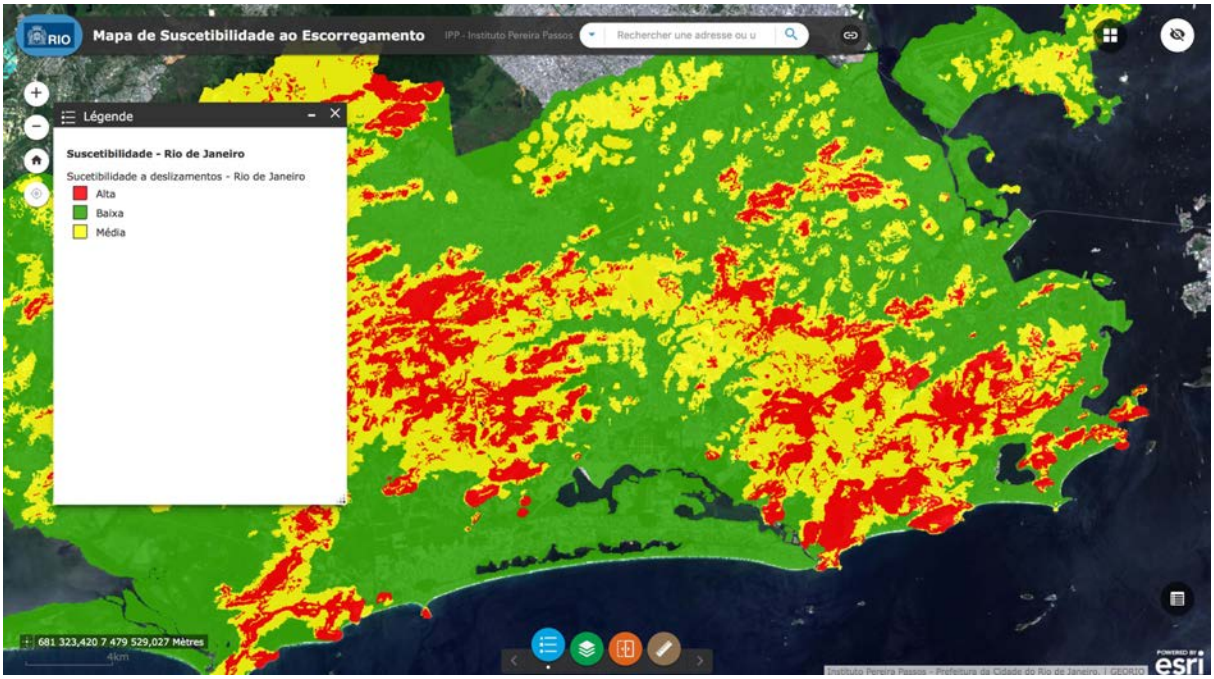
Au Brésil, des experts rédigent des rapports et déterminent des seuils de risque. Les zones sont spatialement délimitées et sont utilisées comme bases pour les actions publiques. Un conflit existe cependant entre le discours très techniques des experts et celui de la population. Une approche des experts moralisatrice, stigmatisant des populations et certains de leurs comportements jugés à risque (VARGAS, 2006). Pour les favelados, leur statut de victimes est favorisé par un manque de politiques publiques ; pour la classe politique, c'est le favelado qui est générateur de risques. Après la favela comme centre d'épidémies et de marginalité, la nouvelle représentation sociale la présente comme un facteur de dégradation de l'environnement (COMPANS, 2007). Selon Maria Vargas, la « construction sociale du risque » a pour objectif de traiter le risque non seulement d'un point de vue technique et objectif, mais surtout comme l'objet d'une construction sociale réalisée par différents groupes sociaux. Les politiques publiques sont alors majoritairement tournées vers une vision de la favela comme génératrice de risques. Les favelados sont devenus avec le temps les grands coupables de ce qu'on appelle la dégradation environnementale de la ville.

À Curitiba comme à Rio de Janeiro, la question des risques est traitée par différents instruments d'action publique. Le plus connu est un outil de prévention qui classifie les espaces vulnérables par la délimitation spatiale de « zones à risques environnementaux » (fig.

[82] Le Cadre d'action de Hyogo est le principal instrument que les États membres des Nations Unies ont adopté en 2005 pour réduire les risques de catastrophe. Son but était d'instaurer pour 2015 la résilience des Nations et des collectivités face aux catastrophes par une réduction considérable des pertes dues aux catastrophes.

15). Dans la métropole carioca, les fortes pluies et les éboulements sur les collines sont les risques les plus importants auxquels sont soumis les favelados. Perchés sur les hauteurs, les habitations même consolidées sont implantées sur des sols instables dont les fondations sont souvent insuffisantes. À la suite du tragique épisode de 2010, la préfecture de Rio, par l'intermédiaire de la fondation Geo-Rio termine en janvier 2011 une cartographie géotechnique inédite. Des cartes spécifiques divisent chaque territoire ; vert pour les espaces à faible risque, jaune pour un risque modéré et rouge pour un risque élevé. Des mesures doivent être prises afin de faire disparaitre les habitations et les constructions situées dans les zones rouges et de reloger les habitants déplacés[83]. Le document mentionne que près de 18 000 habitations réparties dans 117 favelas de la ville sont situées dans des aires considérées à haut risque (DEFESA CIVIL et RIO PREFEITURA).

Figure 15 - Carte des risques d'éboulement de Rio de Janeiro



Instituto Pereira Passos

Ce document, central pour les prises de décision priorise la prévention et l'information aux habitants. Le but est de prévenir les éboulements et de transformer Rio de Janeiro en une ville résiliente (DEFESA CIVIL et RIO PREFEITURA). La Défense Civile Municipale crée en complément un système d'alerte et d'alarme communautaire dans diverses favelas de Rio de

[83] Décret d'État n° 42046/Art50, 13 avril 2010

Janeiro implantées dans les zones à haut risque. Des sirènes avisent la population à propos de risques d'éboulements. La municipalité récupère les données météorologiques de la ville, et dans le cas de fortes pluies, le centre des opérations envoi un SMS avec des alertes aux habitants cadastrés. Quand l'indice pluviométrique atteint un niveau critique, les leaders communautaires sont informés et lancent la sirène afin que les habitants concernés évacuent pour une zone plus sûre. Actuellement, 103 favelas de Rio sont équipées et chacune d'entre elle possède un lieu de rassemblement, généralement une école ou un poste de santé. Quand le risque est passé, la sirène retentie de nouveau pour prévenir les habitants que le retour dans leur maison est possible.

À Curitiba, les zones à risques font l'objet d'attentions des pouvoirs publics. 397 favelas sont estimées être situées dans des zones à risque (SOUZA, 2016). Le gouvernement du *Paraná* a annoncé en 2016 la volonté de cartographier les aires sujettes à risques naturels (inondation, éboulements, érosion et effondrement de terrains). Le programme « *Multissetorial* » de la Banque Mondiale, réalisé à Curitiba par les techniciens du *Mineropar*[84] « complète la Défense Civile dans des actions de prévention et d'assistance à la population, mais le travail aura certainement des conséquences importantes en termes d'octroi de licences environnementales et d'autres actions de l'Etat et des municipalités » a déclaré Antonio Carlos Bonetti, Secrétaire d'État à l'environnement et aux ressources hydriques. En mars 2017, les ingénieurs de la *Comissão e Segurança de Edificações e Imoveis* (Cosedi) et de la *Coordenadoria Municipal de proteção e Defesa Civil* (Compdec) se sont réunis afin d'identifier les zones d'occupation irrégulières sujettes à des éboulements dans la métropole. Le coordinateur de la Cosedi, Marcelo Solera explique que la cartographie des zones à risque est fondamentale pour planifier le travail de prévention, « Avec l'identification de toutes les zones à risque sujettes aux éboulements, les communautés vulnérables existantes sur ces territoires pourront bénéficier d'actions publiques de sécurité » [85].

[84] Témoignage recueilli dans l'article « Areas de risco de desastres naturais em Curitiba e RMC serão mapeadas » du 28/09/2016 sur le site du Secrétariat de l'Environnement et des ressources hydriques. http://www.meioambiente.pr.gov.br/modules/noticias/article.php?storyid=2386.

[85] Propos recueillis dans l'article « Cosedi e Defesa Civil fazem mapeamento das areas de risco de Curitiba » du 30/03/2017 sur le site de la Préfecture de Curitiba. http://www.curitiba.pr.gov.br/noticias/cosedi-e-defesa-civil-fazem-mapeamento-das-areas-de-risco-de-curitiba/41699.

Dans les deux métropoles, les nombreuses favelas occupent des zones écologiquement fragiles. Si les sites sont instables, la précarité historique des habitations a désigné au fil du temps les favelas comme des zones à risques environnementaux, sociaux et politiques. La volonté des municipalités, par la création de « zones à risque » est de prévenir les catastrophes. Mais cette notion fait désormais l'objet de politiques publiques qui au-delà de leur rôle de prévention permettent à la classe dirigeante de contenir et contrôler les favelas, et dans la mesure du possible de les éliminer (GONÇALVES et FRANÇA, 2010). L'éradication des favelas est désormais interdite. La législation prévoit néanmoins une exception pour les favelas qui présentent des risques justifiés pour leurs habitants. Un rapport technique est alors réalisé afin de définir le statut du terrain sur lequel une occupation irrégulière est située. Celui-ci est primordial pour la décision finale quant à l'éloignement ou au maintien des habitants dans la favela. L'évaluation des risques géologiques reste cependant problématique à Rio de Janeiro puisque seul l'organisme Geo-Rio, qui fait partie de l'administration de la ville réalise les études. Il est alors difficile pour les habitants de contester les décisions induites par les rapports puisque c'est la municipalité qui détient le pouvoir de nommer et d'identifier un territoire comme « à risque » (COMPANS, 2007).

Depuis 2009, le nouveau plan stratégique de Rio de Janeiro stipule la nécessité de freiner les occupations illégales et l'expansion à la fois horizontale et verticale des favelas existantes. L'objectif était de réduire de 3,5% la surface urbaine des favelas pour l'année 2012[86]. Afin de répondre à ces exigences, en plus d'une limite interdisant la construction d'habitations au-delà de la cote de 100 mètres d'altitude, la municipalité a introduit dans les politiques publiques un nouveau mot : l'« éco-barrière », qui fait référence à l'édification de murs d'une cinquantaine de centimètres de hauteur autour de certaines favelas. L'objectif est double : contenir leur expansion, tout en protégeant, du même coup la forêt primaire voisine contre l'avancée du béton. Classée à l'UNESCO en 1991 dans la catégorie *Patrimoine de l'Humanité et Réserve biologique de la biosphère*, la forêt de *Tijuca* située au cœur de Rio de Janeiro et plus grande forêt urbaine du monde, est encerclée par 46 favelas. La mise en place des « éco-limites » est justifiée par la municipalité par « les campagnes de conscientisation et l'insuffisance de la législation à contenir l'expansion et l'implantation des communautés en

[86] Chiffre prévu par rapport aux données de 2008 récoltées par le Préfecture de Rio de Janeiro.

zones inappropriées. » (DEFESA CIVIL et RIO PREFEITURA). Des bornes indiquent les limites des zones vertes de la ville et l'interdiction de constructions de baraquements. Face à l'expansion démographique, la restriction n'est pas toujours suivie selon le Secrétariat Municipal de Rio de Janeiro. La favela *Dona Marta* est la première communauté à tester le dispositif. En 2009, elle est encerclée d'un mur de trois mètres de haut sur une longueur de 900 mètres. Le projet municipal n'est pas du goût de tous. Certains responsables d'associations fustigent une volonté d'instaurer une « ségrégation sociale », et regrettent que la population n'ait pas été consultée. En complément des « éco-limites » et afin de faire face à cette menace qui pèse sur la forêt de *Tijuca*, l'*Ibama* et la Banque Interaméricaine de Développement ont signé un contrat de 250 000 dollars pour créer un système de surveillance par ordinateur à partir d'images satellites Landsat pour détecter des baraquements et de nouvelles installations illégales.

En 2012, la législation brésilienne crée un type spécifique d'espaces territoriaux protégés dénommés Aires de Préservation permanente (APP)[87]. L'objectif est de garantir la sécurité et le bien-être de la population face aux événements extrêmes, de façon à réduire la vulnérabilité face aux désastres naturels (Loi n° 12.651/2012). La projection du système APP suit une règle stricte : l'intouchabilité, n'admettant qu'exceptionnellement la suppression de végétation dans des cas d'utilité publique ou d'intérêt social légalement prévu. Alors que le Statut de la Ville voté en 1988 empêche l'éradication des favelas, un tel dispositif aboutit à l'élimination du principe de non-enlèvement pour la plupart des favelas situées sur les pentes des collines ou les rives des rivières et des canaux. Il ne s'agit pas alors « d'une spécificité locale, mais d'une caractéristique de l'urbanisation brésilienne, qui a conduit à une situation "d'exclusion environnementale ", dans laquelle les plus pauvres supportent des risques en raison de conditions physiques défavorables » (MARICATO, 2001 *in* COMPANS, 2007, p.85). Les favelas sur berges des rivières sont directement concernées par la législation.
À São Paulo, les estimations comptent plus d'un million de personnes vivant dans des zones de protection environnementale (ARAUJO, 2002). On dénombre à Curitiba plus de 13 000 habitations précaires en Aires de Préservation Permanente, réparties dans 250 favelas, selon le diagnostic de la société de logement de Curitiba COHAB. L'objectif est d'initier un plan de

[87] Loi n° 12.651/2012

réinstallation pour les milliers de familles qui, faute de prévention sociale et environnementale, vivent sur les berges de rivière et se mettent en danger. La législation est claire, pour les occupations irrégulières situées en bord de rivières de moins de dix mètres de large, cela se traduit par la mise en place d'une zone de protection de trente mètres de chaque côté, une zone non constructible. Les habitations doivent être démolies et les habitants relogés. Émerge alors un hiatus entre le droit à un environnement sain et le droit au logement.

Depuis plusieurs années maintenant, les actions publiques pour gérer les risques naturels se multiplient, s'appuyant sur une représentation sociale des favelas comme éléments majeurs des dégradations environnementales. Premières victimes des désastres naturels, les favelados, logés dans des zones longtemps abandonnées par le marché immobilier et historiquement impropres à l'habitation sont les plus durement touchés par les catastrophes. Une série de méga-événements dans le pays a soudainement bousculé le calendrier des actions publiques. La préparation des villes hôtes a engendré un sentiment d'urgence pour régler le « problème favela ». Un contexte qui a probablement instrumentalisé la notion de « risques » pour récupérer les terrains convoités de zones d'occupations irrégulières. Les inondations et éboulements font depuis longtemps l'objet d'actions publiques dans les favelas. Le risque social, représenté par le trafic de drogue a fait l'objet d'une attention soutenue en raison de la réception de la Coupe du Monde 2014 et des Jeux Olympiques 2016 dans le pays. Dans un contexte événementiel sans précédent, différentes actions publiques doivent présenter au monde un Brésil accueillant, moderne et sans problèmes de sécurité.

1.5. Un processus dicté par l'agenda international

Des métropoles brésiliennes sont l'objet d'importantes transformations urbaines en raison des lourds investissements réalisés pour préparer les villes aux grands événements. L'objectif est de montrer l'attractivité du Brésil tout en gérant les risques. Dans cet état d'esprit, la ville de Rio de Janeiro se lance en 2008 dans une reconquête spectaculaire de ses favelas, une bataille pratique et symbolique alors dictée par l'agenda international.

Une des premières priorités des organisateurs de méga-événements, et ce particulièrement dans le contexte géopolitique actuel, est l'organisation de la sécurité publique. Que ce soit la Coupe du Monde de football ou les Jeux Olympiques ou encore une Conférence Internationale des Nations Unies comme Rio+20. De tels événements réunissent des chefs d'Etat de divers pays, des centaines de milliers de touristes internationaux et nationaux, des équipes avec leurs athlètes, des journalistes, des médias et des producteurs entre autres.

Le dossier de candidature déposé par Rio de Janeiro pour les Jeux Olympiques 2016 évoque largement un problème que les villes concurrentes n'ont pas : un taux de violence bien supérieur aux « standards occidentaux ». La candidature se devait alors de rassurer le Comité International Olympique. Dans cette optique, le dossier insiste dans un chapitre entier sur le traitement de la criminalité issue des favelas en annonçant des mesures visant à faire reculer le problème dans la métropole. À Rio, de nombreuses favelas sont situées dans le centre urbain, à proximité des installations olympiques prévues. Leur voisinage posait des problèmes : de sécurité des touristes par la menace de violences ; et un problème d'image d'insécurité que le pays ne souhaitait pas montrer au reste du monde. À Rio de Janeiro où la sécurité publique est une question sensible, des mesures extraordinaires pour la préserver sont envisagées.

Afin de rassurer les membres du CIO et les potentiels visiteurs, et affirmant la volonté de « réunir la ville divisée », le gouverneur de Rio entame dès 2008 un processus ultra médiatisé de reconquête des favelas. Cette opération d'un nouveau type vise en premier lieu à reprendre le contrôle des territoires dominés par le trafic de drogue, puis d'améliorer les rapports entre la population et la police à travers la mise en place d'une occupation permanente par des Unités de Police Pacificatrice (UPP). L'objectif de ce que les autorités publiques et les médias ont nommé la « pacification des favelas » est d'intervenir directement

sur les territoires et non plus exclusivement contre les réseaux organisés comme c'était le cas par le passé.

La police a toujours su comment entrer dans les favelas, mais le principal problème pour gérer le trafic de drogue était le manque d'effectifs pour y rester. En 2007, l'État de Rio de Janeiro s'engage dans une stratégie féroce contre le grand banditisme. Afin de préserver l'image du gouverneur en perte de popularité, la position de l'État devient plus offensive vis-à-vis des trafiquants. La stratégie est de développer une police communautaire inspirée de la Colombie. L'équipe du gouverneur se rend alors à Medellin pour rencontrer Hugo Acero, sociologue et Secrétaire de la Sécurité Publique dans la capitale : l'idée est une occupation des territoires par la police pour combattre la violence et améliorer le développement social (CZERMAK et BITTENCOURT, 2016). À l'approche des méga-événements, le gouvernement fédéral brésilien transforme radicalement le département de la police : restructuration du commandement, salaires revus à la hausse. Cette fois ci, le contrôle du territoire sur le long terme est possible. La première UPP s'installe le 20 novembre 2008 dans la favela *Santa Marta*. Le programme politique vise à une plus grande proximité entre les soldats et les citoyens afin d'éradiquer la violence armée. En quelques mois, le processus devient une politique phare du gouvernement local dans la lutte contre la violence et le trafic de drogue des favelas et se diffuse dans 107 communautés de la future ville olympique. Les UPP sont dès lors le plus gros investissement de l'Etat en matière de sécurité publique. En 2014, l'investissement était de R$ 720 millions, prévoyant un effectif de 12 000 policiers[88].

Dans les derniers jours de novembre 2010, de véritables scènes de guerre se déroulent dans le complexe de favelas *Vila Cruzeiro* et le *Complexo do Alemão* entre les forces de sécurité brésiliennes et les trafiquants du *Comando Vermelho*. Des hélicoptères, des blindés et des fusiliers marins investissent les lieux. Une opération médiatique suivie de très près par la presse qui diffuse dans le monde entier les images spectaculaires d'une reconquête spatiale. Le show des méga-événements ne peut plus se dérouler aujourd'hui sans une démonstration sécuritaire. La réalisation d'un méga-événement est un moment propice pour le pays ou la ville hôte de montrer au monde qu'il est capable de garantir la sécurité et ainsi d'être attractif

[88] http://noticias.r7.com/rio-de-janeiro/noticias/gasto-com-upps-do-rio-no-ano-da-copa-sera-de-r720-milhoes-20111210.html

vis-à-vis des investisseurs. À la fin de la journée, le ministre de la défense, Nelson Jobim déclare que « cela montre que le Brésil a le sens de la responsabilité et qu'il est capable de résoudre ses problèmes avant de recevoir de grands événements » (THÉRY, 2011, p.7). Le même jour, le président Lula annonce que le pays avait envoyé un message au monde et que ces actions amélioreraient l'image du Brésil à l'étranger[89].

En réalité, les narcotrafiquants n'ont que peu résisté à l'entrée des policiers et des militaires dans le complexe de favelas. Résister face au bataillon de choc de la Police Militaire (BOPE), de la Police Fédérale et de l'Armée aurait engendré trop de morts dans leurs rangs. Des tonnes de drogues ont été saisies pendant l'opération, quelques narcotrafiquants arrêtés, des armes confisquées. L'article du journal *Veja*, publié le 28 novembre 2010 raconte que « ce déploiement n'est pas accidentel. Depuis le début du siège, les forces de sécurité négocient avec les bandits. Le médiateur social José Junior, de l'ONG AfroReggae, était l'une des personnes qui a fait le lien. L'intervention n'a été décidée qu'après un accord. Il a été établi que les forces de sécurité "envahiraient" la zone sans résistance. Les trafiquants ont offert la passivité et l'État leur a donné le droit de fuir » [90]. Cette reconquête spectaculaire digne d'un film hollywoodien a été largement décriée, accusée d'être un outil promotionnel soutenu par les dirigeants du pays.

Dans la communauté scientifique, des doutes subsistent quant aux objectifs réels des Unités de Police Pacificatrice. La Coupe du Monde et les Jeux Olympiques ont attribué au programme de pacification un certain degré d'urgence. Les complexités et contradictions du projet des UPP sont profondes. Il est clair que les investissements de sécurité font partie d'un plus grand projet de reterritorialisation urbaine et de contrôle social, éléments clés des méga-événements du XXIème siècle. Cependant, la population craignait dès l'installation des UPP dans les favelas, que les JO terminés les investissements en police communautaire cessent, ouvrant une brèche pour le retour des trafiquants armés (GONÇALVES, 2010).

[89] Discours tiré de l'article : http://veja.abril.com.br/blog/reinaldo/geral/do-complexo-do-alemao-para-o-mundo/ du 3 décembre 2010

[90] Discours tiré de l'article « O acordo, a ocupação pacifica do Complexo do Alemão e o futuro » du 28 novembre 2010 par Reinaldo Azevedo
https//veja.abril.com.br/blog/reinaldo/o-acordo-a-ocupacao-pacifica-do-complexo-do-alemao-e-o-futuro/

Contrairement aux affirmations officielles, dès qu'une UPP est établie dans une communauté, les améliorations sociales ne sont pas considérées comme une priorité. L'incertitude historique de la situation de violence urbaine, même lorsque les favelados connaissent des processus d'urbanisation, de légalisation ou de remise de titres, est utilisée pour justifier le manque d'investissements sociaux (GONÇALVES, 2006). Les UPP Sociales qui ont suivi l'implantation des UPP ont mis du temps à s'édifier, dans certains cas, plus de trois ans après l'arrivée de l'UPP. Pour Neiva Viera da Cunha (2012) en plus d'être en retard par rapport aux effets d'annonce initiaux, les actions entreprises ne sont pas claires. En conséquence, aucune politique significative en matière de santé, d'éducation ou de besoins fondamentaux n'a suivi la mise en place de l'UPP. Pour Sebastian Saborio (2013), la militarisation du territoire n'a jamais eu comme objectif de sécuriser les habitants des favelas ou l'amélioration des services publics, mais la reconquête et le contrôle de cette population et de ces territoires clés. Ainsi, la libération de larges espaces laissés pendant longtemps aux mains des trafiquants de drogue permet d'ouvrir des zones qui en étaient jusqu'à présent exclues des dynamiques de la ville. La pacification est devenue dès lors une partie intégrante de la stratégie *carioca* comme ville d'investissements autour de la réception de grands événements (FREEMAN, 2012).

À Curitiba, les leaders communautaires et les résidents des territoires touchés par le trafic de drogue estiment que le Paraná devrait profiter des résultats des UPP de Rio de Janeiro pour faire de même. Dans la ville modèle, une expérience similaire a vu le jour dans la favela *Vila Osternack*. Le programme n'ayant aucun lien avec la réception de la Coupe du Monde de 2014, a cependant fait face à un manque d'efficacité. Le programme de sécurité sociale de la police militaire du *Paraná* se veut comme une version locale de l'Unité de Police Pacificatrice. Mais l'unique unité déployée à *Osternack* a enregistré dès le début de bons résultats jusqu'au retrait sans explications du programme, six mois plus tard. Si la sécurisation du territoire se répand dans de nombreuses villes brésiliennes, à Rio de Janeiro, son ampleur à l'occasion de la réception des méga-événements reste sans précédent.

Chapitre 2/ La construction d'un Brésil-Événement

2.1. Jeux Olympiques et Coupe du Monde, identité de phénomènes spatiaux

À la fin des années 2000, le Brésil est élu coup sur coup pays hôte des deux méga-événements sportifs les plus importants de la planète : la Coupe du Monde de football 2014 et les Jeux Olympiques 2016. Les comités organisateurs imposent aux villes hôtes des équipements et des infrastructures normés afin d'accueillir les compétitions et de gérer leur déroulement. Les deux méga-événements se rejoignent sur le fait d'être des compétitions mettant en avant des pratiques sportives et dont les éditions se déplacent de ville hôte en ville hôte. Ils se distinguent aussi par des logiques d'emprises et d'organisations spatiales qui prennent racine dans la spécificité des manifestations.

Des logiques d'organisations spatiales

Pendant la seconde moitié du 19ème siècle, l'Europe est marquée par d'importantes mutations économiques, sociales et politiques. La Révolution Industrielle est en plein essor et les Nations occidentales partent à la conquête du monde. L'Europe est cependant politiquement divisée par des conflits internes[91]. Dans un continent en mutation, les regards sont tournés vers l'avenir. Certains puisent dans le passé pour trouver des réponses, la mythologie et la culture grecque ayant toujours été une incroyable réserve d'inspiration pour les pays européens. La redécouverte du site d'Olympie par des archéologues allemands[92] entre 1875 et 1881 propulse dans l'air du temps l'idée de Jeux ancestraux réalisés tous les quatre ans.

De nombreuses tentatives de restauration des Olympiades sont menées bien avant les fouilles d'Olympie. En Grèce, en France, en Angleterre, en Suède et même aux États-Unis et au Canada, des épreuves dites « olympiques » et réservées aux citoyens du pays organisateur

[91] Les guerres d'indépendance italienne (1848- 1849, 1859, 1866), franco-allemandes (1870-1871) et gréco-turque (1897) marquent entre autres cette période.

[92] E. Curtius et F Adler obtiennent l'autorisation du gouvernement grec en 1874 de fouiller de façon exclusive pour l'Institut d'archéologie sur le site d'Olympie, leur permettant avec leur équipe de conduire des fouilles à grande échelle.

sont disputées. En 1890 se déroule à *Much Wenlock* en Angleterre des « *Olympian Games »,* cette fois ouverts à tous. Un certain Pierre de Coubertin, multiple champion de France de tir au pistolet est invité avec l'ambassadeur de Grèce à cet événement. Après y avoir planté un chêne, il reste marqué par la manifestation. Cet historien et pédagogue souhaite s'inspirer des exemples britanniques et américains concernant le sport scolaire pour rééduquer physiquement et moralement les futures élites de la Nation. Mais le corps enseignant et les parents d'élèves ne suivent pas. Afin de rendre le sport plus populaire, Pierre de Coubertin pense qu'il faut l'internationaliser (HILL, 1996). En 1894, au cours d'une séance solennelle de l'USFSA[93] à la Sorbonne, le rétablissement des Jeux Olympiques et leur fréquence quadriennale est proclamé. Le retour des Jeux n'est cependant pas uniquement inspiré des éditions antiques. Le renouveau du mouvement olympique est effectivement fortement influencé par l'actualité de cette fin du 19ème siècle. La défaite de la Grèce contre les turcs en 1897 et celle de la France contre les Allemands en 1870 incitent les gouvernements à réformer l'éducation de la jeunesse. La solution est de favoriser le sport et l'éducation physique pour endurcir les corps, fortifier les esprits et préparer la jeunesse pour la revanche (THIBAULT, 1987).

La première édition se déroule de façon symbolique à Athènes en 1896. À l'inverse des Jeux antiques, Pierre de Coubertin impose le nomadisme des compétitions. Ce choix devait permettre de réaliser son vœu d'internationalisation du sport et d'introduire la notion de compétition avec la ville-hôte précédente avec pour devise : faire mieux ! Ce sont les pays fondateurs du Mouvement Olympique qui accueillent de façon successive les six premières compétitions : 1896, Athènes ; 1900, Paris ; 1904, Saint-Louis ; 1908, Londres ; 1912 Stockholm et 1920, Anvers. Le rénovateur des Jeux Olympiques, en imposant un site différent pour chaque olympiade n'avait peut-être pas mesuré l'importance d'une décision qui engage le mouvement Olympique dans un processus de mondialisation (AUGUSTIN, 2004). À l'inverse des éditions modernes, les Jeux antiques ne sont pas nomades, la ville d'Olympie leur étant entièrement consacrée. Elle n'est pourtant pas désertée en dehors des compétitions puisque les sanctuaires accueillent de nombreux touristes et pèlerins. Avant et pendant chaque édition, une main d'œuvre supplémentaire est nécessaire pour remettre en état les installations.

[93] L'Union des Sociétés Françaises de Sports Athlétiques est une fédération sportive française omnisports fondée le 20 novembre 1887.

La *règle de l'itinérance* des Jeux actuels imposée par Coubertin a pour objectif d'assurer leur pérennité et leur universalité (CLASTRES, 2004). Un telle logique entraine dans les villes-hôtes la construction de nombreux équipements manquants pour le déroulement des compétitions. On construit des stades flambants neufs érigés sous les normes de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) et du Comité International Olympique (CIO). On améliore les liaisons entre les pôles d'équipements et on intervient sur les systèmes de transport de la ville. Dès lors, se pose la question de leur intégration dans le tissu urbain de la ville hôte, et du devenir sur le long terme de stades gigantesques, prévus pour faire face à l'affluence de spectateurs (SCHUT et TERRET, 2008 *in* MACHEMEHL et ROBÈNE, 2015). « Il est intéressant de remarquer qu'un très faible pourcentage de ces infrastructures est véritablement utilisé après l'événement» (BÉDART, AUGUSTIN, et DESNOILLES, 2012). Nombreux sont les cas « d'éléphants blancs » parmi les constructions, expression faisant référence aux animaux sacrés que s'offraient les princes indiens. Entre l'obligation de bien-traiter l'animal et l'interdiction de le faire travailler ; pour les princes les moins aisés, la possession d'un éléphant blanc pouvait vite devenir dispendieuse. À Montréal ou Athènes, les stades rapidement inutilisés après les Jeux Olympiques confirment le phénomène. Au Brésil, les très chers stades de *Manaus*, *Brasilia* ou *Cuiabá*, construits pour la Coupe du Monde 2014, sont encore loins d'être rentables et le public y est rare. De tels édifices s'avèrent plus coûteux que bénéfiques, tant l'exploitation et l'entretien deviennent des fardeaux financiers pour la ville (BALLER et SAAVEDRA, 2010).

Leur coût est le point le plus souvent pointé du doigt. En effet, même si Londres a fait le pari un an après les JO de 2012 de ranimer la flamme olympique dans le cœur de ses habitants en organisant un meeting anniversaire, de façon générale, les bilans économiques à long terme des villes olympiques ne sont pas toujours bons (FROT et GOORIS, 2015). Le plus emblématique est certainement le cas de Montréal. En 1976, un scandale financier olympique éclate. Le stade avait en effet atteint le prix astronomique de 1.5 milliard de dollars canadiens, une somme que les habitants de la métropole ont payé pendant trente ans. En 2006 les journaux québécois faisaient leur une avec l'exclamation « Le stade est payé ! » et une pointe d'amertume ; le projet initial prévoyant le paiement complet de toutes les infrastructures olympiques pour 1985.

Si aujourd'hui l'option d'un retour définitif des Jeux en Grèce est envisagée c'est parce que la mondialisation et la logique d'itinérance des Jeux Olympiques modernes multiplient les

désastres économiques et urbains dans les villes-hôtes. En 1980 déjà, le Conseil de l'Europe dans son compte rendu de la 32ème session réfléchissait aux perspectives d'avenir des Jeux Olympiques.

> *« Lorsque l'on décida, au siècle dernier, de faire renaître les Jeux Olympiques, on oublia que, dans la Grèce antique, ils se tenaient toujours en un même lieu consacré à cette seule fin. Ou bien, si l'on oublia pas, on jugea bon d'innover, croyant par-là affirmer la vocation universelle de l'institution, or les problèmes actuels sont, pour une grande part, liés au caractère itinérant des Jeux »* (*COUNCIL OF EUROPE - PARLIAMENTARY ASSEMBLY - THIRTY-SECOND ORDINARY SESSION (Second Part)* 1980).

La critique est sévère mais inspirera à Constantin Karamanlis, alors Premier ministre de la République grecque, pour proposer le retour des épreuves olympiques en Grèce, une idée qui ne restera qu'une réflexion sans conséquences.

Suite aux inquiétudes manifestées par plusieurs Nations quant aux coûts exorbitants de l'organisation des Jeux, le CIO rend possible en 2014 les candidatures conjointes. Cette évolution fait suite aux Jeux d'hiver de Sotchi. Avec un budget de 51 milliards de dollars, ils ont conduit au retrait de candidatures de certaines villes pour les Jeux 2022. Le CIO accepte dès lors que les épreuves se tiennent dans une autre ville du même pays ou dans un pays limitrophe. Le caractère itinérant des Jeux Olympiques dans les métropoles de la planète dessine sa propre carte du monde avec un principe officieux de localisation, celui de l'alternance des continents. La règle s'est établie au fil de l'histoire olympique moderne. Jusqu'alors, seules des villes européennes et américaines étaient hôtes des compétitions. L'idée d'une rotation se met peu à peu en place afin d'universaliser davantage le sport et les disciplines concernées par les JO. Elle demeure néanmoins souvent tacite et fait l'objet de plusieurs exceptions. La règle bénéficiera néanmoins aux pays émergents, alors longtemps absents des villes candidates et des lauréats.

La règle de l'alternance des continents est officieuse pour les Jeux Olympiques ; elle est pleinement assumée après la seconde guerre mondiale en ce qui concerne la Coupe du Monde de Football. L'intention est d'éviter le boycott de certaines nations. La raison peut surprendre

mais elle prend pourtant racine dans la réalité footballistique de cette moitié de siècle. La compétition nait en 1904 lors de la création de la FIFA. Deux ans plus tard, la première édition censée se dérouler en Suisse ne voit pas le jour, faute de confirmation de participation de la part des seize sélections invitées. Après une longue lutte pour ne pas reconnaitre les compétitions de football des Jeux Olympiques, le projet d'un Mondial de Football est adopté par la FIFA en 1928 à Amsterdam. L'Uruguay, double champion olympique en titre est désigné en 1930 comme premier pays-hôte. Treize pays participent à cette première édition : Argentine, Belgique, Brésil, Bolivie, Chili, États-Unis, France, Mexique, Paraguay, Pérou, Roumanie, Uruguay Yougoslavie. Seulement quatre nations européennes sont présentes car de nombreux pays ne souhaitaient pas effectuer la traversée en bateau. La finale de la compétition voit l'Uruguay, pays-hôte triompher 4-2 face à l'Argentine.

Les deux éditions suivantes en Europe, sont caractérisée par un contexte politique tendu. En 1934, la Coupe du Monde a lieu en Italie. Deux stades portent des noms évocateurs : le stade du parti fasciste à Rome et le stade Mussolini à Turin. Le Président de la Fédération Italienne de football déclare alors que « le but ultime de la manifestation sera de montrer à l'univers ce qu'est l'idéal fasciste du sport » (Réseau vivre au présent, 2006, p.1). L'affiche de la compétition montre un athlète au bras tendu. Pour ce régime politique, l'organisation de la Coupe du Monde se révèle être une opération de propagande. Non seulement de nombreuses Nations vont rendre hommage à l'Italie fasciste et à son chef (Argentine, Autriche, Brasil, Espagne, France, Pays-Bas, Suisse) mais, la victoire du pays organisateur devient aussi un tremplin pour la célébration de l'idéologie nationale. La Coupe du Monde 1934 est un outil politique qui aura permis de banaliser le régime fasciste (WAHL, 2004). Légitimé par cette manifestation internationale, Mussolini devient aux yeux de nombreux pays étrangers un dirigeant politique acceptable.

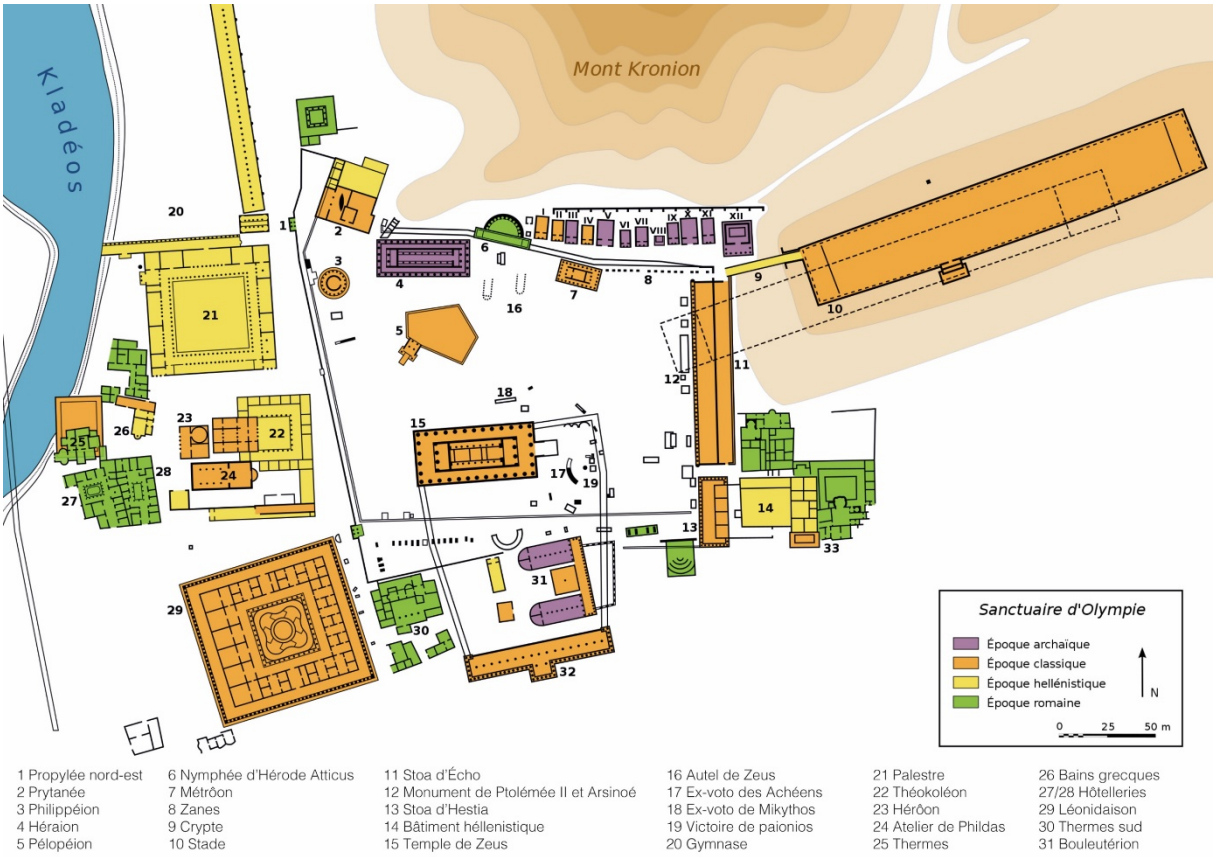
Quatre ans plus tard, la Fifa choisi la France comme pays organisateur dans un climat politique européen toujours marqué par les dictatures. En Espagne, le général Franco impose son autoritarisme alors que l'Allemagne nazie annexe l'Autriche. La compétition sert une fois de plus de vitrine au fascisme. Les juifs en sont exclus et les symboles du fascisme italien acclamés. Dans ce contexte, de nombreux pays d'Amérique boycottent les compétitions, une décision confortée par le prix de la traversée de l'Atlantique et la rancune nourrie de l'édition de 1930 lorsque peu de pays européens avaient accepté l'invitation de se rendre en Uruguay. Seul le Brésil parvient à financer son voyage grâce à une tombola nationale. L'Angleterre,

berceau du football, boude quant à elle toujours la compétition qu'elle méprise depuis sa création. Afin d'éviter de nouveaux boycotts, la FIFA vote l'alternance des continents légitimant encore davantage son caractère nomade. La logique d'itinérance est alors une caractéristique géopolitique commune des Mondiaux de football et des Jeux Olympiques. Cependant, les deux nécessitent des équipements et infrastructures différents.

Les activités sportives s'inscrivent dans les territoires et ont une composante spatiale évidente et originale. La Coupe du Monde de football est organisée à partir d'un sport unique dans plusieurs villes du pays-hôte. Les JO proposent plusieurs disciplines centralisées dans une ville unique. En termes de quantité d'équipements, les besoins diffèrent également. Alors que les matchs de football de la Coupe du Monde ne requièrent que des stades, les Olympiades demandent des équipements plus nombreux pour accueillir les disciplines sportives, équipements sont de plus en plus dispersés dans l'espace métropolitain ou sur d'autres sites. Cela n'a pas toujours été le cas.

En 776 de notre ère, moment où les Jeux Olympiques connaissent une organisation régulière tous les quatre ans au solstice d'été, les compétitions se déroulent dans un site unique : Olympie. Les sports proposés, différents des éditions modernes, sont tout de même nombreux et nécessitent déjà des infrastructures adaptées et multiples. Dans ce lieu sacré où la lutte de la jeunesse est offerte aux dieux, les compétitions sont liées à la religion et des cérémonies sont régulièrement menées autour des temples élevés sur la colline. L'organisation spatiale d'Olympie est placée sous le signe de l'efficacité (fig. 16). Le site est entouré d'une muraille de 2000 mètres de long. À l'extérieur de l'enceinte sont dispersés les lieux d'hôtellerie pour les visiteurs, le *prytanée,* foyer étatique où se trouve la flamme de la cité et où se réunissent les hommes politiques, le *bouleutérion* où les athlètes prononcent le serment olympique, le *gymnase*, le *stade* et l'*hippodrome* où se déroulent les compétitions. La place des spectateurs est prévue dans gradins taillés dans la montagne et accueillent près de 40 000 personnes.

Figure 16 - Organisation spatiale du site d'Olympie



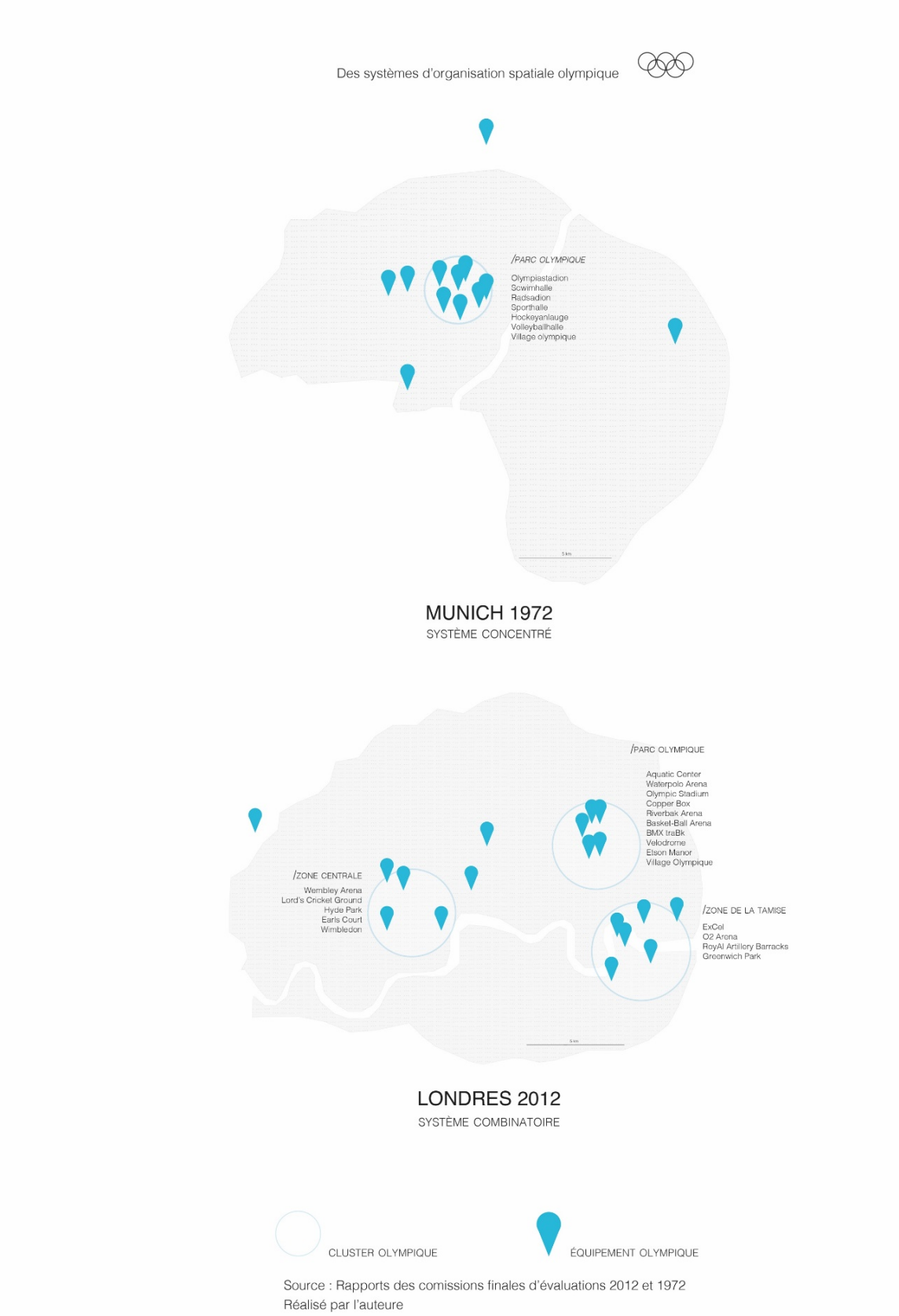
N. Kaltsas, Olympia, Athènes, 2004 (3ème éd.), fig. 14, p. 16_17.

Dans l'antiquité, les infrastructures olympiques, multiples, sont installées dans une ville unique de façon compacte. Désormais, le territoire et l'espace des Olympiades modernes sont plus complexe avec plusieurs variantes (TRAGANOU, 2016). Certains Jeux Olympiques ont adopté un modèle concentré, analogue à celui de l'ancienne Olympie, où les installations sont regroupées dans une enclave spécifique. C'est ce modèle que l'on peut principalement observer dans certaines villes-hôtes des débuts des Jeux Olympiques modernes et qui est également inhérent à l'idée de « Parc Olympique ». Des villes comme Pékin pour les Jeux de 2008 ou encore Munich en 1972 ont adopté cette organisation spatiale (fig. 17).

Un autre modèle émerge à la fin du 20ème siècle, celui des sites décentralisés ou regroupés dans plusieurs zones comme ce fut le cas à Barcelone pour les Jeux de 1992. Mais dans la plupart des éditions récentes, les modèles sont combinés. La ville d'Athènes l'a utilisé pour les Jeux de 2004, qui comprenaient à la fois des complexes sportifs et des sites répartis dans toute la ville, voire dans d'autres villes (TRAGANOU, 2016). À l'image d'Athènes, les organisateurs du Londres 2012 avaient fait le choix de diviser le Grand Londres en trois zones urbaines

(clusters) afin d'y installer les équipements pour recevoir les compétitions (fig. 17). Plusieurs sites sont disséminés dans la capitale et Stratford dans la banlieue devient l'épicentre de l'événement (APPERT, 2012). Deux autres noyaux ont été créés : la zone de la Tamise qui accueillait quatorze disciplines et le noyau central avec six disciplines. Ce modèle est également celui adopté par Rio de Janeiro pour les Olympiades de 2016.

Figure 17 – Des systèmes d'organisation spatiale concentré et combinés



Source : Rapports des comissions finales d'évaluations 2012 et 1972
Réalisé par l'auteure

© Caroline Chabot

Pour la Coupe du Monde, la FIFA impose le choix d'une dizaine de villes hôtes afin que les matches puissent entrer dans le calendrier de la compétition. Les stades et villes retenus doivent de plus répondre aux normes strictes de la FIFA. Les exigences sont draconiennes, de telle sorte qu'il « est pratiquement impossible de « récupérer » d'anciens stades. Il va de soi que la FIFA a quant à elle, un cahier des charges très précis pour la réalisation de tels projets, comprenant l'indication de cabinets d'ingénieurs, d'architectes et souvent d'entreprises qui lui sont « associées » » (WHITAKER, 2013). Les différentes disciplines sportives nécessitent pour leur pratique une standardisation des lieux et des équipements, des espaces dépourvus d'incertitudes internes (PARLEBAS, 1999). Dans la majorité des cas, pour répondre aux normes, la construction de nouveaux équipements à prix d'or est la règle, afin d'atteindre le nombre de places pour le public exigé par le Comité.

Les lieux où l'on pratique le sport lors de méga-événements ne sont pas uniquement voués aux athlètes, mais désormais conçus de façon à accueillir un public de plus en plus nombreux. Le déplacement d'un grand nombre de spectateurs engendre dès lors de nouveaux besoins : transporter le public, le loger et lui offrir des services. Autant d'éléments qu'il faut anticiper et qui doivent être organisés par les entrepreneurs privés et publics (PRAICHEUX, 1998) : « L'un des aspects de cet urbanisme de circonstance est le fait que les stades réclament également des services importants de transport pour emmener les supporters aux matchs, les comités organisateurs ayant établi des critères draconiens en ce sens. Ainsi, les chantiers sont généralement associés à la construction de nouvelles lignes de métro ou d'autres types de transports rapides » (WHITAKER, 2013, p.130). Des projets qui par leur importance sont désormais devenus de véritables « catalyseurs de développement urbain ».

Des catalyseurs de développement urbain

À quelques mois de la Coupe du Monde 2014, le Brésil mène une course contre la montre pour terminer à temps les principales infrastructures et se prépare à encourager son équipe nationale pour remporter un sixième titre mondial. En dépit des nombreuses critiques, le ministre des sports brésilien Aldo Rebelo annonce que « même si le Brésil ne remporte pas

nécessairement la Coupe du Monde, elle célèbrera le passage d'un ouragan de développement qui laissera des traces bénéfiques, un héritage incommensurable »[94]

Avec les années Lula, le Brésil commençait à guérir de certains de ses maux : injustice, racisme, violence, forte inégalité sociale. La pauvreté reculait de 20% grâce à une politique de redistribution (AURENCHE, SOULAGE, et SAVARD, 2012). On assistait alors à la naissance d'une Nation en quête d'un rôle de plus en plus actif sur la scène internationale, qui demandait un siège à l'ONU et se proposait comme médiateur pour les conflits en Haïti, en Iran ou encore en Palestine. Malgré les nombreuses avancées, du point de vue du développement urbain, le pays accusait encore un certain retard. Le Brésil, en candidatant à la réception de méga-événements sportifs internationaux a alors nourri l'espoir de profiter de leurs effets de « catalyseurs urbains », c'est-à-dire une amplification en un temps court du progrès économique et social.

La notion de « catalyseurs de développement » a été largement discutée par la communauté scientifique. Pour les géographes John et Margaret Gold (2016), les méga-événements sont intégrés à de grands projets de développement urbain. Des propos appuyés par les géographes et politologues Greg Andranovich, Matthew Burbank et Charles Heying (2001). Ils mettent en évidence que « la stratégie des méga-événements » implique la recherche d'un événement de haut niveau pour servir de stimulant et de justification au développement local. À travers l'exemple de trois villes américaines ayant une expérience olympique contemporaine : Los Angeles (1984), Atlanta (1996) et Salt Lake City (2002), ils analysent ainsi les approches adoptées par chacune pour donner une impulsion à son développement local.

Dès lors, l'importance des transformations urbaines générées par l'intégration des méga-événements dans les grands projets urbains mène de nombreux chercheurs à analyser les Jeux Olympiques et la Coupe du Monde à travers les critères initialement utilisés pour l'étude d'importantes opérations d'aménagement (KASSENS-NOOR, 2012 ; PREUSS, 2007). La sociologie s'empare de la notion de « catalyseur de développement urbain » avec les travaux de Maurice Roche (2006). Il voit dans les Jeux Olympiques ou dans les expositions universelles, l'occasion de partenariats entre des acteurs publics et privés ayant pour but d'affirmer et de

[94] Extrait d'un texte du Ministre des sports brésilien Aldo Rebelo, publié dans le journal *Valor Economico* du 19 décembre 2013. http://www.copa2014.gov.br/pt-br/noticia/artigo-a-passagem-de-um-furacao-desenvolvimentista-por-aldo-rebelo.

développer certains lieux par le biais de manifestations ayant des portées médiatiques et symboliques mondiales. Deux autres auteurs inscrivent leur travail dans ce courant de pensée : Michael Hall (2006) et Harry Hiller (2013). Ils réaffirment que les Jeux Olympiques sont, de par leurs exigences structurelles, un important vecteur de développement urbain. Ils ajoutent que les méga-événements doivent être associés au domaine économique par l'attraction touristique et de positionnement stratégique sur la scène internationale qu'ils génèrent. Harry Hiller (2013) déplace le regard habituel sur les études olympiques qui ont tendance à regarder les Jeux du point de vue d'un étranger. Il met l'accent sur les dynamiques populaires au sein de la ville hôte qui influencent les effets de catalyseurs : le soutien, les oppositions ou même l'indifférence.

L'économie s'empare de la notion au début des années 2000 en affirmant que les méga-événements, par leur poids structurel amènent dans certains cas à un redéveloppement urbain par l'intermédiaire de la construction et de l'aménagement d'équipements ayant une visée post-événement (GRATTON, SHIBLI, et COLEMAN, 2005). Selon les auteurs, les méga-événements et principalement les Jeux Olympiques, par des processus de planifications clairs et adaptés aux besoins territoriaux, seraient de réels « catalyseurs urbains ».

Les investissements et les transformations se concentrent généralement sur deux domaines clés : la construction d'infrastructures viaires et d'équipements. Les villes hôte rénovent à coup de bulldozer leurs territoires. Des transformations qui prennent trois directions non exclusives : premièrement, le renforcement des centralités existantes des métropoles à l'image du Parc Olympique d'Atlanta 1996 pour dynamiser le centre-ville. Deuxièmement, la rénovation ou la revitalisation de centres en décomposition dans les villes hôtes. Troisièmement, la création de nouvelles centralités grâce aux investissements dans des zones spécifiques des villes hôtes comme ce fut le cas à Rio de Janeiro pour les Jeux de 2016 et la promotion d'un nouveau quartier : *Barra da Tijuca* (SANTOS JUNIOR, 2015). De Rio à Barcelone en passant par Pékin, nombreuses sont les villes à avoir utilisé les méga-événements sportifs pour entamer et accélérer leur mutation, des projets qui « mettent alors en œuvre des innovations qui laissent pour longtemps les traces d'une célébrité éphémère » (AUGUSTIN et GILLON, 2004, p.154). C'est cet espoir qui enclenche ainsi les candidatures de nombreuses villes. Les arguments favorables reposent aujourd'hui sur une notion clé, celle de l'« héritage » positif que les méga-événements sont censés laisser à la ville qui les héberge. Le critère est

devenu crucial pour le CIO et la FIFA lors du choix des villes-hôte. Stades, installations sportives, quartiers de logements (originellement destinés aux athlètes), et surtout de nouvelles infrastructures de transport sont généralement présentés comme un gain très important au profit de la ville. (WHITAKER, 2013).

L'héritage est dans tous les discours. Il n'existe plus aujourd'hui un dossier de candidature sans qu'il ne soit mentionné. Dans les rapports de la commission d'évaluation du CIO pour les Jeux, « l'héritage » des projets candidats est une catégorie à part entière. Le dossier de New York pour les Olympiades de 2012 mentionne que si les Jeux Olympiques jouent un rôle de catalyseur pour accélérer la revitalisation des rivages de la ville, il permettrait aussi à long terme de « fournir plus de logements, plus d'emplois et plus d'installations sportives pour les résidents des cinq arrondissements de la ville. » (COMITÉ INTERNAITONAL OLYMPIQUE, 2005, p.30). Plus que des legs en termes d'équipements sportifs et de diffusion de certaines disciplines, l'héritage des méga-événements sportifs annoncé par les organisateurs se veut économique et social. Il participe désormais à la création de nouvelles conditions de production, de circulation et de consommation qui profitent à de nombreux citoyens » (NINNIN, ZALUAR, et BARCELLOS, 2016).

Les méga-événements actuels transforment sensiblement la trame urbaine des métropoles ; cela n'a cependant pas toujours été le cas. Jusque dans les années 1930, les Jeux Olympiques et les Mondiaux de Football n'ont laissé que très peu de traces sur le paysage urbain. En 1932, la ville de Los Angeles tire parti des Jeux pour relancer l'économie locale et construit le premier village olympique avec des habitations conçues comme des logements permanents. Le village comprend de 500 à 600 maisons, comporte une poste, plusieurs services pour les athlètes, un amphithéâtre, un hôpital et une banque.

Dans les années 1970, le lien entre organisation d'événements sportifs internationaux et l'aménagement de l'espace urbain prend une autre ampleur, plus manifeste, grâce à la construction d'installations sportives dans les quartiers centraux, en vue de redynamiser les centres villes. L'emplacement du Parc Olympique réalisé à Montréal pour les Jeux de 1976 a en effet été choisi dans un premier temps selon une logique électoraliste[95] mais a été couplé à une stratégie de renforcement économique et urbain du Centre-Est de la ville (ROULT et

[95] Il s'agit de la circonscription du Maire de la ville, Jean Drapeau.

LEFEBVRE, 2012). Dix années plus tard, le Comité International Olympique associe progressivement le secteur privé à la promotion des Jeux. Envisager l'organisation de méga-événements comme une partie intégrante d'une stratégie d'urbanisme visant à repositionner les villes-hôtes dans une économie en voie de mondialisation, devient la conception prédominante des années 1990. Les Jeux Olympiques de Barcelone en 1992 sont l'apogée de cette tendance. Les Jeux ont, à cette occasion, un double objectif ; celui de moderniser l'infrastructure et de promouvoir une image de la ville, privilégiant une architecture innovante et d'inspiration internationale. La métropole édifie des monuments symboles s'inscrivant dans un urbanisme d'images (AUGUSTIN, 2008). Le Palau Sant Jordi en est l'exemple typique (fig.18). Imaginé par l'architecte japonais Arata Isozaki, l'enceinte sportive multifonctionnelle est considérée comme le joyau de « l'anneau Olympique de Montjuïc », centre des Olympiades. Il est qualifié de chef d'œuvre de l'architecture et de l'ingénierie moderne. Sa structure et les matériels mécanisés lui donnent en effet une grande flexibilité lui permettant de s'adapter à de nombreux événements.

Figure 18 - Palau Sant Jordi de Barcelone

Joan Miquel Blanco

Selon l'urbaniste Oriol Buhigas, le secret de la réussite urbaine des Jeux de Barcelone « fut de penser l'événement comme une métamorphose urbanistique intégrale et non comme la mise en place d'une vitrine temporaire »[96]. Dans la capitale catalane, les aménagements ont été entrepris dans une logique de développement durable et d'un urbanisme profitant aux entreprises locales. Une visibilité qui sera pour la ville le point de départ du lancement de sa station touristique internationale (MACHEMEHL et ROBÈNE, 2015). Aujourd'hui encore, ces deux considérations sont prédominantes, à divers degrés, quant aux relations entre les méga-événements sportifs et la dynamique des villes ou pays hôtes.

Alors que de nombreux chercheurs citent les effets de leviers urbains comme principal avantage des villes-hôtes, la géographe Eva Kassens-Noor (2012) remet en question cette affirmation. Selon elle, « les rêves de transport pour mettre en scène les « Jeux parfaits » du CIO et des gouvernements des villes hôtes ont conduit à des réalités urbaines qui diffèrent considérablement du développement que la ville avait entrepris avant de remporter la candidature olympique ». C'est donc l'influence du CIO qui détermine les héritages des Jeux. À travers les exemples de Barcelone 1992, Atlanta 1996, Sydney 2000 et Athènes 2004, l'auteure pose son regard sur les raisons pour lesquelles les villes olympiques ont ou n'ont pas les héritages urbains qu'elles souhaitaient.

De nombreux auteurs évoquent les dangers et les limites de l'utilisation des méga-événements pour développer les territoires. L'ouvrage « *Mega-project and Risk : an anatomy of ambition* » de Bent Flyvbjerg, Nils Bruzelius et Werner Rothengatter (2003) est une référence en la matière. Les auteurs exposent l'omniprésence de la désinformation dans la planification des grands projets de construction pour justifier leur mise en œuvre. À travers de nombreux cas d'étude, ils montrent la sous-estimation des coûts, la surestimation des gains, la sous-évaluation des impacts environnementaux, et la surévaluation des effets de développement économique. Ils concluent en disant que « les méga-projets sont régulièrement des opérations risquées, où le risque est caché aux députés, aux contribuables et aux investisseurs ». Selon eux, le premier problème, qui est aussi le principal danger potentiel, est l'écart éventuel entre les besoins locaux en infrastructures et les exigences des

[96] Article du journal Libération du 10 juillet 2017. http://www.liberation.fr/sports/2017/07/10/jo-de-barcelone-une-metamorphose-historique_1582939.

comités organisateurs (CIO, FIFA). Un risque encore plus patent lorsque les méga-événements sont organisés dans des pays en voie de développement où les inégalités socio-spatiales sont déjà importantes. Dans la continuité, Andrew Smith (2012), en prenant appui sur les Jeux Olympiques, la Coupe du Monde et les Jeux du Commonwealth affirme que si les méga-événements sont un levier dans les stratégies de régénération des villes, cependant, il est selon lui assez facile de succomber à l'euphorie des méga-événements en planifiant des équipements exceptionnels et spectaculaires, mais totalement déconnectés des réalités et besoins locaux. En analysant les Jeux du Commonwealth de 1998 à Kuala Lumpur, l'américain Michael Silk (2002), affirme que le décalage entre les besoins réels en termes d'infrastructure viaires et d'équipements et les méga-projets liés aux méga-événements multiplient les risques que ceux-ci deviennent des « éléphants blancs ».

Plutôt que de parler « d'éléphants blanc » Anne Marie Broudehoux en se basant sur l'article de Haughton Graham (1999) « *Trojan horse or White Elephant ? The contested bigraphy of the life and times of the Leeds development coporation* » qualifie les méga-événements de « chevaux de Troie » (BROUDEHOUX, 2017) empruntant alors l'image à la mythologie grecque. Après avoir assiégé la ville de Troie pendant dix années, les grecs ont l'idée d'une ruse pour s'emparer de la ville. Ils construisent un cheval de bois dans lequel se cache un groupe de soldats. Un espion grec réussissant à convaincre les Troyens d'accepter l'offrande, le cheval est tiré dans l'enceinte de la ville et célébré par la population. Lorsque les habitants s'endorment les grecs sortent du cheval et ouvrent les portes, permettant au reste de l'armée d'entrer et de piller la ville. À l'image de la mythologie grecque, l'auteure démontre que les méga-événements accueillis comme une fête par les villes hôte permettent de réaliser des projets urbains qui ne seraient pas acceptés dans un autre contexte, engageant parfois les villes ou Nations dans des désastres économiques et sociaux. Les travaux régulièrement réalisés dans l'urgence permettent alors d'aller outre un certain nombre d'oppositions aux transformations, concernant les éléments patrimoniaux ou les usages de ces espaces (BROUDEHOUX, 2017). Une urgence qui d'après Marie Gravari-Barbas et Sebastien Jacquot (2007, p.7) « est une façon d'imposer un projet urbanistique contesté, qui passe malgré la mobilisation d'universitaires respectés ».

Alors que la plupart des recherches sur les méga-événements se sont longtemps concentrées sur les expériences occidentales, leur récente trajectoire vers les pays du Sud a amené la

communauté scientifique à mettre à jour ses analyses. Le Sud-Africain Brij Maharaj (2015) s'intéresse avec une référence spécifique aux Jeux du Commonwealth de 2010 à New Dehli et la réception de la Coupe du Monde de football en 2010 en Afrique du Sud. Il montre que malgré les avantages en termes d'infrastructures et d'équipements, les expériences indiennes et Sud-Africaines ont profité d'abord aux populations les plus privilégiées au détriment des plus défavorisées. L'auteur parle ainsi de nombreuses expulsions et de violations des droits de l'homme en lien avec les travaux événementiels. Les résultats des méga-événements urbains sont parfois à la hauteur des moyens mis en œuvre comme ce fut le cas pour Barcelone et sa transformation urbaine pour 1992, mais « le débat concernant l'efficacité économique et urbaine reste cependant ouvert et certains ont évoqué le " complexe Cendrillon " pour rappeler qu'une fois la fête terminée, la ville ne conservait pas les atouts de sa splendeur »(AUGUSTIN, 2008, p.35).

Qu'ils soient acceptés ou non par la population les projets des villes-hôte ont fortement contribué à la création et à la valorisation des territoires. Afin d'obtenir l'investiture par les Comités Organisateurs (CIO, FIFA), les villes et les Nations s'affrontent désormais à travers des projets qui dépassent largement le cadre sportif. La mise en scène des méga-événements sportifs est devenue de toute évidence, le principal enjeu de ces manifestations. Chaque ville hôte cherche à surpasser celles qui l'ont précédées par la création de monuments de spectacles plus éblouissants les uns que les autres (BROUDEHOUX, 2007). Le Brésil a saisi l'intérêt des méga-événements, des occasions pour s'affirmer davantage sur la scène internationale.

2.2. Vitrine de villes compétitives

S'affirmer sur la scène internationale

> *« Je crois sincèrement que l'heure du Brésil a sonné. Le Brésil fait partie des dix premières économies mondiales et est le seul pays à ne pas avoir organisé de Jeux Olympiques et Paralympiques. Parmi les pays aujourd'hui en compétition pour l'organisation des Jeux, nous sommes les seuls à ne pas avoir eu cet honneur. Pour les autres, ce serait une édition de Jeux en plus. Pour nous, ce serait une opportunité sans précédent qui stimulera l'amour propre des brésiliens, qui rendra plus solides nos réussites récentes et qui en inspirera de nouvelles »*[97].

C'est ainsi que le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, termine en 2009 son discours pour défendre la candidature brésilienne et la ville de Rio de Janeiro à Copenhague. Plus que la promotion d'une ville, son discours soutient la candidature d'une Nation voire d'un peuple. Il y a aussi la volonté profonde de faire entrer les métropoles brésiliennes dans le club fermé des « villes globales » (SASSEN, 2013) grâce aux méga-événements.

Considéré comme un « pays du tiers monde » dans les années 1950-1960, le Brésil devient un « nouveau pays industriel » (NPI) dans les années 1970, puis un « pays à bas salaires et à capacité technologique » (PBSCT), avant d'être emblématique des « pays émergeants » dans les années 2000, appuyé par un Produit Intérieur Brut (PIB) croissant, et une place de plus en plus importante dans le commerce international et les investissements étrangers. L'expression souligne le passage de « puissance régionale » à celui d' « acteur global » dans une contexte mondialisé (COSTA, 2012). Les pays émergeants, à la différence des pays développés n'ont pas encore atteint un stade équilibré de développement, en raison de structures institutionnelles faibles, de politiques publiques hésitantes et d'importantes inégalités sociales (DROULERS, 2016).

Classé au huitième rang des puissances économiques mondiales en 2008 puis sixième en 2011 juste derrière la France, le géant d'Amérique Latine s'est hissé au niveau des plus grandes

[97] Extrait du discours du Président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, le 2 octobre 2009, à Copenhague, lors de la présentation des quatre candidatures pour l'organisation des JO de 2016.

puissances de la planète en un temps record. Cependant, des retards de développement persistent, et le Brésil, en pleine croissance économique à la fin des années 2000 accuse une 84ème place sur l'échiquier mondial du point de vue de l'Indice de développement humain (IDH). Pour trouver sa place sur la scène internationale, il est à la recherche d'un projet stratégique d'ensemble. En ce sens, le pays a fait le pari de miser sur les méga-événement internationaux, dont la promotion s'appuie sur l'idée de permettre le développement des pays hôtes (GRIX et LEE, 2013). Pour le Brésil, l'intérêt est double. Dans les nombreuses études réalisées sur ces compétitions dans les pays du Sud, deux arguments se dégagent. En premier, l'héritage des méga-événements stimule l'économie nationale. Un héritage largement mis en avant dans les travaux de Jorge de LaBarre (2013) qui sur le cas brésilien et la ville de Rio de Janeiro, montre que cette notion a été au cœur du programme politique du maire Eduardo Paes pendant les élections de 2012. Deuxièmement, il y a la possibilité pour les Nations émergentes de devenir « centrales » sur la scène internationale (GRIX et LEE, 2013). Les méga-événements focalisent médiatiquement l'attention sur une ville ou un pays. Cette combinaison d'unité de temps et d'unité d'action offre à la ville et au pays choisis une visibilité qu'aucun autre événement n'est susceptible de proposer » (AUGUSTIN et GILLON, 2004, p.304).

Un tel impact médiatique explique alors le combat des villes pour recevoir les méga-événements. Les premiers Jeux Olympiques n'ont cependant connu qu'un succès médiatique très limité. Plusieurs éditions ont été éclipsées par les expositions universelles, et les médias de l'époque en ont peu parlé. Le développement de la radio, du cinéma puis surtout de la télévision change la donne par des retransmissions à l'échelle planétaire. En 1936, pour la première fois, en plus des quelques propriétaires possédant une télévision, près de 150 000 personnes profitent du spectacle devant 25 grands écrans dans Berlin et sa région[98]. En 1960, les estimations annoncent un chiffre de 200 millions de téléspectateurs sur la planète pour les Jeux de Rome. Ils seront 900 millions pour Munich en 1972 et plus de 2 milliards à Sydney en l'an 2000. Les records ne sont pas que sportifs. Dans le monde médiatique, le nombre d'heures de diffusion, le nombre de journalistes et les coûts d'exclusivité de retransmissions sont toujours plus élevés. L'image de la ville-hôte est alors diffusée à l'échelle planétaire, touchant à chaque édition de plus en plus de d'individus, une aubaine pour la ville-hôte

98

Obtenir l'organisation d'un méga-événement sportif est considéré comme une victoire. Si l'on en croit le nombre de villes qui se portent candidates, il s'agirait d'une bonne affaire pour la ville-hôte, pour la région, pour le pays. Neuf villes ont ainsi officiellement candidaté à l'organisation des JO de 2012 finalement attribués à Londres. Il n'est pourtant pas inutile de rappeler qu'en un temps pas si éloigné encore, le Comité International Olympique était plutôt à la recherche de candidats (JUNOD, 2010).

Les méga-événements sportifs internationaux sont un moyen d'affirmation géopolitique des Nations. Ainsi, participer au sport mondial, c'est exister sur la scène internationale. Organiser un méga-événement vaut pour sa part, reconnaissance et acceptation dans le cercle plus restreint des puissances mondiales. Révélant la capacité économique, financière, touristique, technologique et organisationnelle des États, ils montrent une image positive et festive du pays, tout en diffusant son mode de vie, sa culture, son ouverture au monde. Pendant des siècles, Empires et États se sont affrontés dans des confrontations guerrières pour mesurer leur puissance respective. Les méga-événements sportifs actuels euphémisent quant à eux les rapports de force (GILLON, GROSJEAN, et RAVENEL, 2010). En effet, « si la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens, l'organisation des Jeux Olympiques est alors la poursuite de la guerre par des moyens pacifiques » (CLAUSEWITZ, 2006, p.5).

Organiser un méga-événement est efficace pour s'affirmer sur la scène internationale. Le Qatar l'a bien compris. Etat indépendant depuis 1971, sa richesse vient de la production de pétrole. Ancré dans une zone géopolitiquement instable, le nouvel émir, Cheikh Hamad souhaite compenser les faiblesses de son emplacement géographique par une politique dite de « visibilité ». L'ambition est de se faire connaitre, au travers d'événements sportifs internationaux, par l'achat de club étrangers, ou encore par l'accueil de stars internationales (ABIS, 2013). « Le sport est le moyen le plus rapide de délivrer un message et d'assurer la promotion d'un pays. Quand on vous dit « Proche-Orient », vous pensez tout de suite « terroristes », pas vrai ? Eh bien, nos dirigeants veulent que le Qatar ait bonne réputation[99] » disait en 2005 le Directeur de la communication du pays.

[99] Journal du Dimanche, Paris, 15 février 2004, M. Al-Mulla, Directeur de la Communication du Qatar. In « Une lecture géopolitique du système olympique. Pascal Gillon, Annales de la géographie, 2011/4 n°680, p446.

Pourquoi un tel pari ? Un pays qui brille par les performances de ses athlètes ou par l'organisation réussie de grandes compétitions sportives brillera au sein du « concert des Nations », supplantant leur faiblesse sur le plan géopolitique ou historique. Pour l'image d'une ville ou d'une Nation, les méga-événements sont des supports stratégiques dont les effets s'exercent à plusieurs échelles. Ils sont l'occasion de repositionner les capitales mondiales en tant que « villes modernes » (ZHANG et ZHAO, 2009). Une opportunité qui depuis quelques années est utilisée par les villes des pays émergents. En effet, « si les pays riches restent en partie maîtres du jeu, les pays en développement, mieux représentés dans les instances internationales y trouvent l'occasion de faire entendre leur voix et de rappeler au monde que toutes les épreuves ne doivent pas se jouer seulement dans la cour des grands » (…) « Les méga-événements confèrent ainsi aux pays du Sud une part d'audience internationale qu'ils ne peuvent encore acquérir dans d'autres domaines » (AUGUSTIN et GILLON, 2004, p.155). Au Brésil comme dans le reste du monde, la volonté de s'afficher sur la scène internationale conduit les villes-candidates à se livrer à une véritable bataille en jouant sur leurs spécificités par une maitrise de plus en plus accrue du marketing urbain.

Sortir son épingle du jeu : marketing urbain et spécificité

Être sélectionné par le CIO ou la FIFA et recevoir un méga-événement est un parcours semé d'embuches. La ville candidate doit convaincre sur le plan technique par sa capacité à accueillir avec succès un événement d'envergure internationale (MACHEMEHL et ROBÈNE, 2015) Les règles de la candidature sont fixées par le comité organisateur qui mobilisent un comité d'organisation local et national pendant plusieurs années. Celui-ci porte un dossier qui prévoit la réalisation d'équipements et d'infrastructures de transport ainsi que la gestion de l'événement dans un cadre juridiquement contraignant.

Les comités organisateurs contrôlent et évaluent de nombreux domaines : la qualité des installations prévues, les infrastructures de transport et de communication, l'attractivité de la ville et la réceptivité des habitants à recevoir l'événement. Charly Machemehl et Luc Robène montrent qu'afin de tirer son épingle du jeu, la démarche de candidature relève du marketing urbain, c'est-à-dire à « convaincre de la singularité et de la qualité d'un territoire » (MACHEMEHL et ROBÈNE, 2015, p.12). À grand renfort de récits et d'images simulant le futur

de la cité à l'heure de l'événement, la ville est présenstée sous son meilleur jour. La lutte pour une « bonne » image est la conséquence de la concurrence de plus en plus exacerbée entre les villes, les régions et les pays, suggérant dès lors la réputation et la spécificité de l'identité de l'offre (PASQUINELLI, 2014).

Les intenses campagnes de communication menées visent différentes catégories d'acteurs, principalement les médias, que ce soit la presse, la télévision ou la radio. La communication a pour but premier de rallier les médias à la cause du méga-événement, de les convaincre des avantages de la candidature pour atteindre l'opinion publique et les élites économiques et politiques (WARD, 2005, MACHEMEHL et ROBÈNE, 2015) : « La communication, le recours aux médias, effectué de manière préméditée pour informer le grand-public, prennent alors une importance considérable, mobilisant les ressources du management et du marketing. On rejoint la notion d'image de marque très utilisée dans l'analyse de la consommation » (DUBOIS, 1994 *in* CHADOIN, GODIER, et TAPIE, 2000, p.225). La création de nombreux produits dérivés, le logo ou la mascotte sont encore une façon de frapper les esprits par la combinaison de symboles empruntés à l'imaginaire du méga-événement tout en rappelant la singularité de la ville candidate (MACHEMEHL et ROBÈNE, 2015). Dans un monde désormais globalisé, candidater à l'organisation d'un méga-événement sportif relève aujourd'hui du marketing urbain et vise à convaincre de la singularité et de la qualité d'un territoire (SMITH, 2005). Cependant, la stratégie de communication, souvent très bien orchestrée peut-être déstabilisée par des scandales de corruption. Ce fut le cas en 1998 avec les Jeux de Salt Lake City, d'Atlanta en 1996, de Londres en 2012 et plus récemment par la remise en cause de l'attribution des Jeux de 2016 à Rio de Janeiro dont les organisateurs étant soupçonnés d'avoir acheté les voix des membres du CIO.

Le 7 mars 2007, la FIFA annonce que la Coupe du Monde sera organisée en Amérique du Sud en accord avec sa logique d'attribution « continentale »[100]. Dix jours plus tard, la confédération sud-américaine de football, désigne le Brésil comme candidat unique du continent à l'unanimité. La candidature de la Bolivie ayant été écartée par la FIFA en mai 2007 faute d'avoir suffisamment des stades situés à moins de 2.500 mètres d'altitude, nouvelle

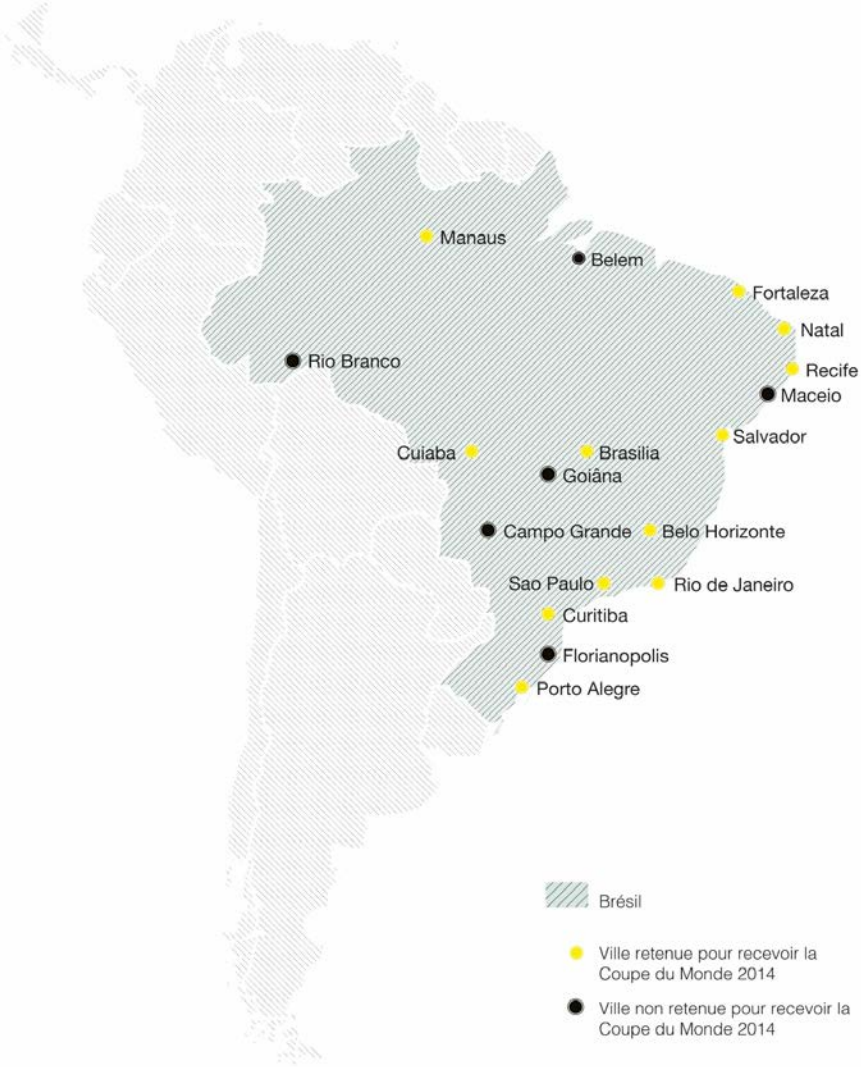
[100] La logique suit alors la lancée des dernières compétitions. L'Asie avait reçu la Coupe du Monde en 2002 au Japon et en Corée du Sud, l'Europe en 2006 en Allemagne et le continent africain en 2010 en Afrique du Sud.

norme pour les matchs internationaux. Le Brésil dépose sa candidature. Le lauréat révélé à l'avance n'a pas laissé de suspense lors de l'annonce du pays organisateur à Zurich à la fin du mois d'octobre 2007. Malgré cela, les autorités brésiliennes se sont rendues en Suisse pour poursuivre l'opération marketing. La délégation envoyée est impressionnante : des officiels de football, d'anciens joueurs, une douzaine de gouverneurs du pays, le président de l'époque Lula et même l'écrivain Paulo Coelho. Les grands journaux du pays ont couvert l'événement en première page et plusieurs chaines de télévision ont organisé une retransmission en direct des délibérations. La foule était peu nombreuse à Zurich pour l'attente d'une décision sans suspense, mais le résultat a tout de même été considéré comme une raison de jubilation et de préoccupation nationale.

Lors de la cérémonie d'annonce officielle très attendue, le président de la FIFA, Joseph Blatter, l'enveloppe scellée à la main, déclare « Le Comité exécutif de la FIFA a décidé de donner non seulement le droit, mais aussi la responsabilité d'organiser la Coupe du Monde de la FIFA 2014 au : Brésil ». La FIFA insiste dès lors sur la responsabilité du pays gagnant.

Au Brésil, 22 métropoles se manifestent pour accueillir des matches : *Belem*, *Belo Horizonte*, *Brasilia*, *Campo Grande*, *Cuiaba*, *Curitiba*, *Florianopolis*, *Fortaleza*, *Goiana*, *João Pessoa*, *Maceio*, *Manaus*, *Natal*, *Porto Alegre*, *Recife* conjointement à *Olinda*, *Rio Branco*, *Rio de Janeiro*, *Salvador*, *São Paulo*, *Teresina* et *Campinas*. Après un premier diagnostic sur les infrastructures hôtelières sportives et de transport, trois métropoles sont éliminées : *João Pessoa*, *Teresina* et *Campinas*. Début 2009, la ville de *Maceio* retire sa candidature. Reste alors dix-sept villes pour un nombre limité par la Fifa entre huit et dix (fig. 19). Après négociations, le Brésil obtient la possibilité de choisir parmi ses villes-candidates douze sites. Plus que la sélection de douze métropoles, le pays fait le choix de douze projets de ville qui font de la mobilité un axe fort de leur stratégie dans les projets urbains supports de l'aménagement des sites. Le 31 mai 2009, la FIFA annonce les douze villes-hôte ou plutôt les douze projets urbains-hôtes. *Brasilia*, *Belo Horizonte*, *Curitiba*, *Cuiaba*, *Fortaleza*, *Manaus*, *Natal*, *Porto Alegre*, *Recife*, *Rio de Janeiro*, *Salvador* et *São Paulo*.

Figure 19 - Villes-candidates et villes-hôtes de la Coupe du Monde 2014



© Caroline Chabot

Pour diverses raisons, l'annonce de Rio de Janeiro comme ville hôte des Jeux Olympiques de 2016 a eu une connotation différente de celle de la Coupe du Monde 2014. Rio de Janeiro n'en était pas à sa première tentative d'accueillir les olympiades. Deux fois déjà la ville avait soumis sa candidature pour 2004 et 2012. 2016 était donc la troisième tentative pour la métropole et la quatrième pour le Brésil puisque Brasilia avait déposé sa candidature pour l'édition de l'an 2000 finalement attribuée à Sydney. La candidature de Rio de Janeiro n'avait, jusqu'alors, pas été retenue par manque de cohérence et de crédibilité des projets (GOIG, 2012). Le Comité Olympique Brésilien (COB) décide alors d'investir massivement dans la réalisation des Jeux Panaméricains de 2007. Malgré les critiques concernant les dépenses

excessives, dont le surcoût a été évalué à 800%, les Jeux sont considérés comme un succès en termes sportifs.

En septembre 2007, après un différend interne avec *São Paulo*, *Rio de Janeiro* s'inscrit officiellement comme ville candidate pour les Jeux de 2016. Elle se retrouve face à trois grandes métropoles mondiales : Chicago, Tokyo et Madrid. Le projet brésilien, classé pour la phase finale attend le verdict annoncé deux ans plus tard, en 2009. Le CIO instruit les réponses apportées à un questionnaire distribué aux candidats avant de choisir les métropoles qu'il va visiter. Fin février 2009, au siège du CIO, la délégation brésilienne avec le président du COB, le Gouverneur de l'État de Rio et le Maire de Rio de Janeiro, remet en main propre le dossier de candidature, un geste rare. En effet, Tokyo a envoyé deux représentants et Chicago a transmis son dossier par voie postale. La stratégie brésilienne était de démontrer son envie et son implication.

Le 2 octobre 2009 à Copenhague, le Brésil expose pour la dernière fois sa candidature oralement avant le verdict. Après le discours de Lula, un film promotionnel de deux minutes est projeté. La vidéo débute avec des images d'athlètes de différentes délégations olympiques et paralympiques qui débarquent à Rio de Janeiro. Puis suit l'entrée des athlètes dans les rues de la ville, accueillis avec enthousiasme par la population locale. Un commerçant leur offre un fruit, de jeunes capoeiristes[101] montrent leurs acrobaties, des danseurs de samba se déhanchent et des habitants soulèvent une banderole où est inscrit le mot « bienvenue ». Des athlètes d'origines différentes déambulent dans les rues, ensemble, en passant par les points caractéristiques de la ville. La vidéo, offre en deux minutes la stratégie du Brésil pour vendre et convaincre de sa candidature : de l'hospitalité et de la joie de vivre. La métropole joue alors sa carte maitresse. Sur fond de territoires paradisiaques, elle insiste et met en scène la générosité brésilienne. Le pays est montré comme une nation ouverte, métissée, festive où il fait bon vivre.

En ce début d'automne 2009, Rio est donc officiellement choisie par le Comité International Olympique pour les Jeux de 2016. Rio « la misérable », Rio « la violente », Rio « la

[101] La capoeira est un art martial afro-brésilien qui prend ses racines dans les techniques de combat et les danses des peuples africains du temps de l'esclavage au Brésil. Elle est devenue une manifestation populaire et culturelle brésilienne reconnue nationalement.

merveilleuse », et désormais Rio « la fière » peut-on lire dans un article du journal le Monde fin octobre 2009[102]. À l'annonce du résultat, Lula, alors chef de l'État brésilien affirme que le Brésil a « gagné une fois pour toute sa citoyenneté de première classe ». Dès lors, la phase de préparation de la ville à l'événement débute.

Les Jeux Olympiques ou la Coupe du Monde sont éphémères. Ils n'ont lieu qu'une fois, sont limités dans le temps, encadrés généralement par des festivités qui en marquent le début et la fin. Il s'écoule quinze jours entre la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques et celle de clôture. La Coupe du Monde de football se déploie quant à elle sur un mois. Pendant le déroulement des compétitions, il ne se passe pas un jour sans que les médias relatent les épreuves et les atouts de la ville-hôte. Des envoyés spéciaux vont au contact de la population et de nombreux reportages racontent la ville habillée de son manteau événementiel. Ce temps est court. Pour attirer les touristes et faire parler d'elle, il faut alors faire exister l'événement et en susciter le désir pendant les sept années de la phase préparatoire. Il s'agit dès lors de « construire l'attente » (GRAVARI-BARBAS et JACQUOT, 2007), c'est-à-dire préparer la ville par une mobilisation générale de la population au travers de « grands moments » qui donnent un rythme et des repères temporels. Le parcours de la flamme olympique et ses étapes dans de nombreuses villes du pays-hôte est l'un d'eux. La ville de l'avant événement déploie un catalogue de symboles : logos, affiches et drapeaux rappellent aux citadins son imminence. Mais l'attente peut rapidement se transformer en urgence dès lors que l'on prend conscience de la rapidité de l'échéance, face aux préparatifs à mener (GRAVARI-BARBAS et JACQUOT, 2007). L'urgence demande aux acteurs de dépasser leurs querelles, de gérer les problèmes rapidement et de mettre au point une gestion plus flexible. Elle impose souvent une mobilisation rapide de financements, et entraine la ville-hôte dans un rythme effréné de transformation et de préparation.

Les méga-événements offrent à la ville-hôte une vitrine médiatique internationale et un grand potentiel afin de restructurer physiquement et économiquement son territoire. Elle doit dans la phase de post-élection faire la démonstration de son efficacité. Elle doit se transformer, s'adapter, se mettre en conformité avec les exigences toujours plus nombreuses et complexes

[102] « Les JO à Rio, consécration pour le Brésil et pour Lula » par Mustapha Kessous, le 27 octobre 2009. Le Monde.

des comités organisateurs. De plus en plus de grands projets urbains sont couplés à l'organisation des méga-événements sportifs (construction de stades, de voies d'accès, d'infrastructures). La capacité à les faire aboutir est un moyen de montrer la performance de leur gouvernance pour attirer les investisseurs étrangers. Sur le plan géopolitique, il s'agit là encore de gagner du crédit sur la capacité à tenir ses engagements, à rassurer les alliés ou partenaires (MACHEMEHL et ROBÈNE, 2015). La ville hôte endosse son habit événementiel et pour l'occasion modifie en profondeur son territoire. Dès lors, le méga-événement passe d'intentions à des réalisations qui modifient l'espace urbain.

2.3. Rio villes d'événements, s'adapter à tout prix

De la capitale déchue au Rio Olympique

Historiquement, plus grand port du Brésil au XIXe siècle, la ville de Rio est la seule ville des Amériques à avoir abrité une cour européenne. Avec la venue de la famille royale portugaise en fuite suite à l'invasion napoléonienne de 1808, elle a été le centre de décision de l'Empire Portugais. Capitale du pays pendant 200 ans, Rio de Janeiro a traversé la période monarchique et républicaine. Au début du XXe siècle, elle affichait le PIB le plus élevé et le parc industriel le plus diversifié du Brésil, atteignant un niveau d'expertise en commerce sans équivalent dans les autres capitales régionales brésiliennes.

Cette trajectoire glorieuse a souffert d'une fracture à partir des années 1960, lorsque la capitale fédérale est transférée à Brasilia. Si la décision d'un tel changement n'est pas une punition pour Rio de Janeiro, mais plutôt une volonté de rééquilibrage territorial (PAULET, 2009), la métropole carioca peine tout de même à accepter son sort[103]. La ville doit faire le deuil des institutions et des ressources financières liées à son ancien statut de capitale. Désormais privée d'investissements fédéraux, Rio de Janeiro, à la dérive, voit son prestige national nettement affaibli.

Le processus de décadence a été long, si bien que depuis les années 1970, le taux de croissance économique de la ville et de l'État, étaient de moitié inférieur à la moyenne nationale. La perception réelle de l'ampleur de la crise s'opère dans les années 1980, lorsque le pays est plongé dans des difficultés économiques et que Rio de Janeiro subit le phénomène plus fortement que le reste du pays. En Octobre 1988, face à la baisse des revenus, la forte inflation que connait le pays et une incapacité gestionnaire, le gouvernement de la ville décrète son insolvabilité financière. Les employés cessent de recevoir leurs salaires et de travailler durant trois mois. Seule la collecte des ordures est maintenue, évitant une plus grande tragédie.

[103] Pendant « la plus grande entreprise de colonisation de l'histoire » (PAULET, 2009, p.59), qui a eu lieu en Amérique latine, les portugais, et ce à la différence des espagnols, ne se sont jamais implantés à l'intérieur des terres brésiliennes. La première installation dans le Brésil sucrier, entre Salvador et Fortaleza, suivi d'un déplacement de ce centre de gravité vers Rio de Janeiro et São Paulo ont créé une urbanisation concentrée sur la côte atlantique du pays. C'est une des raisons qui a déclenché la création de Brasilia, afin de rééquilibrer cette nation fondamentalement littorale.

La faillite de la ville a été le point d'orgue de la décadence de Rio de Janeiro. Dès lors, la métropole tente de retrouver son prestige et des capacités financières. Au début des années 1990, la population assiste à un double mouvement : la nouvelle Constitution de 1988 apporte des fonds, des travaux de pavage, de drainage et un important aménagement paysager reconfigure le front de mer. Malgré ces améliorations, la ville passe les dernières décennies avec un budget étranglé, négligeant des domaines d'action importants. Une situation qui a miné l'estime des habitants. En 2006, 63% de la population pense que la métropole sera bien pire dans vingt ans[104]. Dans une autre enquête, commandée en 2008 par l'ONG *Rio Como Vamos*, 36% des cariocas affirment ne pas être fiers de vivre à Rio de Janeiro, et 61% pensent que leur qualité de vie a empiré au cours de l'année précédente.

Un tel scénario a imposé une série de défis de gestion pour la mairie bien que la situation économique de la ville et du pays soient meilleures que dans les années 1980. Parmi les principaux défis, on peut noter le manque de confiance de la population envers le gouvernement et des taux développement humain alarmants. En plus des défis les plus urgents, la ville doit formuler un projet gouvernemental afin d'entrevoir un avenir pour les décennies à venir, un plan avec des objectifs à long terme, et de réunir les conditions pratiques pour le mettre en œuvre.

Cependant, depuis quelques années, Rio de Janeiro s'impose sur la scène internationale. L'ancienne capitale brésilienne déchue a trouvé dans les méga-événements son projet d'avenir et le moyen de se mettre en avant : Conférence des Nations Unies sur l'environnement en 1992, Jeux Panaméricains de 2007, Jeux Militaires de 2007, Journées Mondiales de la Jeunesse en 2013, Coupe du Monde de Football en 2014 et les Jeux Olympiques 2016. À Rio de Janeiro, un événement en chasse un autre. Cet enchaînement doit être interprété dans le cadre d'un « impératif de croissance » (MOLOTCH, 1976) qui justifie une intensification de l'utilisation des territoires. En conséquence, la planification urbaine est de plus en plus dirigée par un événement encadré dans un contexte d'État d'urgence auto-imposé et dû à la courte temporalité pour organiser l'événement. C'est une « forme exceptionnelle d'un nouvel urbanisme libéral » (SANCHEZ et BROUDEHOUX, 2013).

[104] Résultat de l'enquête menée par l'Institut d'études sociales et la société en partenariat avec Macroplan.

La candidature de la ville pour les Jeux Olympiques de 2004, malgré la défaite, a introduit dans le contexte local l'idée des méga-événements comme un moyen d'attirer les investissements en infrastructures urbaines et de promouvoir l'image positive de la ville. C'est dès lors devenu un objectif voire une obsession des dirigeants de la métropole pour développer de grands projets urbains, avec des interventions significatives, capables de polariser des activités économiques, spécialement avec le secteur immobilier, et ainsi contribuer à la restructuration du territoire (NOVAIS, 2016).

Les événements s'enchainent dans un rythme effréné. De candidature en candidature, Rio de Janeiro se voit attribuer de nombreuses organisations de manifestations sportives. Trois ont lieu en moins de dix ans : les Jeux panaméricains 2007, la Coupe du Monde de football 2014 et les Jeux Olympiques 2016. Pendant plus d'une décennie, cette série fait du développement urbain une politique emblématique. La réalisation des Jeux Panaméricains, même si elle n'a pas demandé d'interventions lourdes sur les infrastructures cariocas, confirme cependant le quartier *Barra da Tijuca* à l'ouest de Rio de Janeiro comme la scène et un lieu privilégié des investissements (BARABANDIER, 2014), avec en particulier la *Vila do Pan* (village des athlètes). Les investissements pour la Coupe du Monde 2014, près de 7,3 milliards d'euros, ont été majoritairement destinés à financer la construction ou réhabilitation d'aéroports, de stades et les infrastructures de mobilité urbaine.

Les Jeux Olympiques dans la métropole carioca ont été une occasion unique pour la ville de retrouver son passé glorieux non seulement par la visibilité d'un événement de cette ampleur, mais aussi par les possibilités d'évolution du cadre de vie et les perspectives de nouveaux investissements tant publics que privés.

Rio en tenue Olympique

« La ville est prête, donnez-nous cette chance ». Par ces quelques mots, Lula, ancien président du Brésil a imploré les membres votants du CIO de choisir son pays, le Brésil, lors de la désignation des Jeux Olympiques de 2016. Face à sa concurrente, Madrid, Rio de Janeiro obtient 66 voix contre 32. Le CIO venait d'offrir pour la première fois dans l'histoire olympique les Jeux à l'Amérique du Sud. La victoire de la « ville merveilleuse » s'est dessinée dans les dernières semaines d'une campagne éprouvante. Dans l'ultime exposé de leurs candidatures, les dirigeants ont fait le déplacement. Le Roi Juan Carlos Ier ainsi que son épouse le Reine Sofia, accompagnés du Premier Ministre, José Rodriguez Zapatero pour Madrid ; pour le

premier ministre Yukio Hatoyama était venu pour Tokyo ; le Président Lula et le « Roi » Pelé pour défendre le Brésil, Mille et Barack Obama pour Chicago. Se déroule alors un véritable défilé de Chefs d'États et de gouvernements, à l'image des plus grands sommets internationaux, qui démontrent l'importance des Jeux Olympiques pour une ville ou un État. Tokyo, en position de favorite à l'issue de la première visite du CIO dans chacun des sites candidat, a été desservi par le manque de soutien de la part de la population nippone, alors que Madrid, Chicago et Rio recevaient un soutien populaire immense.

En Septembre 2012, lorsque la flamme olympique qui illumine le *London Olympic Stadium* de Londres s'éteint, Rio de Janeiro reçoit officiellement le flambeau. Pendant quatre années, la métropole carioca sera la gardienne de l'esprit olympique. Deux mois plus tôt, au début du mois de juillet la ville est au cœur d'un autre honneur et pas des moindres : elle vient allonger la liste des territoires inscrits à l'UNESCO dans la catégorie *Patrimoine Mondial de l'Humanité pour son paysage urbain*. Le titre qui était jusque-là réservé à des jardins historiques ou des systèmes agricoles traditionnels est pour la première fois attribué à une ville. Le défi est de taille pour la métropole et ses habitants. Ils sont désormais dans l'obligation de protéger et de préparer la ville à une mutation urbaine de grande ampleur.

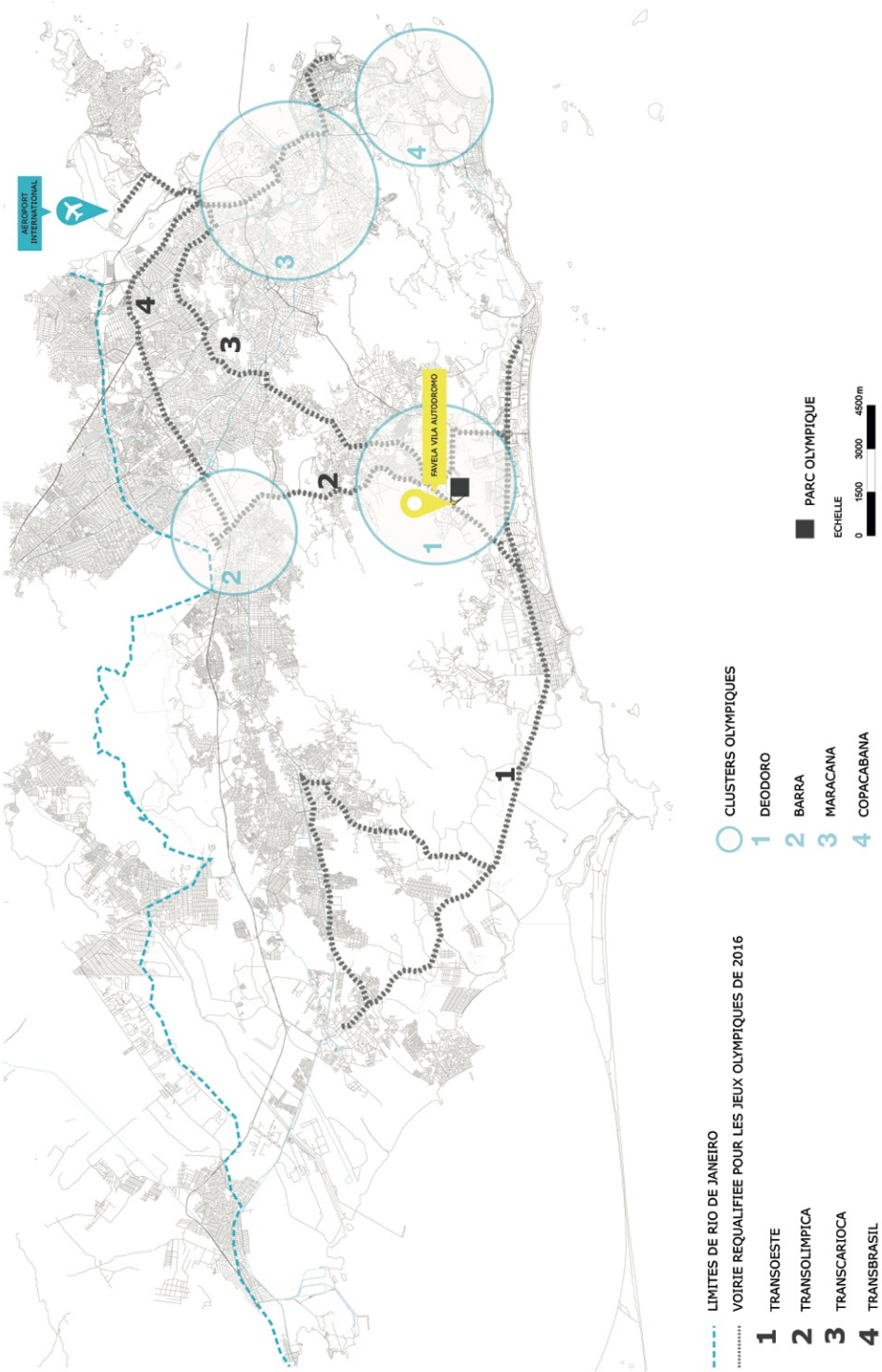
Rio de Janeiro a vu grand, très grand, projetant pour les JO 2016, un tissu urbain très différent. Avec en tête le modèle des Jeux de Barcelone 1992[105] la métropole se lance dans de grands projets soutenus par une croyance absolue que la croissance économique allait durer éternellement. Trois volumes du dossier de candidature répondent à plus de 300 questions techniques. On y trouve la question de l'héritage social et des inquiétudes quant aux risques liés à l'environnement et à la pollution. On y trouve surtout un projet olympique de reconversion urbaine. À l'image des Jeux de Londres en 2012, le projet de Rio de Janeiro Olympique est composé d'un Parc Olympique concentrant la majorité des équipements et compétitions et de clusters accueillant le reste des compétitions, une distribution spatiale qui s'explique par « le potentiel scénique considérable de Rio (noyau de *Copacabana* et *Flamengo* avec les célèbres plages et le *Pain de Sucre*, le *Lagoa Rodrigo de Freitas* dominé par le

[105] Les Jeux Olympiques de Barcelone sont considérés comme l'une des utilisations des JO pour la transformation urbaine de la ville la plus réussie dans l'histoire.

Corcovado), et par la présence d'équipements existants comme le *Sambodromo*, le *Maracaña* et le stade *Engenhão*, dépourvues de sites d'extension à proximité » (GILLON, 2016).

Copacabana est retenu pour les compétitions de volley-Ball et d'aviron, *Deodoro* au nord-ouest de la métropole, dédié aux sports hippiques et sports extrêmes, le Parc Olympique de *Barra da Tijuca*, poumon olympique où se dérouleront la majorité des compétitions, allant de la natation à la gymnastique (fig. 20). Enfin le *Maracaña* stade emblématique de Rio de Janeiro où auront lieu les épreuves d'athlétisme ainsi que les cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux. Plus qu'une implantation d'équipements olympiques, le dossier de candidature est un véritable projet de ville. Première priorité, améliorer les déplacements grâce à la création de voies de bus rapides en site propre, les BRT (Bus Rapid Transit), et la prolongation du tracé du métro vers l'ouest. Deuxième priorité, la création d'un nouveau centre entrepreneurial vers l'ouest autour du Parc Olympique où se concentre l'essentiel des compétitions. Troisième priorité, la requalification du port et ses docks abandonnés afin d'y implanter une vitrine touristique, culturelle et un quartier d'affaire rattaché au centre historique par une ligne de tramway destinée à irriguer toute la zone : le VLT pour « Véhicule Léger sur Rails ». Enfin, dernière priorité, transformer les favelas en quartiers urbanisés, sûrs et tranquilles, à travers une politique de pacification.

Figure 20 – Clusters olympiques et infrastructures viaires réalisés pour le Rio 2016



© Caroline Chabot

La reconfiguration olympique de Rio de Janeiro débute dès l'annonce de la victoire. Les transformations les plus urgentes concernent les infrastructures de transport. Afin de relier les quatre sites, un nouveau réseau de transport est projeté ; la prolongation de la ligne 4 du métro et la création de quatre couloirs de bus-métro en site-propre (BRT) afin de désengorger le réseau automobile régulièrement saturé dans la région. La *Transoeste* fait la liaison entre *Barra da Tijuca* et le quartier *Santa Cruz*. La *Transcarioca* relie *Barra da Tijuca* à l'Aéroport International *Galeao/Tom Jobim* et traverse une multitude de quartiers populaires de la zone Nord. La *Transolimpica* qui fait la liaison entre *Barra da Tijuca* et *Deodoro* et enfin la *Transbrasil* qui permet depuis *Deodoro* de rejoindre l'Aéroport *Santos Dumont*.

La « révolution des transports » (MENDES et LEGROUX, 2016) vise l'ouest de la ville, un choix raisonné par la pression immobilière. Depuis une vingtaine d'années, la zone connait la plus importante croissance démographique. La forte augmentation de la population est caractérisée par une dynamique urbaine anarchique qui selon l'Institut Pereira Passos[106] risque de se poursuivre encore quelques années. L'arrivée des Jeux Olympiques est alors vue comme une opportunité pour solutionner en partie le problème et pour intégrer l'ouest au reste de la métropole. Dans cette optique, la métropole confirme la tendance de sa population à se déplacer le long de l'océan dans cette direction. Depuis le port de Rio, les premiers habitants ont investi les plaines du nord, utilisées dans un premier temps pour les plantations de canne à sucre. Vingt ans plus tard la ville franchit le mont *Dois Irmãos* et commence à s'élancer vers *São Conrado* et enfin vers *Barra da Tijuca* devenue désormais un quartier à la mode. Peuplée d'une classe relativement aisée, industriels, entrepreneurs, professions libérales, le quartier bâti derrière une plage de 17 kilomètres de sable blanc est bordé d'immeubles à ses deux extrémités. Le quartier a grandi à une vitesse fulgurante, passant de 50 000 habitants dans les années 1980 à plus de 400 000 aujourd'hui. Mis à la mode par la propagande faite par les promoteurs immobiliers à partir des années 1970 en proposant un nouveau *lifestyle* inspiré de Miami Beach avec l'offre de condominiums (*gated communities*) et de centre commerciaux (*shopping*) et investi plus récemment par des stars du football

[106] L'institut créés en 1998 a pour fonction première de fournir des subventions pour l'amélioration des politiques publiques de Rio de Janeiro. Il réalise pour cela des activités dans trois domaines : Réflexion et production de connaissances sur la ville ; Production et diffusion d'informations statistiques, cartographiques et géo référencées de la municipalité ; Développement et coordination de programmes stratégiques pour la mairie.

comme Ronaldo ou encore Ronaldinho, le quartier a plus l'allure de Miami ou Los Angeles que de Rio de Janeiro. Les habitants vivent derrière des murs, dans des terrains protégés par des gardiens. Les centaines de quartiers privés abritent un nombre croissant de villas allant de 700m^2 à 1500m^2. Alors que *Copacabana* était le plus cher dans les années 1990, il est désormais devancé par *Barra da Tijuca* (FONTAINE, 2016).

Pour Eduardo Paes, maire de Rio de Janeiro, *Barra da Tijuca* était le lieu idéal pour y établir le cœur des Jeux. Le premier avantage est indéniablement les disponibilités foncières. Il est effectivement plus simple d'édifier quantité d'infrastructures sur des terrains valorisables appartenant à des grands promoteurs immobiliers qu'au milieu de la ville. Pour réaliser le Parc Olympique, l'appel d'offres a mis en compétition soixante agences d'architectes de dix-huit pays du monde. L'enjeu était de planifier le Parc Olympique de 1,18 millions de mètres carrés et d'en définir ses modes d'usage, les espaces publics, les places et les jardins et la conception des bâtiments temporaires (hockey center, courts de tennis, villas des sponsors) et permanents (pistes d'athlétisme, olympic hall, media center, stade, mais aussi hôtels, logements, commerces). L'agence britannique AECOM, déjà en charge du Parc Olympique de Londres 2012 a été lauréate, la durabilité du projet ayant convaincu le Comité International Olympique. Dans son dossier de candidature, Rio de Janeiro dessine les grandes lignes de ses intentions pour la zone, une vision appuyée par le Master plan du Parc Olympique (fig. 21 et 22). Dès la fin des Jeux, une grande partie des équipements olympiques laisseront place à des immeubles à destination d'une population très aisée. Si accueillir le cœur des Jeux à *Barra da Tijuca* était une évidence pour la municipalité, le choix de cette riche banlieue carioca a été contesté. La volonté première de la municipalité est d'y créer un nouveau centre économique valorisé par la création du cœur Olympique, « le centre le plus élitiste du monde, avec des avenues jusqu'à cent mètres de large »[107]. Des voix regrettent cependant que le développement de Rio vers l'ouest et sur le front de mer ne soit pas avant tout destiné à valoriser l'immobilier présent (Tamara Tania Cohen, IPPUR). Il est vrai qu'en contrepartie des

[107] « O bairro é o centro do Rio ». O Globo Barra, 7 mars 2013. http://oglobo.globo.com/rio/bairros/o-bairro-o-centro-do-rio-7761823

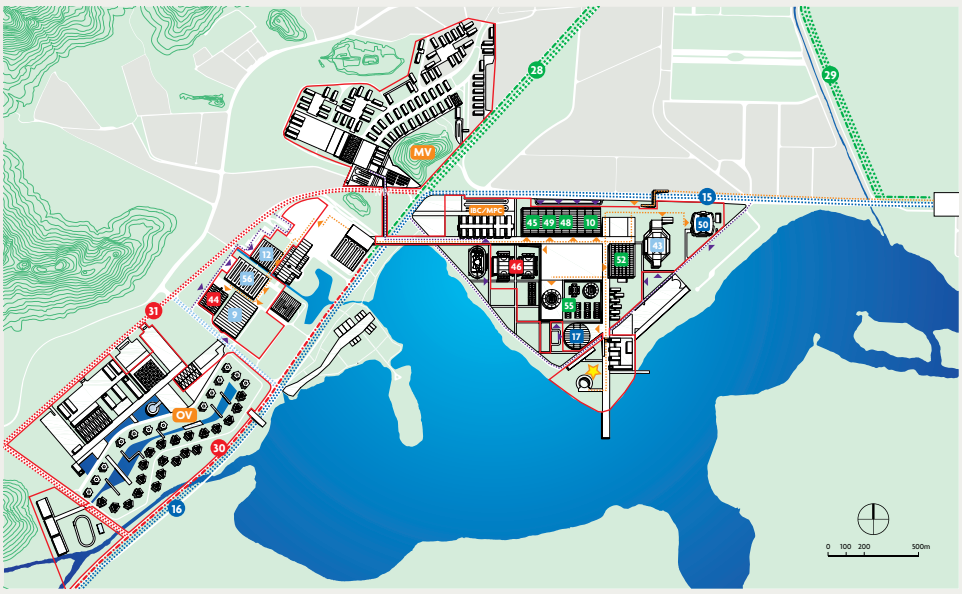
immeubles de luxe, de nombreuses favelas dont la fameuse *Cidade de Deus,*[108] peuplent sa périphérie et côtoient jour et nuit les immeubles de haut standing.

Figure 21 – Parc Olympique et région de Barra da Tijuca

[108] *Cicade de Deus* est une favela née dans les années 1960 fortement touchée par la pauvreté et la criminalité. Le quartier qui est l'un des plus violents de Rio de Janeiro a fait l'objet d'un film qui porte son nom « Cidade de Deus » réalisé par *Fernando Meirelles* et *katia Lund* en 2002 et qui raconte la criminalité dans cette favela. Le quartier a également vu la visite de Barack Obama lors de son premier déplacement au Brésil en mars 2011.

15

TRANSPORTE



B1 REGIÃO BARRA | *REGIÓN BARRA*

INSTALAÇÕES DE COMPETIÇÃO *INSTALACIÓN DE COMPETICIÓN*

RIOCENTRO – PAVILHÃO 4 Badminton	9	*RIOCENTRO – PABELLÓN 4* *Bádminton*
COT – HALL 1 Basquetebol	10	*COE – HALL 1* *Baloncesto*
RIOCENTRO – PAVILHÃO 2 Boxe	12	*RIOCENTRO – PABELLÓN 2* *Boxeo*
VELÓDROMO OLÍMPICO DO RIO Ciclismo (Pista)	17	*VELÓDROMO OLÍMPICO DE RIO* *Ciclismo (Pista)*
ARENA OLÍMPICA DO RIO Ginástica (Artística, Rítmica e Trampolim)	43	*ARENA OLÍMPICA DE RIO* *Gimnasia* *(Artística, Rítmica y Trampolín)*
RIOCENTRO – PAVILHÃO 6 Levantamento de Peso	44	*RIOCENTRO – PABELLÓN 6* *Levantamento de Pesas*
COT – HALL 4 Handebol	45	*COE – HALL 4* *Balonmano*
CENTRO OLÍMPICO DE HÓQUEI Hóquei sobre Grama	46	*CENTRO OLÍMPICO DE HÓCKEY* *Hóckey sobre Césped*
COT – HALL 2 Judô, Taekwondo	48	*COE – HALL 2* *Judo, Taekwondo*
COT – HALL 3 Lutas	49	*COE – HALL 3* *Luchas*
CENTRO AQUÁTICO MARIA LENK Desportos Aquáticos (Saltos Ornamentais, Polo Aquático)	50	*CENTRO ACUÁTICO MARIA LENK* *Acuáticos (Clavados, Polo Acuático)*
ESTÁDIO OLÍMPICO DE DESPORTOS AQUÁTICOS Desportos Aquáticos (Natação, Nado Sincronizado)	52	*CENTRO OLÍMPICO DE NATACIÓN* *Acuáticos* *(Natación, Natación Sincronizada)*
CENTRO OLÍMPICO DE TÊNIS Tênis	55	*CENTRO OLÍMPICO DE TENIS* *Tenis*
RIOCENTRO – PAVILHÃO 3 Tênis de Mesa	56	*ARENA – PABELLÓN 3* *Tenis de Mesa*

INFRAESTRUTURA DE TRANSPORTE *INFRAESTRUCTURA DE TRANSPORTE*

Via Principal Avenida Abelardo Bueno	15	*Principal Via* *Avenida Abelardo Bueno*
Via Principal Avenida Salvador Allende	16	*Principal Via* *Avenida Salvador Allende*
Autoestrada Ligação C/BRT	28	*BRT – Autopista* *Enlace C*
Autoestrada Corredor T5/BRT	29	*BRT* *Corredor T5*
Autoestrada Lagoa-Barra/BRT	30	*BRT – Autopista* *Barra-Zona Sur*
Via Principal Urbana Via 5	31	*Principal Via Arterial* *Via 5*
Vila Olímpica	OV	*Villa Olímpica*
Centro Internacional de Radiodifusão/ Centro Principal de Imprensa	IBC/MPC	*Centro Internacional de Radio y Televisión/Centro Principal de Prensa*
Vila de Mídia da Barra	MV	*Villa de Prensa de la Barra*

VIAS DE ACESSO E PERÍMETROS *VÍAS DE ACCESO Y PERÍMETROS*

Perímetro de segurança	*Perímetro de seguridad*
Entrada de público	*Entrada de público*
Vias de acesso de público	*Vías públicas de acceso*
Entradas de credenciados	*Entradas para portadores de acreditación*
Vias de acesso para credenciados	*Vías de acceso para portadores de acreditación*
Live Site	*Live Site*

112

Dossier de candidature olympique 2016 de Rio de Janeiro

Figure 22 – Master plan du Parc Olympique de Rio par AECO pour 2016, 2018 et 2030

AECOM

Dès 2006, les travaux commencent à *Barra da Tijuca*, à l'emplacement même de ce qui sera le Parc Olympique de 2016, alors que Rio n'a pas encore candidaté. Le *Maria Lenk*

Aquacentrum prend peu à peu vie aux côtés de l'*HSBC Arena* et du vélodrome, des infrastructures qui seront utilisées pour les Jeux Panaméricains de Rio 2007. Deux ans plus tard, les travaux s'intensifient. Le vélodrome est démoli puisqu'il ne répond pas aux exigences olympiques, les arènes Carioca 1, 2 et 3 sortent de terre et le Centre des Médias commence à s'élever vers le ciel. Un an avant la cérémonie d'ouverture, les travaux battent leur plein. Un toit est posé sur l'*Arena Carioca*, le nouveau vélodrome est en construction ainsi que les courts de tennis. L'*Avenida Centrale* est quant à elle bien avancée et les travaux s'accélèrent pour construire la nouvelle gare routière. Trois mois avant les Jeux, les poussières du gigantesque chantier que les ouvriers s'efforcent de terminer avant la cérémonie d'ouverture du 5 août 2016 recouvrent le faubourg de Barra da Tijuca.

Les méga-événements sont également l'occasion de reconfigurer une zone à l'abandon depuis de nombreuses années : la zone portuaire autrefois symbole du dynamisme de la ville. L'intention est d'en faire un pôle touristique et artistique et également le plus grand quartier d'affaire de la métropole. Les cariocas avaient certainement oublié la présence d'un port à Rio de Janeiro, lui qui a longtemps été le centre névralgique de la ville. Séparé de la baie par un immense pont autoroutier sous lequel s'entassait les ruines d'anciens entrepôt, la zone était peu fréquentable, délaissée par les pouvoirs publics et réinvestie par des gangs. Les bâtiments dégradés avec le temps avaient attiré des populations extrêmement pauvres, pour lesquelles la proximité avec le centre de Rio permettait de trouver du travail, souvent de façon informelle. Le centre-ville de Rio tournait alors le dos à l'océan Atlantique, chaque tentative de réaménagement s'étant soldée par un échec. Mais sa fonction de port et sa situation centrale en font un territoire convoité. Les promoteurs immobiliers et les acteurs du tourisme, particulièrement le secteur de la croisière, exercent alors une forte pression (GILLON, 2016). La municipalité de Rio, juste choisie pour organiser les Jeux de 2016 lance la première phase d'un projet ambitieux, celui de la reconquête la zone portuaire : « la très grande majorité des villes olympiques ont utilisé les Jeux comme catalyseur pouvant faire avancer des dossiers d'aménagement ou de réaménagement de leur tissu urbain, souvent bloqués depuis des années ».

Le projet *Porto Maravilha* veut métamorphoser les docks en une zone hautement touristique, avec des gratte-ciels, des bureaux et des logements destinés à la classe moyenne. Alors que le reste de la ville se prépare pour les grands événements, les travaux du port battent leur

plein, les bâtiments historiques se rénovent, le quartier se transforme peu à peu en un pôle touristique, centre de loisirs de culture et de gastronomie. Des musées prestigieux en font partie, le MAR (Musée d'Art de Rio) et le désormais célèbre Musée de Demain imaginé par l'architecte Santiago Calatrava. Bien que le projet ne soit pas directement lié aux Jeux Olympiques, il fait partie intégrante des volontés des politiques publiques afin de faire de ce rendez-vous sportif un tremplin pour transformer l'ensemble de la métropole. Il est également prévu d'héberger des touristes dans des bateaux de croisière durant les compétitions.

À Rio de Janeiro, les méga-événements sont une manière contemporaine de concevoir les interventions urbaines. Dans ce contexte, la métropole s'adapte. Les grues recouvrent la ville qui de jour en jour change de visage et se façonne pour ressembler aux images du dossier de candidature. Néanmoins, la réalité olympique de Rio n'est pas aussi idyllique et de nombreuses controverses alimentent le quotidien.

Du rêve éveillé à la réalité

Transformer une métropole en l'espace de huit années pour accueillir les Jeux Olympiques est un défi. La tâche est encore plus ardue lorsqu'elle se déroule sur fond de crise économique et politique inattendue et violente, dès 2013. Outre les pluies torrentielles de plusieurs jours de 2010, la préparation des grands événements de Rio de Janeiro a été marquée par d'importants rebondissement politiques et populaires. Le monde qui avait vu en Lula une sorte de Mandela brésilien découvre un réalité toute autre. La croissance économique du pays s'est arrêté plus tôt que prévu. Le Brésil est confronté à d'importants déséquilibres provoqués par une forte et rapide croissance, qui si elle a produit des richesses, a aussi exacerbé les inégalités. La vitrine médiatique créée par les méga-événements devient dès lors pour les citoyens brésiliens une opportunité de faire entendre leur voix, relayée par la presse internationale. Les revendications revêtent un caractère double, à la fois global contre le principe de la réception de grands-événements dans une période de crise et local par une remise en cause des grandes transformations urbaines et des violations des droits humains pour mettre en conformité la ville avec les exigences des comité organisateurs (CIO, FIFA). Toutes ces critiques entrent en contradiction avec le discours officiel, toujours positif, qui exalte les retombées des méga-événements sur l'économie, de la ville et les legs urbains

En juin 2013, à un an du Mondial et trois des Olympiades, le Brésil est dans la rue. L'un des éléments déclencheurs des manifestations est l'augmentation du prix des transports urbains de 7% faisant passer le prix du billet de métro à 3.5R$. Un rapide calcul permet de saisir ce qui pose problème aux cariocas. Prenons le cas d'un habitant qui gagne en 2013 le salaire minimum, soit 674 R$ (l'équivalent de 244€). S'il prend le métro pour se rendre à son travail et rentrer chez lui 5 fois par semaine, il dépense 140R$ par mois dans les transports en commun, soit un peu plus de 20% de son salaire. L'augmentation couplée à une inflation croissante et exacerbée par les méga-événements a provoqué la colère des cariocas. Une exaspération allant bien au-delà d'une simple augmentation des prix du ticket de bus. Les demandes des manifestants « changent de nature, passant du prix des transports urbains à une contestation du coût d'organisation de la Coupe du Monde 2014 et des Jeux Olympiques de 2016, puis à des revendications plus générales, comme la lutte contre la corruption, qui témoignait d'un mécontentement de l'opinion, jusque-là peu apparent » (THÉRY, 2016).

Le 17 juin 2013, 100.000 personnes se regroupent dans les rues de Rio de Janeiro, ils sont 5 millions à travers tout le pays. Dès le lendemain, les maires de Rio et de São Paulo reviennent sur leur décision de modifier le prix du ticket de bus. Malgré l'annonce, la population est profondément en colère et se mobilise en masse (FONTAINE, 2014). Le Brésil s'enflamme alors au son des slogans anti-élites politiques. Certains médias parlent d'un « printemps brésilien[109] ». La foule est composée de la classe moyenne, regroupée, et marchant vers les stades de leurs villes munis de pancartes « Back to Home FIFA[110] ». Alors que le gouvernement s'attend à un impact positif sur la croissance du pays de 0,4% par an jusqu'en 2019 et la création de 600 000 emplois, une grande partie de la population juge quant à elle que les dépenses faramineuses de plus de 10 milliards de dollars effectuées pour le Mondial sont malvenues. La contestation, relayée par les journaux locaux et internationaux arbore des titres déplaisants. Le journal Le Monde titre « Au Brésil, manifestations contre la vie chère à l'approche du Mondial [111]», le New York Times évoque l'ampleur des manifestations

[109] Article du Nouvel Observateur du 25 juin 2013 « Manifestations au Brésil : une génération qui veut plus que la Coupe du monde 2014 » par Silvia Capanema.
http://leplus.nouvelobs.com/contribution/892455-manifestations-au-bresil-une-generation-qui-se-bat-pour-appartenir-a-la-classe-moyenne.html.

[110] « Rentre chez toi FIFA ».

[111] Article du 17 juin 2013, « Au Brésil, manifestations contre la vie chère à l'approche du Mondial » http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/06/17/manifestations-au-bresil-le-gouvernement-menace-du-carton-rouge_3431786_3222.html.

alimentées par la violence policière dans son article « Protests expands in brazil, fueled by video of police brutality[112] », le journal brésilien *O Globo* titre quant à lui en une « Le Brésil est dans les rues[113] ». Des photos de foules jaunes et vertes, les couleurs nationales, démontrent l'ampleur du mouvement. Les manifestants dénoncent les coûts du Mondial et des Jeux et clament l'urgence d'investir dans les services publics comme la santé et l'éducation[114]. « Je n'ai pas eu mon chèque de retraite depuis un mois. Nos hôpitaux et nos écoles sont brisés. Il y a des tirs tous les jours, et ils dépensent tout notre argent sur ces Jeux Olympiques. Les riches jouent et nous on meurt [115] » affirme une habitante de la *favela do Mandela* à Rio de Janeiro dans un article du New York Times. En 2009, le coût de la reconfiguration de la ville est effectivement estimé à 7,1 milliards d'euros, dont 5,8 milliards pour les infrastructures urbaines et sportives. En 2015, le budget est revu à la hausse et le chiffre atteint 9,8 milliards d'euros. Un montant qui a finalement atteint après les Jeux la somme de 10,4 milliards d'euros, une somme certes importante mais loin du coût de certaines éditions précédentes, les Jeux de Pékin 2008 avaient en effet couté plus de 32 milliards d'euros à la ville.

Football et Brésil sont depuis longtemps indissociables. « Le football est une composante à part entière de la culture brésilienne. Les victoires de la *Seleção*[116] aux différentes Coupes du Monde de football (1958, 1962, 1970, 1994, 2002) sont vécues comme une fierté et les défaites comme une tragédie nationale » (PIRAUDEAU, 2014, p.11). Avant chaque Mondial, six mois plus tôt, tout Rio de Janeiro s'habille de vert et jaune, les fenêtres des maisons se parent de banderoles, la ville se prépare avec effervescence à la compétition. C'est toujours une fête très colorée. Pour cette édition 2014, la ville a la tête ailleurs. Si le Mondial a toujours été l'événement sportif le plus important pour le peuple brésilien, à la surprise générale, y compris celle des organisateurs, l'édition en terre brésilienne est devenue une manière pour la population de montrer son insatisfaction et de stigmatiser les inégalités socio-spatiales. La manifestation sportive est une caisse de résonnance de la voix du peuple à travers le monde entier, une voix qui a préoccupé la FIFA et les politiciens notamment en termes d'images. Pour

[112] Article du 18 juin 2013 « Protests expand in Brazil, fueled by video of police brutality » par Robert Mackey.
[113] « O Brasil nas ruas », titre du journal O Globo du 18 juin 2013.
[114] « Une coupe du Monde contestée » article du 09/06/2014 du HuffingtonPost. Agnès Chauveau.
[115] « Officials Spent Big on Olympics, but Rio Natives Are Paying the Price ». Article du 14 août 2016 de Michael Powell, New York Times. Traduit par l'auteure.
[116] Nom de l'équipe de football brésilienne.

Edu Krieger[117], « La FIFA voudrait que Rio de Janeiro soit montrée comme la ville d'un peuple toujours en fête, qui fait la fête dans la rue, qui va à la plage, qui est heureux, qui vit dans le bonheur. Pour ça, elle doit soigner les apparences. C'est l'image d'un Rio de Janeiro qui n'a peut-être existé que dans les films de Disney, de Zé Carioca[118]. Une image de Rio, de la bossa-nova, avec la fille d'Ipanema. En réalité ce Rio n'a jamais existé, et il existe de moins en moins. La FIFA voudrait exporter cette image, mais malheureusement ce ne sera pas possible, car les gens n'acceptent plus de jouer ce rôle »[119]. Les dossiers de candidature de Rio appuie cette image festive de la ville et affirment le soutien de la population, « les autorités brésiliennes estiment que la candidature de Rio de Janeiro constitue " l'auto-affirmation " du peuple brésilien et se font un point d'honneur d'amener les Jeux dans le pays et en Amérique du Sud » (COMITÉ INTERNAITONAL OLYMPIQUE, 2011, p.50). Mais le soutien n'est pas si total que ça. Un an avant la compétition, aucun artiste brésilien n'a composé de musique pour célébrer et fêter l'équipe brésilienne. Alors qu'il devrait y avoir une dizaine de chansons diffusées à la radio et à la télévision pour que le public choisisse l'hymne du Mondial, les artistes sont muets. Le seul qui composera une chanson c'est Edu Krieger, et elle sera contre le Mondial. Son titre « Desculpe Neymar[120] » s'intègre alors dans un mouvement protestataire avant le Mondial : « *Não vai ter* Copa ! », autrement dit, « La Coupe du Monde n'aura pas lieu ».

Desculpe Neymar (*Edu Krieger)*

Excuse-moi Neymar,
Mais pendant ce mondial je ne vous soutiendrai pas,
Je suis fatigué de voir mon peuple dépérir à petit feu devant la télé,
Pendant que la FIFA ne se préoccupe que de normes,
Des voleurs nous gouvernent et faussent le jeu pour gagner,
Excuse-moi Neymar je ne vous soutiendrai pas.

[117] Eduardo Lyra Krieger dit Edu Krieger, compositeur musicien et chanteur brésilien.
[118] Zé Carioca est un magazine brésilien de bande dessinée hebdomadaire, comprenant des histoires de l'univers Disney, publié par Editora Abril. Le magazine est une variante du journal de Donald Duck.
[119] Propos d'Edu Krieger recueillis par la réalisatrice Manon Kleyjans dans son court métrage « Bons baisers de Rio » épisode 1. Bridges, 2014.
[120] « Excuse-moi Neymar ».

Parreira j'ai vu combien la tetra[121] *a rendu les gens si heureux,*
Mais nous ne serons pas les vrais champions,
En dépensant plus de 10 milliards pour organiser la Coupe dans le pays,
On a de beaux stades monumentaux,
Alors que les écoles et les hôpitaux tombent en ruine,
Parreira j'ai vu un abîme entre deux Brésil.

Désolé Felipão, quand Cafu a levé la coupe et dévoilé ses racines,
Dans un moment si solennel il a révélé Jardim Irene, un portrait du Brésil.
Le printemps promis n'est pas arrivé,
La vie vaut plus qu'un but,
Et où sont les progrès ?
Désolé Felipão, notre pays n'a pas fleuri.

Je sais bien supporter, que mon avis simple et sincère,
Ne t'empêchera pas toi qui gagne peu et vis mal,
D'aller jusqu'en finale aux côtés de notre seleção,
Même sans les sous pour t'acheter un ticket hors de prix,
Tu ne cesseras jamais d'aimer notre équipe où qu'elle aille,
Je sais bien supporter que c'est toi qui a raison.

Le texte dénonce le décalage entre les investissements colossaux engagés pour l'organisation du méga-événement et les besoins de la population en termes d'infrastructures de base. D'un ton calme, les paroles du chanteur s'adressent successivement à Neymar, joueur brésilien considéré comme un des meilleurs joueurs de football actuel, à l'ancien sélectionneur Carlos Alberta Parreira, champion du Monde en 1994 et à Marcos Evangelista de Morais dit Cafu, double champion du monde de l'équipe nationale en 1994 et 2002. Le compositeur évoque la Coupe 2014 qu'il juge comme un gaspillage et fait référence à la corruption qui gangrène le pays. Soutenu par certains joueurs de la sélection brésilienne, le mouvement « *Não vai ter Copa !*», exprime alors le fait que le mondial prévue n'est pas celui qui a été promis. Le

[121] La tetra est le nom donné au quatrième titre de champion du monde de football obtenu par le Brésil en 1994.

mouvement se répète lors de la préparation des Jeux Olympiques en devenant « Olimpiadas para quem ? » ou « Les Olympiades pour qui ? » (fig. 23), un mouvement exacerbé par l'accusation de corruption pour l'attribution des JO à Rio du journal français Le Monde. L'ancien patron du Comité d'Organisation de Rio 2016 est alors accusé d'avoir participé à l'achat de voix des membres du Comité International Olympique (CIO) lors de l'attribution des Jeux au Brésil, en octobre 2009.

Figure 23 - Contestation contre les Jeux Olympiques « Olympiades pour qui ? »

© Caroline Chabot

À quelques mois des JO, les inquiétudes concernent l'aspect environnemental. La Baie de Guanabara qui doit accueillir les épreuves de nage en eau libre, de voile et de windsurf est le théâtre du plus grand cauchemar carioca en raison d'une forte pollution due aux industries pétrochimiques. La préfecture de Rio de Janeiro avait dans son dossier de candidature promis la dépollution du site à 100% au CIO, et l'a vendu comme un héritage à long terme pour la ville. Elle a dû se raviser face à l'ampleur de la tâche. À cent jours des Jeux, moins de la moitié des eaux qui se déversent dans la baie est traitée, un chiffre inquiétant pour les athlètes. En

2015 déjà, le docteur Daniel Becker, un pédiatre local avait déploré des nausées et des diarrhées chez un quart des sportifs ayant participé à une compétition de voile[122].

D'un point de vue général l'idée même de recevoir les méga-événements au Brésil est contestée. D'un point de vue local, les projets urbains liés à ces événements et à leur mise en œuvre le sont également. Un an avant la cérémonie d'ouverture des Jeux, des protestations contre les abus présumés et les violations des droits par le pouvoir public et économique ont lieu, faits dénoncés par de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG). Amnesty International a ainsi délivré un « carton jaune » à l'État brésilien en raison notamment de la répression des manifestations et des restrictions à la liberté d'expression et de réunion : « Le Brésil semble avoir très peu appris des graves erreurs qu'il a commises au fil des années en matière de sécurité publique. La politique du ''tirer d'abord, interroger ensuite'' a fait de Rio de Janeiro l'une des villes les plus meurtrières au monde[123] ». D'autres organisations ont quant à elles mis en garde contre l'insécurité sur les chantiers puisqu'onze ouvriers ont trouvé la mort pendant les travaux des stades de la Coupe du Monde brésilienne. L'organisation « *Comitê Popular da Copa e Olimpiadas*[124] » s'est vouée entièrement à la critique des violations aux droits humains engendrés au Brésil en lien avec les méga-événements, principalement des évictions de favelas situées sur le trajet d'un équipement ou d'une infrastructure Olympique. De multiples rapports ont été diffusés tout au long de la préparation des villes et même après les compétitions pour dénoncer les multiples injustices et détournements de lois.

Le « Comitê Popular da Copa e das Olimpiadas » né à la suite de l'expérience des Jeux Panaméricains de 2007 a montré des fragilités du gouvernement brésilien pour établir un processus de gestion démocratique et de transparence des coûts publics. Il est composé de leaders populaires qui dénoncent des Jeux à l'initiative privée, choix qui n'aurait aucun retour

[122] Article du New York Times « *Keep Your Mouth Closed : Aquatic Olympians Face a Toxic Stew in* Rio ». Le 26 juillet 2016 par Andrew Jacobs.
[123] Communiqué de presse du 2 juin 2016, Amnesty International. https://www.amnesty.org/fr/press-releases/2016/06/brazil-on-fast-track-course-to-repeat-epic-world-cup-failures-during-olympics/.
[124] « Comité Populaire de la Coupe du monde et des Olympiades ».

positif pour la société, en termes d'améliorations sociales, urbaines et environnementales pour la ville[125].

Afin de contrer le modèle dominant et dénoncer les diverses violations du droit pratiquées au nom des méga-événements, le Comité Populaire expose dans plusieurs dossiers comment dans les villes-hôtes, les mouvements sociaux, les ONG, les institutions académiques, les leaders populaires et les habitants touchés par les actions arbitraires de la préfecture se mobilisent pour résister aux processus de mercantilisation de la ville et faire pression pour établir une discussion démocratique sur ce que devraient être réellement les héritages des méga-événements.

Sur leur site internet, une série d'articles donne la parole à des habitants de Rio de Janeiro qui ont subi une éviction forcée à cause des Olympiades et du Mondial. Dans un article du 18 septembre 2013, Michel Souza dos Santos, un habitant d'une favela de Rio dont la maison se trouvait sur le passage du *Transoeste*, la liaison routière entre *Barra da Tijuca* et l'ouest de la ville réalisée pour le Jeux Olympiques dit avoir perdu son logement en 2010. Malgré une promesse de compensation financière de la part de la préfecture pour l'achat d'une maison il n'a jamais rien reçu, « J'ai dû emprunter à la banque et payer la banque parce que le gouvernement ne m'a rien donné. En plus de ne rien me donner, ils m'ont enlevé le peu que j'avais. Je me suis senti dans un endroit sans lois[126] ».

Un deuxième article du 10 septembre 2013 titre « Après les évictions, les terrains sont vides sur le *Transoeste*[127] ». Les habitants dont les témoignages appuient les propos ont perdu leur maison de la *favela do Recreio*, dénonçant des choix arbitraires et questionnant le motif de l'éviction. Il y est mentionné que depuis 2009, soit le début de la politique de méga-événements sportifs à Rio de Janeiro et du gouvernement d'Eduardo Paes, 65 000 favelados ont perdu leur maison à cause des travaux, des faits condamnés par Amnesty International et qui remettent en cause le développement urbain des villes par les méga-événements. « Les organisateurs olympiques doivent exhorter les autorités brésiliennes à arrêter les expulsions forcées. Des favelas et établissements informels autour de la ville ont déjà été touchés au

[125] Présentation du Comitê popular da Copa e Olimpiadas. https://comitepopulario.wordpress.com/apresentacao/.

[126] Article du 18 septembre 2013. « Remoções na Transoeste : « Me senti num lugar que não tinha lei » » du Comitê Popular da Copa e das Olimpiadas.

[127] Article du 10 septembre 2011, « Após remoções, terrenos vazios na Transoeste ». Comitê Popular da Copa e das Olimpiadas. https://comitepopulario.wordpress.com/2013/09/10/apos-remocoes-terrenos-vazios-na-transoeste/.

cours de la dernière année et d'autres sont prévues par les autorités. Les travaux d'infrastructure clés, tels que la construction des trois voies de bus de bus express (TransCarioca, TransOeste, TransOlimpica), les travaux autour du stade Maracaña et la modernisation de la zone portuaire ont déjà conduit à de graves violations[128] ».

En 2011, le congrès National brésilien vote également la « Loi générale de la Coupe », un texte qui bouleverse les règles en vigueur par la création d'un « contexte d'exception » qui vise à ne pas créer d'obstacles aux intérêts liés à la réalisation de la Coupe du Monde de 2014 et des Jeux de 2016. La loi instaure des procédures visant à garantir l'exclusivité des symboles officiels de propriété de la FIFA et du CIO, sans préciser ce qu'ils seront. Du nom des villes aux images retransmises publiquement, les comités ont désormais un droit de propriété et d'image. La loi impose un monopole commercial autour des infrastructures, dont de nombreuses études ont démontré les effets sur le commerce local et les vendeurs ambulants traditionnels. La loi de la Coupe est l'élément déterminant qui amène la communauté scientifique à parler d'un « État d'exception (VAINER, 2011)».

Le questionnement sur le développement pour les nations et villes-hôte revient régulièrement en une du débat politique des méga-événements. Au nom de « l'urgence » imposée par le calendrier serré des travaux, des structures de gestion exceptionnelle entrent en jeu dans le but de contourner les structures traditionnelles de la planification (DE OLIVEIRA, 2011). Dès lors, de nouvelles lois sont créées, les normes urbaines sont adaptées, des façons d'exercer le pouvoir sont prescrites et le territoire doit s'adapter. Les coûts sociaux peuvent alors être élevés. Pour Nelma Gusmoã De Oliveira (2011), la rhétorique qui veut mettre fin au « désordre urbain « , autorise la violation des droits fondamentaux de la personne humaine ». Ainsi, pour vendre au monde une image de métropole sécurisée et sans problèmes, des lois sont bafouées. Pour l'auteur, « les transformations liées à la réalisation de méga-événements sportifs dans la ville de Rio de Janeiro, ont seulement favorisé la diminution radicale de la discussion politique et amplifié les distances sociales entre les habitants d'une ville qui est déjà si inégale ».

[128] Article du 14 novembre 2011, « Brazil : Forced evictions must not mar Rio Olympic ». Amnesty International. https://www.amnesty.org/en/latest/news/2011/11/brazil-forced-evictions-must-not-mar-rio-olympics/.

L’adaptation à tout prix de Rio de Janeiro provoque de nombreuses évictions de populations, principalement de favelas. Certains projets sont remis en cause, notamment la fameuse « révolution des transports » promise par la préfecture de Rio. Beaucoup de lignes s’arrêtent effectivement aux limites de la municipalité de Rio de Janeiro, ne bénéficiant qu’à la moitié de la population de l’agglomération. La grande périphérie, territoire où se concentre une majorité de la population la plus pauvre, n’a pas été intégrée dans le projet malgré une demande de services de transport vers d’autres régions de la ville. Dans ce contexte, les investissements en transports pour la Coupe du Monde 2014 et les Jeux Olympiques 2016 ont été majoritairement centrés territorialement. En résulte alors une certaine inégalité dans la distribution des investissements à l’intérieur même de la municipalité (JACOBERGER - LAVOUE, 2016).

2.4. Curitiba et le Mondial 2014, une opportunité à saisir

De l'émergence d'une métropole à son essoufflement

À travers l'exubérante Forêt Atlantique se dresse sur un plateau à 900 mètres d'altitude la métropole de Curitiba. Comme dans la plupart des villes du Brésil, on accède à la capitale de l'État du *Paraná* par la route ou par les airs. Le vieux train qui la relie au port de *Paranagua*, trop lent, réserve ses panoramas sur les contreforts escarpés de la *Serra do Mar* aux touristes et aux marchandises. Curitiba, septième ville du Brésil, s'est développée à la faveur d'un processus d'urbanisation exceptionnel, qui en a fait une référence nationale et internationale en matière de planification urbaine et de qualité de vie. La ville, qui fut un temps pressentie comme capitale du *Mercosul*[129] a d'abord été indienne, puis portugaise. Les premières rues et quartiers résidentiels ont été édifiés par les explorateurs qui défrichaient le pays dans l'espoir d'y trouver de l'or. Vers 1700, les éleveurs, en y faisant transiter leurs troupeaux de l'Argentine vers São Paulo y favorisent l'essor du commerce. Au milieu du XIXème siècle, sous l'Empire colonial, Curitiba est nommée capitale du nouvel État du *Paraná*. Forte de son nouveau statut, la ville devient la destination de nombreuses familles, d'origines multiples, Allemagne, Italie, Pologne, Ukraine et Japon, ainsi que du centre du pays.

En 1943, le Plan Agache structure la ville grandissante de Curitiba. Afin de contrôler la croissance de la métropole, le plan, à partir d'un système radioconcentrique commence à sectoriser la ville. Il propose la mise en place de services publics, la création de plusieurs centres secondaires, de larges voies de communication, une zone industrielle, un campus universitaire. Cependant, la Seconde Guerre Mondiale et des problèmes budgétaires ralentissent la mise en œuvre du projet tout en laissant un héritage certain pour les années à venir. Dès 1955, la ville se dote d'un plan de transports collectifs. La croissance exponentielle du nombre d'habitants contrarie le Plan Agache qui ne permet plus la maîtrise de l'urbanisation. En 20 ans, la population de Curitiba a triplé et les solutions de transports envisagées ne correspondent plus aux besoins.

[129] Le Mercosul, Marché commun du Sud, est une communauté économique composée de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay, de l'Uruguay, et du Venezuela. Le traité permet la libre circulation des biens, des services et des facteurs productifs entre les pays membres.

En 1966, sous le mandat du conseiller et architecte Jaime Lerner, urbaniste et trois fois maire de Curitiba (1971, 1979, et 1989), les fondations de la nouvelle ville se posent. Elle prend en main son développement pour faire face à une croissance démographique de plus de 5% par année entre 1950 et 1970[130]. Une idée innovante vaudra à Curitiba le statut de « Ville Modèle » : le tracé d'un plan directeur composé de cinq axes principaux censés permettre une croissance linéaire en attirant les constructions résidentielles et commerciales le long des axes de transport, véritable colonne vertébrale de la ville[131]. Dès 1974, un réseau intégré de transport très innovant est créé. Un « métro de surface » sous la forme de bus à haut niveau de service (BHNS), accessible par des tubes d'embarquement, réseau principal auquel sont raccordées des lignes secondaires. Ce système efficace, plus économique qu'un métro traditionnel, transporte 1.8 millions de passagers par jour[132]. Au-delà du projet emblématique de transport, illustration précoce du concept nord-américain de Transit Orientes Development (TOD), Curitiba, la Cité-Modèle de l'Amérique Latine est reconnue pour de nombreux autres projets favorables à l'environnement et à la qualité de vie[133]. Concentrer l'urbanisation le long des axes a permis de sauvegarder plus de 50m2 d'espaces verts par habitant[134]. De vastes parcs ont été créés le long de la rivière *Barigui*, pour faire face aux risques d'inondation récurrents et rendre hommage aux nombreuses communautés de la ville : jardin polonais, bois allemand, mémorial ukrainien. Les aménagements sportifs, culturels et de loisir ont évité l'habituelle occupation par les favelas. La ville se distingue aussi par la création d'emplois : tri et recyclage des déchets, dont les favelados constituent la main d'œuvre majoritaire. Dans un contexte politique dictatorial, Curitiba illustre le « miracle brésilien ». Les stratégies de marketing urbain font la promotion de la métropole, reconnue comme un « modèle de planification » d'« innovation », d'« efficacité », de « souci de l'environnement » (SANCHEZ, 2003). Curitiba est une « ville contexte » construite autour d'un récit de ville innovante (MANGIN, 2004). Le modèle de durabilité, soutenu par l'ONU a fait école dans le monde entier. Curitiba est un symbole de modernité nationale et internationale en termes

[130] IBGE – Censos Demograficos, Contagem Populacional, Estimativas Populacionais.

[131] Le réseau de transport dirigent effectivement l'organisation spatiale des villes, les prix des logements, la répartition des emplois dépendant en grande partie de l'accessibilité et donc des transports (FIJALKOW, 2013)

[132] Données de 2007. IPPUB – Banco de dados.

[133] Prix du meilleur environnement en 1990 par le PNUS, Prix de la Cité la plus innovante au monde en 1996 au deuxième sommet mondial des maires et urbanistes à Istanbul, Sustainable transport Award de l'IDTP en 2010.

[134] La recommandation de l'ONU est de 12m2 par habitant. À titre de comparaison, Paris et sa petite couronne observent une moyenne de 8,6m2 en 2001.

d'infrastructures de transport et de qualité de vie, des domaines carencés dans les pays du Sud.

Cependant, à Curitiba, l'utopie verte et sociale montre dès les années 1980 des signes d'essoufflement face à une problématique récurrente au Brésil : l'explosion démographique. Victime de son succès, Curitiba attire des populations, et affichait encore récemment le plus fort taux de croissance du pays. La population de son noyau urbain, multipliée par trois entre 1950 et 2014, passe de 650 000 habitants à 1 894 000 (IBGE), provoquant des bouleversements, notamment la spéculation immobilière. La surévaluation foncière aux abords des axes a influencé l'occupation des autres municipalités, plus accessibles financièrement pour les populations aux revenus faibles (PEREIRA et SILVA, 2007). Dans les années 2000, Curitiba perd sa capacité d'innovation qui avait fait de son modèle une réussite. Symbole de la « ville modèle », l'innovant réseau de transport se sature et peine à se renouveler. La métropole verte et l'IPPUC élaborent des solutions pour pallier les carences urbaines. Par manque de finances, les projets ne se réalisent pas. La Coupe du Monde 2014 au Brésil accompagnée d'un budget de développement de la mobilité pour les villes-hôte est l'opportunité de les réaliser.

Pallier les carences urbaines

Pour développer sa stratégie urbaine et sa spécificité, Curitiba ne s'inscrit pas dans l'agenda des méga-événements internationaux puisqu'elle « *a déjà marqué sa position avec l'expérience de son Master Plan dès 1965 et son statut de ville modèle* » [135]. Depuis l'essoufflement du système de transport début 2010, la métropole mise sur deux stratégies : développer la culture et le bien-être des habitants : « *Aujourd'hui la préoccupation de la ville est triple : la planification urbaine, le niveau de vie et le design*[136] ». La ville s'enorgueilli d'être une métropole effervescente. Elle mise en effet sur la création et la culture pour attirer les investissements et s'inscrit dans les réseaux de labélisation. En 2014, elle est élue Ville Créative de Design de l'UNESCO, un réseau qui défend la diversité culturelle et encourage la valorisation des potentiels créatifs, social et économique des collectivités locales[137]. La culture

[135] Extrait d'entretien réalisé le 5 décembre 2015 avec une architecte-urbaniste, professeur à l'UFPR.
[136] Extrait d'entretien réalisé le 28 juin 2016 avec un architecte de l'IPPUC.
[137] https://fr.unesco.org/creative-cities/.

est pour elle une stratégie de développement : « Nous pensons que le design peut ajouter de la valeur à la ville, une nouvelle identité. Nous avons également concouru il y a quelques années pour devenir la Capitale Mondiale du Design 2018, nous avons battu de nombreuses villes, mais c'est finalement Mexico qui a remporté le titre » [138].

La relation entre Curitiba et le design commence lors de la création de l'IPPUC en 1965 et l'exécution du Plan Directeur de la ville. Le design spécifique des tubes d'embarquements, symboles de la ville reflète le goût des politiques publiques pour l'art. La métropole porte aujourd'hui encore le design et l'innovation au cœur de ses activités, à l'image du projet « SouCuritiba » (Je suis Curitiba) qui propose des souvenirs inspirés de l'identité de Curitiba et promeut des capacités techniques et professionnelles Le plan directeur actuel de la métropole affiche également une catégorie spécifique « Innovation et Design » en cours d'élaboration, au même titre que l'accessibilité de la ville ou l'adaptation aux changements climatiques[139]. Malgré la nouvelle stratégie culturelle de la métropole, les carences en termes de transport sont toujours présentes. L'annonce de l'organisation de la Coupe du Monde au Brésil en 2014 et d'un budget alloué au développement urbain des villes-hôte se révèle être pour Curitiba l'opportunité de les pallier.

Le 30 octobre 2007, le Brésil est choisi par la FIFA comme pays hôte de la Coupe du Monde de Football 2014[140]. Un conflit s'installe alors entre les plus grandes métropoles brésiliennes pour savoir quelles seront les douze villes à accueillir l'événement sportif. Pour Curitiba, considérée comme une des favorites par son infrastructure hôtelière, de transport et de communication, il semble difficile de rester en dehors d'un tel événement. Grâce aux investissements financiers de la FIFA et au lancement du PAC Copa (Programme d'accélération de la Croissance pour la Coupe du Monde), le Brésil fait le choix de sélectionner non pas douze métropoles, mais douze projets d'amélioration de la mobilité urbaine, considérés comme les héritages du

[138] Extrait d'entretien réalisé le 28 juin 2016 avec un architecte de l'IPPUC.
[139] http://www.ippuc.org.br.
[140] La FIFA (Fédération Internationale de Football Association), avait en effet annoncé en 2003 que la Coupe du Monde 2014 serait organisée en Amérique du Sud, en accord avec sa nouvelle politique, qui veut que l'organisation de la phase finale de la coupe tourne à travers les différentes confédérations continentales, poursuivant ainsi sur la lancée des dernières compétitions, Asie en 2002 avec le Japon et la Corée du Sud, Europe en 2006 avec l'Allemagne et Afrique en 2010 avec l'Afrique du Sud.

Mondial. La capitale du Paraná voit dans cet événement l'opportunité de résoudre ses problèmes de mobilité.

Fin mai 2009, aux Bahamas, la « ville modèle » est officiellement désignée comme une des villes hôte de la Coupe du Monde 2014. Dans ce climat favorable, Curitiba entreprend le lancement du projet de mobilité de la Coupe du Monde avec une restructuration importante de son réseau viaire, et la construction d'un stade. La métropole voit là la possibilité de réaliser son « rêve » de métro. Cependant, le désaccord entre la préfecture de Curitiba et le gouvernement fédéral renvoie le projet dans les tiroirs. « Ce que la Coupe du Monde a fait pour nous, c'est apporter des ressources pour que nous puissions réaliser des projets déjà élaborés, mais le gouvernement fédéral n'a apporté que 10% du budget, c'est la municipalité qui a financé les 90% restants »[141]. Malgré un financement plus bas que celui espéré, le Mondial crée une impulsion pour la réalisation de travaux d'amélioration dans la métropole.

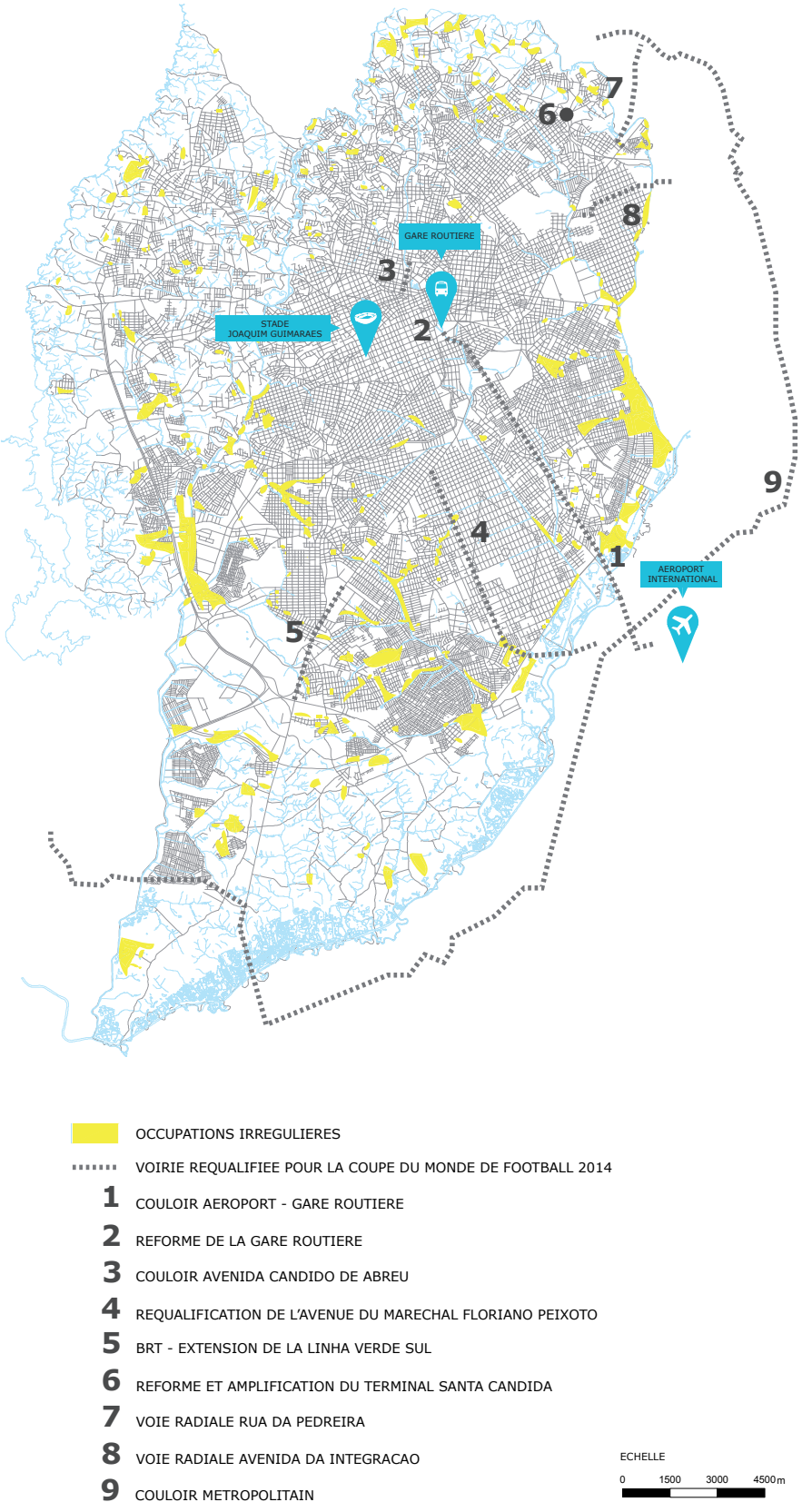
Depuis sa nomination, la ville se prépare proposant un grand nombre de travaux pour améliorer la mobilité. La communauté scientifique souvent critique des projets urbains liés aux méga-événements est cette fois unanime sur le fait que les projets envisagés vont dans le sens du Plan Directeur de la ville, et qu'ils faisaient partie d'un ensemble déjà pensés depuis longtemps pour répondre aux nouveaux besoins de la métropole (FIRKOWSKI, 2015). Pour la géographe brésilienne Fernanda Keiko Ikuta (2015), « Il est important de souligner que la Coupe du Monde 2014, n'a pas apporté de grandes ruptures urbanistiques à Curitiba. Au contraire, les travaux effectués ont été ponctuels et ont obéi à des projets de longue date. La Coupe du Monde de 2014 a été pour la métropole l'occasion de les faire « sortir du papier ». Les interventions se concentrent sur un des symboles de Curitiba : sa mobilité. Pour les architectes brésiliennes Elena Justen Brandenburg et Ana Caroline de Oliveira Chimenez, « En saisissant l'opportunité d'accueillir la Coupe du Monde 2014, la ville continue ainsi de maintenir sa stratégie de marketing urbain en exaltant toujours son image de ville modèle et bien planifiée à partir de la construction permanente d'équipements urbains symboliques » (BRANDENBURG et CHIMENEZ, 2015).

Divers projets sont annoncés (fig. 24). Première priorité, requalifier le couloir menant de l'aéroport à la gare routière, principale voie d'accès à la ville, et circuit inévitable pour les

[141] Extrait d'entretien réalisé le 28 juin 2016 avec un architecte de l'IPPUC.

touristes du Mondial de football. Le nouveau couloir se veut alors comme une vitrine de la ville. Deuxième objectif, requalifier et amplifier l'aéroport et la gare routière afin d'augmenter la capacité d'accueil de voyageurs. Troisième objectif, la reconstruction du stade *Joaquim-Américo-Guimarães*, renommé pour l'occasion « *Arena Baixada* » afin de l'adapter aux normes imposées par la FIFA.

Figure 24 - Travaux de mobilité pour la Coupe du Monde 2014 - Curitiba



IPPUC / © Caroline Chabot

Malgré l'insertion des travaux de la Coupe du Monde dans un projet urbain plus large, les équipements et infrastructures réalisés ont été largement critiqués par la population et la communauté scientifique locale. Le point d'orgue revient à la construction du *Viaduc Estaiado*, dont les travaux ont commencé en 2012. L'infrastructure comprise dans le projet de requalification de l'avenue menant de l'aéroport au centre-ville de Curitiba, un changement de plan puisqu'une tranchée sous l'avenue devait permettre la traversée. La préfecture a cependant mis en place une solution « moins simple[142] » en construisant le *Viaduc Estadio* au-dessus de l'avenue *Comendador Franco*, une infrastructure haute de 74 mètres et longue de 225 mètres et au design très singulier. Pour Rosa Moura (2011) il est possible d'en déduire que la planification de Curitiba se caractérise par la recherche constante de rénovation de l'imaginaire urbain autour de la ville à partir de la création d'équipements symboliques. Cette pratique renforce alors non seulement l'image de la ville comme un pôle attractif du marché international, mais également comme un inducteur de la pensée unique (SANTOS, 1999).

D'après des chercheurs de l'Université Fédérale du Paraná (UFPR), les effets de la Coupe du Monde à Curitiba ont eu une expression très réduite, restreints à des zones spécifiques de la métropole (FIRKOWSKI, 2015). Les besoins moindres en équipements et infrastructures de la Coupe du Monde par rapport aux Jeux Olympiques n'ont pas empêché à Curitiba les violations des droits humains. Tout comme dans l'ancienne capitale du pays et dans de nombreuses autres villes-hôte brésiliennes, des mobilisations citoyennes et des ONG ont dénoncé de tels agissements. Le Comitê Popular da Copa, dans son rapport sur les travaux effectués à Curitiba énumère ce qu'ils nomment des « effets Coupe du Monde[143] ». L'organisation signale de nombreuses expulsions forcées, le manque d'informations sur les investissements publics et de participation citoyenne. Elle indique également des violations du droit au travail notamment lors des travaux concernant la remise aux normes du stade *Joaquim Américo* (COMITÊ POPULAR DA COPA, TERRA DE DIREITOS, et OBSERVATORIO DAS METROPOLES 2013). Elle cite également des expulsions abusives de favelados.

[142] Brandenburg, Elena Justen, et Ana Caroline de Oliveira CHIMENEZ. (2015). « Reflexões sobre os casos do Viaduto Estaiado e do centenario da imigração japonesa do contexto da Copa do Mundo Fifa 2014 em Curitiba ». In *Curitiba, os impactos da Copa do Mundo 2014*, Kairos. Metropolização e Megaeventos. Curitiba.
[143] « Efeitos Copa »

L'ancrage brésilien des favelas et des méga-événements met en évidence leurs identités spatiales et matérielles. À Rio de Janeiro et Curitiba, respectivement, 25% et 10% de la population urbaine vit en favelas, représentant une importante emprise territoriale. Elles sont définies comme des lieux à la matérialité précaire, dont la structure est influencée par la topographie du terrain sur lequel elles sont implantées. Au cours de leur histoire, les fluctuations des politiques publiques influencent cette identité spatiale. Le champ lexical de la relation entre les favelas et les politiques publiques rend compte d'évolutions matérielles et spatiales : tolérées dans l'espace public, déplacées, foncièrement légalisées, spatialement récupérées et matériellement consolidées. Puis le contexte géographique de leur implantation induit des risques environnementaux (éboulements, inondations) accentués par la matérialité précaire des habitations. Les risques sociaux, marqués par l'emprise territoriale du narcotrafic dans les favelas grâce au marquage des murs, consolident les dimensions spatiales et matérielles du phénomène favela. Enfin, la pacification des favelas pour les méga-événements sportifs internationaux constitue une reconquête spatiale par les politiques publiques et représente l'une des premières confrontations entre les deux phénomènes étudiés.

La construction du Brésil événement pour la réception du double battement Coupe du Monde 2014 et Jeux Olympiques 2016 montre différentes logiques d'organisations spatiales. Tandis que la Coupe du Monde de football est organisée à partir d'un sport unique dans plusieurs villes du pays-hôte, les JO proposent plusieurs disciplines centralisées dans une ville unique. En termes de quantité d'équipements, les besoins diffèrent. Alors que les matchs de football de la Coupe du Monde ne requièrent que des stades, les Olympiades nécessitent des équipements et infrastructures plus nombreux afin d'accueillir les disciplines sportives. L'effet de catalyseur urbain qu'engagent ces grandes manifestations sportives est alors l'une des raisons les plus évoquées par les pays et les villes pour y candidater. Enfin, les cas de Rio de Janeiro et de Curitiba ancrent spatialement le phénomène et mettent en évidence deux manières différentes de déployer le méga-événement sur le territoire. Pour la première, les transformations urbaines s'adaptent au calendrier événementiel : les travaux urbains sont réalisés au coup par coup, selon les besoins de chaque événement. Dans la deuxième, les

transformations suivent un axe de développement urbain pensé sur le long terme avant même l'arrivée du méga événement dans la ville. Tandis que dans le premier cas la ville s'adapte aux méga-événement, dans le second, à l'inverse, c'est le méga-événement qui s'adapte à la ville.

Un foisonnement d'études existe sur les favelas et les méga-événements brésiliens, mêlant de nombreuses disciplines. Des sociologues et géographes (PERLMAN, 1976; LEEDS et LEEDS, 1978; VALLADARES, 2000; CHETRY, 2010) ont montré depuis les années 1960 le dynamisme social et économique interne aux favelas en s'opposant au mythe de la marginalité des anthropologues américains (PEARSE, 1961; CLAVAL, 2004). Des architectes et urbanistes se sont également orientés vers ces espaces d'enquête, apportant une vision spatiale et matérielle afin de répondre aux demandes sociales sous forme de projets urbains et architecturaux (BERENSTEIN-JACQUES, 1998; DRUMMOND, 1981). Concernant les Jeux Olympiques 2016 et la Coupe du Monde 2014, des géographes, architectes et sociologues ont investi les transformations urbaines et la notion d'héritage de ces grandes compétitions à Rio de Janeiro et Curitiba (GILLON, 2016; LABARRE, 2013; BRANDENBURG et CHIMENEZ, 2015).

Toutes les approches théoriques, selon des termes différents, ont exclusivement abordé les objets favelas et méga-événements de façons séparées. Cependant, face aux emprises spatiales des deux phénomènes, leur confrontation était inévitable. Une relecture de la favela s'avère alors nécessaire. Notre approche s'inscrit dans la continuité de travaux déjà effectués sur leurs évolutions socio-spatiales. Nous nous positionnons comme les héritiers de la démarche méthodologique de Didier Drummond qui par une approche spatiale et une observation de terrain permet d'étudier l'évolution d'un lieu. La spatialité comme révélatrice des transformations.

PARTIE 2 – DES CONFRONTATIONS MULTIPLES : MÉTAMORPHOSES SOCIO-URBAINES

L'analyse est portée sur le rendement de l'investigation spatiale, mise à l'épreuve à partir d'histoires de favelas antinomiques et de typologies plurielles et appuyée par les récits des experts de la ville. Poursuivant une saisie au plus près des confrontations entre favelas et méga-événements, les représentations graphiques révèlent les bouleversements sociaux-urbains entre l'avant et l'après méga-événement. L'approche par l'analyse spatiale permet d'entrer en profondeur dans des contextes, des conflits, des luttes, des métamorphoses et de saisir les enjeux et les acteurs qui structurent la confrontation entre les méga-événements et les favelas. L'hypothèse avancée dans cette partie est que les transformations du cadre matériel, en un mot, de l'architecture, décryptent les processus en cours dans la confrontation. Les traces spatiales, éphémères ou permanentes rendent comptent de successions de faits, d'histoires, de la vie quotidienne comme des grands bouleversements. L'espace est ici un élément révélateur des questions sociales.

Le chapitre 3 éclaire la méthode privilégiée : l'observation et l'analyse spatiale. Des définitions de la favela sont mobilisées (UN-HABITAT, IBGE) et croisées à l'apport de nombreuses lectures, généralistes ou plus techniques. Ces premiers éléments de cadrage conduisent à retenir six critères qui constituent la grille d'analyse des transformations du cadre bâti : L'accès à l'infrastructure de base, l'accès aux équipements de base, la qualité du bâti, la densité de population, la structure foncière, les risques et vulnérabilités. L'intérêt majeur est de révéler à travers des représentations graphiques des états des lieux synchroniques successifs afin déqualifier des transformations diachroniques. L'adaptation de la méthode aux terrains rend compte des limites imposées par l'objet d'études : difficile accès au terrain, risques. L'approche spatiale constitue la clé de voûte de la deuxième partie pour observer les transformations du cadre matériel des favelas.

Les chapitres 4 à 8 analysent les confrontations entre les méga-événements et les cinq favelas retenues : *Vila Autodromo, Vidigal, Morro da Providência, Vila Torres et Vila Parolin*. Les analyses graphiques invitent à découvrir et qualifier des confrontations hétérogènes, de la

plus brutale à la plus altruiste. La favela *Vila Autodromo* est éradiquée face au rouleau compresseur des Jeux Olympiques malgré les mobilisations et contestations et laisse place au Parc Olympique de Rio de Janeiro. *Vidigal*, éloignée physiquement des travaux des méga-événements attire cependant les touristes présents pour l'occasion et se mondialise en jouant sur son décor de rêve. *Morro da Providência*, favela originelle de Rio de Janeiro est patrimonialisée grâce à son histoire, sa culture et sa position géographique au cœur d'une zone portuaire en requalification pour les JO. À Curitiba, la favela *Vila Torres* qui longe la route du Mondial 2014 est intégrée au maillage urbain par des interventions urbaines et sociales. Enfin, *Vila Parolin*, à l'écart des travaux urbains événementiels ne montre pas de bouleversements majeurs de son cadre bâti et suit le rythme d'évolution ordinaire des favelas.

Chapitre 3/ La révélation spatiale des transformations

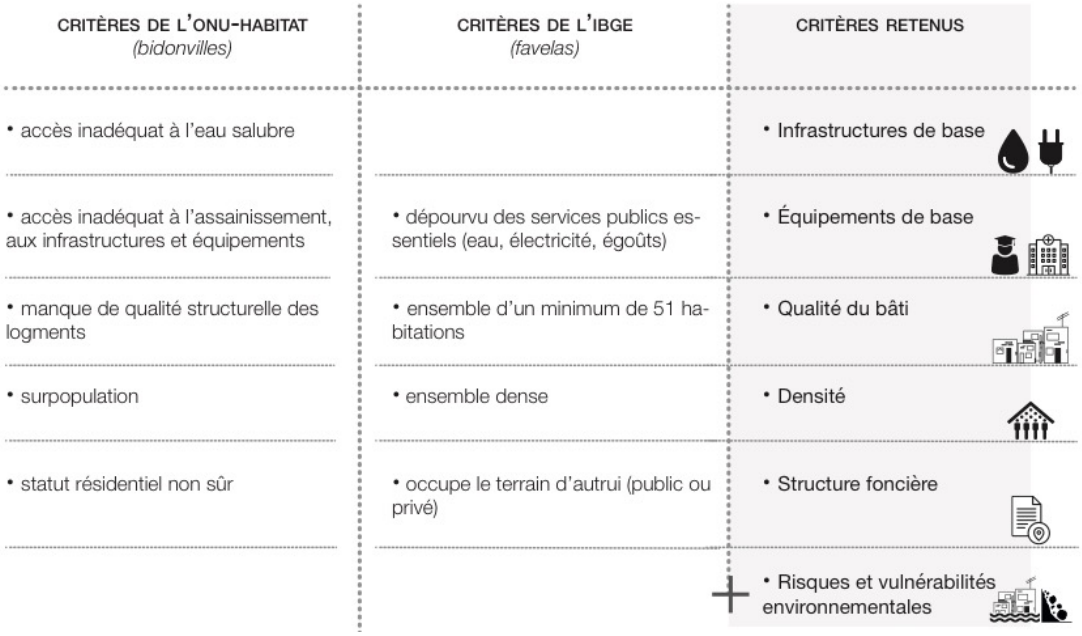
Afin de caractériser la confrontation entre les méga-événements et les favelas, l'approche spatiale est la méthode d'investigation privilégiée. Rappelons que notre travail se situe à la frontière encore peu explorée entre deux champs de recherche dynamiques : d'une part la sociologie urbaine pour appréhender les dynamiques de la pauvreté, les phénomènes de métropolisation et d'exclusion, de fragmentation urbaine, d'accessibilité aux services essentiels, et d'autre part l'architecture en tant que forme matérielle de la vie sociale, expression de la ville en évolution. Les outils de représentations graphiques, supports de l'observation spatiale *in situ* ou via Google Maps, et l'analyse cartographique, sont les deux principales techniques mises en œuvre. Elles ont été couplées à une série d'entretiens menés auprès de différents acteurs et à une revue de presse. Nous avons aussi été en prise directe avec les terrains, grâce aux « visites » organisées ou réalisées individuellement. Il est évident que notre formation d'architecte a orienté le choix de la méthode d'investigation et des critères retenus, tant ils sont familiers à tous ceux qui privilégient l'espace physique pour décrire une réalité sociale, pour interpréter les dynamiques passées et en cours, pour se projeter vers l'avenir. Les observations spatiales mises en œuvre conduisent à des états des lieux synchroniques successifs, avant et après le méga-événement, pour faire émerger des logiques de transformations diachroniques. Cinq favelas ont été retenues pour illustrer leur confrontation aux méga-événements sportifs internationaux : *Vila Autodromo*, *Vidigal* et *Morro da Providência* à Rio de Janeiro ; *Vila Torres* et *Vila Parolin* à Curitiba.

3.1. Caractériser une réalité matérielle et en faire une analyse diachronique

Le travail d'analyse graphique dresse le portrait de chaque situation au travers de caractéristiques physiques, socio-économiques, socio-environnementales, politiques et symboliques. Dans un premier temps, la définition du bidonville de l'ONU et celle de la favela de l'IBGE, croisées à l'apport de nombreuses lectures, généralistes ou plus techniques, nous amènent à retenir six critères qui servent à caractériser une favela : l'accès à l'infrastructure de base, l'accès aux équipements de base, la qualité du bâti, la densité de population, la

structure foncière de la favela et enfin les risques et les vulnérabilités environnementales (fig. 25).

Figure 25 : Critères d'analyse retenus pour l'enquête

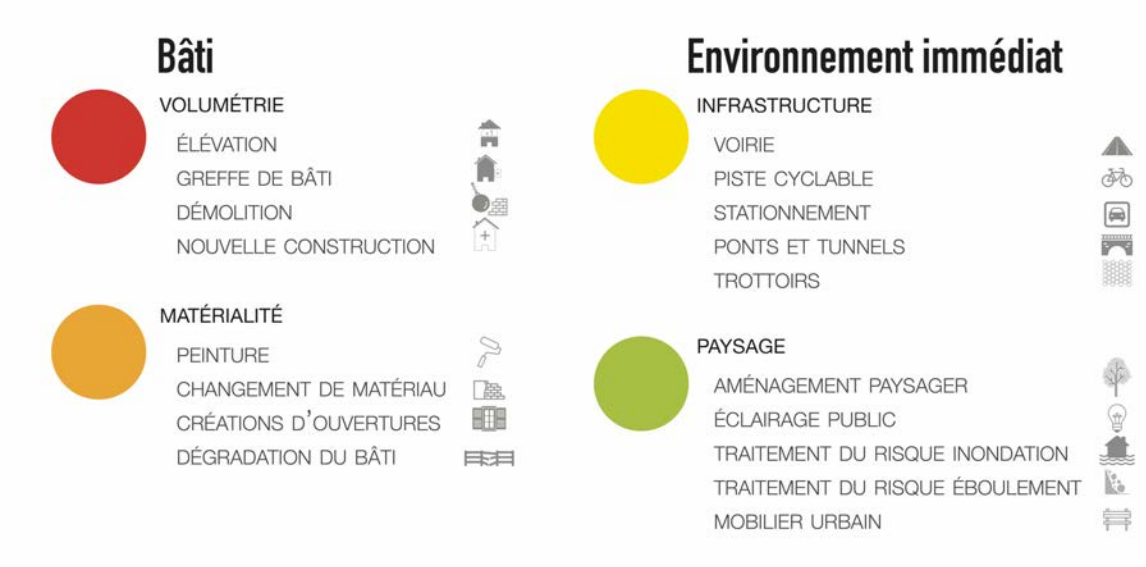


© Caroline Chabot

Dans un second temps, il a fallu préciser le contenu empirique de chaque critère. Certains (densité, structure foncière et accès aux d'infrastructures de base – eau, électricité, ramassage des déchets) sont déjà connus et formalisés via les données et documents produits par les municipalités de Rio de Janeiro et Curitiba. Ce sont des données quantitatives ou issues de documents juridiques qui s'imposent d'elles-mêmes. Il faut alors les mobiliser de façon adéquate et elles ne nécessitent pas pour nous un travail singulier.

Les trois autres critères (qualité du bâti, risques environnementaux, accès aux équipements de base), plus qualitatifs, obligent à identifier des indicateurs singuliers, signes ou supports des transformations observées. Pour cela nous avons dissocié trois éléments, les bâtiments, leur environnement immédiat (fig. 26) et les constructions nouvelles d'équipements.

Figure 26 – Grille d'indicateurs, bâti et environnement immédiat



© Caroline Chabot

Le premier indicateur porte sur les bâtiments entendus comme des volumes et des matérialités. La volumétrie d'une habitation peut en effet s'élever, être démolie, accueillir une extension latérale ou bien être une nouvelle construction. Pour le bâtiment, le deuxième indicateur aborde la matérialité visible au travers du revêtement qui peut être modifié dans sa composition, être dégradée ou encore améliorée.

Concernant l'environnement immédiat, nous avons considéré les infrastructures viaires (création de nouvelles voiries, de pistes cyclables, de stationnement, la construction de ponts et de tunnels ou encore de trottoirs) et les espaces paysagers (aménagements paysagers, implantation de mobilier urbain et traitement des risques environnementaux - éboulements et inondation - via divers moyens). Cette variable renvoie donc aux espaces publics de proximité et aux liens avec les autres parties de la ville.

Un dernier indicateur est la construction d'équipements de base (écoles et édifices de soins médicaux) pour saisir l'intégration des favelas dans la ville et l'intérêt que les politiques publiques leur portent. Les manques de service de santé et d'éducation dans les favelas sont des faits patents, entièrement liés à leur caractère illégal et à leur urbanité. L'absence d'écoles et d'édifices de soins est alors significative de leur difficile intégration au reste de la ville et du manque d'intérêt qu'elles suscitent pour les politiques publiques. Cette réalité peut cependant être modifiée, facilitée ou amputée par la réalisation de projets urbains tels que les méga-événements internationaux. Ainsi, la mise en évidence de nouveaux édifices

scolaires et de santé, dans ou à proximité de la favela et entre l'avant et l'après événement révèle son intérêt auprès des pouvoirs publics. Dans le contexte événementiel, elle rend compte de la confrontation avec le méga-événement et des transformations urbaines engagées. En effet, la construction d'un établissement scolaire ou de santé dans une favela témoigne d'une mise en accessibilité du site et de la réduction de sa perméabilité. Une mesure des trajets à parcourir pour accéder depuis la favela à l'équipement de base complète l'analyse. Un point central de la favela est déterminé, il s'agit dans la plupart des cas d'une place principale, d'un commerce, d'un lieu considéré par les habitants comme le centre de leur quartier. Un trajet relie le centre à l'équipement et des mesures effectuées via le logiciel *Google Maps* donnent la distance et le temps de trajet à pied nécessaire pour s'y rendre.

L'analyse diachronique du cadre bâti des favelas entre l'avant et l'après méga-événement est l'axe principal des observations et des interprétations du changement. Cette mise en perspective temporelle, classique, entre deux états est basée sur deux phases clés : le pré-événement et le post-événement. La logique analytique est assez simple (mesure de l'avant et l'après) mais la complexité des observations oblige à s'ajuster régulièrement à la projection du modèle théorique.

3.2. S'adapter aux terrains

Deux états des lieux reposent sur l'observation d'une liste de critères et d'indicateurs établis en amont, des observations sont adaptées au fur et à mesure des enquêtes de terrain qui peuvent être semées d'embûches. La formalisation graphique des états des lieux des favelas induit notre présence *in situ* aux deux phases d'observation. Nous n'avons pas pu établir sur place un état des lieux pré-Coupe du Monde 2014 à Curitiba puisque nos observations *in situ* se sont effectuées entre août 2015 et décembre 2016. Le logiciel *Google Street View*, très fréquemment utilisé par les architectes et les géographes a pallié ce manque en donnant un accès virtuel rétrospectif au terrain. Grâce à « PegMan », le piéton virtuel mis à disposition par le logiciel, la visualisation en trois dimensions de l'environnement bâti d'une rue ou d'un quartier est possible. La méthode permet en outre au lecteur de cheminer à travers le site à des temporalités différentes.

Les difficultés peuvent également être physiques. Si certaines favelas sont facilement accessibles, pour d'autres cela peut s'avérer plus « dangereux ». Les favelas Vila Parolin de Curitiba et Morro da Providência de Rio de Janeiro en sont nos principaux exemples. Outre les chemins escarpés et les habitant méfiants, la présence de trafiquants armés a limité les investigations. L'accès est d'autant plus difficile lorsqu'on ne maitrise pas encore la langue du pays pour dialoguer avec les habitants et expliquer les raisons de notre présence. A Morro da Providência, les conflits armés réguliers entre les gangs et la police, et ce pendant toute la durée de l'enquête, ne nous ont pas permis d'y aller physiquement afin d'y mener les phases d'observation. Pourtant, son statut de première favela de Rio de Janeiro et sa présence dans un quartier en mutation urbaine dans l'optique des Jeux Olympiques 2016 nous ont décidé à conserver le cas d'étude mais à adapter notre manière d'investiguer le terrain. Alors que pour Vila Parolin le logiciel *Google Street View* a été fortement mobilisé, pour Morro da Providência la méthode n'était pas envisageable : la favela n'a pas été scannée par l'entreprise *Google*. Cependant, de nombreuses sources vidéos existent sur le canal *YouTube*. Des images réalisées par des touristes, des reporters, des associations, exposent la favela aux deux phases d'observation de notre enquête et pallient les difficultés d'accès. Les limites sont cependant nombreuses. Les images disponibles dans les vidéos ne cadrent pas toujours la totalité du cadre bâti étudié et ne sont pas toujours de bonne qualité. Elles ne permettent pas non plus de ressentir l'ambiance du lieu.

3.3. Mode d'emploi

Les favelas étudiées sont de dimensions et de proportions disparates. Alors que la plus petite occupe une superficie de 86 000 m^2 avec moins de dix rues, la plus grande a une emprise de 300 000 m^2 avec des centaines de ruelles. Dans le temps imparti et compte tenu des difficultés d'accès, nous avons fait le choix de mener les observations sur certaines portions du territoire et non sur sa totalité. Des coupes de terrain réparties sur le territoire, couvrant *in fine* l'ensemble de la favela, ont été réalisées. Entre les favelas « plates » et les favelas « escarpées » la méthode est cependant différente. Vila Parolin, Vila Torres et Vila Autodromo sont construites sur des terrains non accidentés, en bordure de lacs ou de rivière. Vidigal et Morro da Providência se sont quant à elles développées sur des terrains escarpés. À la différence des favelas plates, elles sont composées d'une rue principale, menant du bas au sommet et les rues secondaires sont difficilement accessibles. La rue principale, plus large que les multiples voies secondaires est la première à afficher les transformations du lieu.

Pour chaque rue choisie, plusieurs points d'observation ont été déterminés. Conformément à la démarche de comparaison temporelle, ils font l'objet de deux phases d'observation régies par la grille d'indicateurs. Les résultats sont signifiés par le biais d'une comparaison photographique avant/après événement, suivie d'une liste d'indicateurs ayant montré une évolution. Un travail graphique de plans et de coupes replace dans l'espace les changements observés à l'aide d'un code couleur : en rouge, les évolutions volumétriques, en orange les transformations matérielles, en jaune les évolutions des infrastructures et en vert, les modifications paysagères.

Pour chaque favela investiguée, la totalité des évolutions spatiales observées est synthétisée sur une axonométrie générale du territoire. Elle donne ainsi une vision générale des transformations et de leur répartition. Chaque élément de la grille est ensuite analysé individuellement. Les points d'observation où les critères se manifestent sont colorés et reliés entre eux lorsqu'ils se jouxtent de manière à créer sur l'axonométrie de la favela des « zones de transformation ». La mise en perspective de ces résultats avec l'emplacement des travaux réalisés pour mettre en adéquation la ville avec le méga-événement permet dans une certaine mesure de saisir les effets de la confrontation et de la qualifier.

Finalement, notre démarche d'observation s'est efforcée de rendre compte spatialement et architecturalement des confrontations entre les méga-événements et cinq favelas. Notre grille d'analyse (six critères) puis nos indicateurs ont été notre feuille de route pour systématiser l'analyse du changement, avant et après le méga-événement. Nous avons dû de multiples façons nous adapter aux terrains retenus souvent pour des raisons pratiques mais toujours guidés par notre objectif majeur, comprendre et expliquer la dialectique entre méga-événement et quartiers de favelas. Cela n'a pas été simple (organisation des visites *in situ*) et nous a conduit à valoriser aussi de nouveaux outils d'observation comme « Street view ». Nous présentons donc les résultats de nos observations sur chaque site retenu en mettant en valeur l'analyse graphique.

Chapitre 4/ Vila Autodromo, la favela évincée

La dernière maison de Vila Autodromo devant le Parc Olympique Rio 2016

© Caroline Chabot

***15 novembre 2015 - Neuf mois avant les Jeux Olympiques*.**

Il faut plus d'une heure de transport en commun pour se rendre à Vila Autodromo depuis *Copacabana*. La favela se situe en effet dans la zone ouest de Rio de Janeiro dans le quartier de *Barra da Tijuca*. Le paysage est composé de larges avenues, bordées de palmiers et d'immeubles de dernière génération où le verre et l'acier dominent. Le quartier est un chantier à ciel ouvert. Le bus emprunte l'Avenue *Abelardo Bueno* et slalome entre les plots disposés au sol, plus loins, une pancarte indique « *Transolimpica* en construction ». À gauche de l'avenue, un bâtiment blanc à demi couvert arbore sur sa façade les anneaux olympiques, Vila Autodromo n'est pas loin. L'édifice marque en effet le début du Parc Olympique de Rio 2016 et abrite le Parc Aquatique *Maria Lenk* hérité des Jeux Panaméricains de 2007. Il devient au fur et à mesure des visites de

terrain, un point de repère pour savoir à quel moment descendre du bus. Une longue barrière de tôle et d'acier délimite le Parc en travaux. Puis elle laisse place à un parvis qui dirige le regard vers un édifice imposant dont la structure semble s'inspirer des salles américaines de la NBA. Des lettres, accrochées sur un auvent forment l'inscription « HSBC Arena ». L'édifice, également hérité des Jeux Panaméricains est destiné à accueillir les épreuves olympiques de gymnastiques. À l'intérieur et à l'extérieur du Parc Olympique, le mouvement et l'agitation dominent. D'un côté, des grues déposent les murs et les toitures de bâtiments en construction qui s'enchaînent. De l'autre, des ouvriers réalisent un trottoir où un écriteau annonce l'arrivée prochaine d'une piste cyclable. Quelques promeneurs et curieux s'aventurent aux abords pour contempler les évolutions. Derrière une barrière taguée, un immense bâtiment se dresse. Vingt étages, peut-être plus puisque des échafaudages sont encore installés au sommet de l'édifice destiné à accueillir les équipes de presse pendant les Jeux. La façade entièrement vitrée reflète les premières maisons de Vila Autodromo en contrebas, à une dizaine de mètres.

4.1. Une favela dans la « cour » des Jeux

Difficile d'être plus proche des Jeux Olympiques de Rio 2016 que la favela Vila Autodromo. La construction du Parc Olympique qui abrite seize équipements, à quelques mètres des habitations, fait de la communauté un cas d'étude exemplaire pour observer la confrontation des deux phénomènes. Entre l'avant et l'après méga-événement, la favela a été évincée. Le déroulement du processus est marqué par des disputes territoriales et de fortes résistances de la part des habitants, un conflit intimement lié à la localisation de Vila Autodromo.

Le bidonville et le Parc Olympique se situent à *Barra da Tijuca* ou « *Barra* » comme il est le plus souvent nommé par les cariocas. Le quartier rebaptisé par les habitants « le Miami de Rio de Janeiro » a été planifié par l'urbaniste brésilien Lucio Costa créateur de *Brasilia* et se compose de centres commerciaux et de résidences sécurisées. La plupart des bâtiments commerciaux ont d'ailleurs des noms anglais : *Barra World*, *New York City Center*, *Downtown*, *Barra Shopping*, *Barra Square*. Entre les tours de verre, les plages à l'eau turquoise et les lacs, *Barra* est un condensé de modernité. Situé à plus de vingt kilomètres du centre de Rio, il révèle

l'importance de la voiture et voue une admiration à « *l'american way of life* », *aux shopping center* immenses et aux résidences sécurisées. Le panneau de chantier « C'est nouveau et déjà un succès » résume bien l'esprit de *Barra da Tijuca*. Le quartier attire et abrite depuis les années 2000 une classe moyenne chassée du centre-ville par la spéculation immobilière du centre de Rio de Janeiro, une petite et haute bourgeoisie ainsi que quelques célébrités à la recherche de calme et de discrétion. La concentration de population aisée fait que son IDH surpasse celui de la Norvège, leader du classement mondial[144].

L'essor immobilier de *Barra* est cependant récent. Jusqu'au début des années 1990 la région ne subit que peu de transformations. Outre l'hippodrome et le Centre de Convention *Rio Centro*, la plupart des terrains reste inoccupée. Avec l'expansion de Rio vers l'ouest, les terres disponibles dans le noyau urbain de *Barra* se font plus rares. Le phénomène se déplace au nord du quartier, où de nombreux immeubles résidentiels, complexes de bureaux et équipements sortent de terre. En moins de vingt ans, le quartier devient le centre des structures de méga-événements de Rio de Janeiro.

C'est dans cette zone en plein essor que se trouve Vila Autodromo. La communauté se distingue des favelas centrales de Rio de Janeiro par sa situation sur un terrain plat. Bordée à l'ouest par le lac *Jacarepagua* et au nord par le canal *Pavuninha*, sa typologie lui vaut une classification en zone inondable. La communauté est cernée au nord par l'intersection des avenues *Abelardo Bueno* et *Salvador Allende*, deux couloirs de circulation requalifiés pour les Jeux Olympiques 2016 et renommés respectivement *Transolimpica* et *Transcarioca* (fig. 27). Partie intégrante de la « révolution des transports » (MENDES et LEGROUX, 2016), ils ont pour vocation de relier les différents pôles olympiques de la ville.

[144] L'indice de Développement Humain de *Barra da Tijuca* est de 0.959 alors que celui de la Norvège est de 0,943.

Figure 27 – Situation de la favela Vila Autodromo

Fond Instituto Pereira Passos / © Caroline Chabot

Sur le terrain voisin de Vila Autodromo, un chantier à ciel ouvert se déploie. Un panneau au logo de la Préfecture est installé aux abords et en annonce la finalité : « Futures Installations du Parc Olympique Rio 2016 ». D'autres mettent en avant les héritages prévus post-événement : « Parc Olympique. La préfecture construit le futur de la ville » ; « les Olympiades apportent plus que de simples Olympiades », d'autres encore insistent sur le caractère héréditaire des installations : « Le Parc Olympique, un héritage de la préfecture pour vous » ; « Le Parc Olympique, d'abord pour les athlètes, ensuite pour vous » ; « Ce qui commence comme un Parc Olympique va devenir 4 écoles municipales ». Puis les panneaux officiels laissent place à des inscriptions taguées sur la barrière de tôle. Elles annoncent, parfois avec virulence, des revendications de la population locale : « La permanence de Vila Autodromo se base sur la justice, si cela ne suffit pas, ce sera une lutte armée » ; « Messieurs les propriétaires fonciers, veillez à ce que la justice ne devienne ni une chasse à la baleine ni un théâtre de

marionnettes ». En invoquant le droit, la lutte et la dispute de territoires, elles témoignent de confrontations mais également de processus de résistance.

23 novembre 2015 – Neuf mois avant les Jeux Olympiques 2016.

Les multiples mutations de la zone rendent difficile l'accès à Vila Autodromo. Des matériaux de chantier disposés sur le sol obligent à contourner la communauté. Le long du canal, les habitations sont petites et précaires, faites de tôles superposées et de bois. La couleur orangée des rues de terre se confond avec celle des briques nues de quelques maisons. Bien qu'accolées les unes aux autres, elles laissent occasionnellement des vides où la végétation se développe. Quelques palmiers toisent des maisons de plein pied ou d'un étage.

Le chemin qui longe le canal débouche sur un vaste plan d'eau, le lac de Jacarepagua. Le lieu tire son nom de la langue indigène *Tupi* et désigne des eaux où vivent des alligators. Des *Jacarés*[145] nagent en effet à quelques mètres de là. Une route pavée se déploie le long des berges et dessert des habitations de deux ou trois étages à la structure solide. Des garages, des voitures, des bateaux complètent le paysage : Vila Autodromo a aussi son élite ! Les murs sont peints en jaune, rouge, bleu ou sont revêtus de carrelage aux motifs colorés. Les toitures en pente sont couvertes de tuiles, d'autres forment des toits-terrasses où des familles partagent leurs repas. Entre les arbustes et les fleurs qui foisonnent, des terrasses proposent aux habitants des snacks et des jus de fruits frais. Le contraste est saisissant entre une zone nord à l'architecture précaire et sud à la matérialité plus noble.

Dans toute la communauté, des conduites d'eau courent sur les murs des habitations. Du côté du canal, l'odeur est difficilement supportable. Les déchets s'entassent et entrainent la prolifération de moustique. Les eaux usées ne proviennent cependant pas uniquement de la favela mais également du quartier de *Jacarepagua*. Elles naviguent en plein air par le canal pour se déverser *in fine* dans le lac. Malgré tout, l'ambiance est sereine à Vila Autodromo. Des enfants rebondissent sur un trampoline cassé, plus loin un vieillard se repose dans un hamac.

[145] Les Jacarés, ou alligator en français ne considèrent pas le genre humain comme une proie, mais peuvent attaquer pour se défendre s'ils se sentent en danger.

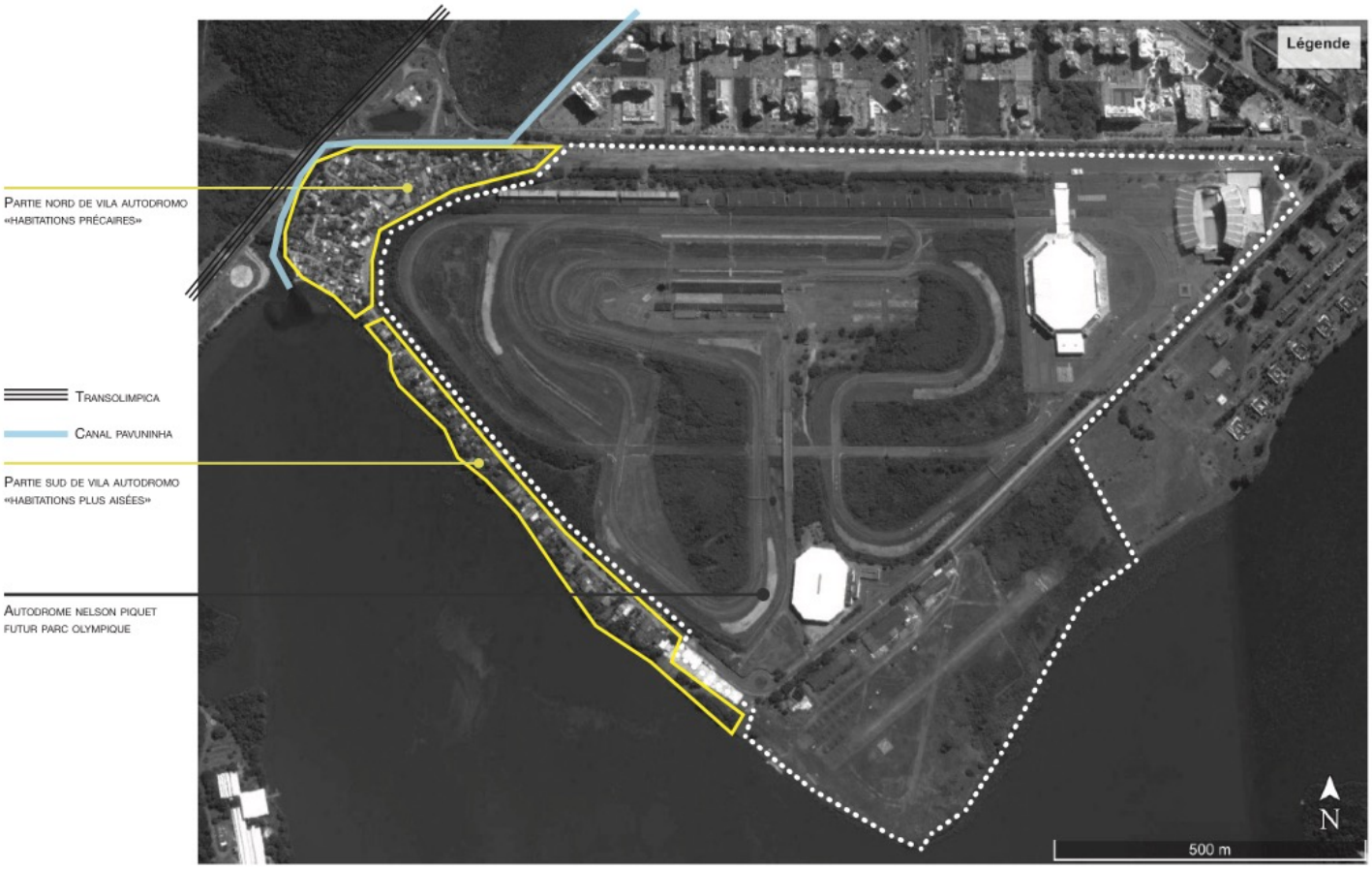
Les disparités de qualité du bâti observées dans la favela s'expliquent par sa composition spatiale hétérogène, due aux origines multiples des habitants. La création de la communauté est associée aux pêcheurs installés sur les berges du lac *Jacarepagua* entre 1960 et 1970, sur un terrain appartenant à l'État de Rio de Janeiro, quand il n'y avait pas encore d'intérêts immobilier pour la région et que la zone était peu valorisée. À la même période, la construction dans la péninsule de l'Autodrome *Nelson Piquet* et de ses 3 360 mètres de circuit routier repousse les pêcheurs sur une étroite bande de terre à l'ouest de la péninsule, entre les murs de l'autodrome et les bords sinueux du lagon. Pendant dix ans, la région emplie de moustiques, sans éclairage, sans réseaux d'eau ni de transport, n'accueille que des pêcheurs qui s'installent sur les berges du lac pour y développer leurs commerces (LEAL DE OLIVEIRA, TANAKA et BIENENSTEIN, 2016). Des migrants venus du *Nordeste*[146], puis des habitants provenant d'autres favelas et aux moindres moyens financiers les rejoignent et construisent leurs baraquements sur les terrains vacants, aux abords du canal. À la fin des années 1970, les chantiers en œuvre aux alentours[147] contribuent à l'installation d'une main d'œuvre aux revenus limités. Ainsi, en 2010, les 85000 m^2 de la favela accueillent 1250 habitants soit 360 habitations[148], dont la majorité habite le nord de la communauté (fig. 28). Dix ans plus tard, les habitants ont tissé une vie urbaine dans la favela. Des bars, des cafés, des coiffeurs sont établis. Une aire de jeux pour enfant et un terrain de football jouxtent l'association des habitants et des pêcheurs (AMPVA) de Vila Autodromo créée en 1987. Des coqs et des poulets animent le paysage près de l'église évangélique. Une autre, catholique, marque de sa hauteur le nord de la favela. Au coin de la rue Nelson Piquet, principale voie de la favela, un salon de beauté est ouvert, un peu plus loin un grossiste vend des matériaux de construction. Il n'y a cependant ni école ni hôpitaux à Vila Autodromo. Pour avoir accès à ces services, il faut quitter la favela (planche 1).

[146] Le Nordeste est une des régions le plus pauvres du brésil, située au nord du pays et connait depuis les années 1960 de fortes vagues migratoires vers le sud du Brésil, les habitants recherchant des emplois et de meilleures conditions de vie.

[147] À l'ouest du lac de Jacarepagua, en face de la favela Vila Autodromo, débutent en 1977 les travaux du complexe *Riocentro*, des bâtiments consacrés à l'accueil de salons événementiels, de compétitions sportives et de concerts. *Riocentro* est le plus grand complexe de ce type en Amérique Latine et a accueilli entre autres les Sommet de la terre Rio 1992 et 2012, les Journées Mondiales de la Jeunesse 2013, les épreuves de boxe, de tennis de table, de badminton et d'haltérophilie des Jeux Olympiques et Paralympiques 2016.

[148] Recensement de la population IBGE 2010. <https://www.censo2010.ibge.gov.br/agsn>.

Figure 28 – Deux favelas en une



© Caroline Chabot

L'accès aux infrastructures de base n'est pas optimal à Vila Autodromo. Alors que dans toute la communauté des conduites d'eau ondulent sur les murs, les pancartes : « protégeons la planète et nos emplois ! Pas d'eaux usées dans le lac ! », accrochées sur certains murs révèlent l'absence d'un système officiel d'assainissement. Les données de la Préfecture le montrent : alors que 83% des maisons ont l'eau courante, plus de la moitié des habitations ne dispose pas d'un service de collecte et d'assainissement des eaux usées[149]. Afin de protéger le lac, lieu de travail d'une partie de la population, les habitants font appel en 2010 à la Préfecture pour obtenir un système d'assainissement, sans succès. La communauté résout dès lors le problème avec ses propres moyens en mettant en place des raccordements clandestins aux

[149] Données IPP 2014.

tuyaux voisins d'évacuation des eaux usées et installe des fosses septiques dans les arrières cours (VAINER, 2016).

Malgré tout, l'ambiance de la communauté est sereine et l'image qu'elle diffuse populaire. Dans la presse, les qualificatifs positifs et authentiques décrivant Vila Autodromo rompent avec le vocabulaire virulent usuellement utilisé pour évoquer les bidonvilles cariocas. La « favela la plus cool de Rio[150] » est « réputée pour son calme, sa nature luxuriante et ses pêcheurs[151] ». Elle est décrite comme « pittoresque et pacifique[152] » voir comme « un coin de paradis[153] ». Loin des images habituelles de favelas, infestées de gangs, de narcotrafiquants et de milices paramilitaires, Vila Autodromo est racontée comme un « quartier sans histoires[154] ». Il est vrai que dans la communauté, le crime ne prospère pas : par pragmatisme et de par sa spatialité peut être puisque la favela est de petite taille, sur un terrain plat et sans recoins pour se cacher, ce qui n'encourage pas les truands qui ont besoin de s'échapper.

4.2. Une dispute territoriale basée sur des lois

> ***15 décembre 2015 - Sept mois avant les Jeux Olympiques***.
>
> De nombreuses maisons sont éventrées. Dans la rue principale il ne reste pas grand-chose, un mur, parfois deux, du mobilier et surtout des décombres. Des gravats et des objets personnels jonchent le sol et donnent une allure de zone de guerre à Vila Autodromo ; des sacs de déchets brûlés, des jouets jetés, des postes de télévision cassés. Une tractopelle regroupant des décombres marque le sol avec ses chenilles tandis qu'une canalisation arrachée par son passage remplit une flaque d'eau. Des habitants assistent à son ballet incessant, commentent, injurient la machine. Le long du canal, les gravats laissent deviner l'emplacement des anciennes habitations. Là, un mur vert s'élève au milieu des décombres. Plus loin, une habitation coupée en deux laisse

[150] « La favela la plus cool de Rio en passe d'être sacrifiée sur l'autel de JO », France 24, Les observateurs, 30 août 2012.
[151] *Ibidem*.
[152] « Remoçoes na Vila Autodromo expoem o lado B das olimpiadas do Rio, El Pais, 5 août 2015, Felipe Betim.
[153] « JO de Rio : une favela réisite à son démentèlement », Géopolis, 21 août 2012, Valérie Kowal.
[154] « JO 2016 : Vila Autodromo et ses rebelles des Jeux », Le Monde, 16 août 2016, Claire Gatinois.

deviner les fonctions de chaque pièce. Un évier indique une cuisine ou une salle d'eau au rez-de-chaussée alors qu'à l'étage une affiche de chanteur populaire raconte une chambre d'adolescent. Du linge est encore accroché à un fil suspendu au salon. Sur la façade voisine à demi démolie, les prénoms « Matheus !, Gabriel !, Julia ! », peints en noir, révèlent l'identité des occupants désormais partis, tandis que le numéro 27 témoigne d'une adresse. Au bout de la rue, deux habitations d'un étage serrent entre elles les gravats d'une troisième. Le vide créé dirige le regard vers les grues en mouvement du Parc Olympique, le contraste est saisissant. Sur le toit d'une habitation encore debout, des enfants observent l'avancée des travaux (fig. 29). Plus loin, les berges du lac ne sont plus accessibles, un mur de bois empêche tout passage. Derrière, les maisons des pêcheurs n'existent plus. Les engins de chantier ont nettoyé la zone et des agents municipaux aux bras chargés d'arbustes s'attèlent à la replanter. De petites pierres blanches, grises et beiges, imbriquées sur une largeur d'un mètre cinquante, donnent forme à un trottoir qui longe les berges (planches 7, 8, 11). Des réverbères neufs et installés à distances régulières laissent flotter au vent des fanions aux couleurs des Jeux Olympiques 2016. Malgré les nombreuses démolitions, à divers endroits de la favela des constructions neuves s'élèvent, des structures simples, faites de briques apparentes et d'une pièce unique. Une famille de trois personnes, chargée de bagages, s'installe dans l'une d'elles.

Figure 29 – Confrontation entre Vila Autodromo et le Parc Olympique en construction

© Caroline Chabot

Dès 2009, Vila Autodromo fait la une des journaux. Rio de Janeiro désignée ville-hôte des Olympiades 2016 entame les travaux du Parc Olympique sur le terrain de l'ancien autodrome *Nelson Piquet*, à proximité immédiate de la favela. Au même moment, le maire *Eduardo Paes* annonce la suppression de cent vingt-trois favelas de la ville en raison des travaux olympiques, Vila Autodromo est l'une d'elles. Une dispute opposant les habitants de la favela avec la préfecture éclate quant à la revendication du territoire sur lequel est construite la favela. Pour les deux parties, les revendications s'appuient sur une légitimité juridique : un droit d'usage réel du sol pour les habitants, le classement du lieu en *zone à risque environnemental* pour la préfecture qui rend obligatoire l'éviction de la communauté.

Sur la façade d'une maison démantelée, l'inscription « On a résisté au Sommet de la Terre et au Pan Américain, on résistera aux Jeux Olympiques » révèle que la menace d'éviction n'est pas un fait nouveau pour les habitants de Vila Autodromo. À partir de 1990, un cycle d'expansion résidentielle s'instaure à *Barra da Tijuca*. Une série d'investissements publics est menée pour améliorer le lieu, attirer des habitants de classe moyenne et supérieure et favoriser des processus de valorisation foncière. C'est dans ce contexte que débute la pression sur Vila Autodromo.

Depuis les années 1990 avec l'expansion du marché immobilier ainsi que l'augmentation des prix de l'immobilier dans le quartier, les menaces d'expulsion sont devenues récurrentes. En 1992, alors que Rio de Janeiro organise le Sommet de la Terre, les autorités publiques soutiennent que Vila Autodromo doit être supprimée puisqu'elle est située sur un domaine d'intérêt environnemental. La mairie de Rio poursuit la favela en justice pour « dommages à l'environnement urbain, dommages à l'environnement et dommages touristiques ». La communauté résiste à la destruction, fermant la zone pendant plusieurs jours. L'année suivante, ils obtiennent du gouverneur la propriété de la terre, la Concession de Droit Réel d'Usage du sol[155], un document valide pendant 49 ans et délivré par le Gouverneur de Rio de Janeiro *Leonel Brizola* puis étendu en 1997 à 99 ans par le gouverneur *Marcelo Alencar*. En pratique, la concession leur donne le droit légal de résider et d'utiliser les terres de l'État pour la période donnée. Sortis de l'illégalité, les habitants consolident leurs habitations et développent leurs activités commerciales (VAINER, 2016).

En 2002, lors de l'élection de Rio de Janeiro comme siège des Jeux Panaméricains de 2007, les mêmes pressions reviennent. Le conseiller municipal *Wagner Siqueira* propose une loi qui permet de transférer l'autodrome *Nelson Piquet* et le terrain occupé par Vila Autodromo à une entreprise privée en vue de la préparation des Jeux Panaméricains. La communauté se mobilise pour déclarer le projet de loi inconstitutionnel. Les résidents manifestent devant l'Assemblée mais malgré la pression le maire décide de ne pas approuver la loi (VAINER, 2016). Profitant de cet élan, les conseillers municipaux en faveur du maintien de la favela proposent de voter une demande émise par *Leonel Brizola* en 1995 et toujours en attente de la décision de déclarer la zone occupée par Vila Autodromo comme « Zone Spéciale d'Intérêt Social ». Le 4 janvier 2005, la proposition est approuvée et scelle la victoire de la favela. La décision implique dès lors que la communauté ne puisse pas être supprimée pour des raisons urbanistiques, donnant ainsi à Vila Autodromo un statut légal plus confortable (GONÇALVES, 2013).

Malgré tout, le 2 octobre 2009, alors que Rio de Janeiro est désignée ville-hôte des olympiades 2016, le maire *Eduardo Paes* annonce à la télévision la suppression de Vila Autodromo. Fin

[155] La Concession de Droit d'Usage Réel est un instrument juridique qui permet, sous certaines conditions, l'occupation d'aires publiques, pour le temps défini dans la concession.

2010, la préfecture en communique la raison : la zone doit être aménagée pour accueillir le Centre des Médias et le Centre d'Entrainement Olympique. En dépit du déplacement quelques mois plus tard de ces équipements dans la zone portuaire de Rio, l'administration maintient l'éviction de Vila Autodromo. La justification s'appuie sur la classification de 70% du territoire de la favela en « zone à risque environnemental [156]». Les habitations construites sur les berges du lac *Jacarapagua* doivent dans ce contexte être démolies. C'est à partir de ces données qu'est réalisé le master plan du Parc Olympique voisin puisque seule la partie nord de la favela est signifiée (fig. 30).

Le 19 août 2009, *Carlos Arthur Nuzman*, Président du Comité d'Organisation des Jeux, et *Eduardo Paes*, maire de Rio de Janeiro, dévoilent le projet d'envergure de l'agence britannique AECOM retenue pour la réalisation du Parc Olympique. Déjà à l'œuvre pour l'élaboration du master plan du Parc Olympique de Londres 2012, AECOM s'est distinguée par la dimension « circulatoire » de son projet ; accès séparés pour les athlètes et le public, logistique pour les moyens de transport, parkings et durabilité des équipements. Le projet se décline en trois projections chronologiques, 2016, 2018 et 2030, révélant la transformation des structures en héritage pour la ville. Après les Jeux Paralympiques, les 1,2 millions de mètres carrés du Parc Olympique seront divisés. Une partie sera transformée en espace public avec des centres sportifs, des écoles et des espaces de spectacles. Le reste, soit 600m^2 sera exploité par le secteur privé. Dans chacune des projections, Vila Autodromo est présente et intégrée au projet urbain du Parc Olympique (fig. 30).

[156] Mapa de Susceptabilidade ao Escorregamento réalisée par GEO-Rio.

Figure 30 – Master plan 2016 du Parc Olympique et de sa région

Agence AECOM / © Caroline Chabot

Dans la projection de 2016, le site subit une première phase de transformations. Il se dote des infrastructures viaires et des équipements nécessaires à l'accueil du méga-événement. Sur la carte, le numéro 35 atteste de la présence de la favela. Cependant, seule la partie nord aux abords du canal est maintenue. Une pépinière d'arbre et un marais sablonneux remplacent les habitations solidifiées des berges du lac situées en zone inondable. La route pavée qui les dessert est remplacée par une voie bétonnée reliant cinq parkings olympiques, une station de traitement des eaux usées, un espace d'inspection des véhicules et l'accès des sponsors. La station de BRT prend place au pied du Centre des Médias, le long de *l'Avenida Embaixador Bueno*. Les habitations conservées sont entourées d'une route permettant un « accès sécurisé au village des athlètes »[157]. Entre la favela et le Parc Olympique, un parc de stationnement est envisagé, répartissant d'un côté les voitures, de l'autre, les bus.

[157] Légende du Master plan, numéro 28.

Les Jeux Olympiques terminés, la région entame une deuxième phase de transformations et projette pour 2018 les legs du méga-événement : certains équipements sportifs sont reconvertis en aires de loisirs, d'autres laissent place à des jardins communautaires et environnementaux ainsi qu'à des complexes de logements destinés à la classe aisée (fig. 31). À Vila Autodromo, les tracés indiquent une viabilisation de la rue principale désormais bordée d'arbres ainsi qu'une liaison avec le Parc Olympique.

Figure 31 – Master plan 2018 du Parc Olympique et de sa région

Agence AECOM / © Caroline Chabot

La vision pour 2030 marque une troisième phase de transformations (fig. 32). Des immeubles de luxe s'élèvent sur la péninsule dont certains bordent la favela. Les ruelles de la communauté sont viabilisées et reliées au réseau du Parc Olympique. La vision à long terme est donc l'intégration progressive de la favela au quartier olympique. En 2013, le projet

qualifié de « conceptuel[158] » par le maire *Eduardo Paes*, laisse cependant en suspens le devenir de la communauté.

Figure 32 – Master plan 2030 du Parc Olympique et de sa région

Agence AECOM / © Caroline Chabot

Dès 2014, au sud de la favela classée zone à risque environnemental, la dynamique de conflit se traduit par une éviction totale des habitations (Planche 7, 8, 9, 10). La préfecture mobilise différentes justifications techniques afin de déplacer la totalité de la favela : la nécessité d'accès pour le Parc Olympique ; l'urgence d'amplifier les avenues *Abelardo Bueno* et *Salvador Allende* pour la création du *Transolimpica* et du *Transcarioca*. Dans la zone nord de la favela, la dynamique du conflit se traduit par deux processus antagonistes : la suppression et l'ajout. Le premier est directement lié aux évictions perpétrées par la préfecture de Rio de Janeiro. Les maisons qui bordent le mur de l'ancien autodrome sont démolies une à une et leurs occupants entassent à l'air libre des objets personnels : un réfrigérateur, des tabourets, des

[158] Propos du maire de Rio de Janeiro Eduardo Paes. « Eduardo Paes – 02/09/2013 », Youtube, Roda Viva, 10 mars 2015.

tables, des commodes et des plantes en pot. Le second processus est double, réalisé dans certains cas par la préfecture et dans d'autres par les habitants. En effet, à trois mètres du mur de séparation, une barrière en tôle de deux mètres de haut est construite par les agents de la préfecture de Rio sur les ruines des habitations. Le procédé dont la justification officielle est de permettre le trafic de gros véhicules avec plus de sécurité marque également une diminution progressive du périmètre de la favela. Sur ces parois, l'ajout par les habitants du graffiti « Communauté traditionnelle supprimée par le CIO » dont la peinture noire commence à s'effacer dénonce le fautif des expropriations.

En compensation des expropriations, la préfecture prévoit deux possibilités : une indemnisation financière avec les fonds de la préfecture ou le transfert dans l'ensemble résidentiel « *Parque Carioca* » construit par le programme *Minha Casa Minha Vida* et situé à 1,5 kilomètres de la favela. Les possibilités ne sont cependant pas au goût de tous les habitants : « *Je ne veux pas d'un appartement qui fait la taille de mon salon !* » peut-on lire sur un mur. En effet, les logements proposés au *Parque Carioca* ont une surface comprise entre 44m^2 et 61m^2, bien loin des 300m^2 de certaines habitations de la favela. Le *Parque Carioca* est annoncé par le maire *Eduardo Paes* comme un projet qui « améliorerait les conditions de vie des résidents[159] » notamment grâce à un système d'assinissement. La préfecture annonce le projet en conformité avec lois municipales de relogement des habitants des favelas à proximité[160]. Elle se réfère ainsi au droit pour justifier le retrait de la favela et la légitimité du nouveau programme. Pourtant, cette même loi énonce qu'aucune favela ne peut être supprimée à moins que son cadre bâti soit un danger pour la vie des habitants. Selon des résidents, de telles conditions n'existent pas à Vila Autodromo : « *il n'y a jamais eu de problèmes ici, aucun risque pour nos vies*[161] ».

Si les indemnisations proposées par la préfecture aux habitants provoquent la démolition de nombreuses habitations, de nouvelles constructions font leur apparition et révèlent une

[159] « Parque Carioca recebe as familias da Vila Autodromo ». Article du 26 mars 2014 du site officiel de la préfecture de Rio de Janeiro, soumis par le Subsecretaria de habitação – SMHC. <http://www.rio.rj.gov.br/web/smhc/exibeconteudo?id=4660677>.

[160] Loi municipale IV, chapitre V sur les conditions de relogement des favelas en section II (développement urbain) sous-section I (à propos des préceptes et des instruments), article 429, Paragraphe VI (Loi organique de la Municipalité de Rio de Janeiro).

[161] Extrait d'entretien informel du 15 décembre 2015 avec un habitant de Vila Autodromo.

logique opportuniste : « Juste avant de rétrécir de 83% en deux ans, Vila Autodromo a augmenté au même rythme. Attirés par la perspective d'indemnisations, de nombreux propriétaires ont construit des baraques supplémentaires pour recevoir de nouveaux arrivants, percevoir un loyer et ainsi pouvoir prétendre à une indemnisation supplémentaire[162] ». Les offres peuvent effectivement être attractives. Sur un total de 380 anciens résidents de Vila Autodromo, 55 ont reçu plus d'un million de reais soit plus de 245.000 euros. L'indemnisation la plus élevée s'est élevée à 3.4 millions de reais[163]. D'autres ont eu moins de chance en revendant leur maison à la mairie pour moins de 10.000 euros. Sur les murs restants de la favela, l'inscription récurrente « Tout le monde n'a pas un prix » dévoile qu'une opposition se met en place face au projet d'éviction de la favela.

4.3. Des résistances institutionnalisées et spontanées

10 mars 2016 – *Quatre mois avant les Jeux Olympiques.*

Alors que dans le Parc Olympique les constructions se terminent, à Vila Autodromo, le processus s'inverse. Les habitations qui bordaient le canal ont disparu. Seul un noyau au nord de la favela est encore debout. À l'entrée, deux plans disposés côte à côte divulguent des projets d'urbanisation de la communauté. L'un est signé par la préfecture de Rio de Janeiro, l'autre par l'association des habitants et des universitaires. Sur le terrain voisin, le bruit des travaux du Parc Olympique masque les discussions d'un groupe de résidents rassemblé devant l'Association des habitants. L'espace vaquant est transformé en lieux de résistance depuis le début de la lutte. Dans le bâtiment, des photos de manifestions s'accumulent sur les pages d'un album posé sur la table. Les habitants y défilent avec des banderoles désormais accrochées aux habitations restantes. Partout dans la communauté, des messages de résistance sont peints sur les murs des maisons en parties détruites. Sur la route qui mène au Parc Olympique, les panneaux de circulations officiels sont installés. En blanc sur fond marron, une flèche indique leur direction. Dessous, ainsi que sur les installations olympiques officielles : passerelles, ponts, blocs de béton de contingence du canal, l'inscription « Vila Autodromo » réalisée à la main, signale l'emplacement de la favela. Dans la

[162] « Avec les évictions, Vila Autodromo a réduit de 83% », O Globo, 25 octobre 2015.
[163] Tableau des indemnisations réalisé par la Préfecture de Rio de Janeiro.

communauté, des containers sont installés à la place des gravats et abritent provisoirement des familles qui ne souhaitent pas être relogées au Parque Carioca. Un couple a transformé une partie du sien en cantine et accueille des ouvriers du Parc Olympique ; les prix sont effectivement avantageux ! Vingt-cinq maisons promises par la préfecture sont en construction et se concentrent dans la partie nord de la favela (planches 3, 4, 9, 10). Dans une parfaite symétrie, les fondations émergent de part et d'autre de la rue Nelson Piquet et des ouvriers s'attèlent à monter les murs. Une par une, les maisons prennent de la hauteur.

À la frontière entre la favela et le Parc Olympique, les démolitions ont profondément modifié la volumétrie de la favela sur tout le territoire (planche 10). Le regard désormais dénué d'obstacles est attiré par l'immense parking olympique paré de fanions aux cinq anneaux. Dans la favela, il y a du mouvement. Des équipes de presse allemande, américaine et japonaise tournent des reportages. Postée dans l'ancienne rue *Autodromo*, une équipe filme les contrastes saisissants entre la favela et le complexe olympique ; en cette journée ensoleillée, les petites maisons de plein pied sont dans l'ombre des vingt étages de l'imposant Centre des Médias.

Le 8 mars 2016, le maire *Eduardo Paes* répond à la demande d'urbanisation des lieux émise par des habitants en dévoilant un projet urbain. La proposition envisage une *tabula rasa* de la zone afin d'y construire une rue unique, bordée de trente maisons de part et d'autre (fig. 33). Au cœur de l'esquisse de projet, un espace de jeux pour enfants mène à l'église déjà construite. La construction de deux écoles est prévue sur les terrains vacants. Elles sont réalisées à partir des matériaux de *l'Arena do Futuro*, complexe du Parc Olympique qui accueille les compétitions de handball. À l'entrée de ce qu'il reste de Vila Autodromo, un autre plan est accroché à un panneau de bois révélant une institutionnalisation de la résistance (fig. 34). Le cartouche « *Projet urbanistique, réalisé par l'association des habitants de Vila Autodromo, Plan Populaire de Vila Autodromo du 23 juillet 2015 »* atteste d'un contre-projet. Pas de *tabula rasa* ici, mais une accroche sur l'existant. En comparaison au plan de la préfecture, celui-ci montre la possibilité de maintenir les structures existantes, y compris les habitations, l'église, l'association des résidents et le terrain de jeu construit par la communauté. Il prévoit également de nouvelles maisons pour les résidents qui n'ont jamais accepté les offres de la mairie, mais dont les maisons ont tout de même été démolies. Les noms

des rues aux tracés irréguliers sont mentionnés, les délimitations des habitations déjà démolies également. En bas du document, le graffiti « Bienvenue dans la communauté qui a remporté le prix international d'urbanisme en 2013 » renforce une reconnaissance extérieure du projet.

Figure 33 – Plan d'urbanisation de Vila Autodromo élaboré par la préfecture de Rio de Janeiro

Prefeitura do Rio de Janeiro

Figure 34 – Plan Populaire de Vila Autodromo

RioOnWatch

16 août 2016 - Pendant les Jeux Olympiques.

Perchée sur des pilotis d'apparence fragile, la passerelle provisoire supporte plus d'un millier de visiteurs débarquant du terminal de bus BRT. Ils marchent vers l'entrée du Parc, désireux de passer les portiques de sécurité après plus d'une heure de transport. Des bénévoles invitent les visiteurs à continuer leur chemin alors que des voitures aux couleurs des Jeux circulent à toute vitesse sur leur bande réservée. En remontant le flux, derrière la passerelle, l'ambiance à Vila Autodromo est toute autre. Des fondations laissées à l'abandon annoncent le transfert des habitants logés dans les containers vers les maisons promises par la préfecture (planche 6). Encore anonymes à leur livraison fin juillet 2016, elles commencent à se démarquer les unes des autres, ici un barbecue ; là un banc entreposé sous la fenêtre ; plus loin un cube qui liste le nom de certaines favelas de Rio de Janeiro. La résistance s'est installée dans les jardins sous forme d'exposition itinérante « *Revelações olimpicas* » (Révélations olympiques). Quatre grands cubes montrent les images sélectionnées par le concours du même nom, et désigne les favelas touchées par les méga-événements sportifs internationaux de Rio de Janeiro.

En réaction à l'éviction envisagée par le projet de la préfecture, la communauté se mobilise dès 2009 et fait appel à des chercheurs de l'Université de Rio de Janeiro. De là naît l'idée d'un Plan Populaire de Vila Autodromo : un projet d'urbanisation alternatif aux expulsions qui propose des interventions urbaines plus adaptées aux usages de la communauté sans compromettre le Parc Olympique et la préservation de l'environnement. Un document en six chapitres qui revendique le Droit à la ville (LEFEBVRE, 1986) est remis au maire en août 2012. Il décrit les origines de la communauté jusqu'à l'élaboration du Plan Populaire articulé autour de quatre axes : logement, assainissement, transports et services et confirme qu'il « est possible d'urbaniser Vila Autodromo et de l'intégrer à la ville[164] ». La Préfecture ignore la proposition et procède à l'éviction totale de la communauté (VAINER, 2011). Le 3 décembre 2013, devant un public d'une centaine de personnes rassemblées à l'Institut des Architectes du Brésil (IAB) dans le centre de Rio de Janeiro, le projet populaire de Vila Autodromo est

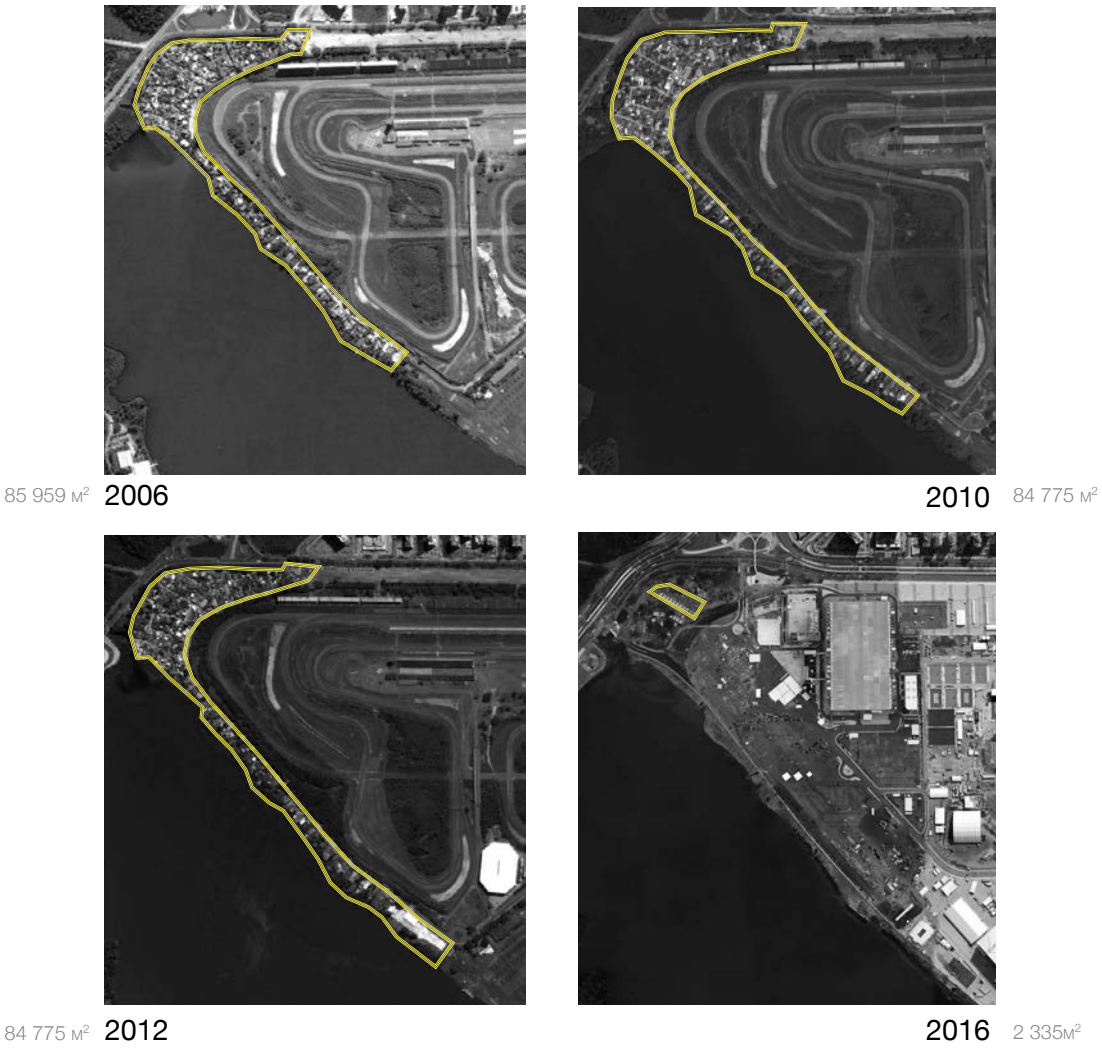
[164] Plano Popular da Vila Autodromo. p.10.

choisi parmi 170 autres et reçoit *l'Urban Age Award*[165] légitimant ainsi le combat des 4000 habitants de la communauté face aux projets de la préfecture. Cependant, la récompense n'aboutit pas à la réalisation du plan alternatif, au contraire, les démolitions continuent.

Les photos aériennes et les superficies successives de Vila Autodromo calculées par l'IPP entre l'avant et l'après événement montrent en effet une réduction de 97% (fig. 35). Elle entre cependant en décalage avec des photos aériennes réalisées par l'IPP, montrant que la superficie totale des 1000 favelas de Rio a augmenté de 0,3% entre 2012 et 2016. L'objectif du maire *Eduardo Paes* de réduire de 5% la superficie totale des favelas pour les Jeux Olympiques n'a pas été atteint. Au cours de cette période, la baisse est de 1,8%. Le directeur de l'*IPP Information*, *Luiz Roberto Arueira*, souligne cependant que de nombreuses communautés ont réduit en raison de la réinstallation de familles comptées dans les travaux d'urbanisation pour les JO.

[165] Le prix Urban Age Award, sponsorisé et organisé par la Deutsche Bank, récompense des projets urbains à visée sociale. Le prix décerné au « Projet Populaire de Vila Autodromo » a permis au collectif Vila Autodromo de gagner la somme de 80 000 dollars.

Figure 35 – Évolution de l'emprise spatiale de Vila Autodromo



Fond Google Maps, Ipp, Sabren / © Caroline Chabot

En accompagnement de la résistance institutionnelle, une résistance spontanée menée par les habitants se met en place. L'utilisation des murs comme espace d'expression en est la principale forme. Les messages incarnent la mobilisation en réaction aux méga-événements et traitent de la volonté de rester. Certains dénoncent une discrimination socio-ethnique : « apartheid social », « Nous sommes la résistance, nous voulons rester, nous sommes victimes de coercition, d'abus de pouvoir et de discrimination sociale », « Rio 2016, les Jeux de l'exclusion », « Nous ne sommes pas des déchets qui peuvent être déplacés », alors que d'autres mettent en avant la culture favelada comme part intégrante de l'identité carioca : « Rio est favela, Rio est samba, Rio est pagode, Rio est funk et rap, tout a commencé dans les

favelas, avec nous ! ». D'autres encore, font appel à la justice : « Montrons au monde qu'au Brésil il existe une justice. Pas d'appartements, pas d'indemnisation, nous souhaitons rester ici », « Nous ne voulons pas payer avec nos maisons la volonté de Rio d'accueillir les Jeux Olympiques ». Les messages prônent l'urbanisation comme solution : « Éviction non ! Urbanisation oui ! oui ! oui ! ».

Les installations détournées par les habitants en supports de graffiti révèlent également une résistance spontanée et indiquent l'emplacement proche de la favela. Plus que la volonté de guider les automobilistes vers la communauté, ils sont une méthode pour attester de son existence et de sa légalité. Ce moyen de résistance employé par les habitants de Vila Autodromo a attiré les regards du monde entier. Dans la lutte contre les évictions liées aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro, la favela est devenue une référence à l'international. Des médias se sont en effet saisis de son cas pour illustrer une autre facette du méga-événement sportif et lui confèrent un statut de symbole. Dès l'annonce de son éviction pour laisser place au Parc Olympique, les habitants habitués aux menaces d'expulsions changent leurs méthodes de résistance : « Stop removing ethnic exclusion and social cleaning game[166] » peut-on lire sur le mur délimitant le terrain des maisons récemment construites. Afin de rendre visibles leurs revendications par le plus grand nombre, les messages diffusés dans les manifestations et sur les façades des maisons ne sont plus écrits en portugais mais en anglais.

En plus des manifestations dans l'espace bâti, la communauté livre également bataille dans l'espace virtuel. Elle anime depuis 2011 une page facebook relatant au quotidien les actualités locales. Des photos et des commentaires évoquent les démolitions en cours mais également les actes de résistances, un procédé qui par les actualisations régulières lui a permis de faire connaître sa situation et ses revendications. Dès 2011, la presse s'en saisit et relate sa lutte et son engagement politique. Son nom est alors régulièrement accompagné d'un vocabulaire guerrier. Certains décrivent la confrontation entre la favela et le méga-événement comme un « combat contre les évictions[167] », « une longue bataille[168] ». D'autres donnent à la communauté un statut héroïque et désignent ses habitants comme « les irréductibles

[166] « Stop aux évictions, à l'exclusion ethnique et au nettoyage social ».
[167] « Au Brésil, une favela se bat contre sa destruction », RTS, 25 septembre 2012.
[168] « Change beckons for Vila Autodromo, the favela that got in the Rio Olympics' way », The Guardian, 26 avril 2016.

cariocas » en comparaison aux histoires d'Astérix et Obélix et leur village gaulois résistant encore et toujours à l'envahisseur. Dans la presse, Vila Autodromo se caractérise par son dynamisme. Ses actions se diffusent et dès 2011, commencent à attirer le regard de cinéastes internationaux.

Plus qu'un simple scénario pour les productions audiovisuelles, les débris de Vila Autodromo sont des sources d'inspiration. Le retrait de la communauté voisine au Parc Olympique fait l'objet de plusieurs films dont certains rencontrent le succès à l'étranger[169]. L'unique production représentant le Brésil en 2016 au Festival des Cannes parle en effet de Vila Autodromo. Des réalisateurs comme *Samuel Chalard* avec son court métrage « Favela Olimpica » ou encore le journaliste et historien *Felipe Pena* et son film « Si ce bidonville n'était pas le mien » investissent le lieu et relatent dans leurs documentaires la lutte contre les expulsions. Son histoire se diffuse aussi sous forme d'expositions photographiques dans la commuanuté et à travers le monde[170].

> ***7 novembre 2016 - Trois mois après les Jeux Olympiques*.**
>
> Le bus BRT qui mène au Parc Olympique est loin d'être plein, on est pourtant samedi. La passerelle qui relie le terminal de bus au parvis du Centre des Médias offre une vue sur un paysage marqué par trois couleurs : le bleu du lagon visible depuis la route puisque la favela démolie n'obstrue plus la vue ; le blanc des vingt habitations de plain-pied construites par la préfecture sur le terrain ; l'orangé de l'église au nord de Vila Autodromo, seul bâtiment conservé et desservi par un trottoir neuf. Les travaux sont terminés, l'assainissement et l'électricité sont raccordés. À l'entrée de la rue, une pancarte présente la communauté aux touristes brésiliens et étrangers et déconstruit la stigmatisation des favelas.

Après l'événement, la vie reprend son cours. Les habitants discutent sur le pas de la porte, aménagent leur logement et les murs des nouvelles habitations sont peints de multiples couleurs (planches 3, 4, 12, 13). Au début de l'allée, une maison est peinte en rose clair, une

[169] Le film « Olympic Favela » réalisé par Marc Orhem-Leclef a été primé au Seattle International Film Festival 2016.

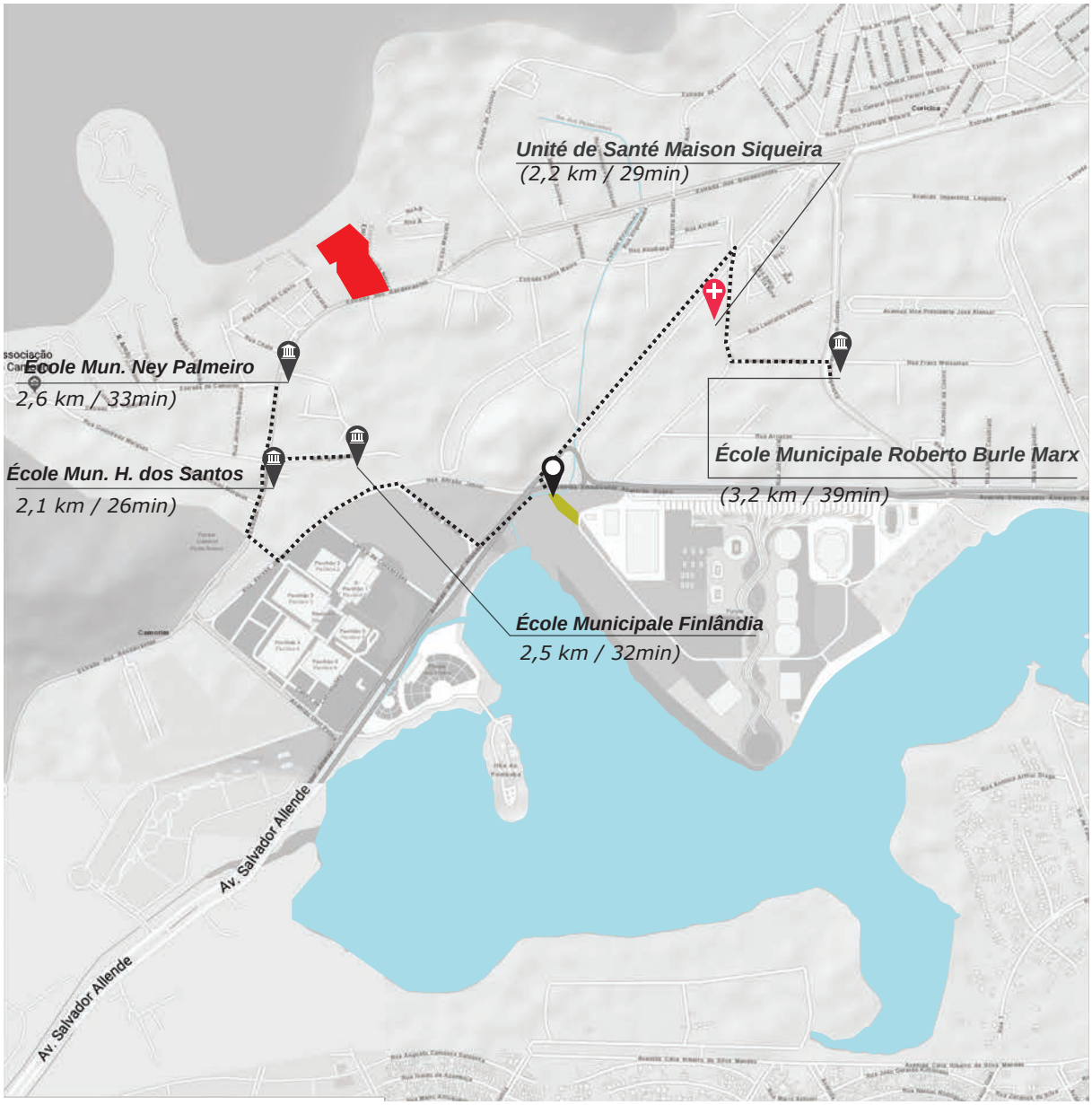
[170] En juin 2016, l'exposition « revelações olimpicas » dénonce au sein de la favela les évictions, tandis que la Californie abrite une exposition de photos de la communauté et projette quatre films sur le sujet.

autre est agrémentée d'une pergola. Plus loin, trois portails affichent les couleurs nationales : jaune, vert, bleu et des drapeaux brésiliens flottent au-dessus des habitations. Ils ne symbolisent pas pour autant une dévotion pour la patrie mais se font l'échos d'une longue et inachevée dispute olympique : « *Chaque drapeau hissé représente la lutte de nos familles et tant qu'ils ne sont pas au sol, la bataille est toujours engagée*[171] ». Leur hauteur les rend en effet visibles depuis les voies de circulation et chacun d'entre eux marque une victoire, celle d'avoir résisté et obtenu l'urbanisation de la favela ; une première à Rio de Janeiro.

Les écoles et terrains de loisirs inclus dans le plan d'urbanisation élaboré par la préfecture n'ont cependant pas été construits ; la crise économique politique et sociale s'est invitée après les Jeux Olympiques. Sans financements, les projets ont été arrêtés. Dans la communauté, une vie culturelle s'est tout de même installée. Les habitations supportent des pancartes et inscriptions proposant divers services : « L'espace culturel Sr. Hippie » propose des services éclectiques : massages, éco-tourisme, et cours d'anglais entre autres. Plus loin, une construction est réservée au « musée des évictions ». Créé en juin 2016 par les résidents, le musée a proposé des sculptures faites de gravats et de restes d'habitations démolies. Certaines pièces sont désormais exposées dans la collection permanente du Musée Historique National de Rio de Janeiro. Cette exposition rappelle une inscription lisible sur un mur d'entrée de la favela : « la mémoire ne se supprime pas! ».

[171] Entretien informel du 7 novembre 2016 réalisé avec un habitant de Vila Autodromo.

Planche 1 – Évolution des équipemements de base



ÉQUIPEMENT DE SOIN OU DE SANTÉ CONSTRUIT ENTRE L'AVANT ET L'APRÈS ÉVÉNEMENT

ÉQUIPEMENT DE SOIN OU DE SANTÉ PRÉSENT AVANT LÉÉVÉNEMENT

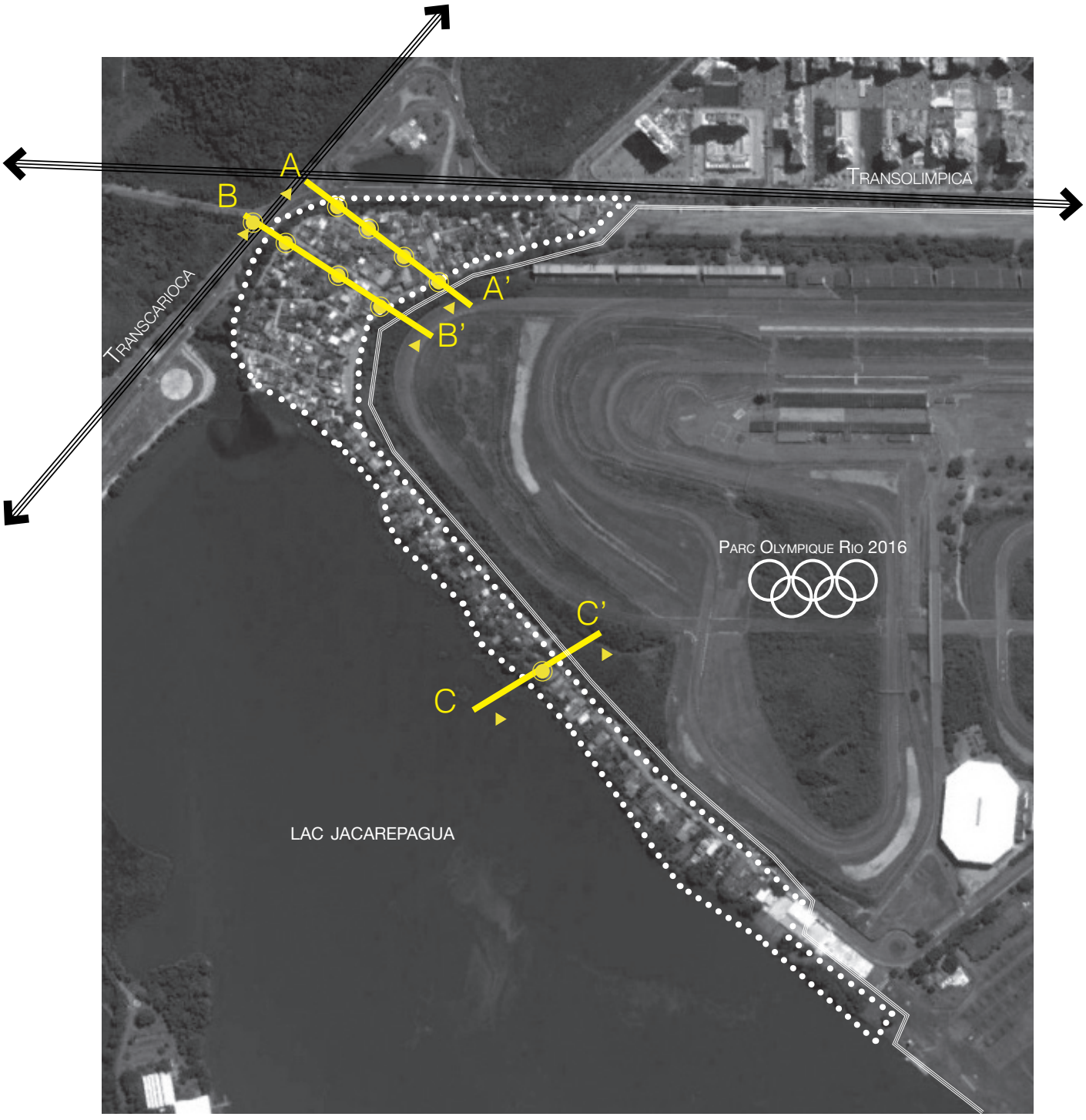
DISTANCE À PARCOURIR À PIED ENTRE LE POINT CENTRAL ET L'ÉQUIPEMENT

POINT CENTRAL DE LA FAVELA

PARQUE CARIOCA

MORRO DA PROVIDÊNCIA

Planche 2 – Coupes de terrain effectuées et points d'observation



TRANSOLIMPICA ET TRANSCRIOCA

COUPES DE TERRAIN ET POINTS D'OBSERVATION

Planche 3 – Transformations observées sur la coupe de terrain AA'

A1

2014

2016

Bâti

· Démolition

Environnement immédiat

· Voirie bétonnée

· Trottoirs

· Éclairage public

· Risques d'inondation traités

· Piste cyclable

A2

2014

2016

Bâti

· Démolition

· Nouvelles constructions

· Greffe de construction

Environnement immédiat

· Voirie bétonnée

· Trottoirs

A3

2014

2016

Bâti

· Démolition

· Nouvelles constructions

· Greffe de construction

· Peinture des façades

Environnement immédiat

· Voirie bétonnée

· Trottoirs

A4

2014

2016

Bâti

· Démolition

· Nouvelles constructions

Environnement immédiat

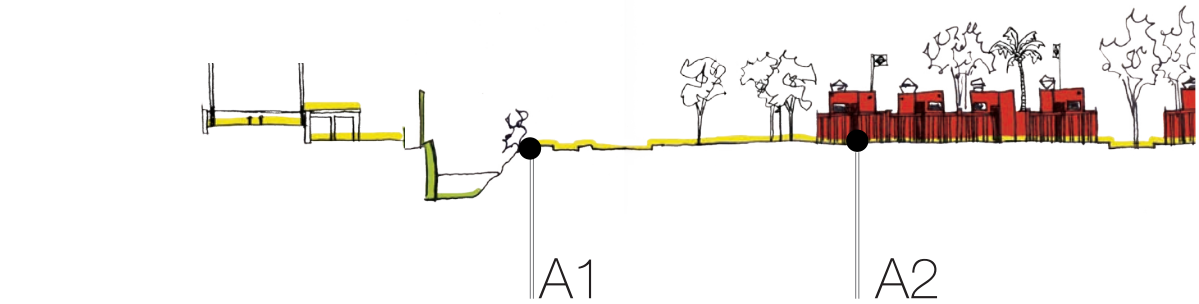
· Voirie bétonnée

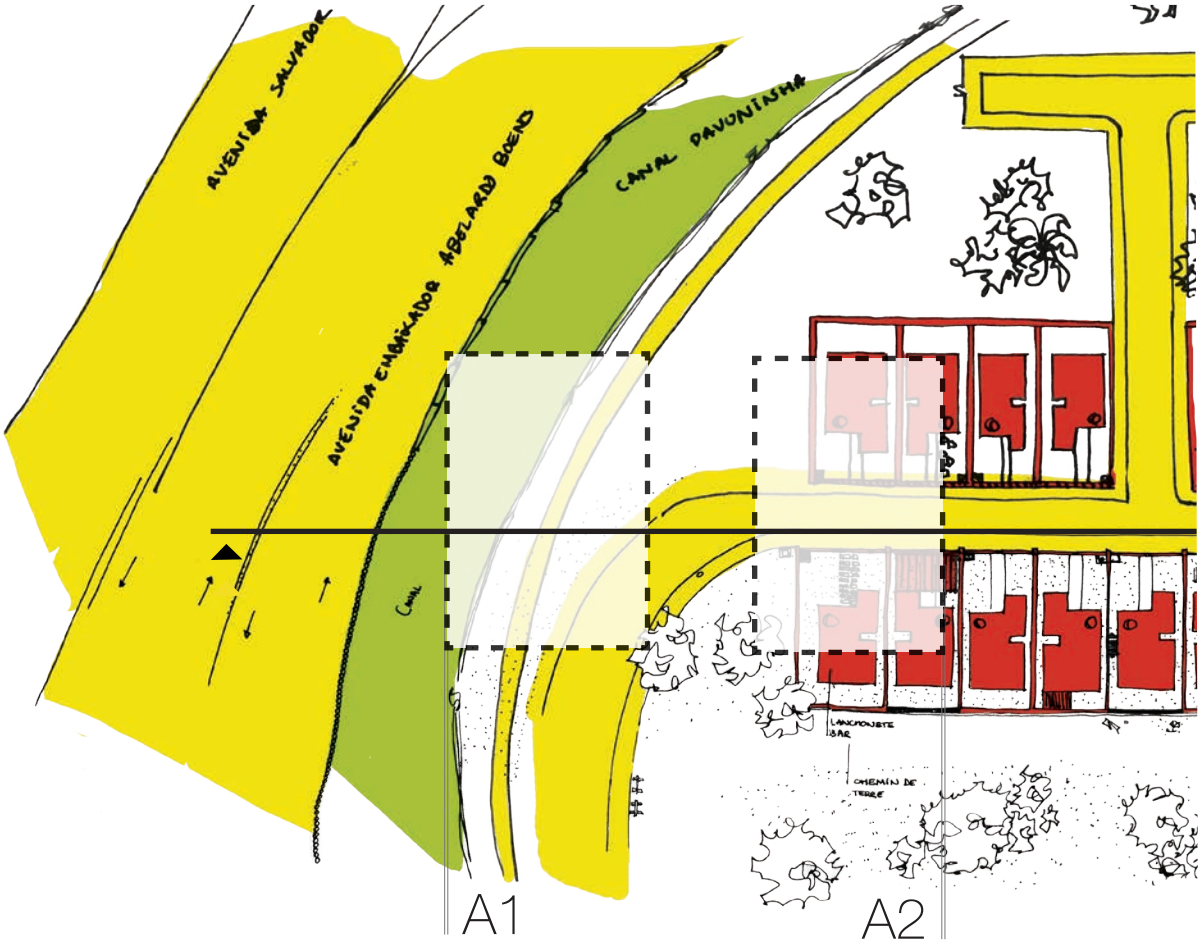
· Trottoirs

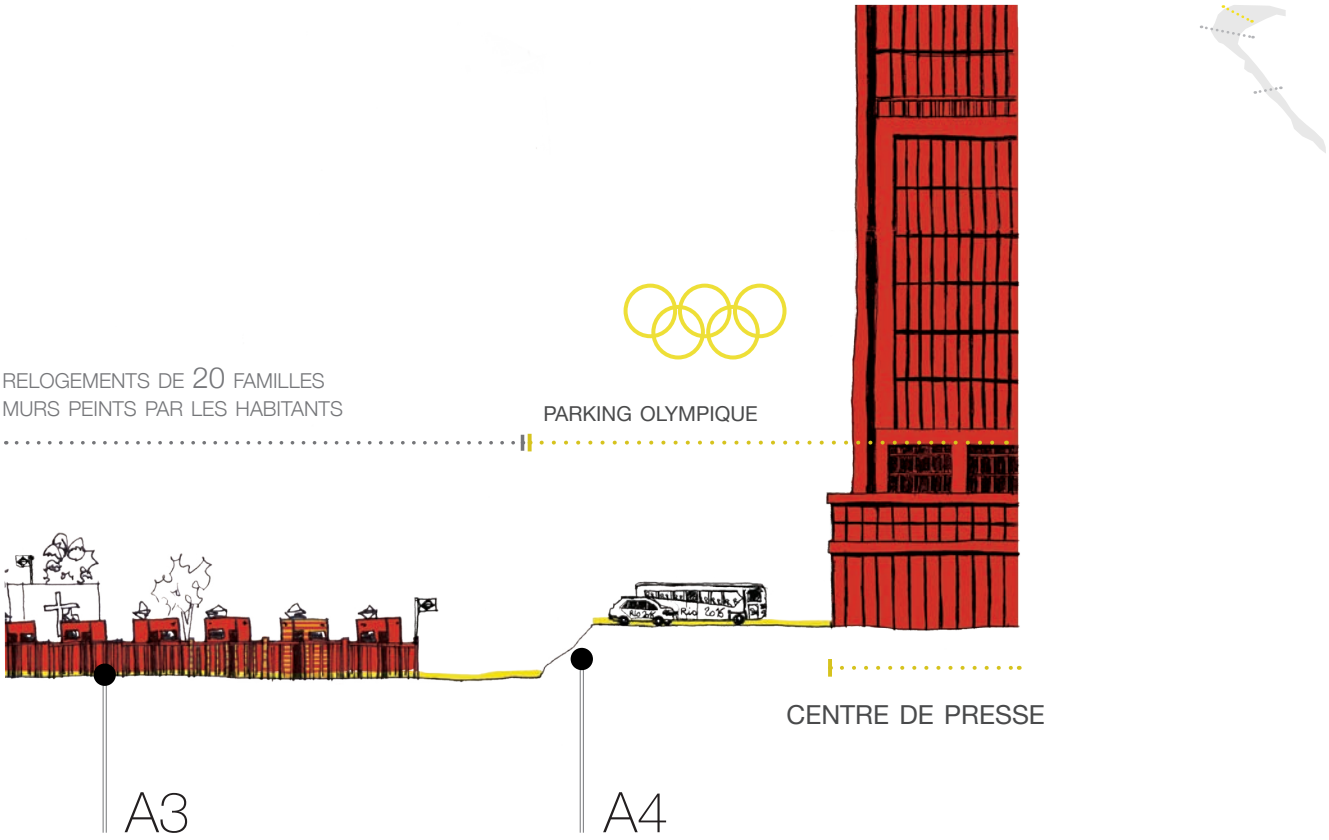
Planche 4 – Plan et coupe AA' – Transformations observées

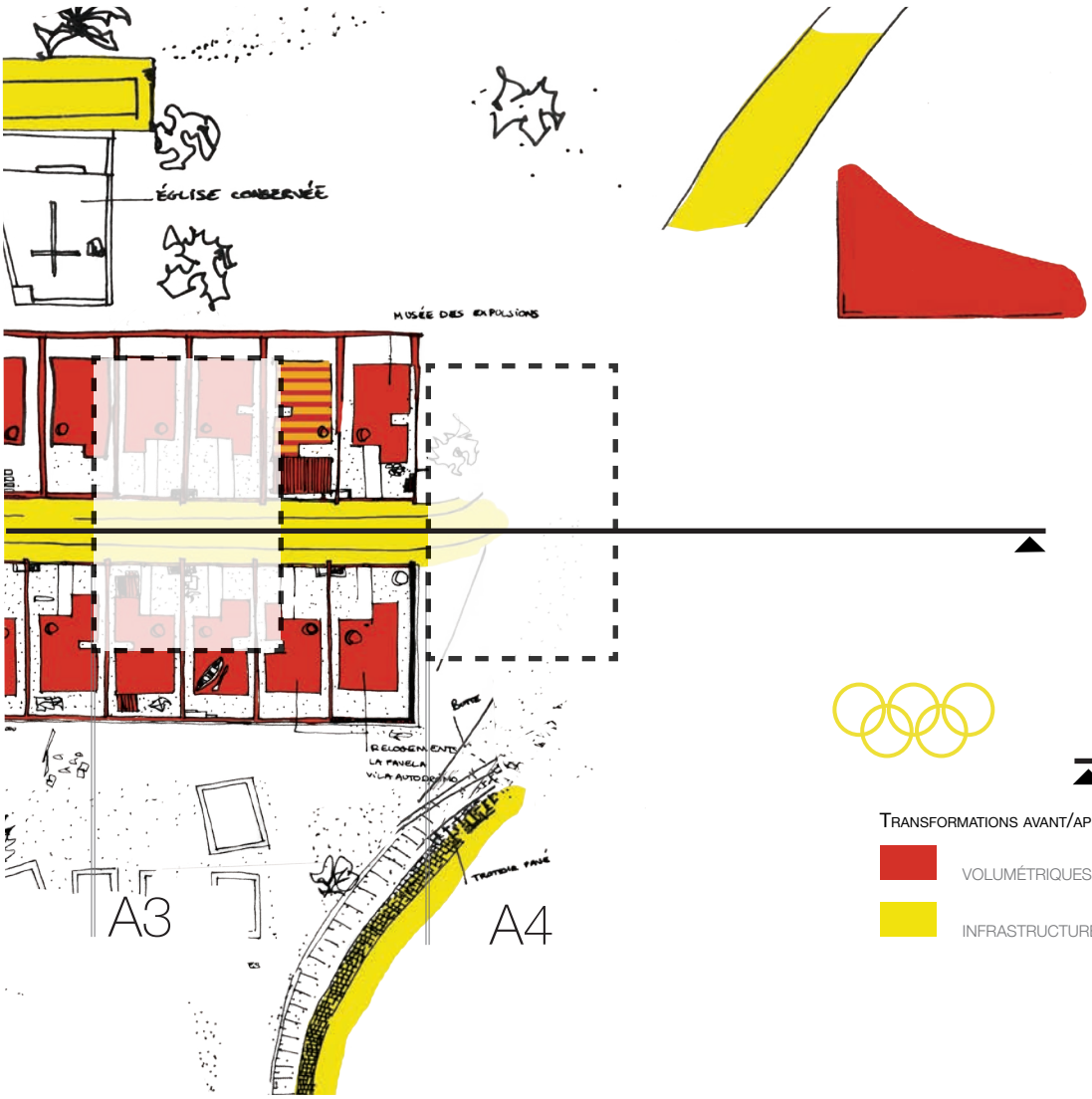
ELARGISSEMENT DU TRAN-
SOLIMPICA ET DE L'AVENIDA
ABELARDO BUENO

CANAL






RELOGEMENTS DE 20 FAMILLES
MURS PEINTS PAR LES HABITANTS
PARKING OLYMPIQUE
CENTRE DE PRESSE
A3
A4


ÉGLISE CONSERVÉE
MUSÉE DES EXPLOSIONS
A3
A4

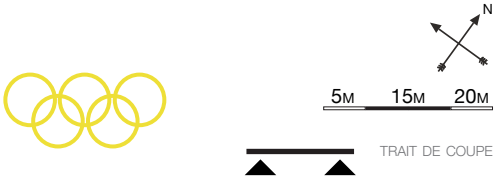

N
5M
15M
20M
TRAIT DE COUPE
TRANSFORMATIONS AVANT/APRÈS LES MÉGA-ÉVÉNEMENTS
VOLUMÉTRIQUES
MATÉRIELLES
INFRASTRUCTURES
PAYSAGÈRES

Planche 5 – Transformations observées sur la coupe de terrain BB'

B1

2010

2016

BÂTI

· DÉMOLITION .....

ENVIRONNEMENT IMMÉDIAT

• TROTTOIRS .....

• RISQUES D'INONDATION TRAITÉS .....

• ÉCLAIRAGE PUBLIC .....

B2

2014

2016

BÂTI

· DÉMOLITION .....

ENVIRONNEMENT IMMÉDIAT

• PISTE CYCLABLE .....

B3

2014

2016

BÂTI

· DÉMOLITION .....

B4

2014

2016

BÂTI

· DÉMOLITION .....

ENVIRONNEMENT IMMÉDIAT

• TROTTOIRS .....

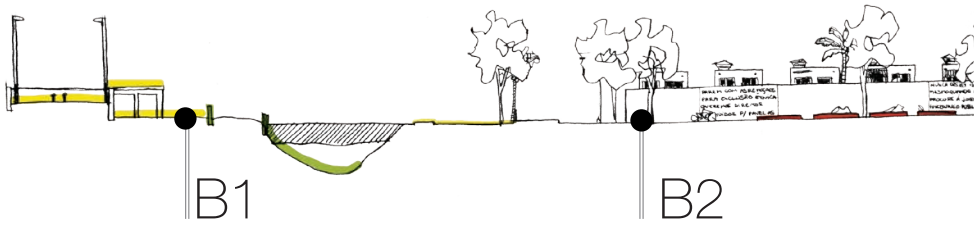
• STATIONNEMENT .....

Planche 6 - Plan et coupe BB' – Transformations observées

ÉLARGISSEMENT DU TRANSOLIMPICA ET DE L'AVENIDA ABELARTO BUENO

CANAL

FONDATIONS RESTANTES DE CONSTRUCTIONS PROVISOIRES



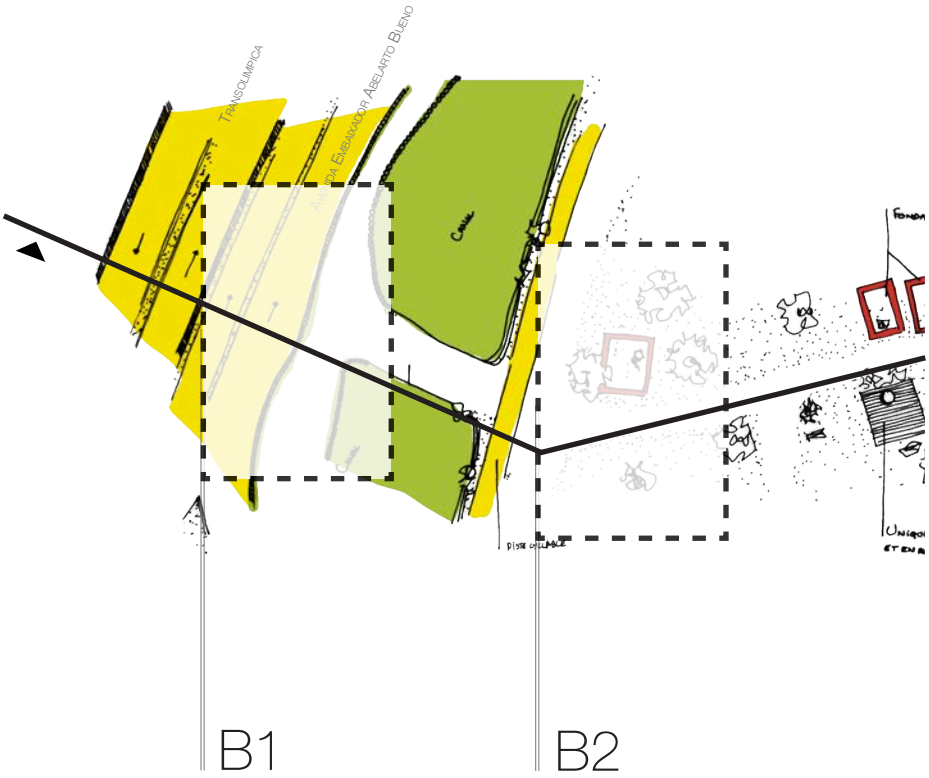
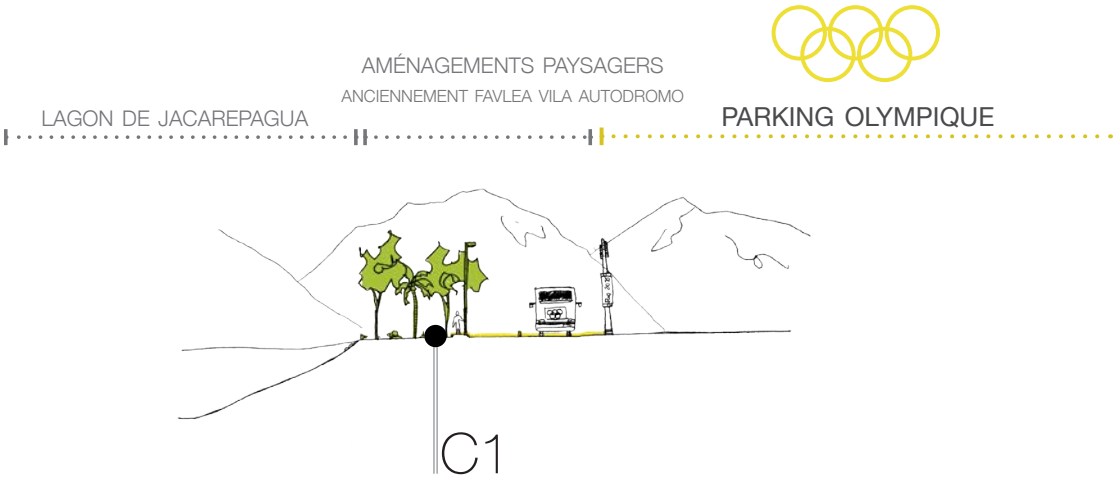


Planche 8 – Plan et coupe CC' – Transformations observées



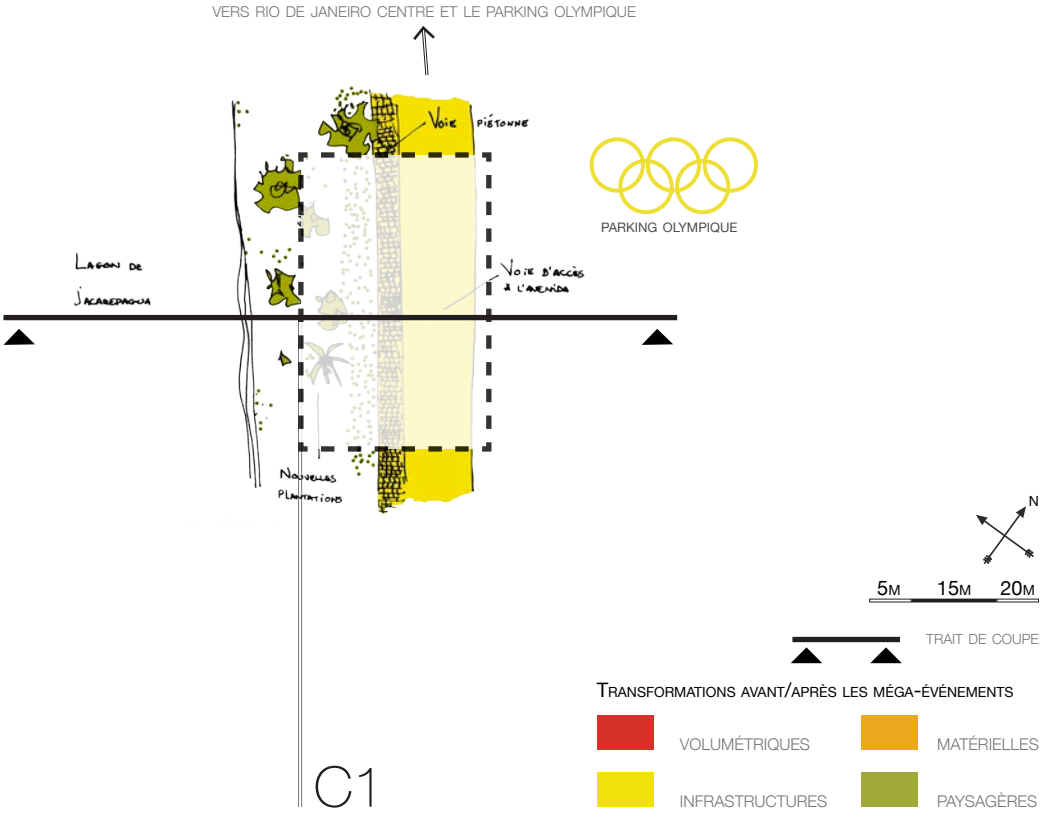


Planche 9 – Synthèse des transformations observées

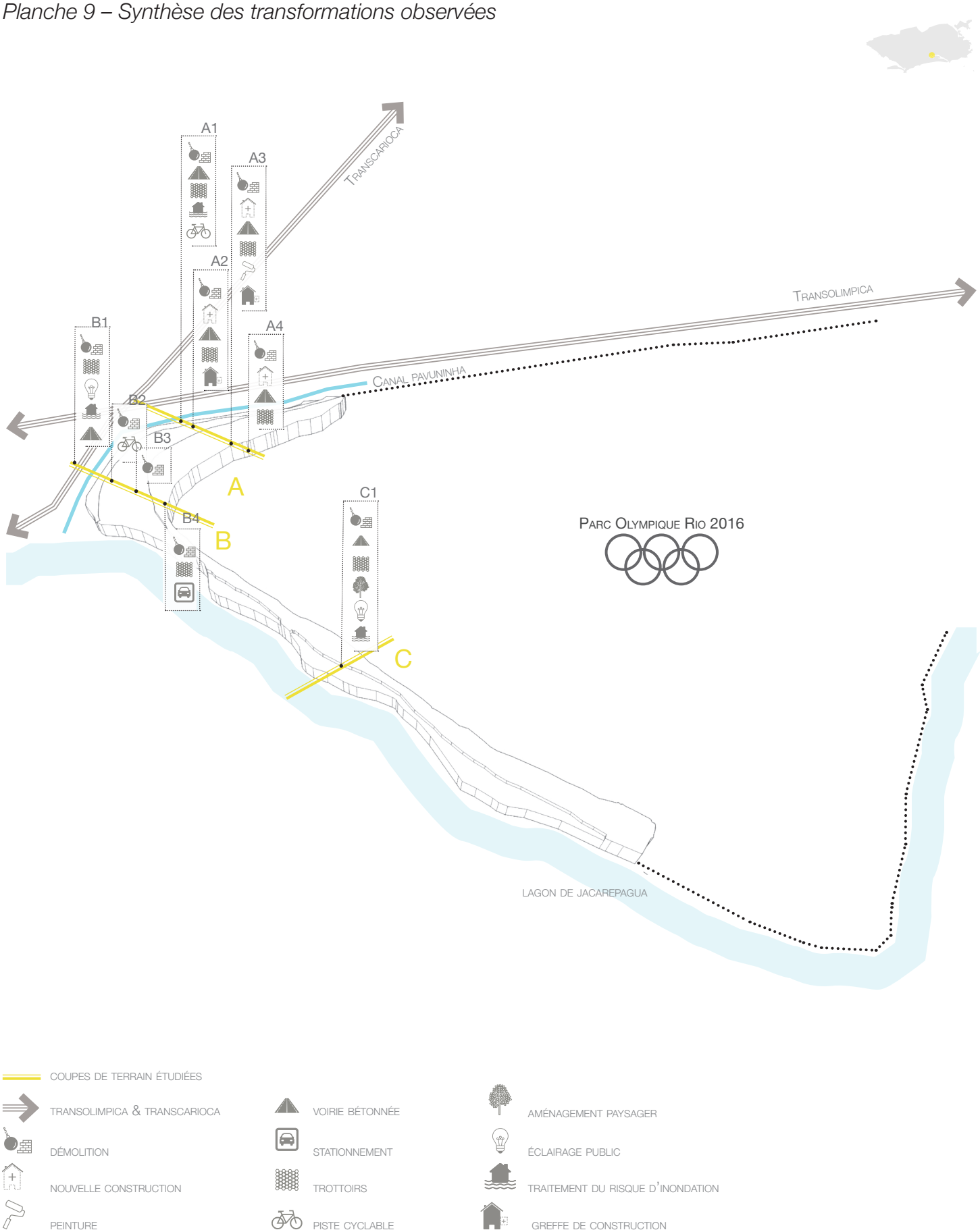
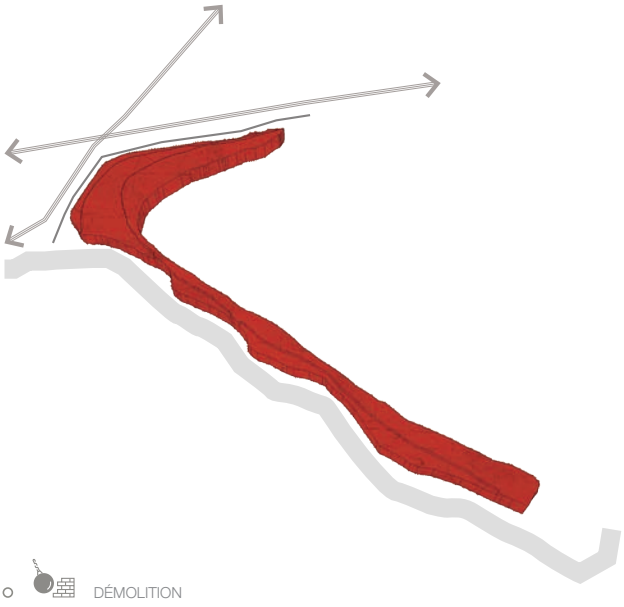
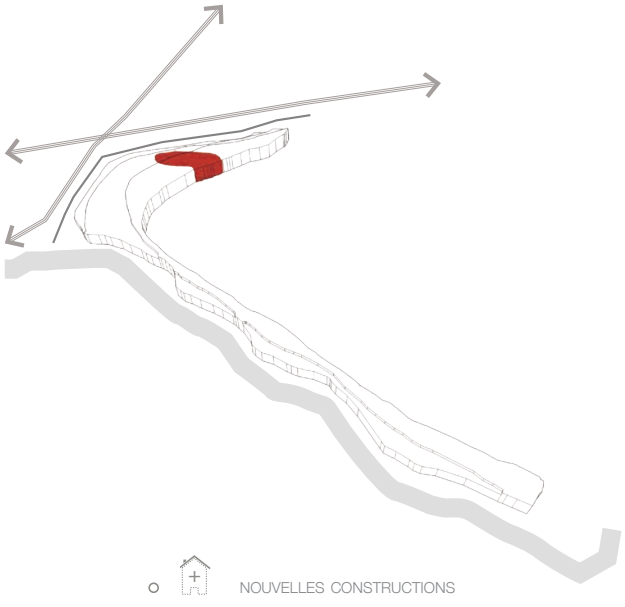


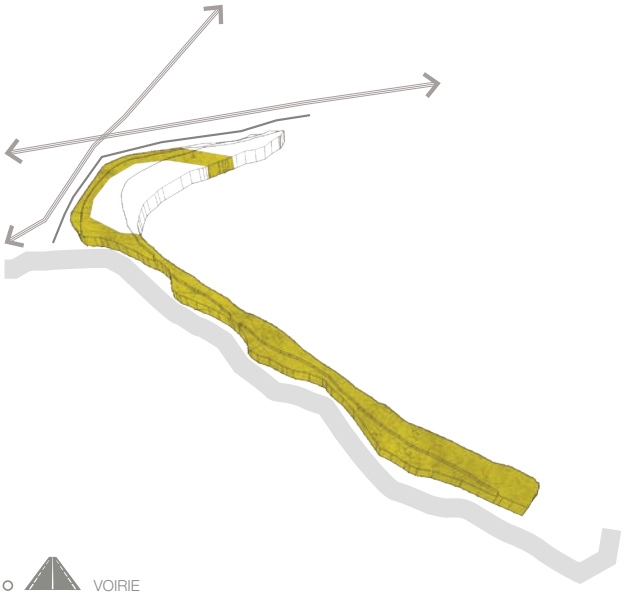
Planche 10 – Synthèse des transformation par critère (1)



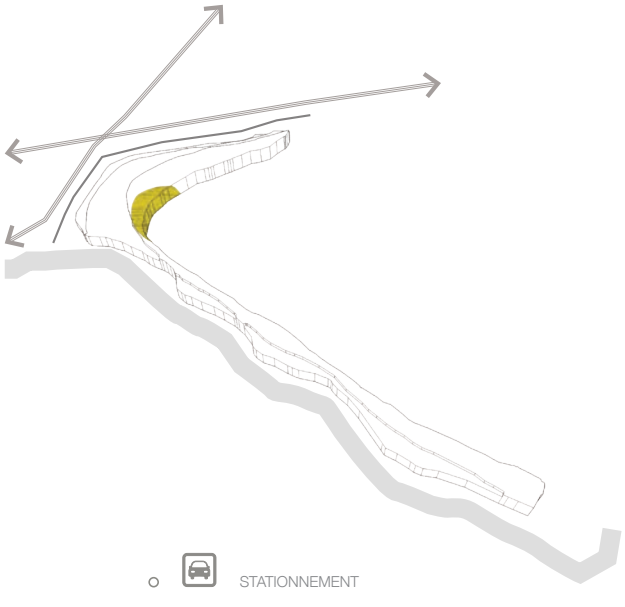
DÉMOLITION



NOUVELLES CONSTRUCTIONS



VOIRIE



STATIONNEMENT

ZONES DE TRANSFORMATION DU CADRE BÂTI

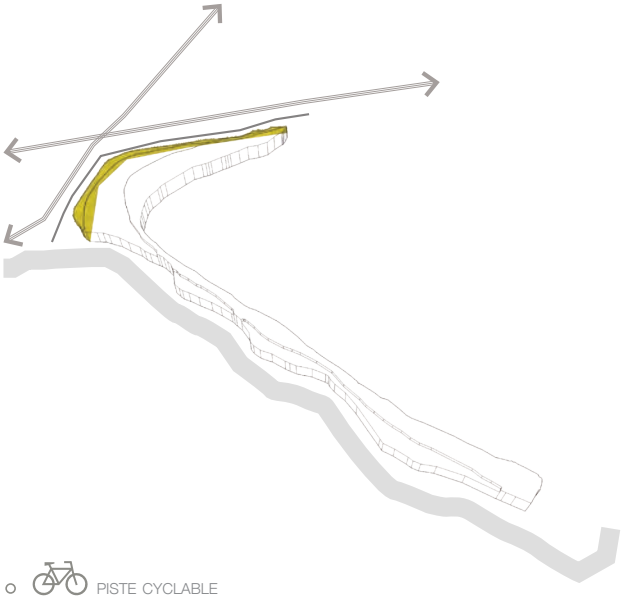
TRANSOLIMPICA & TRANSCARIOCA

CANAL

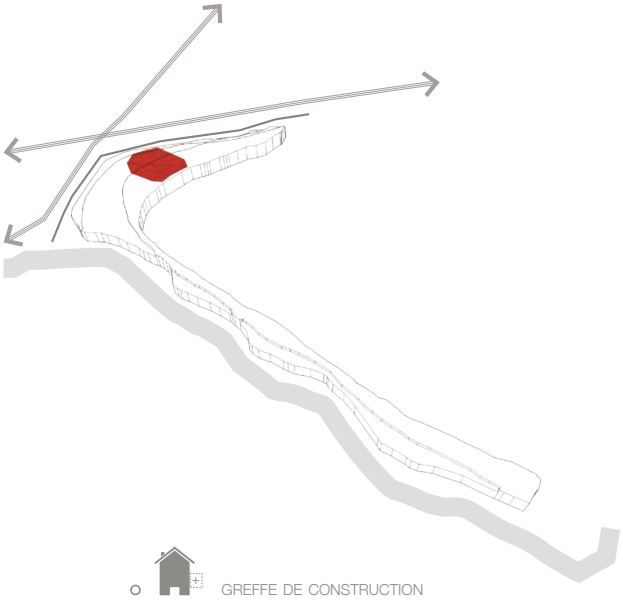
LAC JACAREPAGUA

Planche 11 – Synthèse des transformation par critère (2)

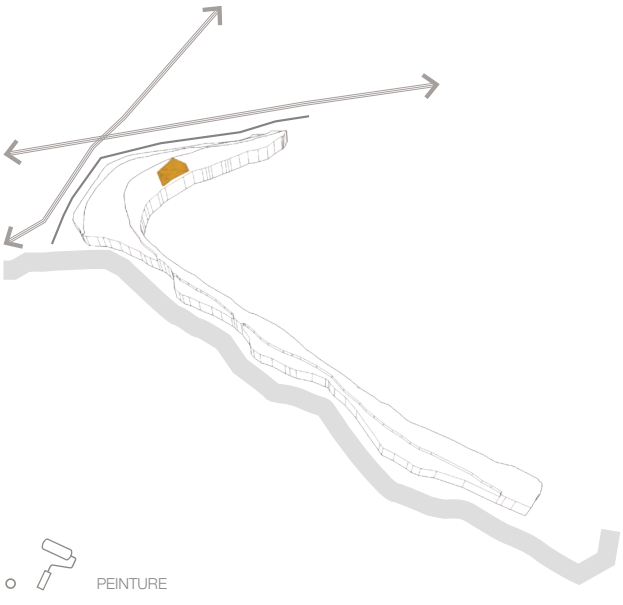
Planche 12 – Synthèse des transformation par critère (3)



PISTE CYCLABLE



GREFFE DE CONSTRUCTION



PEINTURE

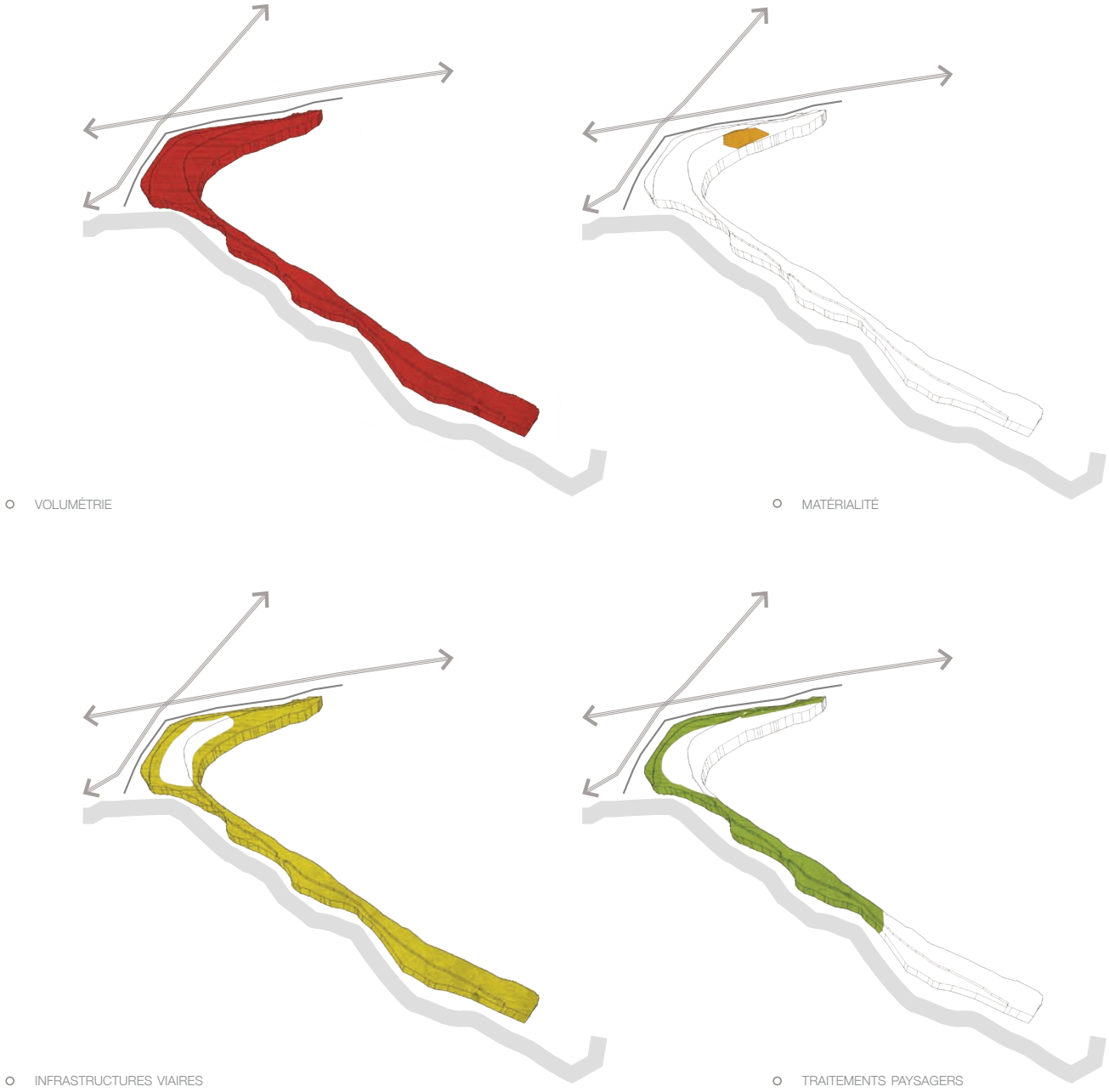
ZONES DE TRANSFORMATION DU CADRE BÂTI

TRANSOLIMPICA & TRANSCARIOCA

CANAL

LAC JACAREPAGUA

Planche 13 – Synthèse des transformation par famille de critère



Chapitre 5/ Vidigal, la favela mondialisée

Vue sur Ipanema et Copacabana depuis les hauteurs de Vidigal

© Caroline Chabot

Septembre 2015 – Onze mois avant les Jeux Olympiques.

Pour ma première visite à Rio de Janeiro, je pose mes valises à Copacabana dans une auberge de jeunesse. Sur le comptoir, des prospectus présentent les différents points touristiques de la ville : le *Pain de sucre*, le *Corcovado*, le *Jardin Botanique*, les plages d'*Ipanema* et de *Copacabana*. L'un d'eux propose de visiter des favelas : *Rocinha, Santa Marta,* et *Vidigal* entre autres. La visite est organisée par un opérateur de voyage et se nomme « favela tour ». Le lendemain, mon guide passe me prendre en minivan au pied de l'auberge, puis me conduit vers la favela *Vidigal*. Dans le véhicule, des touristes espagnols ont pris place. Nous longeons les plages de *Copacabana* puis d'*Ipanema* et de *Leblon* avant d'emprunter l'avenue *Niemeyer* alors en travaux. Des ouvriers travaillent à la construction d'une piste cyclable côtière permettant de relier les quartiers de *São Conrado* et *Leblon* tout en privilégiant la vue. Sur le front de mer, des cariocas font leur footing tandis que les commerces de ces quartiers aisés ouvrent leurs devantures. Face à nous, l'*Hotel Sheraton* ponctue la plage de *Leblon* et laisse place derrière lui aux « deux frères », une double montagne dont le pic le plus haut est surnommé « le grand frère » tandis que le plus bas est nommé « le petit frère ». Sur le versant de cette « fratrie » se

trouve Vidigal, coincée entre la colline et l'océan Atlantique. Au pied des premières maisons, des cascades d'eaux usées se déversent dans l'eau de mer sans aucun traitement. Le contraste est fort entre l'odeur nauséabonde et le spectacle offert par l'endroit, un des plus beaux paysages de la ville. À l'entrée de la favela, un élément détonne : une tente bleue sur laquelle sont imprimées les lettres « UPP » abrite une voiture de police et trois policiers armés surveillant la zone. Le minibus s'arrête et le guide s'exclame : « *On est arrivés, bienvenue dans la "favela cinq étoiles"* ».

5.1. Une favela « hype » pacifiée pour les Jeux

Le lien de Vidigal avec les Jeux Olympiques 2016 n'est pas dû à sa proximité avec les infrastructures du méga-événement. Le Parc Olympique est en effet à vingt-cinq kilomètres, les équipements les plus proches sont à quinze minutes en voiture et les infrastructures viaires prévues pour l'occasion ne passent pas à proximité (fig. 36).

Figure 36 – Localisation de la favela Vidigal à l'écart des équipements olympiques

© Caroline Chabot

Ce qui fait de Vidigal un cas d'étude intéressant pour la confrontation entre les favelas et les méga-événements est pourtant bien sa localisation. Idéalement située, en plein cœur de la zone sud de Rio de Janeiro, à proximité des plages d'*Ipanema* et des quartiers huppés de *São Conrado* et *Leblon*, la favela est dans l'une des zones les plus touristiques de la ville. Entre l'avant et l'après méga-événement, Vidigal se mondialise. Le processus est favorisé par son extrême visibilité et son passé de « favela bohème », lieu de rassemblement des artistes et des élites culturelles, mais également par une politique publique mise en place pour les Jeux : la pacification des favelas.

Vidigal peut être considérée comme un archétype. Morphologiquement, elle correspond à toutes les représentations habituelles des favelas cariocas. Son urbanisme est dense et désordonné, constitué de petites maisons en briques apparentes laissant entrevoir une multitude d'étroites venelles. Entre les habitations, quelques arbres tropicaux agrémentent le paysage. Il faut cependant regarder vers l'est pour découvrir le panorama qui constitue son principal attrait. Nichée sur les versants d'une colline, elle offre une des plus belles vues sur les plages de l'Atlantique, les îles lointaines de la baie de Rio de Janeiro et la végétation tropicale accrochée aux roches granitiques de la ville.

La communauté s'installe dans les années 1940, à la suite de la construction de l'avenue *Niemeyer* en contre bas, reliant les quartiers aisés de *Leblon* et de *São Conrado*. Les ouvriers et leurs familles s'installent sur les hauteurs, près du chantier et fournissent en nounous, cuisiniers, femmes de ménage ou chauffeurs, la bourgeoisie des quartiers voisins. Très vite Vidigal se développe et sa population atteint en 2010 près de 10 000 habitants[172] pour plus de 3000 maisons, soit une moyenne de trois habitants par habitation. La favela est divisée en deux parties : la zone haute et la zone basse. Les habitations du sommet sont majoritairement précaires, denses, insalubres et fragiles même si des familles plus favorisées s'y trouvent. Construites en briques apparentes, elles sont composées de deux ou trois niveaux. La partie basse à l'inverse est consolidée, avec une forte présence de grandes habitations relativement bourgeoises et des résidences privées atteignant régulièrement six étages et proposant des parkings à leurs résidents (planche 15). En comparaison avec de nombreuses favelas de la ville, Vidigal est une favela privilégiée en termes de statut foncier, d'urbanisme et de risques

[172] IBGE 2010.

environnementaux. Une majorité de ses habitants dispose en effet d'un droit d'usage et d'occupation du sol[173] depuis 2011 ; elle a bénéficié du programme Favela Bairro dans les années 1990 lui valant la reconnaissance de ses rues[174] et le statut de « communauté urbanisée » ; des sirènes installées par la municipalité dans la communauté préviennent les résidents de potentiels éboulements lors des fortes pluies tropicale que connait la ville.

Décrite dans la presse comme un « paradis », « une carte postale »[175], Vidigal est le décor de nombreux clips musicaux et publicités. La chanteuse brésilienne Anitta y a tourné l'intégralité du clip « *Vai malandra* » en 2017. La favela est également un espace artistique et accueille régulièrement des concerts de samba improvisés, un statut en contradiction avec le caractère de *Miguel Nunes Vidigal*, un commandant de la garde royale détestant la samba et la capoeira et qui donna son nom à la communauté.

L'attractivité de Vidigal débute dans les années 1970, une époque où des artistes nationaux tels que la chanteuse *Gal Costa*, le chanteur compositeur Jorge Mautner ou le directeur de cinéma *Sergio Ricardo* s'y installent. Architectes, artistes, réalisateurs ou producteurs y construisent leurs bureaux, parfois leurs résidences. L'organisation non gouvernementale *Nos do Morro*, une école de théâtre d'où sont sortis une grande partie des acteurs du film *Cidade de Deus* [176] (La Cité de Dieu) contribue à attirer le monde de l'art en organisant des événements culturels. Surnommée « la favela des artistes »[177], la communauté est un cluster de micro-projets culturels. Cependant, peu de personnes osent s'aventurer dans les hauteurs. Le règne du narcotrafic dans les années 1980-1990 enraye l'image glamour du bidonville. Pendant près de trente ans, la domination de la favela par les narcotrafiquants creuse la ségrégation socio-spatiale et instaure dans la communauté un climat de tension : « *les résidents surveillés ne peuvent plus jouir d'une liberté de déplacement sans en demander la permission* »[178].

[173] Décrêt d'usage et d'occupation du sol n° 33352 délivré le 10 janvier 2011.
[174] Décrêt de reconnaissance des rues n° 18322 du 18 janvier 2000.
[175] « Fuga de traficantes por trilhas expõe insegurança da Floresta da Tijuca », O Globo, 9 octobre 2017.
[176] *Cidade de Deus* est un film brésilien coréalisé par Fernando Meirelles et Katia Lund, et sorti en 2002.
[177] Extrait d'entretien du 4 mai 2016 avec un guide touristique de Vidigal.
[178] Extrait d'entretien réalisé le 2 décembre 2015 avec un expert de la ville.

Dans la nuit du 13 novembre 2011, près de 1500 policiers et une dizaine de blindés pénètrent dans Vidigal accompagnés d'hélicoptères. Après une demi-journée d'affrontements entre les forces policières, militaires et les narco trafiquants, l'État de Rio de Janeiro plante son drapeau ainsi que celui du Brésil au sommet de Vidigal en signe de reconquête du territoire. L'intervention réalisée montre la concrétisation d'engagements pris dans le dossier de candidature olympique de Rio de Janeiro où un chapitre annonçait la mise en place de mesures visant à faire reculer la violence dans la ville. Elle répond ainsi aux inquiétudes du Comité International Olympique vis-à-vis de cette problématique pouvant porter préjudices aux nombreux touristes attendus pendant les Jeux, aux chefs d'État, aux athlètes et journalistes.

Nommée « pacification », et entamée dès 2008, la reconquête territoriale ultra médiatisée des favelas de la ville affirme la volonté du gouverneur de réunir la « ville divisée », et d'afficher pour les méga-événements une image d'unité et de paix. Quatre années plus tard, fin janvier 2012, une Unité de Police Pacificatrice (UPP) est installée à Vidigal afin d'endosser le rôle de police communautaire. Trois postes de surveillance sont répartis dans la communauté : le premier à l'entrée, au croisement avec l'avenue *Oscar Niemeyer*, le deuxième en haut de la favela dans une zone appelée *Sobradinho* et enfin le troisième dans la favela voisine *Chacara do Ceu* appartenant au complexe de favelas *« Vidigal – Chacara do Ceu ».* Vidigal ainsi pacifiée redevient accessible. Le territoire n'étant plus sous le contrôle des gangs armés, les flux des habitants sont facilités. Très vite, la favela renoue avec sa spécificité culturelle historique et cultive sa différence.

Plusieurs éléments permettent alors de parler d'une mondialisation de Vidigal suite à la confrontation avec les Jeux Olympiques. Définie par L'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, la mondialisation correspond à la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services, des techniques et de l'information. Elle désigne des processus d'intégration des marchés et de rapprochement des hommes qui résultent de la libéralisation des échanges, du développement des moyens de transport de personnes et de marchandises, et des retombées des technologies de l'information et de la communication à l'échelle planétaire. Elle se manifeste, outre l'interdépendance croissante des économies et l'intensification de la concurrence, par l'expansion des échanges et des interactions humaines.

Dans le cas de Vidigal, la mondialisation est déclenchée par la politique publique de pacification mise en place dans la perspective des Olympiades. Le processus est alors porté par deux groupes d'acteurs : les locaux et les « gringos[179] », nom donné aux étrangers.

5.2. Une mondialisation par les locaux

4 mai 2016 – Trois mois avant les Jeux Olympiques.

Lors d'une visite précédente à Vidigal, des enfants jouant au football sur la *Vila Olimpica*, un terrain installé au sommet de la communauté, m'avaient conseillé de réaliser la promenade jusqu'au sommet de la montagne des « *Deux frères* ». Sur l'un des murs de l'équipement sportif, une affiche indique le nom d'un guide communautaire et son numéro de téléphone. Le rendez-vous est pris et fixé devant l'*Hôtel Sheraton*. Il y a du mouvement dans la zone : plusieurs groupes de touristes attendent au même endroit, des allemands, des australiens. Un guide les rejoint et les dirige vers l'entrée de la communauté en prenant l'avenue *Niemeyer*. Ils le suivent, l'appareil photo à la main.

Chaussures de marche aux pieds et chapeau sur la tête, mon guide fait un signe de la main. Il porte un tee-shirt floqué du nom de son entreprise « *Vidigal Trilhas*[180] » et nous dirige vers un raccourci. Le guide habite la favela depuis son enfance et en connait la moindre ruelle. Il parle un mélange d'anglais et de portugais tout en demandant la traduction de chaque mot en français : « *J'ai de plus en plus de clients de France, il faut que j'apprenne cette langue*[181] ». Nous grimpons quelques marches et longeons une dizaine de maisons avant de marcher sur un muret de béton haut de 50 centimètres s'étendant tout autour de la favela. Il s'agit de l'écolimite, un mur construit par les ouvriers de la mairie de Rio de Janeiro, censé contenir les éboulements et éviter l'étalement de la favela sur la forêt voisine. Après quelques minutes de marche, nous arrivons sur la place principale en bas de la communauté.

La voiture de l'Unité de Police Pacificatrice est toujours présente et deux policiers armés surveillent les allers-venus des passants. Juste à côté, un local peint du mot « taxi » indique l'emplacement du système de transport. Une pancarte jaune et rouge adossée

[179] Le terme « gringo » est un mot argotique espagnol et portugais qui désigne les étrangers, le plus souvent venant de pays anglophone. Le terme peut également désigner une association forte à l'étranger (en particulier anglophone), la société ou encore la culture. Dans une majorité des pays d'Amérique Latine, le terme « gringo » est utilisé pour désigner exclusivement un Américain. Il y a cependant quelques exceptions : par exemple au Brésil où il désigne n'importe quel étranger.

[180] « Trek Vidigal » en français.

[181] Extrait d'entretien du 4 mai 2016 avec un guide touristique de Vidigal.

à la façade détaille les tarifs depuis l'entrée de la favela jusqu'aux nombreuses zones desservies, y compris en dehors de la communauté. Des hommes habillés de gilets jaunes et assis en contrebas du local y attendent les potentiels clients.

Nous marquons un premier arrêt dans une boulangerie au début de la rue *João Goulart*. Les menus sont traduits en trois langues : portugais, anglais et espagnol, Le cas n'est pas isolé puisque plusieurs restaurants présentent une double voire triple traduction. Nous passons devant une agence de voyage dont les affiches proposent des promotions sur certains séjours. La rue principale est composée de nombreux virages. Dans l'un d'eux, une portion de trottoir est peinte en bleu ciel. Quatre policiers y sont postés et observent les allers-venus. L'un d'eux porte une veste orange sur laquelle est écrite une phrase en anglais : « Can I help ? [182]». Un bâtiment blanc de trois étages se dresse derrière eux et affiche une pancarte où trois lettres et un nom sont mentionnés « UPP VIDIGAL ». À l'entrée du bâtiment, une première plaque donne les horaires d'ouverture tandis qu'une seconde indique l'existence d'un pôle touristique au premier étage. À côté, une école de langue propose aux habitants de suivre des cours d'anglais.

La Pacification de Vidigal a permis l'émergence de processus d'intégration des marchés et des habitants de la société locale, une mondialisation de la communauté portée en partie par les locaux. Des services émergent et répondent à des dynamiques d'ouverture au monde. Les exemples sont multiples et témoignent d'une intégration et appropriation de valeurs étrangères. Fin 2014, soit trois ans après le processus de pacification de la communauté, le journal *O Globo* du 6 octobre 2014 évoque l'ouverture d'une agence de voyage dans la favela tenue par des habitants et qui propose des forfaits pour l'étranger. L'article mentionne que les ventes les plus fortes sont des billets d'avion nationaux, mais que les destinations internationales, en particulier pour les pays du *Mercosur*, attirent déjà les résidents. Les gens se renseignent le plus souvent sur l'Argentine et posent des questions sur Miami ou le parc d'attraction *Walt Disney World Resort* à Orlando en Floride, des envies d'ailleurs et des choix de destinations qui s'expliquent par plusieurs raisons.

La première est liée à la pacification de la communauté. Les trafiquants de drogue éloignés de la favela ne contrôlent plus les mouvements des habitants qui jouissent alors d'une liberté nouvelle, facilitant les déplacements en dehors de la communauté et dynamisant les flux vers

[182] « Puis-je vous aider? ».

l'extérieur. La deuxième est d'ordre financier. Des résidents ayant su profiter du statut de « favela pacifiée » et de destination touristique de Vidigal ont augmenté leurs revenus et aspirent désormais à de nouvelles pratiques. Les destinations internationales plébiscitées par cette « bourgeoisie favelada » traduisent une appropriation effective de valeurs. La possibilité de voyager est vue comme un marqueur de distinction sociale. Les voyages touristiques internationaux sont généralement et majoritairement réalisés par des classes moyennes et aisées dont les moyens financiers leur permettent de s'offrir des billets d'avion et séjours à l'étranger, des classes sociales à laquelle les favelados aspirent. Les destinations demandées vont dans ce sens. « Miami est la destination la plus visitée par la classe moyenne brésilienne aux États-Unis » titre un article du journal *Gazeta do Povo* le 18 février 2018[183]. Les références à cette région sud-est des États-Unis sont de plus nombreuses au Brésil, en témoigne le quartier *Barra da Tijuca* à l'ouest de Rio largement inspiré de l'urbanisme de cette ville aux larges avenues et aux buildings de verre et d'acier, reflet du rêve américain. Les « nouveaux riches » de Vidigal, en choisissant la Floride comme destination font part d'une volonté d'appropriation des valeurs de la classe moyenne du pays.

Alors que d'un côté la période post-pacification est propice au développement de voyages internationaux pour les favelados, de l'autre, la favela désormais pacifiée rassure les visiteurs étrangers qui la choisisse comme lieu touristique. La mondialisation s'y exprime par une circulation des individus qui incite les locaux à proposer des services dédiés.
« Soyons mondialistes jusqu'au bout. Parlons la langue de la mondialité : la langue anglaise » disait le sociologue Gérard Leclerc (2000, p.451). Dans la favela, les locaux ont bien compris que pour développer le tourisme, l'anglais, langue réservée à la communication dans ce domaine était inévitable pour communiquer avec le « gringo ». À Vidigal, la croissante présence de la langue anglaise est marquante. Les menus et cartes affichés sur les murs des restaurants et traduits en anglais pour attirer et faciliter le voyage de l'étranger en sont les premiers exemples. La multiplication des écoles de langue en est le second. En proposant aux enfants de la communauté des initiations aux langues étrangères, elles ancrent et préparent la jeune population dans des valeurs mondialisées. Un troisième se concrétise dans l'espace par la création d'un « pôle tourisme » dans un bâtiment de l'UPP tenu par deux agents. Un

[183] « Miami deixa de ser destino mais visitado pela classa media brasileira nos EUA »,Gazeta do Povo, 18 février 2018.

article du journal *O Globo* du 15 octobre 2014 relate que les forces de sécurité de Vidigal ont également suivi une formation de deux ans en anglais afin de communiquer avec les étrangers qui visitent la favela. Le journal *Gazeta do Povo* du 18 février 2018 indique qu'ils ne manquent pas de travail : « *L'une des premières actions (des agents) a été de secourir deux canadiens qui se sont fait voler leur caméra et leur téléphone portable en visitant la favela* »[184]. Plus que des agents de maintien de la paix et de lutte contre le trafic de drogue, ils adoptent une double compétence : policier et aide touristique.

Les policiers UPP ne sont pas les seuls à saisir l'opportunité touristique créée par la pacification de la favela. La multiplication de guides de tourisme locaux et de tours opérateurs communautaires dans la favela en sont également les marqueurs. La politique publique lancée en 2011 a en effet permis la mise sur le marché d'un trésor local : le trek vers les montagnes « Deux frères » (fig. 37).

Figure 37 – Vue sur Rio de Janeiro depuis le Morro dois Irmãos

© Caroline Chabot

[184] « Policia para quem precisa », O Globo, 5 mars 2016.

Avant la pacification, le lieu est fréquenté et pris en charge par les résidents de la communauté : « *Les quelques étrangers qui visitaient la piste avant étaient généralement des invités connus des résidents* »[185]. « Depuis l'installation de l'UPP, Vidigal connait une augmentation du tourisme. En conséquence, « l'ascension jusqu'au sommet des « Deux frères » est devenu l'un des sentiers les plus fréquentés de Rio de Janeiro » annonce l'article du 8 janvier 2005 publié dans le journal *O Globo*[186].

Les quelques « agences » créées par des locaux témoignent des opportunités de développement économique (planche 20, 21). Bien que majoritairement visibles de façon immatérielle sur Internet, elles sont également présentes physiquement dans l'espace et se matérialisent par des affichettes sur les murs de certaines habitations, dans des espaces en dur greffés aux habitations et donnant sur la rue principale. Elles révèlent dès lors deux processus ; une normalisation des guides par la mention de diplômes validant des compétences touristiques et linguistiques leur permettant de s'inscrire dans un réseau de personnes qualifiées et de diplômes reconnus à l'international ; une standardisation des services puisque chaque commerce propose des tours similaires (trek vers les montagnes des « Deux frères », visite de la favela, pack montagne et favela, ou encore le trek vers les « Deux frères » au coucher du soleil) et ce dans une même gamme de prix. Les enseignes, concentrées dans la partie basse de la favela (planche 17), à l'entrée de la rue principale, témoignent également d'une réelle volonté de visibilité.

> **23 juin 2016 – Deux mois avant les Jeux Olympiques.**
> Au sommet de Vidigal, un habitant en plein travail de construction est perché sur le toit d'une habitation tandis qu'au sol des matériaux s'amoncellent. Outils à la main, il dépose des briques une à une pour surélever sa maison. Plus loin, des extensions neuves, briques encore apparentes se dotent de peinture. Sur leurs façades, des panneaux « à louer » sont accrochés, des annotations y précisent le type de bien, le nombre de pièces et le numéro de téléphone à contacter. Sur certains, une ligne supplémentaire indique que la chambre sera louable uniquement pendant 30 jours.

[185] Extrait d'entretien réalisé le 3 décembre 2015 avec un employé de la préfecture de Rio de Janeiro.

[186] « As aventuras de um americano de alma carioca », O Globo, 8 janvier 2014.

Dans une rue adjacente, une famille semble déménager. Des valises et sacs pleins d'affaires sont déposés sur le sol. Deux enfants jouent au football en attendant leurs parents et grands-parents qui font des allers-retours dans la maison. Sur la façade, un panneau « à vendre » accroché à l'aide d'une ficelle annonce un départ. Autour, des habitations récemment rénovées côtoient des maisons insalubres.

Alors qu'une famille s'active à vider sa maison de tout effet personnel, sur le toit d'une résidence voisine, des touristes s'amassent. Le propriétaire, posté devant l'entrée de sa maison fait entrer au compte-goutte des visiteurs américains contre la somme de cinq reais. Appareil photo en main, ils se dirigent vers la terrasse et se photographient la vue panoramique sue l'amoncellement de maisons au premier plan et les plages de Rio de Janeiro en arrière-plan.

Comme dans toutes villes, comme dans tous quartiers, les habitants de Vidigal modifient leur cadre bâti avec le temps. La volumétrie se transforme : des étages sont construits, des réhabilitations sont effectuées, certaines sont démolies tandis que de nouvelles sont édifiées (fig. 38).

Figure 38 – Élévation d'une habitation à destination des touristes à Vidigal »

© Caroline Chabot

La population évolue également puisque des habitants s'installent, alors que d'autres quittent le lieu. À Vidigal, la dynamique de ces transformations laisse cependant entrevoir des processus propres au contexte événementiel et portés par les habitants : des détournements d'usage du cadre de bâti. D'après l'étude menée par la fondation *Getulio Vargas* en 2013, dans les 72h après l'installation d'une Unité de Police Pacificatrice, les loyers dans les favelas ont augmenté en moyenne de 50 euros, à Vidigal elle est de 6.8% supérieure aux autres communautés, un phénomène qualifié « d'effet UPP » et qui ne fait qu'augmenter avec le développement du tourisme et l'arrivée des Jeux Olympiques (LISSARDY, 2011). Des résidents utilisent ainsi leur bien immobilier à l'arrivée du méga-événement à Rio de Janeiro pour gagner un peu d'argent.

Alors que la culture favelada veut que chaque génération construise un étage supplémentaire au sommet de l'habitation familiale, dans le contexte des Jeux, certaines greffes de bâti et élévations réalisées accueillent d'autres visiteurs, extérieurs au cercle familial. De nombreuses pancartes accrochées aux nouvelles structures indiquent une réelle volonté de la part des propriétaires de profiter de l'événement afin de bénéficier d'un revenu supplémentaire : « à louer, chambre dans favela authentique », « chambre à louer pour 30 jours (du 1 au 30 août) », « à louer, appartement simple mais vue délicieuse ».

Plusieurs éléments permettent de saisir que les touristes sont la population visée par les annonces. Le premier est relatif à la localisation des greffes de bâtis, se concentrant majoritairement dans la partie haute de la favela (planche 25) et offrant la meilleure vue sur le paysage de Rio de Janeiro, une caractéristique prisée par les étrangers de passage souhaitant bénéficier d'angles de vue différents sur la ville. Les qualificatifs employés pour décrire les biens à louer abondent dans ce sens. Le vocabulaire est significatif et renvoi dans certains cas au bonheur dans d'autres à l'authenticité, des critères également plébiscités par les visiteurs étrangers désireux de découvrir une autre réalité de Rio de Janeiro. Deuxième élément, la mention sur certaines annonces d'une durée de location limitée. La période concernée correspond à la temporalité des Jeux Olympiques 2016 et destine les biens à une population présente à cette occasion : les touristes venus assister aux compétitions.

Outre les greffes et élévations de bâti, un deuxième élément architectural caractéristique des favelas voit son usage détourné par les locaux à l'approche du méga-événement : les toits terrasses ou « *laje*[187] » comme ils sont nommés en portugais. Alors que la plupart des habitations des collines ne possède pas assez de terrain extérieur pour être aménagé en jardin ou en arrière-cour, la solution trouvée par les habitants a été de créer des toits terrasses. Conçus et utilisés au quotidien comme des prolongements de la maison, ces espaces à l'air libre, parfois couverts d'une pergola ou d'une toiture, remplacent les jardins des maisons traditionnelles. Les toitures-terrasse remplissent plusieurs rôles domestiques : séchoir à linge, espace de récupération d'eau de pluie à l'aide de cuves, lieu d'implantation des antennes paraboliques. Des habitants ont également adapté cet espace pour l'agrément, les familles y font des barbecues, des fêtes, des espaces de jeux pour les enfants.

Utilisés traditionnellement de manière privative, les méga-événements ont transformé des toits-terrasse en lieux publics en raison de la vue panoramique qu'elles offrent sur la ville (planche 23). Suite à la pacification, certains d'entre eux ont en effet été rénovés et normalisés avec l'implantation de garde-corps d'un mètre de hauteur. En vendant aux visiteurs de passage leurs accès et la possibilité d'y prendre des photos, ces espaces auparavant privés ont été transformés par les locaux en sources de revenus. Un tel processus n'est pas sans rappeler la transformation de certains sommets d'immeubles de bureaux New-Yorkais tel que *l'Empire State Building* en observatoires payants et ouverts au public afin d'y contempler des vues sur la ville. Plus que des détournements d'usages du cadre bâti favelado, les greffes, élévations, et toit-terrasses destinés aux visiteurs rendent compte d'un processus général d'instrumentalisation du méga-événement à des fins touristiques et économiques.

Les Jeux Olympiques sont également synonymes de départ de la favela pour certains résidents. Cependant, entre les propriétaires et les locataires quittant Vidigal, deux cas de figure se distinguent. Si les premiers le font pour gagner de l'argent et acheter un bien en dehors de la favela, les second partent par nécessité.

Un article du journal *O Globo*[188] indique en 2014 la création de nouvelles favelas au nord de la ville. Sur des terrains abandonnés à quelques kilomètres du *Maracaña*, près de cinq mille

[187] Le mot « laje » peut être traduit en français par « dalle » en référence aux dalles de béton constituant les toitures plates des habitations des favelas.

[188] « Favela da Telerj : ocupantes terão prazo para sair amigavelmente ». O Globo, 8 avril 2014.

brésiliens travaillent à temps plein pour bâtir des masures de bois. Certaines planches portent déjà le nom des futurs habitants. L'article révèle que si quelques-uns de ces habitants vivaient auparavant dans la rue, la plupart d'entre eux est originaire de favelas pacifiées de la ville où ils étaient locataires. Pour les locataires des favelas pacifiées, la hausse des loyers qui fait suite à la pacification de leur favela les oblige à quitter leur habitation pour un autre lieu financièrement accessible. Ces familles se dirigent vers le nord de Rio de Janeiro, sur des terrains privés et réservent un emplacement à l'aide d'une pancarte mentionnant leur nom le temps de récupérer les matériaux nécessaires à la construction illégale d'une baraque.

Pour les propriétaires, le processus est différent et la multitude de panneaux « à vendre » dans la favela est révélatrice d'un phénomène de grande ampleur (fig. 39). « Des maisons qui valaient 20.000 euros avant la pacification peuvent valoir jusqu'à dix fois plus aujourd'hui (…) les gens vendent et vont s'installer dans la ville formelle »[189]. Attirés par les sommes parfois importantes proposées pour le rachat de leur maison, des propriétaires n'hésitent pas à quitter la favela. L'argent de la vente est mis à contribution d'une meilleure qualité de vie : « *la plupart des gens qui vendent utilisent l'argent pour acheter une vraie maison à Copacabana ou Botafogo* »[190].

Figure 39 – « Maison à vendre »

© Caroline Chabot

[189] « Des favelas version bobo », Jdd, 19 juin 2017.
[190] Extrait d'entretien réalisé le 3 décembre 2015 avec un employé de la préfecture de Rio de Janeiro.

5.3. Une mondialisation par les « gringos »

17 août 2016 – Pendant les Jeux Olympiques.

Pour vivre les festivités de l'intérieur, je m'installe pendant les Jeux Olympiques dans la partie haute de Vidigal. Afin de rejoindre l'hôtel à pied depuis le bas, il faut emprunter pendant vingt minutes une route cahoteuse qui serpente entre les habitations, puis des escaliers et enfin se glisser sous des fils électriques. Sur le chemin, de nombreux touristes, valise en main montent et descendent la colline. Le quartier au sommet de la favela se nomme « *Arvrão* » en référence à l'arbre gigantesque qu'il abrite et que l'on peut voir depuis le bas. La zone accueille une place carrée recouverte de linteaux de bois et entourée d'une main courante en métal, un belvédère qui offre une vue imprenable sur les plages de *Leblon* et d'*Ipanema* en arrière-plan et sur un amoncellement de maisons de briques au premier. Il n'est pas étonnant que ce lieu ait servi par le passé de quartier général aux trafiquants de drogue !

La chambre où je pose mes valises est dans l'auberge de jeunesse *Albergue Alto do Vidigal*. L'entrée se fait depuis une autre petite place offrant une vue tout aussi spectaculaire et sur laquelle une patrouille de la police pacificatrice indique à un touriste l'emplacement de son hôtel. Dans la chambre, les cinq autres lits sont occupés, un couple allemand et trois australiennes venues encourager leur équipe de natation sont déjà présents depuis plusieurs jours. La chambre voisine est quant à elle occupée par une famille danoise. Malgré une hausse conséquente du prix de la nuitée à 20 euros au lieu de 8 avant les Jeux, les tarifs sont bien moins élevés que ceux pratiqués dans le reste de la ville.

Autour de l'hôtel, des maisons en brique sans crépis avoisinent des immeubles flambant neufs, quand ce ne sont pas de hautes demeures défendues par des barrières de sécurité. Les contrastes sont saisissants. Hauts de deux ou trois étages, certains édifices abritent à leur sommet des terrasses au revêtement de sol neuf et animé de mobilier *design* (fig. 40). L'un d'entre eux attire particulièrement le regard : le Mir*ante do Arvrão*, un établissement de luxe réputé être le plus grand investissement privé dans une favela. Plus loin, une galerie d'art et de design avoisine un bar *lounge*. Leurs matériaux dénotent des briques nues des constructions faveladas. Certains murs sont couverts de briques rouges ou de bardage en bois et rythmés par de larges baies vitrées et offrant aux visiteurs la vue en spectacle. Les onéreux montants en aluminium tranchent avec les encadrements de plastique des habitations les plus précaires. Sur les boîtes aux lettres, les noms et prénoms n'ont pas de sonorités brésiliennes : Brett, Axel, Anneke,

Gerhardt, des américains, néerlandais, français, allemands semblent en être les propriétaires.

Le soir, l'ambiance est festive au sommet de Vidigal. Sur les terrasses des bars et hôtels plusieurs langues me plongent dans une atmosphère internationale. Je choisis le *bar da laje* pour déguster une caïpirinha et regarder le coucher de soleil sur la baie de Rio. Le spectacle est splendide ! Les navettes incessantes de moto-taxis chargés de touristes et de brésiliens venus des quartiers chics de la ville remplissent rapidement les terrasses.

Figure 40 – Terrasse du Bar da Laje

bardalaje.rio

En peu de temps, les habitations acquises suite au départ d'anciens propriétaires attirés par des conditions de vie meilleures connaissent des transformations flagrantes. Les changements d'usage en sont la caractéristique la plus évidente : anciennement utilisés en habitations par les familles faveladas, les édifices sont transformés en établissements hôteliers, en témoigne la multitude d'auberges de jeunesse et d'hôtels créés suite à la pacification et l'essor du tourisme (planche 23). Un processus de gentrification s'opère, marqué par l'origine étrangère des nouveaux propriétaires. Bien que la population brésilienne soit multiculturelle, la

population favelada n'en est pas le reflet. Composée de descendants d'anciens esclaves, les habitants sont majoritairement noirs et leurs noms de familles portugais et africains (VIDAL, 1999).

La gentrification est également marquée par des changements de matérialité de ces édifices (planches 22, 23, 24, 26, 28). Philippe Waniez (1999) analyse une géographie des matériaux de construction des logements et analyse qu'à Rio de Janeiro, la majorité des habitations est faite de maçonnerie et recouverte de peinture. À Vidigal, les matériaux employés lors des réhabilitations diffèrent et attestent de tendances et de techniques internationales. La briquette rouge d'inspiration new-yorkaise remplace par endroit la peinture alors que l'acier Cor-Ten, matériau né aux États-Unis et régulièrement employé par des « starchitectes » tels que le finlandais Eero Saarinen[191] compose désormais les séparateurs de balcons d'hôtels de Vidigal. Les fenêtres des habitations traditionnellement de petites tailles sont remplacées par des baies vitrées et permettent d'admirer la vue imprenable sur la ville. La substitution de codes architecturaux brésiliens par des codes occidentaux témoigne de la mondialisation en cours. Le processus n'est cependant pas sans désagréments. Les baies vitrées, trop grandes, ne sont pas adaptées au fort rayonnement solaire et s'éloignent de l'identité locale. L'important n'est alors pas d'intégrer les codes du lieu, mais d'afficher un mélange entre favela et occident pour assouvir le besoin d'exotisme des touristes étrangers tout en leur fournissant des repères culturels. Un duo qui attire au point d'en faire les établissements hôteliers les plus prisés lors des Jeux Olympiques.

L'enquête réalisée par l'association des chambres d'hôte et auberges de Rio de Janeiro (ACCARJ) montre en effet que le choix de l'hébergement pendant les Jeux Olympiques s'est massivement dirigé vers les favelas. Le taux d'occupation dans ces espaces a atteint les 95,7% alors qu'elle n'a pas dépassé les 90% dans la ville formelle selon les estimations de l'Association brésilienne de Rio de Janeiro (RJ-ABIH). Les raisons d'un tel résultat sont multiples.

La première est le prix plus avantageux des établissements d'hébergement des favelas. À neuf mois des Jeux Olympiques, le site Trip Advisor note une augmentation des prix pour la période

[191] Eero Saarinen a conçu entre autres le siège central John Deere, un fabriquant de matériel agricole, à Moline dans l'Illinois, dont la façade est entièrement en acier Cor-Ten.

olympique de 122% en moyenne par rapport à août 2015. Une nuit dans une hôtel à Copacabana coûte en moyenne 200€ contre 90€ l'année précédente. Si dans les favelas, les prix ont également connu une hausse pour la période olympique, il reste cependant bien plus bas, variant entre 20 et 50€ par nuit dans une auberge ou maison d'hôte où les conditions de vie sont cependant plus spartiates.

Le profil des voyageurs explique également le plus fort taux d'occupation des hébergements en favelas pendant les Jeux Olympiques. Le journal *O Globo* du 10 juillet 2016, révèle que les touristes du Mondial 2014 sont principalement de jeunes touristes venant faire la fête à Rio de Janeiro, sans avoir de billets pour les matches, et voulant profiter de la ferveur ambiante et des événements parallèles. Pour les JO, les réservations dans les hôtels sont faites par des parents avec des adolescents ou bien des couples venant avec des billets d'entrée aux épreuves dans leur bagages. Moins attirés par les clubs de nuit et les lieux de fête, cette clientèle plus familiale est à la recherche d'un tourisme culturel. Elle n'hésite pas à monter sur les collines pour découvrir une partie de l'identité carioca : le funk, la samba et une certaine gastronomie sont nés dans les favelas de Rio.

À Vidigal, la localisation des établissements hôteliers tenus par des « *gringos* » révèle un transfert de modèle urbain. Concentrés dans la partie haute de la favela (planche 23), ces édifices aux codes occidentaux et luxueux pour certains ont transformé l'ancien Quartier Général des trafiquants en une zone prisée. Un paradoxe qui prend à rebours le cadre habituel des favelas cariocas dans lesquelles la logique urbaine veut que plus on monte, plus les habitations soient précaires. Claude Lévi-Strauss (1995, p.71) écrivait dans *Tristes Tropiques* que dans le Rio des années 1950, « la place occupée par chacun dans la hiérarchie sociale se mesurait à l'altimètre : d'autant plus basse que le domicile était haut. Les miséreux vivaient perchés sur les mornes dans les favellas ». Bien que la réalité sociale actuelle de Rio de Janeiro soit bien plus complexe que l'altimètre suggéré par l'auteur, les hauteurs de la villes sont toujours en grande partie habitée par les populations les plus pauvres. Dans la culture populaire d'Amérique du Nord ou d'Europe, la logique est inversée. Habiter sur les hauteurs est synonyme d'un statut de richesse, en témoignent les prix extrêmement élevés des habitations des collines de Bel air en Californie, des coteaux de San Francisco, des montagnes d'Alcudia en Espagne ou encore du rocher de Monaco. Les étrangers, en investissant dans les

hauteurs de la favela pour développer leurs commerces, transposent un modèle de développement occidental.

Un tel transfert de modèle n'est pas sans conséquences pour les certains services locaux, la multiplication des motos-taxis et combis reliant le bas et le haut de la communauté en est le principal exemple. Le nombre croissant d'étrangers et brésiliens attirés par les fêtes nocturnes dans les bars et clubs du sommet de Vidigal ont permis la légalisation du système informel de transport. Afin de répondre aux demandes de mobilité de leurs clients, ces établissements ont créé un partenariat avec le service, un procédé repris par la suite avec le système de bus officiel de Rio de Janeiro. S'ils ont fait passer le service de motos-taxis et de kombis du statut informel à celui de formel, les méga-événements ont également créé une standardisation du service, puisqu'un prix fixe a été établi, celui de cinq reais pour accéder au sommet de la colline depuis l'entrée de la favela.

21 août 2017 – Pendant les Jeux Olympiques.

Dans la rue principale de la communauté, de multiples restaurants offrent aux locaux et visiteurs des possibilités de se restaurer. De petits établissements familiaux proposent le traditionnel « riz, poulet, haricot noir » servis sur des tables en plastique et abritées par des parasols « *Brahma* », une marque de bière brésilienne. Disséminés le long de la rue principale, des restaurants thématiques se démarquent et les plats proposés sont cosmopolites, burgers, sushis, pâtes, donuts. Les façades sont récentes et soignées et les menus traduits en plusieurs langues. Dans certains cas, des bâtiments voisins sont en cours de rénovation, peinture des façades principalement.

En contre-bas de mon auberge, une succession d'escaliers permet de rejoindre la rue principale de la favela sans en faire le tour. Le raccourci passe devant un bâtiment à la façade étonnante : les murs sont composés de briques nues et de larges baies vitrées aux montants d'aluminium, un étonnant mélange entre une architecture favelada et moderne. L'un des murs est couvert de photographie d'enfants en noir et blanc (fig. 41) et deux entrées permettent l'accès au bâtiment : l'une au rez-de-chaussée, l'autre au troisième étage est desservie par une passerelle. Des lettres métalliques argentée accolées à la façade annoncent le nom de l'établissement : *Escola Vidigal.*

Figure 41 – Portraits d'enfants sur le mur de l'Escola Vidigal

© Caroline Chabot

Alors que la gentrification de la partie haute de Vidigal a participé à la légalisation de services autrefois informels, pour certains services de base, elle n'est pas sans poser problèmes. La croissance de la population n'a pas été accompagnée de la part des politiques publiques de la création d'établissements scolaires et de santé (planche 14). L'unique école construite à Vidigal suite à la pacification est spécialisée dans l'enseignement de l'art et se trouve dans la partie haute de la favela, zone gentrifiée. L'établissement nommé *Escola Vidigal*, ouvert en 2015 est un exemple de mondialisation. Conçu par l'agence d'architecture New-Yorkaise BWArchitects, il est dirigé par l'artiste plasticien brésilien *Vik Muniz* à la carrière internationale et certains de ses murs sont habillés du travail de l'artiste français JR devenu célèbre à Rio de Janeiro en imprimant les yeux des femmes des favelas sur les façades des maisons. Le projet à l'architecture minimaliste est également l'un des quinze projets brésiliens retenus pour représenter le pays lors de la 15ème biennale de Venise en 2016. L'école se mondialise aussi par les réseaux puisqu'elle a annoncé la création d'échanges internationaux avec le

Massachussets Institute of Technology (MIT) à Cambridge, considéré comme la meilleure Université mondiale et la *Blue School* de New York, une école progressiste indépendante qui base son système d'éducation sur la créativité.

Alors que les hauteurs gentrifiées de Vidigal lui valent dans la presse le surnom de « gringolandia »[192], la rue *João Goulart*, voie principale de la favela montre les mêmes signes d'une « boboïsation ». A l'entrée, *Catherine Leclercq*, surnommée « madame foie gras » s'est installée peu avant la Coupe du Monde de Football 2014 pour vendre la spécialité culinaire du Sud-ouest de la France. Plus loin, l'établissement « *Chez Yoyo petit bistro* » et ses efforts manifestes faits sur la décoration rappellent les bistros parisiens alors que le « *Vintage Vidigal* » et son design typique des cafés de Brooklyn propose des cafés servis dans les règles de l'art, des *latte* au lait de soja, des *mochas* avec un peu de chocolat. Plus haut, le restaurant « *Las empanadas Gourmet* » ne propose pas seulement d'acheter une empanadas mais de vivre une « expérience gastronomique ».

Un processus de « gentrification par le cappuccino » a été enclenché dans la rue principale de Vidigal suite à la pacification de communauté (planches 18, 19). L'expression renvoie au concept de Sharon Zukin, créé pour décrire les changements urbains à new York : « Des lieux plus sauvages (…) connaissent une montée en gamme esthétique par l'ouverture d'un Starbucks ou d'un autre café » (ZUKIN, 2009, p.4). Pour l'auteur, ces nouveaux espaces de consommation ont pour effet de modifier par étape les lieux adaptés au mode de vie des habitants les plus anciens en faveur d'une nouvelle population, qui impose ses goûts et exprime sa légitimité à s'approprier l'espace. L'ouverture d'une grande brasserie parisienne sur trois étages, à la fois restaurant, bar, toit-terrasse et dancing dans un quartier à forte population étrangère connu pour ses vendeurs à la sauvette avait fait reprendre l'expression d'« apprivoisement par le cappuccino » par Jean-Laurent Cassely (2015) lors de l'étude du quartier Barbès à Paris. Derrière l'expression d'apprivoisement par le cappuccino / le burger / le café / le bar à cocktail, se cachent des établissements jouant le rôle de révélateur d'une évolution déjà en marche et suivant à chaque fois le même scénario.

[192] « JO 2016 : Vidigal, la favela chic de Rio », Le Monde, 18 août 2016, Claire Gatinois.

Les nouveaux venus, plus aisés, valorisent l'espace dans lequel ils s'installent. L'achat de biens immobiliers et leur rénovation à des fins commerciales selon un standard de confort inhabituel et des concepts gastronomiques importés de l'étranger ont une répercussion sur les prix de l'immobilier, y compris dans un tissu urbain où les constructions sont de mauvaise qualité. À Vidigal, les transformations matérielles des habitations voisines de ces restaurants gentrifieurs en sont l'exemple. La hausse des prix enclenchée par l'arrivée de ces établissements à la cuisine cosmopolite et au design soigné a provoqué dans les habitations voisines des changements de propriétaires. Les favelados intéressés par les possibilités financières ont mis en vente leurs biens, des maisons rachetées par une classe moyenne et/ou aisée souvent d'origine étrangère et transformées selon des critères de confort plus élevés (planche 23). Les briques nues des façades sont désormais recouvertes de peinture, les fenêtres sont réparées, les résidences sont sécurisées (planches, 22, 23, 26).

La présence de ces « nouveau-favelados » pourrait dans les prochaines années provoquer une réaction en chaine. Le concept de gentrification a cependant été formulé par des chercheurs occidentaux, américains et européens et répond au cadre existant dans leurs pays d'origine, un cadre régi par les lois du marché. La situation particulière des favelas de Rio de Janeiro rend plus complexe cette question. Difficile d'imaginer le remplacement de la population favelada par une autre plus riche en l'absence d'une participation des pouvoirs publics à la viabilisation de ces espaces, largement en dessous des normes urbanistiques auxquelles sont habituées les classes les plus aisées et les classes moyennes. Malgré l'accroissement du nombre d'habitations vendues à des étrangers dans les favelas touristiques, la participation des promoteurs et la fièvre d'achat qui pourrait avoir lieu dans ces espaces est freinée par l'absence de titres de propriété. De plus, les préjugés à l'encontre des favelas, malgré leurs évolutions, font office de « verrous psychologiques » tenant éloigné la classe moyenne brésilienne. Malgré les efforts constants de valorisation par les habitants de leur espace de vie, l'instable situation sécuritaire et la présence toujours visible du narcotrafic malgré la pacification inquiètent et limitent la spéculation en maintenant les gentrifieurs à un statut de pionniers.

11 novembre 2016 – Deux mois après les Jeux Olympiques.

L’atmosphère est tendue à Vidigal, contrastant avec celle connue pendant le déroulement des Jeux Olympiques. Les patrouilles de la police pacificatrice sont rares et dans les rues de la communauté et les initiales C.V du gang *Comando Vermelho* en graffitis recouvrent les murs de certaines habitations. Le procédé indique alors la reprise de certains espaces de la favela par les narcotrafiquants et pose question quant à la pacification de la communauté et la poursuite de ses aspirations à la mondialisation. Mon guide touristique a suspendu pendant quelques semaines ses activités, le temps que l’ambiance s’apaise. Les touristes étrangers toujours présents à Vidigal se font moins nombreux et les chambres des hôtels et les tables des restaurants ne sont plus complètes. Les agissements des narcotrafiquants, sujet pourtant laissé de côté suite à la pacification redevient le thème principal des conversations dans les bars de la favela. Si les touristes s’inquiètent pour leur sécurité, les habitants y voient leur source de revenus menacée.

Planche 14 – Évolution des équipemements de base

ÉQUIPEMENT DE SOIN OU DE SANTÉ CONSTRUIT ENTRE L'AVANT ET L'APRÈS ÉVÉNEMENT

ÉQUIPEMENT DE SOIN OU DE SANTÉ PRÉSENT AVANT L'ÉVÉNEMENT

POINT CENTRAL DE LA FAVELA

DISTANCE À PARCOURIR À PIED ENTRE LE POINT CENTRAL ET L'ÉQUIPEMENT

Planche 15 – Coupes de terrain effectuées et points d'observation

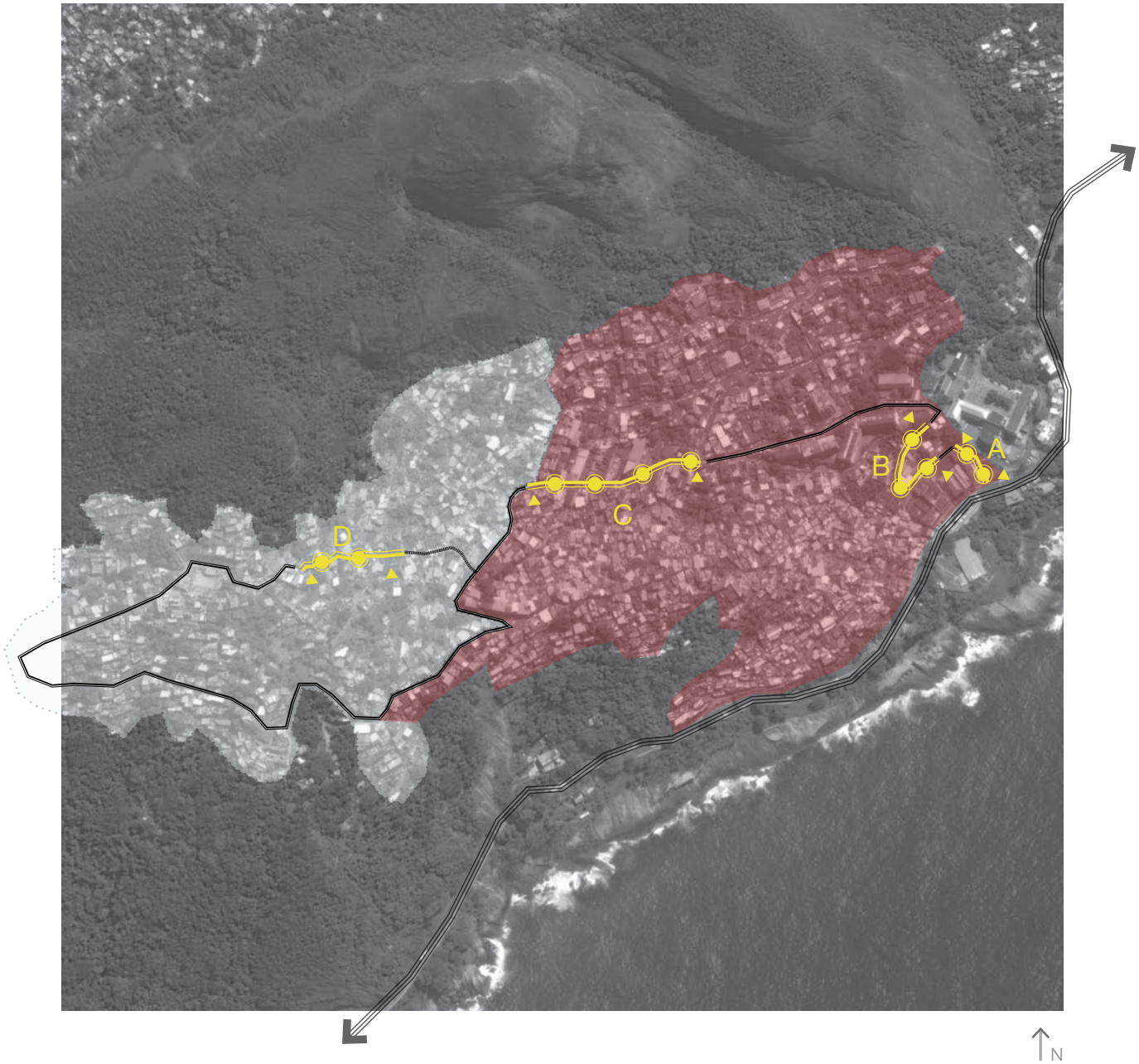


Planche 16 – Transformations observées sur la coupe de terrain AA'

A1

2013

2017

BÂTI

· GREFFE DE CONSTRUCTION .....

ENVIRONNEMENT IMMÉDIAT

• VOIRIE BÉTONNÉE .....

A2

2013

2017

BÂTI

· GREFFE DE CONSTRUCTION .....

· PEINTURE DES FAÇADES .....

· NOUVELLES CONSTRUCTIONS .....

ENVIRONNEMENT URBAIN

• STATIONNEMENT .....

Planche 17 – Plan et coupe AA' – Transformations observées

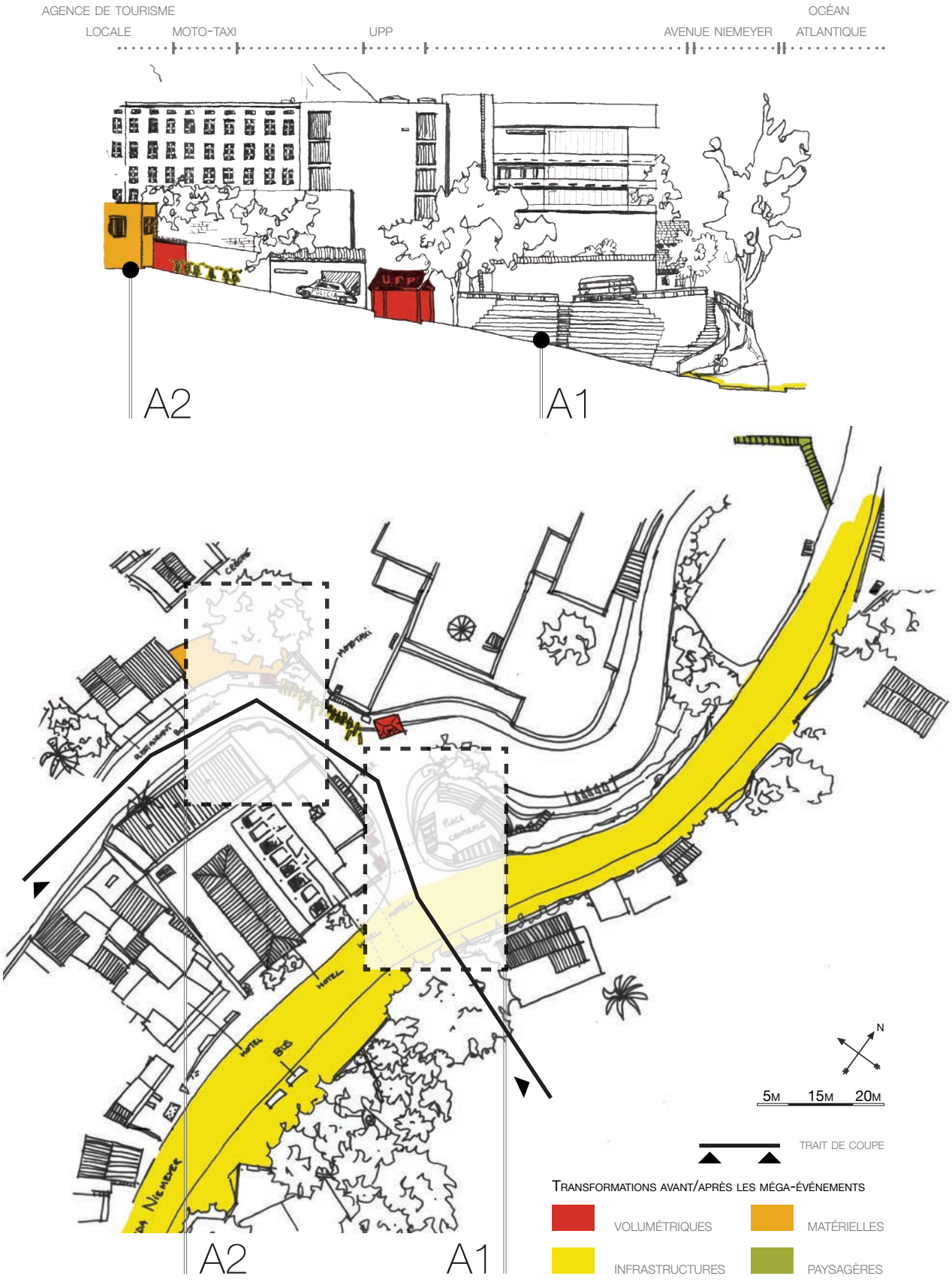


Planche 18 – Transformations observées sur la coupe de terrain BB'

B1

2013

2017

BÂTI

· CHANGEMENT DE MATÉRIAUX

ENVIRONNEMENT URBAIN

· TROTTOIRS

B2

2013

2017

BÂTI

· PEINTURE DES FAÇADES

· DÉMOLITION

· NOUVELLES CONSTRUCTIONS

B3

2013

2017

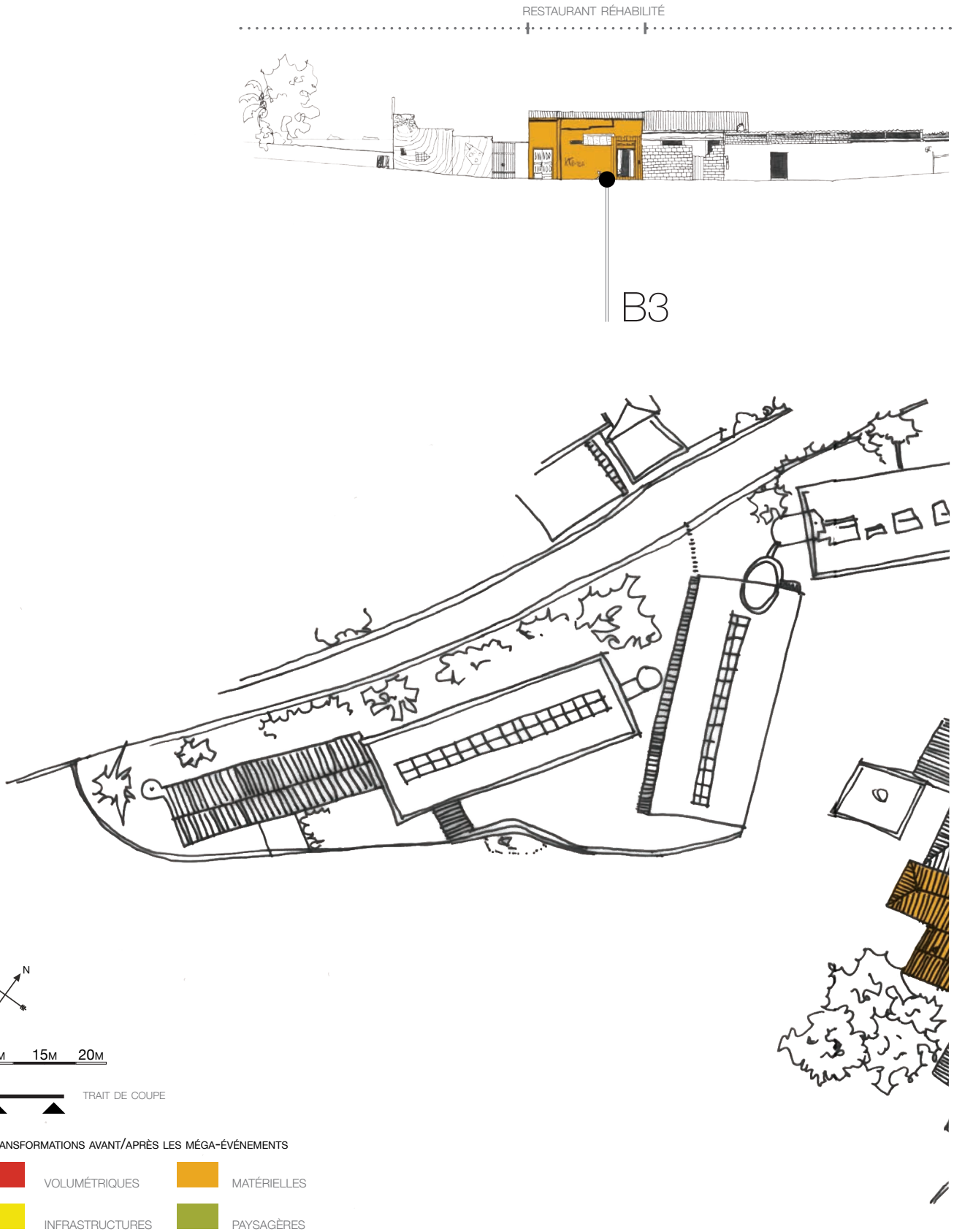
BÂTI

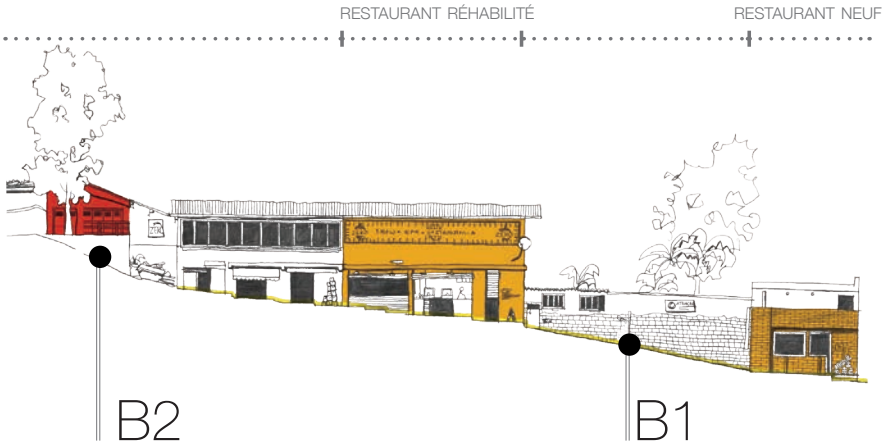
· PEINTURE DES FAÇADES

· NOUVELLES CONSTRUCTIONS

· CHANGEMENT DE MATÉRIAUX

Planche 19 - Plan et coupe BB' – Transformations observées




RESTAURANT RÉHABILITÉ
RESTAURANT NEUF
B2
B1

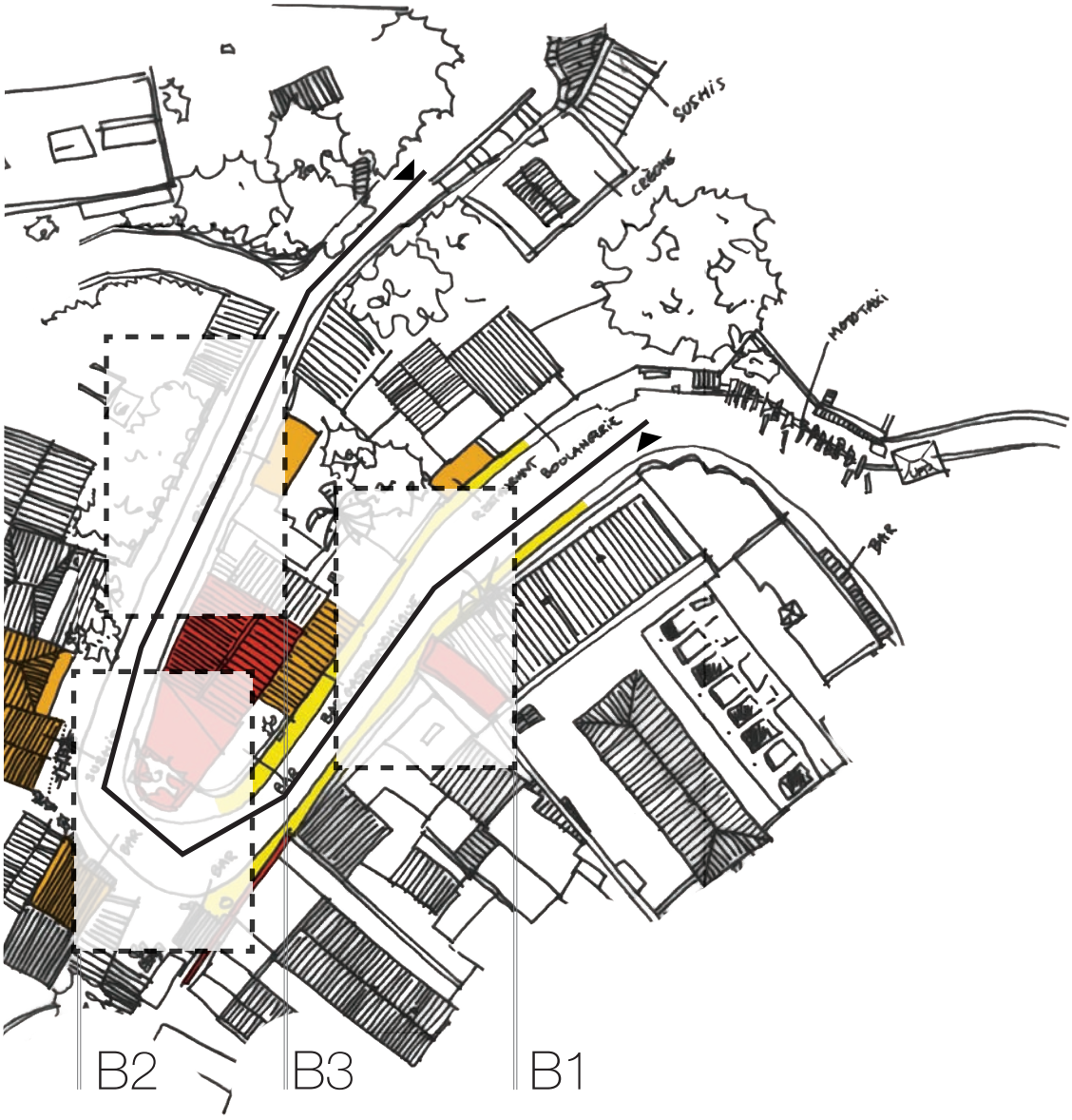

SUSHIS
BOULANGERIE
BAR
B2
B3
B1

Planche 20 – Transformations observées sur la coupe de terrain CC'

C1

2013

2017

BÂTI

· PEINTURE DES FAÇADES .....

· CHANGEMENT DE MATÉRIAUX .....

C2

2013

2017

BÂTI

· PEINTURE DES FAÇADES .....

· CHANGEMENT DE MATÉRIAUX .....

C3

2013

2017

BÂTI

· PEINTURE DES FAÇADES .....

· CHANGEMENT DE MATÉRIAUX .....

C4

2013

2017

BÂTI

· PEINTURE DES FAÇADES .....

· GREFFE DE CONSTRUCTION .....

Planche 21 - Plan et coupe CC' – Transformations observées

FAVELA VIDIGAL - AVENUE JOAO GOULART

N

5M 15M 20M

TRAIT DE COUPE

TRANSFORMATIONS AVANT/APRÈS LES MÉGA-ÉVÉNEMENTS

VOLUMÉTRIQUES

MATÉRIELLES

INFRASTRUCTURES

PAYSAGÈRES

Planche 22 – Transformations observées sur la coupe de terrain DD'

D1

2013

2017

BÂTI

- PEINTURE DES FAÇADES
- CHANGEMENT DE MATÉRIAUX
- GREFFE DE CONSTRUCTION

D2

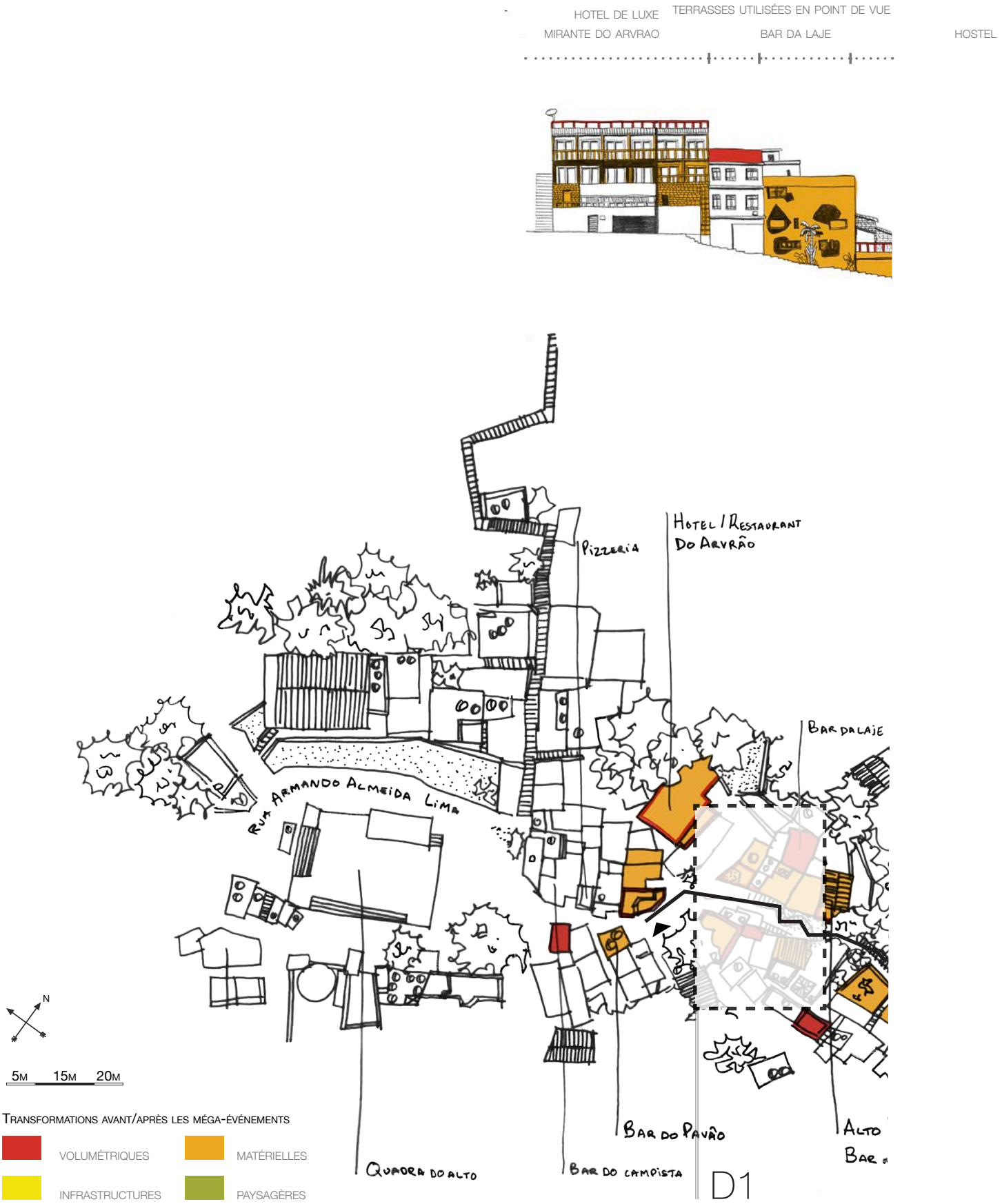
2014 (BWArchitects)

2017

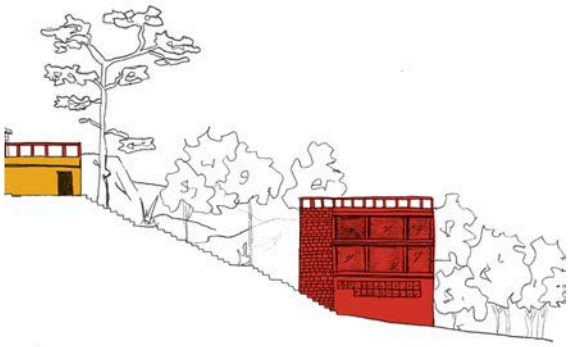
BÂTI

- PEINTURE DES FAÇADES
- CHANGEMENT DE MATÉRIAUX
- GREFFE DE CONSTRUCTION
- NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Planche 23 - Plan et coupe DD' – Transformations observées



ALTO VIDIGAL ESCOLA VIDIGAL



D2

Planche 24 – Synthèse des transformations observées

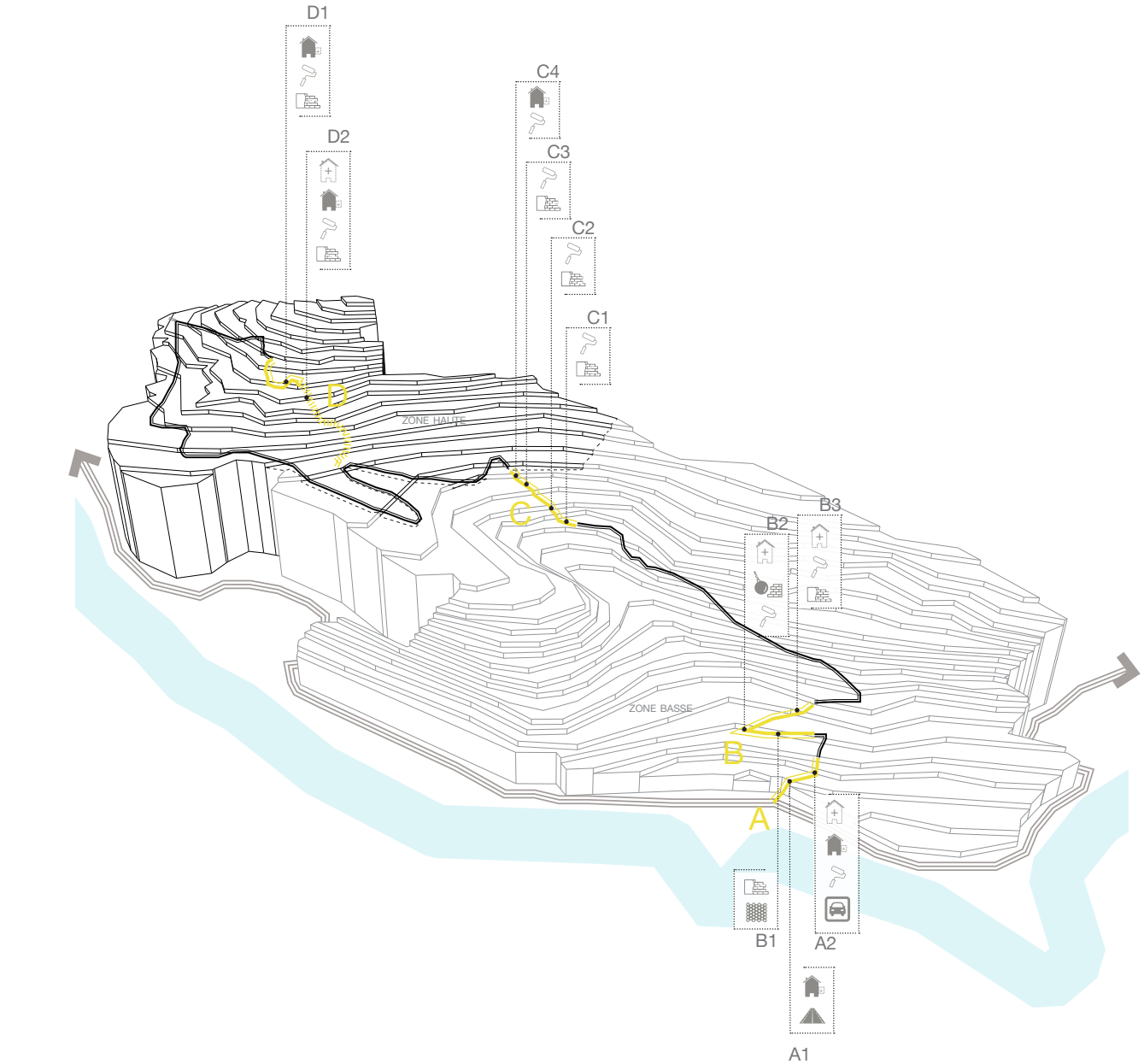


Planche 25 – Synthèse des transformation par critère (1)

ÉLÉVATION DU BÂTI

GREFFE DE BÂTI

DÉMOLITION

NOUVELLE CONSTRUCTION

ZONES DE TRANSFORMATION DU CADRE BÂTI

OCÉAN ATLANTIQUE

AVENIDA NIEMEYER

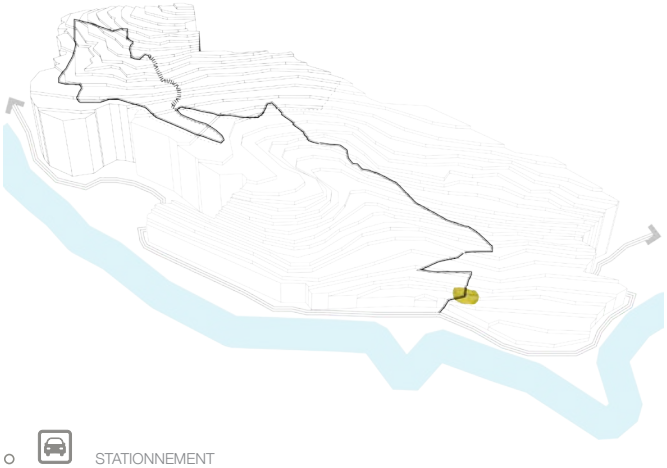
ROUTE PRINCIPALE

ESCALIERS

Planche 26 – Synthèse des transformation par critère (2)

PEINTURE DES FAÇADES

CHANGEMENT DE MATÉRIAUX



STATIONNEMENT

TROTTOIRS

ZONES DE TRANSFORMATION DU CADRE BÂTI

OCÉAN ATLANTIQUE

AVENIDA NIEMEYER

ROUTE PRINCIPALE

ESCALIERS

Planche 27 – Synthèse des transformation par critère (3)

VOIRIE BÉTONNÉE

ZONES DE TRANSFORMATION DU CADRE BÂTI

OCÉAN ATLANTIQUE

AVENIDA NIEMEYER

ROUTE PRINCIPALE

ESCALIERS

Planche 28 – Synthèse des transformation par famille de critères

VOLUMÉTRIE

MATÉRIALITÉ

INFRASTRUCTURES VIAIRES

TRAITEMENTS PAYSAGERS

ZONES DE TRANSFORMATION DU CADRE BÂTI

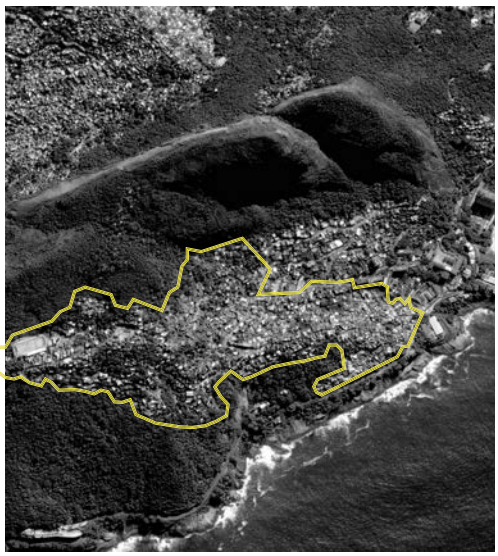
OCÉAN ATLANTIQUE

AVENIDA NIEMEYER

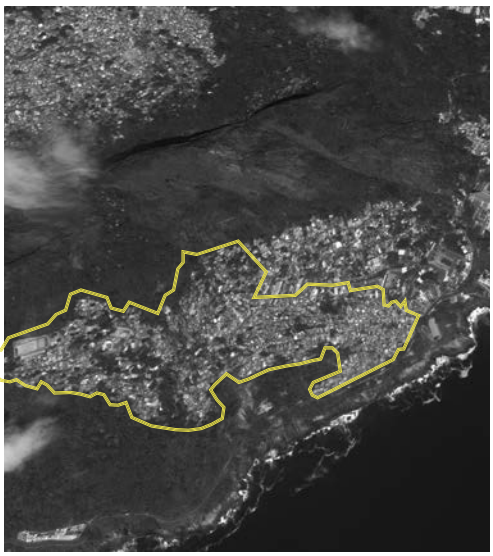
ROUTE PRINCIPALE

ESCALIERS

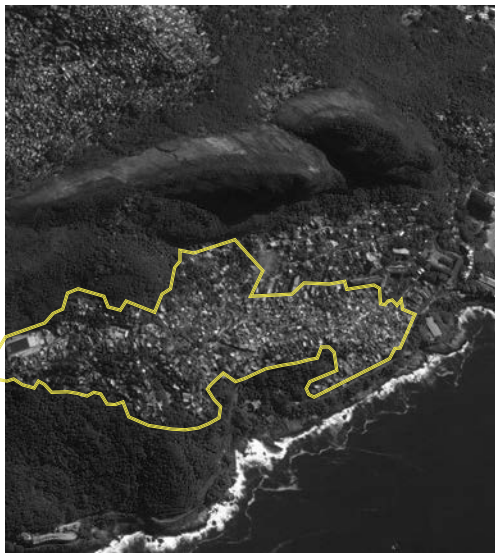
Planche 29 – Évolution de la superficie de Vidigal



294 685 M² 2008



2010 294 721 M²



294 721 M² 2012

2016 294 842 M²

↑N

DONNÉES DE L'INSTITUTO PEREIRA PASSOS / SABREN

Chapitre 6/ Morro da Providência, la favela trophée

Reflet de Morro da Providência sur les immeubles neufs de la zone portuaire de Rio

© Caroline Chabot

29 Septembre 2015 - Un an avant les Jeux Olympiques 2016.

Dans la zone portuaire de Rio de Janeiro, quartier central de la ville, des gratte-ciels prennent forme. Des ouvriers s'affairent sur une nouveauté : le premier bâtiment de l'entreprise brésilienne *Aqwa Corporate* dessiné par l'architecte Norman Foster, Pritzker[193] de l'architecture. Le quartier se compose également de vieux bâtiments et d'entrepôts portuaires qui contrastent avec la modernité de l'immeuble inspiré de la coque d'un navire. Du haut du 21ème étage, la vue sera impressionnante. D'une part, l'immensité de la baie de Guanabara et de l'autre, la favela Morro da Providência, le Pain de Sucre et la gare *Central do Brasil*. La zone est en pleine mutation et des panneaux expliquent les travaux en cours : « *Porto Maravilha* » (Port Merveilleux) peut-on lire sur l'un d'eux. Aux abords des transformations, des dizaines de touristes sort d'un paquebot amarré dans le port. Il bat pavillon américain. Un groupe se dirige vers

[193] Le prix Pritzker est un prix d'architecture annuel décerné par un jury indépendant depuis 1979. Il récompense le travail d'un architecte vivant qui a montré, à travers ses projets et ses réalisations, les différentes facettes de son talent et qui a eu un apport significatif à l'architecture. Le prix, doté de 100 000$ versés par Hyatt, est considéré comme le « Prix Nobel d'architecture ».

la Cité de la Samba où une visite est prévue, je me joins à eux. Le bâtiment est composé de quatorze hangars, chacun appartenant à une école de samba. Partout, des équipes s'affairent à la construction des chars qui défileront pour le prochain carnaval dans le temple de la samba à deux kilomètres de là : le Sambodrome. La visite se termine sur la projection d'une vidéo relatant l'histoire du carnaval et sa naissance dans la première favela de Rio de Janeiro se trouvant juste derrière : Morro da Providência. Impossible de ne pas la repérer malgré les nombreuses grues qui composent le paysage portuaire. Morro da Providência est perchée sur une colline dont le sommet dépasse les cent mètres de hauteur. Sur ses flancs, des centaines de maisons s'entremêlent. En bas de la favela, des policiers de l'Unité de Police Pacificatrice de Providência réalisent leur ronde tandis que des camions pleins de gravats font des allers-retours depuis le sommet de la communauté.

6.1. La favela originelle au cœur des Jeux Olympiques

Dans le cadre de la transformation olympique de Rio de Janeiro, Morro da Providência est au cœur des festivités. La favela est en effet localisée au centre de la zone portuaire et du vaste projet de revitalisation urbaine *Porto Maravilha* réalisé pour l'occasion. La confrontation entre la favela et le méga-événement est cependant mouvementée. Entre l'avant et l'après Jeux Olympiques 2016, un processus de patrimonialisation sélective s'y déroule. Mené par les élus, celui-ci s'appuie sur le statut de première favela de Rio de Janeiro et érige la communauté en trophée.

L'occupation du Morro da Providência commence au XVIIème siècle, quand la ville de Rio de Janeiro est en pleine expansion. Initialement nommé *Valongo*, elle prend le nom de « *Livramento* » après la construction à son sommet en 1670 de la chapelle *Nossa Senhora do Livramento.* Cent ans plus tard, la région est une base pour les armateurs, les trafiquants d'esclaves, les pêcheurs et les expéditions maritimes. À cette époque, la colline accueille le principal marché aux esclaves, avec l'installation de l'entrepôt *Deposito de mercadorias negras* (FRANÇA et al. 2016). À partir de 1850, l'expansion de Rio de Janeiro est grandissante. Afin de construire les nombreux édifices, des pierres sont nécessaires. L'exploitation du *Morro do Livramento* pour cette pratique réduit sensiblement sa surface et façonne sa morphologie

en créant de grandes falaises de plus de cent mètres de hauteur encore visibles aujourd'hui (fig. 42).

Figure 42 – Les falaises du Morro da Providência

Source : Maurits Ruis - 8 juillet 2010. Flickr

Huit ans plus tard, au pied du Morro est construit la Gare *Central do Brasil*. Le bâtiment de style art déco est caractérisé par sa tour horloge haute de vingt-huit étages lui valant lors de son inauguration le titre de construction la plus haute d'Amérique Latine et de structure en béton armé la plus haute du monde. Vingt ans plus tard, deux tunnels sont creusés sous la favela afin de relier la gare au port et faciliter le transport des marchandises. Désormais, la communauté est entourée au nord par la Cité de la Samba, lieu de stockage des chars défilant à carnaval, et le Sambodrome au sud, où défilent les artistes et les installations (fig. 43).

Figure 43 – Localisation de Morro da Providência

© Caroline Chabot

De nombreux historiens, chercheurs et journalistes (COELHO, 2012; ALFEU, 2018) affirment que Morro da Providência doit sa formation aux soldats qui avaient participé à la bataille de *Canudos*[194]. Ces derniers imaginaient revenir à la fin de la guerre à Rio de Janeiro en héros et avec un logement promis par l'État. Ce ne fût pas le cas. À leur retour dans la capitale brésilienne, en 1897, ils ne reçoivent ni traitement honorifique ni logement. Les ex-

[194] La guerre de Canudos est survenue à la fin du XIXème siècle entre, d'une part, les troupes régulières de l'État de *Bahia* puis de la République, et d'autre part, un groupe de 30.000 colons établis en communauté autonome dans un village fondé dans le nord-ouest de *Bahia* près de l'ancienne ferme de *Canudos*, et rebaptisé *Belo Monte*.

combattants s'installent alors sur les pentes du Morro da Providência situées à l'arrière du Ministère de la Guerre et y construisent des baraquements. Leurs habitations et les ruelles étroites qu'elles forment ont une forte ressemblance avec le campement de *Canudos* (SABREN, 2018). L'occupation du Morro da Providência s'intensifie à partir des politiques hygiénistes de la fin du XVIIIème siècle. Alors que le centre de Rio de Janeiro devient une importante aire portuaire pour l'économie de l'époque, la zone attire et concentre rapidement un grand nombre d'habitations pauvres dans des *cortiços*, des immeubles délabrés dont le plus grand est aussi le plus connu : *Cabeça de Porco,* situé au pied de la favela et abritant près de 4000 personnes. Le 26 janvier 1893, le préfet *Barata Ribeiro* rédige un décret autorisant la mairie à combattre cet habitat. Le jour même, la démolition du *Cabeça do Porco* commence. Un grand nombre des résidents évacués s'installent alors sur les pentes du Morro da Providência, à quelques mètres de leur ancienne résidence (FRANÇA et al. 2016).

Dans les années 1970, le processus migratoire à l'œuvre dans les plus grandes villes du pays peuple la favela de nombreux habitants, majoritairement originaire du Nordeste, une des régions nord les plus pauvres du pays. En 1968, dans le but d'améliorer les conditions de vie des habitants, l'Association « Pro-amélioration » de la favela est créée et demeure encore aujourd'hui dans l'association des habitants. Des initiatives telles que l'asphaltage de la route d'accès à la favela en 1970 ou le raccordement à l'eau quatre années plus tard sont réalisées par les habitants. C'est en 2005 que les transformations urbaines dans la favela se font les plus visibles. Le programme Favela-Bairro, en plus des adaptations urbaines les plus élémentaires telles que le pavage des rues et l'installation de rampes de soutien pour les piétons, se concentre également sur la restauration des bâtiments historiques de la favela. Dès 2006, le cadre bâti montre de nombreuses améliorations urbaines. Les données statistiques de 2010 récoltées par l'IBGE indiquent en effet que l'accès à l'eau et à l'assainissement de ses 4100 résidents sont supérieurs à la moyenne métropolitaine, les services de ramassage des déchets et le raccordement à l'électricité en sont quant à eux très proches (fig. 44). Les accès aux soins et à l'éducation ne sont pas non plus carencés, deux écoles se trouvent au bas de la favela ainsi qu'un centre de santé et l'hôpital fédéral (planche 30).

Figure 44 – Accès aux services de base de Morro da Providência

	ACCES À L'EAU	ASSAINISSEMENT	RAMASSAGE DES DÉCHETS	ÉLECTRICITÉ
MORRO DA PROVIDENCIA	99,90%	99,60%	98,20%	90%
RIO DE JANEIRO	98,50%	94,90%	99,30%	92,60%

IBGE 2010 - © Caroline Chabot

En 2009, Rio de Janeiro est désignée ville hôte des Jeux Olympiques de 2016. La favela, perchée sur les hauteurs d'une colline se retrouve au milieu d'une zone stratégique. Pour l'occasion, le maire de Rio de Janeiro souhaite faire du port une vitrine avec le projet *Porto Maravilha*. Le lieu qui accueille les paquebots de croisière doit se transformer en un cœur commercial et économique. Morro da Providência est soudain au centre des flux et des projections mais la violence qui régit son territoire est un frein à la spéculation immobilière et à la sécurité du quartier. Depuis les années 1980, le gang *Comando Vermelho* (CV) gère le territoire de la favela et mène une bataille continuelle avec les factions ennemies pour le contrôle de la colline. La zone est en effet particulièrement convoitée parce que jugée plus rentable : la clientèle cocaïnomane y dispose d'un meilleur pouvoir d'achat qu'ailleurs. Les affrontements sont meurtriers. En 2005, la ville dénombre 3400 morts[195], soit une moyenne de neuf homicides par jour dus au trafic de drogue. Pour valoriser la future zone portuaire et attirer touristes et investisseurs, les politiques publiques mettent en place différents programmes. Alors que dans le contexte olympique de nombreuses favelas sont évincées, Morro da Providência connait un processus inverse, une partie de son territoire est transformée en atout. Si l'intention affichée par les dirigeants est l'amélioration du cadre bâti de la favela, les interventions menées révèlent une patrimonialisation sélective de la communauté.

[195] IBGE 2010.

6.2. Une patrimonialisation sélective encouragée par les élus

5 août 2016 - Pendant les Jeux Olympiques.

La zone portuaire où l'on ne s'aventurait pas il y a encore quelques mois est devenue un carrefour incontournable. Le lieu est propice à la découverte des collections du Musée d'art de Rio (MAR) ou encore le tout nouveau *Museu de Amanha*, s'avançant sur la baie et dessiné par l'architecte et ingénieur espagnol Santiago Calatrava. Des parcours piétons ont été tracés et prolongent la promenade en direction des quartiers de *Saude* et de *Gamboa,* qui depuis la revitalisation affichent une ambiance bohème. Des touristes en vélo empruntent une piste cyclable neuve. Sur la place principale donnant sur l'océan, des milliers de brésiliens et de touristes du monde entier se rassemblent devant un écran géant qui retransmettra en direct dans la soirée la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques 2016. Dans les rues voisines se déroule une manifestation. Près de 500 personnes défilent sous des bannières « Rio 2016 : les Jeux de l'exclusion[196] » (fig. 45). Un manifestant brandit une affiche où a été écrit à la main « *Morro da Providência. Morar Carioca pour les habitants et non pour les touristes. Urbanisation - oui. Expulsion - non*[197] ».

À proximité du parvis de la gare *Central do Brasil*, la station de téléphérique *Estação Central* permettant l'accès au sommet de Morro da Providência est fermée. Impossible d'y accéder. J'arrive à trouver en bas de la favela l'entrée du Musée à Ciel Ouvert, signifié dans un des escaliers par une bande métallique ancrée dans le sol. Il est également inaccessible. Des trafiquants de drogue postés sur le chemin pointent leurs armes sur quiconque tente d'y pénétrer. D'en bas, il est possible d'apercevoir l'un des monuments emblématiques du parcours établi par le Musée à Ciel Ouvert : l'église *Nossa Senhora da Penha* érigée au sommet de la colline. À proximité se trouve un belvédère d'où trois trafiquants armés surveillent les alentours.

[196] « Rio 2016 : os Jogos da exclusão ».
[197] « Morro da Providência. Morar Carioca para os moradores e não para os turistas. Urbanização – sim. Remoção – não ».

Figure 45 – Manifestations contre les Jeux Olympiques 2016 à Rio de Janeiro

Pulsar Brasil – Facebook – 8 août 2016

Visiter les favelas de Rio de Janeiro n'est pas une nouveauté pour les touristes. Depuis le début des années 1990, certaines favelas de la ville ont quitté les marges de la culture touristique pour devenir des attractions lucratives pour les promoteurs impliqués. Les cas les plus exemplaires sont les favelas *Santa Marta*, *Vidigal* et *Rocinha*. Elles reçoivent quelques milliers de touristes par an, comptent de nombreux organismes qui proposent des tours et multiplient le nombre de visiteurs pendant les méga-événements sportifs internationaux. À Morro da Providência, le contexte touristique est cependant d'un autre ordre. Ici, l'agent promoteur du tourisme n'est pas le capital privé, mais le pouvoir public, à travers la mise en place de projets urbains. La localisation de la favela et son histoire amènent les pouvoirs publics à patrimonialiser la favela dans l'optique des Jeux de 2016, un processus cependant sélectif.

Morro da Providência est marquée par une importante différence : sa considération par divers historiens, politiciens, journalistes (FRANÇA et al. 2016; ALFEU, 2018; VALLE ENEZES, 2008) et même par les pouvoirs publics (SABREN, 2018) comme étant la première favela de Rio et du

Brésil, ayant surgi dans la ville il y a plus d'un siècle. La colline, située au cœur de la zone historique de Rio de Janeiro a vu l'arrivée des premiers esclaves et la transformation de la zone portuaire en zone économique avec l'installation de la voie ferrée et de la gare *Central do Brasil*. Dans une vidéo officielle de la préfecture de Rio de Janeiro, elle est décrite comme un « musée vivant » qui illustre une part importante de l'histoire de la ville, un fait souligné par le préfet démocrate César Maia (1993-1997 ; 2001-2009) : « *Si vous me demandez de vous indiquer une partie de la ville de Rio de Janeiro qui marque son histoire depuis la fin du XVIIIème siècle, je vous montrerai Morro da Providência* »[198]. Avec plus de 110 ans d'histoire, la favela compte un riche répertoire historique et culturel.

À partir du XXème siècle, Morro da Providência acquiert en effet une grande importance dans la vie culturelle de la ville. Les *blocos carnavalescos*[199] et les écoles de samba[200] formées par les résidents de la favela sont les premiers et encore aujourd'hui les plus célèbres bastions d'artistes de samba. Les *blocos carnavalescos* comme *Fala Meu Louro, Bloco do barroso, Fique Firme* sont nés à Morro da Providência. Une part importante de ce que l'on peut nommer son patrimoine immatériel est donc sa participation dans l'histoire de la samba. Quant à son patrimoine matériel, il se trouve au sommet de la colline et sont des édifices du siècle dernier : la maison *de Dodô da Portela*, première porte-étendard de l'école de Samba, la maison où est né l'écrivain *Machado de Assis*, l'escalier des esclaves au final duquel s'élève l'église *Nossa Senhora da Penha* construite en 1883 et également connue comme « la chapelle des âmes », l'*Oratorio* construit en 1902 et le réservoir d'eau de la même époque. Alors que la majorité des favelas de Rio de Janeiro sont considérées dans les discours comme des « plaies urbaines », Morro da Providência a un statut ambivalent, à la fois patrimoine à conserver et problème urbain à éradiquer. Dans le contexte olympique, Morro da Providência est considérée par les politiques publiques comme un atout culturel et historique. Dans ce cadre, elles modifient son cadre bâti afin de l'adapter, la sécuriser, la rendre attractive et accessible

[198] Propos du Préfet César Maia (Parti démocrate) tenus dans la vidéo « Museu Aberto do Morro da Providência e o Favela Bairro », Youtube, Préfecture de Rio de Janeiro, 18 janvier 2007. https://www.youtube.com/watch?v=YHDzton3gic.

[199] Au Brésil, le *bloco carnavalesco* est le terme générique utilisé pour définir diverses formes de manifestations liées aux carnavals populaires. Il désigne un ensemble de personnes qui défilent au Carnaval, de forme semi-organisée, portant souvent le même costume.

[200] Les écoles de Samba sont des structures socio-culturelles dont le principal objectif est la participation au carnaval de la ville dans la compétition officielle. Chaque école présente alors le travail d'une année et tente de remporter un maximum de points pour gagner le titre de sa catégorie.

aux visiteurs. Un phénomène de patrimonialisation par les élus est donc enclenché pour les JO 2016, il n'est cependant pas nouveau.

En 2006, Morro da Providência est choisie par la préfecture de Rio de Janeiro afin de devenir un bastion de la culture carioca, notamment grâce à la création d'un musée à ciel ouvert. À l'instar des musées traditionnels où des objets relatifs à une culture ou un thème sont regroupés et exposés dans un bâtiment, c'est le cadre bâti de la favela lui-même qui fait office de musée. Les objets qui composent son exposition permanente sont ses ruelles, ses habitations et ses églises. En incluant dans son parcours des belvédères d'où l'on peut observer Rio de Janeiro, la favela devient un lieu privilégié pour admirer et découvrir la ville. Elle est ainsi considérée comme « un patrimoine de la ville à part entière, un lieu à conserver et à montrer » (GOMES, 2007, p.80).

Conçu en 2006 par l'architecte et urbaniste Lu Petersen, le projet de Musée à Ciel Ouvert implanté via le programme *Favela-Bairro* a pour mission la mise en place d'un circuit touristique dans les ruelles de la favela. La construction de Morro da Providência comme destination touristique a exigé un effort du gouvernement non seulement pour rénover et restaurer des bâtiments considérés comme des sites patrimoniaux, mais également pour créer des points touristiques, embellir des lieux particuliers et appliquer des repères pour guider et orienter le regard du touriste sur le musée. Trois belvédères sont créés pour devenir des attractions touristiques. Les points de vue gratuits offrent aux touristes une vue privilégiée sur la ville ; Pain de Sucre, *Corcovado*, baie de *Guanabara*, lesquels sont mis en avant par les défenseurs du projet : « *C'est bien l'un des seuls endroits de Rio où vous pouvez obtenir la même vue que depuis le Pain de Sucre sans avoir à payer* [201]». À cette liste s'ajoutent les vues sur la gare *Central do Brasil*, le Sambodrome, la zone portuaire, le pont Rio-Niteroi ainsi que le *Maracaña*.

En plus des travaux des belvédères, la préfecture a créé au sol une ligne de métal afin de relier les différents éléments patrimoniaux remarquables et ainsi guider les visiteurs. Le projet fait référence au *Freedom Trail* (Chemin de la Liberté) de Boston, une ligne rouge de quatre kilomètres qui permet aux touristes de suivre un circuit pour découvrir les principaux monuments et hauts-lieux de la ville. Pour la sociologue brésilienne Palloma Valle Menezes,

[201] Extrait d'entretien réalisé le 3 décembre 2015 avec un employé de la préfecture de Rio de Janeiro.

la création de la version carioca a cependant provoqué la suppression d'habitations. L'auteur indique également que certaines maisons ont été vidées de leurs occupants et conservées en maisons témoins pour les touristes. L'espace intérieur de ces maisons avait pour but de reproduire « dans son intégralité, le mobilier, la décoration et les objets appartenant aux familles » (VALLE MENEZES, 2008, p.7). Chacune d'elle est indemnisée pour son bien immobilier et pour le droit d'utilisation de son image pour des travaux artistiques, photographiques et de vidéos. Un second projet est envisagé et a pour but de reconstruire en prenant pour base les archives photographiques de la favela « les baraques de bois, érigées sur la colline par les esclaves libres, les soldats et les femmes arrivés de *Canudos* » (PETERSEN, 2003 *in* VALLE MENEZES, 2008; p.7). In fine, les affrontements réguliers entre les gangs de narcotrafiquants et la police ont provoqué l'échec du Musée à Ciel Ouvert : « *Peu de temps après la création du musée, il y a eu une série de violents affrontements. Les touristes ne se sentaient pas en sécurité et ont déserté le musée. Le projet n'a même pas été mené jusqu'au bout !* [202]». Malgré son inclusion dans la liste des priorités de 2007 énumérées par le préfet César Maia en charge à cette époque, il n'a pas connu le succès et a même été retiré des visites officielles de la ville organisées par l'organisme public *RioTur*.

En 2007, le processus de patrimonialisation enclenché à Morro da Providência avec le projet de Musée à Ciel Ouvert revient à l'ordre du jour. Cette année-là, Rio de Janeiro est choisie pour organiser les Jeux Olympiques de 2016. Afin d'accueillir l'événement dans les meilleures conditions, d'intenses transformations urbaines sont menées. La zone portuaire est l'un des sites concernés et fait l'objet du projet de requalification *Porto Maravilha* qui s'il n'est pas financé par les budgets alloués au méga-événement est revendiqué par les pouvoirs publics en place comme partie intégrante de leurs héritages urbains : « L'opération *Porto Maravilha* transformera la région et sera l'un des plus importants héritages olympiques pour la ville [203]». Dans le but d'encourager les investissements privés dans la région, le service d'urbanisme de la mairie de Rio déclare la zone d'intérêt urbain et émet une série de décrets. L'opération urbaine est cependant contestée par la société civile sur les entreprises en charge de sa réalisation. En effet, divers services sont attribués au consortium Porto Novo, formé par les

[202] Extrait d'entretien réalisé le 2 décembre 2015 avec un expert de la ville.
[203] Propos diffusés sur le site internet du gouvernement brésilien dans la catégorie « héritage des infrastructures olympiques ». < www.brasil2016.gov.br/pt-br/legado/infraestrutura/regiaoportuaria.

entreprises *OAS, Odebrecht e Carioca Engenharia* et l'arrangement institutionnel coordonné par la *Companhia de Desenvolvimento Urbano da Região do Porto do Rio de Janeiro* (CDURP), une compagnie publique dont l'administration et le budget sont similaires à une entreprise privée. Pour la réalisation du projet urbain, le maire de Rio de Janeiro demande à ses équipes d'urbanistes de s'inspirer des requalifications urbaines portuaires de Baltimore, Barcelone ou encore Buenos Aires. Basé sur des principes de durabilité, le programme concerne dans un premier volet les infrastructures viaires : ré urbanisation des voies, récupération et amplification des infrastructures existantes, implantation d'un VLT[204], construction de tunnels. Le projet propose également un volet tourné vers la valorisation et la promotion du patrimoine historique de la zone portuaire avec la création du *Museu de Arte do Rio de Janeiro* (MAR) et le *Museu do Amanha*. L'intention affichée par le maire Eduardo Paes est de faire de la zone portuaire une vitrine et une porte d'entrée moderne de Rio de Janeiro, d'afficher clairement son histoire et son passé.

Dans le contexte Olympique, Morro da Providência a un statut ambivalent. Au cœur de multiples transformations urbaines, elle représente pour le dirigeant de Rio de Janeiro un frein à la spéculation immobilière de la zone portuaire et à son attractivité touristique : « *Porto Maravilha c'est l'avenir de la zone portuaire ici à de Rio de Janeiro. Ce projet c'est le dynamisme économique et touristique, cette favela (Morro da Providência) n'est pas un problème du moment qu'on la modifie un peu, il faut la rendre attirante et sûre* » [205]. Les actes de violences régulièrement perpétrés par les narcotrafiquants et l'aspect précaire de certaines habitations de la communauté inquiètent cependant les élus et les porteurs du renouveau urbain. Une série de mesures est mise en place afin d'éviter les affrontements, de réduire l'image négative de la favela et de la transformer en atout. En mars 2010, Morro da Providência est la septième favela carioca à recevoir officiellement une Unité de Police Pacificatrice[206]. La reprise du territoire par les forces armées et la police est stratégiquement orchestrée pour coïncider avec la célébration du très médiatique *Forum Urbano Mundial*[207] qui se déroule dans la zone portuaire voisine. L'intention est de montrer aux dirigeants

[204] Véhicule Léger Transport.
[205] Extrait d'entretien du 3 décembre 2015 avec un employé de la préfecture de Rio de Janeiro.
[206] Trois favelas de Rio de Janeiro (*Santa Marta, Cidade de Deus et Batan*) ont reçu entre 2008 et 2009 des modèles d'Unité de Police Pacificatrice.
[207] Le Forum Urbain Mondial est la principale conférence mondiale sur les questions urbaines et est organisée par les Nations Unies.

présents pour l'occasion la capacité du gouvernement à contrôler son territoire et à régler des conflits.

La favela désormais pacifiée est sûre pour les touristes. Sa localisation sur une colline haute de plus de cent mètres rend cependant son sommet et les monuments historiques qui s'y trouvent difficilement accessibles : il faut en effet gravir plus de deux-cent marches pour rejoindre l'église *Nossa Senhora da Penha*. Quelques mois après l'installation de l'Unité de Police Pacificatrice, le maire Eduardo Paes et l'Institut Brésilien des Architectes (IAB) mettent en place sur le territoire le programme *Morar Carioca* dont le but est l'intégration des favelas informelles, contrôlé par le *Secretaria Municipal de Habitação* (SMH) (RIO PREFEITURA, 2015). Créé en 2009 par le *Ministério das Cidades* et financé par le Programme d'Accélération à la Croissance, il est une version améliorée du projet *Favela-Bairro* implanté quelques années auparavant sur le territoire et qui avait également pour objectif d'en finir avec les favelas de la ville en y construisant des infrastructures. Cependant, la volonté d'optimiser le commerce et le tourisme y avait favorisé leur croissance (FRANÇA et al. 2016). Selon les documents officiels, le projet *Morar Carioca* a quant à lui pour but de promouvoir l'inclusion à travers l'intégration urbaine et sociale complète et définitive de toutes les favelas de Rio de Janeiro pour 2020, se basant ainsi sur le calendrier de l'ONU Habitat et sa volonté de réduire de 20% le nombre de bidonvilles mondiaux d'ici 2020.

Le document fourni par la mairie indique que dans les communautés urbanisables et les Aires de Spécial Intérêt Social, sont prévus l'implantation de réseaux d'eau, d'égouts, de drainage pluvial, l'illumination publique et l'élargissement des voies. Des aires de loisirs sont également projetées. À Morro da Providência, les améliorations des services de base sont accompagnées d'un projet de grande envergure : la construction d'un téléphérique d'une capacité de mille passagers par heure au sommet de la favela et ses liaisons avec deux lieux touristiques (*Central do Brasil,* plaque tournante des flux de voyageurs dans la ville et la *Cidade do Samba,* lieu de stockage des chars confectionnés pour le carnaval) ; d'un plan incliné qui ferait la liaison entre le bas de l'escalier des esclaves et le sommet de la favela où sont projetés un Centre Historique et Culturel, des immeubles mêlant commerces et logements et un amphithéâtre à ciel ouvert. Justifiés par le maire de Rio de Janeiro comme un moyen d'améliorer l'accès des habitants au sommet de la favela, le téléphérique et le plan incliné permettent en outre de répondre à la difficulté d'accès pour les visiteurs et l'exploitation de la vue offerte depuis les hauteurs : « Il

n'y a pas de vue plus incroyable qu'ici. Vous avez pratiquement une vue à 360° sur la ville avec ce téléphérique [208]». La création d'un Centre Historique et Culturel vise quant à elle la mise en valeur de certains édifices de la favela. L'intention est d'y relater l'histoire de l'église *Nossa Senhora da Penha*, de l'ancien réservoir d'eau et de la chapelle *Cruzeiro* (VALADÃO, 2012. p. 78).

La « régénération » de la favela prend exemple d'expériences internationales. Le téléphérique est inspiré de Medellin en Colombie et l'incorporation touristique du Morro da Providência fait référence au quartier populaire de *Las Peñas*, situé à Guayaquil en Équateur. Considéré comme le lieu de naissance de la ville, le quartier a en effet a été transformé en symbole dans le cadre du projet urbain *Malecón 2000,* reconversion de la zone portuaire en centre touristique. À l'image de Morro da Providência, la patrimonialisation de *Las Peñas* dépendait du contrôle des territoires les plus pauvres afin de promouvoir les changements urbains. D'une décision commune entre la police et le service d'orientation touristique, le bidonville voisin est occupé et divisé en deux parties par des murs et des portes. Le plus important problème des autorités est alors de maintenir les visiteurs dans la partie de la colline tournée vers le port afin de ne pas les mettre en contact avec la pauvreté subsistant de l'autre côté. Une autre caractéristique intéressante du projet est son mécanisme de financement. Le bidonville a été intégré à la ville par une augmentation temporaire des taxes, jusqu'à ce que les résidents paient la totalité de leurs impôts. Les populations pauvres, incapables de débourser de telles sommes ont été contraintes à quitter le quartier, laissant place à une population de classes moyennes et supérieures.

Entre l'avant et l'après Jeux Olympiques 2016, la localisation des démolitions observées à Morro da Providência révèle la polémique qui entoure le projet (planches 32, 33, 34, 35, 37). 830 maisons, soit plus d'un tiers de la communauté, sont classées en zone à haut risque environnemental (fig. 46). Malgré la contestation des habitants quant à la légitimité et le bien-fondé de cette carte, la totalité de ces habitations doit être démolie et les habitants relogés. C'est sur ces terrains que doivent être construits les ouvrages du programme *Morar Carioca*.

[208] Eduardo Paes, maire de Rio de Janeiro. « Teleférico da Providência será interligado ao BRT Transbrasil », O Globo, 2 juillet 2014. < http://g1.globo.com/rio-de-janeiro/noticia/2014/07/teleferico-da-providencia-sera-interligado-ao-brt-transbrasil-rio.html>.

Cependant, « *ce projet d'urbanisation qui a comme objectif de bénéficier aux habitants, promeut une expulsion de masse* [209]». Au sommet de la favela, les murs de 60% des habitations sont marquées à l'encre bleue du symbole « SMH » indiquant leur future démolition (ALFEU, 2018).

Figure 46 – Correspondance territoriale entre les zones à risque et les interventions du projet Morar Carioca

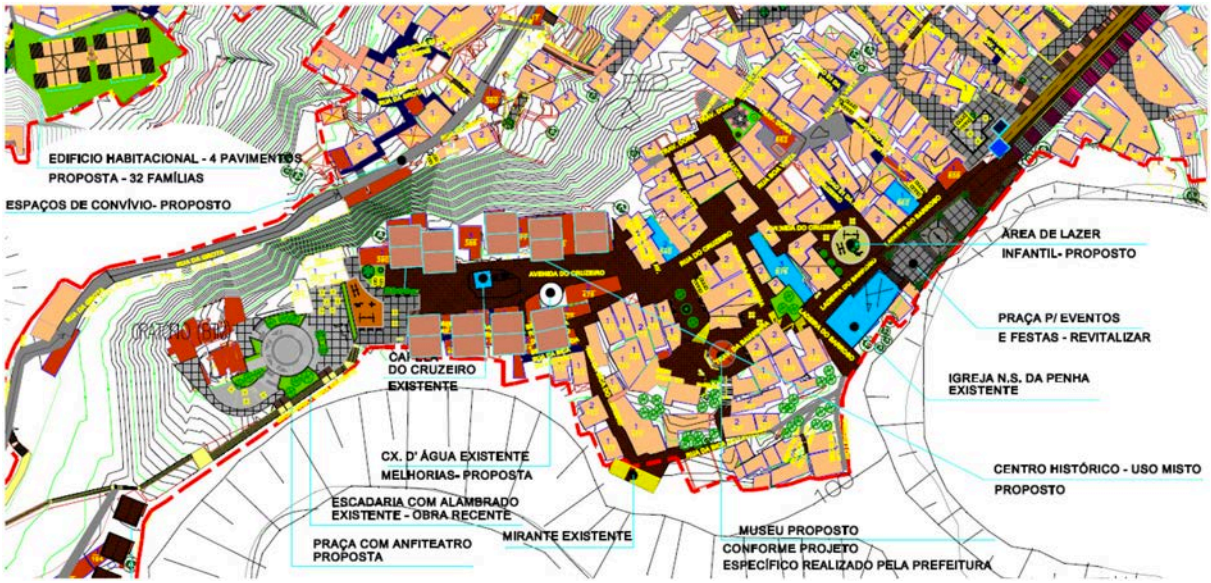
Mapa de Risco de la Prefeitura de Rio de Janeiro – Morar carioca - © Caroline Chabot

Un processus de sélection des édifices à démolir est cependant réalisé par des architectes et urbanistes du programme puisque des bâtiments dits historiques et localisés en zone à haut risque ne font pas partie des édifices concernés par les démolitions : la chapelle de *Cruzeiro*, le *Reservatorio* et la *Caixa d'Agua*. Autour de ces édifices, et à la place du complexe urbain existant est projeté un remodelage complet de la zone avec la réalisation d'un amphithéâtre,

[209] Extrait d'entretien réalisé le 2 décembre 2015 avec un expert de la ville.

et la construction de quelques bâtiments à l'architecture coloniale afin de « restaurer l'ambiance du début de l'occupation de la ville[210] ». En lieu et place des habitations présentes, douze unités d'habitation et six unités mixtes avec un rez-de chaussée dédié aux commerces et l'étage à l'habitation sont dessinées. L'un des édifices est destiné à accueillir le Centre Historique (fig. 47).

Figure 47 – Projet urbain concernant les hauteurs du Morro da Providência



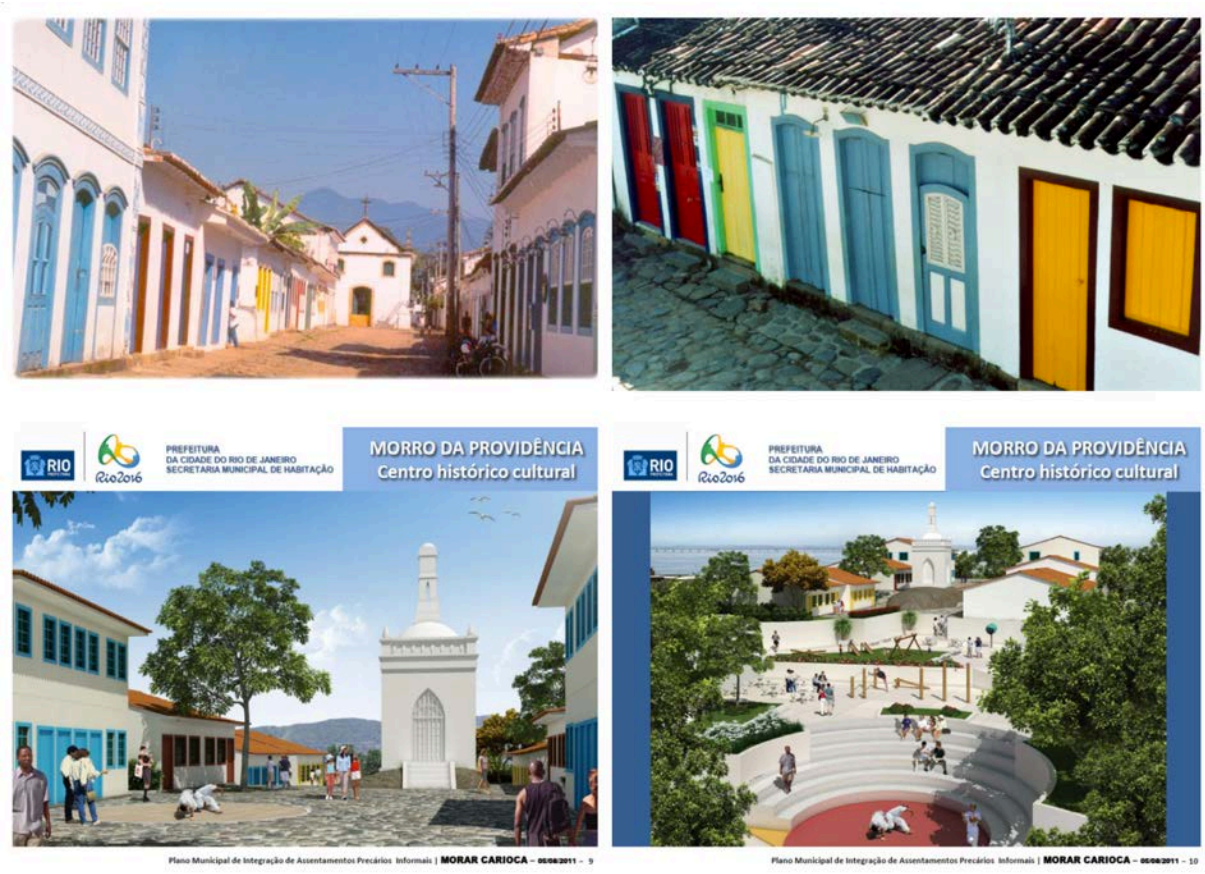
Prefeitura do Rio de Janeiro – Morar carioca – Plan général d'urbanisme Morro da Providência

Le projet urbain représente une tentative de transplantation dans la communauté d'un environnement artificiel se prêtant à la promotion touristique. Il est intéressant de noter que son design s'inspire fortement de Paraty, ville brésilienne située à trois heures de Rio de Janeiro et étape touristique appréciée pour son architecture coloniale. Deux photos de la ville sont incluses dans le dossier d'appel d'offre de la préfecture/SMH et le photomontage du projet est un pastiche de son centre-ville. La perspective mettant en avant la chapelle de Cruzeiro montre des projections d'édifices à l'architecture très similaire et dont l'enchainement des couleurs encadrant les portes correspond exactement à celui présent sur la photographie représentant Paraty (fig. 48). Pour la communauté scientifique et des experts de la ville, les avis sur le projet sont péjoratifs : « *Au lieu de restaurer l'ambiance du début de*

[210] « Prefeitura inicia obras de restauração dos Galpões da Gamboa », Prefeitura do Rio de Janeiro, 20 juillet 2011. <http://www.rio.rj.gov.br/web/guest/exibeconteudo?article-id=1944846. >

l'occupation de la colline, le projet tend à construire un scénario décontextualisé et sans vie[211] » ; « *Cela va décaractériser le noyau original de la favela* ![212] ».

Figure 48 - Similarités entre Paraty et le projet urbain de Morro da Providência



Haut : Photos de Paraty incluses dans l'appel d'offre de la préfecture/SMH ; Bas : Photomontages du projet urbain Morar carioca au Sommet de Morro da Providência – Documents de la Préfecture de Rio de Janeiro

23 novembre 2016 – Trois mois après les Jeux Olympiques.

Depuis une semaine, deux des quatre faces de l'horloge de la gare *Central do Brasil* donnant sur Morro da Providência marquent la même heure. La station de téléphérique est toujours fermée et sur le parvis, des vendeurs ambulants ont installé des marchandises. Accrochées à la grille, deux photographies rappellent les controverses sur l'édification du téléphérique. La première montre la place *Américo Brum* de Morro da Providência avant l'implantation du téléphérique. Sur les grilles qui délimitent l'espace, une banderole pose une question « Un téléphérique pour qui ? ». La deuxième

[211] Extrait d'entretien réalisé le 2 décembre 2015 avec un expert de la ville.
[212] Extrait d'entretien réalisé le 7 avril 2016 avec un chercheur de l'UFRJ.

montre quatre enfants de la favela tenant dans leur main des pancartes sur lesquelles est écrit « Mes grands-parents et mes parents ont joué sur cette place. Et moi ? Je ne vais pas avoir ce droit ? ». Dans le quartier, les écoles sont fermées depuis plusieurs jours en raison d'échanges de tirs entre les narcotrafiquants et la police, des affrontements qui ont entrainé la mort d'un policier. La forte pluie qui s'est déversée dans la matinée accentue l'ambiance morne du quartier et multiplie les reflets du téléphériques hors d'usage (fig. 49).

Figure 49 – Reflet du téléphérique arrêté

© Caroline Chabot

Du projet initial projeté par le programme *Morar Carioca* à Morro da Providência, peu de choses ont été accomplies. Le cadre bâti de la favela montre cependant de multiples

transformations volumétriques : démolitions, nouvelles constructions, agrandissement (planches 36, 37, 38) mais pas de la manière dont cela avait été imaginé par le maire de Rio de Janeiro. Le centre culturel a été retiré et les travaux du plan incliné ont été suspendus. La plus grande expression des transformations matérielles dues aux Jeux Olympiques est la construction du téléphérique. Prêt dès 2013, il n'est inauguré que le 2 juillet 2014, pendant la Coupe du Monde brésilienne lors d'une opération médiatique de grande ampleur, des poursuites judiciaires contre l'État ayant retardé l'ouverture. Le fonctionnement du téléphérique est cependant fréquemment arrêté. « Un gang occupe encore la station *Central do Brasil*[213] » titre en 2017 un article du journal *o Globo*. L'équipement sous exploité peut alors être considéré comme un « téléphant blanc », contraction de téléphérique et éléphant blanc, à l'image des grandes installations olympiques rapidement sous exploitées à la suite de l'événement.

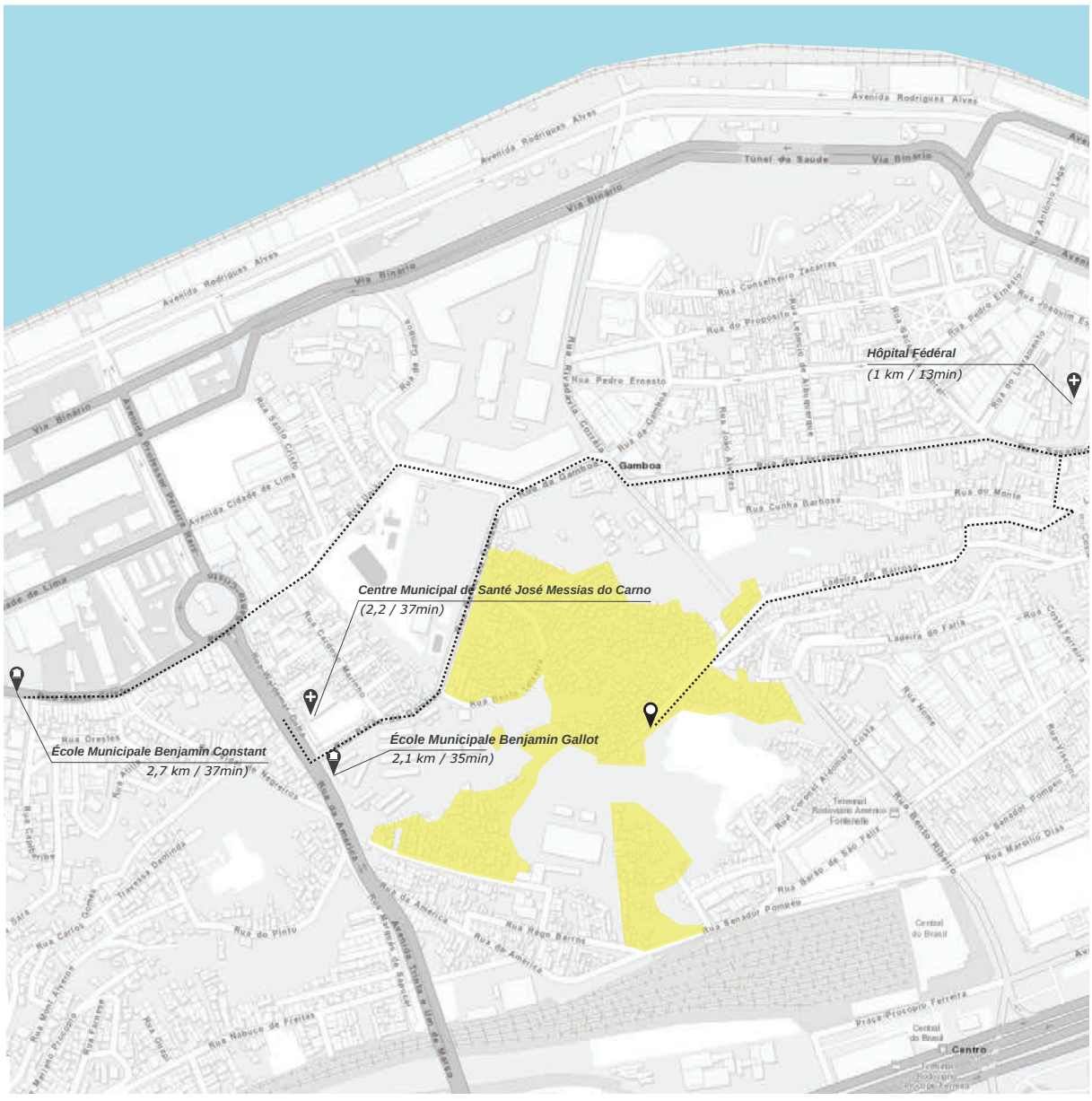
En plus des arrêts fréquents, la nature même du projet est soumise à controverses. La localisation du téléphérique a provoqué de nombreuses manifestations de la part des habitants de la communauté : il se situe en effet à l'emplacement de la place *Américo Brum*, utilisée pour les divers événements de la communauté. Cependant, le choix de ce moyen de transport, sa réalisation et sa justification posent également question. Le maire de Rio de Janeiro et les porteurs du projet centrent en effet les discours sur l'amélioration du quotidien de l'habitant et le caractère social de la construction : « L'inauguration de ce moyen de transport améliorera la qualité de vie des habitants qui ont actuellement des difficultés à gravir la colline pour atteindre leurs maisons [214]». Les discours des associations et des habitants diffèrent cependant. Certains dénoncent les coûts financier et sociaux du téléphérique : « *Si les autorités publiques étaient réellement intéressées pour améliorer notre mobilité et notre vie, elles auraient construit un ascenseur comme celui de la favela Cantagalo*[215]*, le coût est moindre, la manutention plus simple, plus rapide et surtout ça n'exige pas l'expulsion de nombreuses familles. Là, ce qu'ils ont fait c'est juste pour que les touristes*

[213] « Bando já ocupou a estação da central do brasil », O Globo, 3 août 2017.
[214] Rio Prefeitura, 2013 ; « Teleférico da Providência » ; Page officielle du téléphérique sur le site de la préfecture de Rio de Janeiro ».< http://www.riosemprepresente.com.br/projetos/teleferico-da-providencia/>.
[215] Le 30 juin 2010 le complexe de favelas cariocas *Catagalo – Pavão – Pavãozinho* inaugure son ascenseur reliant le sommet d'une des favelas à la station de métro General Oóorio. L'édifice comprend également un belvédère pour admirer le point de vue sur la ville.

voient une favela dans le cœur de Rio.[216] » ; d'autres établissent un lien avec les méga-événements : « *On ne peut pas échanger les cent ans d'histoire de Morro da Providência contre trente jours de Coupe du Monde et de Jeux Olympiques pour satisfaire les intérêts privés. Le Maire souhaite réécrire l'histoire de cette communauté avec un téléphérique, un plan incliné et un centre historique et culturel, mais pour qui ? Pas pour ses habitants* [217]» ; d'autres invoquent l'ambivalence entre l'intégration de la favela et de son histoire dans les circuits touristiques de la ville et la nécessité d'expulser une grande partie de ses habitants : « *ils veulent faire de cette communauté un point touristique dans la continuité du port et du Sambodrome, comme un symbole culturel. Par contre, ils ne veulent pas montrer ses habitants et sa pauvreté, ça les mettrait face à la réalité* [218]». La confrontation entre la favela Morro da Providência et les Jeux Olympiques 2016 peut alors se traduire par l'implantation d'une politique de patrimonialisation urbaine sélective et la création d'une scénographie spectaculaire.

[216] Extrait d'entretien informel réalisé le 5 août 2016 avec un habitant de Morro da Providência.
[217] Extrait d'entretien réalisé le 22 août 2016 avec un membre de l'association des habitants de Morro da Providência.
[218] *Ibidem*.

Planche 30 – Évolution des équipemements de base



ÉQUIPEMENT DE SOIN OU DE SANTÉ CONSTRUIT ENTRE L'AVANT ET L'APRÈS ÉVÉNEMENT

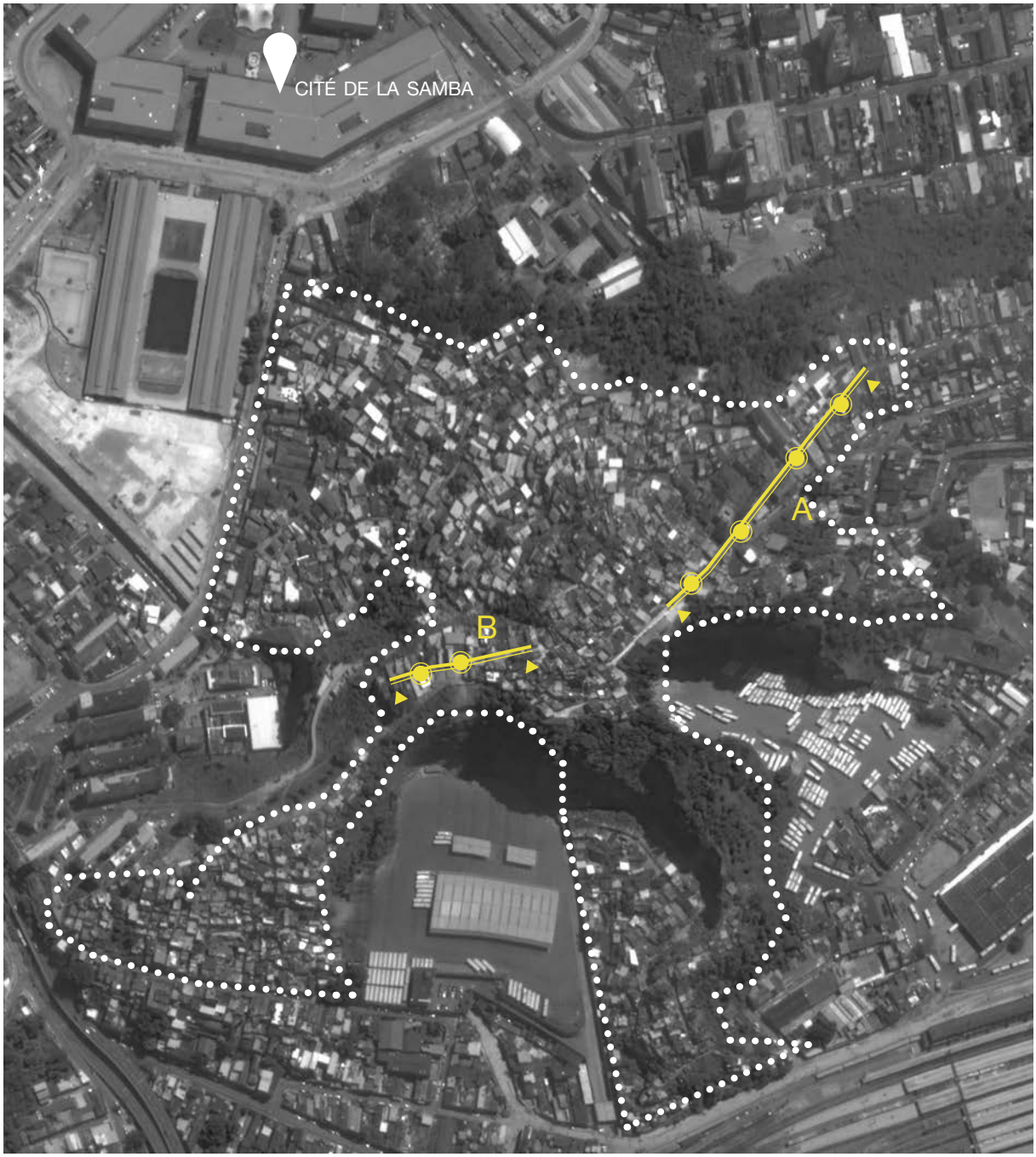
ÉQUIPEMENT DE SOIN OU DE SANTÉ PRÉSENT AVANT L'ÉVÉNEMENT

DISTANCE À PARCOURIR À PIED ENTRE LE POINT CENTRAL ET L'ÉQUIPEMENT

POINT CENTRAL DE LA FAVELA

MORRO DA PROVIDÊNCIA

Planche 31 – Coupes de terrain effectuées et points d'observation



COUPES DE TERRAIN ET POINTS D'OBSERVATION

Planche 32 – Transformations observées sur la coupe de terrain AA'

A1

2011

2016

· / PAS DE TRANSFORMATIONS

A2

2011

SOURCE : LÉO LIMA - FAVELA EM FOCO

2016

SOURCE : O GLOBO - TÉLÉFÉRICO DA PROVIDÊNCIA

BÂTI

· DÉMOLITION .....

· NOUVELLES CONSTRUCTIONS .....

A3

2011

SOURCE : ADRIANO FERREIRA RODRIGUES - FLICKR

2016

SOURCE : RIO ON WATCH

BÂTI

· DÉMOLITION .....

A4

2012

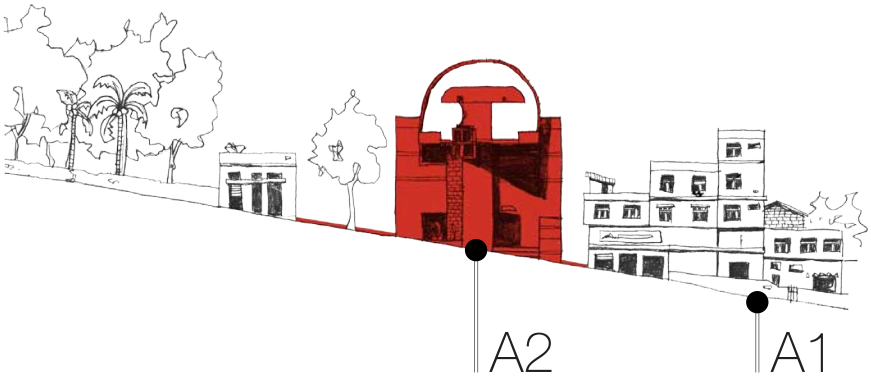
SOURCE : ADRIANO FERREIRA RODRIGUES - FLICKR

2016

SOURCE : AMAPHIKO.REDBULL.COM

· / PAS DE TRANSFORMATIONS

Planche 33 – Plan et coupe AA' – Transformations observées


A2
A1

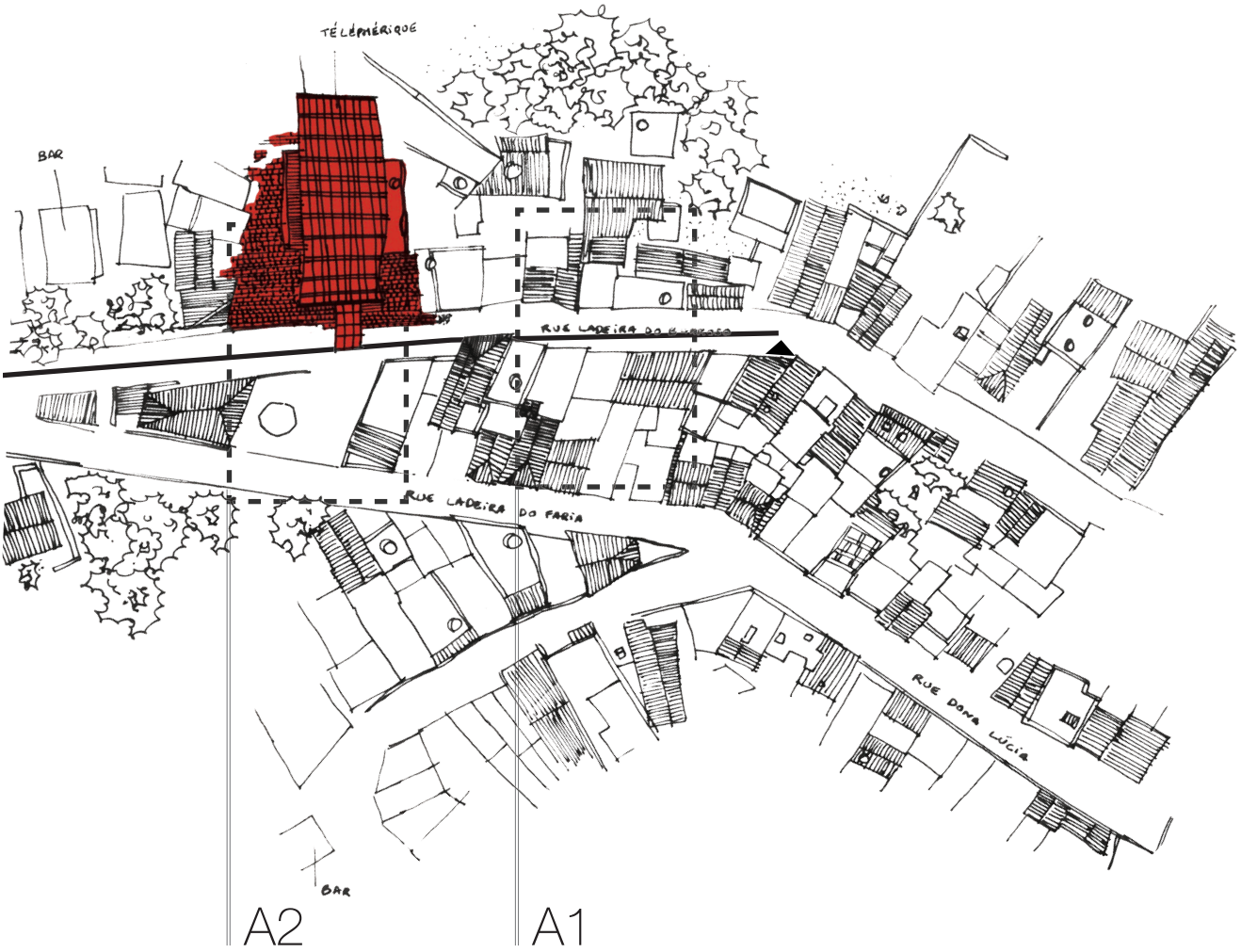

TÉLÉPHÉRIQUE
BAR
RUE LADEIRA DO FARIA
RUE DONA LÚCIA
BAR
A2
A1

Planche 34 – Transformations observées sur la coupe de terrain BB'

B1

2012

SOURCE : FORUM COMUNITARIO DO PORTO

2016

SOURCE : BLOG LITERATURA E RIO DE JANEIRB

BÂTI

- DÉMOLITION
- NOUVELLES CONSTRUCTIONS
- ÉLÉVATION DU BÂTI

B2

2011

SOURCE : CIDADE OLIMPICA - FLICKR

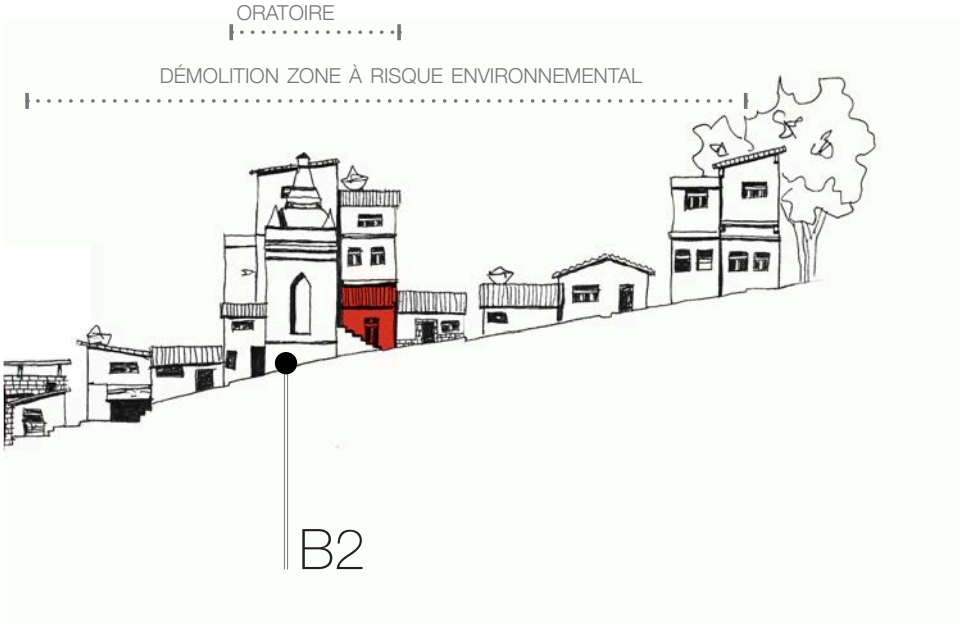
2016

/

BÂTI

- DÉMOLITION
- NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Planche 35 - Plan et coupe BB' – Transformations observées



5M 15M 20M

TRAIT DE COUPE

TRANSFORMATIONS AVANT/APRÈS LES MÉGA-ÉVÉNEMENTS

VOLUMÉTRIQUES

MATÉRIELLES

INFRASTRUCTURES

PAYSAGÈRES

Planche 36 – Synthèse des transformations observées

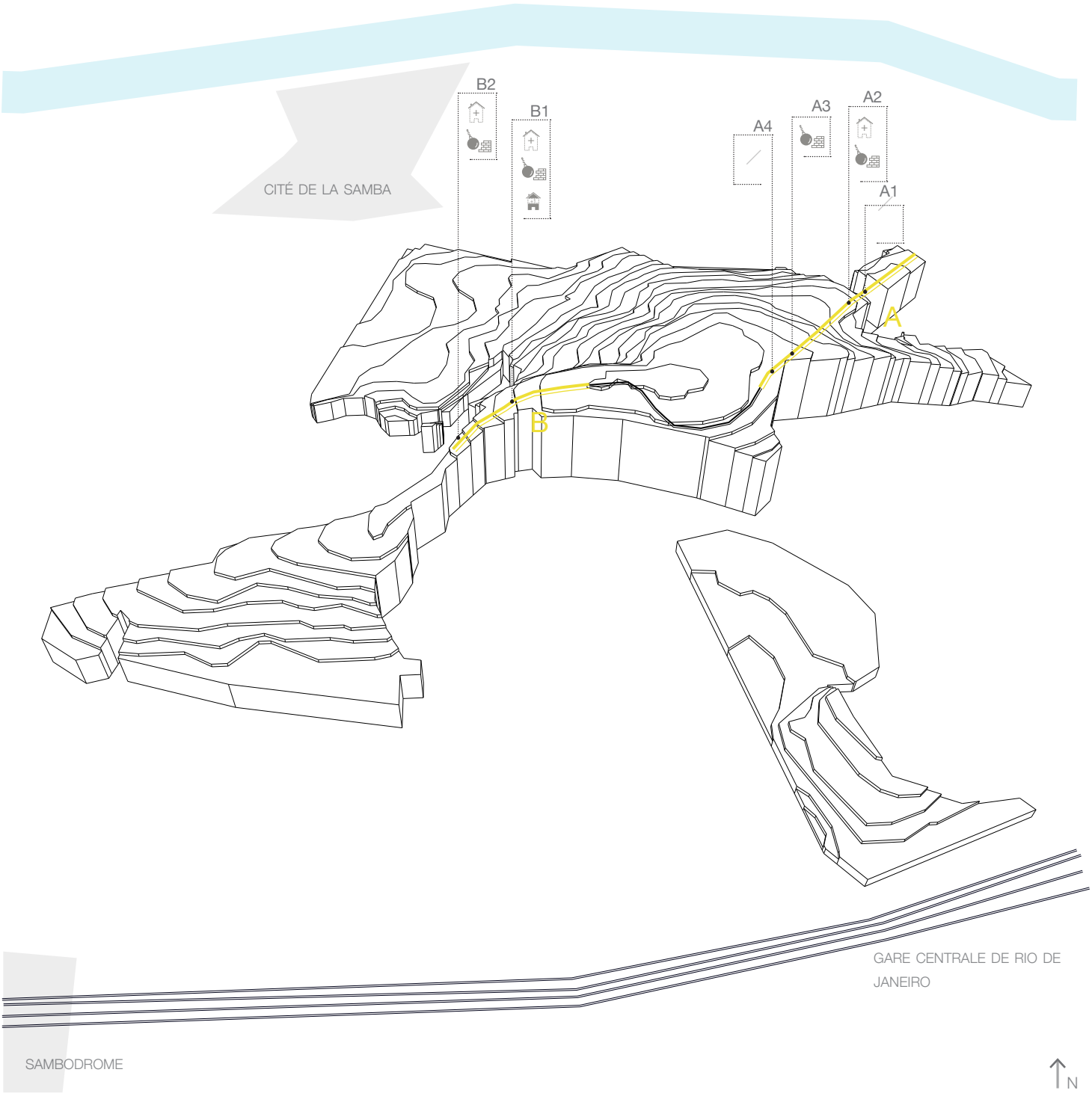
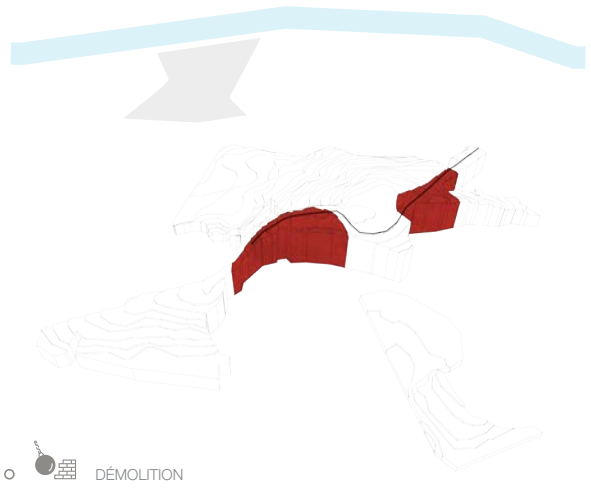
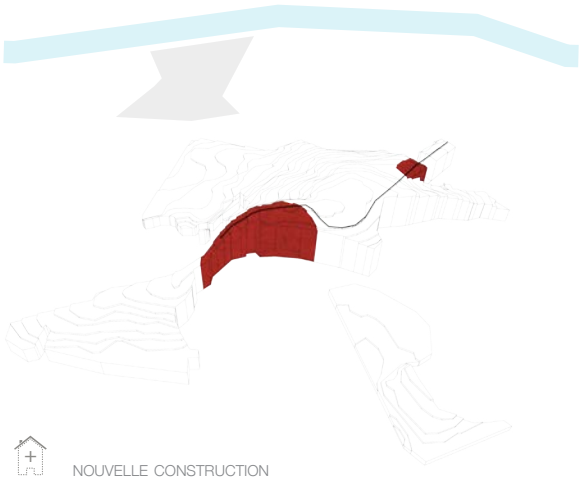


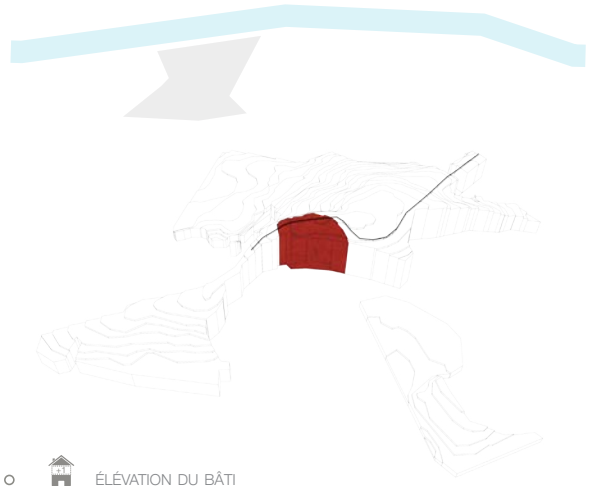
Planche 37 – Synthèse des transformation par critère



DÉMOLITION



NOUVELLE CONSTRUCTION



ÉLÉVATION DU BÂTI

ZONE DE TRANSFORMATION

ZONES DE TRANSFORMATION DU CADRE BÂTI

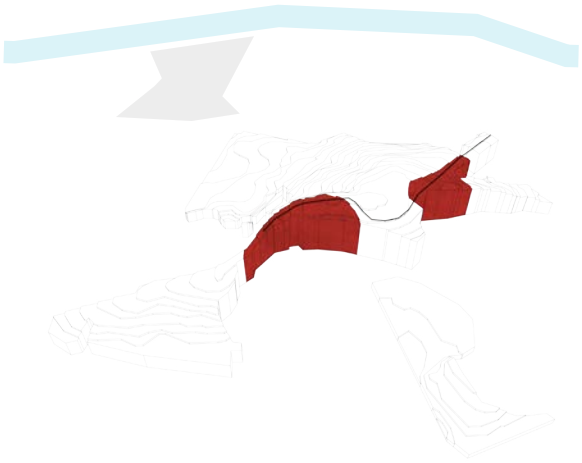
BAIE DE GUNABARA

SAMBODROME

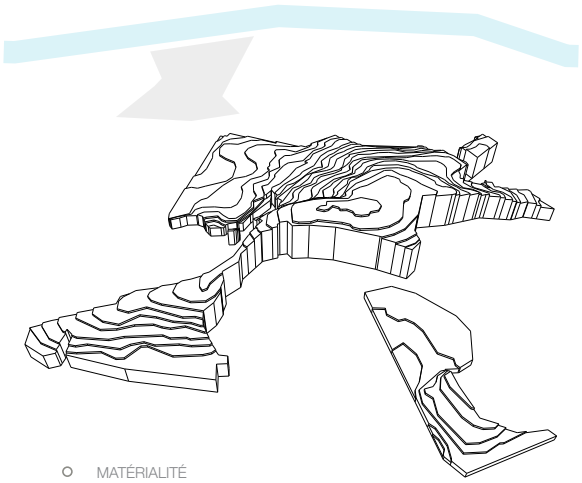
ROUTE PRINCIPALE

ESCALIERS

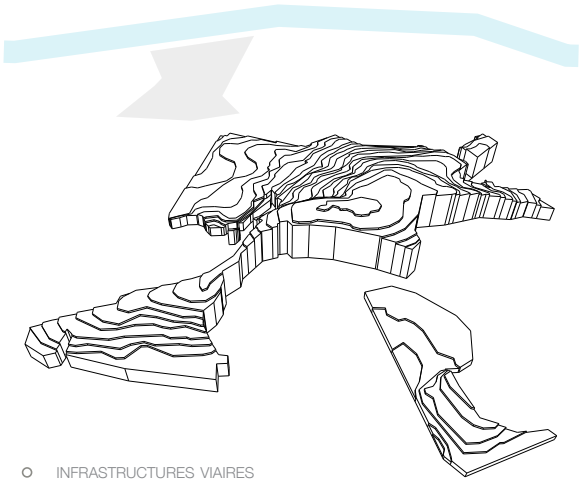
Planche 38 – Synthèse des transformation par famille de critères



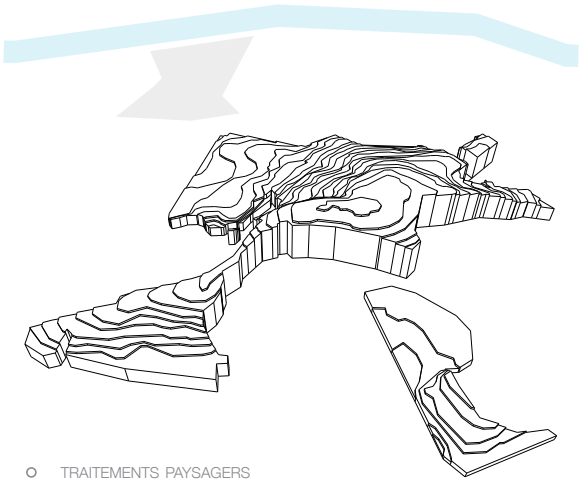
VOLUMÉTRIE



MATÉRIALITÉ



INFRASTRUCTURES VIAIRES



TRAITEMENTS PAYSAGERS

ZONES DE TRANSFORMATION DU CADRE BÂTI

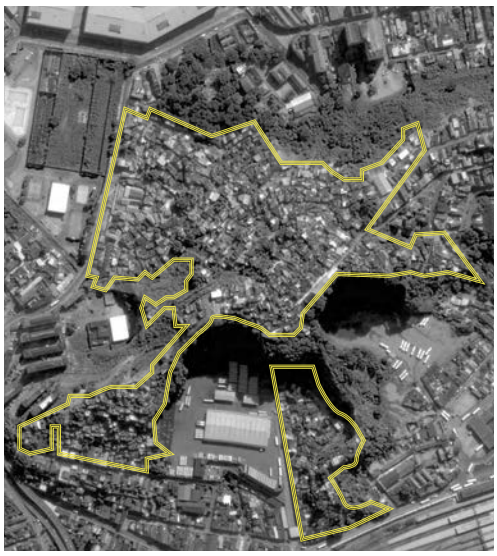
BAIE DE GUNABARA

SAMBODROME

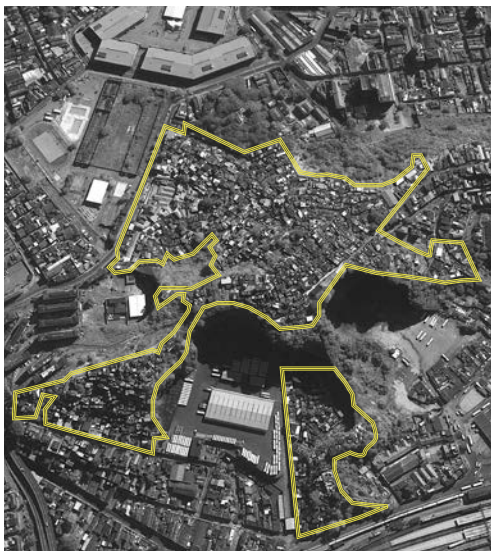
ROUTE PRINCIPALE

ESCALIERS

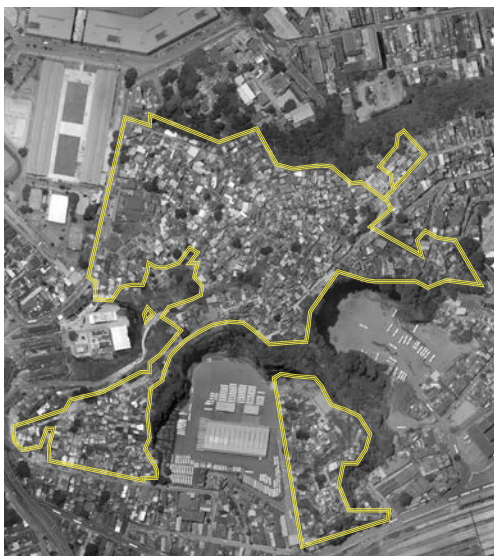
Planche 39 – Évolution de la superficie de Morro da Providência



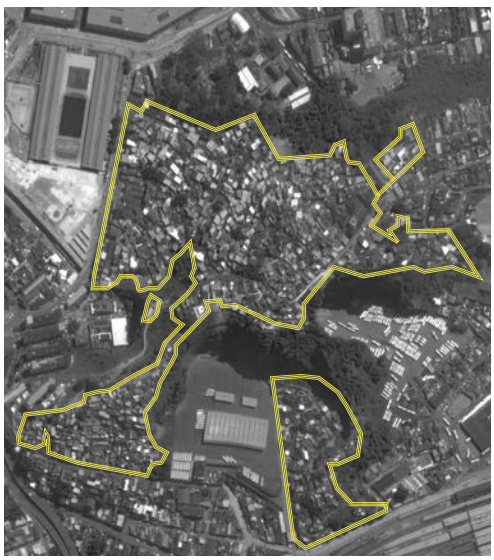
102 088 m² 2008



2010 102 088 m²



100 266 m² 2012



2016 101 254 m²

N

SOURCE : IPP/SABREN - CAROLINE CHABOT

Chapitre 7/ Vila Torres, la favela intégrée

Une maison de Vila Torres le long de la route du Mondial 2014

© Caroline Chabot

Juin 2011 - Trois ans avant la Coupe du Monde de football 2014.

Ma première visite de Vila Torres remonte à septembre 2015 soit plus d'un an après le déroulement du Mondial 2014 qui a eu lieu à Curitiba. Ce n'était cependant pas la première fois que je m'en rapprochais. Lors de mon arrivée dans la ville le mois précédent, le bus entre l'aéroport et le centre-ville l'avait déjà longée sur plus d'un kilomètre. Située à deux kilomètres du centre historique de Curitiba, Vila Torres est enclavée entre deux éléments physiques : la rivière *Belem* à l'ouest, un cours d'eau traversant la ville du nord au sud, et l'avenue *Comendador Franco*, axe routier majeur de Curitiba, reliant l'aéroport international *Afonso Pena* au centre-ville. La temporalité de la thèse rendait difficile la comparaison temporelle entre l'avant et l'après événement. Le logiciel *Google Street View* a permis de pallier cette situation. Par

chance, la majorité des rues de la communauté a été photographiée dès 2011 par l'entreprise Google et les clichés ont été rendus disponibles sur le site internet. Ma visite la plus ancienne est donc virtuelle.

Le marqueur temporel pointé sur juin 2011, je débute la visite par la voie empruntée lors de mon arrivée : l'avenue *Comendador Franco*. Au centre de l'axe, des tours électriques ponctuent régulièrement le chemin. Sur la gauche, un long trottoir détérioré longe la communauté située en contre-bas. Les habitations majoritairement consolidées s'élèvent sur deux ou trois étages. Des maisons de briques nues s'enchainent tandis que devant les portes s'amoncellent des détritus. La rue principale qui traverse Vila Torres du nord au sud est en travaux. Des équipes municipales posent un à un les pavés des trottoirs. Plus loin, un tunnel est en train d'être creusé sous l'avenue *Comendador Franco* alors qu'à l'opposé, un pont en construction permettra bientôt de traverser la rivière et de rejoindre le reste de la ville (planches 44, 45, 46, 47). Du côté des berges les habitations sont plus précaires, elles sont aussi plus nombreuses, plus denses. La matérialité n'est pas la même que le long de l'avenue, les murs de brique laissant place à des façades de bois et des toitures de tôle. Elles sont cependant raccordées au réseau d'eau et d'électricité de la ville. Au sud de la communauté, le poste de santé annonce une campagne de vaccination tandis qu'en face des enfants sortent de l'école.

7.1. Vila Torres, une favela sur la route du Mondial

L'intérêt du cas de Vila Torres dans l'étude de la confrontation entre les favelas et les méga-événements réside dans sa localisation aux abords d'un axe majeur de la capitale du Paraná, reliant l'aéroport international *Afonso Pena* au centre historique de la ville et au stade *João Guimaraes*, lieu d'accueil des compétitions du Mondial 2014. L'avenue *Comendador Franco*, communément surnommée *Avenida das Torres*[219] en raison des nombreuses « *torres electricas*[220] » qui ponctuent son chemin, a fait l'objet d'un projet de requalification. En parallèle, des projets d'urbanisation de la communauté, de valorisation et d'implantation

[219] « Avenue des tours ».
[220] « Tours électriques ».

d'infrastructures viaires y sont réalisées dans l'optique du méga-événement. Entre l'avant et l'après Coupe du Monde 2014, les multiples transformations matérielles de la favela amènent à parler d'une intégration socio-spatiale de la communauté à la ville formelle. Elles se matérialisent dans l'espace par un rôle prépondérant donné à la couleur et la réduction des limites physiques de la communauté, et d'un point de vue social, par une volonté politique de changer les comportements des résidents au travers de transformations urbaines. Dans ce sens, les changements matériels opérés à Vila Torres par les politiques publiques de Curitiba ont pour vocation de pallier les carences de la communauté, dues à son histoire favelada et à son développement socio-urbain.

Dans les années 1960, à l'endroit où les curitibanos[221] les plus distingués s'adonnaient aux courses de chevaux, la plus ancienne favela de Curitiba s'est formée. Anciennement nommée «*Vila Capanema* » du nom du Baron de *Capanema*, propriétaire du terrain, Vila Torres était une zone de prestige. Il ne reste aujourd'hui plus de trace de l'équipement si ce n'est le nom du quartier voisin : *Prado Velho* qui signifie « Vieille Prairie » en référence à l'ancien hippodrome *Guabirotuba*. La communauté de 200 000 m^2 adopte quelques années plus tard le nom de « Vila Pinto » puis en 1966, celui de *Vila das Torres* par referendum populaire, empruntant ainsi le surnom de l'avenue qu'elle borde (LAZZAROTO, 2004). Dans le langage courant, tant de la part des pouvoirs publics que des habitants, le nom de la communauté est raccourci en « *Vila Torres* », et c'est celui que nous utiliserons.

La favela est localisée sur des terrains privés le long des berges non constructibles de la rivière Belem qui traverse la ville du nord au sud. L'occupation est dans un premier temps composée d'agriculteurs et d'habitants des villes du nord de la région. Chassés des campagnes par la mécanisation de l'agriculture, ils migrent vers les villes à la recherche d'un emploi et de meilleures conditions de vie. À Vila Torres, la population est attirée pour une troisième raison : la recherche de soins médicaux dans la capitale régionale. Face à l'impossibilité de payer un loyer pendant leur séjour à Curitiba et l'absence d'espaces à louer mis à disposition par la municipalité (LAZZAROTO, 2004), « *de nombreuses familles sont "déposées" dans la favela par une camionnette* [222]». La ville a ainsi été l'un des acteurs rendant possible l'émergence de Vila

[221] Nom donné aux habitants de Curitiba.
[222] Extrait d'entretien réalisé le 17 mars 2016 avec un journaliste du journal Gazeta do Povo.

Torres. La croissance de la favela augmente au cours des décennies suivantes, principalement sous l'effet d'un marketing urbain des services municipaux pour diffuser au niveau national son image de « modèle ». Désormais, la communauté accueille selon la Compagnie d'Habitation de Curitiba (COHAB-CT) près de 1500 familles, soit plus de 5000 résidents, principalement des ramasseurs de matériaux recyclables.

La communauté est multi divisée. Une séparation sociale existe entre la partie ouest aux abords de la rivière *Belem* abritant une classe populaire voire précaire et une partie Est le long de l'avenue *Comendador Franco* accueillant des familles de classe moyenne (fig. 50). La rue principale, *Manoel Martins de Abreu* fait office de frontière entre les deux mondes sociaux. Une séparation territoriale existe également entre la zone nord de la communauté connue sous le nom de *parte de cima* et la zone sud, *parte de baixo*[223] (fig. 51). Matérialisée par la rue *Guabirotuba* également surnommée la *linha proibida*[224], elle tire son existence de la violence et du trafic de drogue. En effet, deux gangs de narcotrafiquants se disputent Vila Torres. La limite est cependant mouvante puisque les affrontements entre les deux factions modifient régulièrement son tracé.

[223] « Partie haute et partie basse ».
[224] « Ligne interdite ».

Figure 50 - Division sociale de Vila Torres

© Caroline Chabot

Figure 51 - Division spatiale de Vila Torres

© Caroline Chabot

Malgré les limites internes qui la composent, il est important de noter que Vila Torres n'est plus considérée comme une favela par les autorités publiques, mais comme un « assentamento regularizado[225] », et ce avant même l'arrivée du Mondial dans la ville. Elle n'est en effet plus illégale, ni trop éloignée des services de base, ni même dépourvue d'écoles et d'espaces de soin grâce à des programmes d'urbanisation et de régularisation effectués par les municipalités successives. À l'aube du Mondial, la communauté ne correspond plus qu'à trois des six critères permettant de définir un espace comme une « favela ». En comparaison aux standards du reste de la ville, certaines de ses habitations sont encore trop denses, la qualité du bâti est en grande partie précaire et certains de ses habitants sont en situation de risque environnemental. Les aspects juridiques (régularisation foncière) et urbains (accès aux équipements de base et aux infrastructures) ont quant à eux été portés par des politiques d'intégration de la communauté à la ville.

Si la valorisation de Vila Torres et la volonté de l'intégrer à la ville formelle est l'axe privilégié des politiques publiques de Curitiba depuis les années 1980, cela n'a pas toujours été le cas. Dès son origine, la communauté et ses habitants sont vus comme « o fundo de quintal de todos os bairros[226] » et font l'objet en 1976, soit peu de temps après le début de l'occupation, d'une première intervention majeure sur le site menée par les politiques de l'époque. Le projet ne prévoit pas la pérennisation des familles sur place mais leur déplacement et leur relocalisation dans des quartiers périphériques de la ville. Le processus fait partie d'une stratégie plus large, nommée « défavelisation », un axe fort de la politique du logement mise en œuvre par le Gouvernement Fédéral et la BNH[227] pendant la dictature militaire. En 1976, la mairie de Curitiba annonce le déplacement des habitants de Vila Torres, une action justifiée par la mise en œuvre de projets prioritaires : la construction du Jardin Botanique et du Campus de l'Université Fédérale du Paraná à proximité.

L'intention du projet de relogement est décrite par Fabia Berlatto (2004a) comme une volonté politique de créer de nouveaux noyaux de logements afin de générer des comportements différents, de transformer les gens en « mieux », en des personnes plus « civilisées ». L'idée

[225] « Établissement régularisé ».
[226] « Le fond de jardin de tous les quartiers ». L'expression fait référence à des endroits où tout est entreposé sans rangement, sans logique et sans soins, Diario Popular, 4 septembre 1974, p.6.
[227] Banco Nacional de Habitação.

est d'ajuster l'identité de Vila Torres à l'imaginaire de Curitiba, une « ville modèle », une « ville européenne ». La réforme représente la tentative d'établir un contrôle sur la population favelada, sur les familles, sur les coutumes et leur habitat, un processus réemployé lors du Mondial 2014. Dans le même esprit, le projet de logement « Projeto Vila de Oficios » de 1993 a tenté de convaincre ou même parfois de forcer les habitants à acquérir une habitation à double usage : le rez de chaussée étant réservé à une activité commerciale tandis que l'étage est dédié à l'habitation. De nombreux obstacles sont mis en avant par les résidents notamment la valeur élevée des taxes que chaque famille doit payer et l'impossibilité de modifier les plans du projet, éléments qui ont mené à l'échec du projet.

Dans les années 1980, la stratégie change de cap. Les projets d'urbanisation des zones précaires succèdent à l'échec des politiques de défavelisation. Le gouvernement de Curitiba investit désormais dans la communauté et favorise le maintien sur place des habitants. La première phase d'urbanisation de Vila Torres commence en 1989 par la COHAB-CT, ayant acquis l'année précédente 5700 m^2 avec des fonds de la Caixa Economica Federal. Dès lors, les habitations sont régularisées et les infrastructures de base y sont implantées telle que l'accès à l'eau, à l'assainissement et le ramassage des déchets, garantissant la consolidation des lieux pour les années futures (COHAB-CT, 1991). Trois ans plus tard, la COHAB-CT se lance dans une deuxième étape de son processus de régularisation foncière de Vila Torres. Avec l'achat de la deuxième partie de la communauté, elle permet la légalisation de 90% des habitations de la zone en octroyant aux habitants des titres de propriété. Le processus est accompagné d'interventions urbaines avec des améliorations des rues afin de faciliter la collecte des déchets par les véhicules de la ville, « améliorant sensiblement les conditions de vie et résolvant les difficultés d'une des plus anciennes favelas de Curitiba[228] » (COHAB-CT, 1991).

Dès 2010, la communauté n'est plus illégale et dotée d'infrastructures et d'équipements de base. L'accès à l'eau, à l'assainissement et au ramassage des déchets y est même supérieur à la moyenne métropolitaine (fig. 52). Le niveau d'éducation et de soins médicaux ne distingue plus Vila Torres de la ville formelle. Une école privée est installée au sud de la communauté depuis les débuts de l'occupation de la zone tandis qu'une école municipale a été construite

[228] « Melhorando sensivelmente suas condições de vida e solucionará uma das mais antigas favelas de Curitiba ».

dans le quartier voisin de *Rebouças* en 2009, à moins d'un kilomètre à pied du centre de Vila Torres (planche 40). En ce qui concerne les soins médicaux, les habitants ont accès depuis 1979 à l'Unité Municipale de Santé *Capanema* au sud de la communauté, en face de l'école municipale. La mauvaise qualité du bâti, la forte densité et la présence d'habitants en situation de risques environnementaux dans la favela empêchent cependant de parler de Vila Torres comme d'un quartier populaire intégré et répondant aux standards sociaux et urbains de la ville formelle. Le choix de Curitiba en ville hôte du Mondial 2014 va modifier cet état de fait et pallier les critères manquants.

Figure 52 – Accès aux infrastructures de base de Vila Torres et Curitiba

	Accès à l'eau	Assainissement	Ramassage des déchets	Accès à l'électricité
VILA TORRES	99,36%	96,61%	100%	57,63%
CURITIBA	99,08%	92,30%	88,20%	92,09%

Données IBGE 2010, © Caroline Chabot

Le processus d'intégration de Vila Torres au reste de la ville connait une accélération fin octobre 2007. À cette date, le Brésil est choisi par la FIFA[229] comme pays hôte de la Coupe du Monde de Football 2014. Un conflit oppose alors les plus grandes métropoles brésiliennes pour savoir quelles seront les douze villes à accueillir l'événement sportif, l'un des plus populaires au monde. Pour Curitiba, considérée comme une des favorites par son infrastructure hôtelière, de transport et de communication, il semble difficile de rester en dehors d'un tel événement. Grâce aux investissements financiers de la FIFA et au lancement du PAC Copa (Programme d'accélération de la Croissance pour la Coupe du Monde)[230], le Brésil fait le choix de sélectionner non pas douze métropoles, mais douze projets d'amélioration de la mobilité urbaine, envisagés comme les héritages du Mondial. Curitiba voit dans cet événement l'opportunité de résoudre ses problèmes de mobilité et propose dès lors 17 projets urbains visant son amélioration dont la requalification de l'axe reliant

[229] La Fédération internationale de Football Association a pour rôle de gérer et développer le football dans le monde.

[230] Le PAC Copa « Plano de Aceleração do Crescimento Copa » entre en vigueur en 2011. Seconde phase du PAC créé en 2007 pour répondre aux demandes d'infrastructures sociales, urbaines, logistiques et énergétiques, le PAC Copa inclus des investissements dirigés vers les villes-hôtes de la Coupe du Monde 2014 en vue de préparer les villes à la réception de l'événement.

l'aéroport au centre-ville est une des priorités. Circuit inévitable pour les touristes du Mondial de Football, le nouveau couloir qui longe Vila Torres se veut comme une vitrine de la ville. Des travaux de drainage, de pavage, d'illumination et de signalisation y sont prévus ainsi que la création d'une piste cyclable. À Curitiba, contrairement à d'autres villes-hôte, la plupart des travaux sont projetés dans des zones où la population prédominante n'a pas de hauts revenus (GARCIA CASTRO et RAMOS NOVAES, 2015). Fin mai 2009, aux Bahamas, la « ville modèle » est officiellement désignée comme une des villes hôte de la Coupe du Monde 2014.

Dès lors, des travaux débutent pour préparer certaines parties stratégiques de la ville à l'événement, c'est le cas de Vila Torres. Située dans une zone privilégiée, entre les quartiers *Centro*, *Rebouças* et *Jardim Botanico*, la communauté se trouve dans un espace à forte valeur immobilière. Elle est par ailleurs située à l'intersection de *l'Université Pontificale Catholique* (PUC-PR), la *Fédération des Industries du Paraná* (FIEP), le *Théâtre Paiol*, le *Campus Polytechnique de l'Université Fédérale du Paraná* (UFPR), le touristique *Jardin Botanique* et *l'Aéroport International Afonso Pena* (fig. 53). Le terrain occupé par Vila Torres est en ce sens un point stratégique grâce à sa localisation au centre de quartiers privilégiés et sa visibilité depuis les points touristiques stratégiques que Curitiba souhaite mettre en avant pour l'occasion. Ainsi, la communauté se retrouve au centre de différentes interventions urbaines dès l'annonce officielle des villes-hôtes du Mondial.

Figure 53 - Plan de localisation de la favela Vila Torres

© Caroline Chabot

La première conséquence du projet de mobilité urbaine pour la Coupe du Monde, concerne la requalification de l'avenue Comendador Franco qui borde à l'Est Vila Torres. Quinze kilomètres de cet axe reliant l'aéroport au centre-ville sont concernés et concentrent à eux seuls la majeure partie des financements alloués par le PAC Copa, soit plus de 150 millions de reais. La requalification de la voie comprend l'installation de réverbères, la création de trottoirs, un élargissement des voies, la création d'une piste cyclable et la réalisation de deux tunnels (*Chile* et *Guabirotuba*) passant sous la voirie pour relier les quartiers qu'elle sépare : *Rebouças* et *Jardim Botanico*. Il est cependant important de rappeler que les travaux de mobilité urbaine effectués dans le cadre du Mondial à Curitiba sont issus de plans de

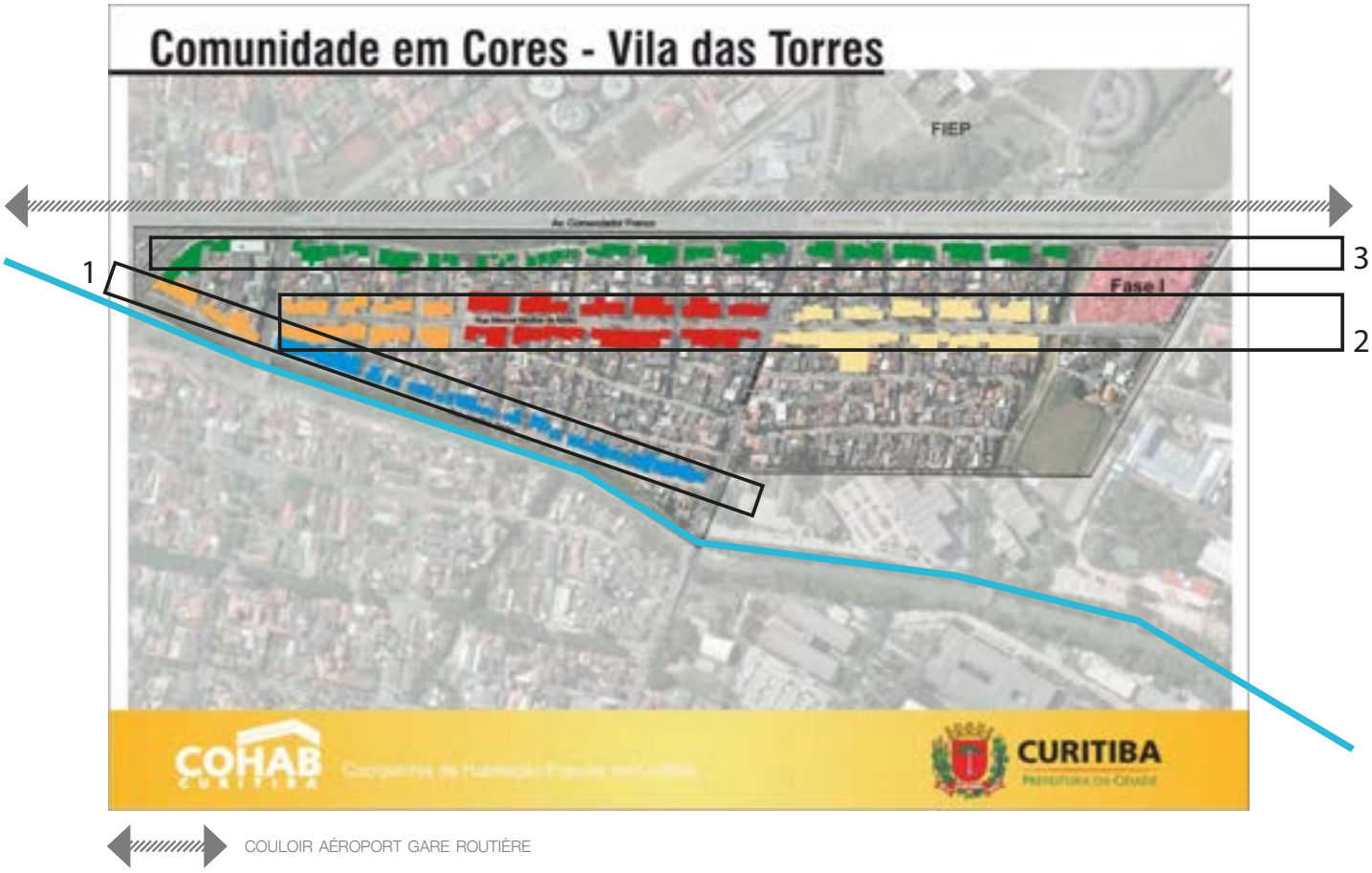
transformations urbaines réalisés en amont du Mondial afin de répondre à une carence réelle de la ville mais dont le manque de fonds monétaires en avait suspendu la concrétisation.

Le deuxième projet urbain nommé *Comunidade em Cores*[231] en 2010 vise à améliorer l'image de Vila Torres, à répondre au risque environnemental dans lequel se trouvent certains habitants et à dédensifier l'habitat. En cette même année, les douze villes-hôtes brésiliennes de la Coupe du Monde 2014 s'organisent pour recevoir le méga-événement. En plus d'une dotation du PAC Copa, Curitiba obtient en 2010 des aides financières du Programme du Gouvernement Fédéral pour la qualification touristique des villes-hôte. La correspondance temporelle renforce alors l'emplacement stratégique de la communauté. En partenariat entre la préfecture de Curitiba, la COHAB-CT et l'entreprise Akzo Nobel, fabricant des peintures Tintas Coral et financé par des ressources du Programme d'Accélération de la Croissance II (PAC II) et de la préfecture de Curitiba, le projet *Comunidades em Cores* propose d'améliorer les habitations les plus dégradées de la communauté et de donner de la couleur aux façades des maisons. L'objectif principal est de modifier l'esthétique des habitations principalement pour renforcer et valoriser l'identité locale (DE CARVALHO MACHADO PINHEIRO, 2014).

Un plan des agents de la COHAB-CT créé en 2009 prépare les interventions de façon détaillée et classifie les altérations esthétiques envisagées (peinture, création de trottoir, bitume, alignement du bâti…) (fig. 54). Le projet est divisé en plusieurs étapes. La première phase, réalisée avec des fonds provenant du Fond Municipal pour le Logement Social (FMHIS) prévoit la revitalisation des maisons, la restauration et la peinture des façades, et leur alignement. Une aire de sport extérieure sera aussi aménagée.

[231] « Communauté en couleurs ».

Figure 54 - Programme Comunidade em Cores – 3 zones d'intervention



Source : COHAB-CT – © Caroline Chabot

La deuxième étape est financée par le PACII / OGU et prévoit le remplacement partiel ou total de 350 habitations pour les cas où la restauration des façades ne serait pas suffisante. Elle comprend également une intervention urbaine et environnementale avec la récupération de la zone de préservation permanente, aux abords de la rivière Belem, et l'amélioration sur cette portion des infrastructures viaires.

Le programme *Comunidade em Cores* se différencie des précédentes actions par sa dimension participative et l'implication de la communauté ; les habitant peuvent choisir d'être partie prenante de la décision ou pas. Ils peuvent aussi, après une formation, contribuer à la réalisation des travaux et être rémunérés pour cela. Une telle démarche poursuit la pratique de la COHAB-CT en 2001, elle-même émanant d'une politique nationale du logement plus

participative et approuvée par *l'Estatuto da Cidade*[232] en 2001 et la création du Ministère des Villes en 2003. Un double processus d'intégration se dégage donc des projets urbains réalisés à Vila Torres en vue du Mondial 2014. Le premier, spatial, est matérialisé par une réduction des frontières physiques ; le deuxième, social, fait quant à lui référence à une modification des comportements de la population.

7.2. Une intégration spatiale par la réduction des frontières physiques

6 octobre 2016 - Deux ans après la Coupe du Monde de football.

La rue *Martins de Abreu*, voie principale de la communauté, ne ressemble plus en rien à l'idée que l'on se fait d'une favela. Les habitations sont revêtues de peintures aux couleurs vives, rouge, jaune, vert, bleu (planches 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 53). Les fenêtres et les portes sont en parfait état tandis que les murs de séparation sont dotés de portails en fer forgé. De part et d'autre de la rue, des trottoirs pavés desservent les habitations et donnent la possibilité aux piétons de se déplacer sans risques (planches 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 52, 53). Certains d'entre eux laissent encore entrevoir les couches de peintures vertes et jaunes réalisées pour le Mondial 2014 en guise de soutien à l'équipe nationale. Le maillage des bordures est de plus régulièrement ponctué d'espaces paysagers où poussent des palmiers et autres essences arboricoles. Cette rue aux couleurs pétillantes et aux aménagements urbains flambants neufs n'est pas la seule. Toute la partie Est de la communauté n'est pas en reste. Les abords de l'avenue *Comendador Franco* ont été entièrement requalifiés. Le trottoir autrefois détérioré est propre, planté et agrémenté d'une piste cyclable. Au nord de la communauté, les travaux du tunnel sont également terminés. Orné de mosaïques bleues et blanches et surplombé de lettres argentées écrivant son nom : *Trincheira Chile*, il permet le transit sous l'avenue pour rejoindre le quartier voisin de *Jardim Botanico*.

[232] Loi officielle 10.257 du 10 juillet 2001. Le « Statut de la ville » régule le chapitre « Politique urbaine » de la Constitution brésilienne. Ses principes sont basés sur la planification participative et la fonction sociale de la propriété.

> Au sud de Vila Torres, une aire de sport extérieure a été installée. Des enfants sortent de l'école et s'y dirigent pour y jouer tandis que d'autres débutent une partie de football sur le terrain de sable voisin. Aux abords, cinq poubelles identiques au mobilier urbain de Curitiba ont été placées : chacune a sa couleur : jaune pour les métaux, rouge pour les plastiques, bleu pour le papier, vert pour le verre et gris pour ce qui n'est pas recyclable.

Dans le cadre de l'arrivée du Mondial à Curitiba, la ville entame une série de travaux pour accueillir l'événement. Vila Torres, située le long d'un axe majeur requalifié pour l'occasion est directement concernée. Pendant quatre ans, la communauté se transforme. Des tunnels et routes sont créés et de nombreuses façades sont peintes de couleurs vives. Si les travaux réalisés se focalisent sur l'amélioration de la mobilité urbaine de la ville et l'esthétisation de la communauté, ils ont comme caractéristique commune l'intégration spatiale de la favela au reste de la ville par une réduction de ses frontières.

Débuté en 2010, le projet *Comunidade em Cores* a modifié en moins de quatre années le cadre et l'espace de vie de plus de la moitié du territoire de la communauté. Si le projet est pour l'entreprise *Tintas Coral* un support marketing à l'échelle nationale pour faire connaitre ses produits, du point de vue des politiques publiques, il est l'occasion de répondre à la mauvaise qualité du cadre bâti. Il poursuit ainsi la dynamique d'intégration graduelle de la communauté par une incorporation de standards de qualité urbaine propres au reste de la ville, résultant à la fois des lois d'urbanisme et d'une forme d'acculturation culturelle à l'architecture locale.

Le développement de la ville est en effet soumis à des normes du *Plano Director Municipal*[233], le *Zoneamento*[234]. Cependant, à Vila Torres, le développement urbain a été régi par des pratiques informelles, conséquences d'une installation illégale sur le plan du droit foncier. Malgré un plan de zoning délimitant des parcelles et réalisé par la COHAB-CT dans les années 1990, vingt ans plus tard, l'urbanisme de la communauté ne répond pas encore aux normes urbaines appliquées au reste de la ville. Avec le projet *Comunidades em Cores*, différents critères sont repensés pour faire correspondre l'urbanisme de la communauté à celui de la

[233] Le PMD, « Plan Directeur Municipal » est un instrument basique de la gestion urbaine brésilienne. Il vise à orienter l'occupation du sol urbain, avec pour base les intérêts collectifs et la préservation de la nature et de la mémoire.

[234] Le Zoneamento, « plan de zoning », est un instrument de planification urbaine qui régule l'usage et l'occupation du sol urbain.

ville. Des trottoirs aux dimensions préétablies sont aménagés, les façades sont alignées afin de créer une continuité visuelle, le mobilier urbain présent dans Curitiba est installé à divers endroits de la communauté. « *Notre intention est de rassembler les territoires, qu'ils ne fassent plus qu'un ! Il est évident que pour ça il faut faire correspondre l'urbanisme de Vila Torres à celui de Curitiba*[235] ». La volonté d'unité territoriale affichée dans les discours des porteurs du projet repose sur une normalisation urbaine des espaces, d'intégration et d'amélioration du cadre bâti.

La deuxième façon de pallier la mauvaise qualité du cadre bâti de Vila Torres par le projet *Comunidade em Cores* repose sur une action a priori anodine, la peinture colorée des façades, mais qui renvoie finalement à la culture architecturale nationale et à un processus d'identification à un groupe, à un territoire et à une histoire. Les maisons brésiliennes sont connues pour leurs devantures aux couleurs vives. La tradition a été importée par les portugais lors de la colonisation. Les pêcheurs des villages portugais avaient en effet pour habitude de peindre leur barque de couleurs vives. Le reste était utilisé pour colorer la façade de leur maison. Ainsi, la barque du pêcheur et son habitation étaient de la même couleur. De cette façon, lorsqu'ils étaient en mer, leur barque restait visible pour les personnes restées à terre. Les éventuels acheteurs de poisson savaient dès lors, par la couleur de la maison, à quel endroit, chaque jour, ils devaient se rendre pour trouver du poisson frais. Les pêcheurs arrivés sur la côte brésilienne dès les années 1500 transposent dans les nouvelles colonies la tradition qui devient avec le temps une caractéristique des villes brésiliennes. De Rio de Janeiro à Salvador de Bahia, les façades des maisons se parent de couleurs vives, participent à l'esthétique de la ville et sont même des attraits touristiques.

La peinture a cependant un coût et est considérée comme un « luxe » pour certains habitants aux faibles moyens financiers. « *Je n'aurais jamais pu acheter autant de pots de peinture pour peindre ma maison. Je ne gagne pas assez d'argent, je mets déjà de côté depuis plus d'un an pour changer une partie du toit car il y a des fuites*[236] ». Il est vrai que les favelados concentrent plutôt leurs dépenses dans des éléments structurels de l'habitation. La caractéristique esthétique et non indispensable de la peinture rend sa présence rare dans les favelas. Les façades construites en briques sont de ce fait régulièrement laissées nues et tendent à donner

[235] Extrait d'entretien réalisé le 28 juin 2016 avec un membre de la Préfecture de Curitiba.
[236] Extrait d'entretien informel réalisé le 6 octobre 2016 avec un habitant de Vila Torres.

aux favelas un caractère d'éternel chantier (fig. 55). La différence de revêtement des façades marque une rupture spatiale visuellement frappante entre les maisons des favelas et celles du reste de la ville, renforçant la sensation d'enclave urbaine de ces espaces défavorisés. Désormais à Vila Torres, l'enchainement de maisons aux couleurs vives a rendu les limites spatiales de la communauté plus floues. Les points de rupture sont moins distincts et amoindrissent la sensation de précarité de tels espaces. Cependant, la colorisation des façades reste une action superficielle. Si elle permet d'intégrer visuellement et symboliquement la communauté à la ville, elle ne modifie pas la précarité des habitations et de ses occupants.

Figure 55 – Mur de brique sans revêtement - favela Rocinha, Rio de Janeiro

© Caroline Chabot

« L'élimination de la précarité » est un enjeu qui mobilise des projets plus larges que *Comunidade em Cores* et indépendants de l'arrivée de la Coupe du Monde 2014 au Brésil. Le « PAC – *Urbanização das favelas*[237] » en est le plus représentatif, définissant la précarité des habitations comme une forme par laquelle les inégalités sociales se manifestent dans le

[237] « Programme d'Accélération de la Croissance – Urbanisation des favelas ». Notre traduction. Brasil. Ministério das Cidades. Secretaria Nacional de Habitação Urbanização de Favelas : a experiência do PAC – Urbanização das favelas. – Brasilia, 2010, 88p.

contexte brésilien. Créé en 2003, cette politique a été intégrée au PAC II dans l'un de ses axes principaux, garantissant d'importants investissements jusqu'en 2011. Sont alors mises en œuvre des actions juridiques (régularisations foncières) et urbaines (adaptation aux lois de zoning urbain, réduction des risques environnementaux, réduction de la densité) afin de procéder à leur assimilation graduelle avec la ville formelle.

À Vila Torres, le projet est porté par la COHAB. Il vise à résoudre deux problèmes caractéristiques de la communauté : sa forte densité et les risques d'inondations. En 2010, au début du projet, la densité est encore élevée avec 3,6 habitants par domicile contre 2,8 habitants par domicile à Curitiba[238]. Ces habitations denses, situées sur les berges de la rivière Belem sont de plus régulièrement soumises à des inondations. La zone est cependant classée en « Aire de Préservation Permanente » et l'article 4 du *Código Florestal*[239] indique que la zone est considérée comme inconstructible et que les maisons illégales doivent être déplacées. Dans cette optique, la COHAB promeut un projet de réinstallation des familles. L'investissement dépasse les douze millions de reais dont plus d'un million provient des fonds de la municipalité de Curitiba, le reste étant financé par le PAC II. Plus de mille familles peuvent bénéficier de ces changements. Cent quarante-cinq d'entre elles sont relogées dès 2011 dans des habitations neuves construites par la COHAB, certaines à *Vila Prado* de l'autre côté de la rivière, et une autre partie au sud de Curitiba à *Sitio Cercado VI*.

Dans le cadre de la réception du Mondial 2014 à Curitiba, la colorisation des façades a symboliquement réduit la sensation d'exclusion de Vila Torres, mais le projet majeur de la candidature de la ville, l'amélioration de la mobilité urbaine, y a aussi contribué. La priorité de faciliter la circulation routière et l'accès à l'aéroport *Afonso Pena* a accéléré le désenclavement de Vila Torres. Les favelas sont en effet régulièrement séparées physiquement de la ville, des limites dont l'origine est à rattacher aux caractéristiques naturelles (géographiques, parfois géologiques) même des sites sur lesquels elles se sont développées : les franges des villes, les zones marécageuses, les collines escarpées, des zones en marge de l'urbanisation et souvent inadaptées aux constructions. De telles localisations prédisposent déjà les favelas à se couper

[238] Données IBGE 2010.

[239] « As faixas de qualquer curso d'água natural perene e intermitente excluído os efêmeros, desde a borda da calha do leito regular, em largura minima de : a) 30 (trinta) metros, para os cursos d'água de menos de 10 (dez) metros de largura.

du reste de la ville. À Vila Torres, les coupures géographiques se manifestent de deux façons : bordée à l'ouest par la rivière *Belem* et à l'Est par l'avenue *Comendador Franco*, la favela est ceinturée par des limites à la fois naturelles et urbaines. Elles ont des effets directs sur l'isolement des habitants qui rend leurs déplacements difficiles, et indirects sur l'image de la favela. La construction dans le cadre du Mondial 2014 des tunnels et ponts *Chile* et *Guabirotuba* ont eu des effets positifs. Outre l'amélioration de la mobilité urbaine, ils ont participé à l'incorporation du territoire dans le maillage urbain de la ville et dans sa dynamique des flux, autant sortants qu'entrants. Des effets ont aussi pu être identifiés concernant la socialisation des habitants : « *Ces deux constructions ont changé beaucoup de choses pour le quartier. Il est bien plus facile de circuler dans cette zone dorénavant. Pour Vila Torres, il s'agit aussi d'une avancée, ça a désenclavé la communauté et facilité leurs déplacements. Le projet a favorisé la communication avec le voisinage. On m'a raconté que certaines femmes de Vila Torres ont même rejoint des associations des quartiers alentours, ça n'était jamais arrivé !* »[240].

7.3. Une intégration sociale par les comportements

22 novembre 2016 - Deux ans et cinq mois après la Coupe du Monde.

L'accès à Vila Torres est facilité depuis la création des tunnels *Chile* et *Guabirotuba*. Le bus me dépose à l'entrée sud de la communauté. Dans la majeure partie des rues, des éléments attirent mon regard. De part et d'autre des voiries, les habitations colorées et en parfait état affichent de nouveaux éléments décoratifs. Des jardinières aux fleurs multicolores animent désormais les façades de nombreuses maisons, tandis que les devantures des jardins sont soignées et les trottoirs propres. Certains sont même peints de couleurs vives. Les poubelles ne s'entassent plus sur les pavés, les haies sont taillées et du mobilier urbain a pris place devant des habitations. Certaines rues sont méconnaissables. Outre les habitations et rues normalisées selon les critères de la ville formelle lors de l'implantation du projet *Comunidade em Cores* en 2010 par la COHAB-CT, la phase post-événement montre les signes de leur diffusion (façades colorées, ouvertures réparées ou restaurées) au-delà des bénéficiaires du programme. La zone limitrophe avec l'*Université Pontificale* (PUC-PR) semble ne pas avoir suivi le

[240] Extrait d'entretien réalisé le 28 juin 2016 avec un membre de la Préfecture de Curitiba.

mouvement : l'architecture y est en effet encore dense et les habitations extrêmement précaires (planche 43). La différence avec le reste de la communauté est marquante.

A Vila Torres, le projet *Comunidade em Cores* vise et supporte une intégration sociale des habitants par des changements de comportements. Par l'ajout de jardinières, de portails en fer forgé ou encore l'entretien de leurs trottoirs[241], les habitants montrent une appropriation de leurs espaces de vie, conséquence d'une meilleure estime de soi. L'agrémentation décorative de l'habitat n'est en effet pas un acte spontané de la population favelada, par manque d'argent et d'habitude.

Les porteurs du projet *Comunidade em Cores* abondent en ce sens. L'intervention est en effet revendiquée par la préfecture et la COHAB-CT comme permettant non seulement de « *colorer et donner une nouvelle vie à Vila Torres*[242] » mais aussi d'améliorer l'estime de soi des habitants : « *La couleur c'est la vie, c'est la joie. Une maison bien peinte change la posture du résident, (…) valorise l'identité de la communauté locale et l'estime de soi. L'aspect visuel du quartier devient plus agréable*[243] ». Selon le représentant de l'entreprise Tintas Coral, une telle affirmation repose sur des études (non accessibles) prouvant que les couleurs peuvent transformer l'humeur des gens : « *L'intention du projet est de donner de la couleur aux maisons, en plus d'y faire des réparations nécessaires pour garantir une meilleure qualité de vie aux habitants. Avec des habitations en bon état, on augmente l'estime de soi de la communauté*[244] ». Du point de vue des habitants, les avis sont similaires : « *des étudiants sont venus nous voir le mois dernier, et nous étions fiers d'être pris en photo devant notre maison bleue, elle est si belle*[245] », « *Je trouve désormais que ma maison est jolie, comme toute la communauté. Avec tant de couleurs, ça me rend fier de vivre ici*[246] ».

Plus qu'une amélioration de l'estime de soi des habitants, le projet est conçu par les autorités publiques comme un moyen de changer les attitudes, les aspirations et les comportements :

[241] Il est important de mentionner qu'au Brésil, l'entretien des trottoirs est à la charge du propriétaire de la maison qui le borde.
[242] Extrait d'entretien réalisé le 17 mars 2016 avec un membre de la COHAB-CT.
[243] "Cohab finaliza mapeamento da Vila Torres", http://www.cohabct.com.br/conteudo.aspx?conteudo=283. Consulté le 25/09/2015.
[244] Propos tenus par Ibson Campos, Président de la COHAB-CT. <www.curitiba.pr.gov.br/noticias/projeto-renova-fachada-de-81-casas-da-vila-torres/26770>.
[245] Extrait d'entretien informel réalisé le 6 octobre 2015 avec un habitant de Vila Torres.
[246] *Ibidem*.

« *Avec un plus beau quartier, les habitants commencent à prendre soin de l'endroit où ils vivent* »[247], « *Qui n'aime pas voir sa maison propre et belle ? Si quelque chose est beau, on l'aime et on l'entretien, pour l'être humain c'est quelque chose d'automatique* »[248]. La question du changement social est cependant liée à la vision selon laquelle la population favelada souffrirait d'une absence ou d'une déficience morale. Ce jugement et ce constat en matière de l'utilisation d'un espace de vie pour changer les comportements d'une population font référence à l'urbanisme moderniste dont les préceptes ont eu une grande influence sur la planification urbaine de Curitiba. Fabia Berlatto (2004b) précise que l'aménagement urbain idéal déployé dans les années 1970 avait pour conviction l'idée que la réforme de l'espace urbain aboutirait à un encadrement de la population favelada et la ferait rentrer dans la norme. Ainsi, la réforme sociale était destinée à rééduquer, ou plutôt à civiliser les habitants en question selon des règles d'hygiène, d'ordre et d'attitudes vis-à-vis de la vie collective (déviance, violence). De la même façon, les autorités publiques instigatrices du projet *Comunidade em Cores* à Vila Torres ont pour conviction que les transformations matérielles vont « *changer la qualité de vie des favelados, influer des pratiques plus responsables comme le traitement des déchets ou encore le respect des voisins vis-à-vis du bruit* »[249]. Selon leurs propos, « *la maison est le reflet de ses occupants. En d'autres termes, si vous voulez transformer les corps et les esprits de certaines personnes, il faut simplement modifier son habitat* »[250]. Un tel positionnement peut aboutir à un urbanisme servant d'outil à l'emprise politique et au contrôle des couches sociales les plus défavorisées. Le mécanisme fonctionne selon une logique où les classes populaires sont considérées éloignées d'un mode de vie idéal et non conforme aux standards d'une modernisation de la ville et de la société. Leurs comportements jugés « en marge » doivent alors être modifiés pour répondre aux stratégies de « progrès » d'une ville reconnue comme « modèle ».

Sur le même registre de « normalisation des pratiques », l'attitude et la stratégie de l'entreprise *Tintas Coral* et des agents de la préfecture et de la COHAB impliqués dans le projet sont à rapprocher de la théorie de la « fenêtre cassée » selon laquelle l'état d'un espace

[247] Extrait d'entretien réalisé le 12 novembre 2015 avec un membre de la COHAB-CT.
[248] *Ibidem.*
[249] Extrait d'entretien réalisé le 28 juin 2016 avec un membre de la Préfecture de Curitiba.
[250] *Ibidem.*

esthétiquement acceptable et sûr, entrainerait l'émergence d'individus acceptables, tolérants, non violents et pourquoi pas, moralement domestiqués dans une société donnée. L'expression, affiliée à la sociologie de la déviance, est pour la première fois expérimentée en 1969 par le psycho-sociologue américain Philip Zimbardo. Il abandonne une voiture dans le Bronx et installe des caméras afin d'observer ce que va devenir le véhicule : la voiture est dégradée rapidement jusqu'à devenir une épave. Il fait par la suite la même expérience dans un quartier aisé de New-York : personne ne touche à la voiture. Il décide alors de casser lui-même le pare-brise de la voiture : le véhicule connait dès lors le même sort que celui posé dans le Bronx.

Reprise dix années plus tard par deux sociologues américains, James Q. Wilson et Georges L. Kelling (1982), l'expérience est baptisée : *théorie de la fenêtre cassée*. Elle affirme que si une vitre cassée n'est pas remplacée immédiatement, toutes les autres aux alentours connaitront rapidement le même sort. En effet, cela va être interprété par les candidats à la dégradation comme une non-surveillance du territoire. Ils vont par conséquent pouvoir se livrer à des actes délictueux sans rien risquer. À l'inverse, si la vitre est remplacée immédiatement, cela voudrait dire qu'un contrôle est exercé sur le territoire. Le candidat à la dégradation risque une sanction et y renonce. Les habitants en général ressentent cependant un sentiment d'insécurité dans un quartier dégradé. Tandis que les lieux bien tenus rassurent, les lieux dégradés inquiètent et suscitent le sentiment que le quartier n'est pas surveillé.

Dans le cas de Vila Torres, l'intention affichée par les autorités publiques et les partisans du projet *Comunidade em Cores* n'est pas de faire baisser la criminalité. Le changement des comportements vise *in fine* l'intégration sociale des habitants de la communauté : « *En acquérant un comportement civilisé, il sera plus facile par la suite pour ces populations de s'intégrer au reste de la ville*[251] ».

Entre l'avant et l'après Coupe du Monde, le cadre bâti et de vie de Vila Torres a subi de multiples évolutions. Des projets urbains liés au Mondial mais pensés bien avant son arrivée ont intégré la communauté au reste de la ville. Une intégration par la réduction des frontières physiques dans un premier temps, avec la construction de ponts et tunnels ainsi que la coloration des façades de certaines habitations, modifiant l'image de la favela. Les

[251] Extrait d'entretien réalisé le 17 mars 2016 avec un membre de la COHAB-CT.

comportements des habitants ont montré par ailleurs une attention accrue à leur cadre de vie et à une appropriation positive du lieu à l'identique de ce qui se passe dans d'autres parties de la ville. En 2016, la difficulté d'accès aux infrastructures et aux équipements de base, la mauvaise qualité du bâti, la forte densité et les risques environnementaux ne sont plus systématiquement associés à Vila Torres. Alors que Lucien Parisse (1970, p.199) décrivait la favela comme étant « dans » la ville, le Mondial 2014 permet désormais de parler de Vila Torres comme étant « de » la ville.

Planche 40 – Évolution des équipemements de base

ÉQUIPEMENT DE SOIN OU DE SANTÉ CONSTRUIT ENTRE L'AVANT ET L'APRÈS ÉVÉNEMENT

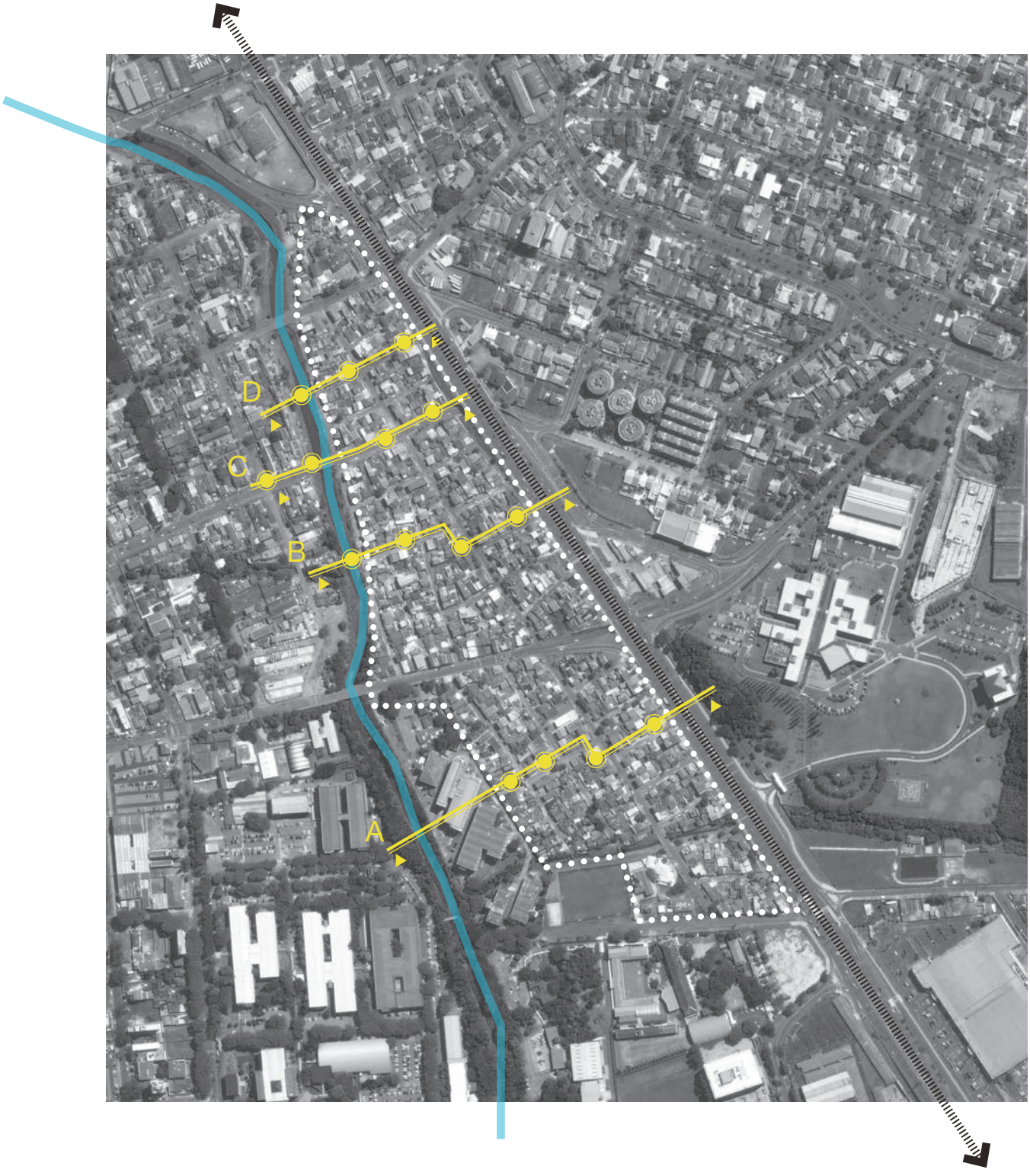
ÉQUIPEMENT DE SOIN OU DE SANTÉ PRÉSENT AVANT L'ÉVÉNEMENT

VILA TORRES

POINT CENTRAL DE LA FAVELA

DISTANCE À PARCOURIR À PIED ENTRE LE POINT CENTRAL ET L'ÉQUIPEMENT

Planche 41 – Coupes de terrain effectuées et points d'observation



FAVELA VILA TORRES

RIVIÈRE BELEM

COULOIR AÉROPORT / GARE ROUTIÈRE

COUPES DE TERRAIN ÉTUDIÉES

POINTS ÉTUDIÉS

N

Planche 42 – Transformations observées sur la coupe de terrain AA'

A1

2013

2014

· *PAS DE TRANSFORMATIONS*

A2

2013

2014

BÂTI

· PEINTURE DES FAÇADES .....

A3

2011

2016

BÂTI

· PEINTURE DES FAÇADES .....

ENVIRONNEMENT URBAIN

• TROTTOIRS .....

• AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS .....

A4

2011

2016

BÂTI

· PEINTURE DES FAÇADES .....

· REMPLACEMENT DES FENÊTRES .....

ENVIRONNEMENT URBAIN

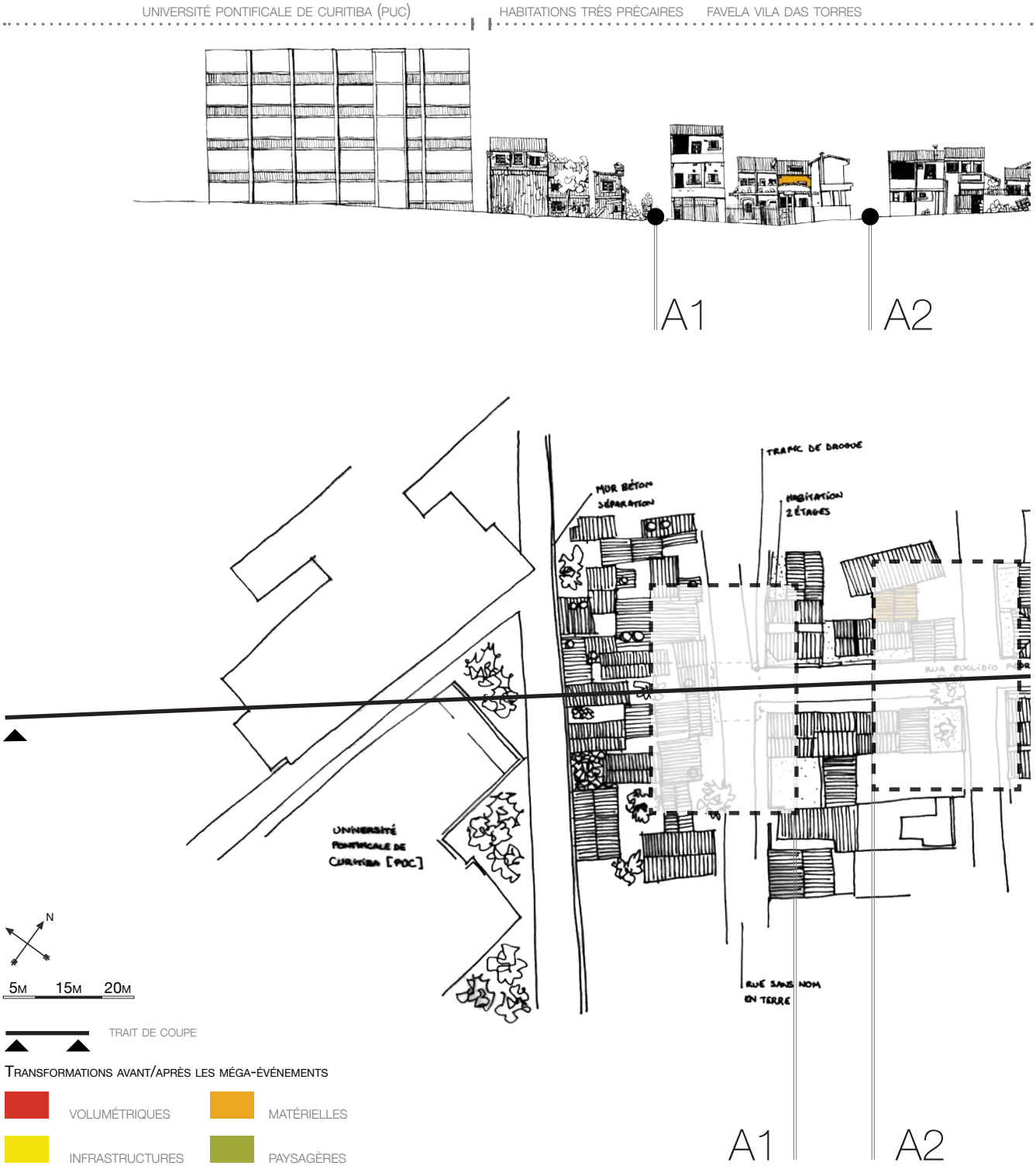
• TROTTOIRS .....

• AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS .....

• PISTE CYCLABLE .....

• MOBILIER URBAIN .....

Planche 43 – Plan et coupe AA' – Transformations observées



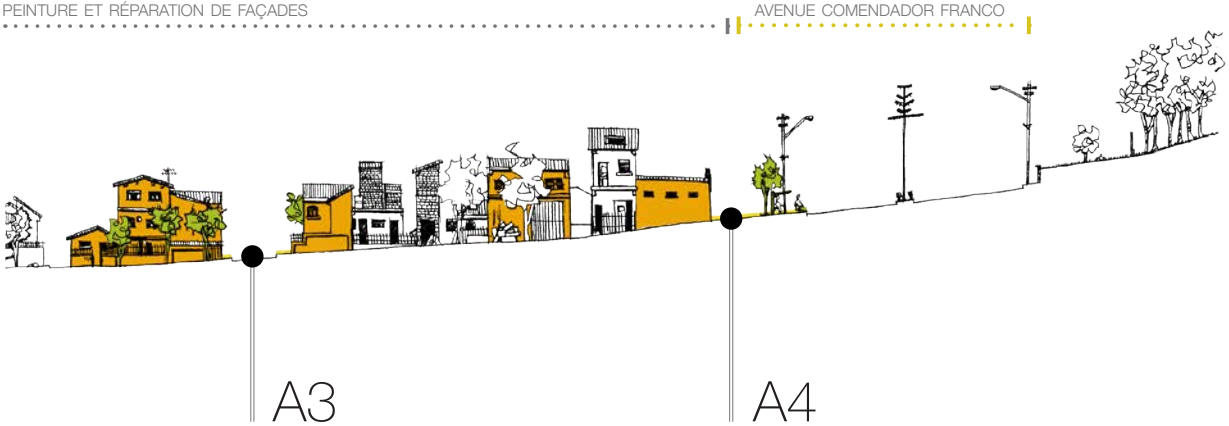
COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2014

COULOIR AÉROPORT - GARE ROUTIÈRE - STADE

REVITALISATION DE L'AVENIDA COMENDADOR FRANCO

CRÉATION DE TROTTOIRS ET ROUTES PAVÉES
PEINTURE ET RÉPARATION DE FAÇADES

AVENUE COMENDADOR FRANCO



A3 A4

A3 A4

Planche 44 – Transformations observées sur la coupe de terrain BB'

B1

2013

2015

ENVIRONNEMENT URBAIN

- VOIRIE BÉTONNÉE

B2

2011

2015

BÂTI

- PEINTURE DES FAÇADES
- GREFFE DE CONSTRCUTION

B3

2011

2016

BÂTI

- PEINTURE DES FAÇADES

ENVIRONNEMENT URBAIN

- TROTTOIRS
- AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS

B4

2011

2016

BÂTI

- PEINTURE DES FAÇADES
- REMPLACEMENT DES FENÊTRES

ENVIRONNEMENT URBAIN

- TROTTOIRS
- AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS
- PISTE CYCLABLE

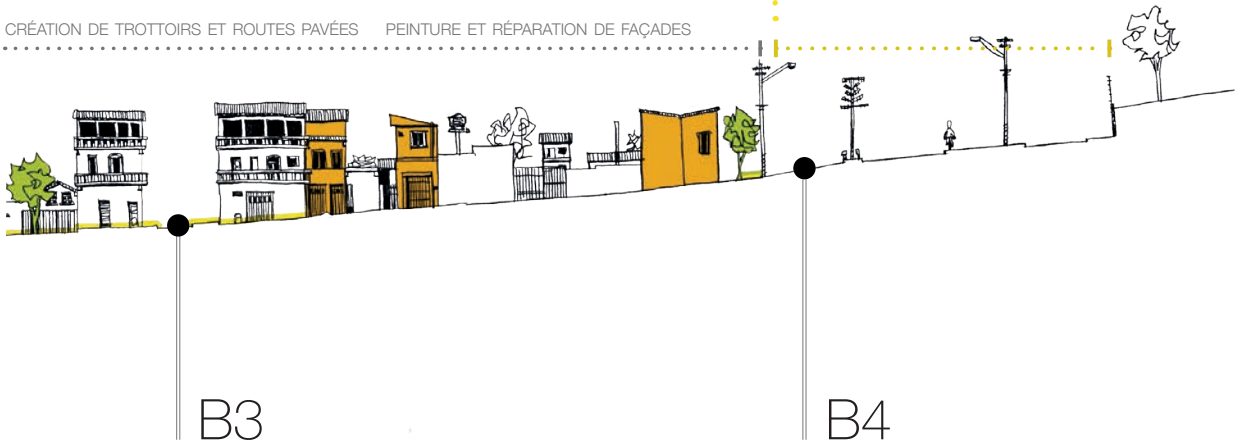
Planche 45 - Plan et coupe BB' – Transformations observées

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2014

COULOIR AÉROPORT - GARE ROUTIÈRE - STADE

REVITALISATION DE L'AVENUE COMENDADOR FRANCO

CRÉATION DE TROTTOIRS ET ROUTES PAVÉES PEINTURE ET RÉPARATION DE FAÇADES



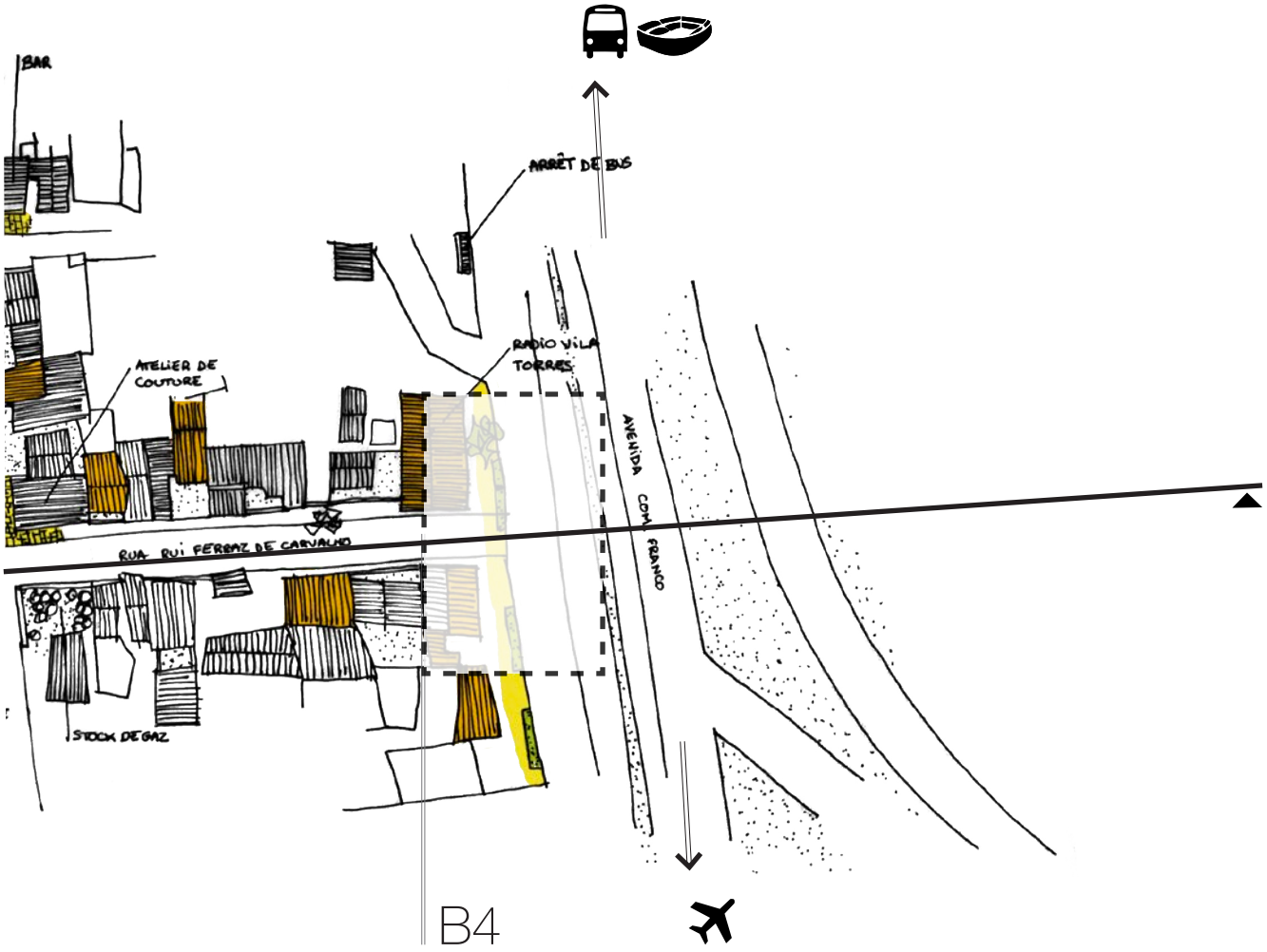


Planche 46 – Transformations observées sur la coupe de terrain CC'

C1

2011

2015

BÂTI

- PEINTURE DES FAÇADES
- DÉMOLITION

ENVIRONNEMENT URBAIN

- VOIRIE BÉTONNÉE
- TROTTOIRS
- CRÉATION D'UN PONT

C2

2013

2014

BÂTI

- ÉLÉVATION DU BÂTI
- PEINTURE DES FAÇADES

ENVIRONNEMENT URBAIN

- TROTTOIRS
- CRÉATION D'UN PONT

C3

2011

2016

BÂTI

- PEINTURE DES FAÇADES
- GREFFE DE CONSTRCUTION

ENVIRONNEMENT URBAIN

- VOIRIE BÉTONNÉE
- TROTTOIRS
- ÉCLAIRAGE PUBLIC

C4

2011

2016

BÂTI

- NOUVELLES CONSTRUCTIONS
- PEINTURE DES FAÇADES

ENVIRONNEMENT URBAIN

- AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS
- TROTTOIRS
- ÉCLAIRAGE PUBLIC
- CRÉATION D'UN TUNNEL
- PISTE CYCLABLE

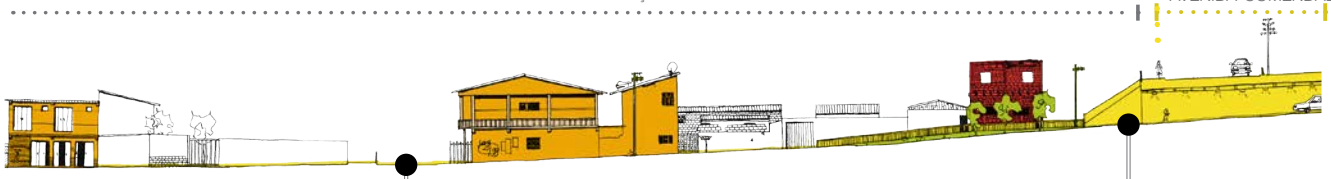
Planche 47 - Plan et coupe CC' – Transformations observées

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2014

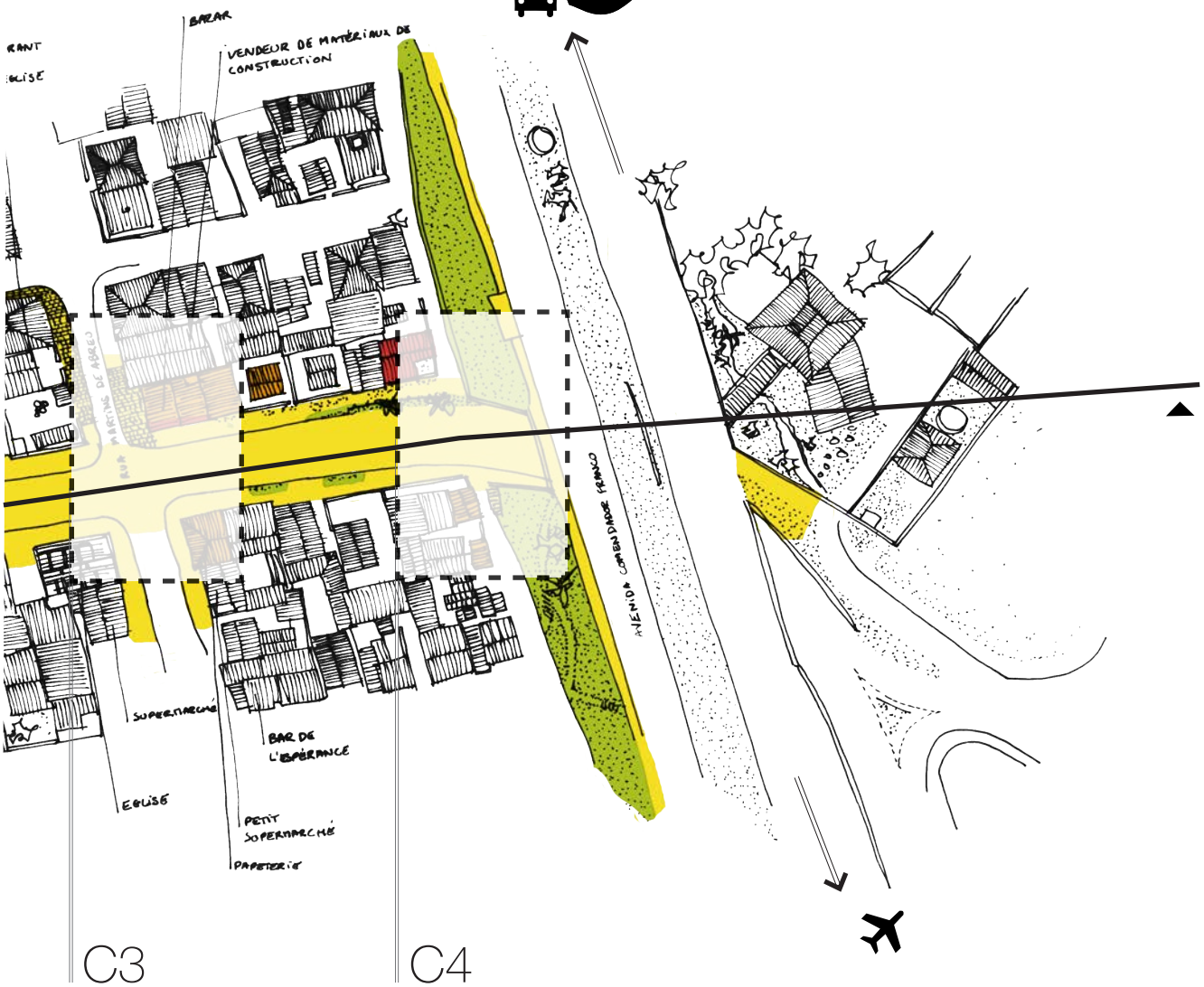
COULOIR AÉROPORT - GARE ROUTIÈRE - STADE

REVITALISATION DE L'AVENIDA COMENDADOR FRANCO

CRÉATION DE TROTTOIRS ET ROUTES PAVÉES PEINTURE ET RÉPARATION DE FAÇADES AVENIDA COMENDADOR FRAN



C3 C4



C3 C4

NCO

Planche 48 – Transformations observées sur la coupe de terrain DD'

D1

2014

2016

BÂTI

- NOUVELLES CONSTRUCTIONS

ENVIRONNEMENT URBAIN

- TROTTOIRS

D2

2011

2015

BÂTI

- ÉLÉVATION DU BÂTI
- PEINTURE DES FAÇADES
- GREFFE DE CONSTRUCTION

ENVIRONNEMENT URBAIN

- TROTTOIRS
- AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS

D3

2011

2016

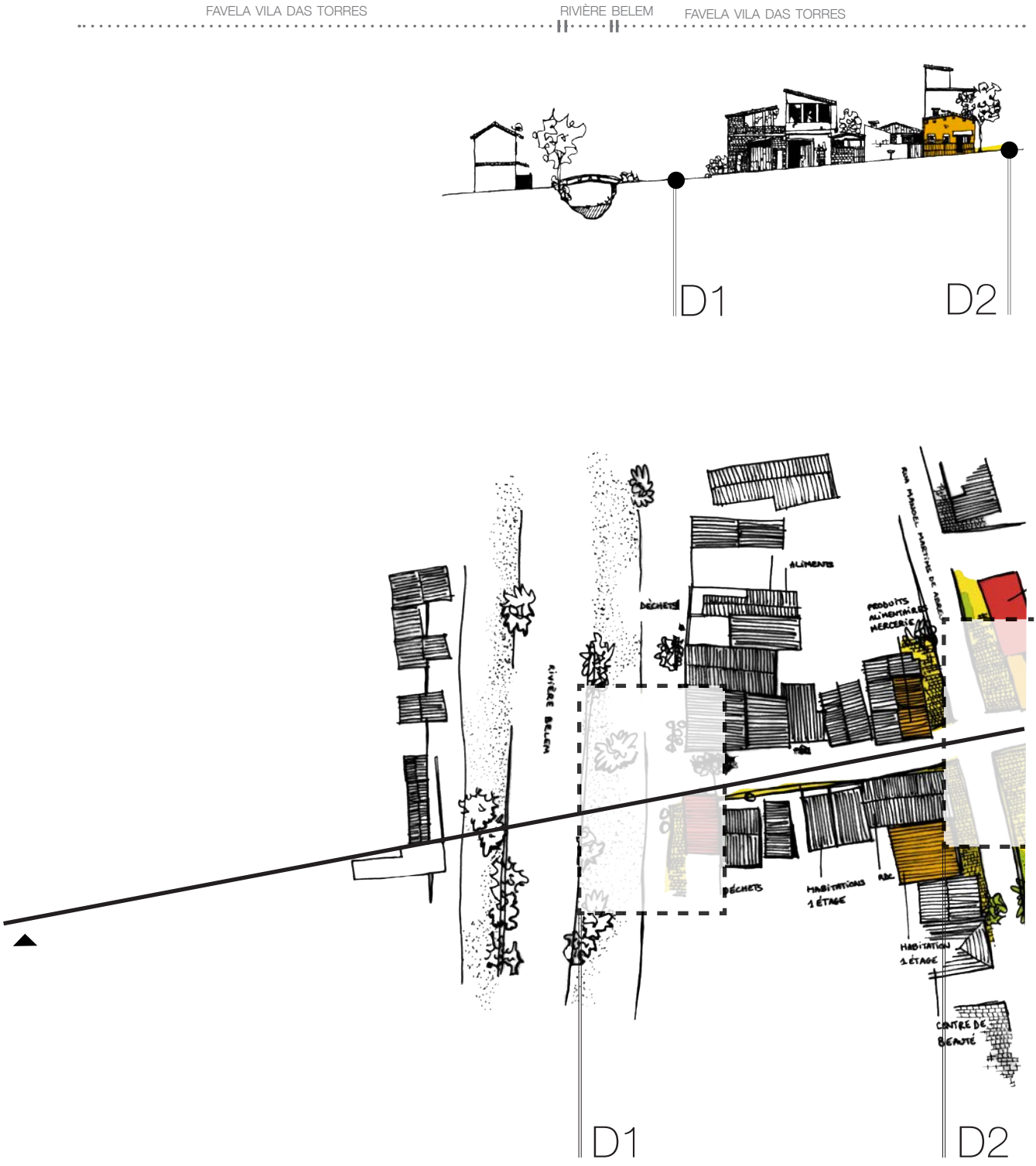
BÂTI

- PEINTURE DES FAÇADES
- NOUVELLES CONSTRUCTIONS

ENVIRONNEMENT URBAIN

- AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS
- PISTE CYCLABLE

Planche 49 - Plan et coupe DD' – Transformations observées

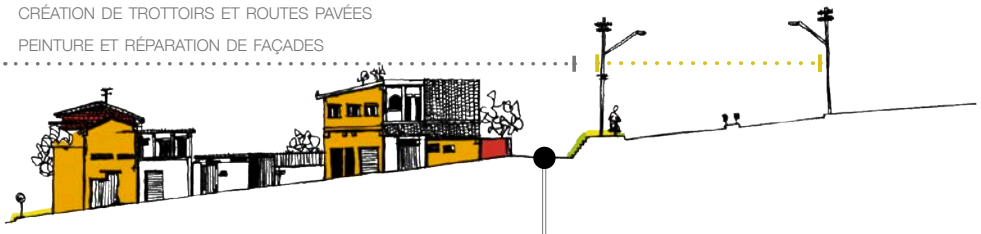


COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2014

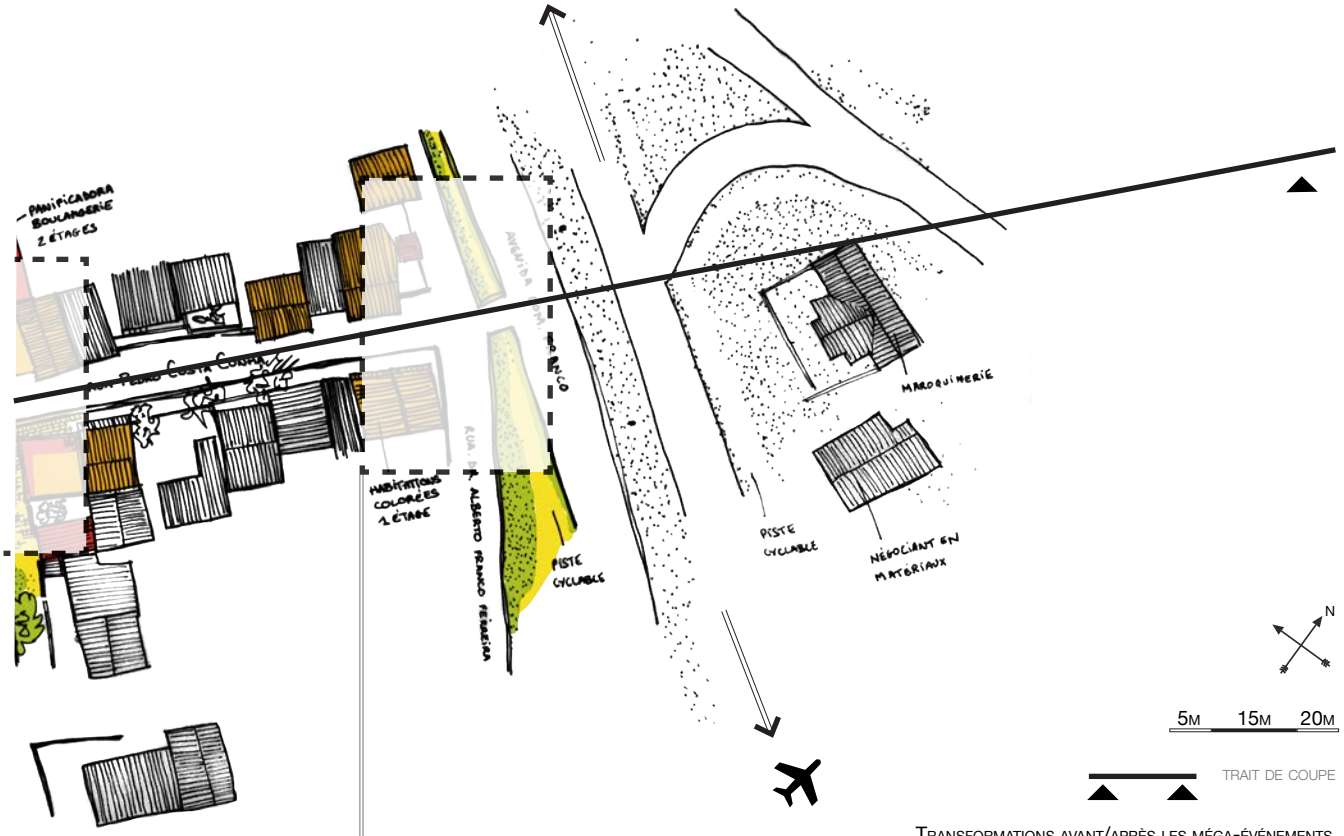
- COULOIR AÉROPORT - CENTRE VILLE
- REVITALISATION DE L'AVENIDA COMENDADOR FRANCO

CRÉATION DE TROTTOIRS ET ROUTES PAVÉES

PEINTURE ET RÉPARATION DE FAÇADES



D3



D3

5M 15M 20M

TRAIT DE COUPE

TRANSFORMATIONS AVANT/APRÈS LES MÉGA-ÉVÉNEMENTS

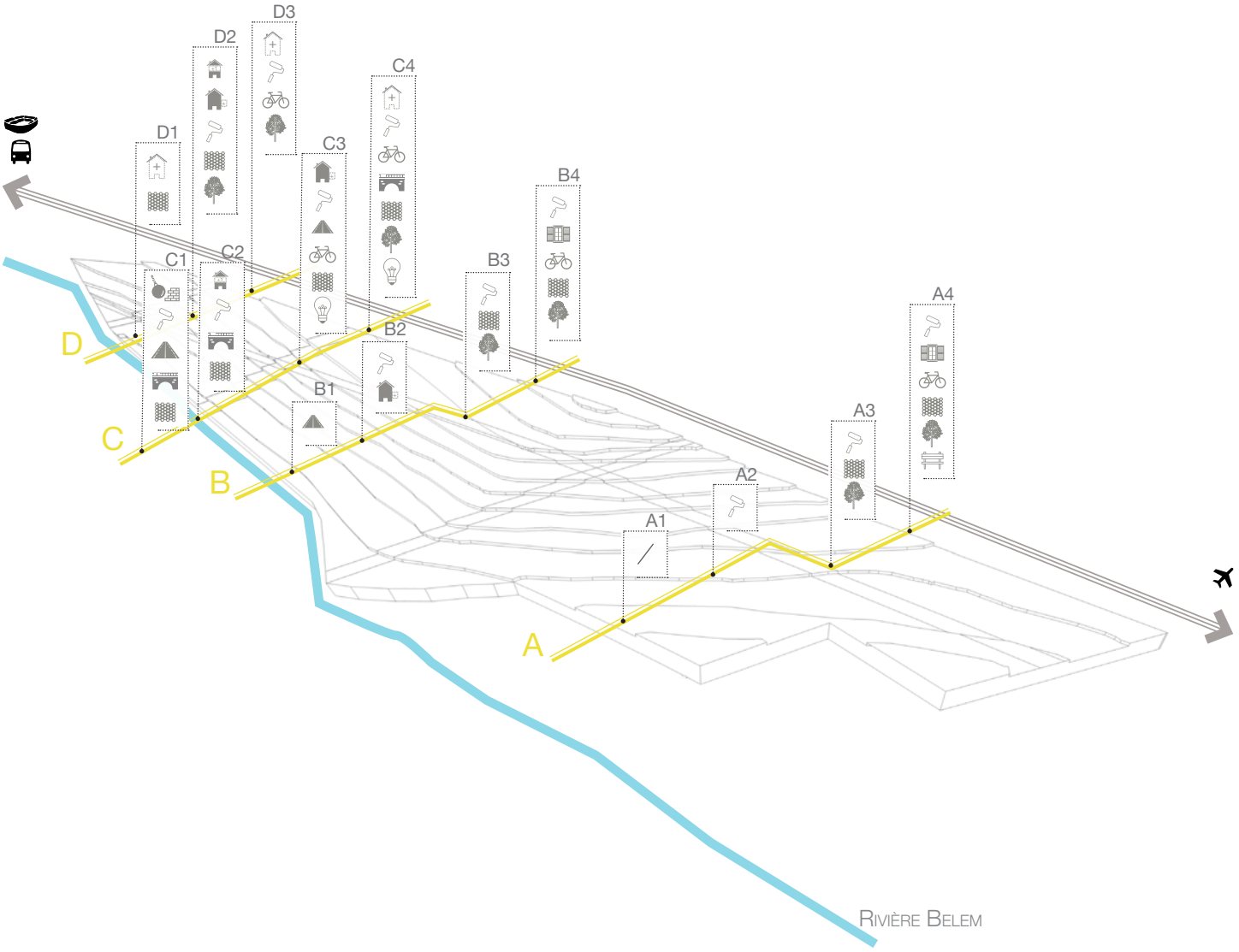
VOLUMÉTRIQUES

MATÉRIELLES

INFRASTRUCTURES

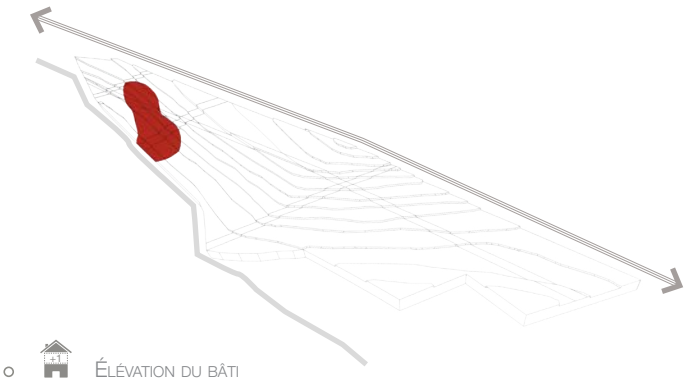
PAYSAGÈRES

Planche 50 – Synthèse des transformations observées

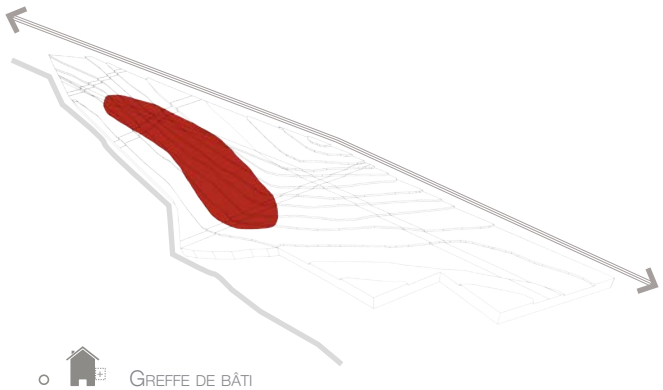


- coupes de terrain étudiées
- couloir aéroport / gare routière
- Élévation du bâti
- Greffe de bâti
- Démolition
- Nouvelle construction
- Peinture des façades
- Réparation des ouvertures
- Voirie bétonnée
- Piste cyclable
- Pont et tunnel
- Trottoirs
- Aménagement paysager
- Éclairage public
- Mobilier urbain

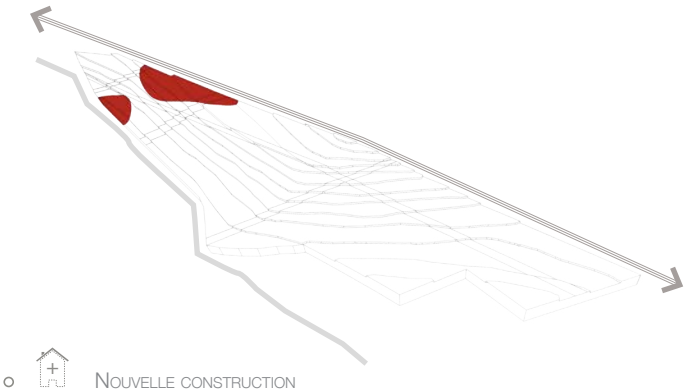
Planche 51 – Synthèse des transformation par critère (1)



Élévation du bâti

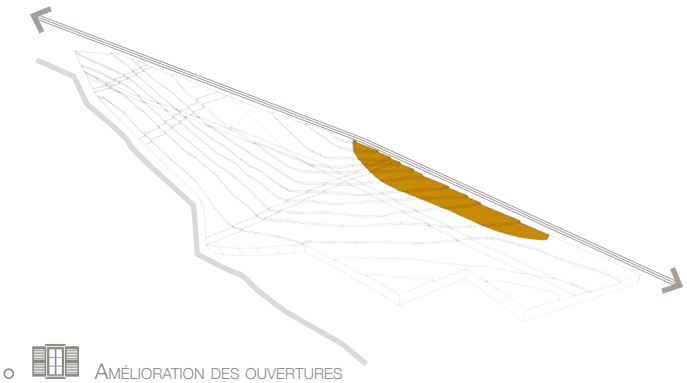


Greffe de bâti

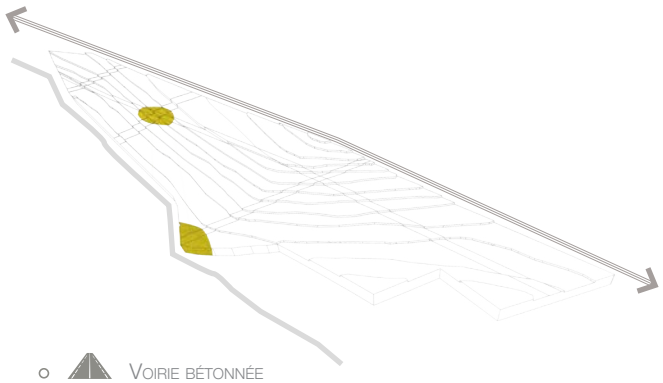


Nouvelle construction

Peinture des façades



Amélioration des ouvertures



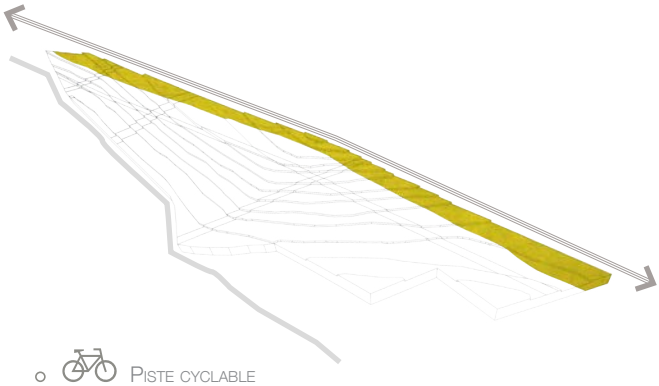
Voirie bétonnée

Zones de transformation du cadre bâti

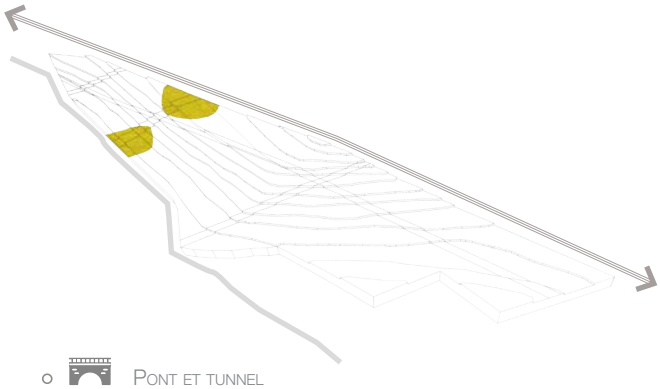
Rivière Belem

Couloir aéroport / gare routière

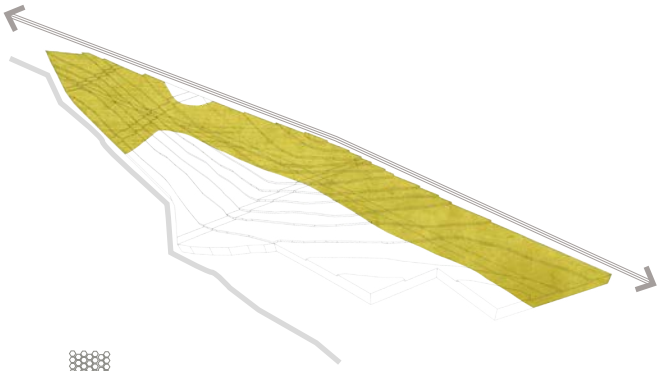
Planche 52 – Synthèse des transformation par critère (2)



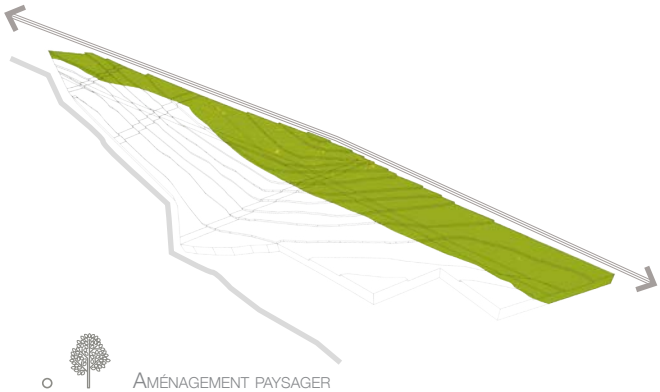
Piste cyclable



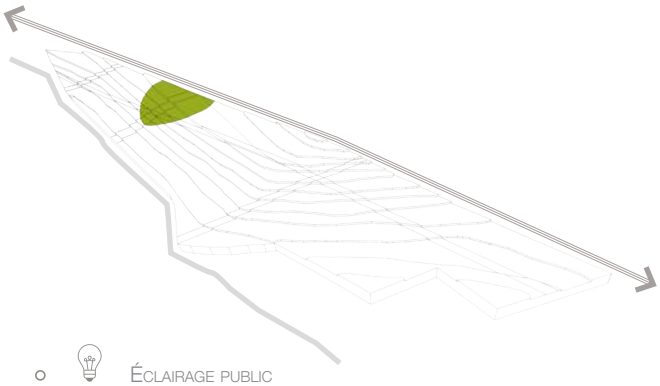
Pont et tunnel



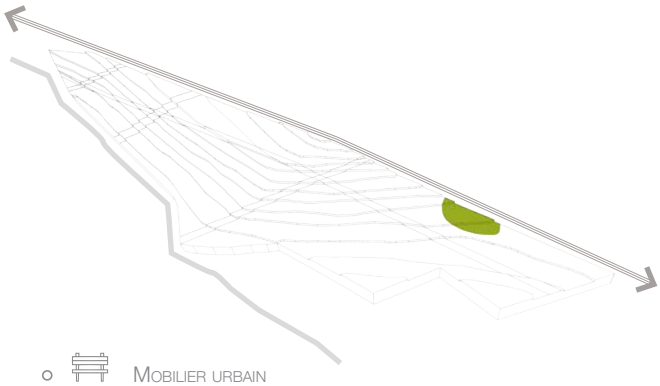
Trottoirs



Aménagement paysager



Éclairage public



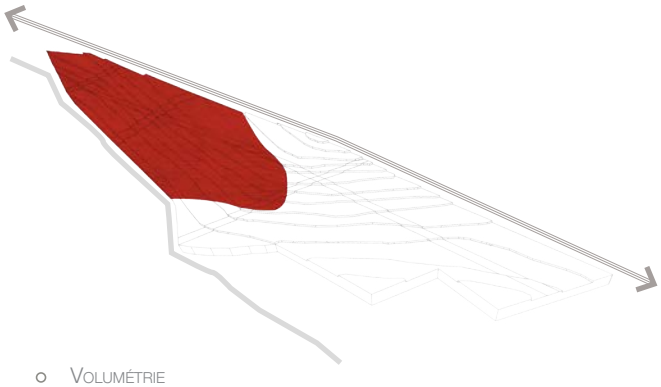
Mobilier urbain

Zones de transformation du cadre bâti

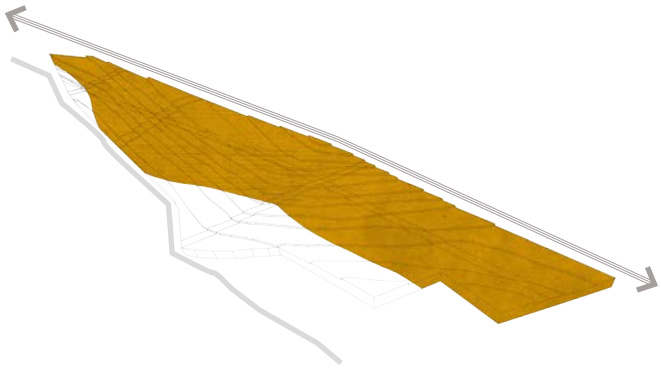
Rivière Belem

Couloir aéroport / gare routière

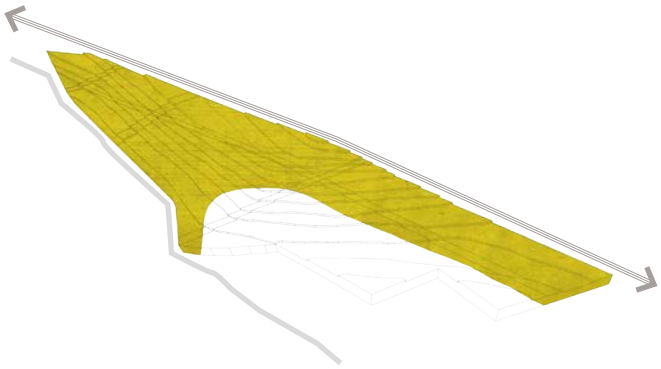
Planche 53 – Synthèse des transformation par famille de critère



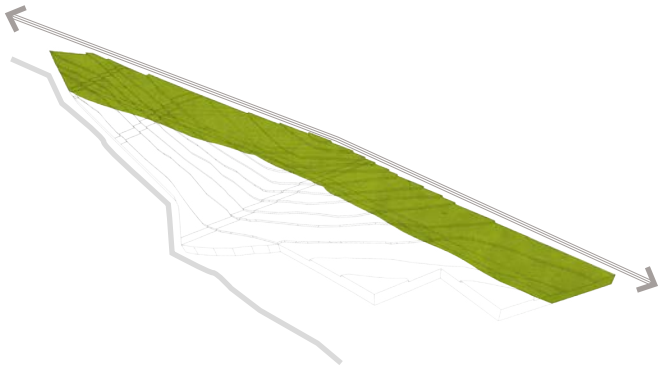
○ Volumétrie



○ Matérialité



○ Infrastructures viaires



○ Traitements paysagers

zones de transformation du cadre bâti

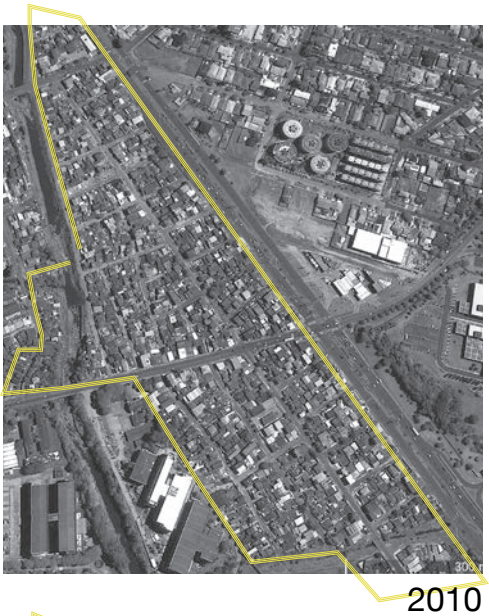
rivière belem

couloir aéroport / gare routière

Planche 54 – Évolution de la superficie de Vila Torres

Env. 213 000 m²

2004



2010

Env. 208 000 m²

Env. 193 000 m²

2012

2016

Env. 190 000 m²

N

SOURCE : IPP/SABREN - CAROLINE CHABOT

Chapitre 8/ Vila Parolin, la favela ordinaire

Vila Parolin et les berges de la rivière Guaíra

© Caroline Chabot

Deux ans avant la Coupe du Monde de football 2014.

Ma première visite de Vila Parolin se déroule en novembre 2015 en compagnie de deux assistantes sociales de la COHAB-CT. Le Mondial de football est terminé depuis plus d'une année. À l'image de sa voisine Vila Torres, la comparaison du lieu entre l'avant et l'après Coupe du Monde n'est possible qu'en ayant recours à des visites virtuelles de la favela à une date antérieure au Mondial. La communauté est cependant présente sur Google Street View depuis 2012 et a également été photographiée pendant le Mondial 2014. Le curseur placé sur juillet 2012, je commence les observations du cadre bâti de Vila Parolin. La communauté est proche du centre de Curitiba, aux abords d'une rivière qui la longe de bout en bout. Sur les berges, des montagnes de détritus s'entremêlent avec la végétation et des sacs poubelles éventrés flottent à la surface de l'eau. À divers endroits, des ponts en bois précaires relient les deux rives.

Les premières habitations se dressent le long de la rivière. Ce sont des structures simples et extrêmement précaires. Certaines, sur pilotis surplombent en partie la rivière tandis que la majorité en est séparée par une route goudronnée. Les murs de planches de bois superposées et les toitures de tôles semblent prêts à s'écrouler. Aucun signe d'eau courante et d'électricité sur les façades des habitations, cependant, une multitude de déchets s'y entassent. Les commerces ne sont pas nombreux dans cette partie de la favela, seuls quelques épiceries et coiffeurs sont présents. En s'éloignant de la rivière, les maisons gagnent « en confort ». Là, certaines possèdent un étage voire deux et le bois laisse place à des murs de brique sur la totalité de l'habitation ou juste au rez-de-chaussée. En s'éloignant encore davantage, des maisons attirent le regard. Elles sont de formes identiques et alignées, des caractéristiques alors peu communes dans les favelas habituées à un urbanisme désordonné. Les façades principales peintes de couleurs vives dénotent et font face à des portails en fer forgé ou en bois bordés de trottoirs pavés. À deux ans de la Coupe du Monde, aucun élément ne semble mêler la favela au méga-événement.

8.1. Une favela à l'écart du méga-événement sportif

Vila Parolin, favela urbaine localisée dans le centre de Curitiba n'appartient pas aux communautés pauvres concernées pas la préparation de la ville au Mondial 2014. Les travaux d'amélioration de la mobilité les plus proches sont en effet à plus de deux kilomètres de son centre. Celle que l'on peut qualifier comme étant « à l'écart » du méga-événement n'en est pas moins intéressante pour saisir les logiques en œuvre dans la confrontation favela/méga-événement sportif. Les transformations matérielles observées entre l'avant et l'après méga-événement à Vila Parolin relèvent d'évolutions quotidiennes déjà étudiées dans des travaux scientifiques (DRUMMOND, 1981; PERLMAN, 1976), faisant d'elle une favela « ordinaire ». Son évolution et son histoire mettent en valeur les autres cas d'étude investigués, dont des métamorphoses matérielles souvent brusques et rapides font référence à des processus d'accélération de leur transformation pleinement liés au méga-événement sportif.

En 1953, le nom de Vila Parolin apparait pour la première fois dans le journal local *Gazeta do Povo*. L'article évoque un village nouveau-né sur les rives de la rivière *Guaíra* et le long de la ligne de chemin de fer, dans l'un des quartiers les plus traditionnels de la ville, fief des immigrés italiens. Il s'agit des premières maisons de la favela Vila Parolin. L'occupation est encore à cette époque une zone isolée de la ville. Sous l'effet de la croissance urbaine, la favela croît et se consolide progressivement grâce à l'exode rural de l'intérieur du Paraná. Elle est rapidement considérée comme l'une des plus vastes et des plus anciennes favela de la ville (CURITIBA, 1997, p.85). Le bidonville se situe dans le centre urbain de Curitiba, entre les quartiers de *Parolin* et *Guaíra*. Elle s'étend le long de la rivière *Guaíra*, affluent de la rivière Belem qui traverse la ville du nord au sud (fig. 56). À l'image des autres favelas du pays, ses habitations sont illégales puisque construites sur des terrains privés appartenant à des familles du quartier voisin de *Parolin*, ainsi que sur une zone publique, propriété de la COHAB-CT et de la Préfecture Municipale de Curitiba.

Figure 56 – Localisation de Vila Parolin à l'écart du méga-événement

Fond IPPUC 2015 / © Caroline Chabot

À la fin des années 1960, Vila Parolin subit la politique de défavelisation en vigueur dans le pays. Elle est une des vingt-deux favelas transférée à *Vila Nossa Senhora da Luz*, un site de relogement situé au sud-ouest de Curitiba, à près de dix kilomètres de la communauté. Sa situation excentrée, dans une zone qui ne comporte à cette époque ni réseau de transport ni équipement a pour conséquence le retour d'une partie des habitants dans le centre de Curitiba et leur réinstallation à Vila Parolin à proximité de leur emploi malgré les menaces perpétuelles d'éviction.

Dix ans plus tard, une deuxième tentative d'éviction des habitants de Vila Parolin a lieu. Cette fois-ci, ce sont les propriétaires des terrains qui tentent de récupérer leur propriété en forçant les habitants à abandonner leur habitation tout en leur conseillant de s'installer sur les berges de la rivières, zone de préservation permanente, nommée « Valetão » (BOLETIM, 1997, p.87). Les terrains désormais vides accueillent momentanément les machines et les matériaux entreposés pour la réalisation du prolongement des rues *Lamenha Lins* et *João Parolin* entourant la favela. L'action est appuyée par les pouvoirs publics en place qui profitent de l'occasion pour reloger quelques familles sur des terrains appartenant à la COHAB-CT.

Dans les années 1980, la défavelisation décline et de nombreuses préfectures privilégient l'urbanisation des favelas existantes sans les déplacer. La forte densité de Vila Parolin, ses habitations construites de façon désordonnée et le nombre croissant d'habitants rendent cependant difficile une telle action. Ainsi en 2006, elle abrite selon les données de la COHAB-CT plus de 1500 familles, soit près de 5400 habitants répartis sur une aire de 240.000 m2 ; seuls 60% de ses rues sont pavées et 60% des habitations sont raccordées à l'électricité de la ville (IBGE 2010). La violence y est également élevée, faisant de Vila Parolin l'une des zones les plus violentes de Curitiba (KASHIWAGI, 2005).

En 2006, la mairie entame à nouveau un plan d'urbanisation de la communauté en partenariat avec le COHAB-CT afin de lutter contre la violence (fig. 57). Le projet promeut le pavage de vingt-cinq voies, l'amélioration de huit-cent foyers, une démarcation topographique, la création d'un réseau de drainage des eaux de pluie et d'illumination des voiries. Le projet propose également la récupération des berges de la rivière et la construction de six-cent soixante-dix-sept logements pour les familles y vivant en situation de risque. En plus de l'implantation d'infrastructures de transport et d'habitations, le projet prévoit la construction d'une école municipale avec quatorze salles de classe, d'une aire sportive extérieure ainsi que la reconstruction de l'Unité de Santé, financée par la municipalité. Le Gouvernement Federal

avec le *Fundo Nacional de habitação de Interesse Social* (FNHIS), le Programme d'Accélération de la Croissance - Urbanisation des favelas, des *Projetos Prioritarios de Investimentos* (PPI), le Programme *Minha Casa Minha Vida* et la municipalité sont mis à contribution pour le rachat des terrains alentours et la construction des nouveaux logements.

Figure 57 - Plan d'urbanisation de Vila Parolin

COHAB-CT

L'année suivante, le projet, dont le coût total s'élève à 32,8 millions de reais, reçoit le prix « *Selo de Merito*[252] » de l'association des COHAB, pour son caractère innovant. Dans l'histoire de Vila Parolin, le programme d'urbanisation n'est pas le premier, mais des actions et interventions plus sociales marquent le début d'une considération pour les habitants. Le projet d'urbanisation dit « intégré[253] » fait partie d'une politique nationale favorisant les projets participatifs. L'attribution des maisons a en effet été faite avec l'aide de l'Association des Habitants sur la base d'un cadastre identifiant les familles souhaitant et ne souhaitant pas être déplacées vers de logements neufs construits par la COHAB-CT. Afin d'éviter le retour des

[252] Le prix *Selo de Merito* a été créé pour encourager l'adoption de projets de logements qui combinent l'innovation, l'impact social et la durabilité environnementale.

[253] Les urbanisations « intégrées » proposent l'intégration des favelas à la ville, en les incorporant à l'infrastructure urbaine existante aux alentours. Cette pratique prend naissance dans les années 1990 et a été incorporée aux lignes directrices des programmes fédéraux du pays à partir de 2003, avec la création du Ministère des Villes.

habitants déplacés dans des bâtiments pour leur relogement, ces derniers sont dorénavant construits à proximité immédiate de la favela. Ainsi, les habitants restent proches de leurs emplois ou occupations. Pour les architectes de la COHAB qui ont travaillé sur le projet, il s'agit d'un projet idéal : « C'est un projet parfait car il est pensé comme un tout. Ça a demandé une grande logistique et surtout une méthode nouvelle, un travail en étapes : achat des terrains, destruction, relogement, constructions neuves, pavage des rues, assainissement, installation de l'eau courante et de l'électricité, choix des familles à déplacer et à quel endroit. De la destruction à la construction, tout a été pensé : du relogement des habitants déplacés à la mise en place d'une très belle école pour les enfants[254] ».

À l'image de nombreuses favelas du pays, Vila Parolin bénéficie de l'actuelle politique d'urbanisation des favelas. Le projet aux nombreux travaux tend lentement à l'intégration de la communauté à la ville et répond à l'objectif du Millénaire pour le développement 7 cible 7D développé par l'ONU, « *d'avoir sensiblement amélioré, d'ici à 2020, les conditions de vie de 100 millions d'habitants de bidonvilles* ». Entre l'avant et l'après méga-événement, l'urbanisme et le statut foncier de Vila Parolin s'inscrivent dans un cycle de développement urbain en adéquation avec celui des multiples favelas du pays, sans accélération du processus, à la différence près que les habitants en situation de risque ne sont plus relogés en périphérie mais dans de nouvelles habitations à proximité de la favela (Drummond (1981).

8.2. Une évolution urbaine linéaire

20 juin 2014 – Pendant la Coupe du Monde 2014.

Les panneaux de signalisation imposés par la FIFA à toutes les villes hôtes sont visibles dans de nombreuses rues de Curitiba. Réalisés spécialement pour l'occasion, ils mentionnent les lieux touristiques à visiter en anglais et en portugais ainsi que le logo du mondial. Des semi-portiques installés par le *Secretaria Municipal de Transitô*[255] orientent les 214.000 touristes présents pour l'occasion vers les destinations phares de la ville : le stade *Arena da Baixada*, l'aéroport et le Centre Culturel *Pedreira Paulo*

[254] Extrait d'entretien réalisé le 14 mai 2016 avec un architecte de la COHAB-CT.

[255] Le *Secretaria Municipal de Transitô* (SETRAN), s'occupe de toute la question du transport à Curitiba.

Leminski qui accueille depuis le début des compétitions la FanFest. Ce soir, *l'Arena da Baixada* reçoit le premier des quatre matches localisés à Curitiba : l'Iran affronte le Nigéria. Alors que dans la favela voisine, Vila Torres, certains trottoirs de la rue centrale se sont parés des couleurs nationales et de fanions accrochés dans les airs, à Vila Parolin, aucun signe extérieur d'euphorie envers l'événement n'est à remarquer. Aux frontières de la favela, une unité de santé et une école ont ouvert leurs portes, facilitant l'éducation et l'accès au soin des habitants du quartier (planche 55).

14 octobre 2016 – Deux ans après la Coupe du Monde 2014.

Pendant de nombreux mois, des affrontements entre les gangs rivaux de trafiquants de drogue m'empêchent de me rendre à Vila Parolin. Je me limite aux abords et prends régulièrement contact avec les assistantes sociales de la COHAB-CT pour effectuer avec elles une nouvelle visite. Sans réponses. Une journée, des ouvriers municipaux travaillent à la récupération d'une partie des berges de la rivière Guaíra afin de contenir les risques d'inondation (planches 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 67, 68). Je profite de leur présence pour y entrer. L'un d'eux m'accompagne et surveille les alentours le temps d'effectuer les observations nécessaires à l'analyse dans les diverses zones de la favela.

Les berges déblayées par les ouvriers de la COHAB-CT sont déjà repeuplées de plusieurs baraquements (fig. 58 – planches 57, 58, 59, 60, 63, 64, 65, 66)). Les abris sont installés au bord de la rivière à proximité de grands arbres et montés sur pilotis. Ils jouxtent des montagnes de détritus ponctuellement disséminés sur le sol : des bouts de plastique, un morceau de lit et un canapé s'entassent sur une pile de sacs poubelles. La morphologie des nouvelles habitations est réduite à une pièce unique. La structure porteuse est couverte de planches de bois, de bidons dépliés et cloués entre eux, tandis que d'autres baraques sont encore en construction. Les toitures ne sont pas uniformes. Certaines sont couvertes d'un empilement de pièces de bois et de tôle ondulée, d'autres sont de tuiles. Dans une rue adjacente, un habitant est en plein travail. Muni d'un marteau, il monte petit à petit des murs de bois au-dessus d'un premier niveau en brique. Au sol, les matériaux s'entassent et s'accumulent à proximité d'un panneau où est écrit « bientôt à louer ». Dans plusieurs endroits de la favela, des habitants construisent des étages en briques tandis que d'autres effectuent des travaux de peinture.

Figure 58 – Habitat des derniers arrivants à Parolin

© Caroline Chabot

Dans son travail sur la favela Rocinha à Rio de Janeiro, Didier Drummond effectue une étude rigoureuse de quelques habitations révélatrices de la qualité architecturale des espaces produits. À partir de témoignages d'habitants et la connaissance d'autres favelas plus récentes, il définit l'évolution du cadre bâti selon trois étapes : l'implantation d'abris précaires, leur transformation en baraque à un ou deux niveaux et enfin, leur construction en dur. Les phases successives cohabitent sur un même territoire. En effet, si les primo-arrivants issus de l'exode rural des années 1960 vivent désormais dans des maisons consolidées, les habitants les plus récents vivent dans des abris précaires. Bien que le cas étudié par Didier Drummond soit dans une ville, un contexte urbain et une morphologie éloignés du cas de Vila Parolin, nos observations démontrent cependant que les transformations de son cadre bâti suivent un processus d'évolution similaire.

La première phase est donc l'implantation d'abris précaires. Il s'agit de constructions nouvelles généralement implantées à proximité d'un arbre pour profiter de l'ombre et qui

doivent se plier aux règles de voisinage déjà établies par les habitants antérieurs. Leurs occupants sont dans le cas étudié par Drummond issus de l'exode rural, à la recherche de meilleures conditions de vie et d'un emploi. Le lieu choisi pour établir l'abri précaire, un espace libre, sur un terrain qui ne leur appartient pas, est alors stratégique,« à proximité de leur lieu de travail, ou tout du moins d'un travail possible » (DRUMMOND, 1981, p.19). Ils deviennent à leur tour des favelados. Ils construisent un toit pour abriter leurs familles et agrémentent le logement au fil des jours. Fait de planches ramassées sur les chantiers, de tôle et de bidons aplatis, celui-ci évolue lentement. Structurellement, ils sont généralement réalisés de la même façon : « des pilotis, un plancher et d'une toiture qui seront par la suite quotidiennement renforcés et améliorés » (DRUMMOND, 1981, p.20).

À Vila Parolin, les nouvelles constructions sont localisées dans une zone précise du territoire : les berges de la rivière Guaíra (fig. 59). À l'image des abris précaires décrits par Didier Drummond, la structure de ces habitations est simple et précaire. Dressées pour une majeure partie sur pilotis, elles se composent d'un sol, d'une toiture et de murs qui s'appuient régulièrement sur les constructions voisines (planche 64). Les planches de bois qui en constituent les murs ne sont pas toujours taillées aux dimensions adéquates révélant la menace d'éviction à laquelle les habitants sont soumis. Les abris précaires de Vila Parolin se situent en effet sur les berges d'une rivière classées Aire de Préservation Permanente et rendues non constructibles par l'article 4 du Código Florestal[256](fig. 60). Le projet d'urbanisation de la favela de la préfecture de Curitiba, s'inscrivant dans le Programme d'Accélération de la Croissance (PAC), implique la récupération des berges de la rivière. L'intervention entend préserver les habitants des risques d'inondation et d'éboulements dus aux fortes pluies que connait la ville. Les planches de bois ainsi conservées dans leurs dimensions initiales ont pour atout d'être facilement démontables et transportables vers un autre terrain libre en cas d'éviction. Le favelado préfère alors procéder par recouvrement de matériaux qui pourront par la suite être découpés lors de l'évolution de l'abri.

[256] « As faixas de qualquer curso d'água natural perene e intermitente excluído os efêmeros, desde a borda da calha do leito regular, em largura minima de : a) 30 (trinta) metros, para os cursos d'água de menos de 10 (dez) metros de largura. »

Figure 59 – Abris précaires sur les berges de la rivière Guaíra

© Caroline Chabot

Figure 60 – Abris aux planches non redimensionnées

© Caroline Chabot

Il existe cependant une différence entre l'implantation de l'abri précaire décrite par Didier Drummond dans les années 1990 et celle d'aujourd'hui à Vila Parolin. Pour l'auteur, il n'est pas le premier logement du migrant récemment arrivé en ville. « Après un voyage épuisant ils cherchent un travail et se font souvent embaucher sur un chantier où ils peuvent loger moyennant une retenue sur le salaire. Le chantier terminé, ils doivent quitter l'endroit, se mettre en quête d'un nouveau travail et surtout trouver un logement fixe. Mais le migrant réalise vite que les logements « normaux » lui sont inaccessibles (…) ceux-ci doivent compter sur leurs propres forces pour inventer les moyens de leur survie dans une ville organisée pour le plus riches. » (DRUMMOND, 1981, p.19). Si dans les années 1960 les premiers migrants à l'origine des favelas ont suivi cette trajectoire, à Vila Parolin la réalité est désormais différente. Bien que les origines des nouveaux arrivants soit également rurale, l'implantation diffère. « *De nouveaux habitants sont arrivés la semaine dernière, ils se sont installés sur un terrain où des favelados venaient juste d'être délogés. Sept familles sont arrivées en même temps de l'intérieur du Paraná il me semble. Elles connaissaient sûrement quelqu'un sur place qui les a aidés à trouver un terrain libre et à élaborer une sorte de plan d'implantation, c'est ça l'étape la plus difficile. Après c'est très rapide, Ils débarquent dans la nuit, et le lendemain matin, on découvre de nouveaux abris en bois et en tôle*[257] ». En l'occurrence, il n'y a plus de premier stop sur le lieu de travail. Désormais, par le biais de relations déjà établies avec des habitants de la favela, les familles en provenance des zones rurales y viennent directement. Alors qu'auparavant elles s'installaient de manière individuelle, leur arrivée est désormais planifiée en amont et effective en un temps très court.

Entre l'avant et l'après événement les nouvelles constructions riment avec démolition. « Ils sont venus deux fois le mois dernier pour démolir les maisons qui venaient juste de se construire sur le bord de la rivière. La première fois, ils ont retiré deux baraques devant chez moi, une semaine après, il y en avait une nouvelle. Ils sont repassés la semaine dernière pour l'enlever aussi [258]». Les habitants des abris démolis sont relogés conformément au plan d'urbanisation de la favela dans des logements du programme Minha Casa Minha Vida et de la COHAB-CT à proximité de la communauté. Afin de lutter contre l'implantation de nouveaux abris précaires à Vila Parolin, une technique a été mise en place par les ouvriers de la COHAB-

[257] Extrait d'entretien réalisé le 17 mars 2016 réalisé avec un journaliste du journal Gazeta do Povo.
[258] Entretien informel réalisé le 14 octobre 2016 avec un habitant de Vila Parolin.

CT. « Vous voyez, les montagnes de détritus ici, il y en a un peu partout. C'est le seul moyen qu'on a trouvé pour éviter que de nouvelles familles s'installent.[259] ». Les gravats sont volontairement laissés sur le sol afin d'empêcher de nouvelles constructions de s'établir. Face aux vagues successives de démolition, les abris précaires des berges de la rivière sont rapidement démolis. Leurs habitants n'ont alors pas vraiment le temps de d'aménager à minima leur lieu de vie. Dans le reste de la favela, d'autres habitations, majoritaires, suivent le cycle d'installation, amélioration, pérennisation.

Didier Drummond définit la deuxième étape de l'évolution des formes urbaines comme le passage des abris en baraques (fig. 61).

Figure 61 – évolution d'un abri en baraque réalisé en 2013

© Caroline Chabot

[259] Extrait d'entretien réalisé le 22 juin 2016 avec une assistante sociale de la COHAB-CT.

Il découle du besoin du favelado de consolider et d'agrandir son habitat. Cependant, l'annexion d'espace horizontal connait rapidement une limite à cause de la croissante densification de la favela. Les favelados s'orientent dès lors vers l'élévation de la maison pour gagner de l'espace. « L'habitant conserve la structure en bois de son ancienne bâtisse et remplace une à une les quatre faces de l'abri par des murs en brique creuses recouvertes d'un enduit. Dans une deuxième étape, il hausse la structure d'un niveau supplémentaire en reconstruisant à l'étage chacune des parois d'origine. » (DRUMMOND 1981, p.50). Entre l'avant et l'après Coupe du Monde, quelques habitations de Vila Parolin répondent exactement à une telle transformation. Répartie ponctuellement sur la totalité du territoire de la favela, à l'exception des berges de la rivière, la dynamique d'évolution des abris en baraque se manifeste par des changements de matérialité et de volumétrie du cadre bâti (planche 66). Le bois des murs du rez-de-chaussée est ainsi remplacé par des briques et transposé à l'étage pour la construction d'un niveau supplémentaire.

Si ces élévations répondent majoritairement à des évolutions familiales, certaines sont motivées par la possibilité de profits financiers. En effet, « *les nouveaux arrivants ne sont pas que des migrants venant de la campagne, il y a aussi à Vila Parolin de jeunes couples qui n'ont pas assez de moyens pour louer un appartement dans la ville. Ils vont à Parolin parce que le loyer n'est pas très cher et que c'est proche du centre-ville. Ils mettent de l'argent de côté pendant quelques années avant de partir pour une maison abordable dans le sud de Curitiba* [260]». Ce n'est donc pas uniquement la recherche d'espace habitable supplémentaire ou le désir d'améliorer le confort intérieur qui anime l'habitant à construire un étage, mais le profit réalisable par la location.

À Vila Parolin, la mutation d'abris en baraques dépend du changement de statut foncier de nombreuses habitations. En 2012, plus de mille familles reçoivent de la part de la mairie de Curitiba sur ordre du Préfet Luciano Ducci (*Partido Socialisto Brasileiro*[261]) des titres de propriété dans le cadre du programme d'habitation de Curitiba. Dès lors, les documents notariés éloignent la menace d'éviction et permettent aux favelados concernés d'investir, après des années d'économie, dans la transformation de toute leur baraque par l'emploi de

[260] Extrait d'entretien réalisé le 17 mars 2016 avec un journaliste du journal Gazeta do Povo.
[261] Parti Socialiste Brésilien (PSB).

matériaux de qualité supérieure et plus résistants, matériaux utilisés aussi dans la ville formelle, la brique et le ciment. Entre 2011 et 2016, de nombreuses habitations de Vila Parolin montrent de tels processus (planche 66). Selon Didier Drummond cela correspond à la dernière étape de l'évolution de l'habitat des favelados. Il la définit comme la mort d'un habitat original des favelas dans la mesure où il se calque sur le modèle dominant, celui de la ville formelle, (DRUMMOND, 1981, p.58) toutes choses égales par ailleurs.

Ainsi, dans la favela Vila Parolin, les transformations observées entre l'avant et l'après Coupe du Monde 2014 ne permettent pas de parler d'un effet quelconque du méga-événement. Le cadre bâti n'en est pas pour autant figé et répond à une évolution classique des favelas, comme elle a déjà été analysée dans de nombreuses autres communautés du pays. La question de « l'élimination de la précarité » s'inscrit dans des projets d'urbanisation indépendants de l'arrivée de la Coupe du Monde 2014 au Brésil. Ne répondant pas à l'urgence d'une date buttoir, les travaux d'intégration socio-spatiale de la favela ne connaissent pas de rapides et brutales avancées. Ainsi, la favela se consolide peu à peu malgré l'édification sans cesse renouvelée d'abris précaires qui perpétuent le cycle de production de la favela.

Planche 55 – Évolution des équipemements de base

ÉQUIPEMENT DE SOIN OU DE SANTÉ CONSTRUIT ENTRE L'AVANT ET L'APRÈS ÉVÉNEMENT

VILA PAROLIN

ÉQUIPEMENT DE SOIN OU DE SANTÉ PRÉSENT AVANT L'ÉVÉNEMENT

POINT CENTRAL DE LA FAVELA

DISTANCE À PARCOURIR À PIED ENTRE LE POINT CENTRAL ET L'ÉQUIPEMENT

Planche 56 – Coupes de terrain effectuées et points d'observation

COUPES DE TERRAIN ET POINTS D'OBSERVATION

RIVIÈRE GUAIRA

N

Planche 57 – Transformations observées sur la coupe de terrain AA'

A1

2012

2016

BÂTI

· PEINTURE DES FAÇADES

A2

2012

2016

ENVIRONNEMENT URBAIN

· RISQUES D'INONDATION TRAITÉS

A3

2012

2016

BÂTI

· ÉLÉVATION DU BÂTI

· NOUVELLES CONSTRUCTIONS

A4

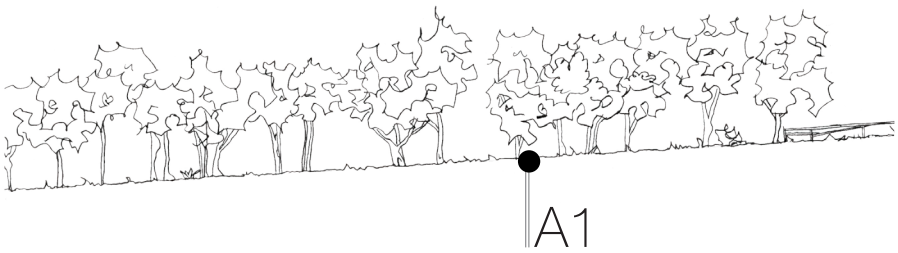
2012

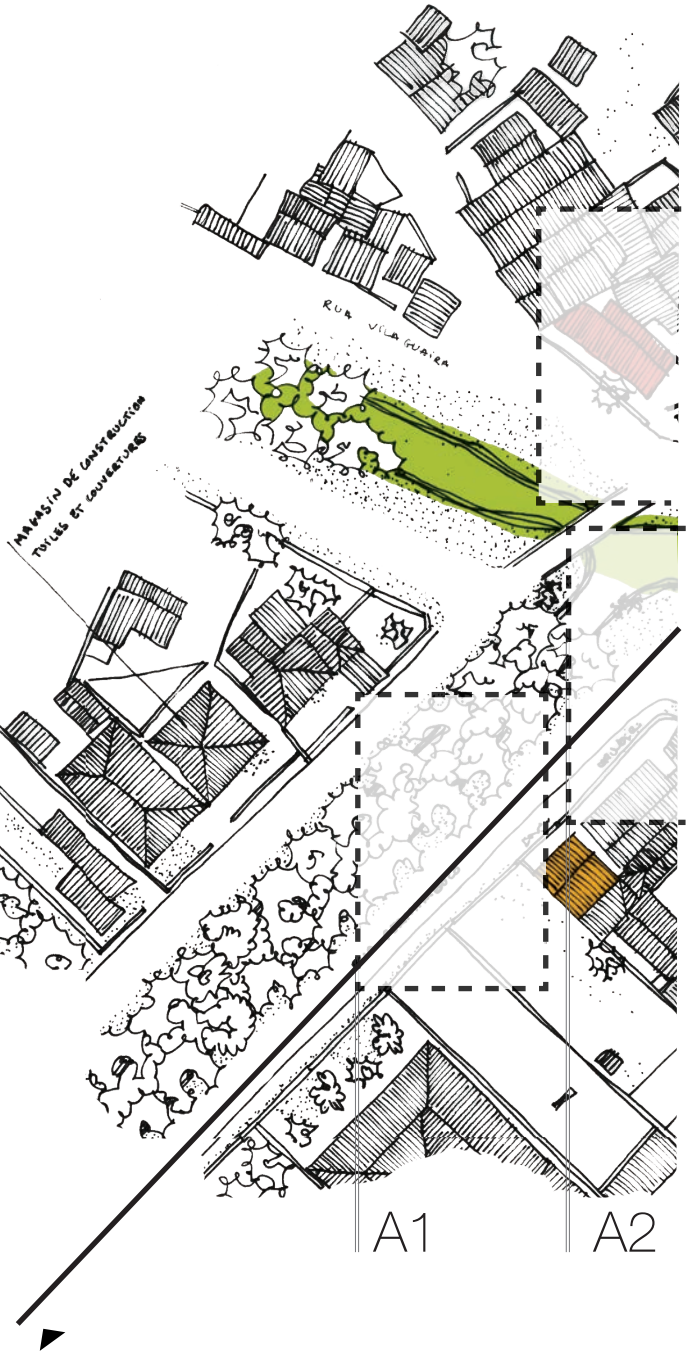
2016

BÂTI

· NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Planche 58 – Plan et coupe AA' – Transformations observées





N

5M 15M 20M

TRAIT DE COUPE

TRANSFORMATIONS AVANT/APRÈS LES MÉGA-ÉVÉNEMENTS

VOLUMÉTRIQUES

MATÉRIELLES

INFRASTRUCTURES

PAYSAGÈRES

RÉCUPÉRATION DES BERGES ET
TRAVAUX ANTI INONDATIONS

RIVIÈRE
GUAIRA

ÉLÉVATIONS ET CONSTRUCTIONS EN DUR

IMPLANTATION D'ABRIS PRÉCAIRES

A2 A3 A4

A3 A4

Planche 59 – Transformations observées sur la coupe de terrain BB'

B1

2012

2016

BÂTI

- PEINTURE DES FAÇADES
- GREFFE DE BÂTI
- DÉMOLITION
- NOUVELLES CONSTRUCTIONS

ENVIRONNEMENT URBAIN

- RISQUES D'INONDATION TRAITÉS

B2

2012

2016

?

Impossibilité d'obtenir une photo après événement

B3

2012

2016

?

Impossibilité d'obtenir une photo après événement

BÂTI

- PEINTURE DES FAÇADES
- ÉLÉVATION DU BÂTI

B4

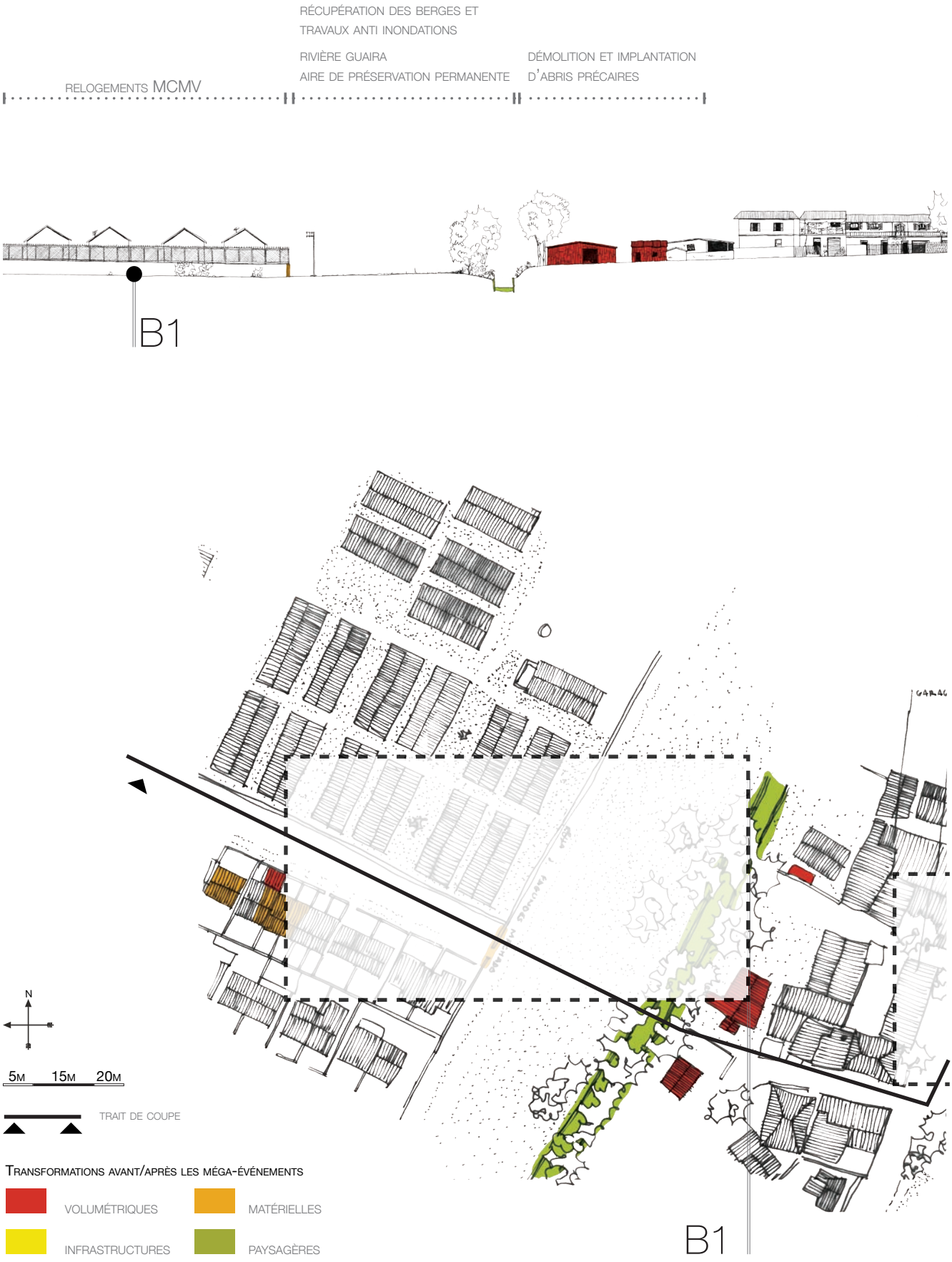
2012

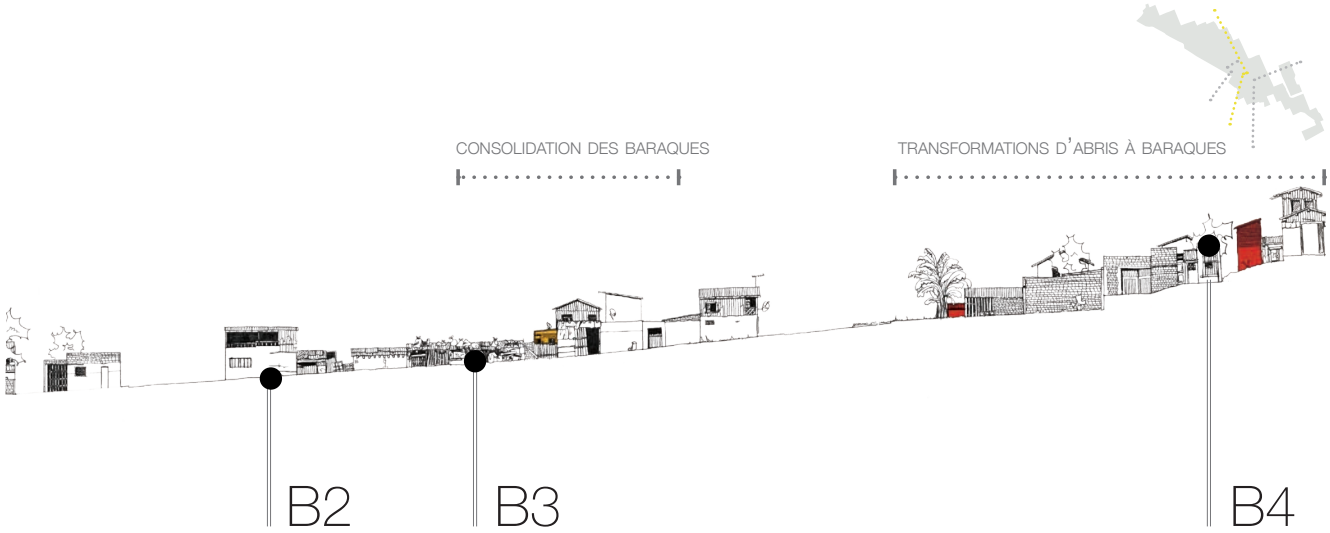
2016

BÂTI

- GREFFE DE BÂTI
- CHANGEMENT DE MATÉRIAUX
- DÉMOLITION
- ÉLÉVATION DU BÂTI

Planche 60 - Plan et coupe BB' – Transformations observées




CONSOLIDATION DES BARAQUES
TRANSFORMATIONS D'ABRIS À BARAQUES
B2
B3
B4

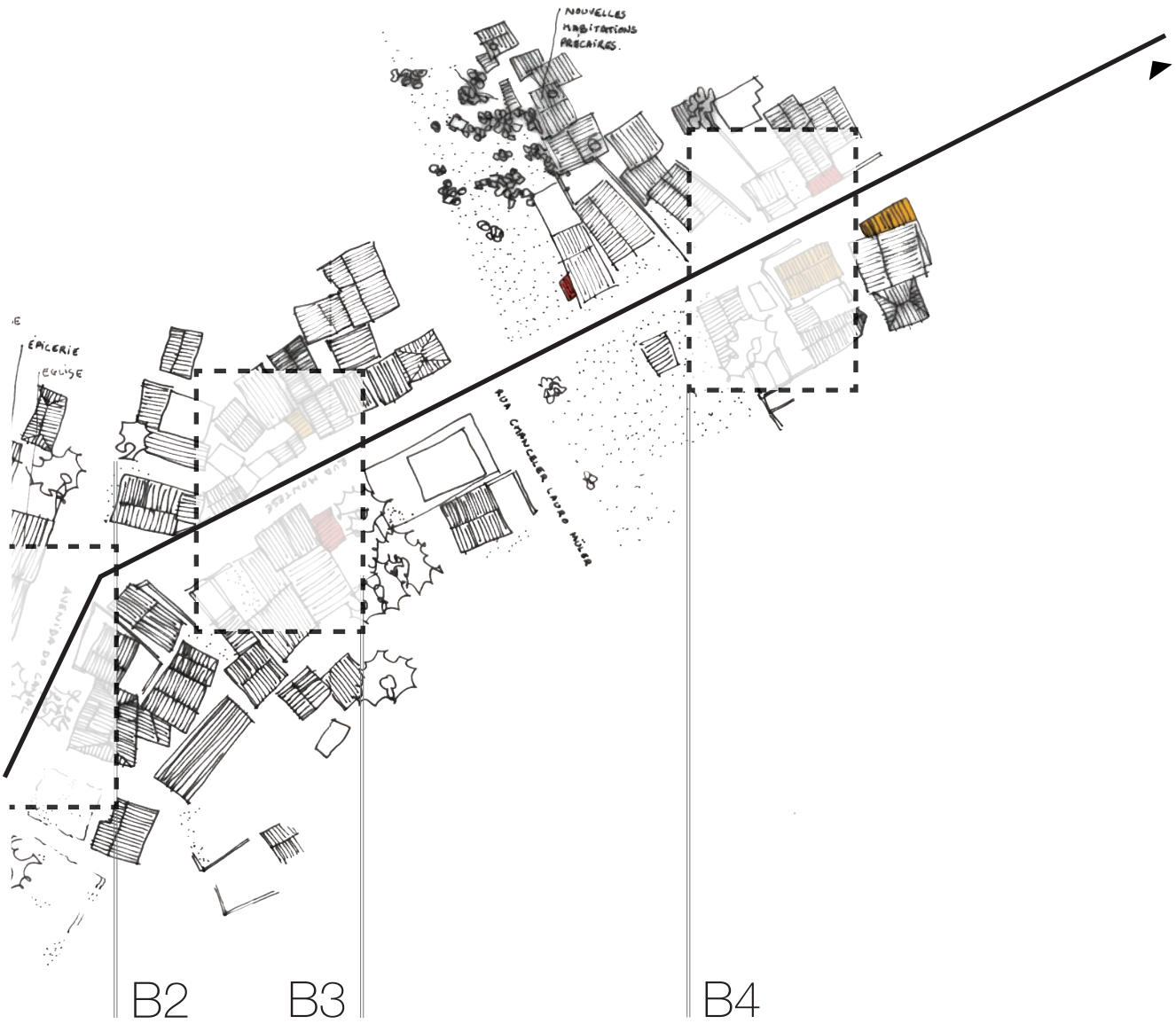

NOUVELLES HABITATIONS PRECAIRES
ÉPICERIE
ÉGLISE
RUA CARVALHEIRA LOURO MÜLLER
B2
B3
B4

Planche 61 – Transformations observées sur la coupe de terrain CC'

C1

2012

2016

BÂTI

· PEINTURE DES FAÇADES

· GREFFE DE BÂTI

C2

2012

2016

BÂTI

· NOUVELLES CONSTRUCTIONS

· DÉMOLITION

ENVIRONNEMENT URBAIN

• RISQUES D'INONDATION TRAITÉS

C3

2012

2016

BÂTI

· DÉGRADATION DU BÂTI EXISTANT

C4

2012

2016

BÂTI

· PEINTURE DES FAÇADES

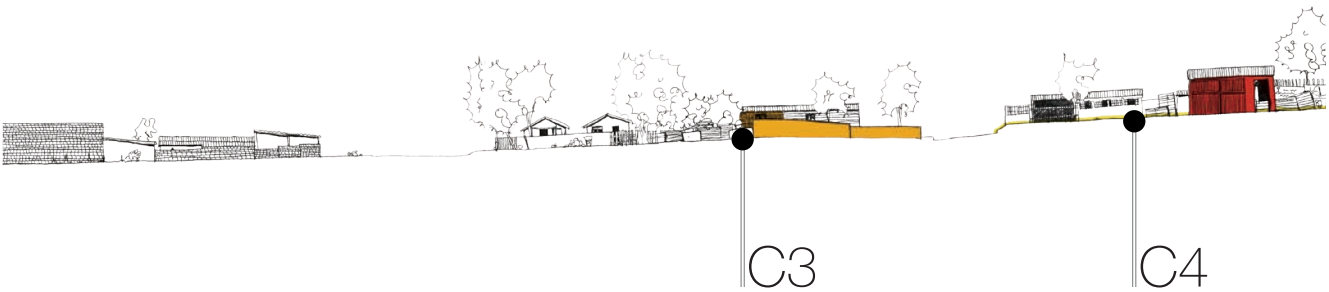
· CHANGEMENT DE MATÉRIAUX

ENVIRONNEMENT URBAIN

• TROTTOIRS

Planche 62 - Plan et coupe CC' – Transformations observées

ÉVOLUTION DE BARAQUE À MAISON EN DUR



N

5M 15M 20M

TRAIT DE COUPE

TRANSFORMATIONS AVANT/APRÈS LES MÉGA-ÉVÉNEMENTS

VOLUMÉTRIQUES

MATÉRIELLES

INFRASTRUCTURES

PAYSAGÈRES

Planche 63 – Transformations observées sur la coupe de terrain DD'

D1

2012

2016

BÂTI

- NOUVELLES CONSTRUCTIONS
- DÉMOLITION

ENVIRONNEMENT URBAIN

- RISQUES D'INONDATION TRAITÉS

D2

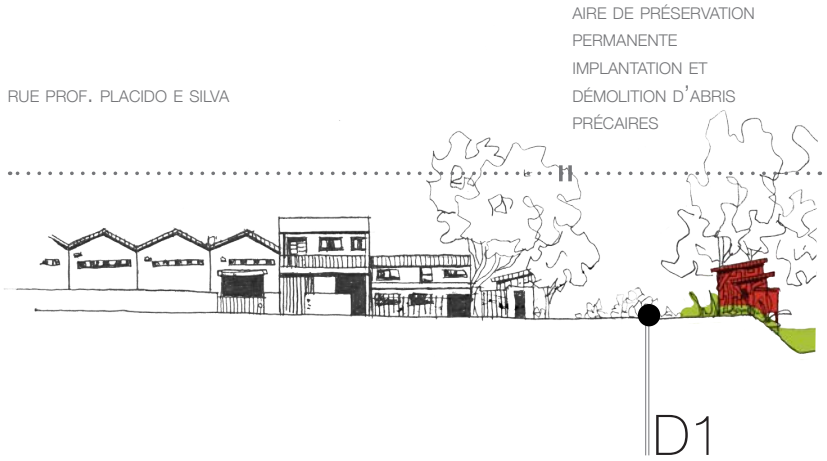
2012

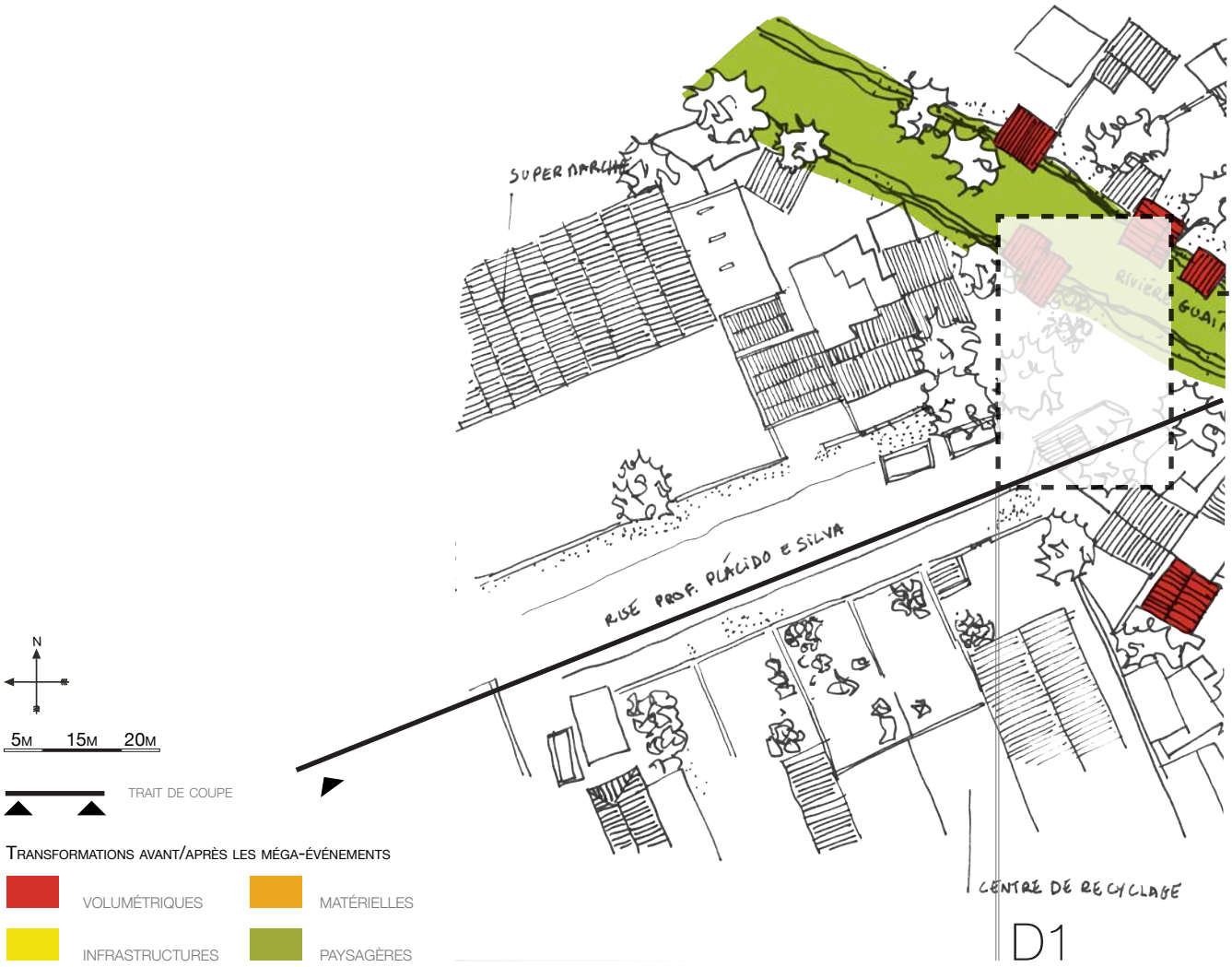
2016

BÂTI

- CHANGEMENT DE MATÉRIAUX
- PEINTURE DES FAÇADES

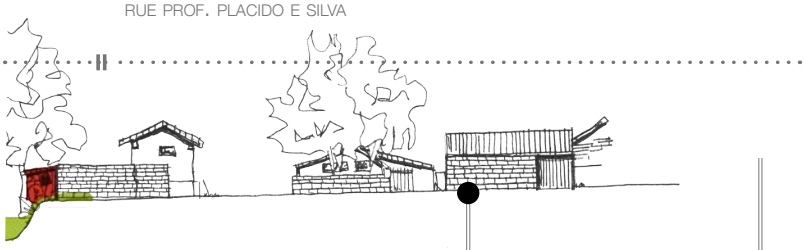
Planche 64 - Plan et coupe DD' – Transformations observées



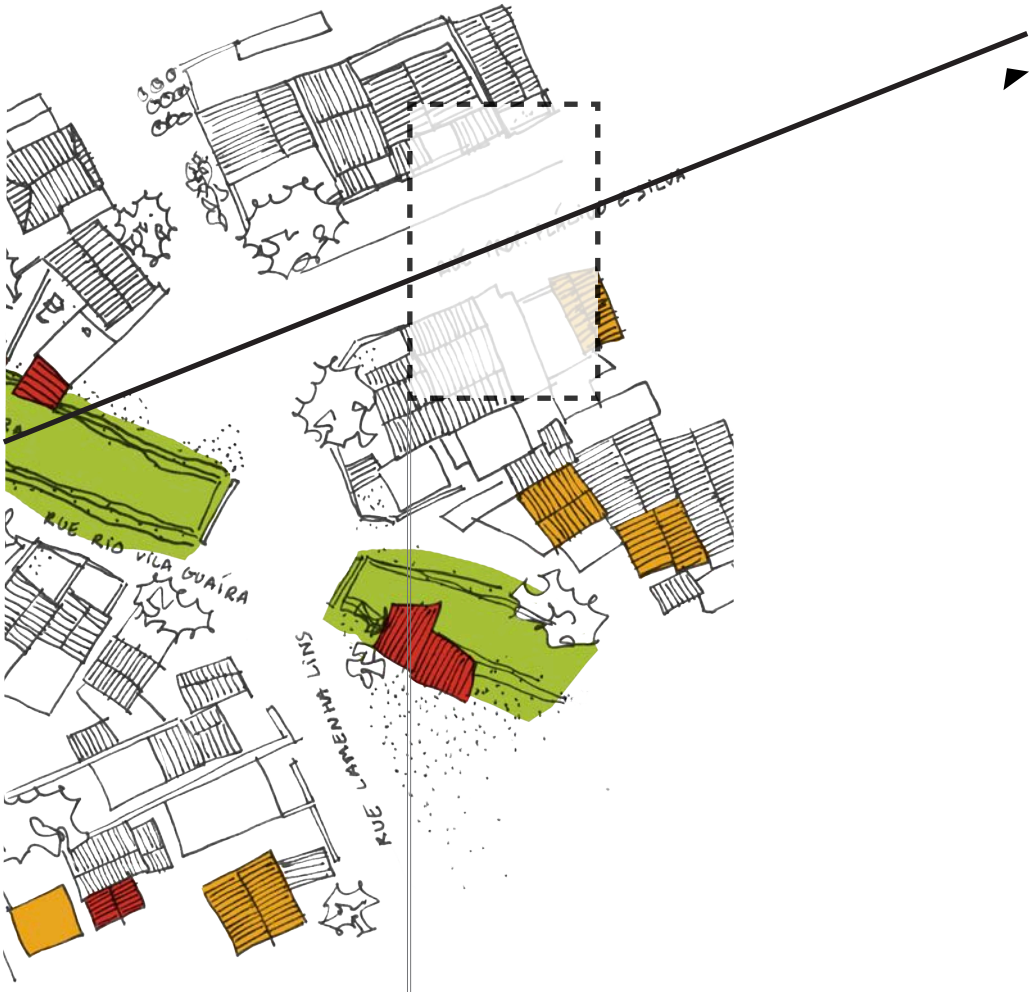


RÉCUPÉRATION DES BERGES ET
TRAVAUX ANTI INONDATIONS

RUE PROF. PLACIDO E SILVA



D2



D2

Planche 65 – Synthèse des transformations observées

Coupes de terrain étudiées

Élévation du bâti

Greffe de bâti

Démolition

Nouvelle construction

Peinture des façades

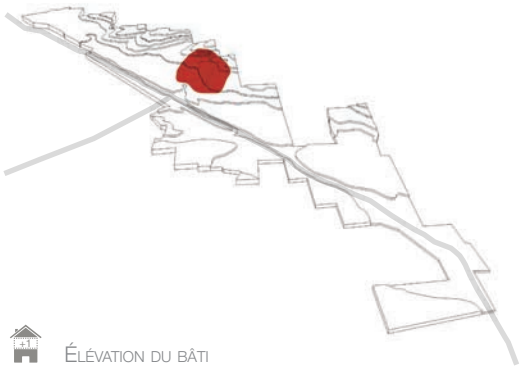
Changement de matériaux

Dégradation du bâti existant

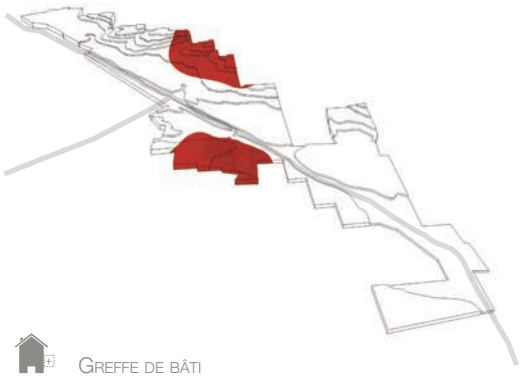
Trottoirs

Traitement du risque d'inondation

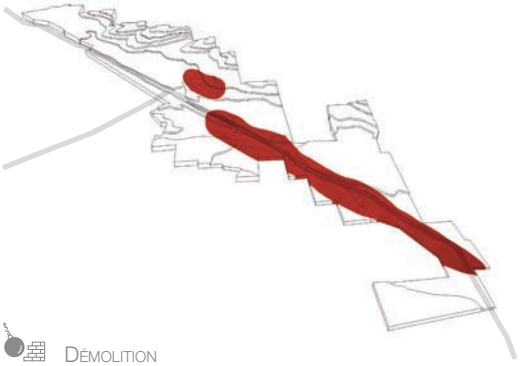
Planche 66 – Synthèse des transformation par critère (1)



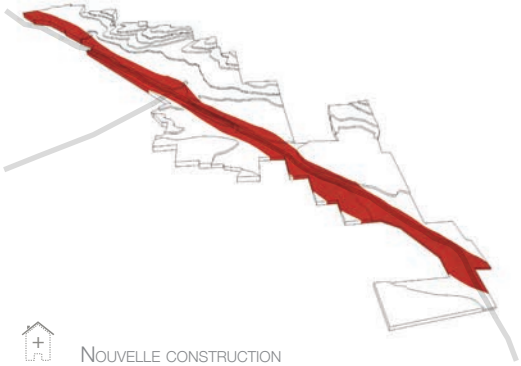
Élévation du bâti



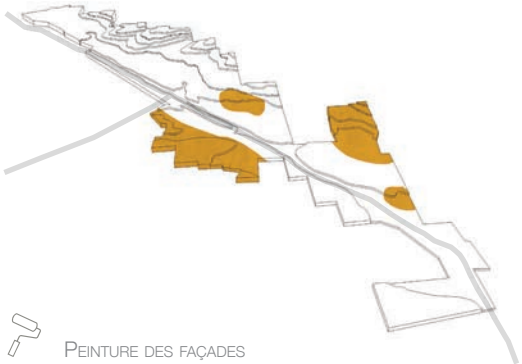
Greffe de bâti



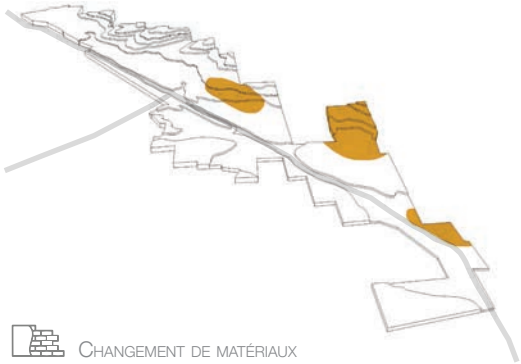
Démolition



Nouvelle construction



Peinture des façades

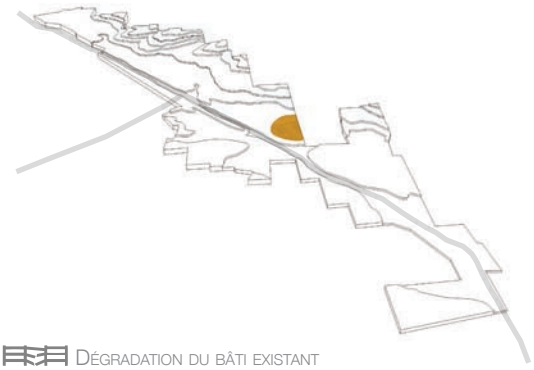


Changement de matériaux

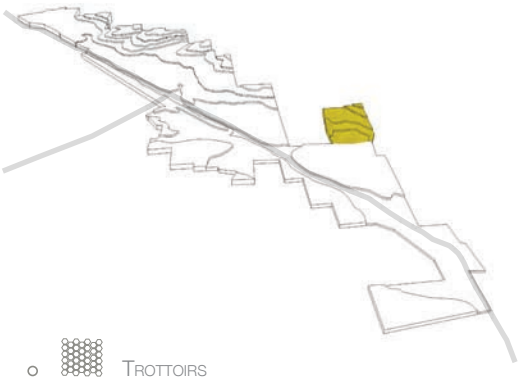
Zones de transformation du cadre bâti

Rivière Guaira

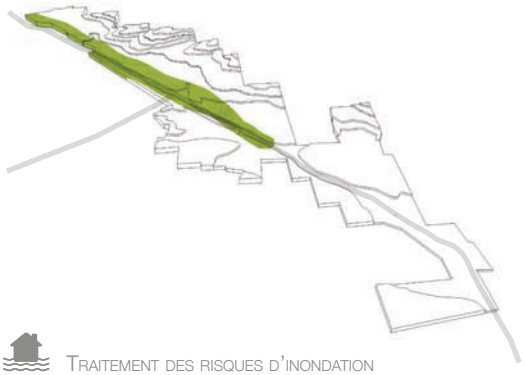
Planche 67 – Synthèse des transformation par critère (2)



o Dégradation du bâti existant



o Trottoirs

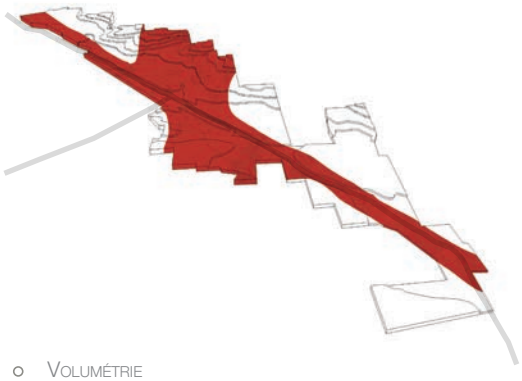


o Traitement des risques d'inondation

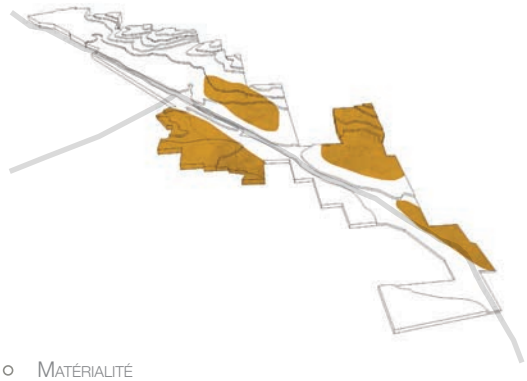
Zones de transformation du cadre bâti

Rivière Guaira

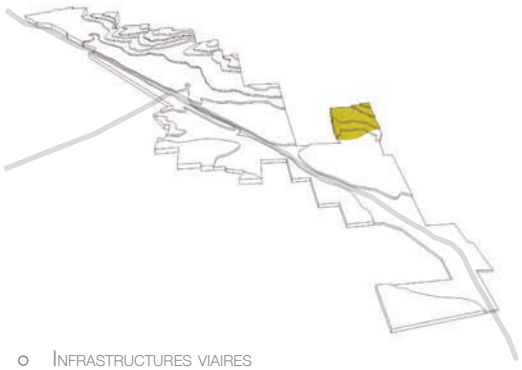
Planche 68 – Synthèse des transformation par famille de critère



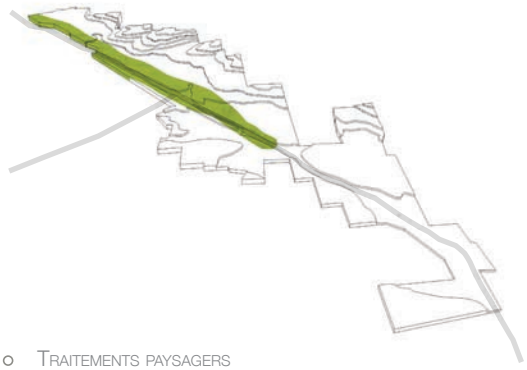
- Volumétrie



- Matérialité



- Infrastructures viaires

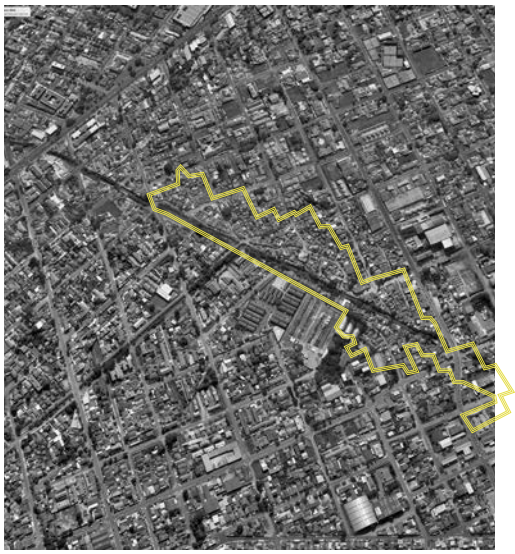


- Traitements paysagers

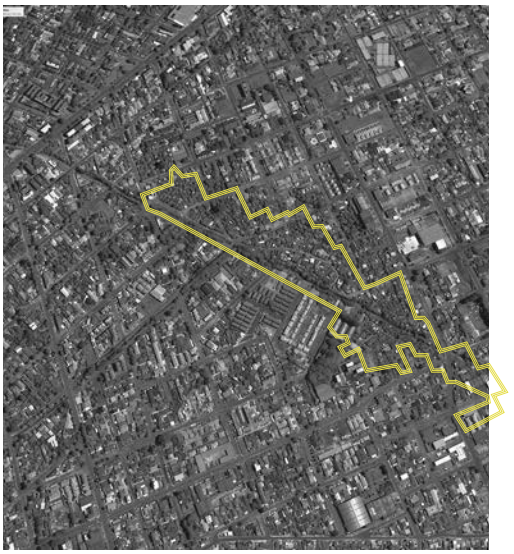
Zones de transformation du cadre bâti

Rivière Guaira

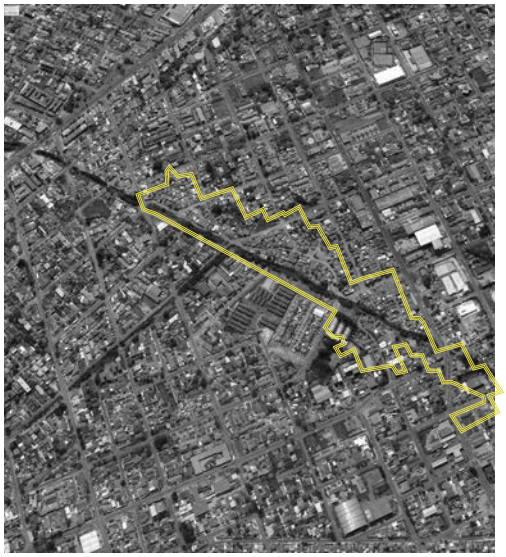
Planche 69 – Évolution de la superficie de Morro da Providência



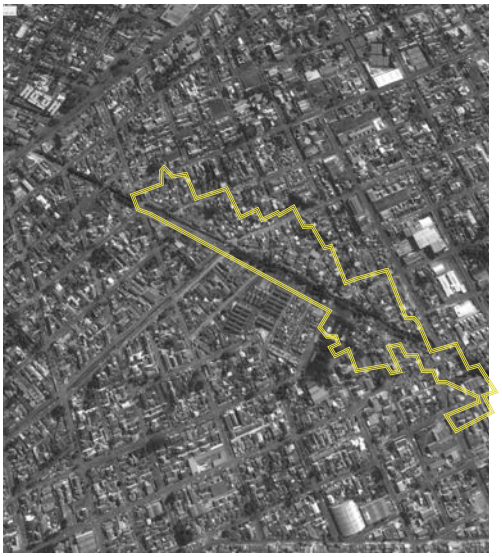
294 685 M² 2008



2010 294 721 M²



294 721 M² 2012



2016 294 842 M²

N

IPPUC - CAROLINE CHABOT

Au cœur des favelas, des différences de confrontations avec les méga-événements s'observent. Certaines subissent de façon brutale la confrontation tandis que pour d'autres elle est plus douce voir positive. L'une est évincée pour laisser place au rouleau compresseur des Jeux Olympiques malgré les contestations et la mobilisation populaire (Vila Autodromo), tandis qu'une autre est intégrée spatialement et socialement aux mailles de la ville grâce à sa situation le long de l'avenue qui relie l'aéroport au stade qui accueille les matches du Mondial 2014. Une réduction de ses frontières physiques et sociales y est observée. La coloration des façades, phénomène à priori superficiel et anecdotique, prend ici la valeur d'une normalisation et d'une appropriation progressive des espaces de vie. Elle est un levier d'action qui manifeste en quelque sorte la transformation du corps social et de son image (Vila Torres). Une autre est érigée en trophée et dédiée au tourisme grâce à son statut de première favela de la ville, de berceau de la samba et du Carnaval. Des habitations situées en zone à risque environnementale sont détruites et laissent place à un téléphérique, des bâtiments commerciaux et musées qui racontent l'histoire de la favela aux visiteurs (Morro da Providência). L'une d'elle est fortement mondialisée à travers sa mise en tourisme par les locaux et une intense gentrification par les gringos. Sa mondialisation fait suite à la politique de pacification réalisée pour les Jeux Olympiques 2016 et grâce à sa localisation sur une colline offrant l'une des plus belles vues sur Rio de Janeiro (Vidigal). Enfin, la dernière, à l'écart du méga-événement est qualifiée d'ordinaire puisqu'elle suit l'évolution urbaine linéaire des favelas avec une consolidation progressive de certaines habitations et l'installation continue de nouvelles familles (Vila Parolin).

La confrontation entre les favelas et les méga-événements sportifs internationaux est observée au prisme de l'analyse spatiale. Elle offre les clés de compréhension de leurs métamorphoses. Reflet des petites transformations du quotidien tout autant que des grands bouleversements, elle rend effective la qualification des favelas suite à la confrontation : évincée, intégrée, trophée, mondialisée et ordinaire. Plus que l'établissement d'états des lieux, l'approche spatiale met en évidence les acteurs et les enjeux. La place prépondérante de la société civile dans la mise en tourisme de Vidigal, l'omnipotence des élus à Morro da Providência, la coalition entre les habitants et la société civile face aux acteurs politiques à

Vila Autodromo, la bonne entente entre élus et favelados à Vila Torres et les efforts constants des élus réduire les risques auxquels sont soumis les habitants de Vila Parolin.

PARTIE 3 : ENTRE RÉCURRENCE ET NOUVEAUTÉ : TROIS LOGIQUES CENTRALES

La troisième partie soutient l'hypothèse que la confrontation entre les méga-événements et les favelas est régie par des logiques d'action révélatrices d'une dialectique entre conflit et coopération. Influencées par l'histoire des communautés, leur localisation et les acteurs impliqués, les dialogues entre les deux phénomènes participent à d'une accélération des transformations socio-spatiales des favelas dans un contexte événementiel. L'approche par les logiques décode les interactions tout en faisant apparaitre clairement les différents acteurs et enjeux. Elle apporte des arguments supplémentaires à la compréhension d'un phénomène qui se répète régulièrement depuis une dizaine d'années à l'échelle planétaire.

Trois logiques sont à l'œuvre. La logique d'invisibilisation décrit des actions qui masquent la pauvreté aux yeux des observateurs, à la fois pendant la période événementielle et pré-événementielle. La logique de transfert analyse quant à elle les déplacements de populations initiés par l'arrivée du méga-événements et avec eux des transferts de mode de vie. Enfin, la logique culturelle, peut-être la plus spécifique au contexte brésilien, désigne une nouvelle forme de la confrontation entre méga-événements et favelas. Alors que les deux premières logiques s'inscrivent davantage dans le conflit entre politiques publiques et société civile, cette dernière dépeint leur association, notamment à travers la question touristique.

De nombreuses observations spatiales[262] et entretiens menés auprès d'acteurs locaux mettent en évidence la première logique : l'invisibilisation, résultat d'une tension entre méga-événements et favelas. Visuellement saisissante, elle s'exprime à travers la négation de certains espaces défavorisés. Ils sont dissimulés spatialement et niés dans les documents officiels. Pour certaines favelas, l'invisibilisation se traduit par l'euphémisation de leur territoire. Elles sont embellies afin d'être visuellement acceptables ou encore édulcorées sémantiquement (Chapitre 9).

[262] Les observations spatiales ont suivi la grille d'analyse « Infrastructure de base, équipements de base, qualité du bâti, densité, structure foncière, risques et vulnérabilités environnementales » afin de cerner les transformations du cadre de vie matériel.

La deuxième logique, de transfert, rend compte des processus de déplacement de populations observés dans certaines favelas. Elles sont contraintes de quitter leur logement à l'approche du méga-événement à la suite d'une décision unilatérale. Une mise en perspective internationale, qui s'appuie sur l'analyse des derniers méga-événements internationaux ayant eu lieu dans des pays en voie de développement, rend compte de la récurrence de motifs, d'expressions et de moyens employés pour déplacer des populations. D'autres interactions rendent comptent de spécificités brésiliennes. Dans le cas brésilien, la réussite de la politique de pacification est *in fine* remise en cause. Les déplacements de population sont accompagnés de transferts de modes de vie. D'un côté on observe une volonté politique de « civiliser » les favelados afin de se conformer à l'image moderne du pays. De l'autre, Le relogement des favelados expulsés de leurs favelas s'accompagne d'une relocalisation de leur culture favelada. (Chapitre 10).

La dernière logique met l'accent sur la dimension culturelle. Alors que les deux premières se structurent sur une opposition entre les aspirations des favelados et les intentions des politiques publiques, la logique culturelle évoque une collaboration entre acteurs institutionnels et favelados pour intégrer les favelas à la ville et les rendre attractives d'un point de vue touristique. La promotion du folklore populaire et la pacification par les autorités publiques participent à leur reconnaissance en tant qu'entités de la ville. La promotion de ces territoires permet leur récupération par les favelados pour y développer des activités touristiques organisées. Cette dernière logique met en évidence une forte différence entre les favelas de Rio de Janeiro et de Curitiba. (Chapitre 11).

Chapitre 9/ Logique d'invisibilisation

9.1. Négation des favelas

La négation des favelas consiste en des actions qui masquent ces territoires à l'occasion du méga-événement. Depuis que l'accès à un logement de base est reconnu comme un droit humain[263], il devient politiquement difficile de justifier les expulsions forcées et les démolitions massives de bidonvilles. Une façon de minimiser leur visibilité lors de méga-événements, sans avoir recours à l'éviction est de réaliser des interventions à petite échelle qui ont pour effet de les masquer. Considérées comme gênantes, elles sont dissimulées, effacée ou omises tant dans le paysage physique que dans les documents officiels. Ainsi, dans l'urgence du calendrier événementiel, les politiques publiques cherchent à cacher, au regard touristique en particulier, la représentation négative des favelas.

La dissimulation

Le processus de dissimulation mis en œuvre à Rio de Janeiro lors de la préparation de la Coupe du Monde de football 2014 et des Jeux Olympiques 2016 implique la construction de « filtres » afin de cacher les favelas aux visiteurs. La localisation des favelas concernées par de telles pratiques est stratégique. Les écrans érigés prennent place le long d'axes fréquentés lors du méga-événement, comme les routes reliant les sites événementiels à l'aéroport ou autour de favelas visibles depuis les zones touristiques de la ville. Ils prennent généralement la forme de murs ou de parois qui bloquent la vue des quartiers pauvres. C'est notamment le cas de certaines favelas de Rio de Janeiro.

En août 2016, pendant les Jeux Olympiques, les visiteurs et athlètes qui arrivent à l'aéroport international *Galeão* n'ont d'autre choix que d'emprunter la *Linha Vermelha*[264] pour rejoindre le centre-ville et les lieux de compétition. Au cours du trajet, ils passent devant des affiches

[263] Article 25 1° de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

[264] La RJ-071, officiellement dénommée Via Expressa Presidente João Goulart est populairement connue sous le nom de Linha Vermelha (Ligne Rouge) du fait qu'elle traverse une zone sensible de Rio de Janeiro connue pour les fréquents actes de violence qui s'y déroulent. Elle est en effet entourée de 18 favelas soumises à l'activité criminelle du trafic de drogue. Elle relie les municipalités de Rio de Janeiro et São João de Meriti, traversant également Duque de Caixas.

vives, collées sur une barrière s'étirant sur sept kilomètres le long de l'autoroute. D'un côté du mur sont exposées les affiches olympiques, de l'autre se trouve la favela *Maré*, un complexe de seize bidonvilles abritant près de 130 000 habitants[265]. Les panneaux colorés masquent la polarisation de la ville olympique. D'abord érigée comme une clôture en plexiglas en 2010, elle doit amoindrir le bruit de l'autoroute. Puis les organisateurs du méga-événement et la préfecture de Rio de Janeiro repensent son usage à l'aube des Jeux et dépensent plus de R$ 200 000 pour couvrir le mur de stickers aux couleurs olympiques. Dans un article du journal *O Globo* du 31 juillet, Antonio Pedro, secrétaire au tourisme de Rio de Janeiro argumente qu'il s'agit d'une décoration et non d'un déguisement : « Nous invitons le monde entier à visiter notre ville, tout comme vous décorez votre maison si vous organisez une fête, nous décorons la ville. Nous les installons le long des principales routes touristiques, ça n'aurait pas de sens de les mettre là où les visiteurs n'iront pas »[266]. La localisation des affiches pose cependant question. Lorsque la barrière longe le *campus Maré*, un ensemble scolaire neuf ouvert deux mois avant l'ouverture des Jeux, la « barrière acoustique » devient soudainement transparente, aucune affiche olympique n'y est superposée. Plus qu'une décoration de la ville pour le méga-événement, la mise en place de stickers sur les barrières traduit une gêne et la volonté de masquer un quartier pour la transformation duquel des investissements urbains n'ont pas été engagés. La mise en avant d'équipements neufs est au contraire un moyen de communiquer sur les actions entreprises par le gouvernement et diffuse ainsi une image favorable de sa politique.

Coincée entre deux routes principales, la favela *Maré* n'est visible depuis l'autoroute qu'à travers les panneaux manquants occasionnellement dans la barrière (fig. 62). Pour la communauté scientifique, plus qu'un camouflage visuel de la réalité, les panneaux installés sont aussi un moyen de brider les déplacements d'habitants des favelas. En effet, « La *Linha Vermelha* est le lieu de travail de nombreux habitants de *Maré*, ils viennent y vendre des snacks et de l'eau dans les embouteillages. La mise en place d'une barrière de trois mètres de

[265] IBGE 2010.

[266] « A beira da Linha Vermelha, moradores da Vila do Pinheiro contam como é viver atrá do muro da via expressa ». Article du 31 juillet 2016 du journal O Globo. https://oglobo.globo.com/rio/a-beira-da-linha-vermelha-moradores-da-vila-do-pinheiro-contam-como-viver-atras-do-muro-da-via-expressa-19819510.

haut les empêche d'exercer leur activité. « *Certains ont même cassé des panneaux pour se rendre sur l'autoroute et continuer à y vendre leurs produits* [267]».

Figure 62 – La favela Maré, dissimulée derrière des panneaux aux couleurs du Rio Olympique

Ricardo Moraes/Reuters

Un tel processus n'est cependant pas nouveau. Lors des Jeux Olympiques de Pékin 2008, les médias avaient déjà signalé la construction de murs de brique à l'aube du méga-événements afin de cacher tout ce que le gouvernement considérait comme inesthétique (fig. 63). Quelques jours avant le début des compétitions, le titre d'un article du New York Times dénonçait le procédé : « Avant l'arrivée des invités, Pékin cache ses désordres [268]». Le journaliste y décrit le déploiement d'« un voile de plastique vert qui recouvre le restaurant de madame Sun dans un quartier pauvre. La maison de monsieur Song et plusieurs magasins qu'il loue à des familles de migrants ont été entourés d'un mur de brique de 10 pieds de haut la semaine dernière, dans le cadre d'une campagne d'embellissement de dernière minute. Les autorités considéraient son petit bloc de commerce comme une horreur sur le chemin de

[267] Extrait entretien réalisé le 10 aout 2017 avec un architecte chercheur de l'UFRJ.
[268] Before Guests Arrive, Beijing Hides Some Messes ». Article du 29 juillet 2008 de Jake Hooker, publié dans The New York Times. <https://www.nytimes.com/2008/07/29/sports/olympics/29beijing.html>.

l'épreuve du marathon [269]». À l'opposé du cas brésilien, ici les gestes de dissimulation sont pleinement assumés et décrits par les autorités chinoises comme une volonté de « rectifier l'environnement olympique [270]». À Séoul, là où il n'a pas été possible de mettre en œuvre pour les Jeux Olympiques 1988 des projets communs de développement des bidonvilles, des murs ont été construits autour de ceux situés à proximité des sites olympiques afin de minimiser leur visibilité (COHRE, 2007).

Figure 63 – Quartier pauvre et maisons délabrées situées le long de la route d'une compétition cycliste et masquées derrière un panneau olympique « Beijing 2008 »

Doug Kanter pour The New York Times

L'utilisation du mur est pourtant hautement controversée en raison de sa forte charge idéologique et de ses connotations négatives, liées à des notions de séparation, d'isolement et d'exclusion. Il remet en cause le droit d'aller et venir des habitants, il accentue la séparation entre le bidonville et la ville, questionne son intégration et laisse entendre que l'un est une menace pour les autres. L'idée d'ériger un mur ou une clôture est aussi ancienne que les

[269] *Ibidem.*
[270] *Ibidem.*

concepts de Nation et de frontière. Les sociétés l'ont largement employé pour se protéger, se différencier, se séparer des autres. Cependant, malgré les similitudes, le mur des bidonvilles innove. Alors qu'ils séparent habituellement des pays devenus différents comme celui de Berlin[271] ou le 38e parallèle de Corée[272], ici les murs s'installent afin « d'éloigner deux morceaux d'une même Nation » (LAPOUGE, 2011, p.324). Dans les médias, la dénomination des murs renforce le parallèle avec le mur de Berlin : « Les résidents de Maré ont donné au mur le surnom de mur de la honte »[273] ; « Le "mur de la honte" de Rio, entre ses ghettos et sa brillante image olympique »[274]. Dans la presse nationale et internationale, les articles se succèdent pour dénoncer de telles pratiques. Les populations locales sont cependant rarement dupées par ces tentatives flagrantes de nier leur existence et les murs ou barrières sont rapidement vandalisés, et les frontières territoriales réaménagées par les résidents.

Dans le contexte événementiel, les autorités publiques ont recours à d'autres manœuvres afin de cacher les bidonvilles aux yeux des visiteurs. Elles utilisent régulièrement des structures plus inoffensives et surtout moins chargées symboliquement. Les 2,5 km d'«écolimite» construites à l'aube des Jeux de 2016 autour de la favela Vidigal de Rio de Janeiro en sont l'incarnation (fig. 64). Alors qu'à Vidigal les représentants de la favela et de la mairie de Rio de Janeiro sont parvenus à un accord pour mettre en place des murets de béton de 90 centimètres de hauteur et des sentiers écologiques, la situation est différente dans d'autres favelas de la ville.

[271] Le mur, composante de la frontière intérieure allemande, sépare physiquement la ville en Berlin-Est et Berlin-Ouest pendant plus de vingt-huit ans, et constitue le symbole le plus marquant d'une Europe divisée par le Rideau de fer de la Guerre Froide, de l'opposition entre monde capitaliste et dictature populaire, de deux visions opposées des sociétés modernes.

[272] Frontière entre les zones d'occupation américaines (au Sud) et soviétiques (au Nord), suite aux suggestions du Secrétaire d'État Américain Dean Rusk et du Major General Charles Bonesteel. Le parallèle divise la péninsule coréenne à peu près en son milieu.

[273] « Rio Olympics : view from the favelas – Going out to buy bread can cost life ». Article du journal The Guardian du 2 août 2016. https://www.theguardian.com/global-development/2016/aug/02/rio-olympics-view-from-the-favelas-mare-going-out-to-buy-bread-can-cost-a-life.

[274] « Rio's « wall of shame »between its ghettos and shiny Olympic image ». Article du 23 juillet 2016 publié par le journal anglais telegraph.. https://www.telegraph.co.uk/news/2016/07/23/rios-wall-of-shame-between-its-ghettos-and-shiny-olympic-image/.

Figure 64 – Écolimite autour de Vidigal

© Caroline Chabot

Début mars 2009, la décision de construire un mur de trois mètres de haut autour de certaines favelas de Rio de Janeiro entre en vigueur. Officiellement, il s'agit pour les municipalités de préserver l'environnement et de cesser l'expansion des favelas vers les forêts protégées du centre de Rio de Janeiro au-dessus d'une altitude de cent mètres. Cependant, la localisation des favelas concernées par les ceintures de béton est troublante. Elles se situent en effet majoritairement dans la zone sud de la ville, la plus touristique (fig. 65). Santa Marta, est la première des treize favelas concernées par l'encerclement. La construction par l'EMOP[275] de l'enceinte bétonnée y atteint plus de 630 mètres de long sur trois mètres de haut avec des fonds issus du Fonds de Conservation Environnementale (fig. 66).

[275] Empresa de Obras Publicas do Estado do Rio de Janeiro est l'entreprise de travaux publics de l'État de Rio de Janeiro.

Figure 65 – Concentration des favelas avec des écolimites dans la zone touristique

© Caroline Chabot

Figure 66 – Mur de béton entourant Santa Marta

© Gazeta do Povo

Les discours mettent en avant un conflit de vocabulaire. Si pour la préfecture de Rio de Janeiro l'écolimite a une coloration environnementale, pour d'autres il s'agit d'une limite sociale, d'une frontière, d'une ségrégation qui rime avec ghettoïsation. « *La seule expansion que connaissent les favelas est verticale, non horizontale. Ce sont des mensonges ça! Il est plus question de nous camoufler et de nous mettre à distance des zones touristiques pour rehausser l'image de Rio de Janeiro avant les Olympiades que de mesures environnementales* »[276]. Les opposants appuient leur propos sur les données de l'Institut Municipal d'Urbanisme Pereira Passos (IPP). Celui-ci n'a en effet pas enregistré d'expansions territoriales des favelas concernées par les écolimites entre 1998 et 2008. Au contraire, les chiffres ont tendance à baisser d'1%. Une contradiction peut également être relevée dans le projet et nourri la thèse d'une dissimulation volontaire des espaces pauvres par les pouvoirs publics. À Vidigal, comme dans de nombreuses favelas de la zone sud de Rio de Janeiro, les habitations à une altitude supérieure aux 100 mètres réglementaires sont occupées par des classes moyennes et

[276] Extrait d'entretien réalisé le 4 mai 2016 avec un guide touristique de Vidigal.

supérieures. La dégradation de la forêt *Mata Atlantica* n'est alors que peu amputable aux populations les plus pauvres ciblées par les discours de la préfecture. Pour la communauté scientifique, les raisons d'un tel projet sont à la fois économiques et sociales : « *La protection de la forêt c'est un alibi. La vraie cause c'est que les classes supérieures ne souhaitent pas de favelas à proximité de leur maison, ça dévalorise leur bien* »[277].

La construction de structures aux noms moins offensif autour des bidonvilles à l'approche de méga-événements n'est pas l'exclusivité de Rio de Janeiro. On peut parler de l'épais « rideau de bambou » planté à New Delhi dans les mois précédant les Jeux du Commonwealth 2010. Ainsi, à la mi-2009, le gouvernement de New Delhi passe une commande peu banale. Il s'agit de se fournir rapidement et massivement en bambous, importés de l'État du *Mizoram*, au Nord-Est du pays. Les bambous devaient alors servir à élever des palissades masquant aux visiteurs étrangers les zones d'habitat précaire de la ville (GAYER, 2010). « Si vous ne pouvez pas éradiquer la pauvreté indienne, éradiquez au moins l'image des pauvres »[278] déclare à cette occasion un membre de l'Association Olympique.

Si le processus de dissimulation des bidonvilles est particulièrement visible lors de méga-événements internationaux du fait de leur forte médiatisation, il n'est pas uniquement lié au contexte événementiel. En 1976, lors du lancement d'une opération immobilière sur le front de mer de Rio de Janeiro, la presse annonce le délogement de *Rocinha*, la favela voisine, trop visible et trop gênante dans ce quartier en pleine expansion. Les promoteurs immobiliers éditent un « dépliant publicitaire qui montre le panorama de l'ensemble des constructions projetées et du grand parc boisé remplaçant la favela. Faute de pouvoir déménager les habitants, la préfecture de Rio de Janeiro fait installer d'immenses panneaux publicitaires qui la cachent le long de l'autoroute » (DRUMMOND, 1981, p.100). Bien que la conjoncture soit différente, l'enjeu est cependant le même. Il s'agit ici une fois de plus de masquer un élément gênant, trop visible et contradictoire avec la promotion d'une portion de territoire.

[277] Extrait d'entretien réalisé le 10 aout 2017 avec un architecte chercheur à l'UFRJ.
[278] Cité dans « For CWG 2010, bamboo screens to cover Dehli slums », Sportzpower.com, 28 novembre 2009. Consulté le 12 février 2015.

L’effacement promotionnel

La confrontation entre les favelas et les méga-événements provoque une invisibilisation physique de ces espaces avec leur dissimulation derrière des murs et des filtres. Elle suscite leur disparition de nombreux documents de communication, des discours de promotion des méga-événements. Ici, le processus revient à disqualifier les populations les plus défavorisées en les rendant discursivement invisibles. Dans cette stratégie, les favelas sont effacées des représentations virtuelles de la ville : dans les médias, dans la propagande touristique et dans les supports promotionnels des méga-événements qui ignorent tout simplement leur existence. Le phénomène est semblable à ce que Stan Cohen appelle le déni, qu'il définit comme « le maintien des mondes sociaux dans lesquels la situation des indésirables est non-reconnue, ignorée, ou paraît normale » (COHEN, 2013). Les médias et les pouvoirs publics en charge de la communication contribuent à cette absence de visibilité par la fraude, les sous-déclarations et les masques. Ils donnent volontairement peu d'importance à cette question pour ne pas la porter à l'attention du public, empêchant ainsi la société de prendre pleinement conscience de situations non souhaitables. Ainsi, les populations les plus pauvres ont tendance à disparaître dans les médias des villes-hôte à partir du moment où sa préparation pour le méga-événement est initiée. Les images sont falsifiées et utilisées de manière sélective afin de limiter ce qui doit être montré au monde, cachant ainsi ce qui est jugé soit sans importance, soit préjudiciable au méga-événement. Les aspects qui pourraient causer des dommages à la réputation de la métropole sont ainsi effacés.

À Rio de Janeiro, des réalités urbaines moins photogéniques et qui affectent négativement la perception globale de la ville sont recadrées ou numériquement effacées dans la campagne publicitaire des méga-événements internationaux accueillis par la ville. Dans le dossier de candidature aux Jeux de 2016 et déposé au CIO, le site retenu pour recevoir le Parc Olympique présente un projet architectural provisoire où la favela voisine Vila Autodromo est remplacée par un alignement d’arbres (fig. 67). Une vidéo officielle du comité Rio de 2016, publiée sur le canal *Youtube* quatre années avant le début des compétitions, remplace quant à elle cette même favela par un parking lors de la présentation d’une maquette numérique fictive du Parc

Olympique[279] (fig. 68). Dans d'autres vues panoramiques de Rio, les puissants rayons du soleil traversent une partie du paysage pour finalement effacer la présence des favelas.

Figure 67 – Effacement de Vila Autodromo dans le dossier de candidature olympique

Dossier de candidature Rio 2016 - © Caroline Chabot

[279] « Rio 2016 – A city leaps forward », vidéo promotionnelles publiée le 25 juillet 2012 par Rio 2016 sur le canal Youtube.

Figure 68 – Effacement de Vila Autodromo dans une vidéo promotionnelle de Rio 2016

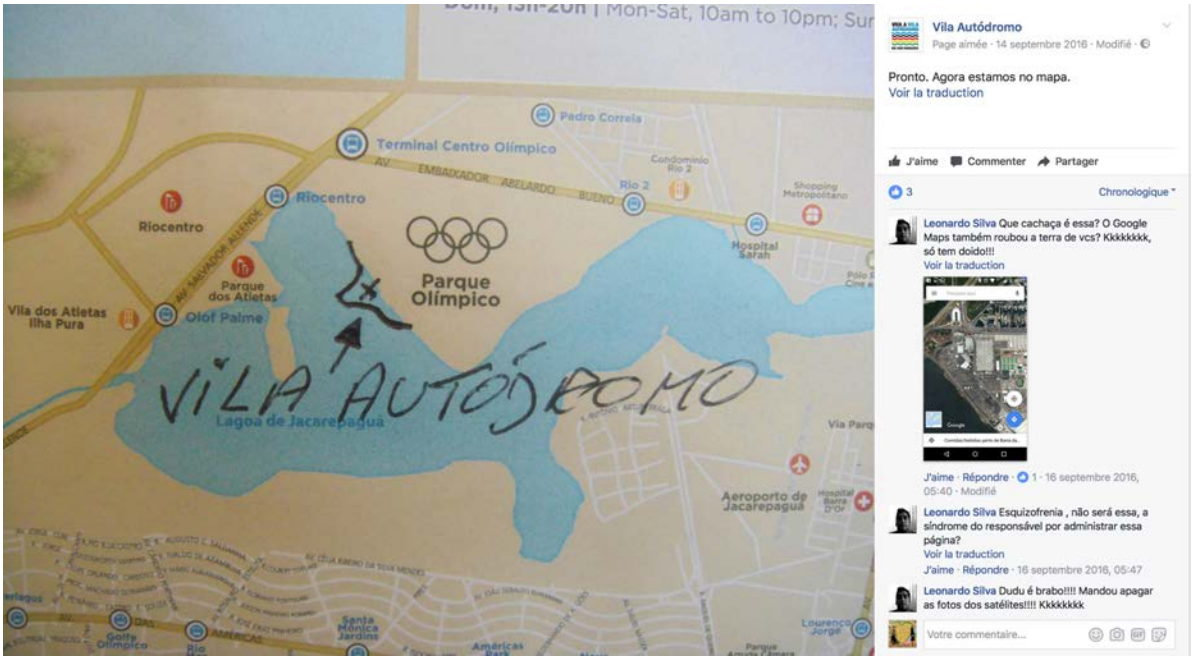
Rio 2016 – Youtube – A city leaps forward - © Caroline Chabot

Les maquettes numériques ne sont cependant pas les seules à effacer les zones de pauvreté. Pendant les Jeux de 2016, l'un des bâtiments officiels du méga-événement à l'intérieur du Parc Olympique expose une maquette physique du site (fig. 69). Sur l'ouvrage, une plaque explicative du projet se substitue à la favela Vila Autodromo. Bien qu'elle ait gagné une longue bataille juridique pour sauver une partie de sa population de l'éviction, les habitants de la favela découvrent pendant le déroulement des Jeux qu'ils ont été effacés des cartes de Rio de Janeiro distribuées aux touristes. La favela et ses routes ont été omises par le guide officiel de la ville en faveur d'un aplat de couleur beige représentant le Parc Olympique (fig. 70).

Figure 69 – Effacement de Vila Autodromo sur la maquette du Parc Olympique Rio 2016

© Caroline Chabot

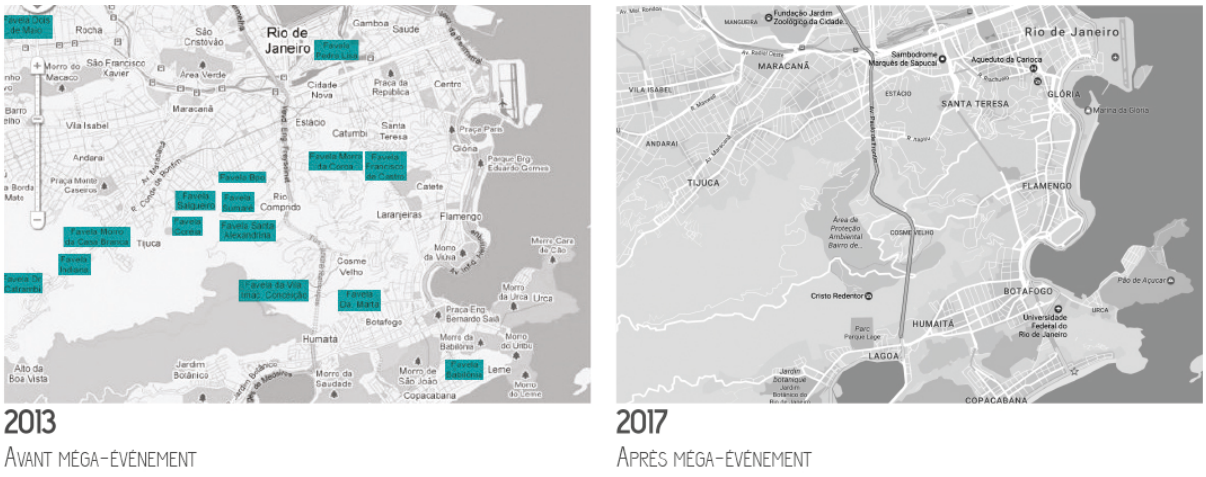
Figure 70 – Marquage de Vila Autodromo sur les cartes touristiques de Rio de Janeiro



Facebook - Vila Autodromo

Le cas le plus illustratif du processus d'effacement symbolique de territoires pauvres dans le cadre de méga-événements a cependant lieu en avril 2013. Un peu plus d'un an avant la Coupe du Monde de Football 2014, les favelas de Rio de Janeiro disparaissent des cartes *Google*. La multinationale, sous la pression de la préfecture et du conseil du tourisme, remplace le mot « Favela » par l'euphémisme « Morro », en français « Colline » (fig. 71). C'est le journal *O Globo* qui en fournit l'explication. *Riotur*, l'office de tourisme local, a en effet déposé une plainte contre *Google*, affirmant que la signalisation des favelas leur donne plus de visibilité et d'importance que les quartiers formels[280]. *Google* les élimine alors du logiciel, un processus vivement dénoncé par le *Comitê Popular da Copa e das Olimpiadas* ainsi que par les favelados.

Figure 71 – Effacement des favelas des cartes Google Maps entre l'avant et l'après événement



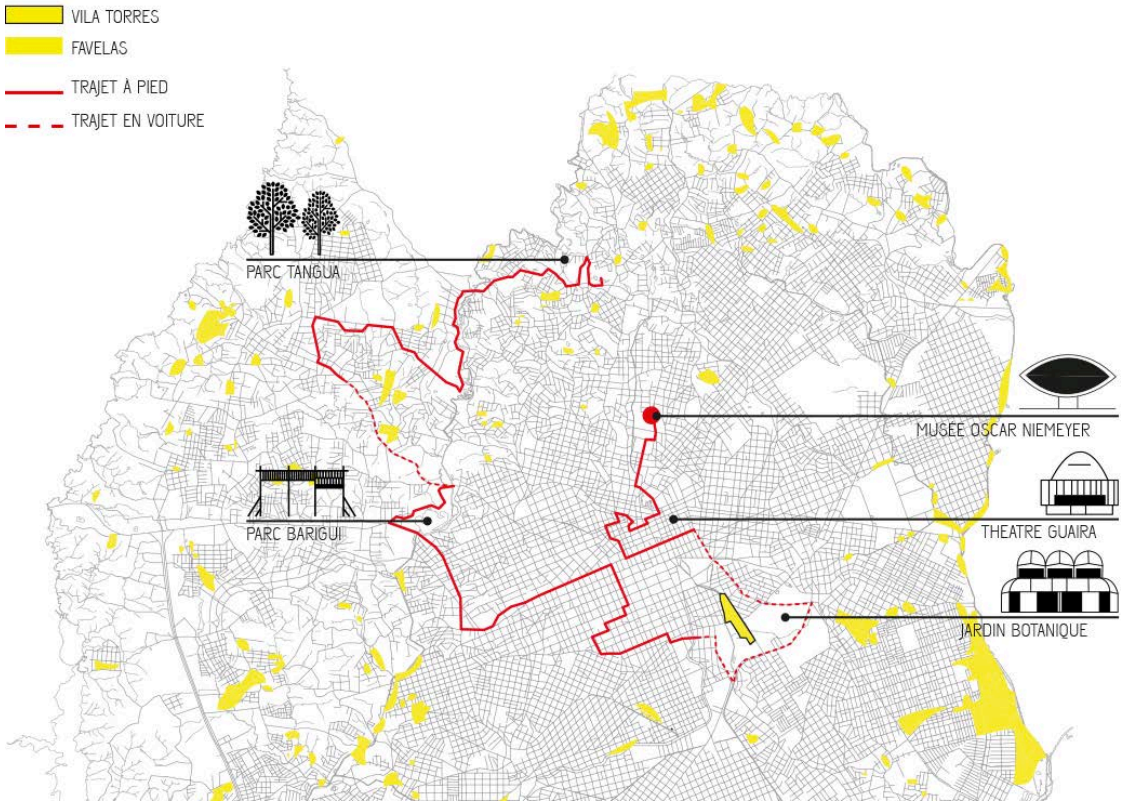
© Caroline Chabot – Google Maps

À Curitiba, l'omission de certaines favelas du territoire a lieu lors de l'arrivée de la flamme olympique dans la ville. Le 14 juillet 2016, la capitale du *Paraná* est l'une des nombreuses villes brésiliennes à l'accueillir avant son arrivée à Rio de Janeiro pour l'ouverture de la compétition. Une parade de trente-six kilomètres est organisée dans les rues et relie les sites les plus touristiques de la ville dans une volonté promotionnelle. Le parcours, planifié à l'avance par les autorités est divisé en plusieurs secteurs. Certains sont ouverts au public et réalisés à pied par les porteurs de la torche, d'autres sont effectués en voiture et sans spectateurs. La superposition du parcours réalisé avec la localisation des favelas de la ville est révélatrice

[280] «Google modificará seus mapas sobre o Rio » Article du 25/04/2011 du journal O Globo. https://oglobo.globo.com/rio/google-modificara-seus-mapas-sobre-rio-2791639.

d’une omission des espaces défavorisés. La favela Vila Torres est la principale visée par le processus. Le parcours qui ceinture la communauté est effectué en voiture malgré le Jardin Botanique, un très beau parc localisé près de la favela et le public est prié d’attendre à l’endroit où le trajet piéton recommence (fig. 72). En ce sens, la favela est mise à distance.

Figure 72 – Omission de Vila Torres sur le trajet de la flamme olympique à Curitiba



© Caroline Chabot

À Rio de Janeiro et Curitiba, les méga-événements exacerbent les problèmes préexistants de justice sociale et d'inégalité, compromettant ainsi les droits et les libertés fondamentales. Les stratégies de promotion et de communication ne sont ni sans danger, ni innocentes, mais interrogent la cohésion sociale dans les sociétés urbaines et l’identité de la ville. La sélection d'images divise la ville entre ceux qui comptent et ceux qui sont laissés pour compte. En privilégiant les représentations dont l'apparence et les références à la modernité résonnent avec le désir et les attentes des élites locales ainsi que des acteurs externes, ils perpétuent des modèles de domination et de stratification, renforçant ainsi d’anciennes hiérarchies et inégalités de pouvoir à la fois au niveau local et mondial. La projection d'une représentation sans failles et sans problèmes de la ville, d’une image visuellement attrayante de modernité

et d'un ordre urbain et spatial qui contribue à la cristallisation d'une vision urbaine simplifiée. De telles représentations sélectives sont séduisantes pour l'élite locale puisqu'elles confirment les croyances d'une ville déconnectée des masses pauvres. Elles peuvent être utilisées comme des munitions afin de promouvoir des politiques urbaines plus exclusives à destination des plus aisés, marginalisant encore davantage les populations pauvres. Elles portent une image qui discrédite des mouvements de résistance, exacerbent des préjugés de classe et renforcent la ségrégation socio-spatiale.

Dans la période événementielle, une mobilisation citoyenne se met cependant en place contre les omissions, effacements et dissimulations de favelas orchestrée par les pouvoirs publics. Sur la page *Facebook* de Vila Autodromo est publié le 14 septembre 2016 une photographie d'une des cartes de la ville distribuée aux visiteurs où la favela a été rajoutée au stylo noir (fig. 70). La légende « Parfait, maintenant on est sur la carte » ponctue l'objet de la revendication. La société civile n'est cependant pas seule à lutter contre le processus d'effacement symbolique des favelas. Entre l'avant et l'après méga-événements brésiliens, *Google Maps* abandonne son approche des favelas comme des espaces vides. L'entreprise profite de l'occasion pour s'étendre sur le marché inexploité de la ville informelle. Pour le directeur de *Google*, « il s'agit de donner des adresses à inscrire sur les demandes d'emplois ou les comptes bancaires des favelados, qui par ce manque ne sont pas en mesure d'accéder à de nombreuses opportunités économiques, aux services de base et à leurs droits fondamentaux »[281]. Par l'intermédiaire de l'ONG *AfroReggae*[282] et de résidents équipés de caméras montées sur des sacs à dos pour couvrir les rues trop étroites et raides pour les véhicules de *Street View*, à partir de 2013 vingt-six favelas de Rio de Janeiro sont peu à peu cartographiées grâce au programme «*Ta no Mapa*[283]». Les nombreux restaurants, écoles de musique, de sport et les commerces des favelas sont au fur et à mesure signifiés sur la plateforme digitale offrant une visibilité extérieure sur les dynamiques internes.

Alors que le processus d'effacement entamé par les pouvoirs publics de Rio de Janeiro à l'occasion des méga-événements a pour but de masquer ce qui pourrait causer des dommages

[281] Alessandro Germano dans un message sur le blog de Google en juillet 2016

[282] Le Groupe Culturel AfroReggae est une ONG fondée en 1993 et dont la mission est de promouvoir l'inclusion et la justice sociale par le maoyen de l'art, de la culture afro-brésilienne et de l'éducation.

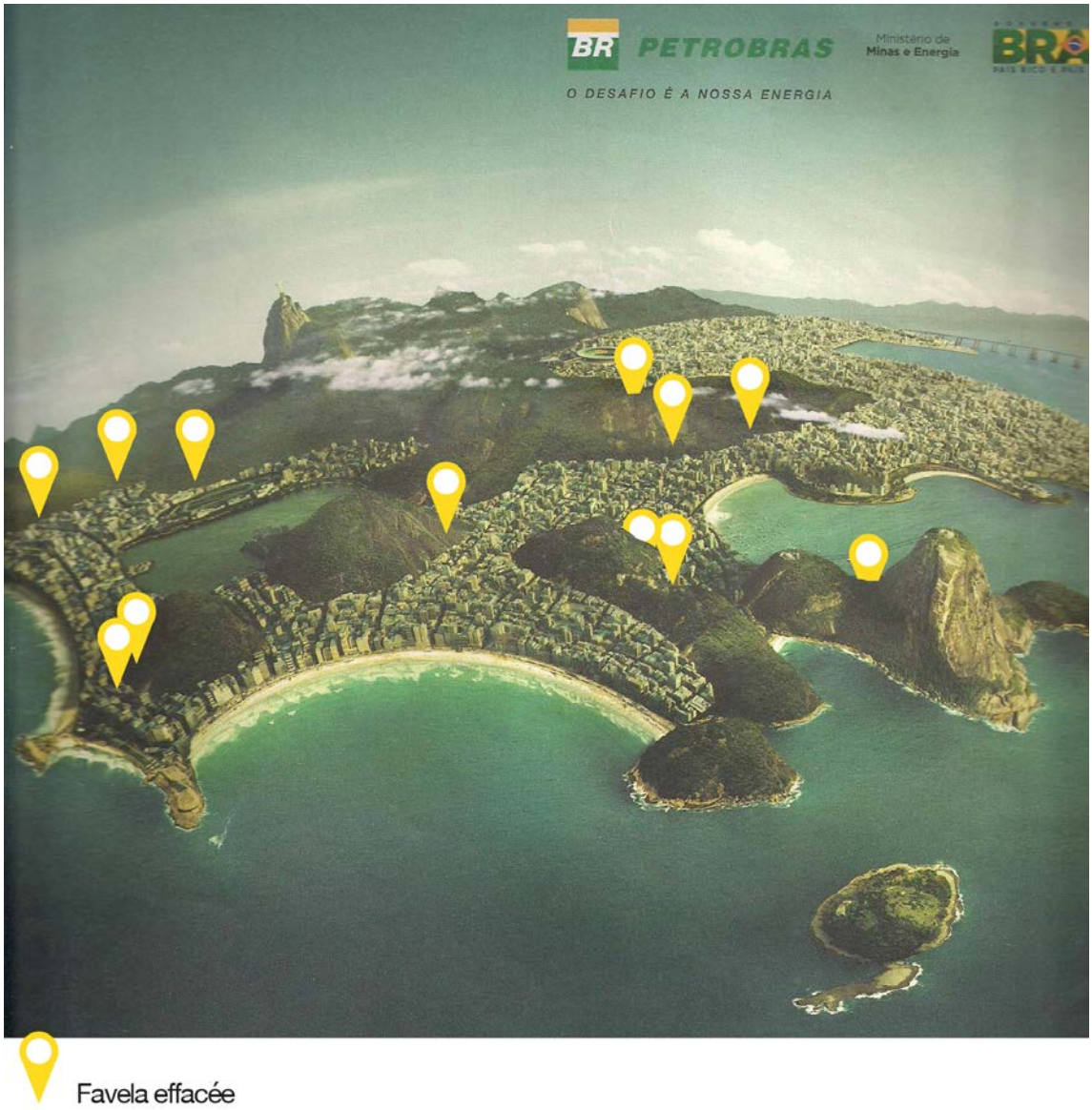
[283] « C'est sur la carte ».

à l'image de la ville, la mobilisation citoyenne soutenue par des entreprises privées déclenche l'effet inverse : une sortie progressive de l'invisibilité digitale caractérisant les favelas de Rio de Janeiro et leur intégration croissante dans les dynamiques urbaines. Les fournisseurs de cartes en ligne *Microsoft* et *Google,* qui excluaient les favelas en vue des méga-événements sous pression de la municipalité, répondent ainsi aux revendications par une intensification de la couverture des zones urbaines informelles de Rio. L'inclusion de certaines favelas avec un taux de criminalité élevé dans les cartes digitales s'avère cependant controversée lorsqu'en 2015, une habitante de 70 ans est assassinée après que l'application *Waze*[284], propriété de *Google*, l'ait dirigée vers la rue d'une favela portant le même nom que la destination prévue. En réponse, *Waze* introduit dans son logiciel un système d'alerte automatique pour les utilisateurs de Rio de Janeiro lorsqu'ils choisissent une route à travers des zones à forte criminalité.

L'effacement des favelas des cartes de la ville et des documents publicitaires n'est cependant pas l'exclusivité de Rio de Janeiro et de ses méga-événements internationaux. À Pékin, les technologies ont permis la projection de visions photoshopées de l'environnement urbain, améliorant certaines caractéristiques, effaçant les autres avant les Jeux Olympiques 2008 (BROUDEHOUX, 2007). Si certains désignent l'effacement symbolique des bidonvilles comme « *un puissant mécanisme de déni d'existence lors d'un méga-événement*[285] », le processus n'est pas limité à ces seuls contextes d'exception. Dans une publicité de 2011, le géant pétrolier brésilien *Petrobras* montre la ville de Rio de Janeiro depuis les yeux d'un oiseau. Les immeubles des plaines sont largement signifiés alors que les favelas implantées sur les collines sont remplacées par une végétation luxuriante (fig. 73). Si la conjoncture événementielle n'a pas créé l'émergence de l'effacement des bidonvilles, la multitude d'exemples observés montre un contexte multiplicateur de ce type de procédés.

[284] Waze est une application mobile de navigation GPS qui a la particularité de s'appuyer sur une cartographie modifiable par les utilisateurs. Waze indique les nombreuses alternatives pour une même destination.
[285] Extrait d'entretien réalisé le 2 décembre 2015 avec un expert de la ville.

Figure 73 – Remplacement des favelas de Rio de Janeiro par une végétation luxuriante



© Caroline Chabot - Comite Popular Rio Copa e Olimpiadas

9.2. Euphémisation des favelas

L'euphémisation des favelas décrit des procédés qui adoucissent leur charge négative. Dans ce cadre, elles ne sont ni effacées, ni dissimulées, mais modifiées de manière à être présentables. À l'aube des méga-événements sportifs internationaux, les municipalités de Rio de Janeiro et Curitiba entreprennent des processus d'atténuation des communautés pauvres visibles depuis les sites et axes fréquentés par les touristes. Elles sont ainsi embellies par le

biais de maquillage urbain et modifiées jusque dans leur nom grâce à l'édulcoration sémantique.

L'embellissement

L'embellissement vise à minimiser la visibilité de la pauvreté et articule plusieurs techniques de camouflage ou de maquillage urbain à travers des discours visuels à la fois neutralisants et pacificateurs. Ici, la pauvreté n'est ni cachée ni déplacée, mais embellie et contrôlée de manière à devenir visuellement et socialement acceptable. Le processus d'embellissement prend souvent la forme de projets de façade ou de mise en scène qui améliorent la partie la plus visible d'une favela. Des aménagements paysagers à proximité du point de contact avec la ville formelle sont parfois créés pour adoucir l'interface entre deux mondes séparés. Des bâtiments à l'architecture remarquable sont construits, des couches fraiches de peinture sont appliquées sur les maisons donnant sur une rue fréquentée par des visiteurs, les fenêtres brisées sont remplacées, les graffitis frottés et de nouveaux arbres et parterres de fleurs sont plantés. De telles "améliorations" superficielles atténuent alors l'image négative des quartiers informels. Certains éléments connotés « favela » sont ainsi supprimés ou remaniés dans le but de suggérer des interprétations plus positives. Dans les discours publics, ces mesures sont présentées comme des projets de revitalisation urbaine visant à améliorer les conditions de vie locales. Cependant, un examen plus attentif révèle que de nombreux développements sont destinés à améliorer l'apparence extérieure des favelas orientées vers les regards des visiteurs. Le processus s'observe dans les favelas Morro da Providência à Rio de Janeiro et Vila Torres à Curitiba lors de l'arrivée des méga-événements.

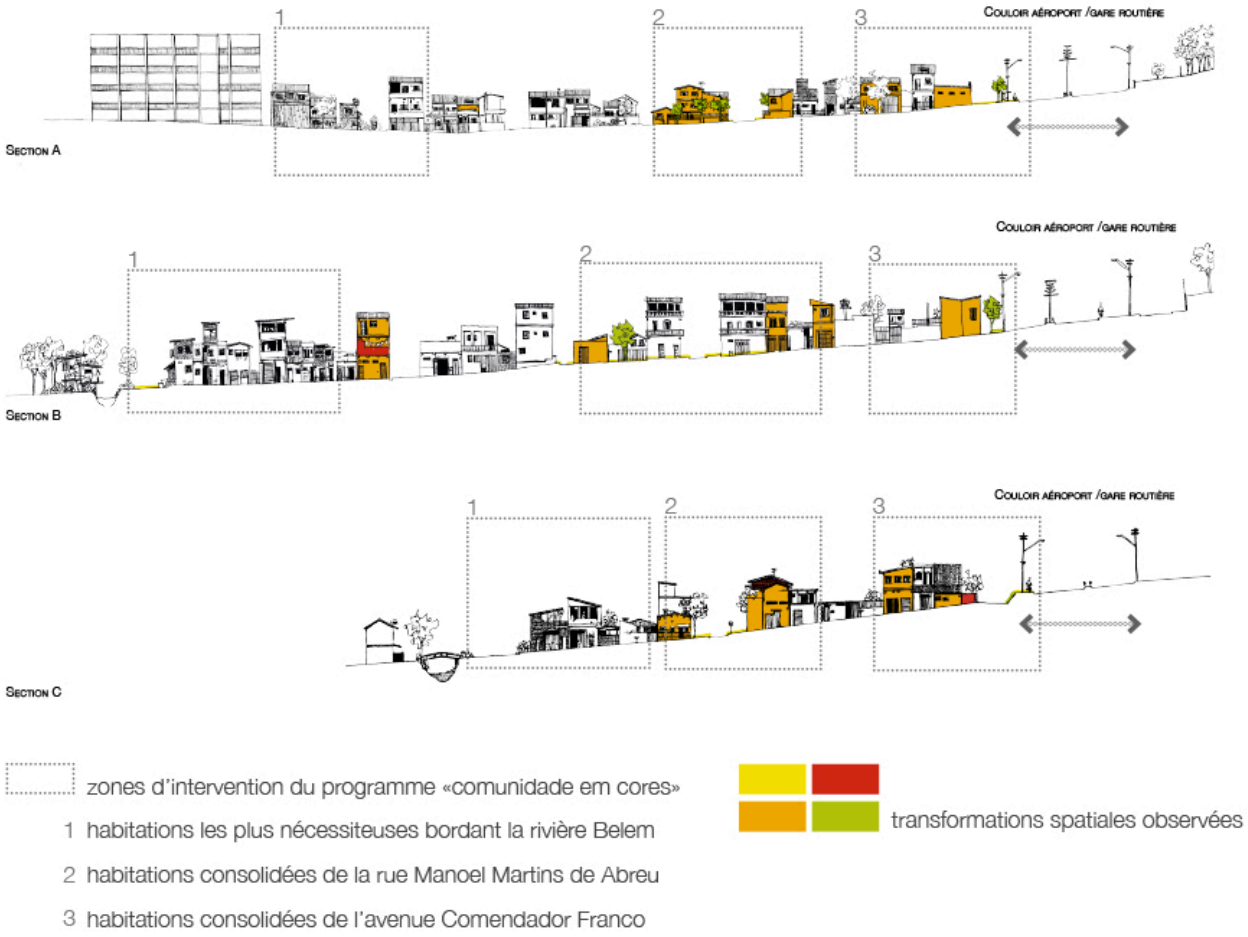
Morro da Providência, première favela de Rio de Janeiro est emblématique d'une telle approche. Sa localisation dans le centre de la ville, au croisement d'édifices touristiques : la Cité de la Samba, la gare *Central do Brasil*, le Sambodrome et la revitalisation de la zone portuaire y a provoqué une patrimonialisation sélective engagée par les élus en vue des olympiades 2016. Outre la construction du téléphérique à destination des visiteurs plus que des habitants, c'est le projet imaginé pour son sommet qui permet de parler d'une volonté d'embellissement de la favela. En lieu et place des habitations existantes est projeté un remodelage complet de la zone avec la réalisation d'un amphithéâtre, la construction de bâtiments commerciaux à l'architecture coloniale et d'un musée afin de « restaurer

l'ambiance du début de l'occupation de la ville »[286]. Imposants, hauts de plusieurs étages et colorés, les bâtiments seraient alors extrêmement visibles et reconnaissables depuis le bas de la favela et des points touristiques environnants, éclipsant ainsi dans l'imaginaire collectif les conditions de vie du reste de la population. Les mesures prévues à Morro da Providência dans le cadre des Olympiades de Rio 2016, en plus de ne pas répondre aux besoins les plus urgents de la communauté (éducation, emploi, soins médicaux) proposent son esthétisation. En y transplantant un environnement artificiel qui se prête à la promotion touristique, le projet de requalification urbaine engagé témoigne d'une mise en scène, d'une euphémisation de la communauté.

Le cas d'embellissement le plus illustratif a lieu à Curitiba, dans la favela Vila Torres. Pour l'occasion, la communauté qui se trouve le long de l'avenue *Comendador Franco* reliant l'aéroport au stade est sujette à un maquillage urbain. En 2010, le Programme *Comunidade em Cores* porté par la municipalité de Curitiba, la COHAB-CT et l'entreprise de peinture *Akzo Nobel* propose d'y améliorer les habitations les plus nécessiteuses (réparation des ouvertures, création de trottoirs, de voirie goudronnée) et d'y apporter de la joie de vivre par la coloration des façades. Trois zones d'interventions sont délimitées : les habitations les plus précaires au bord de la rivière *Belem* ; celles déjà consolidées bordant la rue principale *Manoel Martins de Abreu* ; et les habitations consolidées faisant face à l'avenue *Comendador Franco*.
Si le programme urbain a dans l'immédiat favorisé une intégration spatiale de la favela par la couleur, il a *in fine* révélé un maquillage urbain de la communauté à l'occasion du Mondial. Alors que le projet prévoyait initialement d'améliorer les baraques en bois et en tôle aux abords de la rivière (zone 1), les observations montrent au contraire une concentration des interventions le long de l'avenue très fréquentée lors du méga-événement (zones 2 et 3) (fig. 74).

[286] « Prefeitura inicia obras de restauração dos Galpões da Gamboa ». 20/07/2011. Prefeitura do Rio de Janeiro. http://www.rio.rj.gov.br/web/guest/exibeconteudo?article-id=1944846.

Figure 74 – Processus de maquillage urbain de Vila Torres pour le Mondial 2014



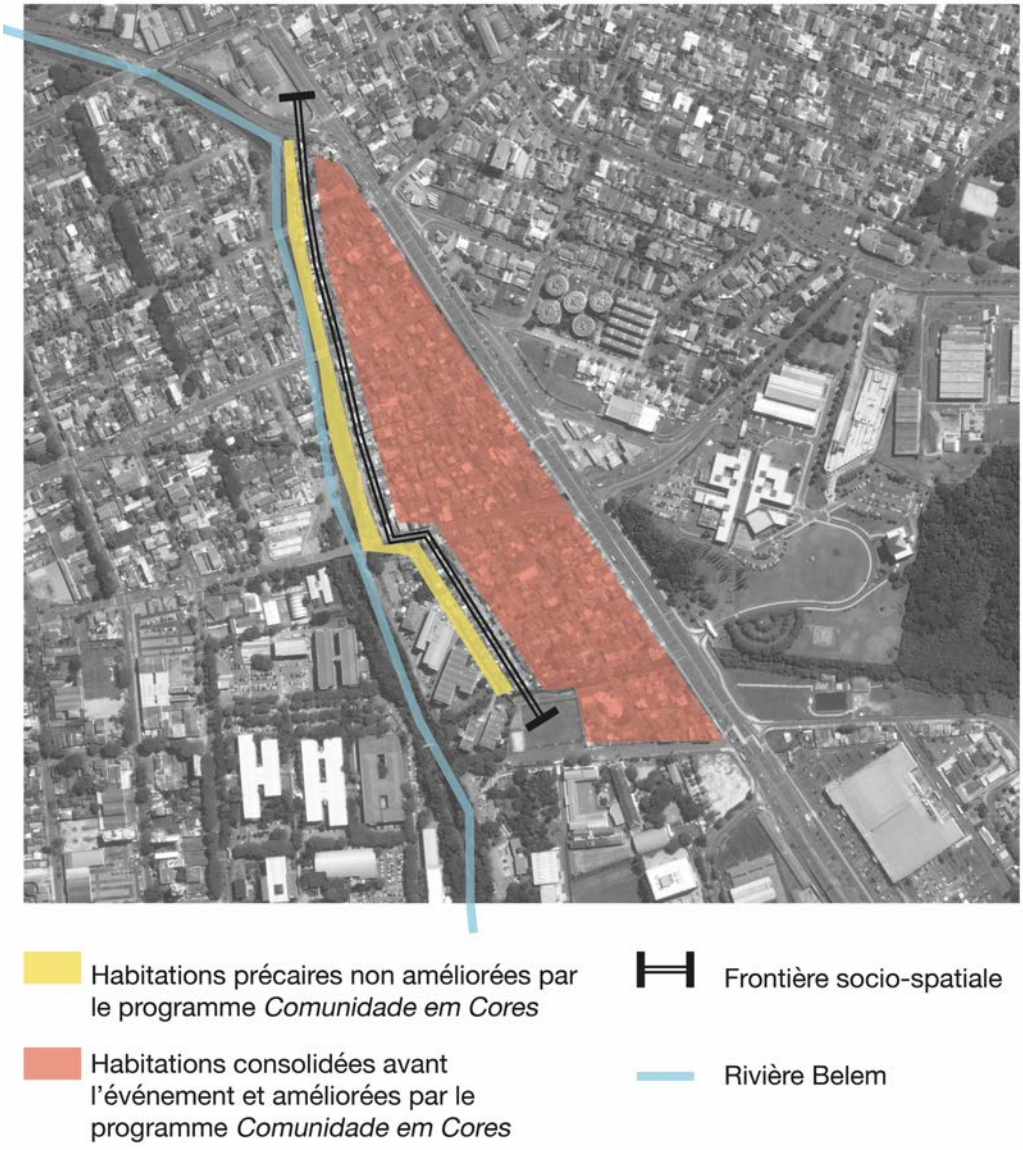
© Caroline Chabot

Pour les autorités publiques, il s'agit d'un problème de temps et de budget : « *Toutes ces améliorations coûtent de l'argent et la période actuelle de crise n'est plus propice à de telles dépenses. Il n'a pas été possible de terminer les engagements*[287] ». Néanmoins, les porteurs du projet comptent sur la dynamique interne de la communauté pour poursuivre les transformations : « *Nous sommes persuadés que les habitants vont par eux même améliorer leurs maisons. En voyant celle du voisin toute neuve, ils auront forcément envie que la leur soit jolie* [288]». Si dans les premiers temps de la période post-événementielle l'intégration sociale passe par des changements de comportement des habitants vis-à-vis de leur lieu de vie, ces

[287] Extrait d'entretien réalisé le 28 juin 2016 avec un membre de la préfecture de Curitiba.
[288] *Ibidem.*

dernières restent superficielles et éphémères (installation de jardinières devant les maisons, changement d'une fenêtre). Les habitations bordant la rivière ne sont une fois de plus pas concernées. Comme ce fut le cas lors des Jeux de Pékin 2008, au Cap lors du Mondial 2010 ou des Jeux du Commonwealth 2010 à New Delhi, l'apport de couleur dans les bidonvilles, la numérotation des maisons, la collecte des ordures et autres services qui suggèrent leur incorporation dans la ville formelle survit rarement à l'événement (BROUDEHOUX, 2007). Plus qu'un maquillage urbain, le projet de coloration des façades et d'amélioration du cadre bâti de Vila Torres a contribué à amplifier la frontière socio-spatiale entre les habitations délabrées et celles consolidées, en marginalisant davantage une population déjà marginalisée (fig. 75).

Figure 75 – Amplification de la frontière socio-spatiale de Vila Torres



© Caroline Chabot – Google Maps

Au Brésil, la coloration des façades de bidonvilles est de plus en plus récurrente et non exclusive du contexte méga-événementiel. Des projets artistiques de coloration et d'embellissement ont vu le jour ces dernières années. Le projet baptisé « Favela Painting » conçu par le duo de designers Jeroen Koolhas et Dre Urhahn est un exemple particulièrement éloquent de ce type d'embellissement. Le couple hollandais a peint les façades de la place centrale (*Praça Cantão*) à l'entrée de la partie inférieure de Santa Marta, première favela sujet de la pacification à Rio de Janeiro (fig. 76). Ils ont ainsi transformé la place en une œuvre d'art. Le résultat est un ensemble coloré qui attire le regard. Les artistes décrivent leur travail comme « 7000 mètres carrés de taudis à flanc de colline convertis en un nouveau monument pour la communauté [289]», suggérant que la coloration à elle seule est capable de transformer Santa Marta en un espace qui ne serait plus une favela.

Figure 76 – Coloration de façades dans la favela carioca Santa Marta

favelapainting

Les nouvelles couleurs des façades de Vila Torres et Santa Marta sont originales pour des favelas habituées aux murs de briques nues. En termes de choix de couleurs, elles articulent sur le plan esthétique des notions et des images spécifiques des favelas particulièrement répandues dans un contexte de croissance du tourisme urbain au Brésil et principalement à Rio de Janeiro. Les façades redessinées rappellent sans équivoque des modes de représentation et des éléments de style couramment employés dans les peintures des favelas,

[289] Descriptif du projet Favela Painting à Santa Marta, Rio de Janeiro, par les artistes. <https://favelapainting.com/>.

souvent réalisées dans un style naïf et enfantin (fig. 77). Elles reflètent de la favela l'image d'un espace ignorant la misère, la violence, et le crime. Les peintures invoquent plutôt un mode de vie exotique, bien que chaotique, vibrant et joyeux. Ces représentations des favelas sont devenues l'idéal esthétique de leur nouveau visage, servant de base aux récentes transformations colorées.

Figure 77 – Exemples de peintures représentant des favelas

h.g. afreaka ; h.d. Arte Naif ; b.g. Ajur ; b.g. Antoni Sierra I Uceda

L'initiative d'embellissement réduit cependant les communautés pauvres à un assemblage de blocs de couleurs vives. La réminiscence de représentations naïves et idylliques de la favela conduit à un tourisme artistique. L'image est en train de s'imposer comme l'identité visuelle de la "favela" dans l'imaginaire collectif : « *les gens pensent qu'une favela c'est ça, des couleurs, plein de couleurs et des gens qui passent leur temps à faire la fête. C'est pas la*

réalité »[290]. En dépit d'être à la fois réductrice et caricaturale, l'approche a été adoptée récemment par l'Etat qui a imposé dans plusieurs favelas ce genre d'interventions urbaines. Compte tenu de la popularité des favelas parmi les visiteurs étrangers, les techniques d'embellissement cherchent clairement à rassurer sur la nature inoffensive des bidonvilles. Cependant, le paternalisme qui ressort de ces interventions contribue à la disqualification des populations les plus pauvres, perpétuant leur position subalterne dans la société contemporaine. Il minimise voire efface les conditions d'exclusion et d'exploitation qui ont permis la naissance de ces quartiers, et dissimule les traces de la discrimination et de l'abandon dont ses habitants ont longtemps souffert et qui sont encore inscrits sur ses murs. Les changements d'apparence peuvent alors être interprétés comme des liftings superficiels. Les favelas situées dans des zones stratégiques sont ainsi remodelées de manière à correspondre à l'image d'une ville événementielle, joyeuse, attirante, dynamique, festive. L'intention n'est pas de les rendre invisibles mais de les embellir, de les mettre en scène afin d'offrir aux visiteurs des interprétations plus positives de la réalité des favelas.

L'embellissement des bidonvilles à l'occasion de grands événements n'est pas sans rappeler les « villages Potemkine ». L'expression fait son apparition suite à une histoire de supercherie attribuée au gouverneur du sud de la Russie. Le prince Grigori Potemkine, pour se faire bien voir de l'impératrice Catherine II lors de son voyage sur ses terres aurait en effet transfiguré la réalité sociale de la population avec la construction de faux villages et de fausses façades. En 1783, la Russie annexe la Crimée après sa victoire face aux turcs. Grigori Potemkine, nommé gouverneur des territoires conquis par Catherine II se donne pour mission de les mettre en valeur. Quatre années plus tard, l'impératrice se rend sur les lieux, accompagnée de l'empereur d'Autriche, du roi de Pologne et d'ambassadeurs étrangers pour voir les résultats de ses efforts. Le voyage est un triomphe appelé à montrer au monde la puissance accrue de l'empire de Russie. Potemkine n'a cependant pas grand-chose à montrer à la souveraine, les habitants de ses terres sont pauvres et les habitations très rustiques. Il aurait alors fait ériger sur le parcours de l'impératrice de fausses façades en carton-pâte accompagnées d'une foule de paysans bien habillés. Par cet artifice, le courtisan aurait réussi à convaincre Catherine II que ses sujets menaient une belle vie.

[290] Extrait d'entretien réalisé le 4 mai 2016 avec une guide touristique de la favela Vidigal.

Lors des Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi 2014, l'expression de Jeux Potemkine refait son apparition dans les médias. Tweeté le 10 janvier par Maxime Zikonov, un habitant de la ville russe de Penza, une image fait le tour du réseau social et suscite quantité de commentaires ironiques. Elle montre trois ouvriers recouvrant d'un trompe l'œil la façade délabrée d'une maison de ville devant laquelle doit passer le cortège de la flamme olympique (fig. 78). Le processus est alors une manière de mettre temporairement la poussière sous le tapis pour les caméras du monde.

Figure 78 – Des ouvriers couvrent une maison délabrée de Penza avec un trompe l'œil

Twitter @MaximeNikonov

L'édulcoration sémantique

Alors que l'embellissement euphémise physiquement les favelas lors d'un contexte événementiel, l'édulcoration sémantique s'attaque quant à elle au terme communément employé pour désigner l'objet concerné. Elle implique le changement d'un nom jugé péjoratif par un autre moins connoté en espérant lui attribuer des valeurs positives. Le processus réduit alors la charge négative d'un mot dans l'imaginaire collectif sans apporter de solutions concrètes au problème. Au Brésil, alors que depuis une dizaine d'années l'emploi du terme

comunidade (communauté) pour désigner les favelas était épisodique, son intense circulation lors de la préparation du pays aux méga-événements sportifs internationaux et son appropriation par les discours politiques et médiatiques l'impose désormais comme le terme privilégié pour nommer le territoire, et la culture favelada. Alors que pendant plus de cent ans le terme *favela* s'est diffusé dans tout le Brésil pour désigner les espaces d'habitats pauvres et illégaux, l'édulcoration sémantique s'opère au tournant des années 2010. Menée par la municipalité de Rio de Janeiro qui accueille quatre ans et six ans plus tard les deux plus importants événements de la planète, il est révélé lors de la mise en place de la politique de pacification des favelas dont l'un des buts est de rassurer les visiteurs et les investisseurs sur la sûreté de ces lieux jusque dans le nom qui les désigne.

Le terme *favela* apparait en 1897 suite au retour des soldats de la guerre de *Canudos* à Rio de Janeiro. En référence aux plantes urticantes des collines du nord du Brésil, les favelas désignent peu à peu les amas de taudis sur les collines de Rio de Janeiro. Avec le temps, le terme est consacré. « *La société a créé un stéréotype très fort sur les favelas, basé sur les vols, le trafic, les crimes, des actions qui dans l'imaginaire collectif sont réalisées par les favelados*[291] ». Toute la population favelada est alors victime de cette image. « *Regardez le film Tropa de elite, on dirait que tous les habitants sont des trafiquants lourdement armés, bien que ce soit juste une minorité* [292] ». Au fur et à mesure que le nombre augmente et que le trafic s'installe, leur charge négative s'alourdit. Elles sont ainsi régulièrement désignées comme des lieux de menace, de violence et d'incivilité (NOVAIS, 2016).
Le terme *comunidade* possède quant à lui une définition moins péjorative. En biologie, la communauté identifie un groupe. Elle rassemble tous les organismes vivants, de tous types, vivant dans un écosystème donné et qui interagissent. Dans le droit, elle mentionne un groupe de personnes possédant et jouissant d'un patrimoine en commun. Si en France le terme est régulièrement utilisé pour désigner des minorités ou le communautarisme avec une connotation négative, au Brésil il suggère harmonie et affectivité (NOVAIS, 2016).

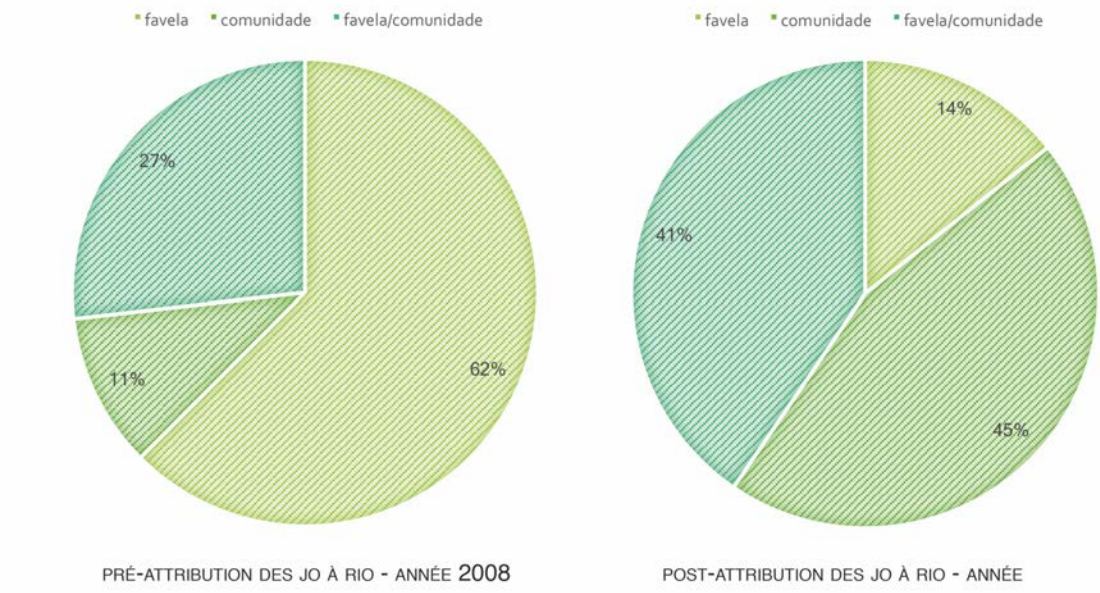
La notion de *comunidade* émerge dans le pays à partir des années 1980, lorsque l'État brésilien passe d'une stratégie d'éradication à des programmes d'urbanisation. Dans ce contexte le

[291] Extrait d'entretien réalisé le 23 septembre 2017 avec un géographe chercheur de la PUC-RJ.
[292] Extrait d'entretien réalisé le 20 août 2016 avec un membre de l'association des habitants de Vidigal.

terme de temps en temps employé, est régulièrement suivi du qualificatif *urbanizada* (urbanisée) pour qualifier une favela dont les carences socio-spatiales ont en partie été résorbées. Le terme est ainsi synonyme de progrès et d'avancées sociales. Il instaure une hiérarchie entre certaines favelas, distinguant celles qui s'intègrent à la ville formelle et les autres. Pour Patricia Birman (2008), le terme *comunidade* réutilisé par les politiques publiques prend racine dans un mouvement qui préconisé par l'aile gauche de l'église catholique qui gagne en force entre 1950 et 1960. Cette notion cherche alors à rompre avec l'identification de la favela comme un mal à éliminer de la ville. Inversement, elle fonde une vision plus positive, reposant sur la cohésion sociale supposée au travers des liens familiaux et des relations de voisinage.

Le terme *comunidade* est cependant peu utilisé dans le langage courant jusque dans les années 2000. À travers l'analyse d'une centaine de chansons sur le thème de la favela, le chercheur en lettres Patrick Dahlet (2016) ne dénombre pas avant cette date d'occurrences la thématisant comme *comunidade*, la chanson religieuse en ayant seule le monopole. Le terme est fréquemment repris seul ou en alternance avec *favela*. En 2008, un an avant l'attribution des Jeux Olympiques à Rio de Janeiro, *comunidade* est employé dans 11% des articles du journal *O Globo* au sujet *de Vidigal, soit* une quantité minime en comparaison aux 62% d'articles usant du terme *favela* (fig. 79).

Figure 79 – Évolution des termes désignant Vidigal dans la presse (journal O Globo)



© Caroline Chabot

En 2015, l'année précédant le début des compétitions olympiques, alors que la ville de Rio de Janeiro se prépare, une bascule sémantique s'opère. Désormais, 45% des articles désignent Vidigal comme une *comunidade*. La transition semble cependant encore en cours puisque qu'une quantité non négligeable use de la double désignation *favela/comunidade*. Le qualificatif « urbanisée », préalablement accolé à celui de c*omunidade* évolue également entre les deux périodes. En 2015, les termes font référence dans leur majorité à un vocabulaire guerrier et pacificateur pleinement lié à la mise en place en 2009 de la politique de pacification des favelas pour les Jeux Olympiques 2016 : « pendant la patrouille de l'UPP dans la communauté Chácara do Céu[293] », « les options incluent des visites guidées dans les communautés avec des Unités de Police Pacificatrices (UPPs), comme Dona Marta, Vidigal et Alemão[294] », « l'émergence de nombreuses propriétés dans la communauté où il y a une UPP [295]». Les médias reprennent dès lors le terme officiel de *comunidade* véhiculé dans les discours politiques pour désigner les favelas concernées par la pacification. Alors que l'impuissance de l'État définit ces espaces comme *favelas*, sa présence désormais réaffirmée fait d'elles des *comunidades*. Ce tour de force discursif a alors pour but de la désigner à neuf. Il diffuse dans l'imaginaire collectif l'image d'une communauté humaine en lieu et place de celle d'un territoire de discrédit et de menace. La généralisation du terme *comunidade* après cette période clé, ses occurrences dans la presse et les discours officiels relatifs à pacification, autorise à rattacher la mutation linguistique de la favela à une politique qui vise à crédibiliser à la fois les actions institutionnelles et à rassurer les visiteurs quant à la sûreté de la ville.

L'édulcoration sémantique se révèle lorsque l'on se penche sur la dénomination dans la presse de favelas qui n'ont pas été pacifiées. L'exemple de la favela Morro do Chaves est éloquent. Localisée dans le nord de Rio de Janeiro, elle n'a jamais fait l'objet de programmes d'urbanisation ou de pacification. On y observe cependant dans les médias la même dynamique d'évolution sémantique que les favelas ayant bénéficié de tels programmes. Alors qu'en 2008, soit un an avant l'attribution des Jeux Olympiques à Rio de Janeiro, 57% des articles traitant de Morro do Chaves dans le journal *O Globo* désignent le territoire comme une *favela*, ils ne sont plus que 18% en 2015 (fig. 80).

[293] « Policial atira em adolescente após confundir skate come arma ». 6 novembre 2015. Journal O Globo.
[294] « Fim de semana com diversão mais em conta ». 3 aout 2015. Journal O Globo. Consulté le 29/06/2018.
[295] « Avanço sem limites ». 8 janvier 2015. Journal O Globo. Consulté le 29/06/2018.

Figure 80 – Évolution des termes désignant Morro do Chaves dans la presse (journal O Globo)

© Caroline Chabot

Le terme de *comunidade* quadruple, passant de 14% en 2008 à 55% après le début des campagnes de pacification alors que la ville termine de se préparer pour les Jeux.

La préférence quant à l'usage du terme *comunidade* se diffuse dans le contexte événementiel à toutes les favelas de la ville, désignant à la fois des favelas urbanisées, pacifiées, ou n'ayant bénéficié d'aucun de ces programmes. L'édulcoration sémantique reste cependant un euphémisme, un enrobage. « *Changer le nom ne change pas la réalité, la plupart ne sont pas des communautés, ce sont des favelas* »[296]. En effet, nommer toutes les favelas de Rio des *comunidades* ne comble pas leurs carences urbaines et sociales. Si le glissement de nom de la *favela* vers la *comunidade* prend racine lors de la préparation de la ville aux méga-événements et sa politique de pacification, son édulcoration sémantique est propagée par la presse et l'imaginaire collectif.

[296] Extrait d'entretien réalisé le 20 aout 2016 avec un memebre de l'association des habitants de Vidigal.

Chapitre 10/ Logique de transfert

La logique de transfert décrit ici des processus de déplacement engagés par l'arrivée d'un méga-événement dans une ville ou un pays. Basée sur les observations *in situ*, les récits des interviewés et les nombreux articles de presse relatant la face cachée des Jeux Olympiques et Coupe du Monde, la logique de transfert déconstruit une partie de la confrontation entre les favelas et lesméga-événement. Elle raconte aussi bien des déplacements souvent brutaux d'hommes et de femmes que de leurs habitudes et modes de vie.

Le chapitre évoque des déplacements de population à double sens. Ceux de favelados qui doivent laisser place à un projet urbain lié au méga-événement et ceux de résidents qui suite à leur expulsion, reviennent s'installer dans les favelas urbaines. Il évoque également les flux résultant du phénomène de gentrification à l'œuvre dans certaines communautés. La logique de transfert interroge dans un premier temps les motifs et les modalités d'expulsions et de relogements des favelados, puis dans un deuxième temps questionne la politique de pacification.

Dans le contexte événementiel, des transferts de modes de vie à double sens sont mis en place. Ils prennent la forme de campagnes civilisatrices envers les favelados proches des zones touristiques ou bien d'un déplacement d'un mode de vie favelado dans les relogements. Si les premières interrogent l'emplacement géographique des favelas concernées, les deuxièmes évoquent la difficile intégration d'une population soumise à des préjugés et au déni.

Enfin, à travers une mise en perspective internationale s'appuyant sur les écrits issus des derniers méga-événements, tant dans les pays émergents que développés, ce chapitre met en évidence des actions et processus récurrents mais également des spécificités brésiliennes.

10.1. Déplacements de populations

Dans le contexte événementiel, la décision d'expulser les populations des bidonvilles est majoritairement unilatérale, dépourvue de concertation et régie par une suite d'étapes et de moyens récurrents. Entre propositions d'indemnisation et de relogement, mais également empreint de violences physiques et morales, le cas du Brésil est exemplaire par l'observation d'expulsions de bidonvilles similaires à celles ayant eu lieu dans les derniers pays-hôtes

émergents. Les populations défavorisées sont en effet chassées des centres et repoussées dans les périphéries de la ville.

Au Brésil, ces dynamiques de transfert ne sont pas nouvelles, et font l'objet de nombreux écrits, tant dans la presse que dans le milieu académique. Le Brésil se distingue cependant par le processus de résistance qui s'y est mis en place. Alors que des milliers de familles sont expulsées de la favela et relogées dans des habitats populaires construits par l'État dans l'optique des compétitions sportives, le post-événement montre aussi le retour d'une partie de ces populations dans les favelas urbaines. Ce double transfert révèle alors l'échec des politiques publiques mises en place pour l'occasion : la pacification des favelas et le relogement d'une partie de leurs habitants. D'autres mouvements de population sont internes aux bidonvilles et prennent la forme d'un processus de gentrification, mouvement observé dans la plupart des ville-événements, aussi bien au Sud qu'au Nord et qui partout engendrent des réactions populaires virulentes.

Des décisions d'expulsion unilatérales

Parmi les réponses les plus courantes à l'excessive visibilité d'une pauvreté urbaine embarrassante se trouve l'élimination des taudis, comprenant l'expulsion et la démolition des bidonvilles ainsi que le déplacement de résidents vulnérables dans des relogements. Ces pratiques ont été dénoncées lors des Jeux Olympiques et Coupes du Monde de Pékin 2008, Séoul 1988, New Delhi 2010, Afrique du Sud 2010 et sont devenues une caractéristique régulière des méga-événements, au moins dans les économies émergentes. À Pékin, 1,25 millions de personnes ont été expulsées et ont vu leurs quartiers démolis pour faire place à de grands projets olympiques (BROUDEHOUX, 2007). À Séoul, l'enquête internationale réalisée en 1989 par la Coalition Asiatique pour les Droits au Logement (ACHR, 1989) révèle l'expulsion et le réaménagement de près de cent quartiers entre 1982 et 1989 et l'expulsion de leurs habitants en vue des Olympiades 1988, rendant le cas Sud-Coréen connu internationalement. Les raisons alors invoquées sont le besoin d'espace. Les autorités publiques et les propriétaires des franchises de méga-événements (CIO ou FIFA) requièrent en effet de vastes étendues de terres pour préparer la ville, nécessitant de déloger de nombreux habitants. Les bidonvilles sont souvent les plus sévèrement frappés par ce processus. Les taudis inesthétiques sont retirés de zones de grande envergure et leurs

résidents rarement informés du sort qui leur est réservé. L'unilatéralité des décisions de transfert de ces populations est en effet un élément récurrent des évictions. « *Ils ont appris que leur communauté était vouée à la destruction à la télévision !* [297]», « *les projets ne sont pas présentés, les familles n'ont pas accès aux informations officielles, pas même lorsque le tractopelle est à leur porte en les forçant à partir* » (COMITÊ POPULAR DA COPA, 2015). Même dans les cas où des conférences et des forums sont organisés par les pouvoirs publics, il n'y a pas ou peu de travail préalable pour informer les habitants afin qu'ils puissent s'approprier les contenus des projets prévus sur leur lieu de vie. Certains parlent alors d'un dialogue impossible avec les pouvoirs publics et de mépris à leur égard : « *Les travaux pour la mobilité urbaine et la construction d'équipements sportifs ne sont pas considérés comme discutables, et ceux qui les interrogent sont traités de parjure, de traitre. Les pauvres n'ont pas de voix, ils n'ont pas de place à la télévision, ni dans les médias, uniquement dans la rue, ils veulent faire de nos favelas des paradis d'immeubles de luxe*[298] ». D'autres mentionnent les tromperies : « Dans plusieurs cas, des favelas entières sont déplacées sans qu'aucun projet ne voit le jour sur leur terres [299]»

L'absence de concertation et de dialogue avec la population crée un climat d'incertitude quant à son devenir. Pour certains, les pouvoirs publics se comportent « de façon autoritaire, il n'y a pas de choix possible, c'est l'expulsion ou rien ! [300]». Les élus parlent pourtant de cette pratique comme étant des « expulsions démocratiques »[301]. Lors de la présentation du plan de réduction des favelas de 5% et du projet d'expulsion des habitants, en accord avec le « plan d'héritage » post JO, le secrétaire au logement de Rio de Janeiro, Jorge Bittar (PT) déclare « Nous ne ferons pas d'expulsions comme par le passé. Le processus se déroulera sans traumatismes. Nous allons offrir des alternatives aux familles qui vivent dans les favelas. En plus du projet *Minha Casa Minha Vida*, elles pourront acheter un autre bien ou [recevoir] une indemnisation. Dans ce dernier cas, elles pourront retourner sur leur terre natale »[302]. L'avenir

[297] Extrait d'entretien réalisé le 15/04/2017 avec un journaliste du journal O Globo.
[298] *Ibidem.*
[299] Extrait d'entretien réalisé le 23/09/2017 avec un enseignant chercheur en géographie à la PUC Rio.
[300] Extrait d'entretien réalisé le 22/08/2016 avec un membre de l'association des habitants de Morro da Providência.
[301] Le terme utilisé en 2010 par Adilson Pires (PT), et à l'époque, gouverneur à la mairie de Rio de Janeiro, et au préalable, vice-préfet du second mandat d'Eduardo Paes.
[302] Jorge Bittar, cité dans Isabela Bastos et Selma Schmidt, « Plano Estratégicos : Paes quer reduzir em 3,5% total da area da favela até 2012 », Extra, Rio de Janeiro, 5 décembre 2009. <http://extra.globo.com/noticias/rio/plano-estrategico-paes-quer-reduzie-em-35-total-da-area-de-favelas-ate-2012-207796.html#ixzz3O9xuwFyl> .

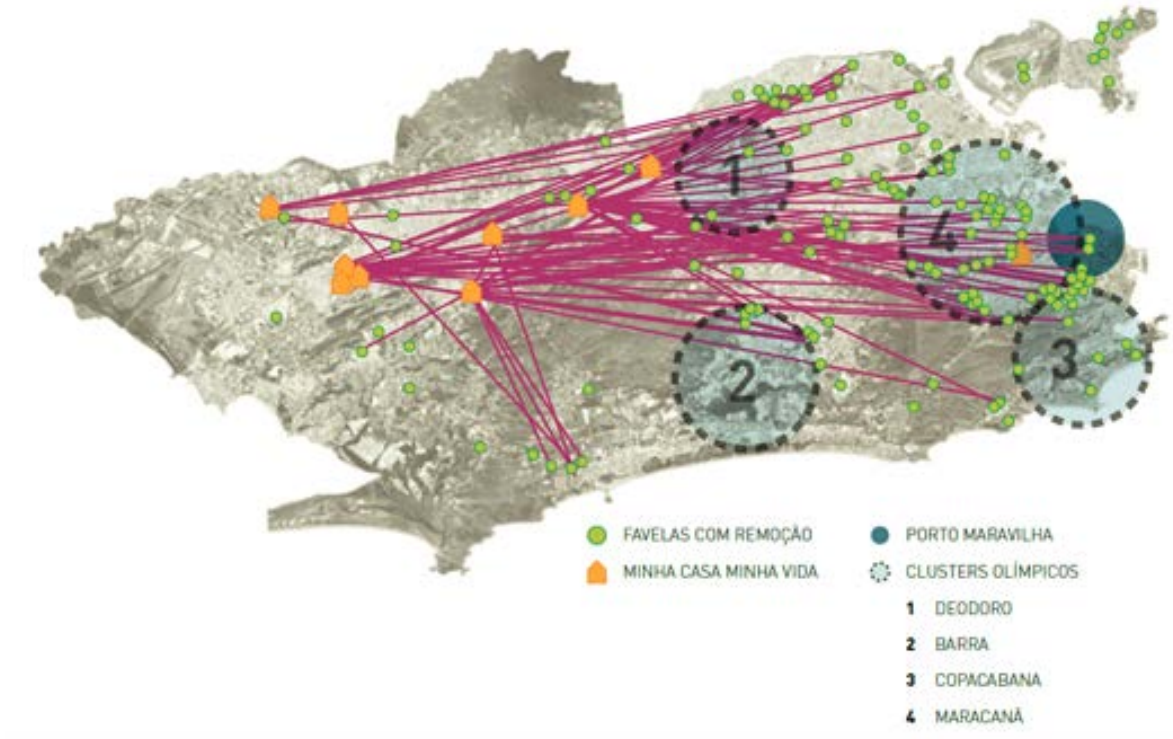
en termes d'habitat pour les populations expulsées tient en deux possibilités : le relogement dans un appartement du programme *Minha Casa Minha Vida* ou l'indemnisation.

Les relogements en appartement proposés par les pouvoirs publics « sont considérés par les élus comme la meilleure solution pour ces populations pauvres, c'est ce que qui peut leur arriver de mieux[303] ». Ils sont cependant soumis à controverse. Là encore, c'est l'unilatéralité des décisions qui est mise en avant : « *À aucun moment ils n'ont le choix de leur logement, tout est désigné à l'avance, et il faut voir la qualité des bâtiments ! Les projets sont des constructions peu coûteuses, avec des espaces trop petits, sans qualités et privés de toute recherche architecturale*[304]». Alors que les porteurs du programme en parlent en termes de « *renouveaux*[305] », la presse les décrit comme « des cités ghettos [306]».

Plus que l'expulsion, ce sont les emplacements géographiques des unités de relogements qui soulèvent les revendications. À l'image des faits relatés lors des JO de Pékin 2008 par Anne Marie Broudehoux (BROUDEHOUX, 2017), où les cabanes de 20 000 personnes sont déplacées dans un camp temporaire à l'extérieur de la ville, une carte réalisée en 2015 par l'architecte brésilien Lucas Faulhaber et la journaliste Lena Azevedo puis reprise par les médias du monde entier à quelques semaines des Jeux Olympiques 2016, montre en effet que les habitations du programme *Minha Casa Minha Vida* dans lesquels sont relogés les favelados se situent en grande majorité à la périphérie de Rio de Janeiro (fig. 81). La concentration des favelas concernées par les expulsions dans les territoires des clusters olympiques, témoigne des dynamiques impulsées par le méga-événement sur les transferts de population.

[303] Extrait d'entretien réalisé le 03/12/2015 avec un employé de la préfecture de Rio de Janeiro.
[304] Extrait d'entretien réalisé le 10/08/2017 avec un architecte-chercheur à l'UFRJ.
[305] Extrait d'entretien réalisé le 10/08/2017 avec un architecte-chercheur à l'UFRJ.
[306] « Au Brésil, des cités ghettos pour remplacer les favelas ». Le Monde, 19/07/2016. < https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2016/07/19/au-bresil-des-cites-ghettos-pour-remplacer-les-favelas_4971645_4497186.html>.

Figure 81 – Transfert des favelados en périphérie de Rio de Janeiro



Lucas Faulhaber et Lena Azevedo

Contre les évictions et les relogements forcées, la société civile se mobilise. Les associations d'habitants, les médias et la communauté scientifique évoquent une violation de la Constitution de 1988 qui interdit légalement toute politique visant à reloger en masse les populations faveladas. Elles sont cependant annoncées possibles uniquement si les conditions physiques de la zone occupée comportent des risques pour la vie ou la santé de ses habitants ou bien que la zone est une menace pour la préservation environnementale et la protection des écosystèmes[307]. Dans ces cas, les relogements doivent se situer à proximité de la communauté d'origine. Entre Rio de Janeiro et Curitiba, un fossé se creuse quant à l'application de cette politique. Les relogements offerts à proximité des communautés d'origine sont des exceptions à Rio de Janeiro et cherchent surtout à étouffer les contestations. « *À Morro da Providência, l'offre de relogement à proximité de la communauté vise à amenuiser les conflits avec la communauté organisée, qui est localisée dans l'aire centrale de Rio de Janeiro, et a une haute valeur symbolique. Pour Vila Autodromo, l'offre de relogement dans les immédiats s'est constituée comme une stratégie pour diviser la*

[307] Projeto n°9/2005 de emenda à Lei Orgânica do Rio de Janeiro. Art. 429 VI

communauté et diminuer les entraves aux évictions puisque la majorité des familles possédait un document de concession réelle d'usage du sol [308]». À Curitiba, les relogements à proximité sont au contraire plus courants. La ville semble cependant être une exception puisque « *dans toutes les autres villes hôtes du Mondial, il y a eu des expulsions forcées et des relogements en périphérie, loin de tous services*[309] ». Dans la capitale du Paraná, la différence « *est certainement dû au fait de la communication établie entre les habitants et la municipalité*[310] ». Les concertations avec les habitants rompent avec les habitudes des dernières politiques de relogement unilatérales et « *incite à un dialogue constructif avec les principaux acteurs concernés permettant d'éviter leur retour dans les favelas* [311]».

Les expulsions de favelas ne sont pas vraiment une nouveauté dans l'histoire du Brésil, mais la situation spécifique créée par les deux méga-événements sportifs et les changements urbains qu'ils imposent a intensifié l'ampleur du phénomène, quasiment systématique dans les douze villes-hôtes du Mondial et dans la ville hôte des JO. À Rio de Janeiro, la justification est à imputée en partie à l'urgence du calendrier événementiel. Les investissements municipaux se sont alors concentrés sur l'éviction de masse plutôt que l'intégration, en raison de la longueur du processus. L'unilatéralité des décisions d'expulsion y a affecté des communautés entières, vivant dans les favelas situées au travers du chemin du « progrès » que représente les méga-événements pour leurs supporters.

Des motifs, expressions et moyens récurrents

Selon l'UN-Habitat, la réception d'événements internationaux constitue l'une des justifications les plus couramment utilisées pour éradiquer les bidonvilles[312]. Procédé d'expulsion mondialement utilisé, les motifs et les moyens employés sont souvent les mêmes. Dans un contexte où il est devenu impossible d'expulser des populations sans motif légal, l'argument le plus employé par la préfecture de Rio de Janeiro pour les justifier réside dans la délimitation de « zone à risque environnemental » par l'entreprise Geo-Rio, un critère basé

[308] Extrait d'entretien réalisé le 10/08/2017 avec un architecte-chercheur à l'UFRJ.
[309] Extrait d'entretien réalisé le 17/03/2017 avec un journaliste du journal *Gazeta do Povo*.
[310] Extrait d'entretien réalisé le 17/03/2016 avec une assistante sociale de la COHAB-CT.
[311] Extrait d'entretien réalisé le 17/03/2017 avec un journaliste du journal *Gazeta do Povo*.
[312] United Nations Comission on Human Settlements, An Urbanizing World, 1996, p245-246

sur la Loi Organique de Rio de Janeiro de 2005. Le contexte pré-événementiel fait apparaitre un travail intense de classification des favelas de la ville en zones à risques. 63% des favelas touchées par le processus de transfert le sont au regard de ce motif (FAULHABER et AZEVEDO, 2015). Depuis les fortes pluies d'avril 2010, la démarche a pris de l'ampleur. Cinq ans avant les Jeux Olympiques, elle fait le titre du journal O Globo « *Geo-Rio cartographie 9 favelas entières dans des zones de haut risque* »[313]. L'article indique que plus de 1 300 maisons doivent y être démolies, sans compter les 17 000 habitations réparties dans 117 autres favelas partiellement vulnérables ainsi que les 9 000 foyers situés dans des zones à risque moyen. Au total, les propriétés représentent une surface de plus de 5 kilomètres carrés soit 612 terrains de football. À Morro da Providência un tiers des expulsions réalisées le sont sous ce motif (COELHO, 2012). La municipalité prétend que toutes les expulsions ont pour but d'« *offrir aux habitants de meilleures conditions de vie et de sécurité* [314]». Les sommets des collines et les pentes inclinées sont des priorités. Le conseil municipal maintient que ces zones « *doivent être reboisées pour réduire le risque de catastrophes causées par les fortes précipitations* »[315].

Pour la communauté scientifique, les zones à risques délimitées par les pouvoirs publics masquent d'autres intérêts. « *Sans nier la présence de réels risques pour les habitants de nombreuses favelas, le discours basé sur le risque est majoritairement employé pour récupérer des terrains à fort potentiel immobilier*[316] », « *les expulsions de favelas ne sont pas toutes liées au risque d'éboulement, mais au potentiel touristique des espaces où elles se trouvent* [317]». Les rapports techniques élaborés par la mairie sont selon eux discutables et servent à légitimer la démolition d'habitations plutôt qu'à atténuer les risques. Les propos des opposants remettent en cause la légitimité de l'étude de Geo-Rio en se basant sur d'autres rapports d'experts : « *les favelas cariocas localisées en partie ou totalement dans les zones de protection ont été réévaluées par des experts municipaux qui ont rejeté les évaluations préalables*[318] ». Pour Rose Compans (2007), le problème vient du fait que l'évaluation des risques géologiques dépend

[313] « Geo-Rio mapeia 9 favelas inteiras em áreas de alto risco ». O Globo, 07/01/2011. https://oglobo.globo.com/rio/geo-rio-mapeia-9-favelas-inteiras-em-areas-de-alto-risco-2841201.
[314] Extrait d'entretien réalisé le 03/12/2015 avec un employé de la préfecture de Rio de Janeiro.
[315] *Ibidem.*
[316] Extrait d'entretien réalisé le 10/08/2017 avec un architecte-chercheur à l'UFRJ.
[317] Extrait d'entretien réalisé le 15/04/2017 avec un journaliste du journal O Globo.
[318] Extrait d'entretien réalisé le 22/08/2016 avec un membre de l'association des habitants de Morro da Providência.

d'un seul et unique organisme à Rio de Janeiro, qui se trouve être intégré à l'administration municipale, le Geo-Rio.

Le discours qui tend à mettre en avant les concepts de « risque environnemental » ou la nécessité de conserver les aires protégées est en réalité utilisé de manière sélective. Il accentue ainsi davantage les injustices socio-spatiales entre les classes les plus pauvres et les plus aisées. Pour Yvette Veyret (2007) lorsque les classes moyennes et riches se sentent menacées ou souffrent d'une catastrophe, des mesures de gestion sont prises afin de rendre le risque acceptable. Au-delà d'une différence de traitement entre classes sociales sujettes aux risques, ce sont les intérêts immobiliers qui, pour la communauté scientifique, guident les injustices socio-spatiales. « *Le critère de risque environnemental a été actionné pour expulser les quelques 1000 habitants de la favela Vila Alto Camorim à cause de sa localisation autour du Parque Estadual da Pedra Branca qui se trouve être une aire de protection environnementale. Cela n'a pas empêché l'entreprise Odebrecht Realizaçoes Imobiliarias d'annoncer le lancement dans la même région du complexe immobilier " Vent Residencial " et de ses centaines d'appartements réservés aux classes aisées*. [319]»

En dépit de l'adoption fortes de garanties constitutionnelles pour les favelas au Brésil, la clause « zone à risque » est devenue dans la législation fédérale le principal instrument politique (LASCOUMES et LE GALÈS, 2005) pour déplacer les habitants des bidonvilles dans la perspective des méga-événements. Il fait le lien entre la politique de diminution du nombre de favelas pour 2020 et celle de reboisement et de conservation des aires protégées, des thèmes pertinents pour les écologistes et les ONG internationales. Le sujet émousse la critique sur les expulsions et délégitimise les revendications populaires des favelados. Il est en effet difficile d'être contre la protection des vies et de l'environnement. L'argument est cependant ambigu et pose question puisqu'il désigne à la fois les concepts de « zone de protection environnementale » et de « catastrophes naturelles ».

Le motif « zone à risque » n'est pas une création brésilienne. En Afrique du Sud, certains *townships* ont connu ce phénomène lors de la Coupe du Monde 2010 où les arguments les plus utilisés ont été la volonté de réduire la pollution ou la création d'espaces verts (HARISSOU

[319] Extrait d'entretien réalisé le 10/08/2017 avec un architecte-chercheur à l'UFRJ.

2011). Il n'est pas plus spécifique pour ce type d'aménagement. Le documentaire « Mainmise sur les villes » réalisé en 2013 par Claire Laborey, montre l'utilisation par la mairie d'Istanbul de ce motif pour expulser les populations les plus pauvres de son territoire afin de récupérer des terrains à fort potentiel immobilier. À Derbent, le plus ancien quartier de bidonville de la ville, plus de 2000 maisons sont soudainement cartographiées dans des zones sismiques et menacées de destruction en même temps qu'un projet d'aménagement pour les classes aisées. Tout comme à Rio de Janeiro, les propos politiques s'appuient sur un traumatisme national, ici le tremblement de terre de 1999. Il est par la suite transformé en prétexte pour déloger massivement et parfois abusivement les habitants des quartiers informels. 70% d'Istanbul a alors été déclaré en zone à risque.

Parmi les éditions de Coupe du Monde et de Jeux Olympiques de ces dernières années, un moyen d'identifier les constructions vouées à la démolition se généralise. Au Brésil comme en Chine, l'arrivée des méga-événements a fait apparaitre des graffitis. Sur des murs, des monuments ou des objets de l'espace public, ces marques existent depuis des époques reculées dont certains exemples remontent à la Grèce Antique (Oxford University Press, 2006). Dans la plupart des pays, faire des graffitis sans le consentement du propriétaire est considéré comme du vandalisme punissable par la loi. Parfois utilisé pour diffuser un message social, politique, ou bien uniquement artistique, ils sont généralement compréhensibles par tous. En 2013, un nouveau se distingue à Rio de Janeiro : « SMH » suivi d'une suite de chiffres. On le trouve sur les murs des favelas de la zone sud, *Morro da Providência*, *Metrô, Mangueira, Curicica*, entre autres (fig. 82). Il n'est cependant pas standardisé, il est réalisé à la main avec une calligraphie irrégulière. SMH (Secretaria Municipal de Habitação) n'est pas une fresque artistique mais un acronyme qui indique quelles maisons doivent être détruites pour réaliser les travaux d'urbanisme pour la Coupe du Monde 2014 et les Jeux Olympiques 2016.

Figure 82 – Sigles « SMH » peints sur les murs de le favela Mêtro

© Caroline Chabot

Lorsque les habitants choisissent la compensation financière, la lettre « D » (pour démolition) est peinte sur la façade. La similarité du processus est frappante avec des pratiques issues de l'époque coloniale où lors de l'exil de la famille royale portugaise à Rio de Janeiro, la cour est logée dans la ville, dans des résidences confisquées à la population et marquées avec les initiales « P.R. » (« Prince Régent »), que l'ironie populaire de l'époque a parfois détourné en « Ponha-se na Rua » (prenez la porte), ou « Prédio Roubado » (immeuble volé). Autorisé, le graffiti « SMH » de la mairie est une déclaration officielle. Ces marques illégales font ici force de loi.

Une fois de plus, cette pratique n'est pas une exclusivité du Brésil et de ses méga-événements. En Chine déjà, lors des Jeux de Pékin 2008, ce même phénomène est rapporté. *« Les habitants de Dong-zhimen, un quartier pauvre du centre historique de Pékin, se sont réveillés fin octobre 2001 avec un sigle peint sur leurs murs de briques grises : " Cai ", un caractère chinois entouré d'un cercle, qui signifie " détruire ". Deux semaines plus tard, ce quartier de hutongs, ruelles typiques du vieux Pékin semblait frappé par une guerre civile : une maison sur deux était éventrée, les habitants désertent en emportant leurs maigres possessions sur des vélos à*

remorque.[320]» Le graffiti sur le mur des maisons serait « *un élément de pression psychologique pour déstabiliser les habitants* [321]». Le procédé est symboliquement fort. Outre sa résonnance avec l'époque coloniale, il n'est pas sans rappeler d'autres étapes de l'histoire tel le marquage des demeures touchées par la peste noire à l'époque médiévale (AUDOIN - ROUZEAU, 2015).

La principale alternative offerte aux habitants des maisons « SMH » est le relogement dans un appartement du programme *Minha Casa Minha Vida* (MCMV) ; pour ceux qui refusent, la préfecture propose des indemnisations. Observé aussi bien en Chine qu'en Afrique du Sud, l'indemnisation soulève de nombreuses polémiques et controverses. La principale est le montant de la compensation, souvent bien en dessous de la valeur réelle du bien. Les opposants s'inquiètent aussi des difficultés futures auxquelles doivent faire face ces populations et accusent les pouvoirs publics de fraude et d'injustice : « *Ils ont offert à certains habitants de Morro da Providência une compensation de 3 .000 reais, avec ça, ils ne peuvent même pas acquérir une baraque en bois dans une autre favela, alors dans la ville formelle, encore moins. Ce sont des escrocs !*[322]».

Cependant, la municipalité brésilienne base ses indemnisations sur la loi. Le Décret 34-522/2011 stipule en effet les paramètres établissant leur valeur. Compte tenu du fait que la majorité des habitants ne possède pas de titre de propriété, la compensation financière est calculée à travers une analyse des améliorations apportées au logement, au mètre carré de mur, de sol et de toiture, en fonction des matériaux qui les composent (FAULHABER et AZEVEDO, 2015). Les habitats étant majoritairement précaires, vulnérables et occupés par une population au faible pouvoir d'achat, les investissements réalisés ne sont pas d'une grande valeur. En même temps, la localisation, facteur le plus important dans la composition d'un prix immobilier, est pratiquement ignorée. Ce composant, prépondérant pour l'installation des familles, motif de l'intervention de l'État, est alors mis en marge de la négociation.
À Pékin, lors de la réception des Jeux Olympiques de 2008, des recherches montrent l'utilisation de pratiques similaires. La majorité des résidents concernés par les expulsions n'ont eu droit qu'à un mois de préavis et ont obtenu un dédommagement équivalent à une

[320] « Pékin va faire du neuf sur du vieux ». Libération, 22 novembre 2001. http://www.liberation.fr/planete/2001/11/22/pekin-va-faire-du-neuf-sur-du-vieux_384740.
[321] Extrait d'entretien réalisé le 17/03/2017 avec un journaliste du journal *Gazeta do Povo*.
[322] Extrait d'entretien réalisé le 10/08/2017 avec un architecte-chercheur à l'UFRJ.

fraction seulement de la valeur de leur maison. Certains habitants attachés à leurs quartiers, et ayant refusé les indemnités ont tenté des procès, en vain, le gouvernement chinois ayant la main mise sur la presse pékinoise, l'opinion publique ne fût pas alertée. Seuls face au gouvernement, les habitants ont dû quitter les lieux pour laisser place aux pelleteuses. Les plus réticents furent expulsés avec l'aide de l'armée (BROUDEHOUX, 2007).

L'intimidation, la violence et le chantage sont en effet courants dans les expulsions des villes-hôte. Alors que de nombreuses victimes des évictions forcées acceptent leur sort comme un sacrifice à la modernisation de la ville, d'autres tentent de résister à la dépossession. Afin de forcer les habitants à partir, plusieurs moyens sont mis en place par les municipalités. Toutes ces techniques convergent vers la création d'un environnement déstabilisant, voir inhabitable. Plus que des violences physiques, les processus d'évictions mis en place avant les méga-événements internationaux relèvent de la violence psychologique. Adam Talbot (TALBOT, 2016) parle même de « terrorisme psychologique ». Cette forme d'attaque ne laisse pas de traces physiques, mais des blessures et traumatismes, des résidus de peur et de panique qui ont un impact durable.

Les compagnies de démolition engagées par les entrepreneurs immobiliers pour nettoyer les sites avant leurs reconstructions embauchent des équipes d'éviction afin de forcer les résidents récalcitrants à libérer les lieux. Le journal *El País* parle alors d'une face B des Olympiades de Rio de Janeiro. L'article du 5 aout 2015 raconte la confrontation début juin entre les habitants de Vila Autodromo et les forces de police pour empêcher la destruction de deux maisons. Neuf personnes ont été blessées dont l'une a fini avec son œil gauche ensanglanté[323]. D'autres techniques incluent le débranchement des services publics ou l'endommagement délibéré des parties habitables de la maison afin de créer un environnement inhabitable : « *Ils ont commencé par couper l'eau et l'électricité, on ne pouvait plus boire, se laver ni cuisiner ! Puis ils ont coupé l'électricité ! Plusieurs familles ne sont pas restées plus de deux jours, d'autres ont tenu le coup pendant trois semaines avant de partir dans les relogements. Et en attendant que les pelleteuses arrivent pour démolir les maisons, ils ont retiré les portes, les fenêtres aussi, et ils ont percé les dalles pour que personne ne s'y*

[323] « Remoçoes na Vila Autodromo expõem o lado B das Olimpiadas do Rio ». El País, 5/08/2015 https://brasil.elpais.com/brasil/2015/06/20/politica/1434753946_363539.html.

réinstalle [324]». L'étape suivante s'applique à empêcher de nouvelles constructions. Dans ce cadre, les ruines des habitations négociées sont volontairement laissées sur place ce qui rend de plus l'environnement insalubre et impropre à la reconstruction (fig. 83).

Figure 83 – Gravats volontairement laissés sur le sol à Vila Torres, Curitiba

© Caroline Chabot

Plus qu'un moyen d'éviter les installations habitantes, la technique employée par la municipalité porte atteinte à la santé des habitants : « *On a répertorié plusieurs cas de Dengue ici à Vila Autodromo ! L'eau du sous-sol n'est même plus buvable, elle est contaminée par les fosses septiques des maisons qui ont été abandonnées. Il y a même des rats et des insectes, c'est difficile de rester dans de telles conditions mais on va continuer à se battre* ! [325]». Un tel scénario est basé sur le contrôle, souvent renforcé par le racisme. Fréquent pendant la dictature militaire, il s'est intensifié dans les années 1990 avec la mise en œuvre de la guerre contre le trafic de drogue. Les méga-événements représentent alors une nouvelle période

[324] Extrait d'entretien réalisé le 27/11/2015 avec un membre de l'association des habitants de Vila Autodromo.
[325] Ibidem.

d'expansion, de standardisation et d'aggravation de ces moyens, qui sont autant d'instruments de la politique d'éviction et de répression dans les favelas.

Malgré la violence physique et psychologique que les habitants des favelas cariocas subissent, celle-ci n'atteint pas les degrés extrêmes dénoncés dans d'autres villes ou pays-hôte émergents, telles la Chine et la Corée du Sud. Aux Jeux de Séoul 1988, la professeure et journaliste Louisa Lim relate atmosphère de terreur grâce aux voyous embauchés et circulant dans les bidonvilles. Ils mettent le feu la nuit aux maisons vides afin d'effrayer les habitants restants ; ont recours à la violence physique, y compris l'agression sexuelle au cours des négociations et des manifestations[326]. Le rapport annuel d'Amnesty International de 2004) témoigne pour le cas chinois, de la fréquence de tels abus, qu'il qualifie d'embarras en matière de droits humains pour le gouvernement chinois.

Le retour à la favela

À Rio de Janeiro, les méga-événements ont provoqué des expulsions massives de favelados dans des relogements vers la périphérie de la ville. Si la majorité des résidents s'adaptent à leur nouvelle vie, d'autres font cependant le choix de revenir vivre dans les favelas urbaines. Avant même le début de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques 2016, les constructions de baraques sont légions dans les communautés centrales. Leur présence est observée dans les interstices des communautés malgré les moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics. Il s'y construit alors des baraques d'un genre particulier, mêlant les matériaux constructifs traditionnels des favelas : briques, tôles, bois ainsi que des éléments standardisés venant des relogements. Deux types de retours se déploient. Les premiers exploitent leur ingéniosité et réemploient les matériaux récupérables, câbles, portes, fenêtres dans leur nouvelle baraque, d'autres les revendent en centre-ville afin de se réinstaller dans une favela en y louant ou achetant un bien.

Cet aller-retour vers la favela en passant par la case relogement témoigne de l'échec de la politique d'expulsion et plus encore de l'inadéquation des solutions proposées, en termes de localisation et de qualité du bâti. Les expulsions massives ne se limitent pas à priver les

[326] « China detains demolition gag », BBC News, 31 octobre 2003, Louisa Lim. Consulté le 12/01/2014.

résidents de leur droit au logement, elles les privent de l'accès aux services sociaux, aux ressources de la ville comme les lieux de culte, de soin et d'éducation. Privés de leurs moyens de revenus, éloignés de leur communauté et de leurs réseaux sociaux, les résidents tendent à s'enfoncer davantage dans la pauvreté. « *Plusieurs familles sont encore plus démunies qu'avant leur arrivée dans les appartements du programme Minha Casa Minha Vida. Elles ont perdu leur travail à cause de la distance, elles ont plus de 40 kilomètres à effectuer matin et soir et il n'y a aucun transport collectif*[327] ». Cette relégation en périphérie, loin de tous les services, a donnée naissance au surnom « *Minha Casa, Minha Divida* [328]» (Ma Maison, Ma Dette) employé par les favelados relogés. Annoncé comme une promesse d'inclusion sociale au moyen d'un habitat digne, le relogement est devenu, particulièrement à Rio de Janeiro, un instrument de ségrégation sociale.

Outre la distance, le cadre de vie dans le relogement rebute de nombreux habitants. Beaucoup préfèrent alors se déplacer vers une autre favela, même éloignée, plutôt que faire face au choc culturel de l'adaptation à un logement standard.

Les relogements sont en effet soumis à des règles allant à l'encontre de la culture traditionnelle favelada, où l'essentiel de la vie se passe à l'extérieur du logement. *« Nous sommes passés de l'horizontale à la verticale. On peut entendre tous les bruits que nos voisins font. Et nous n'avons pas notre propre jardin. Maintenant pour faire un barbecue, nous devons demander une autorisation à l'administration, et pouvons recevoir des amis seulement pendant les vacances* »[329]. Pour Craig Storti (2011), la maison n'est pas un espace habité mais un style de vie, au travers de routines, de coutumes, de comportements associants personnes, espaces et objets.

La conception même des logements explique le retour de familles dans les favelas centrales. En plus d'être éloignés de tout services urbains, les logements attribués aux favelados sont généralement plus petit que leur bien démoli par soucis d'économie et par manque de concertation : « Certaines familles sont sept dans 35m^2 ! Alors qu'avant chacun avait sa chambre, ils avaient un jardin, un grand salon et une terrasse, maintenant ils doivent se serrer

[327] Extrait d'entretien réalisé le 10/08/2017 avec un architecte-chercheur à l'UFRJ.

[328] « Minha casa, minha divida » : a vida dos ex-moradores da Vila Autodromo ». O Globo, 2 novembre 2017. https://oglobo.globo.com/rio/bairros/minha-casa-minha-divida-vida-dos-ex-moradores-da-vila-autodromo-22019040.

[329] « A vida na vertical ». O Globo, 2 novemebre 2017. Consulté le 21/02/2018.

à trois par pièce »[330]. Plus que la dimension des logements, c'est leur inadéquation avec les emplois des favelados qui entraine certaines familles à les quitter. De nombreux habitants travaillent de façon informelle dans la ville et ont besoin d'espace pour entreposer leur matériel à l'image des transporteurs de chaises longues pour la plage. Les relogements standardisés *Minha Casa Minha Vida*, souvent des appartements, ne sont en effet pas conçus pour cette activité. Le passage à la verticale est également difficile pour ceux qui tenaient des commerces dans les favelas. « Avec les expulsions, ils n'ont pas uniquement perdu leur logement mais leur emploi. Aucun espace de commerce n'y a été prévu[331]».

Alors qu'à Rio de Janeiro la réinstallation en favela d'habitants transférés dans les relogements devient un contre coup marquant de la politique d'expulsion engagée à l'approche des méga-événements sportifs internationaux, à Curitiba, aucun transfert de ce type n'est observé. Sans doute parce que les expulsions y sont moins nombreuses mais surtout parce qu'aucune violation du droit au logement n'y a été repérée.

Vers une gentrification des favelas

Alors qu'en 2008, presque personne ne s'aventurait dans les favelas de Rio de Janeiro, qu'elles fournissaient des matériaux pour les films les plus violents et apparaissaient quasiment tous les jours aux informations pour relater des affrontements armés et des meurtres, depuis l'installation des UPP elles sont devenues une destination en vogue.

Dans ce contexte, les prix de l'immobilier dans les favelas augmentent instantanément de 50% après la reconquête du territoire par les pouvoirs publics[332]. Autrefois considérées comme miséreuses et marginalisées, certaines se sont relativement enrichies, sont plus sûres, trouvant peu à peu leur place dans la ville avec une gamme de services touristiques ainsi qu'un tissu économique relativement prospère. Ces favelas se trouvent dorénavant à même de faire oublier leur ancienne condition aux yeux des nouveaux résidents étrangers, ainsi que de certains membres des classes moyennes : « *Vidigal, non ce n'est plus une favela, c'est un*

[330] Extrait d'entretien réalisé le 10/08/2017 avec un architecte-chercheur à l'UFRJ. Traduit par l'auteure.
[331] *Ibidem.*
[332] « Uma Favela Ainda é Uma Favela Apos a Gentrificaçao ? » RioOnWatch, Jordana Timerman, 02/12/2013. Avec l'arrivée de l'UPP, les prix de l'immobilier ont augmenté instantanément, affectant les montants de loyers. Les services publics comme l'eau et la lumière sont devenus.

quartier comme les autres, mais avec la vue en plus [333]». Dans les rues des favelas, les marques de bières locales ont cédé la place à des bières importées, les bars traditionnels se transforment en restaurant japonais, français, italien, des établissements qui traduisent le changement de profil de la clientèle. « *Plus les favelas se sécurisent, s'urbanisent, plus leur valorisation attire une nouvelle catégorie de population*[334] ». Les favelas de la zone sud suscitent un soudain intérêt spéculatif en même temps que les expatriés arrivent et que les entrepreneurs commencent à construire des maisons luxueuses dans les sommets des collines. Ces espaces se gentrifient (SMITH, 1979) et provoquent des transferts de population à double flux : entrants et sortants. Si les arrivées sont volontaires et visibles par les transformations matérielles et culturelles qu'elles apportent, les départs sont quant à eux subis et discrets. Cette situation est observée à Vidigal, à Morro da Providência et dans de nombreuses autres communautés comme un progrès si on la rapporte au sombre passé d'exclusion et de dénuement.

Initialement, seuls les chercheurs identifient une possible gentrification des favelas suite à la pacification ; puis rapidement, la presse s'empare du concept. Il fait la une d'articles et de reportages : « gentrification : un nouveau mot dans le langage brésilien »[335]. Désormais, la presse nationale et internationale multiplie les reportages, filme et photographie des restaurants en vogue qui s'installent de manière croissante sur des territoires autrefois sous l'emprise des narcotrafiquants. Le concept de gentrification qui qualifie les mutations du tissu social et économique observées dans les favelas les plus privilégiées veut que l'arrivée de nouveaux occupants plus aisés dans un quartier pauvre par le biais de la location ou de l'achat d'un bien immobilier, contribue à l'augmentation des prix et, *in fine*, au rejet mécanique des ménages les plus fragiles.

Les propos recueillis sur la gentrification des favelas pacifiées relèvent principalement les acquisitions étrangères dans la favela : « *Nos favelas se transforment en " Gringolandia ", elles sont envahies par les étrangers* [336]». Ce n'est pas systématiquement le cas : « *il n'y a pas que les étrangers qui s'installent à Vidigal, mais aussi des brésiliens de la classe moyenne*

[333] Extrait d'entretien réalisé le 15/04/2017 avec un journaliste du journal *O Globo*.
[334] *Ibidem.*
[335] « Gentrification : a new word in Brazilian conversation ». The Crhistian Siaence Monitor, 22/08/2012. https://www.csmonitor.com/World/Americas/Latin-America-Monitor/2012/0822/Gentrification-a-new-word-in-Brazilian-conversation.
[336] Extrait d'entretien réalisé le 04/05/2016 avec un guide touristique de Vidigal.

incapables de payer les prix élevés des habitations dans les quartiers du bas et également des étudiants qui ne trouvent pas de logements abordables dans la ville formelle[337] ».

La gentrification est le signe d'une meilleure dynamique de flux dans les favelas, pourtant d'inquiétantes conséquences en résultent. La marchandisation des favelas aboutit en effet à des processus d'évictions invisibles, un phénomène que les chercheurs et les habitants nomment « *expulsão ou remoção branca* » (expulsion oudéplacement blanc) (fig. 84).

Figure 84 – « expulsão branca » peint sur les murs d'une maison de la favela Santa Marta (Rio de Janeiro)

Rioonwatch

D'un côté les favelas pacifiées attirent de nouvelles populations de classe moyenne et aisées, à l'inverse, elle met de côté tous ceux qui ne peuvent pas faire face à la spéculation immobilière et sont contraints à quitter le lieu. La pacification des favelas se traduit *in fine* par

[337] Extrait d'entretien réalisé le 10/08/2017 avec un architecte-chercheur à l'UFRJ.

une augmentation du coût de la vie. Le prix des loyers croit à grande vitesse en même temps que celui des produits du quotidien. Contrairement aux cas d'expulsions forcées, aucune donnée quantifiable et fiable n'est disponible pour mesurer le nombre de personnes déplacées en raison de la gentrification. Certains articles de presse évoquent le transfert de plus d'un million et demi de résidents[338], soit l'équivalent de la population de Barcelone. Le taux élevé de propriétaire dans les favelas atténue cependant en partie le phénomène.

Lorsque l'on sait que la gentrification est l'un des héritages des méga-événements (HORNE, 2016), le processus d'évictions invisibles était prévisible. Certains parlent du phénomène comme d'un désir caché des politiques publiques de pacification, « *En implantant des UPP, l'intention était de déplacer les pauvres tout en montrant leur pouvoir de reconquête et de maitrise de nos territoires* »[339]. À Rio de Janeiro, le renouvellement de la population dans les favelas pacifiées n'est pas annoncé comme une volonté politique ; à Séoul, lors des Jeux Olympiques 1988, il est clairement affiché comme tel. La municipalité souhaite en effet « nettoyer » la ville de ses bidonvilles afin de l'occidentaliser et d'attirer des investissements financiers internationaux, d'améliorer les industries des services et du tourisme alors en plein essor (COHRE, 2007). La gentrification n'est pas commune à toutes les grandes villes du monde. Les mouvements de population qu'elle induit ne sont donc pas une spécificité des méga-événements. L'originalité du processus carioca tient dans son élément déclencheur : la pacification. Si habituellement les processus de gentrification naissent de projets urbains (requalification de zones délaissées), à Rio de Janeiro, la gentrification des favelas repose sur un projet de sécurité.

10.2. Transferts de mode de vie

Ces dernières années, l'ampleur des transferts de population lors de méga-événements est telle qu'elle tend à masquer une autre dynamique plus insidieuse sur les modes de vie. D'un côté les habitants des favelas doivent absorber à travers des campagnes « civilisatrices » imposées ou impulsées par les pouvoirs publics, des comportements jugés en accord avec

[338] « Uma Favela ainda é Uma Favela Apos a Gentrificaçao ? ». RioOnWatch, Jordana Timerman, 02/12/2013.
[339] [339] Extrait d'entretien réalisé le 10/08/2017 avec un architecte-chercheur à l'UFRJ.

l'image moderne que les dirigeants souhaitent donner du pays à l'occasion des méga-événements. Cela laisse alors entendre que les comportements des favelados sont une source d'embarras. De l'autre, les favelados relogés suite à l'événement transposent dans leur nouvel habitat des habitudes issues de la favela, menant dans certains cas à une favelisation des relogements. Le processus n'est pas sans résistance du voisinage puisqu'il provoque des interférences agitées avec la ville préexistante.

Des campagnes « civilisatrices » dans les favelas

En plus des efforts d'embellissement de l'environnement physique des villes-hôtes, les gouvernements utilisent diverses stratégies afin de renforcer l'ordre social. La volonté de créer des images positives et attractives inclue des campagnes de réforme sociale et d'éducation publique visant à inculquer à la population des comportements idéaux, faisant référence à des modes de vie des pays développés ou à des habitudes nationales estimées plus « civilisées ».

En Chine lors des Jeux de Pékin 2008, l'embellissement social est imposé par le gouvernement. Avec un budget de 2,5 millions de dollars provenant du Comité Olympique de Pékin, le *Capital Ethics Development Commitee* est chargé d'améliorer la qualité et le degré de civilisation des habitants de la ville, afin qu'ils fassent preuve de « bons comportements » lors de l'événement. Anne Marie Broudehoux (2007) parle d'une campagne « civilisatrice » entreprise dans la capitale en vue d'encourager la population à se conformer à l'image de la Chine. « *Les programmes de réforme sociale se concentrent sur l'hygiène, le civisme et l'attitude générale envers les touristes. L'embellissement social y prend la forme de messages d'intérêt public dans la presse, sur les panneaux publicitaires et à la télévision ou encore de fascicules distribués à la population. Ils enseignent aux personnes comment utiliser les toilettes publiques et les encouragent à sourire, à apprendre l'anglais, à éviter de cracher et jeter des ordures ainsi qu'à garder leur chemise sur eux durant les grandes chaleurs estivales* (BROUDEHOUX, 2007, p.18)*»*. Les cibles sont les ouvriers migrants, « *décrits dans le discours officiel comme la principale entrave à l'image de modernité et de civilisation conçue pour les Jeux. Leurs manières grossières et leur hygiène déficiente, qui résultent souvent de leur indigence et de*

l'exploitation dont ils sont victimes, sont perçues comme la preuve de la nécessité de les réformer » (BROUDEHOUX, 2007, p.18)*»*.

Au Brésil, le phénomène se déploie différemment. Bien que porté par les politiques publiques, il n'est cette fois-ci pas imposé, mais impulsé. Des habitudes et modes de vie considérés comme correspondant à l'image moderne que le Brésil souhaite diffuser pendant les méga-événements sont ponctuellement implantées dans l'espoir de se diffuser. Ici, ce ne sont pas les migrants qui sont concernés mais les populations les plus pauvres, celles des favelas. Le cas Vila Torres à Curitiba et du programme d'embellissement *Comunidade em Cores* impulsé par le gouvernement local est significatif. Si concrètement les travaux concernent des éléments matériels, les intentions sont civilisatrices. « *L'objectif de ce projet est d'améliorer l'apparence de la favela Vila Torres. En peignant les façades, nous donnons un meilleur aspect au lieu*.[340]». Le processus de maquillage urbain des façades des habitations visibles depuis la route du Mondial 2014 accentue l'idée d'un programme civilisateur : « *Nous n'avons pas assez d'argent pour terminer le programme, mais nous espérons que ceux qui n'ont pas pu en bénéficier vont à leur tour peindre, réparer et prendre soin de leur maison comme le font les habitants de la ville* [341]».

L'exemple des « *bailes funk »* des sommets des favelas de Rio de Janeiro et de ses danses qui miment l'acte sexuel est également révélateur. Ces fêtes typiquement faveladas, financées par les dealers sont jugées par les autorités publiques comme des lieux de débauche pour « criminels, violeurs, pédophiles », favorisant « *la vente et la consommation d'alcool, de drogues, les expériences sexuelles, le vol et les enlèvements*[342]». « *Depuis 2007, la police pacificatrice a le droit d'interdire toute manifestation culturelle qu'elle juge contraire à la sécurité ou simplement à ses mœurs* »[343] et les *bailes funk* font également l'objet en juillet 2017 d'une proposition de loi à l'étude au Sénat brésilien pour les définir comme un crime contre « la santé publique des enfants, des adolescents et des familles ». Dans l'attente de

[340] Ubiraci Rodrigues, Présidentent de la Cohab-CT. « Vila Torres esta mais colorida », 07/02/2013. http://vilatorresdigital.com.br/vila-torres-esta-mais-colorida/.
[341] Extrait d'entretien réalisé le 14/05/2016 avec un architecte de la COHAB-CT.
[342] « Com exaltaçao do crime e de facçoes, funk proibidão se espalha pelo pais ». Folha de São Paulo. 01/07/2017. https://www1.folha.uol.com.br/ilustrissima/2017/07/1897539-polemico-e-sujeito-a-criminalizacao-funk-proibidao-se-espalha-pelo-pais.shtml.
[343] Extrait d'entretien réalisé le 15/04/2017 avec un journaliste du journal *O Globo*.

son approbation, l'interdiction repose principalement sur l'accusation de troubles à l'ordre public dues aux nuisances sonores. Suite à l'implantation d'Unités de Polices Pacificatrices dans les favelas de la zone touristique à l'approche des méga-événements, des fêtes électroniques autorisées par le gouvernement se substituent aux « *bailes funk* », prohibées et typiquement faveladas. Elles font référence aux loisirs de la jeunesse dorée des pays développés, un mode de vie approprié par la classe moyenne brésilienne. Organisées par des gentrifieurs étrangers, les soirées électro se déroulent aux sommets de favelas, à l'intérieurs d'hôtels flambant neufs pour un prix d'entrée très élevé[344].

Les résidents contestent quant à eux les accusations de nuisance sonore des « *bailes funk* ». « *On nous parle de troubles à l'ordre publique, mais c'est un mensonge, ces nouvelles fêtes provoquent les mêmes nuisances, la différence c'est qu'elles visent un public plus élitiste, politiquement correct, des citoyens idéaux en fait, et dans ce cas, tout est permis*[345] ». Certains parlent dès lors d'un « embellissement social » impulsé à l'occasion des méga-événements. « *Les favelas sont de plus en plus fréquentées par les touristes du monde entier, elles le seront d'autant plus lors des Jeux Olympiques. Il est plus valorisant d'en donner une image de lieux huppés que de lieux de débauche* [346]». La vague des fêtes prisées dans les favelas pacifiées met en effet en évidence l'invasion de la ville formelle dans les favelas, des quartiers que la classe moyenne s'approprient pour ses loisirs. Au-delà, une dynamique civilisatrice s'y opère : « *Un policier nous a dit que si on veut faire la fête, on peut aller dans les fêtes électro des gringos et apprendre leurs bonnes manières*[347] ».

Ces réformes sociales et interventions de contrôle servent plusieurs buts. De façon interne, elles cherchent à générer une culture urbaine ordonnée. Elles servent aussi les discours politique afin de rendre légitime le système qu'ils représentent. De la même façon que l'architecture spectaculaire et les infrastructures de transports dernier cri projettent une image de société moderne, les bons comportements et les citoyens disciplinés renforcent l'image de ville ancrée dans le 21ème siècle. Les organisateurs et les pouvoirs publics perçoivent alors les méga-événements comme une opportunité pour l'acculturation populaire

[344] Les tickets coûtent entre 30 et 120 reais, des prix inaccessibles pour les habitants des collines.
[345] Extrait d'entretien réalisé le 20/08/2016 avec un membre de l'association des habitants de Vidigal.
[346] Extrait d'entretien réalisé le 15/04/2017 avec un journaliste du journal *O Globo*.
[347] Extrait d'entretien informel réalisé le 14/08/2016 avec un habitant de Vidigal.

dans une société cosmopolite mondiale, et une occasion de promouvoir des idéaux sociétaux nationaux.

Vers une favelisation des relogements

De la même façon que les gringos transposent dans les favelas leurs habitudes et modes de vie, les favelados relogés dans le cadre du programme *Minha Casa Minha Vida* à l'approche des méga-événements sportifs internationaux transportent avec eux les leurs. Au Brésil « envoyer les populations pauvres dans des relogements a aussi pour but de les re-civiliser » (VIEHOFF et POYNTER, 2015, p.263), cependant, plusieurs éléments mettent en évidence un effet contraire : ces habitations populaires se favelisent.

Le processus fait alors écho aux travaux de Thomas et Znaniecki (1996) qui dans leurs enquêtes sur la migration polonaise aux USA tentent de comprendre dans quelles mesures les comportements en Amérique peuvent être expliqués par les habitudes de leur pays d'origine. Ils font dès lors ressortir le « caractère national », soit ce qui les distingue en termes de culture et d'habitudes d'origine afin de les comparer avec les comportements sur le sol américain.

Bien que les favelados soient de nationalité brésilienne, le processus est similaire. Dans ce cas, les habitudes conservées de la favela, le fameux « caractère national » est à la fois matériel et social. « *Des habitants ont créé autour des relogements de nouvelles routes en terre qui desservent des baraques de bois et de tôle abritant leur matériel de travail. Le tout ressemble aux anciennes favelas*[348] ». Les trafiquants aussi ont été transférés dans les habitats populaires et avec eux, la violence, les menaces, la peur. « *Ils cassent les jouets des enfants, peignent les initiales de leurs gangs sur les murs et volent les extincteurs à incendie* ». Pour des architectes et journalistes, « *les nombreuses personnes sorties des favelas pour être transférées dans des habitations populaires ces dernières huit années ont tendance à s'isoler et à répéter ce qu'il y avait de pire dans les favelas. Ils reproduisent leurs habitudes et continuent à vivre au milieu des ordures et du désordre*[349] ». Le processus est plus insidieux que les politiques civilisatrices mais est tout autant soumis à controverses.

[348] Extrait d'entretien réalisé le 15/04/2017 avec un journaliste du journal *O Globo*.
[349] *Ibidem.*

La conséquence de la favelisation des relogements se remarque sur la question des relations de voisinage. Entre les habitants de favelas relogés sur le même site et avec la ville existante. Les rapports conflictuels sont légion. Dans les discours, la reproduction de modes de vie favelados dans les nouvelles habitations est le motif des altercations : « *ils sont partis de la favela, mais la favela n'est pas partie d'eux (…) ils passent leur temps à faire des barbecues avec la musique très forte à l'extérieur, ils parlent fort, ils ne travaillent pas et errent dans les rues du quartiers*[350] », « *leurs maisons ne sont pas propres, pas entretenues, ils déposent toutes leurs ordures dehors sur les trottoirs* [351]». Les mots sont forts mais sont le symbole d'une véritable crainte pour les résidents des habitations préexistantes de voir leur bien se dévaluer par la présence proche de cette population plus pauvre : « *Je ne pourrais plus vendre ma maison, personne ne voudra jamais habiter à côté d'eux, ils risquent de transformer nos enfants en narcotrafiquants*[352] ». Les propos reposent alors sur la peur et le sentiment d'insécurité généré par l'imaginaire favelado, celui d'une communauté composée uniquement de gangs et de violence. « *Ils incriminent les politiques publiques d'avoir apporté la favela dans la ville, d'avoir créé des favelas de béton* [353]».

La favelisation des relogements brésiliens et les conflits que le processus engage avec le voisinage fait écho à d'autres épisodes similaires à travers le monde (BROUDEHOUX, 2017). Bien qu'il ne soit pas lié à la réception d'un méga-événement sportif, le processus est récurrent lors de transferts de population dans un type d'habitat différent de celui du lieu d'origine. Les habitants relogés transposent leurs habitudes et leur mode de vie d'un espace à l'autre, s'adaptent selon leurs connaissances et habitudes. La logique de transfert, tant concernant les populations que les modes de vie, remet profondément en question les modalités de faire la ville en contexte événementiel. L'inflexibilité du calendrier et les multiples transformations urbaines nécessaires conduisent à une accélération et une amplification des transferts brutaux de population. Le cas de Curitiba montre cependant qu'il est possible d'assister à des déplacements de populations réussis et met en avant l'anticipation des questions socio-urbaines dans l'agenda politique de la ville.

[350] Extrait d'entretien informel réalisé le 08/04/2016 avec un habitant voisin de relogements.
[351] Extrait d'entretien informel réalisé le 08/04/2016 avec un couple d'habitants.
[352] Ibidem.
[353] Extrait d'entretien réalisé le 15/04/2017 avec un journaliste du journal O Globo.

Chapitre 11/ Logique culturelle

Par la logique culturelle, nous passons d'une opposition entre favelados et politiques publiques à une interaction d'une autre nature. En effet, bien que s'exprimant de manière spécifique dans différents contextes, les deux premières logiques d'invisibilisation et de transfert ont pu être observées dans le contexte pékinois (BROUDEHOUX, 2017) ou encore sud-africain (VIEHOFF et POYNTER, 2016). La logique culturelle est quant à elle une caractéristique brésilienne. Nous pouvons ici faire l'hypothèse qu'elle tire son existence du statut particulier des bidonvilles brésiliens dans l'imaginaire collectif. La favela brésilienne peut être assimilée à la représentation fantasmée du bidonville, une représentation allégorique, supplantant les nombreux autres exemples. Une représentation tellement partagée qu'elle en vient à être incorporée au patrimoine culturel brésilien (GOIRAND, 2001).

Ce chapitre met en évidence la spécificité du cas brésilien. Pour la première fois, dans un pays-hôte, des habitants de bidonvilles et des institutionnels partagent un même but : rendre les favelas attractives et y attirer les capitaux, notamment touristiques, engendrés par la réception d'un méga-événement. D'un côté, la classe politique de Rio de Janeiro promeut pour la première fois ses espaces défavorisés, tandis que de l'autre, la société civile et notamment des favelados, se saisissent de cette forte visibilité pour développer dans leurs territoires des dynamiques touristiques. Soutenus par la législation, les deux groupes d'acteurs collaborent afin de donner à voir au reste du monde cette facette de la culture carioca. La logique culturelle ne s'exerce qu'à Rio de Janeiro, où les favelas nombreuses et visibles, sont entrées dans la symbolique de la ville. Au sein même de l'ancienne capitale du Brésil, toutes les favelas ne sont pas impliquées. Sur les mille que compte la ville, le phénomène se limite à une dizaine d'entre elles. Leur statut de favelas pacifiées et leur emplacement géographique stratégique au sein de la zone touristique de la ville en font des espaces privilégiés par les politiques publiques puisque susceptibles de faire l'objet de spéculation immobilière.

L'entraide entre institutionnels et favelados n'est pas linéaire et pose un certain nombre de difficultés. D'un côté la promotion d'une image folklorisée de la favela par le politique est restrictive et ne rend pas compte de leur réalité. D'un autre côté, le tourisme de la pauvreté,

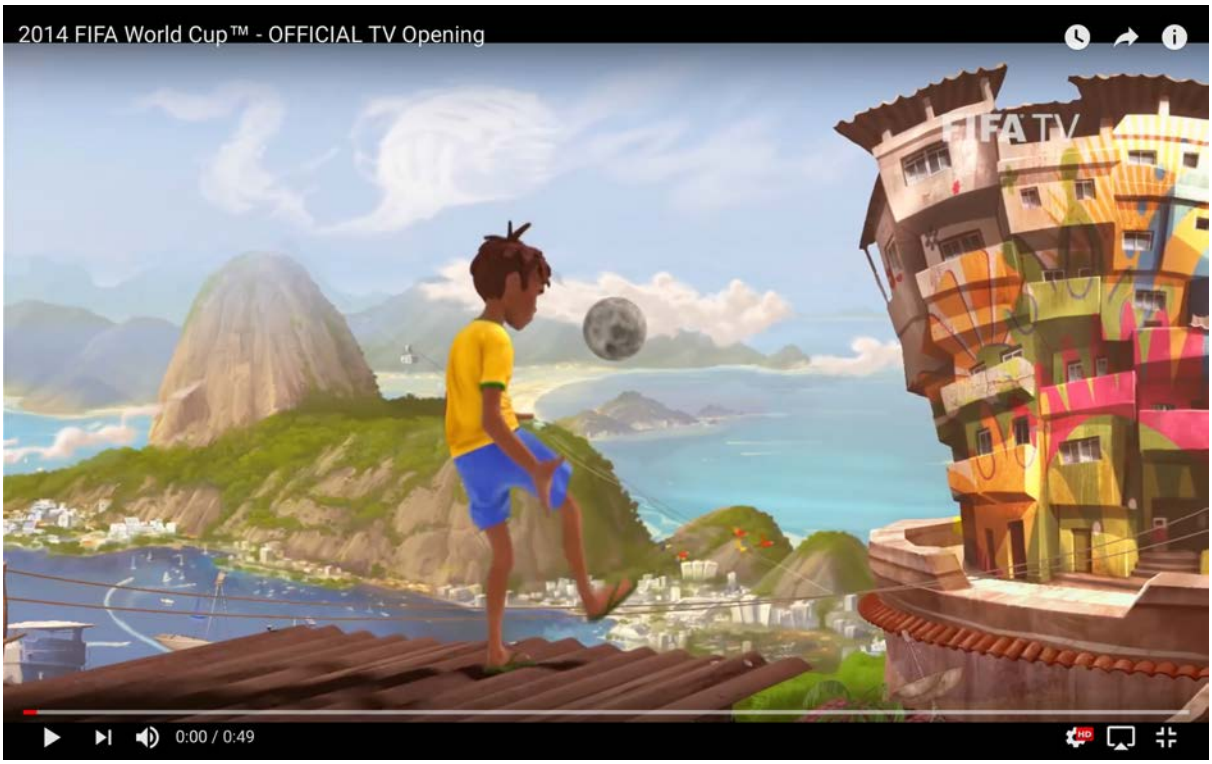
encouragé par les élus et mis en place par la société civile pose des questions d'ordre éthique. Vecteur d'une réorganisation économique et socio-spatiale des favelas, la logique culturelle est *in fine* dépendante de la réussite de la politique de pacification.

11.1. Promotion des favelas et de leur folklore par les élus en contexte événementiel

À grand renfort de récits et d'images, les villes hôtes de méga-événements sportifs diffusent au monde leurs attraits. Les intenses campagnes de communication menées visent différentes catégories d'acteurs, principalement les médias, (presse, télévision, radio), mais également les populations étrangères et les investisseurs. La communication a pour but de les rallier à la cause du méga-événements, de les convaincre des spécificités et des atours de la ville ou du pays pour générer tourisme et investissements (MACHEMEHL et ROBÈNE, 2015). La création de nombreux produits dérivés, logos, mascottes sont une façon de frapper les esprits par la combinaison de symboles empruntés à l'imaginaire du méga-événement tout en rappelant la singularité de la ville. En 2009 à Copenhague, la vidéo promotionnelle du Brésil lors de la dernière présentation de sa candidature offre en deux minutes la stratégie du pays pour vendre son territoire et convaincre. Avec l'hospitalité et la joie de vivre, la métropole joue ici sa carte maitresse. Sur fond de territoires paradisiaques, elle insiste et met en scène la générosité brésilienne. Le pays est montré comme une nation ouverte, métissée, festive où il fait bon vivre. À travers les vidéos promotionnelles, les mascottes et les logos, les omniprésentes couleurs vives dépeignent les milles facettes de la culture brésilienne, la vivacité de son peuple, son énergie solaire, joyeuse et chaleureuse, mais aussi son architecture et les beautés naturelles de ses paysages, entre mer et collines. Le méga-événement est également l'occasion de promouvoir certaines politiques mises en place pour l'occasion. La pacification des favelas est dans ce contexte l'élément central de la promotion des favelas. Désormais sûres et accessibles, elles font peu à peu leur entrée dans les campagnes de communication officielles de la ville à l'occasion des méga-événements. Loin d'être une représentation réaliste, l'image promue met en avant le folklore des favelas.

L'un des exemples les plus éloquents est la vidéo promotionnelle de la Coupe du Monde de Football 2014 (fig. 85). La publicité débute sur un petit garçon vêtu du maillot de l'équipe brésilienne de football. Posté sur une toiture de tôle, il joue au ballon face à un paysage époustouflant : le Pain de Sucre, la plage de Copacabana et les camaïeux de bleu de l'océan Atlantique et de la Baie de Guanabara. Sur la droite de l'image, un amoncellement de maisons de briques et de tôles, perchées sur un promontoire, représente une favela. L'illustration en est cependant édulcorée. Des couleurs vives recouvrent les façades et dessinent des fleurs et des rayons de soleil. Il s'en dégage une sensation vibrante, bucolique, presque pittoresque. Le caractère enfantin du dessin fait alors de ce promontoire aux maisons colorées et chatoyantes un cadre idyllique où il fait bon vivre, bien loin de la réalité des favelas de la ville.

Figure 85 - Vidéo promotionnelle officielle de la Coupe du Monde 2014 au Brésil



FIFATV – 2014 FIFA World Cup - Youtube

D'autres exemples de folklorisation des favelas dans les communications officielles du méga-événement existent. Pendant le déroulement des Jeux Olympiques, les organisateurs et les élus poursuivent la mise en récit du territoire. Les spécificités de la ville et les caractéristiques de la population sont ainsi mises en scène dans l'enceinte même des compétitions sportives. Lors de certaines épreuves, les longs moments de pause permettant aux athlètes de se

préparer en sont le moment idéal, divertissements prévus pour faire patienter le public. Lors des JO de Rio 2016, le site choisi pour le départ et l'arrivée des coureurs du marathon est le Sambodrome, temple du Carnaval carioca et emblème de la ville. Après le départ, alors que les athlètes longent les plages de Copacabana et d'Ipanema, une parade de Carnaval défile pour divertir le public jusqu'à l'arrivée des coureurs. Les costumes des danseurs valorisent les beautés naturelles de Rio : la mer, les forêts tropicales, le soleil et les fruits exotiques. Au milieu de ces éléments, neuf danseurs déguisés en favelas évoluent entre l'océan et la végétation (fig. 86). Leur image n'est pas sans rappeler les peintures de style naïf des favelas, de couleurs vives, rouges, jaunes, oranges, perchées sur des collines et entourées d'une végétation luxuriante.

Figure 86 : Costumes de favelas paradant avant l'arrivée du marathon féminin 2016

© Caroline Chabot

Un troisième exemple va dans ce sens, bien qu'il ne fasse pas partie de la communication officielle de la préfecture de Rio ou du méga-événement, il témoigne de la folklorisation des favelas dans les campagnes publicitaires. La publicité de la célèbre marque de tongs

brésilienne *Havaianas* présente le front de mer de Rio de Janeiro, Copacabana et son fameux carrelage noir et blanc, le Pain de Sucre et les Arches de Lapa (fig. 87). Au premier plan, une paire de tongs géantes aux couleurs du Brésil sert de pilier à des maisons qui s'entassent. Métaphore des favelas perchées sur les collines, la scène affiche ici encore une image festive et colorée de la favela. Les murs, les portes, les fenêtres et les toitures des habitations sont de couleurs fluorescentes tandis que de nombreux personnages, tous vêtus de maillots de bains, dansent au son des guitares, jouent au football ou laissent s'envoler des cerfs-volants. La légende de l'image : « Bienvenue sur le territoire brésilien » ponctue la scène et renvoie l'image d'un pays toujours en fête.

Figure 87 - Publicité Havianas représentant une favela et diffusée pendant les méga-événements

© Caroline Chabot

Outre les images folklorisées, la diffusion des favelas dans la communication officielle des méga-événements et de la ville-hôte sert à des fins politiques. À la suite de la sélection de la ville-hôte, une succession de moments clés rythme le calendrier événementiel. Les cérémonies d'ouverture et de clôture en sont les plus marquantes et la tendance est la mise

en scène de l'histoire du pays et de la ville. Elles servent autant à galvaniser les foules qu'à montrer la puissance de la ville organisatrice. Ces soirées inaugurales marquent des pics d'audience, avec 4.4 milliards de téléspectateurs pour l'ouverture des Jeux de Pékin 2008 ou encore les 3 milliards de personnes rassemblées devant leur téléviseur pour suivre l'ouverture des Jeux de Rio 2016. Ces moments clés sont généralement le vecteur d'éléments de discours qui n'ont pas de lien direct avec le sport et servent à affirmer l'identité de la ville ou du pays en mettant en scène des symboles nationaux. Dans le stade de Pékin en 2008, s'enchainent les images de la Cité Interdite, de la grande muraille, d'un peuple fort et travailleur. À Londres 2012, le caractère bucolique des campagnes anglaises est mis en avant ainsi que la culture pop née dans le pays. L'ouverture des Jeux de Rio 2016 n'échappe pas à la règle et l'histoire tourmentée du Brésil défile dans une série d'images et de tableaux artistiques. L'épaisse forêt amazonienne est mise à l'honneur, les caravelles européennes bravant la tempête avant d'accoster, les esclaves venus d'Afrique œuvrant dans les plantations de canne à sucre et enfin l'urbanisation du pays, et enfin, la riche culture musicale du Brésil. Le top model brésilien Gisele Bündchen défile dans le stade Maracaña sur la célèbre chanson « *Garota da Ipanema* » interprétée par Daniel Jobim, petit fils du compositeur Tom Jobim. Elle marche droit vers le tableau suivant, porteur de paradoxe.

Les favelas invisibilisées dans la ville, sont ici érigées en symbole national. Des cubes de fer sur lesquels sont projetés des formes géométriques de couleurs vives recouvrent une partie du stade et des amas de fils électriques sont suspendus entre les habitations (fig. 88). Cristian do Passinho, un jeune danseur de treize ans, interprète avec sa troupe un *passinho* local sur les toits des baraques, un mélange de hip-hop et de capoeira. Cette danse, habituellement réalisée dans les « *bailes funk* » des favelas, paradoxalement interdits depuis l'arrivée des UPP car contraire aux mœurs, est ici un emblème de la culture carioca. Un autre symbole rythme les pas des danseurs, la bande musicale du film brésilien à succès « *Tropa de Elite*». Réalisé en 2007 par José Padilha, le long métrage met en scène la pacification du *Morro do Turano*, une favela particulièrement dangereuse, en vue du séjour du pape Jean-Paul II à Rio de Janeiro quelques mois plus tard. À l'image de l'histoire de ce film, ce tableau de la cérémonie d'ouverture sert la promotion de la politique de pacification initiée pour l'arrivée des méga-événements 2014 et 2016 et promeut *in fine* la puissance de l'État.

Figure 88 : Tableau représentant une favela lors de la cérémonie d'ouverture des JO 2016

Olympic Channel – Rio 2016 Opening Ceremony – Youtube

Les lieux touristiques fortement fréquentés à Rio de Janeiro sont stratégiques pour vanter les spécificités de la ville et de sa culture. Partout dans le Rio de Janeiro olympique, des stands laissent à la disponibilité des visiteurs des brochures sur ses éléments remarquables et des guides officiels du spectateur. Au milieu des cartes de la ville où les favelas ont par ailleurs été effacées, un « guide de poche des favelas de Rio » est proposé aux visiteurs (fig. 89).

Figure 89 : Guide de poche des favelas réalisé par la municipalité de Rio de Janeiro

© Caroline Chabot

Des textes en portugais et anglais décrivent onze favelas : *Chapéu Mangueira/Babilônia, Morro dos Prazeres, Santa Marta, Morro dos Cabritos / Tabajaras, Turano, Salgueiro, Formiga, Vidigal, Rocinha, Alemão et Penha*. « Que voir », « que manger », « où se loger » et les « contacts de guides locaux » sont mentionnés dans la publication. Un service qui inclus une carte de chaque communauté. Le guide de poche donne des astuces aux touristes pour participer à une fête favelada au sommet du *Morro dos Prazeres*, assister à une représentation de danse afro dans la favela *Salgueiro*, manger un risotto aux fruits de mer à *Rocinha* et visiter l'église *São Daniel Projeta* à *Manguinhos*. La publication de 145 pages retrace l'histoire des onze favelas citées et donne des conseils et programmes pour les gringos et les brésiliens. Réalisé par des organismes municipaux : la préfecture de Rio et son programme *Rio+Social*, *SEBRAE* (Service Brésilien d'Appui aux petite et moyennes entreprises), l'office de tourisme de Rio de Janeiro ainsi que *Contur Favela* (un réseau de connexion de tourisme), le livret fait entrer officiellement les favelas dans le calendrier touristique de la ville. Les créateurs défendent un « tourisme d'expérience (…) afin d'intégrer aux réseaux touristiques les favelas et leurs différents services et potentialités » (SEBRAE et al. 2015, p.145). Les favelas sont ainsi assumées et valorisées. Les onze favelas mentionnées par le guide font partie des quelques favelas pacifiées pour les méga-événements. En encourageant le tourisme dans des lieux désormais présentés comme sûrs, les autorités publiques font en même temps la promotion de leur politique de pacification controversée.

En dépit d'être à la fois réductrices et caricaturales, les représentations idylliques des favelas et leur utilisation par les organisateurs de méga-événements sportifs et les politiques publiques nient leur réalité. « *Les dirigeants et la FIFA voudraient que les favelas soient montrées comme la ville d'un peuple toujours en fête, qui fait la fête dans la rue, qui va à la plage, qui est heureux, qui vit dans le bonheur, dans un grand bonheur, un gigantesque bonheur empli de couleurs vives. C'est une image qui n'a peut-être existé que dans les dessins animés, dans les bandes dessinées. En réalité, les maisons ne sont pas multicolores, les gens ne passent pas leur temps à danser et à chanter*[354]». Entre la réalité et les supports promotionnels, les favelas passent du statut de problème à gérer à celui de figures

[354] Edu Krieger dans « Bons baisers de Rio – Episode 1 – Desculpe Neymar ». Réalisé par Manon Kleynjans. 2014. Vidéo disponible à cette adresse < https://vimeo.com/97907124 >.

emblématiques. Plus qu'un moyen de rassurer les visiteurs sur leur nature inoffensive, leur folklorisation est une façon de transformer l'image d'un lieu marqué par la misère sociale en un lieu attractif.

Il est important de noter le caractère novateur de la promotion des favelas par les autorités publiques. Une telle visibilité couplée à une mise en accessibilité de ces espaces à travers la construction de téléphériques (cf chapitre 6), dédient ces espaces au tourisme. À Pékin, en Inde ou en Afrique du Sud les confrontations entre les bidonvilles et les méga-événements se sont également traduites par des logiques d'invisibilisation et de transfert. Rio de Janeiro innove cependant en affichant une troisième possibilité dont la conséquence est l'explosion du tourisme de la pauvreté.

11.2. Tourisme de la pauvreté

En 1964, dans le film « L'homme de Rio *»* de Philippe de Broca*, Jean-Paul Belmondo trouve* refuge dans une maison en tôle située au sommet d'une favela. La vue sur la mer et sur la ville y est époustouflante. Les couleurs de la pauvreté sont exacerbées par le soleil, tandis que la joie de vivre des enfants jouant au cerf-volant est omniprésente devant la caméra. Quarante ans plus tard, « Slumdog Millionnaire *»*, le film du britannique Danny Boyle raconte l'histoire de Jamal, un jeune homme issu d'un immense bidonville indien dont les aventures rencontrent un succès mondial. L'une des conséquences des deux films est le développement du « *slum tourism* ». À Mumbai, le bidonville de *Dharavi*, considéré comme le plus grand d'Asie avec plus d'un million d'habitants, concentrés sur 175 hectares soit l'équivalent de la surface de Monaco[355], est la preuve tangible de la mondialisation du tourisme et de ses acteurs. Le directeur de l'agence indienne « *Reality tours and Travel* », après une visite de la favela brésilienne *Rocinha* a l'idée de proposer des visites de *Dharavi*. En Afrique du Sud, il est possible de visiter le bidonville *Soweto* au sud de Johannesburg, une des régions les plus pauvres du pays. Les guides entrainent les touristes dans le premier domicile de Nelson Mandela désormais transformé en musée.

[355] La principauté de Monaco a une surface de 2,02 km2 et comporte près de 40 000 habitants.

Le tourisme organisé de la pauvreté n'est cependant pas un phénomène nouveau. Le mot « *slumming* » est ajouté à *l'Oxford English Dictionary* dans les années 1980, et signifie « entrer, ou fréquenter des bidonvilles à des fins indignes » (BALDWIN, 1928). En septembre 1884, le New York Times publie un article sur la dernière tendance venant d'Europe en matière de loisirs : « Le *slumming* va devenir une occupation à la mode cet hiver pour nos dames, comme c'est déjà le cas chez nos cousins étrangers[356] ». Le tourisme organisé de la pauvreté est en effet observé pour la première fois à la fin du 19ème siècle à Londres, où quelques personnes cherchent à visiter les bidonvilles des quartiers *Whitechapel* et *Shoreditch*. Puis le phénomène se répand en Amérique, à New York, dans les quartiers est de la ville où vivent des populations pauvres d'immigrés. Le tourisme, depuis toujours, n'est pas seulement une histoire de géographie, mais de distance sociale. Des populations définies comme « authentiques », ce qui veut généralement dire « pauvres », ont souvent été observées. Cela permet, inconsciemment, de vérifier sa situation de domination économique et de rendre compte de l'idée de société. Le tourisme de la pauvreté constitue aujourd'hui une part non négligeable du marché touristique (AMIROU, 2000). Cette forme de divertissement s'inspire alors des pratiques des riches touristes britanniques désireux de comparer les bidonvilles de l'étrangers à ceux de leur pays. Des groupes de personnes extérieures à ces quartiers y trouvent dès lors une opportunité d'affaires et créent les premiers « *slum tours* ».

Au-delà des termes de « tourisme organisé de la pauvreté » ou de « *slumming* », ce phénomène est régulièrement labellisé « tourisme choc », « tourisme-réalité » ou encore « tourisme noir ». Bien que les dénominations fluctuent, elles ont pour caractéristique commune la volonté de vendre des sensations aux visiteurs. Pour certains tours opérateurs, le discours est rodé. Il s'agit d'être rassurant tout en apportant de l'adrénaline. À Rio de Janeiro, la visite des favelas et de ses « dangers » prend de l'ampleur dans les années 2010, à l'approche des Jeux Olympiques et de la Coupe du Monde et suite à la politique de pacification (BROUDEHOUX et LEGROUX, 2013). Vingt ans plus tôt, lors du Sommet de la Terre Rio 1992, la municipalité cache les favelas en stationnant des chars de l'armée devant les bidonvilles proches des bâtiments où se déroule la conférence. L'intention est de protéger les dirigeants d'éventuelles agressions. L'acte ne passe pas inaperçu et le journal Libération évoque « des

[356] « Slumming in this Town. A fashionable London Mania Reaches New-York ». New York Times, Septembre 1884.

diplomates, des journalistes et des militants indignés se précipitant pour prendre des photos de ces bidonvilles encerclés par les militaires »[357]. En réaction, l'ONG Greenpeace et d'autres organisations locales organisent les premiers « *favela tours* » comprenant plus de deux cent participants afin de montrer la réalité socio-économique du pays. Une démarche par la suite récupérée par des promoteurs et transformée en activité lucrative. Aujourd'hui, à pied ou en jeep, de nombreux guides emmènent les groupes de touristes dans les favelas cariocas. La plupart des visites commerciales sont organisées par les hôtels et les tours opérateurs privés. La durée des excursions est d'environ trois heures et le prix relativement élevé oscille entre 20 et 80 euros par personne.

Le phénomène n'est cependant pas sans dérives. Le *National Geographic* parle en effet d'une mise en scène des bidonvilles par ces guides touristiques qui recruteraient des acteurs afin de jouer le rôle de drogués ou de membres de gangs dans les rues pour que les touristes ne demandent pas un remboursement ou rentrent chez eux déçus[358]. Alors qu'une favela pauvre et insalubre fait vendre, quelles seraient les stratégies des opérateurs du tourisme face aux améliorations urbaines et l'augmentation du niveau de vie de ses résidents, des éléments alors capables de remettre en cause l'authenticité du lieu. À terme, le risque est de voir émerger des *fake favelas* à destination des touristes et d'autres dérives telles que le Emoya Luxury Hotel and Spa, un complexe de luxe Sud-Africain qui propose des huttes en étain imitant les bidonvilles du pays (fig. 90). L'objectif, selon le site web de ce complexe érigé à l'approche de la Coupe du Monde 2014 est « *de fournir l'expérience de la pauvreté dans un environnement sûr, privé et adapté aux enfants* [359]», « *c'est le seul bidonville du monde avec le chauffage par le sol et le wifi »*[360]. Le tarif journalier d'hébergement dans ces baraques de luxe est d'environ 80 dollars, soit un tiers du revenu mensuel d'un Sud-Africain[361].

[357] « À Rio, le tourisme de favela fait scandale ». Libération. 29/09/2017. Adrien Franque. http://www.liberation.fr/planete/2017/09/29/a-rio-le-tourisme-de-favela-fait-scandale_1599753.
[358] « Inside the Controversal World of Slum Tourism ». National Geographic. 25 avril 2018. https://www.nationalgeographic.com/travel/features/photography/history-controversy-debate-slum-tourism/.
[359] http://www.emoya.co.za.
[360] *Ibidem.*
[361] Le salaire minimum en Afrique du Sud est de 244 euros. http://www.jeuneafrique.com/402008/economie/afrique-sud-salaire-minimum-a-230-euros-cest-mai-2018/.

Figure 90 – Bidonville de luxe proposé aux touristes en Afrique du Sud

emoya.co.za

Le tourisme de la pauvreté n'est pas sans poser de questions. La simple idée que des personnes soient prêtes à donner une somme souvent élevée pour observer des populations en souffrance sociale peut en effet choquer et interpeler. Les *favela tours* ne cessent de faire parler d'eux dans les médias, mais rappelons qu'à Rio de Janeiro, ils n'existent que dans quelques favelas parmi les mille que compte la ville.

Pour la sociologue brésilienne Bianca Freire-Medeiros (2009), le regard posé par les visiteurs étrangers sur les favelados dépasse la curiosité. À travers un important travail de terrain, elle affirme que le *gringo* aime particulièrement être confronté à l'authenticité des favelas cariocas. Le mode de vie de ses habitants est associé à une contre-culture qui s'est développée au fur et à mesure de leur marginalisation. Elles font aussi référence dans l'imaginaire à un sens de la collectivité rendu nécessaire par des conditions de vie précaires. Le touriste des pays développés habitué à l'individualisme trouve dans la favela un remède à son quotidien oppressant. Il y voit un modèle idéalisé de communauté dont il peut être nostalgique (TÖNNIES, 2015). Au contraire, l'évidente pauvreté du favelado est une gêne pour le riche carioca qui préfère se tourner vers des lieux plus reluisants et plus modernes. La curiosité dont fait preuve le touriste étranger envers la favela n'est pas à attribuer à un surplus d'humanisme dont il serait doté, mais plutôt à une ouverture d'esprit spécifique des voyageurs, au caractère éphémère de sa présence sur un territoire exotique. Ce qui peut sembler attirant pour un

visiteur lors de son voyage à l'étranger lui semblerait certainement difficilement acceptable dans son propre pays.

En Chine, en Afrique du Sud, au Brésil ou encore en Inde, l'accueil des méga événements internationaux a vu en parallèle croitre le tourisme dans les bidonvilles. Le journal quotidien 20 minutes affirme en effet qu'un an avant la réception de la Coupe du Monde 2010, « *le township de Soweto, à Johannesburg, symbole de l'apartheid, fait désormais partie des dix sites les plus visités d'Afrique du Sud* »[362]. Cependant, au Brésil et particulièrement à Rio de Janeiro, le phénomène se démarque par un tourisme de la pauvreté encouragé par les autorités locales.

11.3. Récupération des favelas par la société civile en contexte événementiel

Dans les années 2000, les politiques publiques affirmaient que « *les favelas ne sont pas une attraction dans une ville aussi riche en options touristiques* [363]». Pourtant, l'arrivée des méga-événements et la mise en place de la politique de pacification ont changé la donne. Désormais soutenu et même promu par le gouvernement, le tourisme de la pauvreté obtient dans le contexte événementiel une forte visibilité. Les images édulcorées et sécurisées des favelas communiquées par les élus dirigent de nombreux visiteurs vers ces lieux autrefois à la marge des circuits touristiques. Dans certaines favelas de la zone sud de Rio de Janeiro, une offre touristique à caractère communautaire et entrepreneuriale est dans un premier temps promue par la municipalité. La gestion du tourisme est par la suite déléguée à des acteurs privés : les tours opérateurs et leurs guides privés (ROSSETTO, 2018). La société civile brésilienne s'empare de cette conjoncture pour développer un tourisme professionnel autour de la favela et de sa culture. Deux entités se disputent le marché : les tours opérateurs privés extérieurs à la favela et les guides locaux issus des communautés. Dès lors, la communication change de registre. Les images édulcorées cèdent la place au sensationnel et à l'authentique.

[362] « Les bidonvilles, une destination à la mode ». 20 minutes. 09/07/2009 https://www.20minutes.fr/monde/338002-20090709-bidonvilles-destination-a-mode

[363] Propos du Maire de Rio de Janeiro Eduardo Paes, recueillis par le Journal Libération le 26 aout 2006. « Les « favelas tours » font fureur à Rio ». Par Chantal Rayes. <http://www.liberation.fr/planete/2006/08/26/les-favela-tours-font-fureur-a-rio_49529>

Mise en avant du sensationnel par les *Jeep Tour*

Jeep Tours, une société de tourisme connue pour proposer des promenades motorisées dans les parcs et les forêts de Rio de Janeiro, a commencé à répondre aux nouvelles demandes touristiques en introduisant dès 2010 des randonnées en jeep dans les favelas cariocas (fig. 91). « *Nous n'avions initialement qu'un seul véhicule réservé à la visite des favelas. Aujourd'hui, et en prévision des nombreux visiteurs attendus pour les Jeux Olympiques, nous en avons 28*[364]». Le tour opérateur qui ne cesse de croitre propose à ses clients, outre les traditionnelles visites du Corcovado, du Pain de Sucre, du quartier Santa Tereza ou encore du Jardin Botanique, une visite de trois heures dans la plus grande favela d'Amérique Latine : *Rocinha*. Quatre ou cinq jeeps avec une capacité de huit personnes chacune viennent chercher les touristes dans les différents hôtels de la ville. Les jeeps se suivent et déposent les visiteurs au sommet de la favela avant de les diriger vers le toit terrasse d'une habitation afin d'y prendre des photos. Pendant toute la durée de la visite, l'accent est mis sur le sensationnel, dont la violence et la vue imprenable sur Rio.

Figure 91 – Véhicule de l'entreprise Jeep Tour posant devant la favela Santa Marta

Jeep Tour – Facebook - 5 mars 2013

[364] Extrait d'entretien réalisé le 9 septembre 2016 avec un employé de l'entreprise Jeep Tour.

Les jeeps tour dans les favelas cariocas sont vendus comme une aventure, « un choc culturel [365]», « une expérience qui va marquer votre vie[366] ». Le motif camouflage qui recouvre le véhicule annonce ce registre. Dès le début de la visite, le guide met en garde les touristes contre les potentiels dangers qu'ils vont rencontrer. « *On les prévient qu'ils verront des trafiquants et des hommes armés mais qu'ils seront récompensés par l'incroyable vue au sommet de la favela*[367] ». Pendant la visite, ils sont invités à se focaliser sur l'aspect dégradé des habitations, la pauvreté, la violence et la misère sans interaction avec la culture locale et les habitants. « *Les visites arrangées par ces compagnies extérieures aux favelas accordent peu d'attention à la culture, l'histoire et les aspects artistiques des communautés* [368]». Les discours visent à donner des frissons aux visiteurs : « *Je me souviens d'un de ces guides dans sa jeep qui en passant dans une rue de la favela dit à son groupe « regardez, ici c'est un trou réalisé par une balle lors d'un combat entre trafiquants et policiers » alors qu'il s'agissait d'une ancienne accroche pour le fil à linge. Ils voulaient juste rendre la visite plus excitante et répondre aux stéréotypes sur les favelas* [369]». Le panorama est annoncé comme la récompense à tant de bravoure. Le dernier arrêt se déroule sur un laje, ces toits terrasses typiques de l'architecture favelada. L'utilisation de tels espaces comme points de vue informels est une pratique courante pour les agences et ce « " *moment laje " est le plus apprécié des visiteurs. Il faut dire que d'en haut, la vue est spectaculaire !* [370] ».

Le phénomène soulève des interrogations. Le manque de retombées économiques pour les favelados est l'élément le plus cité : « *La plupart des habitants de la favela ne profitent pas des bénéfices générés par ces tours opérateurs extérieurs à la communauté*[371] ». Alors que les promoteurs de ce tourisme se réjouissent du décloisonnement des favelas et de l'abolition des frontières symboliques : « *notre arrivée dans les favelas est le symbole d'une société qui évolue, qui se décloisonne*[372] », pour les associations d'habitants de favelas, en plus du manque de retombées économiques, les favela tours en jeep gênent lorsque des « *visiteurs avides de sensations fortes souhaitent prendre les habitants en photo comme ils prendraient des*

[365] http://jeeptour.com.br/en/roteiros/favela-tour/.
[366] Ibidem.
[367] Extrait d'entretien réalisé le 9 septembre 2016 avec un employé de l'entreprise Jeep Tour.
[368] Extrait d'entretien réalisé le 15 avril 2017 avec un journaliste du journal O Globo.
[369] Extrait d'entretien réalisé le 4 mai 2016 avec un guide touristique de Vidigal.
[370] Extrait d'entretien réalisé le 9 septembre 2016 avec un employé de l'entreprise Jeep Tour.
[371] Extrait d'entretien réalisé le 20/08/2016 avec un membre de l'association des habitants de Vidigal.
[372] Extrait d'entretien réalisé le 9 septembre 2016 avec un employé de l'entreprise Jeep Tour.

girafes[373] ». Régulièrement comparées à des « safaris », voyeuristes et dégradants, ces *favela tours* ont mauvaise presse. Les opérateurs touristiques ont mis au point un discours efficace afin de le rendre admissible. Sur leurs site internet, ils vendent le produit comme de l'écotourisme[374] et présentent leurs activités comme éthiques[375]. Ils défendent leurs convictions en affirmant qu'« ignorer la pauvreté ne la fera pas partir, ce type de tourisme est l'une des manières de comprendre ce que la pauvreté signifie[376] ». Les gérants de *favela tours* affirment reverser une partie de leurs profits à des écoles, des associations et des projets culturels internes aux favelas. Pour les clients, il s'agit d'entreprendre une bonne action, de faire du tourisme « intelligent », afin de se rendre compte de toute la réalité sociale du pays visité.

Avec l'augmentation de la demande de visites dans les favelas, des guides locaux alertent la préfecture de Rio de Janeiro de la promotion par quelques entreprises d'un tourisme dégradant[377]. Quelques mois avant les Jeux Olympiques, les autorités publiques qui avaient pourtant encouragé le phénomène reviennent sur leur position et souhaitent interdire le tourisme de type « safari humain ». En avril 2015, le projet de loi n°1599/2015 est déposé par le conseiller municipal démocrate Célio Luparelli qui considère ce type d'excursion comme « *transformant la misère en spectacle pour les touristes*[378] ». Selon lui, « *il y a des cas de touristes qui entrent dans les habitations avec des appareils photos sans demander la permission aux habitants. Quand ils sont encadrés par un guide issu de la favela, la visite se déroule d'une manière plus respectueuse* »[379]. Le projet a pour but de faire de certaines favelas de Rio de Janeiro, des AEIT (Aires Spéciales d'Intérêt Touristique), qui dans la pratique soumet ces localités à un régime spécifique d'urbanisation, en plus de la régularisation des activités touristiques.

---

[373] Extrait d'entretien réalisé le 20/08/2016 avec un membre de l'association des habitants de Vidigal.

[374] Propos avancés sur le site internet de l'entreprise. Le caractère écologique de ces tours réside cependant uniquement dans l'utilisation de véhicules électriques. http://jeeptour.com.br/en/ecoturismo/ . Consulté le 20/08/2018

[375] *Ibidem.*

[376] Extrait d'entretien réalisé le 9 septembre 2016 avec un employé de l'entreprise Jeep Tour.

[377] « Guias pedem mais incentivo ao turismo em favelas do Rio ». 06/05/2015. Agência Brasil. http://agenciabrasil.ebc.com.br/geral/noticia/2015-05/guias-pedem-mais-incentivo-para-o-turismo-em-favelas-do-rio-de-janeiro. Consulté le 02/09/2018.

[378] « Guias pedem mais incentivo ao turismo em favelas do Rio ». 06/05/2015. Agência Brasil. http://agenciabrasil.ebc.com.br/geral/noticia/2015-05/guias-pedem-mais-incentivo-para-o-turismo-em-favelas-do-rio-de-janeiro. Consulté le 02/09/2018.

[379] *Ibidem.*

Une mise en avant de l'authenticité par les guides locaux

En réaction aux controverses du tourisme sensationnel et à l'afflux potentiel de visiteurs lors des méga-événements, des habitants de favela, à leur initiative ou dans des agences de tourisme, un tourisme revendiqué comme communautaire et authentique. Le ministère du tourisme Brésilien, le secrétariat du tourisme de Rio de Janeiro et le secrétariat municipal du travail encouragent l'initiative et lancent en 2010 le programme *Rio Top Tur*. La participation des acteurs institutionnels et des élus a la vocation de donner une impulsion légitime à ces activités. Le programme forme des habitants de favelas aux métiers du tourisme qui y apprennent l'anglais, la géographie et l'histoire des favelas, pour mieux expliquer aux visiteurs leur fonctionnement. Conçu pour promouvoir un tourisme communautaire, le programme prend fin en 2012, après la formation des guides.

Contrairement aux tours en jeep, les initiatives communautaires recrutent des guides touristiques locaux qui guident les groupes à pied dans leur propre communauté, ou en utilisant occasionnellement des options de transport communautaire (combis ou moto-taxi). Les groupes sont composés d'un maximum de huit personnes (fig. 92) et l'objectif est d'humaniser les favelas en racontant le quotidien des gens qui y habitent. « *Nos visites vont à l'encontre des perceptions de panique et de violence induites par les médias. On décrit la réalité des favelas comme des quartiers populaires, avec des entreprises et des équipements performants*[380]», « *on les emmène à la rencontre du Brésil authentique* [381]», « *la pauvreté a longtemps été ignorée, rejetée, négligée et puis romancée par les pouvoirs publics, nous voulons montrer une autre image, celle de la réalité de notre quotidien, des gens honnêtes, qui ont des familles et une vie sociale*[382] ».

[380] Extrait d'entretien réalisé le 4 mai 2016 avec un guide touristique de Vidigal.
[381] Extrait d'entretien informel réalisé le 10 septembre 2016 avec un guide local de la favela Santa Marta.
[382] Extrait d'entretien informel réalisé le 12 septembre 2016 avec un guide local de la favela Rocinha.

Figure 92 – Groupe de touristes dans les ruelles de Vidigal avec le guide local de Vidigal Trilhas

Vidigal Trilhas – Facebook – juillet 2017

Pour les guides locaux, l'authenticité de leurs visites passe par leurs origines : « *Je suis né dans la favela, j'y ai grandi, j'en connais l'histoire et les gens, ce que je raconte aux gens est empli de toutes ces anecdotes* [383]». Cette caractéristique est par ailleurs fièrement indiquée sur leurs sites internet (fig. 93). Pour les guides locaux, la qualité de leurs prestations repose sur la circulation des touristes dans les ruelles afin d'absorber l'ambiance du lieu et de se poser des questions sur ce qu'ils observent. « *Les touristes comprennent mieux les routines quotidiennes des habitants et se rendent comptent de la difficulté posée par les ruelles étroites et les escaliers. On leur explique les installations ou les problèmes spécifiques, tels que les égouts, les entreprises locales et l'architecture lorsqu'ils passent près de sites pertinents, on leur fait ressentir la favela*[384]». Ils revendiquent des visites plus exhaustives : « *Conduire les touristes en jeep sur les routes principales des favelas demande moins de temps mais reste très superficiel étant donné que les favelas sont principalement des communautés piétonnes* [385]». C'est aussi selon eux une question de respect : « *La traversée de la favela à pied évite la*

[383] Extrait d'entretien informel réalisé le 10 septembre 2016 avec un guide local de la favela Santa Marta.
[384] Extrait d'entretien réalisé le 4 mai 2016 avec un guide touristique de Vidigal.
[385] Extrait d'entretien informel réalisé le 10 septembre 2016 avec un guide local de la favela Santa Marta.

hiérarchie symbolique qui accompagne les touristes assis derrière une barrière dans une jeep à un mètre cinquante au-dessus des habitants [386]».

Figure 93 – « Guide habitant local » mentionné sur la page web du guide Vidigal Trilhas

vidigaltrilhas.com.br

Le point de rendez-vous, donné en bas de la favela est suivi d'une première pause dans un commerce tenu par des locaux pour se désaltérer ou prendre une collation. Les guides présentent ensuite les bâtiments et actions d'une ONG partenaire (visite d'une école ou d'ateliers financés par les tours) puis dirigent les touristes vers des commerces ambulants vendant des souvenirs faits mains par les habitants de la favela (fig. 94). On y trouve des peintures naïves à l'effigie de la communauté, des t-shirts, des sacs en toile et autres portes clés. Pour la sociologue Bianca Freire Medeiros, la stratégie des artisans est de produire des objets « reposant largement sur des stéréotypes anciens mais positifs de la favela et de la pauvreté brésilienne dans son ensemble » (FREIRE MEDEIROS, 2014, p.134). L'achat de souvenirs, commercialisés dans les favelas touristiques, facilitent ainsi les interactions entre

[386] Extrait d'entretien informel réalisé le 12 septembre 2016 avec un guide local de la favela Rocinha.

les favelados et les touristes, constituant « un des rares moments de face à face et d'interaction verbale entre les hôtes et les visiteurs» (FREIRE MEDEIROS, 2014, p.133).

Figure 94 – boutique de souvenirs « faits maisons » par les favelados de Santa Marta

rioonwatch.org

Le dernier arrêt sur les hauteurs de la favela est vu comme l'un des moments les plus forts. « *J'aime emmener mes clients dans une vraie maison et les faire monter sur la toiture. Ça leur permet d'être à notre place et de voir ce que l'on voit tous les jours. C'est le moment le plus authentique pour moi, ils voient l'intérieur d'une habitation et après ils peuvent profiter de la vue incroyable sur tout Rio* [387]». C'est par ailleurs ce moment précis qu'a choisi de mettre en valeur en première page de son site internet le tour opérateur « *Favela Tour* » (fig. 95).

[387] Extrait d'entretien réalisé le 4 mai 2016 avec un guide touristique de Vidigal.

Figure 95 – Page d'accueil du site du Tour Opérateur « Favela Tour »

favelatour.com.br

Sa communication s'appuie sur une peinture de l'artiste brésilien Fabio Sombra, une toile de style naïf qui n'est pas sans rappeler celles utilisées par les élus pour vendre les favelas. Les habitations sont ici encore de couleurs vives et donnent en spectacle la vue sur les montagnes verdoyantes et l'océan. Au premier plan, une toiture terrasse surplombant le reste de la favela est occupée par des touristes à la peau blanche, appareils photos à la main, qui immortalisent le panorama. La publicité comporte également un autre élément intéressant dans la promotion de visites authentiques. À gauche du document, un encadré met en évidence la phrase « *en jeep/moto ? Non* » (fig. 95), une phrase traduite en trois langues et accompagnée d'un pictogramme d'une jeep barrée. La plus forte marque d'authenticité réside cependant dans l'expression « *don't be a gringo, be a local* »[388] fréquemment prononcée par les guides locaux. Désormais, de nombreuses agences (*Don't be a gringo, be a local, RioTur*…) reprennent ces concepts et s'éloignent du sensationnel : « *Suite au succès de ces visites communautaires, les grands tours opérateurs voyant une partie des parts de marché du tourisme dans les favelas*

[388] « Ne soit pas un touriste, soit un local »

se détourner de leurs services au profit de guides locaux, se sont inspirés de leurs pratiques et proposent à leur tour des visites plus authentiques[389] ».

Vendue à travers l'origine locale des guides, les modalités de visite parcours (petits groupes, visite à pied) et les moments proposés (achat de souvenirs, photographie du panorama sur une terrasse d'habitant), ce type d'activité « authentique » représente une alternative au tourisme géré par des acteurs extérieurs à la communauté. Issue des favelas elles-mêmes, elles sont un moyen de son propre développement.

Le tourisme événementiel des favelas, vecteur de réorganisation socio-économique et spatiale

Les nombreux touristes qui visitent les favelas de la zone sud de Rio de Janeiro à l'occasion des méga-événements sont créateurs de dynamiques internes. Ils sont par la même occasion les vecteurs de bouleversements économiques et urbains. Le « moment *laje* » est particulièrement intéressant à observer pour les changements qu'il engendre. Proposé aussi bien par les acteurs du tourisme choc que ceux du tourisme communautaire, il est une pratique récurrente des visites de favelas et permet aux habitants qui mettent à disposition leur terrasse de s'enrichir de manière rapide : « *Les résidents qui louent leur toit-terrasse reçoivent de notre part la somme de deux reais par touriste. Quand un groupe demande, ils préparent des plats typiques, des barbecues ou des feijoadas. Dans ce cas les habitants reçoivent une somme supplémentaire. Parfois, nous avons un contrat avec l'habitant. Nous avons les clés de sa maison et pouvons y conduire les touristes même quand le propriétaire est absent, nous lui déposons une enveloppe avec ses indemnités lorsqu'on le revoit. Certains gagnent en une semaine ce qu'un favelado gagne en un mois* [390] ». Les guides locaux ont le même type d'entente avec les restaurateurs où ils mènent leurs clients : « *Nous touchons une commission sur ce qu'ils achètent, 10% du total. Ça permet de développer la communauté, c'est une bonne chose pour nous tous, et les clients sont contents, ils aiment se désaltérer dans des boutiques tenues par de vrais habitants, c'est plus authentique*[391]». Ces habitudes,

[389] Extrait d'entretien réalisé le 15 avril 2017 avec un journaliste du journal O Globo.
[390] Extrait d'entretien informel réalisé le 06 aout 2016 avec un employé de l'entreprise Favela Tour.
[391] Extrait d'entretien réalisé le 4 mai 2016 avec un guide touristique de Vidigal.

accentuées par l'afflux de touristes à l'occasion des méga-événements restructurent l'organisation socio-économique interne : « *Pendant les Jeux Olympiques, certains restaurateurs de Vidigal en partenariat avec des guides touristiques ont fait des bénéfices supérieurs à 600% par rapport à l'été précédent !*[392]». Dans les discours, la réorganisation socio-économique des favelas les plus touristiques est sensible : « *En voyant les sommes que gagnent les favelados qui louent leurs toitures ou restaurent les visiteurs, les autres habitants abandonnent leurs activités pour se tourner également vers le tourisme*[393] ». Pour l'association des habitants de Vidigal, l'arrivée des méga-événements et l'afflux de touristes dans la communauté a créé des gagnants et des perdants : « *il y a ceux qui ont su saisir l'occasion de créer un commerce dédié au tourisme et ceux qui ont vu passer leur chance, ceux-là manquent de plus en plus de moyens et n'ont d'autre choix que de partir face à la hausse des prix*[394] ».

Une réorganisation socio-spatiale des favelas émerge pour les mêmes raisons. Entre l'avant et l'après événement, les établissements touristiques s'installent dans les communautés pour répondre aux demandes des visiteurs. Plus que leur nombre, c'est leur concentration le long du parcours touristique qui interpelle. Ils ne sont pas les seuls à s'implanter à proximité immédiate des visiteurs. Les commerces ambulants envahissant les emplacements des arrêts imposés par les guides accentuent les bouleversements spatiaux. Les favelados, en adoptant un modèle de développement centré en grande partie sur le tourisme, créent d'importantes disparités entre les quelques ruelles traversées par les visiteurs et celles qui ne le sont pas : « *ça donne une communauté divisée spatialement, entre des endroits qui sont vus et qui évoluent à vue d'œil et ceux qui ne comptent pas et sont délaissés*[395] ». Le phénomène, bien que naissant dans les favelas cariocas, n'est pas sans rappeler le cas de nombreuses villes dans le monde où les lieux les plus touristiques concentrent restaurants et boutiques, tandis que ceux hors des circuits de visite sont délaissés.

[392] Extrait d'entretien réalisé le 15 avril 2017 avec un journaliste du journal O Globo.
[393] *Ibidem.*
[394] *Ibidem.*
[395] Extrait d'entretien réalisé le 15 avril 2017 avec un journaliste du journal O Globo.

La logique culturelle générée par la confrontation entre les favelas et les méga-événements résulte *in fine* d'une promotion à grande échelle de la politique de pacification. Malgré les indéniables dynamiques internes et externes qu'elle produit dans ces espaces défavorisés, elle est dépendante de la réussite de cette politique, elle prend fin au moment même où la pacification échoue. La reprise de certaines favelas de la zone sud de Rio de Janeiro fin 2017 par les gangs de narco trafiquants permet de dire que dans le cas brésilien, la logique culturelle, bien que nouvelle est peut-être éphémère.

À la croisée des favelas et des méga-événements apparaissent des confrontations plus ou moins brutales. Bien que leur nature diffère selon les favelas étudiées, les processus engagés dans chacune d'elle se recoupent. Elles font apparaitre trois logiques déterminantes dans la compréhension de la confrontation entre les favelas et les méga-événements sportifs internationaux : la logique d'invisibilisation, la logique de transfert et la logique culturelle. Elles mettent alors en lumière les dimensions structurantes des confrontations entre les deux phénomènes. La logique d'invisibilisation décrit des processus visuellement frappants avec la conséquence de faire disparaitre d'embarrassantes favelas urbaines. Dans ce contexte, elles cessent d'exister dans le vocabulaire officiel et dans les supports promotionnels des méga-événements. Dans les discours politiques, dans les médias et même sur les territoires, les favelas sont perdues de vue lors de l'arrivée du Mondial 2014 et des Jeux Olympiques 2016. S'y substituent des représentations rassurantes et sécurisantes à destination des visiteurs et investisseurs étrangers. La logique de transfert rend compte des déplacements de population des favelas et des transferts de modes de vie qu'ils impulsent. La dernière logique met l'accent sur la dimension culturelle. La promotion du folklore populaire et la pacification des favelas par les autorités publiques participent à leur reconnaissance en tant qu'entités de la ville.

Les trois logiques ne sont pas simultanément en œuvre dans toutes les confrontations (fig.96). Alors que certaines d'entre elles ne sont concernées que par une seule logique (Vila Torres et Vila Parolin), d'autres montrent les trois conjointement (Morro da Providência). Cependant, chaque logique en œuvre est observée dans au moins deux favelas. Les processus d'invisibilisation sont observés aussi bien dans la favela Vila Autodromo que dans les favelas Vila Torres et Morro da Providência. La logique de transfert est celle dont l'amplitude est la plus importante puisque quatre des cinq favelas étudiées s'y inscrivent : Morro da Providência et ses expulsions d'habitations en zone à risque, les processus d'expulsion et de relogement des habitants de Vila Autodromo, les relogements des habitations les plus précaires de Vila Parolin et l'intense processus de gentrification à Vidigal qui provoque des arrivées de population et des départs.

La logique culturelle concerne quant à elle des favelas dont la localisation est stratégique. Vidigal et sa position au cœur de la zone touristique, dans la continuité des plages d'Ipanema

et de Copacabana, sur l'une des collines qui offre l'une des plus belles vues sur Rio de Janeiro ; Morro da Providência et sa situation au cœur du port requalifié pour les JO, au sommet d'une colline dont la vue panoramique sur les éléments les plus remarquables de Rio de Janeiro est un atout.

La troisième partie met également en évidence les fortes différences entre Curitiba et Rio de Janeiro. Tandis qu'au sein de la première ville, seules deux logiques sont en œuvre (logiques d'invisibilisation et de transfert), dans la seconde, les trois sont observées, érigeant la logique culturelle comme une spécificité de Rio de Janeiro. Concernant la nature des confrontations, là encore, la différence est manifeste. À Rio de Janeiro, les confrontations sont souvent extrêmes, parfois brutales. À Curitiba, au contraire, elles sont plus douces, plus positives aussi sur le long terme.

Figure 96 – Les logiques en œuvre dans chaque cas d'étude

	Logiques en œuvre	Logique d'invisibilisation	Logique de transfert	Logique culturelle
Ville	Favelas			
Rio de Janeiro	Vila Autodromo	Effacement promotionnel	Déplacements de population	
	Vidigal		Déplacements de population et transferts de mode de vie	Mise en tourisme
	Morro da Providência	Dissimulation	Déplacements de population	Muséification
Curitiba	Vila Torres	Embellissement et omission		
	Vila Parolin		Déplacements de population	

© Caroline Chabot

Conclusion

Notre interrogation initiale visait à rendre compte des effets des Jeux Olympiques 2016 et de la Coupe du Monde 2014 sur les favelas. Qu'implique l'accueil de telles compétitions à proximité des habitats les plus défavorisés ? Depuis 2008, les méga-événements sportifs internationaux se concentrent dans des pays en voie de développement où le pourcentage d'urbains vivant dans des bidonvilles est loin d'être négligeable, le Brésil est l'un d'eux. Attiré par la reconnaissance internationale, l'attrait de perspectives économiques et touristiques, les dirigeants du pays multiplient depuis les années 2000 les actes de candidatures pour recevoir sur leur territoire des méga-événements. Par ce biais, ils ont pour volonté de montrer au reste du monde leur capacité à gérer, et ce dans de bonnes conditions de tels événements. Deux candidatures s'avèrent fructueuses et offrent au pays l'organisation du double battement Coupe du Monde 2010 et Jeux Olympiques 2016. Cependant, dans ce pays où les infrastructures et équipement sportifs ne répondent pas aux normes, d'importants travaux sont engagés pour mettre en adéquation les territoires avec les exigences des comités organisateurs (FIFA, CIO). La volonté de rayonnement du Brésil se heurte cependant à de fortes inégalités sociales. Près d'un habitant sur quatre vit dans des favelas urbaines, ce qui représente une superficie non négligeable des villes. La croissance de ces habitats illégaux et illégitimes pose des problèmes environnementaux, sanitaires, sociaux et urbains. La confrontation spatiale à l'arrivée des méga-événements était dès lors inévitable.

De nombreux travaux ont déjà étudié les deux processus. Des sociologues, géographes et anthropologues ont apporté un regard sur les dynamiques sociales des favelas (PERLMAN, 2011; CHETRY, 2010; VALLADARES, 2000; LEEDS et LEEDS, 1978). Des géographes et sociologues ont investi l'objet méga-événement et sa capacité à transformer les métropoles et à développer les pratiques sportives sur les territoires (AUGUSTIN et GILLON, 2004; GRIX et LEE, 2013; HALL, 2006; SCHWAMBACH, 2012; ROCHE, 2006). Certains économistes ont étudié le marché informel des favelas, tandis que d'autres ont dirigé leurs enquêtes sur les bénéfices et les coûts des grandes compétitions sportives (BAADE et MATHESON, 2016; MOTTA, 2014; BARGET et GOUGUET, 2010). Des politistes ont focalisé leur attention sur le rôle des acteurs, aussi bien dans l'organisation de méga-événements que sur la gestion politique des favelas et l'électorat qu'elles représentent (GOIRAND, 2001). Peu de disciplines se sont cependant

interrogées sur la confrontation des deux phénomènes sous l'angle des transformations matérielles. Pour en rendre compte, la sociologie urbaine et l'architecture nous semblait les bons outils. Le curseur de l'analyse prend alors pour focale la dimension spatiale, c'est-à-dire les conditions concrètes et matérielles de la confrontation des deux phénomènes étudiés.

Des confrontations plurielles

Nos premières investigations mettent en évidence le terme de confrontation, récurrent dans le titre et la plupart des chapitres. Confrontation, au sens de la langue française signifie « face à face »[396]. Le terme permet des monographies entre des objets de recherche ici répartis sur deux villes (Rio de Janeiro et Curitiba) mais aussi au sens d'une situation qui peut résister à l'analyse. À tout moment, la confrontation peut dégénérer en affrontement, donc en échec. Le terme renvoie à une mise en tension permanente qui, montrée sous le prisme de l'analyse spatiale, permet de comprendre de manière encore plus singulière ce qui se joue à un moment donné dans l'histoire d'une ville, de sa forme et de son fonctionnement.

Notre travail raconte plusieurs scènes de confrontations. Avec la réalité du terrain dans un premier temps qui était loin de nous être familière, celle des favelas qui vues de France font l'objet de nombreuses représentations qu'il a fallu surmonter, des plus folkloriques aux plus inquiétantes. De façon plus théorique dans un second temps, entre deux univers sociaux et symboliques. D'un côté l'univers de l'urbanisation de la pauvreté avec les favelas et la symbolique de la bidonvilisation qui fait osciller le monde urbain entre deux pôles, celui de la ville radieuse et celui de la ville monstrueuse, celle des bobos et celle des ghettos (DAVIS, 2005). De l'autre, l'univers du sport mondialisé qu'est le méga-événement, c'est-à-dire l'univers d'une logique d'acquisition par les mégapoles d'un capital symbolique de la performance, avec ses grandes infrastructures structurantes et ses équipements sportifs, une logique globalisée de compétitions et de positionnement entre les villes (SASSEN, 2013). Les confrontations révèlent une multitude de réactions de la part des favelas, selon leur histoire, leur localisation, leurs dynamiques internes et leurs moyens, mais aussi selon l'ampleur de la confrontation.

[396] https://www.larousse.fr/encyclopedie/rechercher?q=confrontation

À Rio de Janeiro, la favela Vila Autodromo entame une dispute territoriale basée sur le droit du sol avec le Parc Olympique voisin auquel elle doit laisser place. Malgré une forte mobilisation, des résistances institutionnalisées et spontanées, elle ne survit pas à la confrontation. Pour la favela Vidigal, il en est tout autre. À l'écart des travaux événementiels, sa localisation dans la zone la plus touristique de Rio de Janeiro la place tout de même au centre de l'effervescence. La favela attire de façon exponentielle depuis le processus de pacification dont elle a fait l'objet pour les JO et grâce à la vue extraordinaire sur les plages d'Ipanema et Copacabana que lui offre sa situation à flanc de colline. À travers une mise en tourisme du lieu par les locaux et une intense gentrification par les *gringos*, Vidigal se mondialise de façon accélérée. À Morro da Providência, la confrontation avec les méga-événements contribue à faire d'elle un trophée. Dédiée au tourisme par son statut de première favela de la ville et de berceau de la samba et du carnaval, des éléments faisant désormais partie intégrante de la culture brésilienne, elle subit une patrimonialisation sélective de son architecture. Des habitations situées en zone à risque environnemental sont détruites et laissent place à un téléphérique pour mener les visiteurs jusqu'à son sommet ainsi qu'un projet de bâtiments commerciaux et musées racontant l'histoire de la favela. À Curitiba, la confrontation avec le méga-événement intègre la favela Vila Torres aux mailles de la ville. Sa situation le long de l'avenue qui relie l'aéroport international de Curitiba au stade qui accueille les matches du Mondial 2014 fait qu'entre l'avant et l'après événement, la favela est intégrée physiquement et socialement à la ville. Une réduction de ses frontières physiques et des changements de comportements des habitants sont mis en place par l'intermédiaire d'un projet de colorisation des façades. Enfin, à Vila Parolin, la confrontation n'a pas d'effets. À l'écart du méga-événement et des axes touristiques, la favela suit l'évolution linéaire habituelle des favelas urbaines, sans bouleversements majeurs, avec une consolidation progressive de certaines habitations et l'installation continue de nouvelles familles.

Une certaine hiérarchie se dessine entre les favelas investiguées. Entre Vila Torres, la favela intégrée grâce au Mondial de Football et Vila Autodromo, la favela vouée à disparaitre sous l'effet rouleau compresseur des Jeux Olympiques, les résultats des confrontations s'opposent. Entre Vidigal, la favela mondialisée qui attire les étrangers et les investisseurs et Morro da Providência, la favela patrimonialisée dépouillée de près d'un tiers de ses habitants, la différence est là encore marquante. À mesure que se rapproche l'échéance du méga-

événement, de nouvelles urbanités émerges des chantiers. Pour certains, la confrontation est pleine de possibilités et synonyme d'un avenir meilleur, des occasions d'affaires. Pour ceux qui résistent, elle apparait comme des promesses non tenues.

Le choix des cas qualifie la diversité du phénomène des favelas et esquisse une catégorisation. Les favelas ne sont pas toutes uniques, mais leurs conditions d'émergence, de consolidation, leur localisation, leur histoire, leur confère une identité singulière dans le paysage métropolitain. Elles restent un phénomène caractéristique de la société et des métropoles brésiliennes, qui renvoit principalement au niveau de développement du pays, aux inégalités socio-économiques, aux politiques publiques et aux manifestations de l'urbanisation. L'impossible contrôle des processus d'installation des populations n'engage alors que des réponses après coup. Ce n'est donc pas par hasard que les favelas s'enracinent dans ce pays jusqu'à en faire un élément de la culture brésilienne et l'image d'un habitat mondialement partagé. Le choix d'investiguer des favelas centrales plus que des favelas périphériques s'explique car ces dernières évoluent presque en dehors de tout contrôle politique. Une caractéristique qui aurait considérablement compliqué l'accès au terrain et l'enquête.

Trois logiques en œuvre

Les différentes scènes de confrontations nous amènent à un résultat marqué par la définition de trois logiques en œuvre : La logique d'invisibilisation, la logique de transfert et la logique culturelle.

Les formes d'invisibilisation sont multiples et portées par différents acteurs. Elles s'observent aussi bien à l'occasion des JO que du Mondial, tant à Rio de Janeiro qu'à Curitiba, bien qu'entre les deux villes la proportion des favelas concernées et l'intensité du phénomène soient d'ampleurs variables. Derrière des discours bienveillants, la logique d'invisibilisation portée par les politiques publiques brésiliennes impose une vision du monde idéale par la négation ou l'euphémisation d'une réalité non assumée. La charge négative des favelas est ainsi éclipsée ou dissimulée de manière à présenter la ville-hôte sous son meilleur jour. Dans certains cas de négation, les favelas sont dissimulées derrière des murs, des écrans érigés le long des routes reliant les sites événementiels aux aéroports, des voies très fréquentées par les touristes. Le processus de dissimulation concerne également des favelas extrêmement visibles depuis les zones touristiques. L'intention est de les masquer au regard des visiteurs. La construction de tels filtres visuels remet en cause le droit d'aller et venir des habitants. Plus

qu'accentuer la séparation entre la ville et le bidonville, le processus de dissimulation laisse entendre que la favela est une menace pour la ville. Dans d'autres cas, la négation des favelas se traduit par leur effacement symbolique. Le processus disqualifie symboliquement les favelas en les rendant invisibles dans les discours et documents officiels des méga-événements. Elles sont ainsi effacées du paysage physique et virtuel de la ville, aussi bien dans les médias que dans la propagande touristique. Leur existence est ignorée ou utilisée de manière sélective afin de limiter ce qui doit être montré au monde, afin de cacher ce qui est jugé soit sans importance, soit préjudiciable à l'image de marque de la ville.

La logique d'invisibilisation rend également compte de l'euphémisation des favelas. Elles sont dans ce cadre embellies afin de minimiser leur visibilité, un phénomène connu sous le nom de maquillage ou de camouflage urbain. Ici, la pauvreté n'est pas cachée, elle n'est pas non plus déplacée mais embellie et contrôlée de manière à devenir visuellement acceptable. L'euphémisation est aussi linguistique. À travers le changement du nom *favela*, jugé péjoratif, par un autre, *comunidade*, moins connoté afin de masquer la réalité physique du lieu. Le glissement sémantique s'exprime principalement dans la presse nationale brésilienne et dans les discours politiques où le terme *comunidade,* très peu fréquent avant 2009, année où Rio de Janeiro est élue ville hôte des Olympiades 2016, supplante celui de *favela*, une dénomination qui fait appel à des valeurs plus positives.

La logique de transfert se décline en deux processus : les transferts de population et les transferts de modes de vie. Dans le premier cas, la gentrification est le plus visible. Avec le sentiment de sécurité apporté par la pacification, certaines favelas se trouvent dorénavant à même de faire oublier leur ancienne condition aux yeux des résidents étrangers mais aussi auprès de certains membres de la classe moyenne brésilienne. L'intérêt international et spéculatif qu'elles représentent attire les expatriés et les entrepreneurs qui commencent à s'y installer. Si ces arrivées sont choisies et visibles dans l'espace par les nombreuses transformations matérielles qu'elles apportent, les départs qu'elles engendrent sont quant à eux subis et qualifiés d'évictions invisibles.

Les déplacements de populations sont aussi caractérisés par des expulsions de favelados pour laisser place aux équipements et infrastructures nécessaires au méga-événement. Le mécanisme, particulièrement marqué dans l'espace les démolitions massives de baraques qu'il engendre est l'un des effets des méga-événements sur les favelas les plus relayés par les

médias locaux et internationaux. Les habitants délogés sont généralement relogés par différents programmes d'habitats sociaux nationaux ou locaux dans des maisons ou appartements normés. Les relogements provoquent pourtant un processus de retour à la favela. Situés en périphérie de la ville, parfois à plus de deux heures de route du lieu d'éviction et dépourvus d'infrastructures de transport, d'écoles, d'hôpitaux, ils génèrent d'importants problèmes sociaux. Outre le fait que l'accès à l'éducation et aux soins est limité, les habitants relogés perdent leur source de revenu puisqu'ils ne peuvent plus se rendre sur leur lieu de travail qui se trouve à proximité de la favela. Certains habitants relogés prennent la décision de revenir s'installer en favela urbaine. Ils récupèrent des éléments matériels des relogements, des câbles, des portes, des fenêtres, pour les revendre en centre-ville ou les réutiliser afin de construire une baraque sommaire dans les interstices des favelas restantes. Bien que ce processus ne concerne pas la totalité des résidents relogés, il remet cependant en question la politique de relogement.

L'ampleur des transferts de population dans les confrontations entre les favelas et les méga-événements tend à masquer un autre type de déplacement, tout aussi dynamique mais plus insidieux : des transferts de modes de vie. D'un côté, des campagnes civilisatrices impulsées par les pouvoirs publics dans certaines favelas proches des réseaux touristiques transmettent aux habitants des comportements jugés en accord avec l'image moderne que les dirigeants souhaitent donner du pays. Les comportements des favelados seraient alors une source d'embarras qu'il serait nécessaire de masquer. Dans d'autres cas, c'est le mode de vie favelado qui s'exporte. Les habitants relogés transposent dans leur nouveau lieu de vie des habitudes, des comportements caractéristiques de la favela. Le processus donne naissance à ce que l'on nomme une « favelisation des relogements », un phénomène qui n'est pas sans créer des interférences avec le voisinage qui voit ses bien perdre de la valeur face à l'arrivée de ces nouveaux résidents. *In fine*, la favelisation des relogements interroge l'image des favelas dans la société brésilienne.

Alors que les logiques d'invisibilisation et de transfert rendent compte de situations dans lesquelles les méga-événements sportifs internationaux et les favelas se confrontent, la dernière logique dite culturelle, renverse la dichotomie. Elle évoque une collaboration entre acteurs institutionnels et favelados. La temporalité de cette logique est également différente.

Alors que les deux premières ont lieu lors de la préparation de la ville, la logique culturelle se déploie quant à elle pendant le méga-événement. La différence ne s'arrête pas là puisqu'elle constitue également une spécificité brésilienne et même plus précisément une spécificité de Rio de Janeiro. L'invisibilisation des bidonvilles lors de méga-événements et le transfert de populations et de modes de vie sont des phénomènes déjà observés lors de méga-événements précédents. Nous pouvons évoquer les évictions massives en Corée du Sud lors des Jeux-Olympiques de 1988, la dissimulation de bidonvilles sud-africains lors du Mondial de football 2010 ou encore les campagnes civilisatrices dans certains bidonvilles de Pékin lors des Olympiades 2008. Ici, pour la première fois, une confrontation entre bidonvilles et méga-événements débouche sur une collaboration entre institutionnels et favelados afin d'intégrer les espaces de pauvreté aux dynamiques économiques et touristiques de la ville. Des favelas de Rio de Janeiro sont promues à l'occasion des méga-événements par la classe politique qui propose des lois favorisant leur mise en tourisme tandis que la société civile se saisit de cette visibilité pour y développer des dynamiques touristiques. L'existence de cette logique renvoie pour nous au statut particulier des favelas dans l'imaginaire collectif, celui d'un élément représentatif du patrimoine culturel brésilien (GOIRAND, 2001). Le phénomène qui semble être à première vue une réussite interroge pourtant les réelles motivations des élus à promouvoir ces espaces de pauvreté. Les favelas qui répondent à la logique culturelle sont en effet localisées au sein de la zone la plus touristique de Rio de Janeiro, sur des collines qui offrent les vues les plus extraordinaires sur la ville, et sont des communautés qui ont bénéficié de la politique de pacification. Tous ces aspects réunis font des quelques favelas concernées des espaces idéaux pour la spéculation immobilière.

Les politiques mises en œuvre, qu'elles soient d'éviction, de viabilisation voir de déni des favelas déconstruisent et illustrent leurs effets les plus directs sur les populations concernées. Elles dévoilent plus largement l'ensemble des politiques de la ville confrontées à des problèmes et des dynamiques majeures à l'échelle du monde : gentrification, ségrégation socio spatiale et celle sous-jacente de paupérisation. Les trois logiques dévoilent des politiques urbaines qui se greffent, qui interagissent et qui dans le dernier cas apparaissent.

La rentabilité de l'analyse spatiale

Au cours des premières investigations, des caractéristiques des deux phénomènes confortent notre regard sur l'analyse spatiale de la confrontation. Les caractéristiques spatiales des

définitions données des bidonvilles par l'ONU et des favelas par l'IBGE, mais également le caractère spatialement éclaté des méga-événements sur les territoires, qui nécessite de nombreuses constructions ou requalifications d'équipements sportifs et d'infrastructures de transport mettent le critère spatial au centre des confrontations entre les deux phénomènes. L'analyse spatiale s'avère dès lors pertinente pour installer un autre regard sur le phénomène de favelisation. Sa situation à la frontière encore peu explorée entre deux champs de recherche dynamiques : d'une part la sociologie urbaine pour appréhender les dynamiques de la pauvreté, les phénomènes de métropolisation et d'exclusion, de fragmentation urbaine, d'accessibilité aux services essentiels et d'autre part, l'architecture en tant que forme matérielle de la vie sociale, expression de la ville en évolution s'avère pertinente pour installer un autre regard sur le phénomène de favelisation. L'adaptation de la méthode aux terrains rend cependant compte des limites imposées par l'objet d'études : difficile accès au terrain, risques.

La grille de lecture construite à partir de critères spatiaux met en évidence les transformations diachroniques. L'analyse spatiale dresse ainsi une compréhension des caractéristiques physiques, socio-économiques, socio-environnementales, politiques et symboliques des favelas, et qualifie dans chacun des cas d'étude la nature des confrontations avec les méga-événements. Le lexique spatial est significatif des évolutions des favelas. La construction de murs en bois ou en briques, l'élévation d'un étage, la coloration des façades, la prise de possession d'un lieu d'abord avec trois planches et une tôle, les rues qui se transforment, les commerces qui arrivent et qui se diversifient, le goudronnage, la démolition sont autant de termes qui évoquent le quotidien mais aussi les grands bouleversements des favelas.

Rio de Janeiro et Curitiba : des confrontations opposées

Mettre en perspective Rio de Janeiro et Curitiba impose de prendre en considération les nombreuses caractéristiques qui les différencient afin de ne pas biaiser l'analyse. La première et la plus évidente est la différence en termes de population. Forte de six millions d'habitants, Rio de Janeiro est la deuxième plus grande ville du pays derrière São Paulo et l'une des métropoles les plus importantes du continent sud-américain. Curitiba, septième plus grande ville du pays accueille quant à elle près de deux millions d'habitants soit trois fois moins. Dans un deuxième temps, il est important de prendre en considération l'image à l'international de ces deux métropoles. Mondialement connue pour ses plages, son carnaval et sa statue du

Christ rédempteur, Rio de Janeiro, ancienne capitale du Brésil renvoie dans l'imaginaire collectif à des images de carte postale tropicale, une ville devenue avec le temps l'emblème du pays. Curitiba est quant à elle une métropole du quotidien. La reconnaissance internationale de la ville n'est pas basée sur sa géographie mais sur sa politique urbaine. Pionnière de l'aménagement urbain en Amérique du Sud, la ville a fait sensation en devenant dans les années 1960 un modèle de développement et de planification urbaine notamment grâce à son système de transport collectif innovant.

Concernant les phénomènes traités dans cette thèse, à savoir les favelas et les méga-événements, les deux métropoles montrent d'importantes différences. Alors qu'un habitant de Rio de Janeiro sur quatre habite dans une favela, ils sont plus de deux fois moins nombreux à Curitiba avec une personne sur dix. En ce qui concerne les méga-événements, les disparités s'accentuent. Rio de Janeiro, déchue de son statut de capitale du pays et empreinte de reconnaissance internationale multiplie depuis les années 2000 les candidatures aux méga-événements. Elle organise ainsi en l'espace de quinze ans une multitude de grands événements internationaux : Sommet de la Terre 2012, Coupe des confédérations et Journées Mondiales de la Jeunesse 2013, Coupe du Monde de football 2014 et les Jeux Olympiques 2016, soit un tous les ans. L'effet de catalyseur urbain des grands événements est à Rio de Janeiro une évidence. En l'espace de quinze ans, la métropole s'est métamorphosée au coup par coup avec la construction d'équipements et d'infrastructures qui répondent aux besoins spécifiques de chacune de ces manifestations. Le développement urbain de la ville suit alors le calendrier événementiel. Le cas de Curitiba est différent. Par l'ampleur des méga-événements dans un premier temps puisque la ville ne reçoit que deux matches de la Coupe du Monde 2014. Par sa façon de le déployer sur le territoire dans un second temps, puisqu'à Curitiba, contrairement à Rio de Janeiro, les fonds monétaires alloués au méga-événement sont l'occasion de réaliser des projets urbains endormis, pensés de longue date pour l'amélioration future de la ville, mais dont le manque de budgets municipaux avait retardé la réalisation.

Entre les deux villes, et sans surprises, résultent des confrontations entre favelas et méga-événements bien différentes. La façon de déployer ces grandes manifestations sur le territoire est l'un des élément déterminants la nature des confrontations. Entre Rio de Janeiro et Curitiba, la différence est frappante. L'impact des méga-événements est mineur à Curitiba et majeur à Rio de Janeiro étant donné l'intensité des transformations issues des méga-

événements sportifs internationaux. Dans la métropole carioca où le territoire s'est adapté au coup par coup aux besoins en infrastructures et équipements des différents méga-événements accueillis, les confrontations sont souvent extrêmes, parfois brutales. On parle de favelas subitement évincées, transformées en trophées ou extrêmement et rapidement mondialisées. À Curitiba, où c'est le méga-événement qui s'est adapté au territoire, les confrontations sont plus douces, plus positives aussi sur le long terme. On y décrit des favelas intégrées ou qui suivent une évolution ordinaire.

Le scénario des impacts provoqués par la Coupe du Monde de Football 2014 et les Jeux Olympiques de 2016 ne sont pas les résultats de facteurs isolés, mais d'une conjonction de facteurs reliés, qui comme un « effet domino » entrainent des conséquences économiques, sociales et culturelles qui dépendent de la façon dont ils sont implantés, et de comment ils servent la population une fois l'événement passé. La différence frappante entre les deux villes interroge dès lors les modèles de développement urbains et montre *in fine* l'importance des masters plans dans le développement à long terme des villes.

La symbolique des favelas à Rio de Janeiro et à Curitiba contribue aux différences observées. L'effet contextuel est en effet indéniable sachant que les favelas de Rio de Janeiro sont des incontournables dans l'imaginaire et la culture brésilienne et qu'elles sont spectaculairement mises en scène. Il ne s'agit pas de minorer le phénomène bien réel à Curitiba, mais les favelas de la capitale du Paraná n'ont pas l'impact médiatique de celles de Rio de Janeiro, devenues avec le temps de véritables décors de cinéma, y compris dans l'expression de la violence, de la manifestation de la pauvreté ou encore du berceau de la production culturelle – samba, carnaval, caractéristiques de l'identité brésilienne.

Malgré une opposition entre la nature des confrontations dans les deux villes, une caractéristique commune émerge : l'accélération des transformations urbaines et matérielles dans les favelas suite à la confrontation. Plus que des catalyseurs urbains, les méga-événements sportifs internationaux sont dans les favelas des accélérateurs de processus urbains déjà engagés : la gentrification déjà enclenchée à Vidigal connaît une dynamique accrue lors des méga-événements ; à Morro da Providência, la muséification déjà engagée montre un brusque accroissement, l'intégration de Vila Torres est accéléré lors de la réception du Mondial 2014 et l'expulsion de Vila Autodromo, de nombreuses fois annoncée avant la réception des JO 2016 est mise à exécution dans le contexte événementiel.

L'étude de la réception au Brésil du double battement Coupe du Monde 2014 et Jeux olympiques 2016 nous invite à nous interroger sur la pertinence pour un pays en voie de développement de s'investir dans la réception de méga-événements internationaux. Le cas brésilien, malgré une certaine originalité, conforte les constats faits par la communauté scientifique lors des méga-événements passés : les coûts sociaux importants qu'ils génèrent, l'accentuation de la ségrégation socio-spatiale et les violations aux droits humains perpétrés. Pour des pays disposants de peu d'infrastructures nécessaires à la réception des méga-événements, y candidater semble relever d'un pari risqué. Cependant, le cas de Curitiba montre qu'il est possible pour les villes du Sud de se distinguer positivement. L'intégration de l'accueil du méga-événement au projet urbain de la ville offre en effet des possibilités de pallier les carences urbaines

Bibliographie

ABRAMO, Pedro. 2009. « favela e mercado informal : a nova porta de entrada dos pobres nas cidades brasileiras ». In . Porto Alegre.

ABREU, Mauricio de Almeida. 1994. « Reconstruindo uma história esquecida: origem e expansão inicial das favelas do Rio de Janeiro », Revista Espaço e Debates, , n° n°37: 34‑46.

ABREU, Mauricio de Almeida, et Gérard LE CLERRE. 1994. « Reconstruire une histoire oubliée. Origine et expansion initiale des favelas de Rio de Janeiro ». *Genèses. Sciences sociales et histoire* 16 (1): 45‑68. https://doi.org/10.3406/genes.1994.1246.

ACHR. 1989. « ACHR and Third World Network, Battle for Housing Rights in Korea ».

ADAMS, John. 2004. *Risk: The Policy Implications of Risk Compensation and Plural Rationalities*. London: Routledge.

AGACHE, Alfred. 1930. « Cidade do Rio de Janeiro. Remodelamento, extensão e embelezamento ». Foyer Brésilien, Paris.

ALBUQUERQUE, Aline Figueiredo de. 2007. « A questão habitacional em Curitiba : o enigma da “cidade-modelo” ». São Paulo: USP.

ALFEU. 2018. « A controvérsia do teleférico do Morro da Providência ». *GGN - O jornal de todos os brasis* (blog). 2018. https://jornalggn.com.br/blog/luisnassif/a-controversia-do-teleferico-do-morro-da-providencia.

ALVITO, Marcos, et Alba ZALUAR. 2015. *Um século de favela*. Editora FGV.

AMIROU, Rachid. 2000. *Imaginaire du tourisme culturel*. Presses universitaires de France.

AMNESTY INTERNATIONAL. 2004. « Amnesty International report 2004 ».

ANDRANOVICH, Greg, Matthew J. BURBANK, et Charles H. HEYING. 2001. « Olympic Cities: Lessons Learned from Mega-Event Politics », Journal of urban Affairs, 23 (2): 113‑31.

ANDREFF, Wladimir. 2012. « Pourquoi le coût des Jeux Olympiques est-il toujours sous-estimé ? La “malédiction du vainqueur de l’enchère” ». *Papeles de Europa*, n° 25: 3‑26.

APPERT, Manuel. 2012. « Les JO 2012 à Londres : un grand événement alibi du renouvellement urbain à l’est de la capitale ». *Géoconfluences*, De villes en métropoles, . http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/typespace/urb1/MetropScient10.htm.

ARAUJO, Suely. 2002. *As Áreas de Preservação Permanente e a questão urbana*.

AUBRÉE, Marion, Véronique BOYER, Christophe BROCHIER, Isabel GEORGES, Jean HÉBRARD,

Ilda Mendes dos SANTOS, Christine Rufino DABAT, Monica Raisa SCHPUN, et Jérôme SOUTY. 2011. *Brésil(s). Sciences humaines et sociales: Ouverture*. Les Editions de la MSH.

AUDOIN - ROUZEAU, Frédérique. 2015. « Chapitre XIII. L'apport des données historiques (VIe-XXe siècles) ». In *Les chemins de la peste : Le rat, la puce et l'homme*, 203‑77. Histoire. Rennes: Presses universitaires de Rennes. http://books.openedition.org/pur/8400.

AUGUSTIN, Jean-Pierre. 2008. « Installations olympiques, régénération urbaine et tourisme ». *Téoros. Revue de recherche en tourisme* 27 (27‑2): 31‑35.

———. 2009. « Les Jeux Olympiques, l'événement spatial par excellence (The Olympic Games, the quintessential spatial event) ». *Bulletin de l'Association de Géographes Français* 86 (3): 303‑11. https://doi.org/10.3406/bagf.2009.2675.

AUGUSTIN, Jean-Pierre, et Pascal GILLON. 2004. *L'Olympisme: Bilan et enjeux géopolitiques*. Armand Colin.

AURENCHE, Guy, François SOULAGE, et Aimé SAVARD. 2012. *Le pari de la fraternité*. Editions de l'Atelier.

BAADE, Robert A., et Victor A. MATHESON. 2016. « Going for the Gold: The Economics of the Olympics ». *Journal of Economic Perspectives* 30 (2): 201‑18. https://doi.org/10.1257/jep.30.2.201.

BACHA, Edmar. 1974. *O rei da Belindia (uma fabula para tecnocratas)*. Rio de Janeiro: Casa de Garças IEPE/CdG.

BAIROCH, Paul. 1985. *De Jéricho à Mexico*. Gallimard.

BALBO, Marcello. 1992. *Povera grande città: l'urbanizzazione nel Terzo Mondo*. FrancoAngeli.

BALDWIN, Earl Stanley Baldwin. 1928. *The Oxford English Dictionary, 1884-1928*. Clarendon Press.

BALE, John. 2003. *Sports Geography*. Psychology Press.

BALLER, Susann, et Martha SAAVEDRA. 2010. *POLITIQUE AFRICAINE N-118. Les terrains politiques du football*. KARTHALA Editions.

BARABANDIER, Henrique. 2014. « Brésil / Coupe du monde et Jeux olympiques à Rio de Janeiro : quel "legs urbain" ? : Urbanités », Urbanité, . http://www.revue-urbanites.fr/chroniques-coupe-du-monde-et-jeux-olympiques-a-rio-de-janeiro-quel-legs-urbain/.

BARGET, Eric, et Jean-Jacques GOUGUET. 2010. « La mesure de l'impact économique des

grands événements sportifs. L'exemple de la Coupe du Monde de Rugby 2007, Measuring the Economic Impact of Hallmark Sporting Events : The case of the Rugby World Cup 2007 ». *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* juin (3): 379‑408. https://doi.org/10.3917/reru.103.0379.

BAUTÈS, Nicolas, et Anthony TAIEB. 2015. « Petits arrangements, intimidations et rapports de pouvoirs au cœur de l'action publique urbaine.La politique des favelas de Rio de Janeiro en questions ». *Géocarrefour* 90 (n° 90/1): 83‑92. https://doi.org/10.4000/geocarrefour.9667.

Bautès, Nicolas, et Anthony Taieb. 2015. « Petits arrangements, intimidations et rapports de pouvoirs au cœur de l'action publique urbaine.La politique des favelas de Rio de Janeiro en questions ». *Géocarrefour* 90 (1): 83‑92.

BECK, Ulrich. 2001. *La société du risque: sur la voie d'une autre modernité*. Aubier.

BÉDART, Mario, Jean-Pierre AUGUSTIN, et Richard DESNOILLES. 2012. *L'imaginaire géographique: Perspectives, pratiques et devenirs*. PUQ.

BEN MAHMOUD, Imed, et Bernard MASSIERA. 2012. « L'attractivité d'un événement sportif, entre accomplissement personnel et enchantement touristique ». *Téoros : Revue de recherche en tourisme* 31 (2): 95‑105. https://doi.org/10.7202/1020775ar.

BENZAKOUR, Saâd. 1978. *Essai sur la politique urbaine au Maroc, 1912-1975: sur le rôle de l'État*. Éditions maghrébines.

BERENSTEIN - JACQUES, Paola. 1998. *UN DISPOSITIF ARCHITECTURAL VERNACULAIRE: LES FAVELAS A RIO DE JANEIRO*.

———. 2001. *Les favelas de Rio: un défi culturel*. Harmattan.

———. 2003. *Esthétique des favelas*. Editions L'Harmattan.

BERLATTO, Fabia. 2004a. « Controle social perverso: análise de uma política de segurança pública. » Mestrado em Sociologia, Curitiba: UFPR.

———. 2004b. « Plano habitacional e reforma do comportamento na Curitiba dos anos de 1970. Monographie de Graduation présentée en Sciences sociales - UFPR ». Curitiba.

BIRMAN, Patricia. 2008. *Favela é comunidade ? In A vida sob o cerco : violencia e rotina nas favelas do Rio de Janeiro*. Nova Fronteira. Rio de Janeiro: L.A. Machado da Silva,.

BOLETIM, Casa Romario Martins. 1997. « Parolin : o bairro na historia da cidade » 24 (121).

BRANDENBURG, Elena Justen, et Ana Caroline de Oliveira CHIMENEZ. 2015. « Reflexões sobre os casos do Viaduto Estaiado e do centenario da imigração japonesa do contexto da Copa do Mundo Fifa 2014 em Curitiba ». In *Curitiba, os impactos da Copa do Mundo 2014*, Kairos.

Metropolização e Megaeventos. Curitiba.

BROUDEHOUX Anne-Marie. 2007. « Pékin, ville spectacle: la construction controversée d'une métropole Olympique ». *Transtext(e)s Transcultures. Journal of Global Cultural Studies*, n° n°3: 5‑25. https://doi.org/10.4000/transtexts.132.

———. 2017. *Mega-Events and Urban Image Construction: Beijing and Rio de Janeiro*. Routledge.

BROUDEHOUX, Anne-Marie, et Jean LEGROUX. 2013. « L'option téléphérique dans les favelas de Rio de Janeiro : Conflits d'intérêts entre méga-événements, tourisme et besoins locaux ». *Téoros : Revue de recherche en tourisme* 32 (n°2): 16‑25. https://doi.org/10.7202/1036591ar.

BURGOS, Marcelo Baumann. 2002. *A utopia da comunidade: Rio das Pedras, uma favela carioca*. Editora PUC-Rio.

BURTON, Ian, Robert W. KATES, et Gilbert F. WHITE. 1993. *The Environment As Hazard, Second Edition*. 2 edition. New York: The Guilford Press.

CARDOSO, Adauto Lucio. 2007. « Urbanização de Favelas no Brasil : revendo a experiência e pensando os desafios ». In . Belem: ANPUR.

CASSELY, Jean-Laurent. 2015. « Comment la Brasserie Barbès a ouvert le procès de la gentrification parisienne ». *Slate.fr* (blog). 2015. http://www.slate.fr/story/102167/brasserie-barbes-malaise-gentrification.

Castel, Robert. 1995. *Les Métamorphoses de la question sociale: Une chronique du salariat*. Fayard.

CAVALCANTI, Mariana. 2014. « Threshold Markets: The Production of Real-Estate Value between the "Favela" and the "Pavement" ». In *Cities From Scratch*, édité par Brodwyn FISCHER, Bryan McCANN, et Javier AUYERO, 208‑37. Duke University Press. https://doi.org/10.1215/9780822377498-009.

CAVALCANTI, Sandra. 1978. *Rio : viver ou morrer*. Expressao e Cultura. Rio de Janeiro. https://ihgb.org.br/pesquisa/biblioteca/item/8237-rio-viver-ou-morrer-sandra-cavalcanti.html.

CHADOIN, Olivier, Patrice GODIER, et Guy TAPIE. 2000. *DUBOIS, 1994 in Du politique à l'œuvre: Bilbao, Bordeaux, Bercy, San Sebastián : système et acteurs des grands projets urbains et architecturaux*. Aube.

CHALMIN, Philippe. 2016. *Mon journal du monde 2012-2016: Chroniques d'un économiste engagé*. Editions François Bourin.

CHARRAS, Marie Ange, et Monique HERVO. 1971. *Bidonvilles: l'enlisement*. F. Maspero.

CHETRY, Michaël. 2010. *Les habitants des favelas face au droit à la ville au Brésil: réalité de la fragmentation urbaine, défi de l'intégration*.

CLASTRES, Patrick. 2004. « La renaissance des Jeux Olympiques, une invention diplomatique ». *Outre-Terre* no 8 (3): 281‑91. https://doi.org/10.3917/oute.008.0281.

CLAUSEWITZ, Carl von. 2006. *De la guerre*. Payot & Rivages.

CLAVAL, Paul. 2004. *La fabrication du Brésil: une grande puissance en devenir*. Belin.

COELHO, Eliomar. 2012. « O superdimensionamento do risco no Morro da Providência ». Blog politique. *eliomar.com.br* (blog). 12 avril 2012.

COHAB-CT. Companhia de Habitação Popular de Curitiba. 1991. « Programa de Regularização Fundiária e Urbanização de favela. Vila Pinto II. » Parecer técnico.

COHEN, Stanley. 2013. *States of Denial: Knowing about Atrocities and Suffering*. John Wiley & Sons.

COHRE. 2007. « Fair Play for Housing Rights 2007 ». https://issuu.com/cohre/docs/cohre_fairplayforhousingrights2007.

COMITÉ INTERNAITONAL OLYMPIQUE. 2005. « Rapport de la commission d'évaluation du CIO pour les Jeux de la XXXe Olympiade en 2012 ». CIO.

———. 2011. « Rapport de la commission d'évaluation du CIO pour les Jeux de la XXXIe Olympiade 2016 ».

COMITÊ POPULAR DA COPA. 2015. « Olimpiada Rio 2016, os jogos da exclusão. Megaeventos e Violações dos Direitos Humanos no Rio de Janeiro ».

COMITÊ POPULAR DA COPA, TERRA DE DIREITOS, et OBSERVATORIO DAS METROPOLES. 2013. « Copa do Mundo e violações de direitos humanos em Curitiba ».

COMPANS, Rose. 2007. « A cidade contra a favela: a nova ameaça ambiental ». *Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais* 9 (n°1): 83. https://doi.org/10.22296/2317-1529.2007v9n1p83.

CORBET, Alice. 2014. « Dynamiques d'encampement : comparaison entre un camp formel et un camp informel en Haïti », Culture et Conflits, , 93.

COSTA, Wanderley Messias da. 2012. « La grande Amazonie sud-américaine, un défi pour le Brésil ». *Revue Diplomatie*, n° 8: 54‑58.

COUNCIL OF EUROPE - PARLIAMENTARY ASSEMBLY - THIRTY-SECOND ORDINARY SESSION (Second Part). 1980. Council of Europe.

CUNHA, Euclides da, et Leopoldo M. BERNUCCI. 2002. *Os sertões: Campanha de Canudos*. Atelie Editorial.

CURITIBA. 1997. « Boletim da Prefeitura Municipal de Curitiba ».

CZERMAK, Sabira de Alencar, et Maria Inês Garcia de Freitas BITTENCOURT. 2016. « Entre la guerre et la paix : l'Unité de police pacificatrice dans une favela de Rio ». *Nouvelle revue de psychosociologie*, n° 22 (novembre): 169‑80.

DAHLET, Patrick. 2016. « Quand la favela devient 'comunidade' : nomination et contrôle social ». *Argumentation et Analyse du Discours*, n° 17 (octobre). https://doi.org/10.4000/aad.2256.

DAMON, Julien. 2017. *Un monde de bidonvilles - Migrations et urbanisme informel*. Le Seuil.

DAVIS, Mike. 2005. « La planète bidonville : involution urbaine et prolétariat informel ». *Mouvements* n° 39-40 (n°3): 9‑24.

DE CARVALHO MACHADO PINHEIRO, Jessica. 2014. « É pra maquiar mesmo : discursos e praticas da segregaçao social no espaço urbano - Uma analise do projeto comunidade em cores na Vila Torres (Curitiba-PR) ». Curitiba: UFPR.

DE OLIVEIRA, Nelma Gusmão. 2011. « La ville de Rio de janeiro et la conquete du rêve olympique : qui gagne à ce jeux? » *CERB*, CERB, .

DEFESA CIVIL, et RIO PREFEITURA. s. d. « Rio de Janeiro em busca da resiliência frente chuvas fortes. Campanha da UNISDR (Estratégia internacional para reduçao de desastres) em parceria com a secretaria nacional de defesa civil ».

DENALDI, Rosana. 2003. « Politicas de Urbanizaçao de Favelas : evoluçao e impasses ». Thèse de Doctorat en Architecture et Urbanisme, Sao Paulo: UFSP.

DEPAULE, Jean-Charles. 2017. *MOUSSAOUI 1999 in Les mots de la stigmatisation urbaine*. Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

DESCHAMPS, MARLEY. 2004. « Vulnerabilidade socioambiental na Região Metropolitana de Curitiba. » Curitiba: UFPR. https://www.escavador.com/sobre/1307963/marley-vanice-deschamps.

DESCHAMPS, Marley. 2008. « Estudo sobre a vulnerabilidade socioambiental na Região Metropolitana de Curitiba ». *Cadernos Metrópole.* 0 (19). https://doi.org/10.1590/8716.

DROULERS, Martine. 2016. « Le Brésil, pays émergent ». *Confins. Revue franco-brésilienne de géographie / Revista franco-brasilera de geografia*, n° 26. https://doi.org/10.4000/confins.10738.

DRUMMOND, Didier. 1981. *Architectes des favelas*. Dunod.

EGLER. 1996. « Risco Ambiental como Critério de Gestao do Territorio », Territorio, , n° n°1: 31‑41.

ERIKSON, Kai T. 1995. *A New Species of Trouble: The Human Experience of Modern Disasters*. W.W. Norton & Company.

FASSIN, Didier. 1996. « Exclusion, underclass, marginalidad: Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux Etats-Unis et en Amérique latine ». *Revue française de sociologie* 37 (1): 37‑75. https://doi.org/10.2307/3321945.

FAULHABER, Lucas, et Lena AZEVEDO. 2015. *SMH 2016: Removals on the Olympic City*. MV Serviços e Editora LTDA - Mórula Editorial.

FIJALKOW, Yankel. 2013. *Sociologie des villes*. 4e édition. Paris: La Découverte.

FINEP-GAP, et Grupo de Arquitetura e Planejamento. 1985. *Habitação popular: inventário da ação governamental*. Rio de Janeiro; [São Paulo Brazil: FINEP ; Projeto.

FIRKOWSKI, Olga Lucia Castreghini de Freitas. 2015. « A Copa do Mundo de 2014 e as transformaçoes em Curitiba : Intenções e ações ». In *Curitiba, os impactos da Copa do Mundo 2014*, Kairos, 19‑35. Metropolização e Megaeventos. Curitiba.

FLYVBJERG, Bent, Nils BRUZELIUS, et Werner ROTHENGATTER. 2003. *Megaprojects and Risk: An Anatomy of Ambition*. United Kingdom ; New York: Cambridge University Press.

FONTAINE, Jean-Jacques. 2014. *L'invention du Brésil: De crises en crises, un géant qui s'affirme*. Editions L'Harmattan.

———. 2016. *2016, Rio de Janeiro et les Jeux olympiques: Une cité réinventée*. Editions L'Harmattan.

FORTUNATO, Rafaela Antunes, et Cristina Araújo LIMA. 2015. « SOSTENIBILIDAD DE LA VIVIENDA SOCIAL EN BRASIL / Pp.112–130 ». *Cardinalis*, n° n°4. https://revistas.unc.edu.ar/index.php/cardi/article/view/11800.

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL DE DAVOS. 2015. « AXEL LEHMANN in La «bidonvillisation» du monde ». Davos. https://www.ieif.fr/revue_de_presse/la-bidonvillisation-du-monde.

FRANÇA, Bruno Alves de, Jacqueline Sarmento DIAS, Juliana OLIVEIRA, Lenise Lima FERNANDES, Maria Fernanda Lima Cabral MARQUES, Maria de Fátima Tardin Costa, Maria de Fatima Cabral Marques Gomes, Maria Gorete Gama, Patrícia Toscano Bezerra, et Thaiany Motta. 2016. *O Morro da Providência e a Pedra Lisa na reestruturação da Zona Portuária do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: Letra Capital Editora LTDA.

França, Bruno Alves de, Jacqueline Sarmento Dias, Juliana Oliveira, Lenise Lima Fernandes, Maria Fernanda Lima Cabral Marques, Maria de Fátima Tardin Costa, Maria de Fatima Cabral Marques Gomes, Maria Gorete Gama, Patrícia Toscano Bezerra, et Thaiany Motta. s. d. *O Morro da Providência e a Pedra Lisa na reestruturação da Zona Portuária do Rio de Janeiro*. Letra Capital Editora LTDA.

FREEMAN, James. 2012. « Neoliberal Accumulation Strategies and the Visible Hand of Police Pacification in Rio de Janeiro ». *Revista de Estudos Universitários* 38 (N°1): 95‑126.

FREIRE MEDEIROS, Bianca. 2014. *Touring Poverty*. Routledge.

FREIRE-MEDEIROS, Bianca. 2009. *Gringo na laje: produção, circulação e consumo da favela turística*. 1a. ed. FGV de bolso. Série Turismo. Rio de Janeiro, RJ, Brasil: Editora FGV.

FROT, Emmanuel, et Julien GOORIS. 2015. « Quels effets économiques peut-on attendre de l'organisation des Jeux Olympiques à Paris ? »

GABÉ, Maurice, et Michel DE LA VARDE. 1955. *Casablanca: ville d'émeutes*. A. Martel.

GARCIA CASTRO, Demian, et Patrícia RAMOS NOVAES. 2015. « Copa do Mundo 2014 e os Impactos no Direito à Moradia: uma análise das cidades-sede brasileiras ». In *BRASIL: Os Impactos da Copa do Mundo 2014 e das Olimpiada 2016*, 79‑104. Metropolização e Megaeventos. Rio de Janeiro: E-papers.

GARCIA-TORNEL, Calvo. 2002. « CALVO GARCÍA-TORNEL, F. (2001) : Sociedades y territorios en riesgo, Ediciones del Serbal, Colección ». http://www.cervantesvirtual.com/obra/calvo-garcatornel-f-2001-resea--sociedades-y-territorios-en-riesgo-ediciones-del-serbal-coleccin-la-estrella-polar-n-31-barcelona-186-pp-0/.

GAYER, Laurent. 2010. « Derrière le rideau de bambou : le coût social des Commonwealth Games de Delhi ». *Savoir/Agir*, n° 14: 111‑17. https://doi.org/10.3917/sava.014.0111.

GIDDENS, Anthony. 1994. *Les conséquences de la modernité*. Ed. L'Harmattan.

GILLON, Pascal. 2011. « Une lecture géopolitique du système olympique ». *Annales de géographie*, n° 680 (août): 425‑48. https://doi.org/10.3917/ag.680.0425.

———. 2016. « Les Jeux Olympiques de Rio 2016 : un héritage mais au profit de qui ? — Géoconfluences ». 2016. http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/jo-rio-2016.

GILLON, Pascal, Frédéric GROSJEAN, et Loïc RAVENEL. 2010. *Atlas du sport mondial: business et spectacle : l'idéal sportif en jeu*. Autrement.

GODART, Philippe, et Diana BERNAOLA - REGOUT. 2010. *Bidonplanète: Un milliard d'humains*

dans les bidonvilles. Nathan.

GOIG, Ramón Llopis. 2012. *Megaeventos deportivos. Perspectivas científicas y estudios de caso*. Editorial UOC.

GOIRAND Camille. 2001. *La politique des favelas*. KARTHALA Editions.

GOLD, John R., et Margaret M. GOLD. 2016. *Olympic Cities: City Agendas, Planning, and the World's Games, 1896 – 2020*. Routledge.

GOMES, Angela Maria de Castro. 2007. *Direitos e cidadania: memória, política e cultura*. FGV Editora.

GONÇALVES, Rafael Soares. 2006. « A politica, o direito e as favelas do Rio de Janeiro : Um breve olhar historico ». *Trabalhos Feitos*, Journal des Anthropologues, , 104‑5.

———. 2010a. *Les favelas de Rio de Janeiro: histoire et droit, XIXe-XXe siècles*. Harmattan.

———. 2010b. « Les habitants des favelas face au droit à la ville au Brésil : réalité de la fragmentation urbaine, défi de l'intégration ». Thèse de doctorat Géographie-Urbanisme, Lyon: Université Jean Moulin Lyon 3.

———. 2013. « Une discipline olympique ? Le retour des politiques d'éradication des favelas à Rio de Janeiro ». *Mouvements*, n° n°74 (juin): 24‑32.

———. 2016. « Les favelas de Rio de Janeiro : en marge de la ville, en marge de l'histoire? » *Agence Française de Développement*, Repenser les quartiers précaires, , 83‑93.

GONÇALVES, Rafael Soares, et B FRANÇA. 2010. « Entre o Muro e a Remoçao: meio-ambiente e favelas no Rio de Janeiro in GOMES, M.F.C.M e BARBOSA, M.J.S (orgs) CIdade e sustentabilidade : mecanismos de controle e resistência ».

GRANOTIER, Bernard. 1980. *La Planète des bidonvilles: Perspectives de l'explosion urbaine dans le Tiers monde*. Éditions du Seuil.

GRATTON, Chris, Simon SHIBLI, et Richard COLEMAN. 2005. « Sport and Economic Regeneration in Cities ». *Urban Studies* 42 (5‑6): 985‑99. https://doi.org/10.1080/00420980500107045.

GRAVARI-BARBAS, Maria, et Sébastien JACQUOT. 2007. « L'événement, outil de légitimation de projets urbains : l'instrumentalisation des espaces et des temporalités événementiels à Lille et Gênes ». *Géocarrefour* 82 (3). https://doi.org/10.4000/geocarrefour.2217.

GRIX, Jonathan, et Donna LEE. 2013. « Soft Power, Sports Mega-Events and Emerging States: The Lure of the Politics of Attraction ». *Global Society* 27 (4): 521‑36.

https://doi.org/10.1080/13600826.2013.827632.

HALL Michael. 2006. « Urban Entrepreneurship, Corporate Interests and Sports Mega-Events: The Thin Policies of Competitiveness within the Hard Outcomes of Neoliberalism ». *The Sociological Review* 54 (n°2 sup): 59‑70. https://doi.org/10.1111/j.1467-954X.2006.00653.x.

HARISSOU, Abdoulaye. 2011. *La terre, un droit humain: Micropropriété, paix sociale et développement*. Dunod.

HAUGHTON, Graham. 1999. « Trojan Horse or White Elephant? The Contested Biography of the Life and Times of the Leeds Development Corporation ». *The Town Planning Review* 70 (2): 173‑90.

HILL, Christopher R. 1996. *Olympic Politics*. Manchester University Press.

HILLER, Harry. 2013. *Host Cities and the Olympics: An Interactionist Approach*. Routledge.

HORNE, John. 2016. *Leisure, Culture and the Olympic Games*. Routledge.

HORNE, John, et Wolfram MANZENREITER. 2006. « An Introduction to the Sociology of Sports Mega-Events ». *The Sociological Review* 54 (2_suppl): 1‑24. https://doi.org/10.1111/j.1467-954X.2006.00650.x.

HOULLIER - GUIBERT, Charles-Edouard. 2011. « La fabrication de l'image officielle de la ville pour un rayonnement européen : Gouvernance, idéologies, coopération territoriale et rayonnement ». *Cahiers de géographie du Québec* 55 (154): 7‑35.

IKUTA, Fernanda Keiko. 2015. « Moradia popular, projeto de cidade e megaeventos esportivos : a invisibilidade dos conflitos urbanos na cidade modelo ». In *Curitiba, os impactos da Copa do Mundo 2014*, Kairos, 35‑84. Metropolização e Megaeventos. Curitiba.

IPEA/IPARDES. 2010. « Assentamentos precarios urbanos: Espaços da Regiao Metropolitana de Curitiba. Relatorio II ». Projeto caracterizaçao e tipologia dos assentamentos precarios na regiao metropolitana de Curitiba.

JACOBERGER - LAVOUE, Virginie. 2016. *Ils sont fous ces Brésiliens !* Editions du moment.

JUNOD Thomas, Thomas. 2010. « Grands événements sportifs : des impacts multiples ». *Finance & Bien Commun* n°26 (n°1): 92‑98.

KASHIWAGI, H. M. A. 2005. « A contribuição da fenomenologia nos processos de intervenção urbana em ocupações irregulares ». *Revista Geographia* 14 (2): 197‑208.

KASSENS-NOOR, Eva. 2012. *Planning Olympic Legacies: Transport Dreams and Urban Realities*. 1 edition. Milton Park, Abingdon, Oxon ; New York: Routledge.

KNIGHT, Frank H. 2012. *Risk, Uncertainty and Profit*. Courier Corporation.

LABARRE, Jorge de. 2013. « Choque de futuro : o Rio dos megaeventos ». *memoria das olimpiadas*.

LAPOUGE, Gilles. 2011. *Dictionnaire amoureux du Brésil*. EDI8.

LASCOUMES, Pierre, et Patrick LE GALÈS. 2005. *Gouverner par les instruments*. Presses de Sciences Po.

LAZZAROTO, Adriane. 2004. *Como ela é : a Vila das Torres contada por seus moradores.* Linguaruda. Curitiba.

LE BRETON, David. 2017. *Sociologie du risque: « Que sais-je ? » n° 3016*. Presses Universitaires de France.

LEAL DE OLIVEIRA, Fabricio, Gisele TANAKA, et Regina BIENENSTEIN. 2016. « A batalha da Vila Autodromo : "negociaçao" e resistência à remoçao ». In *Os megaeventos e a cidade : Perspectivas criticas*. Ettern. Rio de Janeiro: Letra Capital.

Leclerc, Gérard. 2000. « Chapitre 5 - Modernité et mondialité ». In , 14. https://www.cairn.info/la-mondialisation-culturelle--9782130506416-p-451.htm.

LEEDS, Anthony, et Elizabeth LEEDS. 1978. *A sociologia do Brasil urbano*. Zahar Editores.

LEFEBVRE, Henri. 1986. *Le droit à la ville*. SEUIL.

LISSARDY, Gerardo. 2011. « Suben los precios de las casas en las favelas de Río tomadas por la policía ». *BBC Mundo*, 15 novembre 2011. http://www.bbc.com/mundo/noticias/2011/11/111114_brasil_inmobiliario_favelas_fp.shtml.

MACHEMEHL, Charly, et Luc ROBÈNE. 2015. « L'olympisme et la ville. De la candidature à l'héritage ». *Staps*, n° 105: 9‑21.

Machemehl, Charly, et Luc Robène. 2015. « L'olympisme et la ville. De la candidature à l'héritage ». *Staps* 105 (3): 9‑21.

MAENNIG, Wolfgang, et Andrew ZIMBALIST. 2012. *International Handbook on the Economics of Mega Sporting Events*. Cheltenham, UK ; Northampton, MA: Edward Elgar Pub.

MAHARAJ, Brij. 2015. « The turn of the South? Social and economic impacts of mega-events in India, Brazil and South Africa », Local Economy, 30 (8).

MANGIN, David. 2004. *La ville franchisée: formes et structures de la ville contemporaine*. Ed. de la Villette.

MATHESON, Victor. 2006. « Mega-Events: The Effect of the World's Biggest Sporting Events

on Local, Regional, and National Economies ». 0610. Working Papers. College of the Holy Cross, Department of Economics. https://ideas.repec.org/p/hcx/wpaper/0610.html.

MEDINA, Carlos Alberto de. 1969. « A favela como estrutura atomistica : elementos descritivos e constitutivos », America Latina, 12 (n° 3): 112‑36.

MENDES, Alexandre F., et Jean LEGROUX. 2016. « La « révolution des transports » à Rio de Janeiro au service de la valorisation urbaine et de la politique d'expropriations : le projet du BRT Transoeste, The "revolution of transport" in Rio de Janeiro: towards urban valorisation and politics of expropriations: BRT Transoeste's project ». *Problèmes d'Amérique latine*, n° 103: 57‑78. https://doi.org/10.3917/pal.103.0057.

MENDONÇA, Francisco. 2004. « Riscos, vulnerabilidade e abordagem socioambiental urbana: uma reflexao a partir da RMC e de Curitiba », Desenvolvimento e Meio Ambiente - Editeur UFPR, , n° n°10: 139‑48.

MINGIONE, Enzo. 2008. *Urban Poverty and the Underclass: A Reader*. John Wiley & Sons.

MINOJA, Livia. 2011. « Favelascape : Tools of Integration of the Favela Santa Marta in Rio de Janeiro ». Mémoire de fin d'étude, Milan: Politecnico Milano. https://issuu.com/livia.minoja/docs/favelascape-part1.

MOTTA, Eugênia. 2014. « Houses and economy in the favela ». *Vibrant: Virtual Brazilian Anthropology* 11 (1): 118‑58. https://doi.org/10.1590/S1809-43412014000100005.

MOURA, Rosa. 2011. « Grandes projetos urbanos e planejamento territorial », Boletim Campineiro de Geografia, 1 (1).

MOUSSAOUI, Abderrahmane. 1998. « La mosquée en Algérie : religion, politique et ordre urbain in DAKHLIA, Urbanité arabe. Hommage à Bernard lepetit ». In , Actes Sud, 257‑95. Paris: Sindbad.

MÜLLER, Martin. 2014. « What Makes an Event a Mega-Event? Definitions and Sizes ». SSRN Scholarly Paper ID 2462539. Rochester, NY: Social Science Research Network. https://papers.ssrn.com/abstract=2462539.

NINNIN, Justine, Alba ZALUAR, et Christovam BARCELLOS. 2016. « Mondialisation et méga-événements à Rio de Janeiro : quand les enjeux de sécurité et d'urbanisation développent les logiques de marché dans les favelas ». *IdeAs. Idées d'Amériques*, n° 7. https://doi.org/10.4000/ideas.1402.

NOVAIS, Pedro. 2016. « Urbanismo na cidade desigual : O Rio de Janeiro e os megaeventos ».

In *Os megaeventos e a cidade : perpectivas criticas*, Letra Capital. Rio de Janeiro: ETTERN, IPPUR, UFRJ.

OSMONT, Annick. 1995. *La Banque mondiale et les villes: du développement à l'ajustement*. KARTHALA Editions.

Oxford University Press. 2006. *Graffito, in Oxford English Dictionary*. Vol. 2.

PACHECO, Maria Stella B. 1962. « Uma experiência de Desenvolvimento e Organizaçao de Comunidade no Parque Proletario Provisorio n°3 do Estado da Guanabara ». Mémoire de Master Service Social, PUC Rio.

PARIS, Didier. 2017. *Vivre le territoire et faire la ville autrement ?: Regards croisés franco-brésiliens*. Presses Univ. Septentrion.

PARISSE, Luciano. 1969. *Favelas do Rio de Janeiro: evolução, sentido*. Vol. n°5. Caderno do CENPHA. Pontificia Universidade Católica do Rio de Janeiro, Centro Nacional de Pesquisas Habitacionais.

PARISSE, Lucien. 1970. « Favelas de l'agglomération de Rio de Janeiro ». Université de Strabourg.

PARLEBAS, Pierre. 1999. *Jeux, sports et sociétés: lexique de praxéologie motrice*. INSEP.

PASQUIER, Romain, Sébastien GUIGNER, et Alistair COLE. 2011. « LE BART in "M", Dictionnaire des politiques territoriales ». In *Dictionnaire des politiques territoriales*, 318‑46. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). https://www.cairn.info/dictionnaire-des-politiques-territoriales--9782724612141-p-318.htm.

PEARSE, Andrew. 1961. « Some characteristics of urbanization in the City of Rio de Janeiro », Urbanization in Latin America : proceedings of a seminar ... on urbanization problems in Latin America, Santiago (Chile), 6 to 18 July 1959. - Paris : UNESCO. - 1961, p. 191-205, .

PEREIRA, Gislene, et Madianita Nunes da SILVA. 2007. « Mercado imobiliário e estruturação do espaço na Região Metropolitana de Curitiba ». *Cadernos Metrópole.* 0 (18). https://doi.org/10.1590/8730.

PERLMAN, Janice. 1976. « The Marginality : urban Poverty and Politics in Rio de Janeiro ». Berkeley: University of california Press.

———. 2010. *Favela: Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro*. Oxford University Press.

———. 2011. *Favela: Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro*. Reprint edition. New York; Oxford: Oxford University Press.

PETERSEN, Lu. 2003. « Das remoções a Célula Urbana : evolução urbano-social das favelas do Rio de Janeiro. » *Cadernos de Comunicação da Prefeitura do Rio de Janeiro.*

PÉTONNET, Colette. 1972. « Espace, distance et dimension dans une société musulmane in l'Hormme ». *Revue française d'anthropologie* 11 (2): 47‑84.

PIRAUDEAU, Bertrand. 2014. *Le football brésilien: Regards anthropologiques, géographiques et sociologiques*. Editions L'Harmattan.

PRAICHEUX, Jean. 1998. *« Mobilités sportives » in KNAFOU R., La planète nomade.* Belin. Paris.

PREUSS, Holger. 2007. « The Conceptualisation and Measurement of Mega Sport Event Legacies ». *Journal of Sport & Tourism* 12 (3‑4): 207‑28. https://doi.org/10.1080/14775080701736957.

QUIRION, Nicolas. 2015a. « Les favelas des zones centrales de Rio de Janeiro : entre marginalité, ascension sociale et gentrification ».

———. 2015b. « Les favelas des zones centrales de Rio de Janeiro : Entre marginalité, ascension sociale, tourisme international et gentrification ». Rennes: Université Rennes 2.

Réseau vivre au présent. 2006. « Lettre d'information ». 2006.

RIBEIRO, Luiz Cesar Queiroz. 1997. *DOS CORTIÇOS AOS CONDOMÍNIOS FECHADOS*. Civilização Brasileira. Rio de Janeiro.

RIO PREFEITURA. 2015. « Habitação no Porto Maravilha ».

ROCHE Maurice. 2006. *Mega events and modernity - olympics and expos in the growth of global culture*. Routledge. Londres.

Roche, Maurice. 2017. *Mega-Events and Social Change: Spectacle, Legacy and Public Culture*. Oxford University Press.

ROSSETTO, Michael. 2018. « L'essor du tourisme dans la favela Santa Marta (Rio de Janeiro) : changement social et « pacification » territoriale ? » Billet, Grenoble. https://dalvaa.hypotheses.org/837.

ROULT, Romain, et Sylvain LEFEBVRE. 2012. « Le stade olympique comme vecteur de développement urbain ». In .

ROULT, Romain, Sylvain LEFEBVRE, et Jean-Marc ADJIZIAN. 2014. « Régénération urbaine et développement territorial par le sport : Le cas du Parc olympique de Montréal ». *Norois*, n° 230 (septembre): 57‑72.

SABORIO, Sebastian. 2013. « The Pacification of the Favelas: Mega Events, Global Competitiveness, and the Neutralization of Marginality ». *Socialist Studies/Études Socialistes*

9 (2). https://www.socialiststudies.com/index.php/sss/article/view/23509.

SABREN. 2018. « Identificaçação do Morro da Providência ». Prefeitura do Rio de Janeiro.

SANTOS, Carlos Nelson Ferreira dos. 1988. *A cidade como um jogo de cartas*. Universidade Federal Fluminense.

SANTOS JUNIOR, Orlando Alves dos. 2015. « Metropolização e Megaeventos: proposições gerais em torno da Copa do Mundo 2014 e das Olimpiadas no brasil ». In *Brasil, os impactos da Copa do Mundo 2014 e das Olimpiadas 2016*. Metropolização e Megaeventos. Rio de Janeiro: Observatorio das metropoles.

SANTOS, M. 1999. *A natureza do espaço : espaço e tempo : razão e emoção*. HUCITEC. São Paulo.

SANTOS, Mílton. 1971. *Les villes du Tiers monde*. Éditions Génin.

SASSEN, Saskia. 2013. *The Global City: New York, London, Tokyo*. Princeton University Press.

SCHWAMBACH, Karin Fernanda. 2012. « Mega-events in Rio de Janeiro and their influence on the city planning », 15th international planning history society conference, , juillet.

SEBRAE, RIO+Social, Programa Estrategico do Turismo, Comunidade Sebrae, et Rio Prefeitura et Riotur. 2015. « Guia de bolso das favelas. Rio ».

SIGNOLES, Pierre, Galila El KADI, et Rachid Sidi BOUMEDINE. 1999. *L'urbain dans le monde arabe: politiques, instruments et acteurs*. CNRS.

SILK, M. 2002. « Banga Malaysia" : Global sport, the city and the mediated refurbishment of local identities », Media, Culture and Society, 24: 775‑94.

SMITH, Andrew. 2012. *Events and Urban Regeneration: The Strategic Use of Events to Revitalise Cities*. Routledge.

Smith, Neil. 1979. « Towards a theory of gentrification; a back to the city movement by capital not people ». *Journal of the American Planning Association*, 1979.

SOBRY, Claude. 2004. *Le Tourisme sportif*. Presses Univ. Septentrion.

SOUZA, Cintia de Santana. 2016. « As diferentes tipologias de política de urbanização de favelas : áreas de vulnerabilidade socioambiental consolidadas em CUritiba-PR ». In *Sessão temática : Política públicas para assentamentos urbanos precários na américa latina : percursos e transformações em debate*. Porto Alegre.

STAMBOULI, Fredj. 1977. « Urbanisation difforme et émergence d'une nouvelle société urbaine au Maghreb ». In *Les temps modernes*, 375:249‑72.

STORTI, Craig. 2011. *The Art of Crossing Cultures*. Hachette UK.

TALBOT, Adam. 2016. « Vila Autódromo: The Favela Fighting Back against Rio's Olympic Development ». *The Conversation*, 2016. http://theconversation.com/vila-autodromo-the-favela-fighting-back-against-rios-olympic-development-52393.

TASCHNER, S. P. 1984. « Depois da queda ou a cidade que virou Favela », IV année, 12: 35‑65.

THÉRY, Hervé. 2011. « Scènes de guerre dans les favelas de Rio de Janeiro ». *Armand Colin*, Les conflits dans le Monde, approche géopolitique, , 47‑57.

———. 2016. *Le Brésil - Pays émergé*. Armand Colin.

THIBAULT, Jacques. 1987. *L'influence du mouvement sportif sur l'évolution de l'éducation physique dans l'enseignement secondaire français: étude historique et critique*. Vrin.

Thomas, William Isaac, et Florian Znaniecki. 1996. *The Polish Peasant in Europe and America: A Classic Work in Immigration History*. University of Illinois Press.

TÖNNIES, Ferdinand. 2015. *Communauté et société: Catégories fondamentales de la sociologie pure*. Presses Universitaires de France.

TRAGANOU, Jilly. 2016. *Designing the Olympics: Representation, Participation, Contestation*. Routledge.

VAINER, Carlos. 2011. « Cidade de Exeçao: reflexoes a partir do Rio de Janeiro. » In *Encontros nacionais da Anpur*, ANPUR. Vol. 14. Rio de Janeiro.

———. 2016. « Megaeventos, cidade de exceçao e democracia direta do capital : Reflexoes a partir do Rio de Janeiro ». In *Os megaeventos e a cidade : Perspectivas criticas*, Letra Capital. Ettern. Rio de Janeiro.

VALADÃO, Regina Coeli Mendes. 2012. « Tradição e criação, memória e patrimônio »:, 259.

VALLADARES, Licia. 1987. *Etudes sur le logement au Brésil*. Vol. 1. cahiers du brésil contemporain.

———. 2000. « A gênese da favela carioca. A Produçao anterior as ciências sociais », RBCS, 15 (n° 44).

VALLADARES, Licia do Prado. 1978. *Passa-se uma casa: análise do programa de remoção de favelas do Rio de Janeiro*. Zahar Editores.

VALLADARES Licia do Prado. 2006. *La favela d'un siècle à l'autre: Mythe d'origine, discours scientifiques et représentations virtuelles*. Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme.

VALLADARES, Licia, et Edmond PRÉTECEILLE. 2000. *Favela, favelas : unidade ou diversidade da favela carioca*. Revan. O futuro das Metropoles : desigualidades e governabilidade. Rio de janeiro.

VALLE MENEZES, Palloma. 2008. « Quando a favela se torna museu : reflexões sobre os processos de patrimonialização e construção de uma favela carioca como destino turístico. » In .

VARGAS, Maria auxiliadora Ramos. 2006. « Construçao social da moradia de risco : Trajetorias de despossessao e resistência - a experiência de Juiz de Fora/MG ». Rio de Janeiro: UFRJ.

VAZ, Lillian Fessler, et Paola BERENSTEIN - JACQUES. 2002. *Evoluçao da populaçao de favelas da cidade do Rio de Janeiro*. PCRJ et CNPQ. Rio de Janeiro.

VEYRET, Yvette. 2007. *Le développement durable*. Paris: Editions Sedes.

VIDAL, Dominique. 1999. *La Politique au quartier: Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*. Les Editions de la MSH.

VIDAL, Laurent, et Alain MUSSET. 2016. *Waiting Territories in the Americas: Life in the Intervals of Migration and Urban Transit*. Cambridge Scholars Publishing.

VIEHOFF, Dr Valerie, et Professor Gavin POYNTER. 2015. *Mega-Event Cities: Urban Legacies of Global Sports Events*. Ashgate Publishing, Ltd.

VIEHOFF, Valerie, et Gavin POYNTER. 2016. *Mega-Event Cities: Urban Legacies of Global Sports Events*. Routledge.

VIEIRA DA CUNHA, Neiva. 2012. *Vivienda popular y seguridad publica : el proceso de « pacificacion » en las favelas de Rio de Janeiro*. Dimensiones del habitat popular latinoamericano. Quito: FLACSO Ecuador Instituto de la Ciudad CLACSO.

WAHL, Alfred. 2004. « Sport et politique, toute une histoire ! » *Outre-Terre* no 8 (3): 13‑20. https://doi.org/10.3917/oute.008.0013.

Waniez, Philippe, et V. Brustlein. 1999. « Les matériaux de construction des logements ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 37: 33‑38.

WHITAKER, João Sette. 2013. « Salve a Seleção ! Les villes brésiliennes et la Coupe du monde de football 2014. Entretien avec João Sette Whitaker Ferreira par Fabien Archambault ». *Cahiers des Amériques latines*, n° 74: 117‑35. https://doi.org/10.4000/cal.3013.

WILSON, J. Q., et G. L. KELLING. 1982. « Broken windows. Critical issues in policing ». *Contemporary readings*, 395‑407.

ZANIRATO, Silvia Helena, Jane Z. S. RAMIRES, Anie Gracie Noda AMICCI, Zulimar Marita RIBEIRO, et Wagner Costa RIBEIRO. 2008. « Sentidos do risco: interpretações teóricas », Geo Critica, XIII (785). http://www.ub.edu/geocrit/b3w-785.htm.

ZHANG, Li, et Simon Xiaobin ZHAO. 2009. « City branding and the Olympic effect: A case study of Beijing ». *Cities* 26 (5): 245‑54. https://doi.org/10.1016/j.cities.2009.05.002.

ZUKIN, Sharon. 2009. *Naked City: The Death and Life of Authentic Urban Places*. Oxford University Press.

Table des figures

Figure 1 - Confrontation bidonville / ville – Paraisopolis, São Paulo, Brésil 22
Figure 2 – tableau des cas d 'étude 35
Figure 3 – Critères d'analyse retenus pour l'enquête 42
Figure 4 – Critères d'analyse retenus pour l'enquête 46
Figure 5 - Cortiço à Rio de Janeiro 54
Figure 6 – Favela sur terrain accidenté à Rio de Janeiro et terrain plat à Curitiba 70
Figure 7 - Répartition des favelas de Rio de Janeiro 71
Figure 8 - Favela Complexo do Alemão construite sur une colline de Rio de Janeiro 72
Figure 9 - Répartition des favelas de Curitiba 74
Figure 10 - Évolution de la population favelada de Rio de Janeiro 75
Figure 11 - Complexe de relogements de la COHAB-CT – Nossa Senhora da Luz dos Pinhais 86
Figure 12 - Distribution inégale du programme MCMV sur le territoire brésilien 97
Figure 13 - Initiales du PCC « Primeiro Comando da Capital » peint sur le mur d'une maison 106
Figure 14 - Mur de la favela Vila Torres de Curitiba peint de la phrase « Parte de Baixo » (Partie Basse) montrant l'appartenance du territoire à un gang - 2011 108
Figure 15 - Carte des risques d'éboulement de Rio de Janeiro 111
Figure 16 - Organisation spatiale du site d'Olympie 127
Figure 17 – Des systèmes d'organisation spatiale concentré et combinés 129
Figure 18 - Palau Sant Jordi de Barcelone 134
Figure 19 - Villes-candidates et villes-hôtes de la Coupe du Monde 2014 144
Figure 20 – Clusters olympiques et infrastructures viaires réalisés pour le Rio 2016 153
Figure 21 – Parc Olympique et région de Barra da Tijuca 156
Figure 22 – Master plan du Parc Olympique de Rio par AECOM 157
Figure 23 - Contestation contre les Jeux Olympiques « Olympiades pour qui ? » 165
Figure 24 - Travaux de mobilité pour la Coupe du Monde 2014 - Curitiba 176
Figure25 : Critères d'analyse retenus pour l'enquête 185
Figure 26 – Grille d'indicateurs 186
Figure 27 – Situation de la favela Vila Autodromo 194
Figure 28 – Deux favelas en une 197
Figure 29 – Confrontation entre Vila Autodromo et le Parc Olympique en construction 200
Figure 30 – Master plan 2016 du Parc Olympique et de sa région 203
Figure 31 – Master plan 2018 du Parc Olympique et de sa région 204
Figure 32 – Master plan 2030 du Parc Olympique et de sa région 205
Figure 33 – Plan d'urbanisation de Vila Autodromo élaboré par la préfecture de Rio de Janeiro 209
Figure 34 – Plan Populaire de Vila Autodromo 209
Figure 35 – Évolution de l'emprise spatiale de Vila Autodromo 212

Figure 36 – Localisation de la favela Vidigal *233*
Figure 37 – Vue sur Rio de Janeiro depuis le Morro dois Irmãos *240*
Figure 38 – Élévation d'une habitation à destination des touristes à Vidigal » *242*
Figure 39 – « Maison à vendre » *245*
Figure 40 – Terrasse du Bar da Laje *247*
Figure 41 – Portraits d'enfants sur le mur de l'Escola Vidigal *251*
Figure 42 – Les falaises du Morro da Providência *280*
Figure 43 – Localisation de Morro da Providência *281*
Figure 44 – Accès aux services de base de Morro da Providência *283*
Figure 45 – Manifestations contre les Jeux Olympiques 2016 à Rio de Janeiro *285*
Figure 46 – Correspondance territoriale entre les zones à risque et les interventions du projet Morar Carioca. *292*
Figure 47 – Projet urbain concernant les hauteurs du Morro da Providência *293*
Figure 48 - Similarités entre Paraty et le projet urbain de Morro da Providência *294*
Figure 49 – Reflet du téléphérique arrêté *295*
Figure 50 - Division sociale de Vila Torres *315*
Figure 51 - Division spatiale de Vila Torres *315*
Figure 52 – Accès aux infrastructures de base de Vila Torres et Curitiba *318*
Figure 53 - Plan de localisation de la favela Vila Torres *320*
Figure 54 - Programme Comunidade em Cores – 3 zones d'intervention *322*
Figure 55 – Mur de brique sans revêtement - favela Rocinha, Rio de Janeiro *326*
Figure 56 – Localisation de Vila Parolin à l'écart du méga-événement *358*
Figure 57 - Plan d'urbanisation de Vila Parolin *360*
Figure 58 – Habitat des derniers arrivants à Parolin *363*
Figure 59 – Abris précaires sur les berges de la rivière Guaíra *365*
Figure 60 – Abris aux planches non redimensionnées *365*
Figure 61 – évolution d'un abri en baraque réalisé en 2013 ..... *367*
Figure 62 – La favela Maré, dissimulée derrière des panneaux aux couleurs du Rio Olympique *398*
Figure 62 – Quartier pauvre et maisons délabrées situées le long de la route d'une compétition cycliste et masquées derrière un panneau olympique « Beijing 2008 » *399*
Figure 63 – Écolimite autour de Vidigal *401*
Figure 64 – Concentration des favelas avec des écolimites dans la zone touristique *402*
Figure 65 – Mur de béton entourant Santa Marta *403*
Figure 66 – Effacement de Vila Autodromo dans le dossier de candidature olympique *406*
Figure 67 – Effacement de Vila Autodromo dans une vidéo promotionnelle de Rio 2016 ..... *407*
Figure 68 – Effacement de Vila Autodromo sur la maquette du Parc Olympique Rio 2016 ..... *408*
Figure 69 – Marquage de Vila Autodromo sur les cartes touristiques de Rio de Janeiro *408*
Figure 70 – Effacement des favelas des cartes Google Maps entre l'avant et l'après événement *409*
Figure 71 – Omission de Vila Torres sur le trajet de la flamme olympique à Curitiba *410*

Figure 72 – Remplacement des favelas de Rio de Janeiro par une végétation luxuriante *413*
Figure 73 – Processus de maquillage urbain de Vila Torres pour le Mondial 2014 ..... *416*
Figure 74 – Amplification de la frontière socio-spatiale de Vila Torres *417*
Figure 75 – Colorisation de façades dans la favela carioca Santa Marta *418*
Figure 76 – Exemples de peintures représentant des favelas *419*
Figure 77 – Des ouvriers couvrent une maison délabrée de Penza avec un trompe l'œil *421*
Figure 78 – Évolution des termes désignant Vidigal dans la presse (journal O Globo) *423*
Figure 79 – Évolution des termes désignant Morro do Chaves dans la presse (journal O Globo) *425*
Figure 80 – Transfert des favelados en périphérie de Rio de Janeiro *431*
Figure 81 – Sigles « SMH » peints sur les murs de le favela Mêtro *436*
Figure 82 – Gravats volontairement laissés sur le sol à Vila Torres, Curitiba *439*
Figure 83 – « expulsão branca » peint sur les murs d'une maison de la favela Santa Marta (Rio de Janeiro) *444*
Figure 84 - Vidéo promotionnelle officielle de la Coupe du Monde 2014 au Brésil *454*
Figure 85 : Costumes de favelas paradant avant l'arrivée du marathon féminin 2016 ..... *455*
Figure 86 - Publicité Havianas représentant une favela et diffusée pendant les méga-événements *456*
Figure 87 : Tableau représentant une favela lors de la cérémonie d'ouverture des JO 2016 ..... *458*
Figure 88 : Guide de poche des favelas réalisé par la municipalité de Rio de Janeiro *458*
Figure 89 – Bidonville de luxe proposé aux touristes en Afrique du Sud *463*
Figure 90 – Véhicule de l'entreprise Jeep Tour posant devant la favela Santa Marta *465*
Figure 91– Groupe de touristes dans les ruelles de Vidigal avec le guide local de Vidigal Trilhas *469*
Figure 92 – « Guide habitant local » mentionné sur la page web du guide Vidigal Trilhas *470*
Figure 93 – boutique de souvenirs « faits maisons » par les favelados de Santa Marta *471*
Figure 94 – Page d'accueil du site du Tour Opérateur « Favela Tour » *472*

Table des planches graphiques

Vila Autodromo

Planche 1 – Évolution des équipements de base

Planche 2 – Coupes de terrain effectuées et points d'observation

Planche 3 – Transformations observées sur la coupe de terrain AA'

Planche 4 – Plan et coupe AA' – transformations observées

Planche 5 – Transformations observées sur la coupe de terrain BB'

Planche 6 – Plan et coupe BB' – transformations observées

Planche 7 – Transformations observées sur la coupe de terrain CC'

Planche 8 – Plan et coupe CC' – transformations observées

Planche 9 – Synthèse des transformations observées

Planche 10 – Synthèse des transformations par critère (1)

Planche 11 – Synthèse des transformations par critère (2)

Planche 12 – Synthèse des transformations par critère (3)

Planche 13 – Ssynthèse des transformations par critère

Vidigal

Planche 14 – Évolution des équipements de base

Planche 15 – Coupes de terrain effectuées et points d'observation

Planche 16 – Transformations observées sur la coupe de terrain AA'

Planche 17 – Plan et coupe AA' – transformations observées

Planche 18 – Transformations observées sur la coupe de terrain BB'

Planche 19 – Plan et coupe BB' – transformations observées

Planche 20 – Transformations observées sur la coupe de terrain CC'

Planche 21 – Plan et coupe CC' – transformations observées

Planche 22 – Transformations observées sur la coupe DD'

Planche 23 – Plan et coupe DD' – Transformations observées

Planche 24 – Synthèse des transformations observées

Planche 25 – Synthèse des transformations par critère (1)

Planche 26 – Synthèse des transformations par critère (2)

Planche 27 – Synthèse des transformations par critère (3)

Planche 28 – Synthèse des transformations par famille de critères

Planche 29 - Évolution de la superficie de Vidigal

Morro da Providência

Planche 30 – Évolution des équipements de base

Planche 31 – Coupes de terrain effectuées et points d'observation

Planche 32 – Transformations observées sur la coupe de terrain AA'

Planche 33 – Plan et coupe AA' – transformations observées

Planche 34 – Transformations observées sur la coupe de terrain BB'

Planche 35 – Plan et coupe BB' – transformations observées

Planche 36 – Synthèse des transformations observées

Planche 37 – Synthèse des transformations par critère

Planche 38 – Synthèse des transformations par famille de critères

Planche 39 - Évolution de la superficie de Morro da Providência

Vila Torres

Planche 40 – Évolution des équipements de base

Planche 41 – Coupes de terrain effectuées et points d'observation

Planche 42 – Transformations observées sur la coupe de terrain AA'

Planche 43 – Plan et coupe AA' – transformations observées

Planche 44 – Transformations observées sur la coupe de terrain BB'

Planche 45 – Plan et coupe BB' – transformations observées

Planche 46 – Transformations observées sur la coupe de terrain CC'

Planche 47 – Plan et coupe CC' – transformations observées

Planche 48 – Transformations observées sur la coupe DD'

Planche 49 – Plan et coupe DD' – Transformations observées

Planche 50 – Synthèse des transformations observées

Planche 51 – Synthèse des transformations par critère (1)

Planche 52 – Synthèse des transformations par critère (2)

Planche 53 – Synthèse des transformations par famille de critères

Planche 54 - Évolution de la superficie de Vila Torres

Vila Parolin

Planche 55 – Évolution des équipements de base

Planche 56 – Coupes de terrain effectuées et points d'observation

Planche 57 – Transformations observées sur la coupe de terrain AA'

Planche 58 – Plan et coupe AA' – transformations observées

Planche 59 – Transformations observées sur la coupe de terrain BB'

Planche 60 – Plan et coupe BB' – transformations observées

Planche 61 – Transformations observées sur la coupe de terrain CC'

Planche 62 – Plan et coupe CC' – transformations observées

Planche 63 – Transformations observées sur la coupe DD'

Planche 64 – Plan et coupe DD' – Transformations observées

Planche 65 – Synthèse des transformations observées

Planche 66 – Synthèse des transformations par critère (1)

Planche 67 – Synthèse des transformations par critère (2)

Planche 68 – Synthèse des transformations par famille de critères

Planche 69 - Évolution de la superficie de Vila Parolin